



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques
n^{os} 14 et 15 p. 09-65

Questions au
Gouvernement p. 66-99

2023-2028

n° 7



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-09

Séances publiques p. 09-65

14^e séance du mardi 12 mars 2024 p. 09-43

15^e séance du jeudi 14 mars 2024 p. 43-65

Questions au Gouvernement p. 66-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

08/04/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite du Premier Ministre ukrainien

« Je crois en la résistance ukrainienne »



De gauche à droite : M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, M. Denys Schmyhal, Premier Ministre de l'Ukraine, et M. Claude Wiseler, Président de la Chambre

Le Premier Ministre ukrainien, M. Denys Schmyhal, a effectué une visite officielle au Grand-Duché de Luxembourg le 19 mars 2024. À cette occasion, il a été reçu par M. Claude Wiseler, Président de la

Chambre des Députés, en présence de M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, et M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du

Commerce extérieur et à la Grande Région. « Un cessez-le-feu ne sera que l'occasion pour la Russie de se réarmer pour poursuivre sa guerre contre l'Ukraine. Il faut l'obliger à arrêter la guerre », a affirmé M. Schmyhal lors de l'entrevue à la Chambre des Députés.

« Notre soutien à votre résistance a été et sera sans faille. Que pouvons-nous désormais faire pour vous soutenir ? » C'est en essence la question qu'a posée le Président de la Chambre au Premier Ministre ukrainien.

Pour les Ukrainiens, il s'agit de s'opposer à la Russie symboliquement, militairement et sur le plan économique

M. Schmyhal, tout en affirmant que le Luxembourg avait fait jusqu'à présent tout ce qui était en son pouvoir pour soutenir la cause ukrainienne, que ce soit au niveau de la livraison de matériel ou par des actes comme la reconnaissance de l'Holodomor par la Chambre des Députés, a évoqué ce qui lui semblait nécessaire pour l'avenir.

Les besoins sont de nature différente : lutter contre les symboles de l'invasion russe, soutenir les propositions diplomatiques du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, ou prêter assistance pour l'obtention de pièces d'artillerie et de matériel pour pouvoir attaquer les lignes d'approvisionnement russes ainsi que pour l'utilisation des avoirs gelés de la Russie pour rendre possible la reconstruction de l'Ukraine. Le soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne après la guerre a également été évoqué.

Interview : Deux questions à M. Claude Wiseler

Quel était le message que souhaitait faire passer Denys Shmyhal ?

M. Wiseler : Le message était très clair : que nous poursuivions notre soutien de ces derniers mois et années. Je crois que les Ukrainiens nous ont clairement dit qu'ils apprécient que le Luxembourg les soutienne depuis tout ce temps sur des plans très différents, que ce soit militairement, financièrement ou en termes humanitaires. Et bien sûr, cette guerre dure maintenant depuis plus longtemps qu'on ne le pensait et elle continue. Il est important que nous, que ce soit le Gouvernement ou le Parlement, continuions à apporter ce soutien au cours des prochains mois.

Nous leur avons dit que nous allions nous engager pour cela en tant que Parlement. Il y a toute une série de motions qui ont déjà été adoptées, la dernière il y a quelques jours, dans lesquelles notre solidarité est exprimée de façon claire et nette, et cela est très important pour eux.

Vous avez affirmé que vous doutiez de la résistance de l'Ukraine au début. Avez-vous changé d'avis ?

M. Wiseler : Je suis convaincu du contraire. En effet, lors des premiers jours de la guerre, j'ai douté du fait que l'Ukraine puisse résister longtemps. Mais les Ukrainiens ont prouvé le contraire avec un

extrême courage et beaucoup d'héroïsme, soutenus bien sûr avec des armes et de l'aide qu'ils ont obtenues. Mais ce sont leurs gens qu'ils ont envoyés combattre. Et ils ont résisté à la Russie.

Je trouve cela très admirable. Ils s'engagent évidemment pour l'Ukraine, mais au-delà de cela, aussi pour nos valeurs et la manière dont nous vivons, d'une part, et d'autre part, nous savons que si M. Poutine gagne cette guerre, cela ne sera pas la fin.

Cela risque de continuer, et c'est pour cela qu'il est important que dans les prochaines semaines, les prochains mois et les prochaines années, s'il le faut, nous continuions à les soutenir.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Barbara Sušnik, Ambassadrice de la République de Slovénie



... S. E. Mme Idit Rosenzweig-Abu, Ambassadrice d'Israël



... S. E. Mme Dr Karin Proidl, Ambassadrice d'Autriche

Visite de trois dignitaires caboverdiens

Le Cabo Verde, « véritablement un partenaire privilégié »



La Commission de partenariat du Cabo Verde a été reçue à la Chambre des Députés pour un échange avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

La visite de trois ministres caboverdiens le 15 mars 2024 à la Chambre des Députés était l'occasion pour souligner le caractère exceptionnel des relations qui lient les deux pays, marquées par une politique de coopération tournée vers le climat et l'énergie et l'importante communauté caboverdienne au Grand-Duché.

Pour le Cabo Verde, le Luxembourg est « le partenaire de première ligne, toujours présent, très pragmatique, efficace, avec une vision sur le long terme ». Voilà le message clé des trois ministres caboverdiens lors d'un échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du

Commerce extérieur et à la Grande Région. Les trois membres du Gouvernement caboverdien – M. Rui Alberto de Figueiredo Soares, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration régionale, M. Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, et M. Alexandre Monteiro, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie – forment la Commission de partenariat de leur pays.

Le partenariat de coopération, en place depuis plus de trente ans, se diversifie en mettant l'accent sur le climat et l'énergie. « Vous êtes véritablement un partenaire privilégié », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler.

« Une entente approfondie »

Interrogés par les députés sur l'évolution des projets soutenus par le Luxembourg, les ministres ont témoigné de la situation sur place. Ils ont entre autres évoqué un des projets emblématiques concernant le traitement des eaux qui fait du Cabo Verde le premier pays d'Afrique disposant d'un plan d'assainissement des eaux, et ce sur des îles où l'accès à l'eau potable n'était souvent pas garanti. Des projets concernant l'hydrogène ont également été mentionnés.

Pour ce qui est du partage de valeurs et d'un positionnement clair concernant les différents conflits dans le monde entier, « nous avons une entente approfondie », a encore expliqué M. Wiseler. Au Président de la Chambre de constater que la communauté caboverdienne au Luxembourg – la quatrième communauté étrangère au Grand-Duché – est bien intégrée. Les députés se sont renseignés sur le rôle de la diaspora, qui reste très attachée à son pays d'origine. Le défi consiste, selon les ministres caboverdiens, à la faire participer davantage au développement du pays.

Retransmission de cinq commissions parlementaires sur le site chd.lu

À partir du 15 avril 2024, cinq commissions parlementaires seront retransmises en direct en streaming sur le site public de la Chambre des Députés chd.lu. Les vidéos des réunions seront également disponibles en replay via chd.lu.

Pendant cette phase de test, à la suite de laquelle une évaluation sera opérée, les réunions des commissions parlementaires suivantes seront publiques :

- Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ;
- Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ;
- Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ;
- Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- Commission des Médias et des Communications.

Cette décision fait partie d'un ensemble de réformes du travail parlementaire annoncées par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Elles s'inscrivent dans sa volonté d'augmenter l'attractivité de la Chambre : « Il est important de rendre le travail parlementaire plus transparent en le rendant plus accessible. »



Pour la retransmission des réunions de commissions, une salle a été équipée de trois caméras.

Présentation du rapport annuel 2022 de l'Ombudsman

Un nombre record de réclamations pour l'Ombudsman en 2022



Mme Claudia Monti a présenté le rapport d'activité relatif à l'année 2022 devant les membres de toutes les commissions parlementaires.

1.247 réclamations ont été introduites en 2022 par des citoyens estimant que leur dossier n'a pas été traité convenablement par les administrations de l'État ou des communes. « L'Ombudsman n'a jamais été autant sollicité », a expliqué Mme Claudia Monti le 11 mars 2024 lors de la présentation du rapport d'activité de l'Ombudsman relatif à l'année 2022 devant toutes les commissions parlementaires.

Le nombre record s'explique par différents facteurs, selon Mme Monti. Au bout de 20 ans d'activité, les citoyens sont de mieux en mieux informés sur l'existence et le travail effectué par l'Ombudsman. Mme Monti s'est félicitée d'une avancée qui fait que dans les courriers officiels envoyés par plusieurs administrations, l'Ombudsman est désormais expressément évoqué pour guider les citoyens en cas de contentieux. Cette démarche fait du Luxembourg un précurseur par rapport à l'approche pratiquée dans les pays

voisins. Entre 2018 et 2021, le nombre de réclamations reçues vacillait entre 900 et 1.000 par an. Il est à noter que 186 des 1.247 réclamations reçues en 2022 étaient non recevables.

Une recommandation concernant le regroupement familial

Mme Monti a exposé une panoplie de cas de litiges aux députés. Ils concernent de nombreux domaines, comme les ministères des affaires étrangères, du travail, de la famille, de la sécurité sociale ou encore du logement, donc « tous les domaines dans lesquels les personnes sont les plus vulnérables », a expliqué Mme Monti.

L'Ombudsman a publié une recommandation concernant « un revirement de la pratique administrative en défaveur de l'administré en matière de regroupement familial ». Concrètement, il s'agit du fait que les autorités n'ont plus accordé le regroupement familial aux mineurs sous tutelle comme des neveux ou des nièces d'une personne ayant obtenu un titre de séjour, une pratique apparue en 2021, selon Mme Monti, et qui va à l'encontre de l'intérêt supérieur de l'enfant.

« Interpréter la loi en faveur du requérant »

Pour ce qui est du ressort des communes, un contentieux récurrent concerne l'inscription dans le registre communal et des cas de refus d'attribution. Une personne sans adresse n'existe pas aux yeux des administrations, mais dans ces cas, certaines communes appliquent des critères différents par rapport à d'autres pour statuer sur cette inscription, a relaté Mme Monti.

Même si les réponses reçues ou les délais de réponses ne sont pas toujours satisfaisants, que des administrations se renvoient la balle entre elles, Mme Monti a salué la collaboration avec les différentes administrations. « Les collaborateurs comprennent que l'Ombudsman n'est pas l'avocat du citoyen, mais un médiateur qui cherche une solution. Souvent, l'Ombudsman met le doigt sur un problème récurrent, qui s'explique souvent par un manque de moyens ou de personnel », a-t-elle ajouté. Et de lancer un plaidoyer : « Ce n'est pas nécessaire de changer beaucoup de lois. Souvent la loi donne la possibilité de l'interpréter en faveur d'un requérant. Mais pour ceci, il faut arrêter de penser que tous les citoyens essaient de frauder. »

Une analyse en commission parlementaire et un débat en séance plénière

Les différentes doléances évoquées dans le rapport 2022 seront désormais analysées par les différentes commissions parlementaires compétentes, qui par la suite élaboreront une prise de position. Le rapport des députés sera ensuite débattu en séance plénière.

La présentation du rapport d'activité relatif à l'année 2023 est prévue pour le 10 juin 2024.

Retrouvez le rapport annuel 2022 de l'Ombudsman en scannant le code QR suivant :



Pairing Scheme : échanges thématiques entre chercheurs et participants parlementaires

Coorganisé par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche (FNR), le Pairing Scheme vise à promouvoir l'échange de perspectives scientifiques et politiques afin de favoriser une meilleure compréhension mutuelle et appuyer des actions politiques basées sur des données scientifiques robustes.

Pour l'édition 2024 du Pairing Scheme, un nouveau concept a été mis en place, articulé autour de trois étapes majeures :

– Le Pairing Café, qui s'est tenu le 8 mars 2024, a permis des discussions thématiques entre les chercheurs et les participants de la Chambre des Députés.

– À partir du mois de mai, des chercheurs et des membres de la Cellule scientifique travailleront ensemble à la rédaction de documents de recherche scientifique, dont la publication est prévue pour la fin de l'année 2024.

– Enfin, une conférence publique sera organisée début 2025 pour présenter les documents de recherche publiés.

Lors du Pairing Café, des échanges informels d'environ 30 minutes ont eu lieu autour de tables thématiques

réunissant trois à quatre chercheurs et deux à cinq députés, collaborateurs des groupes et sensibilités politiques ou membres de l'Administration parlementaire.

En plus des membres du comité d'organisation et des chercheurs, un total de 37 personnes a participé au Pairing Café. Bien qu'une trentaine de chercheurs aient répondu à l'appel lancé par le FNR, le comité d'organisation n'a sélectionné que 17 chercheurs multidisciplinaires, mettant ainsi en lumière les différentes dimensions d'une problématique scientifique intéressant la société luxembourgeoise.

Les thématiques suivantes ont été sélectionnées à la suite d'un sondage auprès des députés :

– l'intensification de la pauvreté au Luxembourg et l'évolution du marché du travail ;

– la crise du logement au Luxembourg ainsi que les évolutions et défis démographiques ;

– les enjeux environnementaux auxquels le Luxembourg est confronté ;

– les défis de l'enseignement public scolaire et universitaire face aux changements sociétaux ;

– les enjeux de santé au Luxembourg.

Le vote pour les questions de recherche à traiter sous forme de documents de recherche (étape 2 du Pairing Scheme) se déroulera dans les semaines à venir.



Le Pairing Café, nouveau concept mis en place dans le cadre du Pairing Scheme, a permis des discussions thématiques entre des chercheurs et des participants de la Chambre des Députés.

Visite de Handicap International à la Chambre des Députés « Vous avez l'oreille du Parlement »



La visite de Handicap International à la Chambre des Députés est désormais une tradition annuelle, au cours de laquelle les députés ont l'occasion de se renseigner sur les activités de l'ONG.

Une délégation de l'organisation non gouvernementale Handicap International a été reçue le 11 mars 2024 à la Chambre des Députés pour un entretien avec le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler,

et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas.

Les deux députés ont interrogé les représentants d'Handicap International sur un ensemble de sujets. Ils se sont notamment intéressés à la façon dont l'organisation est structurée, mais aussi aux missions de l'ONG, notamment les opérations de déminage en Ukraine ou encore les activités dans la bande de Gaza dans le cadre du conflit au Moyen-Orient.

Les représentants d'Handicap International ont décrit en détail les opérations auxquelles l'ONG prend part, parlant notamment d'un « mode urgence absolue » au sujet de la situation dans la bande de Gaza et décrivant des conditions de travail extrêmement difficiles pour leurs membres actifs sur le terrain, soumis « aux mêmes contraintes » que la population : trouver de l'eau et de la nourriture.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné toute l'importance qu'il accordait à l'engagement d'Handicap International, rappelant les progrès historiques réalisés par l'ONG, notamment dans la lutte contre les mines antipersonnel. M. Wiseler a également déclaré que le Parlement luxembourgeois est à l'écoute de l'ONG et a affirmé que ce dernier se tiendrait à ses côtés lorsqu'elle en aurait besoin. Le Président a encore soutenu que « la Chambre peut jouer un rôle diplomatique différent de celui du Gouvernement, avec une parole moins contrainte et représentant plus largement la population luxembourgeoise ».

Les représentants d'Handicap International ont relevé que le Luxembourg continuait à avoir un poids diplomatique important sur la scène internationale malgré sa taille et qu'ils ne manqueront pas de solliciter l'appui du Parlement lorsque le besoin s'en fera sentir.

Entrevue avec des représentants du Jugendrot

Faire entendre la voix des jeunes lors des grands débats

Parlement des jeunes, Convention des jeunes ou l'engagement pour l'éducation à la citoyenneté et la participation citoyenne – le Parlement luxembourgeois s'engage depuis longtemps aux côtés de ces organisations des jeunes.

Lors d'une entrevue le 14 mars 2024 avec des représentants de la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL, également connue sous le nom de « Jugendrot »), qui est l'organisation parapluie des organisations de jeunesse au Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a évoqué des pistes pour impliquer davantage l'avis des jeunes dans la vie parlementaire.

« Le Parlement doit garantir que toutes les parties prenantes puissent s'exprimer sur les grands défis de notre société. Le travail parlementaire doit respecter son aspect consultatif », a affirmé M. Wiseler lors de l'entrevue avec les représentants du Jugendrot.

Dans cette lignée l'avis des jeunes devrait être davantage associé au travail parlementaire sur les grands sujets comme le logement ou l'avenir des pensions, et ce de manière systématique.

Le Président de la Chambre a évoqué plusieurs pistes pour que les jeunes puissent faire entendre leur voix :

à travers des prises de position ou des échanges avec le Jugendrot ou lors des débats de consultation ou d'orientation organisés à la Chambre.

En plus de cet aspect politique, la Chambre des Députés donne depuis longtemps la parole aux jeunes à l'occasion de différents événements coorganisés avec le Jugendrot. Une session plénière annuelle du Parlement des jeunes permet ainsi aux jeunes de discuter de leurs résolutions lors d'une audition devant les députés.

Lors du Jugendkonvent (Convention des jeunes), organisé tous les ans depuis 18 ans, les jeunes entre 13 et 30 ans peuvent participer à une journée de réflexion et d'échanges politiques qui aboutit à un échange de vues avec les députés en salle plénière.

La Chambre participe également à un rallye citoyen qui permet aux élèves de découvrir les acteurs clés de la vie démocratique du pays.

Ces événements s'inscrivent dans la promotion de la participation démocratique.

« L'éducation à la citoyenneté fait partie des missions clés du Parlement », a rappelé M. Wiseler lors de l'entrevue avec les représentants du Jugendrot. La

Chambre s'engage en effet à différents niveaux et en coopération avec ses partenaires, comme le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), pour l'éducation à la citoyenneté.



De gauche à droite : MM. Harry Lamamra et Liam Bremer, Secrétaire général et Président du Jugendrot, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et M. Mike de Waha, Directeur du Jugendrot

Recherche scientifique au Parlement

Les restrictions à la diffusion de certains médias russes dans l'Union européenne et le respect de la liberté d'expression au Luxembourg

En réponse à l'agression de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'Union européenne a renforcé les mesures restrictives individuelles et économiques prises à l'égard de la Russie depuis 2014. Parmi ces mesures figure l'interdiction de diffusion de certains médias russes, notamment Sputnik et RT (Russia Today) et leurs filiales, afin de lutter contre la propagande et la désinformation réalisées à travers ces médias sous le contrôle direct ou indirect des autorités étatiques russes.

Ces mesures viennent restreindre la liberté d'expression, plus précisément la liberté de communiquer des informations et des idées, et le droit corollaire pour le public d'y avoir accès.

La liberté d'expression est protégée au Luxembourg non seulement par la Constitution et par la loi, mais aussi par des instruments internationaux comme la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Se pose alors la question de la conformité de ces restrictions, prises par la voie du règlement (UE) modifié n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

Cette question ne peut être abordée sans le rappel, au préalable, de la règle de la primauté du droit international et du droit de l'Union européenne sur l'ensemble du droit national, y compris la Constitution. Cette règle « radicale » n'est pas expressément consacrée par la Constitution, mais son existence fait l'objet d'un consensus politique, jurisprudentiel et doctrinal au Luxembourg.

Il en résulte qu'un règlement de l'Union européenne, quand bien même serait-il contraire à la Constitution, doit primer sur les dispositions constitutionnelles, y compris l'article 23 de la Constitution consacrant la liberté d'expression.

Cela étant, la mise en œuvre du règlement (UE) modifié n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 ne constitue pas nécessairement une violation de la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

La liberté d'expression est un des droits les plus précieux de l'homme et un des fondements de notre société démocratique. Elle vaut non seulement pour les informations ou idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent. Par ailleurs, le pluralisme des sources d'information permet au citoyen de choisir entre les différents messages communiqués et, à partir de ces expressions multiples, de former son propre jugement et d'enrichir sa personnalité.

Les journalistes, et plus largement les médias, jouent un rôle essentiel de « chien de garde » de la démocratie. À ce titre, ils jouissent d'une protection renforcée dans l'exercice de leur liberté d'expression. Ils sont néanmoins tenus à l'exercice d'un journalisme responsable, de bonne foi, dans le respect de l'éthique et la déontologie journalistiques.

La liberté d'expression, y compris celle des journalistes, n'est pas absolue. Elle peut être sanctionnée mais aussi limitée, notamment par l'adoption de mesures préventives comme l'interdiction de la publication ou de la diffusion d'une information.

Ces limitations, restrictions ou ingérences à la liberté d'expression sont licites dans la mesure où elles respectent certaines conditions. Ces conditions sont prévues en des termes similaires par la Constitution luxembourgeoise, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme. Les restrictions sont licites si elles sont prévues par la loi, elles préservent l'essence de la liberté d'expression, elles poursuivent un but légitime d'intérêt général ou de protection des droits et libertés

d'autrui, elles sont nécessaires et proportionnées à la poursuite de cet objectif.

Le Tribunal de l'Union européenne a été saisi, par un des médias russes affectés par les restrictions à la diffusion, d'une requête en annulation des actes restrictifs en question, en ce qu'ils porteraient atteinte à la liberté d'expression telle que consacrée par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Par un arrêt RT France contre Conseil de l'Union européenne du 27 juillet 2022, le Tribunal a rejeté toute violation de la liberté d'expression. Ces mesures, visant notamment à préserver l'Union et les États membres de toute campagne de déstabilisation par l'intermédiaire des médias contrôlés par la Russie, n'ont pas été annulées.

En conclusion, compte tenu de la primauté du droit international et du droit de l'Union européenne sur l'ensemble du droit national, mais également eu égard à la protection cohérente et intégrée de la liberté d'expression au Luxembourg, nous pouvons retenir que les restrictions imposées par l'Union européenne quant à la diffusion de médias russes sont conformes à la liberté d'expression telle qu'elle est protégée au Luxembourg.

Note de recherche scientifique par M. Marty, « Les restrictions à la diffusion de certains médias russes dans l'Union européenne et le respect de la liberté d'expression au Luxembourg », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 18 janvier 2024.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Entrevue mat Verrieder vum SIL

Verrieder vun der Organisatioun Scouting in Luxembourg (SIL) haten en Austausch mat Deputéierte vum Groupe interparlementaire du scoutisme. Si hu sech ënnert anerem mat de méi strenge Reegele fir d'Organiséiere vun Evenementer a Bëscher befaasst.



Aide financière pour les employeurs

8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Le présent projet de loi vise à introduire une aide financière pour des employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une formation professionnelle en cours d'emploi. À cet effet, il porte modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général.

En 2019, le législateur avait introduit la possibilité d'organiser la formation professionnelle de base et la formation professionnelle initiale en cours d'emploi afin de remédier à la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs. Les métiers et les professions éligibles pour une telle formation, ainsi que les conditions d'admission et les modalités de fonctionnement, seraient à définir par voie de règlement grand-ducal.

Actuellement, un projet de règlement grand-ducal à prendre sur base de l'article 42, alinéas 3 et 4, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, prévoit l'organisation de deux formations en cours d'emploi à partir de l'année scolaire 2023-2024.

Or, sachant que la participation d'un salarié à une formation en cours d'emploi constitue une charge financière pour son employeur à cause de son absence au travail, le présent projet de loi vise à mettre en place un support financier pour les employeurs dont un ou plusieurs salariés suivent une telle formation. Cette aide est accordée uniquement pour les formations relevant du champ d'application de l'article 42 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée et organisées par des organismes énumérés à l'article 16 de cette loi. Par ailleurs, le salarié pour lequel l'aide est demandée doit être majeur et disposer d'un contrat de travail dans le domaine du métier ou de la profession en question.

Les employeurs peuvent bénéficier d'une compensation financière pour chaque heure de formation qui a effectivement eu lieu pendant le temps de travail du salarié, et ceci à hauteur du taux horaire du salaire social minimum pour salariés non qualifiés.

Cette mesure constitue une décharge considérable du coût engendré pour l'employeur, par laquelle le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse entend promouvoir le modèle de la formation professionnelle en cours d'emploi.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23/08/2023

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18/01/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

23/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/03/2024

Fonctionnement de l'INFPC

8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications et des précisions au rôle et aux modalités de fonctionnement de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (ci-après « INFPC »).

L'INFPC a été créé en 1992 sous le statut d'établissement public et placé sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, afin de souligner l'importance de la formation professionnelle continue pour le développement économique et social au Luxembourg. Au fil du temps, l'Institut s'est adapté à l'évolution du contexte socio-économique et s'est inscrit dans la construction d'un modèle national d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Le présent projet de loi vise à fortifier le rôle de l'INFPC en tant qu'acteur-clé dans la coordination de la formation professionnelle. Ainsi, il est créé une commission

consultative au sein de l'INFPC qui est censée rassembler des avis et suggestions de tous les acteurs concernés et d'élaborer par la suite des recommandations en vue de l'adaptation régulière de l'offre de formations continues au Luxembourg.

Par ailleurs, le projet de loi entend mettre en œuvre les recommandations de la Cour des comptes formulées dans son rapport spécial sur les établissements publics de 2015. Premièrement, il est proposé d'adapter les dispositions relatives au conseil d'administration de l'INFPC, concernant notamment son mode de fonctionnement, ses missions, ainsi que la durée du mandat et les jetons de présence attribués à ses membres. Deuxièmement, la composition et le fonctionnement du conseil scientifique de l'INFPC sont actualisés.

Finalement, le projet de loi introduit deux nouvelles fonctions au sein de l'INFPC, celle du Vice-Président du Conseil d'administration et celle du Directeur. Il précise la structure organisationnelle de l'Institut tout en ajoutant un cinquième département, à savoir le département du développement stratégique de la formation professionnelle continue.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 28/09/2023

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

11/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

23/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/03/2024

Système d'échange de quotas d'émission

8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Le projet a pour objet de modifier la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, suite aux changements intervenus au niveau européen concernant le système d'échange de quotas d'émission (SEQE).

Ainsi, il transpose en droit national les deux directives suivantes :

– la directive (UE) 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la contribution de l'aviation à l'objectif de réduction des émissions dans tous les secteurs de l'économie de l'Union et la mise en œuvre appropriée d'un mécanisme de marché mondial. Cette directive concerne le secteur de l'aviation commerciale. Comme auparavant, le SEQE s'applique aux vols au sein de l'Espace économique européen. Le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) s'applique aux vols extra-européens à destination et en provenance des pays tiers participant à ce régime. En application du principe de pollueur-payeur, il est prévu que les quotas d'émission gratuits pour le secteur de l'aviation seront progressivement supprimés en 2024 et 2025 et qu'ils feront l'objet d'une mise aux enchères intégrale à partir de 2026 ;

– la directive (UE) 2023/959 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union. Les changements apportés par cette directive concernent l'inclusion des émissions du secteur du transport maritime, ainsi que la mise en place d'un nouveau SEQE autonome applicable aux secteurs du bâtiment, du transport routier et d'autres secteurs supplémentaires.

En outre, le projet de loi met en œuvre les deux règlements suivants :

– le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Ce règlement a comme objet l'établissement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), afin d'éviter que les efforts de réduction des émissions de GES consentis par l'UE ne soient neutralisés par une augmentation des émissions en dehors de ses frontières qui résulterait d'une délocalisation de la production vers

des pays tiers ou d'une augmentation des importations de produits à plus haute intensité de carbone. Le MACF vise les secteurs du ciment, de l'électricité, des engrais, du fer, de l'acier, de l'aluminium et de l'hydrogène ; il est conçu pour fonctionner parallèlement au SEQE, dont il est le pendant en ce qui concerne les marchandises importées ;

– le règlement (UE) 2023/957 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/757 afin de prévoir l'inclusion des activités de transport maritime dans le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions d'autres gaz à effet de serre et des émissions d'autres types de navires.

Le projet de loi prévoit également la modification de certaines autres dispositions de la loi précitée du 15 décembre 2020 non liées à la transposition du droit européen, et notamment :

– la modification renforçant le rôle de l'Observatoire de la politique climatique, qui se verra confier la mission d'émettre un avis sur l'avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ;

– la prolongation d'un mois du délai de l'enquête publique sur l'avant-projet du PNEC, afin de permettre une participation plus large du public ;

– la modification des conditions d'ouverture de comptes au sein du registre SEQE luxembourgeois afin de faire face au nombre croissant de demandes et de réduire le risque de fraude.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/10/2023
Rapporteur : M. Christophe Hansen

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

(Président : M. Christophe Hansen) :

10/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/03/2024

Le présent projet de loi prévoit la modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété afin de supprimer le délai de 35 ans prévu pour la mise en conformité des états descriptifs de division des immeubles soumis au statut de la copropriété avant le 1^{er} avril 1989.

L'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété impose, en effet, la mise en conformité, dans un certain délai, des états descriptifs de division établis avant le 1^{er} avril 1989, en prescrivant que les actes dressés après cette échéance et ne recourant pas aux nouvelles désignations cadastrales, ne sont plus enregistrés, ni transcrits.

Ce délai, initialement limité à dix ans, a été prolongé entre-temps à 35 ans et vient à échéance le 31 mars 2024, sans avoir porté ses fruits. En effet, sur les quelque 3.350 dossiers initialement visés, moins de 1.900 ont pu être migrés dans le « nouveau régime ». Les raisons à l'origine de l'échec partiel de cette mesure se résument dans des procédures complexes, longues et coûteuses. L'inexistence de documents et de plans appropriés requiert l'unanimité des copropriétaires pour l'introduction éventuelle de nouvelles quotes-parts.

Une nouvelle prorogation du délai n'aurait pas d'effets notables aux yeux de l'administration. Il semble dès lors opportun d'ôter le caractère obligatoire obtenu par le biais d'un délai imparti et de préconiser la suppression dudit délai.

Dépôt du projet de loi 8330 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/10/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

19/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

06/03/2024 Scission du projet de loi 8330 en deux projets de loi distincts : 8330A et 8330B

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/03/2024

Loi du 29 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 133, page 1

Publicité foncière en matière de copropriété

8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

14^e séance

Sommaire

- | | |
|--|--|
| <p>1. Ouverture de la séance publique p. 10</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> <p>2. Communications p. 10</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> <p>3. Ordre du jour p. 11</p> <p>M. Claude Wiseler, Président Mme Taina Bofferding</p> <p>4. Changement de dénomination d'une commission parlementaire p. 11</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> <p>5. Heure de questions au Gouvernement p. 11</p> <p>Question n° 45 du 12 mars 2024 de M. Jeff Boonen relative aux diagnostics archéologiques prévus dans la loi de la protection du patrimoine en relation avec la construction d'une installation agri-photovoltaïque, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 11</p> <p>M. Jeff Boonen M. Eric Thill, Ministre de la Culture</p> <p>Question n° 46 du 8 mars 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la convention entre le Ministère du Logement et l'ASBL « Mieterschutz Lëtzebuerg », adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire p. 12</p> | <p>Mme Taina Bofferding M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire</p> <p>Question n° 47 du 12 mars 2024 de M. André Bauler relative au rôle du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre p. 13</p> <p>M. André Bauler M. Luc Frieden, Premier ministre</p> <p>Question n° 48 du 12 mars 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évaluation des carrières dans la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 13</p> <p>M. Fernand Kartheiser M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures</p> <p>Question n° 49 du 12 mars 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'application de sanctions par l'Inspection du travail et des mines dans le cadre de l'examen médical d'embauche, adressée à M. le Ministre du Travail p. 13</p> <p>Mme Octavie Modert M. Georges Mischo, Ministre du Travail</p> <p>Question n° 50 du 12 mars 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux travaux dans le domaine de la protection des eaux décidés lors du « Landwirtschaftsdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 14</p> |
|--|--|

Mme Joëlle Welfring | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 51 du 12 mars 2024 de M. Gusty Graas relative à l'utilisation inappropriée des numéros d'appel pour les services d'urgence et de secours, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 15

M. Gusty Graas | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 52 du 11 mars 2024 de M. Marc Goergen relative à l'action en justice de la CGFP contre le Gouvernement, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

p. 15

M. Marc Goergen | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Question n° 53 du 12 mars 2024 de Mme Diane Adehm relative au Science Center Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

p. 16

Mme Diane Adehm | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 54 du 12 mars 2024 de M. David Wagner relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Question n° 55 du 11 mars 2024 de M. Dan Biancalana relative au courrier de la Procureure d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

p. 16

M. David Wagner | M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 56 du 8 mars 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux « Nicotine pouches », adressée à M. le Ministre des Finances

p. 17

M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Question n° 57 du 12 mars 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'obligation d'indemnisation des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines, adressée à M. le Ministre du Travail

p. 18

M. Gérard Schockmel | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

6. 8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

p. 18

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8295 et dispense du second vote constitutionnel

7. 8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

p. 20

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino

Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8313 et dispense du second vote constitutionnel

8. Interpellation de M. François Bausch sur les mesures pour contrer la crise du logement

p. 22

Exposé : M. François Bausch (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Alex Donnersbach (interventions de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, et M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 2) | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen (dépôt des motions 3 à 5) | M. David Wagner | M. François Bausch

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Alex Donnersbach | M. François Bausch | M. Marc Goergen | Mme Taina Bofferding

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motions 3 et 4 : M. Marc Goergen | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. François Bausch | M. Marc Lies | M. David Wagner | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 (retrait du rôle des affaires)

Motion 5 : M. Marc Goergen | M. Alex Donnersbach | Mme Alexandra Schoos

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (rejeté)

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Da maachen ech e puer Kommunikatiounen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëtzens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 12 mars 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets et propositions suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8357 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

8358 – Projet de loi portant modification de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

8359 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement »

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 04/03/2024

8360 – Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International), fait à Stockholm, le 27 février 1995

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04/03/2024

8361 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au titre honorifique des anciens députés et Présidents de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, le 07/03/2024

8330A – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété*

Scission du projet de loi 8330 le 06/03/2024

8330B – *Projet de loi portant organisation de l'Administration du cadastre et de la topographie*

Scission du projet de loi 8330 le 06/03/2024

8383 – *Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant : 1^o la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;*

2^o la loi modifiée du 16 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;
3^o la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4^o la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024

8384 – *Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024

3) *Les projets suivants ont été retirés du rôle des affaires :*

7354 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés*

Dépôt : Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 17/08/2018

Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024

8013 – *Projet de loi portant modification :*

1^o de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

2^o de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ;

3^o de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 30/05/2022

Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024

8331 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/10/2023

Retrait du rôle des affaires : 28/02/2024

4) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

3088 – *Demande de pétition publique : Système de clémences juste et proportionné en cas d'infractions liées aux excès de vitesse mineures constatées par les radars fixes*

Dépôt : M. Massimo Raschella, le 27/02/2024

3089 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire proposant la remédiation des disparités dans le traitement fiscal et contributions à la Sécurité sociale des couples mariés et partenariats civils*

Dépôt : M. Filip Oller, le 26/02/2024

3090 – *Demande de pétition publique : Changement de comportement du personnel et de leur façon de traiter leurs clients privés*

Dépôt : Mme Michelle Bevilacqua, le 29/02/2024

3091 – *Demande de pétition publique : Proposition de réforme pour une justice sociale dans l'attribution des allocations familiales et pour l'atténuation de la crise du logement au Luxembourg*

Dépôt : M. Alexandre De Couëspel De Boisgency, le 02/03/2024

3092 – *Demande de pétition publique : Pétition pour la réforme des allocations familiales des travailleurs frontaliers au profit du financement de logements abordables et de l'amélioration de l'aide aux résidents en attente au Luxembourg : Une mesure cruciale pour l'équité sociale et la lutte contre la crise du logement*

Dépôt : M. Alexandre De Couëspel De Boisgency, le 02/03/2024

3093 – *Demande de pétition publique : À quand la baisse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires ?*

Dépôt : M. Franck Reizer, le 06/03/2024

3094 – *Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité des nos adolescents*

Dépôt : M. Franck Reizer, le 06/03/2024

3095 – *Demande de pétition publique : La dispense d'obligation scolaire pour une période de maximum 5 jours par an pour des raisons familiales*

Dépôt : Mme Silvia Pierik, le 06/03/2024

3096 – *Demande de pétition publique : Inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception dans la constitution*

Dépôt : M. Philippe Nowak, le 06/03/2024

3097 – *Demande de pétition ordinaire : Dréngend Petitioun: Unterstützung der Initiative Tschechiens zur Beschaffung von 800.000 Schuss Artilleriegranaten für die Ukraine auf dem Weltmarkt*

Dépôt : M. Romain Reiter, le 07/03/2024

3098 – *Demande de pétition publique : Contrat d'assurance et résiliation*

Dépôt : M. Maxime Bourdis, le 07/03/2024

3099 – *Demande de pétition publique : Pétition pour une seconde chance pour un devoir en classe au Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse du Luxembourg*

Dépôt : M. Aleks Jevdokimov, le 07/03/2024

3100 – *Demande de pétition publique : Instaurer un site qui diffuse tous les avis mortuaires du Luxembourg, sans aller chercher dans les différents journaux. Exemple : le Républicain Lorrain*

Dépôt : M. Daniel Theis, le 08/03/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Eng Wuertmeldung. D'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'Froestonn un d'Regierung ass jo u sech

do, fir dass d'Membere kënnen spontan op d'Froen äntwerten. A mir géifen et schued fannen, wann an Zukunft nach méi Froe géifen dozoukommen. Domadder schwätzen ech déi onbeäntwert Question-parlementairen un. An duerfir nach eng Kéier hei de Rappel un d'Regierung, sech wannechgelift un d'Delaie ze halen, dass déi matzäite beäntwert ginn, well soss wäerte mer an Zukunft vun eisem Recht Gebrauch maachen an an der nächster Séance plenièr dann déi Froe stellen, déi mer net beäntwert kritt hunn am Delai. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Bofferding. Just fir eng Remark ze maachen: Ech hunn elo zwou Question-parlementairen, déi nach net zäitgerecht beäntwert gi sinn. A selbstverständlech huet d'Madamm Bofferding Recht, fir déi Remark do ze maachen, an och Recht, wa se déi da wëllten op den Ordre du jour vun der Sétzung setzen, falls se nach net beäntwert wäeren an den Delaien. Ech ennersträchen also dat, wat d'Madamm Bofferding elo gesot huet.

An da fuere mer weider mat dem nächste Punkt, wann Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd?

(Assentiment)

Ausser där Wuertmeldung war keng do, dann ass dat esou decidéiert.

4. Changement de dénomination d'une commission parlementaire

An da komme mer zum Changement de dénomination vun enger Commission parlementaire. Op Ufro vun der Familljekommissioun a mam Accord vun der Conférence des Présidents gëtt proposéiert, den Numm vun der Commission ze änneren an d'Voleten „Égalité des genres“ an „Diversité“ bäizefügen. D'Kommissioun géif deemno „Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité“ heeschen.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 45 vum Här Jeff Boonen un den Här Kulturminister iwwert d'Diagnostics archéologiques, déi am Kader vum Bau vun enger Agrifotovoltikanlag virgesi sinn. Den Här Boonen huet d'Wuert. Här Boonen.

– **Question n° 45 du 12 mars 2024 de M. Jeff Boonen relative aux diagnostics archéologiques prévus dans la loi de la protection du patrimoine en relation avec la construction d'une installation agri-photovoltaïque, adressée à M. le Ministre de la Culture**

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. D'Klima- an d'Energieziler si kloer, an et heescht ze handelen. Am Beräich vun der Energieproduktioun gëtt et vill Innovatiounen. Enner anere huet de Ministère de l'Énergie 2022 en Appel à projets gemaach fir Pilotprojeten am Beräich Agri-PV, dat heescht Fotovoltaik kombinéiert mat landwirtschaftlecher Produktioun. 14 Projete sinn zrëckbehalte ginn a stinn elo an de Startlächer. D'Projete mussen elo

nach en Diagnostic archéologique maachen, deen am Kader vum Gesetz vum Denkmalschutz gefrot gëtt.

Meng Fro un den Här Minister vun der Kultur an deem Kader ass: Wéi grouss ass de Risiko, mat Agri-PV Schued un engem archeologeschen Objet ze maachen? Mécht et Sënn, bei dese Projeten, wou net am Buedem gewullt gëtt, wou kee Bëton gemaach gëtt, deen och erëm kann einfach ewechgeholl ginn, diesen Diagnostic ze froen, virun allem am Sënn vun der Simplification vun de Prozeduren an och der Reduktioun vun de Käschten? A jo, wann et Sënn mécht, gëtt et Méiglechkeeten, d'Käschte vun dem Diagnostic ze reduzéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert beim Här Kulturminister. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, fir d'alleréisch dem Här Boonen e grouse Merci fir des Fro. Dat erlaabt mer, op deser Plaz op e puer Saachen anzegoen. Fir d'alleréisch wëll ech nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass d'Fotovoltaikanlagen an och d'Solarenergie eng ganz wichteg Roll bei der Energietransitioun spillen an och heibäi natierlech e wichtege Rôle spille fir d'Erreeche vun eisen ambitiöse Klimaziler. D'Regierung hält ganz kloer un den Ziler aus dem PNEC fest a wëll ganz kloer d'Emklammen op d'Solarenergie dofir och weider ënnerstëtzen an och weider ausbauen.

Dir hutt mech – an do wëll ech ganz kuerz drop agoen – no de Prozeduren an och no den Autorisatiounen gefrot, déi vum INRA ausginn. Do hu mer d'Gesetz vum 22. Februar 2022 iwwert de kulturelle Patrimoine. A jo, do hu mer effektiv divers Aarbechten an och verschidden administrativ Schrëtt, déi hei virgesi sinn. Ech wëll op deser Plaz nach eng Kéier kloer op de Guide pratique agoe vun deem Patrimoinengesetz an och op deen digitale Volet. Do hu mer den Internetsite patrimoineculturel.lu, wou ee sech eebe genau dese Guide pratique kann eroflueden, mat deem dann eeben och d'Prozeduren an och d'Konditiounen ronderëm déi verschidde Facettë vum Denkmalschutz am Detail eng Kéier erkläert ginn.

Ech wéilt awer op deser Plaz kuerz a knapp och eng Kéier op déi Prozedur hei agoen, konkret vun deem Beispill, dat Der ugeschwat hutt. Fakt ass, dass all Constructioun an och Ofraappaarbechten, déi an enger Zone d'observation archéologique, kuerz ZOA, oder och enger Sous-zone leien an – wichteg –, déi och eng Baugeneemegung erfuerderen, mussen ganz kloer vum INRA evaluéiert ginn. Dës Reegelen applizéiere sech och, jo, fir d'Installatioun vu Fotovoltaikflächen, an dat op landwirtschaftleche Felder. D'Gesetz, dat aktuell Gesetz vum Februar 2022, gesäit hei keng Derogatioun fir esou PV-Parken vir. D'Servicer vum INRA kucke sech dann de Projet un an evaluéieren, ob eeben en Diagnostic, wéi Der et ugeschwat hutt, noutwendig ass oder net.

D'Gesetz gesäit awer och hei – an dat ass wichteg ze soen – eng Partie Dispense fir eeben esou eng Evaluatioun vir. An der ZOA mussen hei zum Beispill bei Quartier-existantë vu manner wéi 100 Meeterkaree Fläch a manner wéi 25 Meeter Déift net vum INRA evaluéiert ginn. D'Konditiounen, déi variéiere liicht, ob den Terrain eeben an enger ZOA läit oder an enger Sous-Zone. Dat géif awer elo de Kader sprengen, fir hei am Detail drop anzegoen.

Fir déi meescht Agrifotovoltaikprojeten, wou den INRA en Diagnostic gefrot huet, waren och Ausgruuewungen néideg, well eeben annerhallwe bis zwee Meeter ënnert dem Buedem hu missen Aarbechten,

Ausgruuewunge gemaach ginn. An där Déift war et ënner anerem virgesinn, Kabelen ze verleeën an dann eeben och de Poste vum Transformateur ze fixéieren. A jo, den Impakt vun dese ganzen Installatiounen, Installatiounsaarbechten op de Sous-sol ass also net ze ënnerschätzen, och wann d'PVs-Anlag duerno – dat wësst Der – ganz kloer op Piquete steet an dat iwwert dem Buedem.

Fir dat Ganz eng Kéier an de Kontext ze setze vun deene Projeten, vun deenen Der elo geschwat hutt, hunn ech och nach elo iwwert d'Mëttegstonn direkt beim INRA no konkreeten Zuele gefrot. Follgendes krut ech matgedeelt: Zanter dem Akraaftriide vun deem neie Gesetz vum Februar 2022, vum neie Patrimoinengesetz, krut den INRA am Ganzen 13 esou Projeten eragereecht. D'Fläch vun dese Projete variéiert tëschent 1.700 Meeterkaree an 30 Hektar.

Vun deenen 13 Projeten, déi eragereecht goufen, krute sechs Projeten, also bal d'Hallschent, eng Levée de contrainte directe ausgeschwat. Bei deene Projete gesäit den INRA also kee Problem an do kann direkt weidergufuert gi mat den Aarbechten. Bei sechs weidere Projete gouf en Diagnostic verlaangt, fir eebe sécherzegoen, dass sech ënnert dem Buedem näischt Schützenswäertes virfënnt. An dann, ee leschte Projet konnt Stand haut nach net evaluéiert ginn, well den Dossier eebe Stand haut aktuell net komplett ass.

(Interruption par la présidence)

Wichteg ze soen awer och op deser Plaz – dat wëll ech preziséieren – ass, dass den Diagnostic fir esou Fotovoltaikprojeten eng Prospection géophysique ass. Dat heescht, archäologesch Strukture gi mat engem Apparat gemooss an och festgehalten, ouni datt eeben en Agrëff an de Buedem muss gemaach ginn. Dat heescht, et muss zum Beispill kee Bagger benotzt ginn. Dat ass ganz kloer manner invasiv an och manner zäitintensiv.

Just ganz kuerz – ech weess, ech si schon iwwert d'Zäit –, just nach ganz kuerz, well et awer e wichteg Sujet ass an ech weess, dass mer do nach méi wéi eng Kéier wäerten driwwer schwätzen. Mir huelen dat doten op de Leescht. Mir sinn amgaangen, intern mat eise Servicer ze kucken, wat mer do kënnen upassen, fir dass mer eebe Logement, Energietransitioun a Fotovoltaik an dann awer och de kulturelle Patrimoine, deen et ze schützen gëllt, ënner een Hutt kréien. Dofir kucke mer grad am aktuelle Gesetz, ob do Upassung méiglech sinn. An do wäerte mer dann och schnellstméiglech hei op deser Plaz e Projet de loi deposéieren, deen dann och Sënn mécht, fir eeben deen do Problem unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Kulturminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 46 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung iwwert d'Konventioun tëscht dem Ministère fir Wunnensbau an der ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 46 du 8 mars 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la convention entre le Ministère du Logement et l'ASBL « Mieterschutz Lëtzebuerg », adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, mir kommen de Mëtte jo nach dozou, eis méi intensiv mam Logement auserneezenetzen, mee meng Fro betrëfft ganz konkreet en Acteur aus dem

Logementsberäich – iwwregens en Acteur, wou ech bedauern, dass Der en net op de Logementsdësch mat invitéiert hutt. Et ass nämlech eng ganz wichteg Stëmm: d'Stëmm vun de Locataires. A konkreet schwätzen ech hei vun der ASBL Mieterschutz Lëtzebuerg.

Am Dezember 2022 gouf deemools eng Konventioun tëschent dem Logementsministère an der ASBL ënnerschriwwen. Do goufen och eng Rëtsch Punkte festgehalten, wéi dass se en neie Site sollte kréien, si sollten hir juristesche Berodung ausbaue respektiv sollt och nach Informatiounsmaterial wéi Broschüren zur Verfügung gestallt ginn, wat och alles gemaach gouf. An et ass och virgesinn, dass e Rapport iwwert de Marché locatif sollt erstallt ginn.

An hei meng ganz konkreet Fro un de Logementsminister: Wou ass déi Etüd drun? Wäert déi deemnächst publizéiert ginn? Well ech mengen, dass déi grad och an der Debatt, déi mer de Mëtten nach wäerten hunn, ganz weesentlech ass, fir eis och do op verschidde Punkten hinzewisen.

An dann nach direkt hannendru meng Fro – déi Konventioun ass d'lescht Joer ausgelaf –, ob Der wëlles hutt, nach eng Kéier mat der Mieterschutz ASBL eng Konventioun ze maachen. Mir géifen dat op alle Fall begrëssen, fir mat hinnen nach eng Kéier hei eng verstärkt Zesummenaarbecht ze hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet d'Wuert: den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech souz gëschter Mëtten ëm des Zäit mat der ASBL Mieterschutz zesummen a mir hunn iwwert d'Zukunft vun der Zesummenaarbecht geschwat. Mir hunn natierlech och ..., oder ech hunn d'Fro gestallt, wou dee Rapport drun ass, deen an där Konventioun, déi jo eigentlech d'Joer 2023 ofgedeckt huet, virgesinn ass, an hu bemierkt, dass natierlech et esou lues un der Zäit wär, de Rapport och ofzeliwweren. Et ass immanent, dass e ka virgeluecht ginn. A selbsterständlech, wann dat de Wonsch vun der Chamber ass, kënne mer en och an der Kommissioun zum Beispill eng Kéier presentéieren. An ech erhoffe mer och dovun eng Rei un Zuelematerial a vun Informatiounen, déi eis Debatten hei kënne versachlechen an an déi richteg Richtung lenken.

Déi Konventioun fir d'Joer 2023 hat e Volume vun 30.000 Euro. Ech muss zwar soen, et ass knapps d'Hallschent ofgeruff ginn dovunner, well och an deem Volume dann Aarbechte gemaach goufen. Een Deel dovunner ass sécherlech d'Erstelle vun deem Rapport. En aneren Deel ass, wéi gesot, d'Stëmm no bausen och ze erhiewe vun den Interesséierten vun de Locataires an awer och eng Consultance ze assuréieren vun de Locataires, woumat se ugefaangen hunn iwwer Broschüren, awer och iwwer eenzel Dossierer. Iwwert dee Volet si mer eis gëschter eens ginn, dass mer dat wëllen ausbauen, well mer schon denken, dass de Locataire an aller Reegel dat schwächst Glidd an der Ketten ass um Logementsmarché an datt sech ganz vill Froe stellen an datt e gutt soll berode sinn a conseilléiert sinn, éier e seng Decisioun hëlt, respektiv am Konfliktfall och kucken, wat seng Rechter a wat awer och seng Flichten op där anerer Säit kënne sinn.

Esou eng Consultance, dat geet vu Frequently Asked Questions, déi een natierlech ganz schnell kann disponibel halen, bis hin zu engem individuellen Encadrement. Am Budgetsprojekt, deen elo am Haus hei diskutéiert gëtt, sinn net 30.000 Euro virgesinn – dat war de Volume vun der Konventioun fir d'Joer 2023 –,

mee 60.000 Euro, soudatt mer dat géifen ausbauen an deem dote Mooss an dann natierlech och kucken, wat fir eng Schrëtt mer duerno kéinte maachen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 47 vum Här André Bauler un den Här Premierminister iwwert d'Roll vum héije Commissariat fir national Sécherheet am aktuelle geopolitische Kontext. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 47 du 12 mars 2024 de M. André Bauler relative au rôle du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. No der Covidkris ass et den Ukrain-Krich, deen eis an eng nei Realitéit an Europa gefouert huet, dat ass déi vun enger militärescher Bedroung mat alle Risiken, déi domadder verbonne sinn. Och a besonnesch fir eis Zivillbevölkerung. Et geet sécherlech net drëm, ze panikéieren an den Däiwel un d'Mauer ze molen. An dach stellt sech d'Fro, ob ee sech net sollt e Beispill un aneren europäesche Länner huelen, déi ënnert der Berücksichtigung vun engem potenziellen Eeschtfall hir Awunner an deem Sënn virbereeden.

Heiheim fält dem Haut-Commissariat à la protection nationale eng ganz wichteg Roll zou, zum Beispill an der Bekämpfung vun enger Pandemie, wéi mer se erlieft hunn. Hei goufe vill wäertvoll Erfarunge gesammelt a ganz wirksam zesummege schafft. En änlecht Zesummeschaffe wier am Fall vun enger militärescher Kris noutwendeg.

Et ass an deem Kontext, wou ech dem Här Premierminister follgend Froe wollt stellen:

Wéi gesäit hien d'Roll vum Haut-Commissariat à la protection nationale an dëser changéierter geopolitische Weltlag?

Ass et aus senger Siicht néideg, dës Roll nei ze definéieren? Schafft den Haut-Commissariat à la protection nationale zesumme mat senger Partner eng nei Strategie aus, déi de Schutz vun der Zivillbevölkerung a vu kriteschen Infrastrukturen an dësem verännerte geopolitischen Émfeld iwwerdenkt?

An drëtts wollt ech froen: Geséich den Här Premierminister et als opportoun un, d'Zivillbevölkerung mat anzebannen a si eeben och gezielt ze sensibiliséieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Wuert: den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President. Den Haut-Commissariat à la protection nationale, wéi säin Numm et seet, ass do, fir d'Gesellschaft ze schützen, eis all ze schützen am Fall vun enger Kris. Dofir muss ee fir d'éischt eng Kris hunn. An esou eng Kris hu mer, gottseidank, fir de Moment net, wou den HCPN misst direkt aktiv ginn. Mee natierlech ass den HCPN permanent prett, fir wann eng Kris kënn. An e muss sech natierlech ëmmer erëm upassen. En ass prett, wa muer eng riseg Iwwerschwemmung ass. En ass prett, wa muer eng aner Naturkatastroph geschitt. En ass prett, wann iergendeen Konflikt an der Welt géif Konsequenzen op eis hunn, sief dat eng Terrorattack, sief dat eng militäresch Ausernanersetzung.

Ech wëll awer nach eng Kéier hei soen: Mir sinn net an engem Kriszenario! Mee an engem Kriszenario weess den HCPN, dat en d'Koordinatiounsroll huet ënnert der Autoritéit vum Premierminister, fir déi eenzel Ministèren, déi zoustänneg sinn, mateneen

ze koordinéieren. Déi aktuell Situatioun an der Welt, wéi mer wëssen, ass net gutt. Mir hunn e Krich matzen an Europa an et ass ganz kloer, dat den HCPN seng Aufgaben an deene leschte Wochen a Méint natierlech och ëmmer erëm dorunner adaptéiert huet, well a sengen Aufgabe steet notamment de Schutz vun de kriteschen Infrastrukturen. A sengen Aufgabe steet d'Cybersécherheet, wat eppes ass, wat a moderne Kricher ëmmer méi gebraucht gëtt. A sengen Aufgabe steet natierlech d'Koordinatioun vun dem Kampf géint den Terrorismus. Terrorismus, dee ka verschidden Expressiounen an eiser Welt hunn.

Dofir ass d'Aufgab vum HCPN genuch a mengen Aen am Gesetz definéiert. Ech gesinn also net an, dat een déi misst nei definéieren. Säi Fokus muss selbstverständlech a Koordinatioun mat deenen anere Länner ëmmer erëm geschäert ginn an den HCPN vertritt Lëtzebuerg an enger Rei vu Gremien, wou ofgeschwat gëtt mat deenen anere Länner, wat e muss an engem gewëssene Moment maachen.

Fir mech ass et duerfir ganz wichteg, dat mer besonnesch bei de kriteschen Infrastrukture kucken, deenen hir Widerstandskraaft ze stäerken, dat mer kucken, ob eis national Noutfallpläng alleguerten à jour sinn. Mee dat ass eng Aufgab, déi een ëmmer erëm muss maachen. A fir mech ass eng vun de gréissten Aufgaben och déi, bei der Cybersecurity ze kucken, dat mer souwuel um staatlechen Niveau wéi um Privatsecteursniveau resistent si géint Attacken, déi vu bausse kommen.

Kuerz dem Här Bauler geäntwert: Den HCPN huet eng ganz wichteg Roll do ze spillen, fir d'Populatioun ze schützen am Fall vun enger Kris. E muss ëmmer erëm seng Pläng iwwerkucken. E mécht dat. Mee ech gesinn net d'Noutwendegkeet an, fir seng gesetzlech Aufgaben ze änneren oder ze verbesseren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 48 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Inneminister iwwert d'Bewäertung vun de Karriäre bei der Police. Här Kartheiser.

– Question n° 48 du 12 mars 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évaluation des carrières dans la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Ee vun de grouse Sujeten, déi mer an der leschter Legislaturperiod heibannen diskutéiert haten, wann et ëm d'Police gaangen ass, dat ass natierlech de Reklassement vun de Karriäre gewiescht. Dat war eng grouss Diskussioun. Ech mengen, verschidde Kolleegen heibannen erënnere sech warscheinlech ganz gutt un d'C1/B1-Karriären. Et gouf eng Rei Gerichtsurteeler a vill Diskussiounen.

A mir haten eis där Saach och ugeholl, ech muss soen, och als ADR, mir haten de 7. Juni 2022 eng Proposition de loi gemaach „portant reclassement de certains membres du cadre policier“ am Groupe de traitement C1 fir de B1. A virun de Walen, den 19. Juli 2023 – dat wäert praktesch, mengen ech, eis lescht Sätzungswoch gewiescht sinn, ech weess et net genee –, do hat och den Här eeëmolegen Deputéierte Léon Gloden eng Proposition de loi gemaach am selwechte Sënn, e Changement de groupe de traitement C1/B1 au sein de la police grand-ducale. Haut ass den eeëmolegen Deputéierte Léon Gloden Minister – Felicitatiounen nach eng Kéier –, dat gëtt eis dann d'Geleeënheet, nach eng Kéier op dëse Sujet zrëckzekommen.

Mir hunn do geduecht: Am Accord de coalition steet dat jo bestëmmt dran deen Abléck, vu dat et ganz frësch war an nach net vergiess, am Juli 2023. Do hu mer gekuckt am Accord de coalition an do steet eppes ganz Couragéiertes. Do steet: Eng Analys gëtt gemaach, eng Analyse approfondie, ënner anerem och, wat dëse Sujet concernéiert. Bon, dat ass e bësse schwaach. Do hu mer geduecht, da fanne mer et am Budget. Do hu mer och am Budget gekuckt, 2024 am Pluriannuel, an do gesi mer eppes vu Renforcement des effectifs, awer näischt, wat dëse Problem ueget.

Nun ass et also esou, dat den Här Minister Gloden selwer e grouse perséinlechen Engagement an dësem Dossier gewisen hat an am Interessi vun all deene ville Polizisten, déi vun dësem Sujet concernéiert sinn, wäere mir immens dankbar, wann den Här Minister eis kéint soen, wéini déi Leit da lo kënnen mat deene Verbesserung rechenen, déi se verdéngt hunn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Inneminister, den Här Gloden. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President, Merci fir déi Fro.

Dat Engagement geet virun ... Ech sinn nach ëmmer gewinnt, dat Der do sëtzt, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

Dat Engagement geet virun, zesumme mam Kolleeg Minister vun der Fonction publique.

Dir hutt de pertinente Passage aus dem Koalitiounsaccord zitéiert. Dës Regierung wäert déi Arréten, vun deenen Der geschwat hutt, och respektéieren. An deem Kader war schon eng éischt Reunioun tëschent de Ministeren den 19. Februar. An et waren och schon zwou Reuniounen den 12. Januar an den 8. März um Niveau vun de Beamten, fir konkret déi Modalitéiten auszeschaffen an och ze kucken, wat et kascht. Mir schaffen drun, an dat Engagement, dat d'Regierung geholl huet, wäert se och an deem Kader respektéieren.

Nach e kuerze Punkt zum A2. Dat hutt Der elo net direkt ugeschwat, mee dat gehéiert jo och zu de Karriären: Den A2 ass agefouert gi bei der Police, mee deen ass nach net mat Liewe geféllt an do schaffe mer och drun, fir deen A2 mat Liewen ze fëllen, fir dat mer dann och do kënnen am A2 rekrutéieren an Zukunft. Ech kann Iech elo net eng genau Deadline soen, weeder fir deen ee Punkt nach fir deen aneren, mee dës Regierung schafft aktiv dorun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 49 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Sanktiounen vun der ITM am Kader vun der medezinnescher Kontroll bei der Astellung. Madamm Modert.

– Question n° 49 du 12 mars 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'application de sanctions par l'Inspection du travail et des mines dans le cadre de l'examen médical d'embauche, adressée à M. le Ministre du Travail

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Wann eng Persoun nei agestallt gëtt, da muss se bei den Aarbechtsdokter goen, an d'Gewerbeinspektioun ass zoustänneg, fir dat ze kontrolléieren. Et ass gewosst, dat bei der Aarbechtsmedezinn Waardezäite bestinn, ënnerschiddlech laang a jee no Posten. Fir

déi Waardezäite kann den Arbeitgeber net, an och net den Arbeitnehmer.

D'ITM huet ëmmer gesot: „De Beweis, datt de Rendez-vous geholl ass, geet duer, fir datt de Patron net sanktionéiert gëtt.“ Elo heescht et ëmmer méi dacks, datt déi Haltung geännert hätt an d'ITM elo Geldstrofen applizéiere géif, wann deen Dokteschzertifikat vun där Kontroll nach net do ass, woufir awer keng vun de Parteie vum Aarbechtskontrakt kann.

Natierlech muss gekuckt ginn, datt d'Waardezäiten erof kënnen goen an d'Aarbechtsmedezinn hirer Aarbecht nokomme kann. Meng Fro ass awer un den Aarbechtsminister, ob déi Haltung an Interpretatioun vun der ITM effektiv geännert huet a firwat – wësend, wéi gesot, datt och déi aner Parteien, ëm déi et hei geet, net fir d'Delaie kënnen an den Arbeitgeber dann trotzdeem eng Amende administrative pécunière kritt –, an ob et net opportun wier, wann dat esou ass, dat unzepassen, eventuell op verschiddene Pläng, jee nodeem och, op wéi enger formeller Basis dat hei applizéiert gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An d'Wuert huet elo: den Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Am Kader vun hire Kontrollen iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an der Sécherheet, an der Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen.

Wat dann den Examen médical d'embauche betrëfft, muss laut dem Aarbechtsgesetz, Artikel 326/1 zum Examen médical d'embauche, déi medezinnesch Ënnersichung vum Aarbechtsdokter virun der Astellung gemaach ginn, falls de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt. Falls de Salarié net op engem Risikoposte beschäftegt gëtt, muss dës medezinnesch Ënnersichung innerhal vum den zwee éischte Méint no der Astellung gemaach ginn.

Well d'Employeuren net ëmmer matzäiten e Rendez-vous, wéi Der et ugeschwat hutt, fir hir Salarié beim Aarbechtsdokter kréien, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie vun der Demande de rendez-vous kënnen geschéckt ze kréien.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous beim Aarbechtsdokter innerhal vum den éischten zwee Méint vum Employeur gemaach gouf – ob de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt oder net –, ass den Dossier fir d'ITM an der Rei.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous beim Aarbechtsdokter net innerhal vum den éischten zwee Méint gemaach gouf – ob de Salarié op engem Risikoposte beschäftegt gëtt oder net –, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie, wéi Der virdu schonn erwänt hutt, vum Certificat vun der medezinnescher Ënnersichung innerhal vum engem gewëssenen Delai kënnen geschéckt ze kréien. Dësen Delai ass am Prinzip op 15 Deeg fixéiert, mee falls néideg, kann dësen Delai op Demande vum Employeur och verlängert ginn.

Et si just d'Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hu respektiv sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verlaangt kréien. Do huet guer näischt dru geännert.

Wat den Examen médical périodique ugeet, sou muss laut dem Aarbechtsgesetzbuch, Artikel 326/3 zum Examen périodique, gewëss Salariéen och periodesch vum Aarbechtsdokter ënnersicht ginn. Dëst sinn éischtens Salariéen, déi nach keng 21 Joer hunn; Salariéen, déi op engem Risikoposte beschäftegt ginn; Salariéen, wou den Aarbechtsdokter am Kader vun der medezinnescher Ënnersichung bei der Astellung

fonnt huet, si missten och nach periodesch ënnersicht ginn; a last but not least Salariéen, déi nuets beschäftegt ginn.

Am Fall wou d'Demande de rendez-vous fir déi periodesch Ënnersichung beim Aarbechtsdokter gemaach ginn ass, eier de leschten Examen médical vum Aarbechtsdokter ofgelaf ass, ass den Dossier fir d'ITM och an der Rei. Am Fall wou d'Demande de rendez-vous fir déi periodesch Ënnersichung beim Aarbechtsdokter eréischt gemaach ginn ass, nodeems den Examen médical vum Aarbechtsdokter ofgelaf ass, freet d'ITM den Employeur, eng Kopie vum Certificat vun der medezinnescher Ënnersichung innerhal vum engem gewëssenen Delai kënnen geschéckt ze kréien.

Och an dësem Fall ass den Delai am Prinzip 15 Deeg, mee falls néideg, kann dësen Delai och op Demande vum Employeur hi verlängert ginn. Et si just Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hunn, respektiv déi sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verlaangt kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 50 vun der Madamm Joëlle Welfring un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Aarbechten am Beräich vum Waasserschutz, déi während dem Landwirtschaftsdësch festgehale goufen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 50 du 12 mars 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux travaux dans le domaine de la protection des eaux décidés lors du « Landwirtschaftsdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Proppert Drénkwaasser aus dem Krunn ass fir eis all eng Selbstverständlechkeet. Mee fir dëst Grondnarungsmëttel ze garantéieren, hu mer eis zu Lëtzebuerg iwwert d'Joren eng ganz Rei Outil ginn: Vun Drénkwaasserschutz zonen iwwer Kläranlagen, Reegelen, wat d'Ausbréngung vu Gülle, Pestiziden an anere Stoffe ugeet, an awer och fräiwëlleg Moosnameprogrammer, déi zesumme mat de Baueren entwéckelt goufen, notament mam Opbau vu waasserschounende Kulture wéi Miscanthus, Hanf oder de Käre vum Séi – alles Initiativen, déi an der Vergaangenheet vum Ëmweltministère finanziert goufen.

Trotzdeem bleiwen Defie bestoen. Beispill: d'Nitrater, wou d'EU-Kommissioun eis 2022 nach gesot huet, dass Lëtzebuerg ee vun den europäesche Länner wier mat deene gréissten Erausfuierungen, wat d'Pollutioun vu Waasser duerch Nährstoffe aus der Landwirtschaft ugeet an dass Lëtzebuerg de Mesürekatalog an dësem Beräich muss verstärken.

Aus dësem Grond ass d'Iwwerschaffung vum Nitratreglement och eng vun de Prioritéite vum Naturschutzplang, hannert deem, laut Koalitionsaccord, och dës Regierung steet. Déi lescht Woch goufen um Landwirtschaftsdësch eng Partie Mesüeren decidéiert, déi am Zesammenhang mat dësem Drénkwaasser stinn. Engersäits goung et ëm d'Ännerunge vun den Drénkwaasserschutz zonen an anerersäits ëm d'Ännerunge vum Nitratreglement op Basis vun engem Katalog vu Proposen, dee laut der Regierung mam landwirtschaftleche Secteur ausgeschafft gëtt.

Et ass evident, dass d'Consultatioun vun alle Concernéierten am Beräich vum Schutz vun eise Ressourcen essentiel ass. Dëst ass och de Grond, woufir mer an der Vergaangenheet breet consultéiert hunn, notament bei de Schutz zonen, wou nieft de Bierger/innen, der Landwirtschaft, de lokale Politiker/innen,

dem Tourismussektor, och d'Waasserverdeeler an d'Forstwirtschaft matagebonne goufen.

Dofir folgend Froen un den Ëmweltminister: Här Minister, wéi gedenkt Dir, dës Aarbechten am Beräich vum Drénkwaasser ze gestalten? Wat sinn déi verschidden Etappen? Wat ass de Kalenner? A wie gëtt nieft de Bauerebetriber alles consultéiert bei dësen Aarbechten?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An dann huet elo d'Wuert: den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech hunn e bësse gebraucht, fir heihinner ze kommen. Ech wëll direkt op d'Äntwerten agoen. Et war jo Landwirtschaftsdësch. Dat heescht, op där enger Säit hate mer d'Baueren an op där anerer Säit hate mer de Landwirtschaftsministère an den Ëmweltministère. Et ass, wéi Der selwer gesot hutt, wichteg, datt jiddwereen un engem Strang zitt.

Zu den Drénkwaasserschutz zonen, do ass emol zréckbehale ginn, datt an de Grondwaasserschutz zonen wäert analyséiert ginn, wéi een déi Derogatiounen, déi bestinn, déi een haut scho ka ginn, ka vereinfachen, fir datt den Delai ka verkierzt ginn a fir datt d'Baueren och kënnen méi eng séier Äntwert kréien. Fir dat kënnen ze maachen, ass et awer ganz wichtig, datt den Austausch vun den Donnéeën an d'Zesammenaarbecht vun all den Acteuren och wierklech klappt an datt mer hei kënnen och pragmatesch virukommen.

An dann ass decidéiert ginn, datt mer wäerten deen horizontalen, allgemenge Règlement grand-ducal iwwert d'Grondwaasserschutz zonen vum 9. Juli 2013 eng Käier op de Leescht huelen. Dee soll verbessert ginn an hei sollen Upassunge gemaach ginn, fir datt déi verschidden administrativ Hürden, déi souwuel fir d'Verwaltung besti wéi och fir d'Baueren, u sech kënnen ofgeschaaft ginn. An hei wëlle mer och gäre séier virukommen, an dowéinst wäerte mer am Hierscht Ännerungsproposen dozou maachen.

En anere wichtige Punkt fir den Drénkwaasserschutz ass, datt déi landwirtschaftleche Kooperatioun och nach zousätzlech gestärkt gëtt, well nëmme wann d'Waasserversuergung an d'Baueren zesumme ronderëm en Dësch sëtzen, erreche mer och déi gemeinsam Ziler, duerch, zum Beispill, d'Ëmsetzung vu fräiwëllege Moosnamen am Sënn vum Waasserschutz, déi och dann zum Virdeel si vun de Bauere selwer.

Nach zur Nitratreglement: Den éischte Punkt ass deen, datt mer dëst Joer de Wanter speziell Wiederbedingungen haten, an duerfir konnten d'Baueren hir Gülle net erausbréngen an hate Schwieregkeete mam Stockage. An och hei wäerten déi zwou Verwaltungen, d'ASTA an d'AGE, sech zesummesetzen an eng pragmatesch Upassung vun de Derogatiounsméiglechkeete virschloen.

An dann zu dem Nitratreport respektiv dem Gesetz: Deen Nitratreport muss emol fäerdeg gemaach ginn an da wäert en och dem Secteur virgestallt ginn a sech doriwwer ausgetosch ginn, fir kënnen konkret Proposen auszuschaffen, déi da sollen als Basis déngen, fir d'Nitratreglement ze iwwerschaffen. An och hei ass et wichtig, datt alleguerten déi concernéiert Acteuren zesummeschaffen, fir datt wierklech och d'Realitéit vum Terrain sech herno an dem Gesetz wäert erëmispigelen.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 51 vum Här Gusty Graas un den Här Inneminister iwwert de Mëssbrauch vun den Nout- a Rettungsdéngschttelefonnummere. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 51 du 12 mars 2024 de M. Gusty Graas relative à l'utilisation inappropriée des numéros d'appel pour les services d'urgence et de secours, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen eis glécklech schätzen hei zu Lëtzebuerg, datt mer e ganz gutt organiséierte Rettungsdéngscht hunn. Duerfir soll och vun dëser Plaz all deene Leit mol nach eng Kéier e grouse Merci ausgeschwat ginn. Ech hunn awer elo gelies um Site vum CGDIS, datt eng ganz Rei Leit u sech déi Telefonsnummer vum 112 méissbrauchen. An zwar waren 2023 vun 276.353 Uriff bal zwee Drëttel, déi u sech näischt direkt mat enger Urgence ze dinn haten.

Do si Leit, déi mengen – an ech beruffe mech hei op Presseartikelen –, et wier méi einfach, se géifen den 112 uruffen, fir séier an de Genoss vun hirem Pass ze kommen. Anerer mengen, wa se eng Kéier ze vill gehouscht hätten, se missten d'Ambulanz ruffen. Da gëtt et der nach, déi e bësse verstoppt sinn. Déi mengen och, se missen d'Ambulanz ruffen, an esou weider an esou fort. Där Beispiller gëtt et genuch.

Ech wëll zwar elo net ze vill hei pauschaliséieren, mee Tatsaach ass – an dat héiert ee jo awer och vun de Leit vum Terrain –, datt leider oft Leit de System e bësse méissbrauchen an datt se och u sech net déi Informatiounen direkt matdeelen, déi noutwennege sinn, fir kënnen ze decidéieren, ob muss eng Ambulanz geschéckt ginn oder net. Ech mengen, dat ass eng ganz bedauerlech Situatioun. An et soll een och ganz éierlech sinn: Déi kann een esou och net akzeptéieren.

Duerfir hunn ech och an deem Kontext déi eng oder déi aner Fro un de Minister:

Ass d'Situatioun effektiv esou, wéi een dat dobaussen héiert respektiv och, wéi et da beschriwwé gëtt?

Zweetens: Wann et déi Abuse gëtt, wéi kann een dergéint virgoen, datt dat an Zukunft net méi sou méissbraucht gëtt?

An dann och vläicht nach eng lescht Fro: Et däerf ee jo net vergiessen, datt, andeems d'Leit de System méissbrauchen, et awer och derzou féiere kann, datt anerer net an der néideger Zäit gehollf kréien. Kann een net gegebenefalls vläicht souguer Sanktioune virgesinn, fir datt Leit, déi wierklech de System net esou utiliséieren, wéi et misst sinn, gegebenefalls duerfir sanktionéiert ginn?

Ech soen Iech Merci am Virus fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann huet elo d'Wuert: den Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här President, merci fir déi Fro. Den 112 ass traditionell déi Telefonsnummer, wou d'Leit uruffen, wa se an Nout sinn oder wa se och heiansdo mengen, si wieren an Nout. D'Haaptmissioun vum 112 besteet doranner, fir reell Noutfäll do ze sinn, fir déi entgéintzuehuelen an dann déi néideg Mesüeren ze huelen.

Den 112 ass d'lescht Joer 276.353-mol ugeruff ginn. Par rapport zu 2022 ass dat e Surplus vu 27.000 Appellen. E bësse méi wéi e Véierel vun deenen Appellen hunn zu engem reellen Asaz gefouert, dat heescht do, wou de CGDIS intervenéiert ass. Méi wéi d'Hallschent vun den Appellen, firwat d'Leit awer op den 112 uruffen, si wéinst Froen, Informatiounen, Renseignement: Wat fir en Dokter oder Veterinär oder wat fir en Apdikter oder Apdikt huet Déngscht?

Och wann dat novollzéibar ass, well jo jiddwereen, dee sech net gutt spiert, mengt, e wier an engem Noutfall, ass et awer wichteg a richtig, datt d'Linn

112 fir déi reell Noutfäll fräi bleift. An duerfir ass och um europäeschen Dag vum 12 den 11. Februar eng Campagne vum CGDIS gemaach ginn, fir genau op dat doten hinzeweisen.

Jo, et gëtt awer och leider sougenannten „Appelabusiffen“, wou d'Operateure Frechheete gemaach kréien oder mat hinnen de Geck gemaach gëtt. Dat mécht leider 1 % vun allen Appeller aus. An do weisen ech nach eng Kéier drop hin, datt am Code pénal den Artikel 319 steet, wou ee ka stroferechtlech poursuivéiert gi fir Fausse-alerten. Duerfir och nach eng Kéier mäi waarmen Appell hei vun dem Riednerpult aus, den 112 wierklech nëmmen ze gebrauchen, wann e reellen Noutfall ass, well à la fin du jour kann e Liewen um Spill stoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 52 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir d'Fonction publique iwwert de Prozess vun der CGFP géint d'Regierung. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 52 du 11 mars 2024 de M. Marc Goergen relative à l'action en justice de la CGFP contre le Gouvernement, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro geet eigentlech och nach méi em d'VeTrauen an d'Politik. Dir wësst alluerguerten, am Moment ass eise Premier oft ennerwee, sief et elo rezent zu Paräis oder e wäert och nach op aner Sommete goen, fir eist Land ze vertrieeden. An de Message, deen en, Stand haut, wäert mathuelen op Paräis an op déi aner Sommeten ass: „Jo, ech sinn um Geriicht mat eiser Arméi. Jo, eis Arméi wäert an de Streik goen.“ Duerfir hunn ech haut d'Fro un de Minister vun der Fonction publique matbruecht, wéi et zu dëser Eskalatioun konnt kommen.

Ech hu mer gëschter d'Pressekonferenz vun der CGFP ugelauschtert, an ech sinn e bëssen erstaunt. Ech erënnere mech nach ganz gutt u lescht Joer. Dat war Juli. Do souze mer hei an do huet d'CSV eng Motioun bruecht, dass de Gehälteraccord mat der CGFP misst respektéiert ginn. D'CSV huet souguer den Artikel eenzel ofstëmme gelooss deemoools beim neien Arméigesetz. An elo ass dat alles vergiess. Elo muss eis Arméi op d'Geriicht. Dat heescht, während eng weltwäit Kris ass, huet dës Regierung et fäerdegbruecht, dass d'Zaldote wäerte géint d'Regierung kloen, dass e grouse Protestpiqueet wäert stattfannen.

(Interruptions)

An deementspriechend ass dat schonn e Vertrauensverloscht, éischstens an dat, wat d'CSV am Juli hei vu sech ginn huet, an awer och an déi aktuell Regierung. Well wat mengt Der, wat dat fir Bild no bausen ofgëtt an deem Sträit, an deem d'Regierung sech am Moment mat den Zaldote befénnt a wou kee Kompromëss konnt fonnt ginn, obwuell, wéi gëschter vun der CGFP ze héieren war, e Kompromëss um Dësch loung, mee d'Regierung awer eng stuer Haltung ageholl huet?

Duerfir ass meng Fro un de Minister vun der Fonction publique, wéi et an deem Dossier wäert weidergoen a wéi Der do wëllt d'Kéier kréien, fir dass eist Land sech net dobausse blaméiert. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister fir d'Fonction publique huet d'Wuert. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Här Goergen, Dir misst Iech vläicht eens ginn, wat fir eng Fro Der stellt: déi, déi

Der schréfflech eragitt, oder déi, déi Der hei elo stellt. Wéi eng ass et, op déi Der gären Äntwerten hätt? Ech hale mech un déi, déi Der eraginn hutt, well et sinn och déi, déi preparéiert gi sinn.

Et geet, wéi Der hei schreift – Dir selwer –, em d'Conciliatiounsprozedur, wou Der schreift an Ärem Enoncé, den 11. März hätt d'CGFP matdeele gelooss, déi wär gescheitert. Do kann ech Iech scho mol soen, datt dat faktuell falsch ass, well et ass net zu enger Conciliatioun komm. Et ass weeder zu enger Conciliatioun nach zu enger Netconciliatioun komm.

Am Juni 2023, fir nach eng Kéier op den Historique anzegoen, huet d'CGFP eng Streikprozedur lancéiert wéinst engem Litige généralisé, dee si an hiren Ae mat der viregter Regierung hätt. Déi nei Regierung ass ugetrueden an huet deen natierlech weider iwwerholl, dee Litige, deen d'CGFP, wéi gesot, declenchéiert huet.

An do kënn et als éischt Etapp zu enger Conciliatiounsprozedur, sou wéi dat virgesinn ass an dem Gesetz vun 1979 iwwert d'Streikprozedur beim Staat. Dat ass dann eng Kommissioun, déi zesummegeat ass aus Vertrieeder vun der CGFP a Vertrieeder vum Staat – et sinn der allkéiers fënnf Stéck – plus e Riichter oder eng Riichterin, déi da soll decidéieren, wat dann do ze decidéieren ass. An d'Regierungsvertrieeder hu ganz kloer a Fro gestallt, datt et sech hei géif em e generaliséierte Litige handelen, well de Gehälteraccord géif respektéiert ginn, well nämlech de Bewäertungssystem, deen 2015 agefouert ginn ass an der Fonction publique, wäert mat dem Accord salarial och ofgeschaaft ginn. An dowéinst wäert ech och e Projet de loi deposéieren, fir natierlech och de Bewäertungssystem an der Fonction publique ofzeschaffen.

Och déi nei Verdedegungsministesch huet dunn erkläert, firwat et wichteg ass, datt mer e Bewäertungssystem bei der Arméi géife behalen. Dowéinst hunn d'Regierungsvertrieeder an där Kommissioun kloer gesot: Et ka sech hei net em e Litige généralisé handelen, mee et muss, wann et iwwerhaupt ee gëtt, e Litige sectoriel sinn, an d'Riichterin huet deem Recht ginn, där Argumentatioun. An dat heescht, et si sechs Stëmme, déi dann decidéiert hunn an där Kommissioun, wann, da wär et e Litige sectoriel an net e Litige généralisé. Et ass awer och net zu enger Netconciliatioun komm.

Dat ass u sech den Ausgang gewiescht vun där Kommissioun am Januar, an doropshi war d'CGFP awer net averstane mat där Interpretatioun. Si schreift dann och an hirem Communiqué, datt mat nëmmen enger Stëmm méi eng Majoritéit do decidéiert gi wär, datt et dann net zu där Conciliatioun do oder Netconciliatioun do kéint kommen. Et muss een nach eng Kéier betounen, datt awer déi Stëmm déi vun der Riichterin gewiescht ass. Dat ass esou, wéi d'Kompositioun ass: Fënnf Vertrieeder op der enger Säit, fënnf Vertrieeder op der anerer Säit, déi sech do net eens sinn, an d'Riichterin huet decidéiert, datt se der Regierung an hiren Argumentatioun géif Recht ginn.

Duerno si se higaang an hu versicht, déi zweet Etapp ze declenchéieren, nämlech d'Mediatioun, déi virgesinn ass an dem Gesetz, an dunn hu se de President vum ieweschte Geriichtshaff saiséiert, deen da sollt dodriwwer statuéieren. Duerno ass et erëm zu enger Reunioun komm am Februar, wou d'Regierungsvertrieeder argumentéiert hunn, et kéint guer net hei zu enger Mediatioun kommen, well nämlech d'Premiss net erfëllt wär. Fir eng Mediatioun kënnen ze maachen, misst et nämlech fir d'éischt zu enger Non-Conciliation kommen, déi awer net stattfonnt huet, an dat huet de Riichter och esou gesinn an en huet

statuéiert, hie kéint effektiv net saiséiert ginn, well et ass net zu enger Non-Conciliation komm an dowéinst kéint hien och net eng Mediation maachen.

Sou, dat ass a sech de Stand der Dinge, wéi et bis elo ass. An doropshin huet eeben d'CGFP decidéiert, viru Geriicht ze zéien, wat natierlech hiert Recht ass, fir d'Schlichtungsverfahren a Fro ze stellen a fir géint den, an hiren Aen, Netrespekt vum Gehälteraccord virzegoen. Woubäi d'Regierung ganz kloer seet: Mir stinn zum Gehälteraccord, mir wäerten de Bewäertungssystem ofschaffen, wéi en 2015 agefouert ginn ass. An op där anerer Säit ass et hiert guut Recht, natierlech ze versichen, déi Decisiounen, déi awer zweemol en faveur vun der Regierung hirer Argumentation komm sinn, a Fro ze stellen. Mir sinn an engem Rechtsstaat. Dat ass hiert guut Recht, mee mir stinn zu onsem Wuert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 53 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend iwwert de Science Center Lëtzebuerg. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 53 du 12 mars 2024 de Mme Diane Adehm relative au Science Center Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. D'lescht Joer gouf et ganz vill Diskussiounen ronderëm de Science Center, wat iwwerregens en äusserst interessante Projet ass, deen och ganz vill Leit besichtege ginn, respektiv et gi ganz, ganz vill Schoukllassen dohinner.

Verschiede Froe waren deemools opgeworf ginn, an an deene Froe goung et haaptsächlech ëm d'Governance, awer och ëm d'Finanze vum Science Center. Grad bei de Finanze gouf vill iwwer verschidde Rechnungen vun der Groussgasmaschinn 11, der sougenannter „GGM 11“, un de Science Center diskutéiert. De Minister hat deemools och en Audit vun der IGF an Optrag ginn. Si hu verschidde Rechnungen nogekuckt a si hunn déi och a Fro gestallt.

Am Abrëll 2023 gouf dunn d'Konvention zwëschen dem Science Center an dem MENJE gekënnegt. Et gouf och e Memorandum of Understanding ënnerschriww mat verschiddenen Oplagen. Haut de Moie gouf et e Presseartikel, dee seet, dass verschidde Punkte vun dësem Memorandum of Understanding net zäitgerecht erfëllt gi wieren.

Dozou hätt ech e puer Froen un de Minister: Wéi geet et elo viru mam Science Center, well d'Deadline fir de Memorandum of Understanding war den 1. März 2024. Gëtt et weiderhi Sue fir de Science Center oder net? Wat geschitt mam Personal, wat do schafft? Risikéiere si net, eventuell d'Fraisen ze droe fir eppes, wou si näischt derfir kënnen? Wat ass d'Zäitschinn an deenen nächste Woche respektiv an deenen nächste Méint? A wann et zu iergendwellechen neie Momenter komme sollt, ass de Minister da gewëllt, an déi zoustänneg Chamberkommissiounen ze kommen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. An dann huet d'Wuert: den Här Educationminister. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op déi lescht Fro kann ech ganz kloer Jo äntweren. Sollt et nei Momenter an deem Dossier ginn, sinn ech selbstverständlech

bereet, an d'Kommissiounen ze kommen, well et war jo dacks an der Educationskommissioun an och an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, wou mer deen Dossier hei diskutéiert hunn, wou mer eis eigentlech och eens waren, dat et, wéi Dir gesot hutt, e ganz flotte Projet ass, en noutwendige Projet.

Mir musse Promotioun vun de Sciencë maachen, mir musse Promotioun vun der Technologie maachen, notament bei deene Jonken, fir se derfir ze begeeschten, well eis Gesellschaft brauch Jonker, déi och an déi dote Beräicher studéiere respektiv duerno schaffe ginn. Dat ass jo déi Haaptfinalitéit, déi eigentlech och erreecht ginn ass hei.

Et gouf dann awer eng ganz Rei vun absolutt berechtigte Froen, wat d'Finanzgestioun ënner anerem ubelaangt, wat d'Governance vun där Struktur ubelaangt, an déi goufen dunn och vun der Inspection générale des finances analyséiert, wat weider Froen eigentlech och mat sech bruecht huet a wou dann decidéiert gouf, e weideren Audit ze maachen iwwert d'Governance financière vun där Struktur, awer och, wat fir eng Aarbechten eventuell nach misste staatlechersäits honoréiert ginn oder net an a wat fir engem Volume dat sollt geschéien.

An deem Memorandum of Understanding, zu deem d'Regierung nach ëmmer steet, dee mer nach ëmmer poursuivéieren, dat déi Prinzippe mussen agehale ginn, hätt mer gären eng Governance, déi transparent ass. Mir hätt gären, dat déi Interessenkonflikter, déi hei visiblement existéiert hunn, dat och déi opgeléist ginn. Mir wëllen, dat am Conseil d'administration vun dem Luxembourg Science Center, wat eng ASBL ass, och staatlech Vertrieeder dra sinn, fir eigentlech permanent un d'Informatiounen och do ze kommen. An ënner deenen Émstänn alleguerte wäre mer bereet, eventuell eng nei Konvention mat där Struktur ze maachen, fir dann d'Perennitéit vun der Aktivitéit och ze assuréieren.

Entre-temps hu mer awer och déi besteeënd Konvention eemol verlängert. Mir gesinn elo, dat d'Ëmsetzung vun deene Fuerderunge staatlechersäits, déi mer gestallt hunn, sech als méi schwierig oder méi laangfristeg erausgestallt huet. An duerfir wëlle mer och déi Iwwergangskonvention nach eng Kéier kuerzzeitig verlängeren, bis dann en Audit virläit iwwert déi Finanzstréim an déi Leeschtungen, déi nach eventuell staatlechersäits sollten honoréiert ginn, an awer och déi aner Punkten, déi ech elo hei kuerz nach eng Kéier just konnt resüméieren, dann ëmgesat wären. An dann, hoffentlech, si mer an der Situatioun, wou mer erëm eng nei Konvention kënnen maachen, fir mëttel- a längerfristeg de Fonctionnement vum Luxembourg Science Center ze assuréieren.

Wéi gesot, et ass eng Struktur, déi mer brauchen, déi an eis Landschaft passt, déi virun allem Jonker begeeschtert fir Wëssenschaft an Technologie. An duerfir hoffen ech, dat mer hei d'Enner beienee kréie fir eng gesond Governance, och en Ëmgang mat ëffentleche Finanzen, well zum ganz groussen Deel geet et hei zwar ëm e private Projet, deen awer mat ëffentleche Finanzen assuréiert gëtt, fir deen esou op d'Schinn ze kréien, wéi een eebe mat ëffentleche Gelder soll ëmgoen.

Ech gleewen nach ëmmer dorunner. An duerfir, denken ech, sollte mer der Saach nach e bëssen Zäit ginn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 54 vum Här David Wagner an zur Fro Nummer 55 vum Här Dan

Biancalana, allen zwou un den Här Inneminister, iwwert de Courier vun der Madamm Procureur d'État iwwert d'Mobilisation vun der Police am Kader vun Bettelverbuert. Här Wagner, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert.

– **Question n° 54 du 12 mars 2024 de M. David Wagner relative au courrier de la Procureur d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question n° 55 du 11 mars 2024 de M. Dan Biancalana relative au courrier de la Procureur d'État au sujet de la mobilisation de la police judiciaire dans le cadre de la répression de la mendicité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Nodeems den Här Inneminister vum Procureur vum Stater Bezirksgeriicht desavouéiert gouf, nodeems den Inneminister vum President vum Verfassungsgeriicht desavouéiert gouf, nodeems den Här Inneminister sech selwer huet missen an enger Äntwert op eng Question parlementaire desavouéieren, gouf d'lescht Woch den Här Inneminister vun der Procureure générale an engem Bréif un hien desavouéiert.

Dës Kéier geet et net ëm déi legal Konformitéit vum Reglement, dat d'Stad geholl hat a Saachen Heescheverbuert, mee ëm déi praktesch Ëmsetzung, déi zur Konsequenz huet, d'Aarbecht vun der Justiz nach méi ze erschwéieren.

Laut der Procureure générale hunn innerhalb vun engem Mount d'Enquêteure vun der Police judiciaire 880 Stonne Policepresenz opweise mussen, fir géint d'Verstéiss vum Stater Reglement virzegoen.

D'Madamm Procureur d'État huet sech och doriwuer entsat gesot, wann ee bedenkt, dat iwwer 1.200 Dossieren drop waarden, traitéiert ze ginn, dovunner ganz wichteg Saachen, ganz grav Delikter: 43 Abus-sexuellen, 72 aus dem Blanchiment an 320 aus der Wirtschaftskriminalitéit. Ëmmerhin ass et dann am Kader vun Heescheverbuert zu zwee Protokoller komm, dovunner e bekannte Kënschtler, dee sech selwer denunziéiert hat.

Jo, et ass net nei, dat d'Justiz net esou weiderkënn, wéi se wéilt oder wéi mir all wéilten, mee dës Decisioun mécht d'Aarbecht vun der Justiz nach méi schwéier. A jo, et war en Hëllefesruff vun der Procureure d'État, an zwar en Hëllefesruff – an esou huet jiddereen, jiddereen dat verstanen, bis vläicht op eng Persoun –, dee seet: „Maacht eis d'Aarbecht net nach méi schwéier a kommt op Är Decisioun zereck!“

Dohier meng Fro un den Här Inneminister: Wäert hien op seng Decisioun zereckkommen? A wann net, firwat? An an deem Fall: Wéi gedenkt d'Regierung, déi Stonne vun der PJ elo direkt ze kompenséieren, wann dat iwwerhaupt méiglech ass, fir dat d'Aarbecht vun der Justiz net weiderhin entravéiert gëtt duerch déi Decisioun, déi den Här Inneminister geholl huet?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, den Här Inneminister huet geschter eng Rei Aussoe getagéit als Reaktioun op e Bréif, deen d'Madamm Procureur général d'État him zoukomme gelooss huet an deen der Press virlooch. D'Madamm Solovieff huet an engem Bréif op verschidde Mësstänn higewisen.

D'Police judiciaire ass fundamental wichtig, fir am Kader vun hire Missiounen op den Dossieren ze schaffen, fir de Justizautoritéiten zouzeschaffen an esou kriminell Affäre weiderzibréngen. Wéi d'Procureure générale seet, sinn duerch d'aktuell Ofzée vum Enquêteuren nach méi Retarden entstanen, déi schwéier kënnen opgehooll ginn.

Den Här Inneminister huet och an deem Kader an doropshi bestätegt, dass e Beamten, jo, en „Excès de zèle“ gemaach huet an dass elo verschidde Beamten zréck an hir Unitéite wäerte goen. An den Här Inneminister schwätzt och vun engem stännegen, permanenten Evaluatiounsprozess.

Dofir hunn ech follgend Froen:

Déi éischt: D'Madamm Procureur général d'État deklariert, dass si iwwert d'Press vum Ofzée vum de Beamte vum SPJ informéiert gouf. Wat sinn d'Grënn, dass d'Justizautoritéiten net direkt, also net vun Ufank un, vum Inneminister selwer informéiert goufe respektiv vun der Justizministesch?

Déi zweet Fro: Zousätzlech hutt Der jo och behaupt, dass Beamte vun der PJ net vun hire Servicer zréckgezu gi sinn. Hei geet aus Ärer Äntwert op eis Question parlementaire 293 ervir: „Les membres du SPJ ne sont pas retirés de leur service, mais effectuent, dans le cadre de ce dispositif, des missions dévolues au SPJ.“ Mir denken, dass esou, wéi et scho bei de Limousinnen de Fall war, Är Aussoen net mat de Fakten iwwerteneestëmme. Et si jo awer kloer Beamte vum SPJ opgefuerdert ginn, an den Asaz ze goen. Et waren der 110, déi jo dann effektiv um Terrain am Asaz waren. Wéi vill sinn et der nach elo als Reaktioun op den „Excès de zèle“? An aus wéi enge Servicer?

Déi drëtt Fro: Wat sinn d'objektiv Krittären, déi Der Iech ginn hutt a punkto Evaluatioun? Wéi eng Instrumenter braucht Der?

An déi véiert: Schlussendlech wéilt mer gären den Inneminister froen, wat de Rôle vum der Oppositioun a sengen Aen ass. Am „Invité“ sot Dir nach, an ech zitieren, dass verschidde Gréng a Rout emol kucke sollten, sech e bëssen ze calméieren. Als Oppositionspartei, als Oppositionsparteie gesi mir jo ganz onopgereegt eise Rôle kloer doranner, d'Regierung ze kontrolléieren, esou wéi Dir dat d'ailleurs och an Ärer Zäit als Oppositionspolitiker gemaach hutt. An esou laang ass dat nach net hier. Dofir, mengen ech, d'Fro: Solle mer elo stillschweigend als Oppositioun nokucken an eis net kritesch äusseren, sou wéi dat an enger Demokratie an an engem Rechtsstaat Usus ass?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet elo d'Wuert: den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Froen. Vlächet fir d'éischt direkt: Also, ech fille mech guer net desavouéiert. Mir liewen an engem Land, wou et eng Rei Institutiounen gëtt. An am Respekt vun der Séparation des pouvoirs hélt all Institutioun seng Missioun wouer.

Dee Bréif vun der Madamm Procureur général d'État, deen ass jo just u mech an un d'Justizministesch geschéckt ginn. Duerfir kommentéieren ech och elo net, wéi dee Bréif konnt iergendwéi am Public landen. En ass do an ech hu gëschter am Interview dozou Stellung geholl an ech hu gëschter der Madamm Procureur – a just der Madamm Procureur général d'État – an der Justizministesch en copie dee

Bréif geschéckt. Wann d'Chamber freet, fir dee Bréif ze kréien, muss d'Chamber déi Decisioun huelen an da kritt se natierlech selbstverständlech dee Bréif vum Inneminister geschéckt.

An deem Bréif sinn eng Rei Zuele genannt ginn, fir d'éischt déi Zuel vun 1.291 Dossieren an deenen Affären, wéi Der gesot hutt, déi amgaange sinn, analyséiert ze ginn. An deenen Dossieren gëtt enquêtéiert. Déi Dossieren si jo elo net komm an där Zäit, wou deen Dispositif en place ass. Ech erënnere drun: Deen Dispositif ass säit Enn Januar en place. Et ka jo net sinn, dass 1.291 Dossieren an där Zäit opgemaach gi sinn, well soss hätte mer e reelle Problem hei am Land.

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Dir schwätzt och ëmmer just ... Dir schwätzt ... Nee, ech soen: Ech hunn Iech nogelauschert, ech ginn Iech meng Stellungnam. Et geet och net nëmme dem Dispositif vun der Mendicité organisée – ech ginn et net midd ze widerhuelen –, et geet och ëm Drogebekämpfung, illegal Immigratioun, Proxenetisme a Salubrité publique, deen Dispositif, deen en place gesat ginn ass.

An deem Bréif gëtt gesot, et wieren 880 Stonnen vun 110 Beamte prestéiert ginn. Ech hu kee Grond, fir dat net ze gleewen, mee wann ech awer de Calcul maachen, 880 Stonnen duerch 110, dann huet all Beamte vun deenen 110 maximal ee Schaffdag an deem Dispositif geschafft.

Et ass och net richtig, fir ze soen, déi wiere „retiréiert“ ginn. Déi gi fir deen Dag dann an deen Dispositif gesat. An duerfir hunn ech gemengt ... Och Dir als Oppositioun huet Är Roll wouer, et ass Äert gutt Recht, mee et soll een awer vlächet terre à terre argumentéieren opgrond vun de Chifferen. An duerfir sinn ech och frou, dass d'Madamm Procureur général déi Chiffere genannt huet.

An ech bleiwen dobäi: Dee Bréif ass en Hëllef fruff generell vun der Madamm Procureur général, fir méi Effectiver an der Police judiciaire ze kréien. Ech soen awer och, dass d'Police judiciaire – an dat war eng Diskussioun am Kader vun der Reform vun 2018 hei am Haus, an do war dat ganz Haus d'accord – Element vun der Police ass. Et waren Diskussiounen, a wann een d'Avise liest, déi do déi Zäit gi gi sinn, och vum Parquet, da wollten déi, dass d'Police judiciaire ganz eriwuer ënnert d'Autoritéit – an den Här Biancalana gëtt mer Recht hei, gesinn ech – vum Parquet sollt kommen. Dat war net de Wonsch vun deem Haus an d'Police judiciaire ass integrale Bestandteil vun der Police. Ginn Enquêté gemaach, da si se natierlech selbstverständlech ënnert der Autoritéit vun dem Parquet. Dat ass och an där Kommissioun, wou déi Vertrieeder vum Parquet do waren, esou richtig gesot ginn.

Wou ech net kann d'accord sinn, ass, fir ze soen, de Parquet wier net doriwwer informéiert gewiescht, well mir haten an der Kommissioun doriwwer geschwat, dass d'Membere vun der Police judiciaire géifen zäitweilig an deem Dispositif mat op den Terrain goen.

Ech mengen, d'Zäit ass ofgelaf, mee därf ech nach ...?

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt zweemol véier Minuten.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | A ok, dann ass d'Zäit jo nach net ofgelaf, tipptopp. Tipptopp!

D'lescht Woch war Comité d'accompagnement, wéi dat heescht. Deen ass jo och am Bréif vun der Madamm Solovieff genannt ginn. An do ass dee Punkt opkomm, dass ze vill Beamte vun der Police judiciaire –

ech nennen dat elo fir een Dag – do an deen Dispositif gaange sinn, a besonnesch déi vun der Section Ecofin. Dat sinn déi, déi sech notament d'Affär Blanchiment traitéieren. An ech sinn dat dunn en Donneschde vum Generaldirekter vun der Police gewuer ginn, an dunn hu mir gesot: „Effektiv, dat do geet net.“ Wannechgelift, e soll do deene Responsabele soen, si sollen déi net méi an deen Dispositif mat eranhuelen. De Generaldirekter huet mech du mëndlech informéiert, dass en en SMS un d'Madamm Procureur général geschéckt huet, fir hir dat ze soen, an och dem Procureur beim Bezirksgericht Lëtzebuerg, dem Här Oswald, déi Info matzeginn.

Fakt ass awer – an ech mengen, do si mer eis eens hei am Héijen Haus –, dass mer nach ëmmer net genuch Polizisten hunn, weeder um Terrain nach an der PJ.

An ech deelen dee Constat, well ech war bei d'PJ en Untrëttsbesuch maachen. Ech weess elo net méi genau, wéini. An notament hunn déi vun der Section Antiblanchiment mer gesot: „Mir brauche méi Leit.“

An duerfir ginn ech Iech dann hei haut d'Chifferen, déi elo rekrutéiert gi bei der Police judiciaire fir 2024. Bis Enn Abrëll sollen 10 Enquêteurs civils en matière ECOFIN rekrutéiert ginn. Dat kënn Der och elo schonn op GovJobs nokucken. Ab dem 1. Mee gi 25 Polizisten, fir déi verschidde Sektione vun der SPJ ze verstärken, rekrutéiert. Ab dem 1. Mee ginn 10 Leit Zivillpersonal rekrutéiert. An am September/Oktobre ginn nach eng Kéier 10 Enquêteurs civils fir an der Section ECOFIN rekrutéiert.

Dat heescht, d'Joer ginn aleng 55 Leit bei der Police judiciaire rekrutéiert, fir eebe kënnen méi schnell déi Dossieren opzeschaffen, well – do sinn ech d'accord mat Iech – dat si grav Dossieren a mir müssen Efforte maachen, fir déi opzeschaffen, well d'Kriminalitéit muss bekämpft ginn. A mir müssen endlech op dee Punkt kommen, wou mer deene Kriminellen ee Schratt viraus sinn an net méi e Schratt hannendra sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Inneminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 56 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Finanzminister iwwert d'Nicotine-Pouches oder d'Nikotinsäckelcher. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

– Question n° 56 du 8 mars 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative aux « Nicotine pouches », adressée à M. le Ministre des Finances

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Et kléngt schonn net esou appetittlech, an et ass et och net!

Déi international, an och déi national Zigarettenindustrie, huet mat den Nikotinsäckelcher en neit Produkt erfonnt, dat op deels onverschimmt Aart a Weis promovéiert gëtt. Dobäi sinn déi Säckelcher, déi mat Verpackung verkaaft ginn, déi ee soss fir Kamelle gebraucht, kengesweegs harmlos.

Si richen zwar aneschtens, net wéi den Tubak, schmaachen angeeblich bal wéi Kamellen, kënnen iwwerall konsuméiert ginn, mee an hinne stécht e staarkt Ofhängegeets- a Suchtpotenzial. Et fënn ee se gutt siichtbar vir op den Théike vun den Tankstellen, verbonne mat staarke Slogane wéi: „Befreit Ären innere Wikinger!“, „Suert fir Äre Kick!“, „Fäert näischt méi!“, „Dir kritt Ären Nikotinkick iwwerall a jidderzäit.“

Et gëtt onverschimmt vum reglementaresche Vide profitéiert. „Vide“ heescht: keng Alterslimit, kee

Werbeverbuet oder Reglementéierung, keng Warnungen.

Op eng Fro vun der Kolleegein Nancy Kemp-Arendt hin hat d'Ministesch op dee grouse Risiko fir d'Gesondheet higewisen an ugekënnegt, d'Regierung géif d'Ausland opmierksam beobachten, fir gegebenefalls ze reglementéieren. Ech hunn awer d'Impressioun, dass et an der Regierung zwou Meenungen gëtt, well Reglementéierung gëtt et net, awer an der Zwëschenzäit soll dat Produkt steierlech mat Accisë belaauscht ginn – wat indirekt heescht: Mer akzeptéieren dat Produkt.

An ech wollt dofir vum Minister wëssen, ob dat net e falsche Message ass no baussen, fir déi géfteg Substanz, déi aggressiv vermaart gëtt, ...

(Interruption par la présidence)

... ze besteieren, dat ouni Reglementéierung: null Reglementéierung vun der Werbung, null Alterslimit, iwwerall konsuméiert, verdeelt. Ass dat net d'Päerd hannert de Won gespaant? A wéi soll dat weidergoen?

Här Minister, ech soen Iech och Merci, dass Der bereet waart, op déi Fro ze äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hätt och kënnen zu zwee drop äntwerten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci och, Här President. A merci fir d'Zäit.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert fir den Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Hären, ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci fir seng mëndlech Fro. Menges Wëssens a mengen Informatiounen no, Här fréiere Gesondheitsminister, ginn déi sougenannten „Nikotinsäckelcher“ zanter 2022, also säit bal zwee Joer, zu Lëtzebuerg um Maart kommerzialiséiert.

(Interruption)

Dës Regierung ass gewëllt, dës Nikotinsäckelcher ze reglementéieren. An dat huet – Dir hutt dat richteg bemierkt – d'Gesondheitsministesch, d'Madamm Deprez, an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro der Deputéierter Nancy Kemp-Arendt den 22. Januar 2024 and bestätegt. A si huet dat och nach eng Kéier widderholl de leschte Samschdeg am „Background“ um Mikro vum RTL.

A mat dem Budgetgesetz 2024, wat d'lescht Woch deposéiert gouf, gi mer eigentlech och op de Wee vun der Reglementation. Jo, d'Accisë wäerten – dat liest Der an der Loi budgetaire – ab dem 1. Oktober 2024 op den Nikotinsäckelcher erhuewe ginn. Fir et nach eng Kéier ze soen: Bis elo war dat net de Fall! Bis elo ginn déi Nikotinsäckelcher awer zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert. An dat erlaabt dann och den Operateuren, sech den Douanes- an Accisëreegelen unzepassen.

D'Héicht vun den Accisen – ech soen et nach eng Kéier: déi et bis elo net ginn –, déi wäerten ab dem 1. Oktober och net vun dem Nikotingehalt ofhänken, mee d'Héicht vun den Accisë gëtt ganz einfach op de Kilo berechent. An dat sinn, wéi Der an der Loi budgétaire konnt noliesen, 22 Euro pro Kilo.

D'Fro, wéi d'Nikotinsäckelcher am Detail reglementéiert ginn, zum Beispill, wat hire maximalen Nikotingehalt ass – wat bis elo net de Fall ass, well et gëtt keng Reglementatioun, iwwregens schonn zënter

2022 –, dat ass och keng Fro, fir déi de Finanzminister zoustänneg ass. De Finanzminister ass zoustänneg fir d'Accisen. Deen huet seng Aufgab iwwerholl. Ab dem 1. Oktober dëst Joer wäert, wann de Budget gestëmmt ass, d'Taxéierung op deene Produiten, déi um Marché sinn, gräifen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci.

Da komme mer zur Fro Nummer 57 vum Här Gérard Schockmel un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Flicht, fir obligatoresch konventionéiert Stagë vun iwwer véier Wochen ze bezuelen. Den Här Schockmel huet d'Wuert.

– Question n° 57 du 12 mars 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'obligation d'indemnisation des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Am Juli 2023 gouf am Code du travail den Artikel iwwert d'Stagë revidéiert. An zwar ass zanterhier elo virgesinn, datt och fir Studenten, déi de Bachelor an de Sozial- an Erziungswëssenschafte maachen, Stagë bezuelt ginn, wann et e Stage ass, deen obligatoresch ass an dee méi laang wéi véier Wochen dauert.

Am Dezember 2023 hunn dann déi betraffe Studenten en oppene Brëif publizéiert, deen ënner anerem och un den Aarbechtsminister gaangen ass. Zënter der Aféierung vun dëser obligatorescher Indemnisation ass et tatsächlech méi schwéier fir déi Studenten, fir Stagëplazen ze fannen. Et gëtt eng ganz Rei Entitéiten, Instruktiounen, déi net informéiert sinn iwwert dës Obligatioun, bezéiungsweis déi hiren Obligatiounen net nokomme kënnen. Insgesamt huet sech domat de Choix vu potenzielle Stagëplazen drastesch reduzéiert. An dat ass natierlech e Problem fir déi Studenten, fir dann och hiert Studium zum Ofschluss ze bréngen.

An dësem Kontext wollt ech also dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen: ob et zënter deem oppene Brëif zu engem Dialog tëschent de Studenten an dem Här Aarbechtsminister komm ass; ob dës Problematik bekannt ass a sengem Ministère; an och datt eeben déi Aféierung vun där obligatorescher Indemnisation Problemer bewierkt, wat d'Stagëplazen ubelaangt. An dann, ech mengen, wourëm et wierklech geet, ass: Wéi kann elo séchergestallt ginn, datt d'Applikatioun vun dësem Gesetz am Code du travail keng weider negativ Konsequenze fir déi betraffe Studenten huet, besonnesch am soziale Beräich?

Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann huet elo den Här Aarbechtsminister d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Just eng kleng Remark am Ufank: Dir hutt geschriwwen, Här Schockmel, „des stages obligatoires conventionnés dépassant la durée de quatre semaines“; et ass „à partir de quatre semaines“. Also, e klengen Ënnerscheid.

D'Obligatioun fir d'Indemniséiere vun engem obligatoresche Stage besteet effektiv ab enger Durée vu véier Wochen. Dat ass am Artikel 152-4 vum Code du travail och esou festgehalen. Eng Derogatioun dozou ass awer ënner folgende Konditiounen am Code du travail virgesinn:

Éischtens: An der Convention de stage muss enger säits stoen, dass d'Indemniséiere vum Stagiaire net erlaabt ass, an anerersäits, dass d'Anhale vun dësem Verbuet fir den Établissement d'enseignement eng Konditioun ass fir d'Unerkennung vum Stage.

Zweetens: De Stagiaire selwer muss beim Aarbechtsministère per E-Mail u stage@mt.etat.lu déi vum Gesetz virgeschriwwen Attestation d'exonération de l'obligation d'indemnisation ufroen. Dës Attestatioun kritt de Stagiaire, wann en eis virum Ufank vum Stage seng Demande mat Kopie vun der Convention de stage schéckt, fir dass mer kontrolléiere kënnen, dass déi vireg Konditiounen am Punkt 1 an der Konvention virgesi sinn.

An deem Kontext ass meng Servicer opgefall, dass d'Zuel vun den Demanden zanter September 2023 extreem an d'Luucht gaangen ass. Virum dësem Datum koumen tëschent 5 an 10 Demandë pro Mount eran. Am Verglach dozou läit d'Zuel momentan ongeféier bei 60 Demandë pro Mount. Tëschtent 2020 an 2023 krute mir am Ganzen um Ministère 280 Demanden. Am Verglach dozou koumen innerhalb vun deenen zwee leschte Méint 122 Demanden eran, inklusiv fënnf Stagiaren, déi e Refus kruten.

Dës Erhéijung vun den Demanden ass sécherlech d'Resultat vum Gesetz vum 21. Juli 2023, wat virgesäit, dass ab September 2023 d'Stagë fir BTS-Formatiounen a generell am Beräich vun der Santé, der Educatioun a vum Sozialen och sollen indemniséiert ginn. Virdu war d'Indemnisation bei de BTSen zum Beispill fakultativ.

An deem Kontext fällt effektiv op, dass grad d'Studenten aus deene Beräicher bei mengen zoustännege Servicer massiv Attestations d'exonération froen. De Problem läit also net am Aarbechtsministère, well do gi just Demanden traitéiert, déi déi jonk Leit eraschécken, mee éischer bei den Organismes d'accueil, déi, wéi mir gesot gëtt, ganz dacks net iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen, fir déi obligatoresch 30 % vum SSM ze bezuelen.

Eng Entrevue ass net virgesi gewiescht, well och keng ugefrot ginn ass. Also, eng Entrevue kann och nach stattfannen, dat ass guer kee Problem, mee ech mengen, de Problem läit virum allem och bei eeben den Organismes d'accueil, an dat sinn an deem Fall virum allem d'Spideeler, wou déi meeschten Demanden erakommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister. An domat si mer dann um Schluss vun eiser Froestonn fir haut ukomm.

6. 8295 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8295 iwwert d'Aféierung vun enger Bähëllef fir Patronen, deenen hir Salariéien eng Berufsausbildung maachen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fënnf Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galle, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehic, den Här Ben Polidori. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, modifizéiert d'Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire général. Ech dierf drun erënneren, dass duerch d'Gesetz vum 12. Juli 2019 d'Méiglechkeet fir e Salarié geschafe gouf, fir eng Formation de base an eng Formation professionnelle während sengem Emploi ze suivéieren.

Bis ewell waren iwwer Règlement grand-ducal zwou Formatiounen en cours d'emploi während dem Schouljoer 2023/2024 virgesinn. Dëse Reglement baséiert op dem Artikel 42 vum ofgeännerte Gesetz vum 2008 iwwert d'Formation professionnelle, mat deem d'Formations professionnelles en cours d'emploi erméiglecht ginn. Bei dësen zwou Formatiounen handelt et sech ëm déi vum Aide-soignant, wou d'Zil ass, den Diplôme d'aptitude professionnelle aide-soignant ze kréien, an ëm d'Formatioun, fir Assistant d'accompagnement au quotidien ze ginn, wou d'Zil ass, de Certificat de capacité professionnelle assistant d'accompagnement au quotidien ze kréien.

Mat dësem Projet de loi soll eng finanziell Hëllef an d'Liewe geruff gi fir d'Employeuren, déi Mataarbechter hunn, déi eng Formatioun am Kader vum Artikel 42 vum genannte Gesetz maachen, well während de Stonnen, wou d'Salarié an der Formatioun sinn, feele se natierlech op der Aarbechtsplaz. Dat stellt eng zousätzlech finanziell Belaaschtung fir hir Patronen duer. D'Zil vum Projet de loi ass, de Patronen eng finanziell Ënnerstützung zoukommen ze loosse fir déi Stonnen, während deenen d'Salarié d'Formatioun maachen an net schaffen.

Dofir muss awer d'Formatioun an engem öffentlechen oder private Lycée oder an engem öffentlechen oder private Formatiounszenter dispenséiert ginn, sou wéi et am Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der professioneller Formatioun virgesinn ass.

Den Employé, deen d'Formatioun suivéiert, muss volljäreg sinn, als Salarié unhand vun engem Aarbechtskontrakt un eng Entreprise, Associatioun oder Fondatioun gebonne sinn, déi um lëtzebuergeschen Territoire etabléiert ass.

D'finanziell Kompensatioun ass geduecht fir Arbeitgebeber, déi eng Convention de pratique professionnelle ënnerschriwwen hu fir dat entspreichend Schouljoer. E gültegen Aarbechtskontrakt mam Salarié, deen d'Formatioun mécht an deem entspreichende Beruffsdomän, muss den Employé virweise bei der Demande fir de Subsid. An dem Salarié seng Affiliatioun beim Centre commun de la sécurité sociale muss een och beleed kennen.

Fir all Formatiounsstonn während den Aarbechtshorären, déi e Salarié an engem Formatiounsetablissement verbréngt, kritt de Patron eng finanziell Kompensatioun, déi dem Taux horaire vum Salaire social minimum pour salariés non qualifiés entsprécht. D'Maximalunzuel u Formatiounsstonnen, déi an engem Formatiounsetablissement solle verbruecht ginn, entsprécht 16 Stonne pro Formatiounswoch. Den Etablissement soll och e Participationscertificat liwweren, an deem drasteet, wéi vill Stonne Formatioun de Salarié tatsächlech absolvéiert huet. Dëse Certificat ass och bei der Demande fir déi finanziell Kompensatioun bäizeleeën.

D'finanziell Kompensatioun, ëm déi et bei dësem Projet de loi geet, kann net cumuléiert gi mat aneren Aiden am Kader vun der professioneller Formatioun, déi mat öffentleche Gelder bezuelt ginn.

Ech wëll och nach ënnersträichen, dass d'Zil vun dëser Mesür net eng integral Prise en charge vun de Stonnen, déi an der Formatioun verbruecht goufe während den Aarbechtst Stonnen, ass, mee si entlaascht trotzdeem de Patron. Mat dëser Hëllef wëlle mir de Betriber ënnert d'Äerm gräifen, déi schonn an engem Secteur sinn, wou Personalmangel ass.

De Patron muss bei der Demande zousätzlech nach seng Coordonnéeën uginn an eng Déclaration sur l'honneur an e Relevé d'identité bancaire liwweren. D'Demande ka pro Mount agereecht ginn, allerspéitstens de leschten Dag vum Mount no dem Mount, an deem d'Formatioun während dem Emploi gemaach gouf, oder eemol järelech, allerspéitstens den 31. Oktober vum Schouljoer no dem Schouljoer, während deem d'Formatioun während dem Emploi gemaach gouf.

De Minister ka beim Centre commun de la sécurité sociale all noutweneg Informatiounen ufroen, déi him hëllef, eng Entscheidung par rapport zu enger Subsidemande ze treffen. Domat sollen d'Abuse verhënnert ginn a verifizéiert kënnen ginn, dass d'Informatiounen, déi den Employé geliiwert huet, och richtig sinn. D'Steierverwaltung gëtt och iwwert d'Entscheidung vum Minister informéiert, wat d'Demande fir d'Subsid ubelaangt.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, vun deem mir haut schwätzen, ass ab dem Schouljoer 2023/2024 applikabel.

Ech wëll elo nach op de Käschtepunkt vun dëser Mesür agoen. Et ass e Budget virgesi vu ronn 856.000 Euro fir d'Schouljoer 2023/2024.

Ech géif dann och nach kuerz op d'Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi virleien.

D'Chambre des Salariés huet proposéiert, d'Méiglechkeet virzugesinn, dass d'Aide a méi Tranché kann ausbezuel ginn, fir eng reegelméisseg Kompensatioun vun dem Patron senge Käschten ze erméiglechen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Accord ginn a saluéiert déi nei Mesür.

D'Handelskummer huet d'Fro opgeworf, firwat d'Aide nëmme fir zwou Formatiounen reservéiert ass, wou awer e Personalmangel besteet a méi Beräicher. Si hätt och gäre gesinn, dass e Verglach tëscht der Mesür an dem Congé individuel de formation gemaach gi wier.

D'Berufskummer huet och d'Fro opgeworf, ob de Congé individuel de formation oder de Congé sans solde eventuell finanziell méi interessant wiere fir d'Employeuren.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis zwou Oppositions formelles virgeluecht. Bei där éischter huet e gefrot, fir entweeder déi exakt Unzuel u Formatiounsstonnen ze prezisiéieren während dem Emploi oder op d'mannst d'maximal Unzuel vu Formatiounsstonnen. Bei der zweeter Opposition formelle goung et ëm eng Insécurité juridique beim Begrëff „double financement“, wou eng Prezisioun gefeelt huet.

Nodeems de Ministère en Amendement virgeluecht huet, konnt déi héich Kierperschaft hiren Accord zum Gesetz ginn.

Ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren a ginn elo schonn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll ganz kuerz heizou Stellung huelen. Et ass nämlech e Gesetzesprojet, dee mer ganz interessant fannen, engersäits well en nämlech de Patron entlaascht an anerersäits well en natierlech och de Salarié entlaascht an och de Salarié fideliséiert, well nämlech dee Choix, deen e muss treffen – eng Formatioun engersäits ze maachen an anerersäits eebe beim Patron ze schaffen – net méi e Choix ass, wou en dat eent géint dat anert muss ausspillen. Et ass also e Gesetzesprojet, deen eng Dier opmëcht, fir villes, villes méi einfach ze maachen.

En plus muss ee jo och bedenken – an d'Madamm Rapportrice huet dat och an hirem Rapport ganz gutt gesot –, dass et hei ëm zwee Beruffer geet, déi wichteg si fir eis Gesellschaft, bezéiungsweis ëm zwou Formatiounen, déi e grouse Wäert hu fir eis Gesellschaft, nämlech déi vum Aide-soignant engersäits an anerersäits déi vum Assistant d'accompagnement au quotidien. An et sinn och déi Zuele genannt ginn, dass et do elo ëm 160 Kandidaten engersäits an 20 Kandidaten anerersäits, ongeféier, geet, déi am Moment dovu betraff sinn.

Erlaabt mer just, an eisem Numm och nach zwou Saachen derbäi ze soen, déi an dësem Gesetzesprojet och interessant sinn an déi een héchstwahrscheinlech och an Zukunft nach genau muss kucken.

Dat Éischt sinn nämlech déi Froen, déi tatsächlech d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce gestallt hunn, ob een net soll op aner Filiären nach iwwergoen. An d'Chambre de Commerce hat jo souguer eng systemesch oder systematesch Approche do proposéiert, einfach déi Beruffer ze huelen, déi am Moment souzesoen „très en pénurie“ an der Gesellschaft sinn. Dat wär eng interessant Approche, ze kucken, ob een do eng Kéier e System opbaut, fir eebe genau déi Beruffer ze stärken an och déi Leit eeben ze stärken, déi an déi Beruffer wëllen eragoen, wou mer als Gesellschaft zesummen definéieren, dass mer déi Beruffer hei zu Lëtzebuerg besonnesch wëllen ënnerstëtzen, well mer se besonnesch brauchen.

An déi zweet Fro: Wat ech och ganz wichteg fannen, ass eeben dat mam Remboursement périodique, well mer do natierlech engem Rhythmus entgéintkommen, deen de Patron huet, dee muss déi Sue reegelméisseg kréien an net iergendwann eng Kéier zesummen als ee ganze Package. Déi ganz Tranchen an déi zousätzlech Tranchen, déi do agefouert gi sinn, wat och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass ... a souwäit ech mech erënneren, war et de Kolleg Alex Donnersbach, deen et och vun eiser Säit erabruucht huet an och anerer, déi dat da formuléiert hunn als Uleies, dass déi Tranchen dann eebe reegelméisseg – an dësem Fall dann elo monatlech – och bezuelt ginn.

An dësem Sënn e Gesetzesprojet, deen eis wierklech gutt gefält an eis vollsten Ënnerstützung fënn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Dann ass et elo un der Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, d'Roll vun de soziale Beruffer an eiser Gesellschaft gëtt ëmmer méi wichteg, sief et an der Kannerbetreiung, an de Struktur fir eeler Leit oder bei der Betreiung vu Mënsche mat spezifische Besoinen. An op villen anere Plaze gi qualifizéiert Leit aus deene Beruffer méi a méi gebraucht.

Dozou zielen eeben och den Aide-soignant an den Assistant d'accompagnement au quotidien, de

Successeur vun der Aide socio-familiale. Béd Formatioune kënnen, wéi scho gesot, beruffsbegleedend absolvéiert ginn. A mir begrëssen natierlech all Moossmann, fir der Penurie an deem Secteur Meeschter ze ginn.

Mat dësem Projet de loi ginn d'Entreprisë kompenséiert, wann hir Salarié sech während der Aarbechtszäit weiderbilden. Dat ass e wichtegen Incentive, wou eigentlech jiddereen gagnant ass. An déi finanziell Ënnerstëtzung ass awer eebe just op dës zwou beruffsbegleedend Formatioune begrenzt an do rejoinéieren ech den Här Galles: D'LSAP géif et begrëssen, wann an noer Zukunft weider Formatioune derbäi géife kommen. Et gétt schliisslech vill aner Beruffer mat ganz grousssem Personalmanckem, wou dës Modell einfach géif Sënn maachen.

An eisen Ae géif näischt dergéint schwätzen, wann de Minister d'Promotioun vun der Formation professionnelle en cours d'emploi wierklech wëilt weiderdreiwen, fir dës Modell dann eeben och bei anere Beruffer ze applizéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An ech maachen et kuerz: Am Numm vun der ADR-Fraktioun ginn ech den Accord vun der ADR-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass et um Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Och ech versichen, mech kuerz zefaassen. Ech soen der Rapportrice Merci fir en exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wëll wierklech op déi Verbesserung hiweisen, déi mer gemaach hunn an der Kommissiounssëtzung, wat d'Periodicitéit vun de Kompensatiounsmesuren ugeet, dass mer do eriwuer gi vun engem System, wou et just alljoers méiglech ass, hin zu engem System, dee méi Flexibilitéit gétt an Employeuren d'Méiglechkeet gétt, fir all Mount eng Kéier d'Demande ze maachen. Dat fannen ech och eng wichteg Verbesserung, déi mer och an der Kommissioun esou zesummen diskutéiert hunn.

A fir de Rescht schléissen ech mech natierlech souwuel de Kolléeg vun der CSV wéi vun der LSAP u mat der Demande, dass mer deen dote System vun der Formation professionnelle en cours d'emploi elargéieren och nach op aner Beruffsbiller, wou mer Penurien hunn. Där gétt et der eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dass mer hei e gudden Outil hunn, fir d'Promotioun vun deene Beruffsbiller besser ze maachen an Zukunft.

Ech soen Iech Merci a ginn natierlech den Accord vun menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass et elo um Här Ben Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Jo, dës Gesetzestext ass e wichtegen Text fir Jonker dobaussen, och fir d'Leit, déi sech wëlle weiderbilden. Ech mengen, et mécht d'Saach méi einfach. Et kann een elo seng Formatioune während der Aarbechtszäit maachen an et muss ee se net maache während der Zäit no der Aarbecht. Dat heescht, et kann ee weiderhi seng Zäit och vläicht mat der Famill, mat senger Léifste méi einfach verbréngen.

An ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, wou hei och dru geduecht gouf, dass awer och elo de Patron deementspreechend entschiedegt gétt fir deen Ausfall. Dat begrësse mer och. An ech ka mech och nëmme dem Här Sehovic uschléissen, dass ech frou sinn, dass och déi Patronen, déi elo finanziell manner staark sinn, och kënnen dee Subsid, also déi Entschiedegung, ufroen op enger monatlecher Basis an net mussen e Joer waarden, bis se hir Sue kréien. An dat hunn ech eng gutt Saach fonnt. Dat war e konstruktivt Gespräch an der Kommissioun. Dat hunn ech och immens begrëisst.

Domadder ginn ech ofschléissend och mäin Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dat war dee leschten ageschriwwene Riedner.

Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begrëssen déi breet Zoustëmmung hei zu dësem Gesetzesprojekt.

Effektiv innovéiere mer. Zanter enger Rei vu Joren ass et theoreetesche méiglech, eng Berufsausbildung an en cours d'emploi ze maachen. Hei kommen zwou Formatioune, wou dat elo ganz konkret gétt. Och eng Formatioun, déi ee virdrun och beruffsbegleedend oder nieft der Berufsaktivitéit gemaach huet, déi awer net zu engem Ofschloss gefouert huet. Hei ass et elo e CCP amplat vun där Formatioun virdrun, um Aide socio-familial. An dat féiert awer derzou, dass et en unerkannten Diplom hunn, dass et en Diplom hunn, mat deem ech duerno och eng Kéier Accès op de qualifizéierte Mindestloun hunn an dass et an der ganzer Konstruktions vun der Berufsausbildung eigentlech och voll integréiert sinn.

Mir denken natierlech dorunner, dass et net bei dësen zwou Formatioune soll bleiwen. A mir sinn oppe fir all Dialog, virun allem mat de Beruffskummeren, déi och e Besoin sollen umellen, do wou et Leit gétt, déi schon an engem Secteur aktiv sinn, déi dann och wëllen eng beruffsbegleedend Formatioun, eng Berufsausbildung maachen, déi och deen Engagement wëllen hunn, do wou et Patrone gétt, déi och hir Leit an deem Prozess wëllen encouragéieren, also wéi et hei gesot ginn ass: Do wou mer e Besoin u qualifizierter Main-d'oeuvre also nach hunn, brauche mer eigentlech de beruffsbegleedende Wee, fir och Leit herno an eng Qualifikatioun ze kréien a se awer weiderhin am Beruff ze halen.

Dat ass dat Essentielt hei vun dësem Modell, an awer hu mer och d'Basis geluecht vun der finanzieller Kompensatioun fir d'Patronen, well dann natierlech déi Agenten net esou vill um Terrain kënnen schaffen, well se an der Schoul sinn, an dat dann awer och dem Patron muss rembourséiert ginn. Dee Modell besteet also elo. D'Reegelen, d'Eckdate bestinn. An ech si ganz optimistesche, dass mer an den nächste Joren nach déi eng oder déi aner Formatioun hei derbäi kréien.

Villmools merci fir Är Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Ech erënneren Iech drun, dass, wann Der wëllt elo matstëmmen, Der besser hutt, Iech anzuloggen, ansonste geet dat net fir matzestëmmen.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8295. Den Text steet am Document parlementaire 8295⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8295 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zu de Votes par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60, Nee-Stëmmen: keng, an Enthaltungen deemno normalerweis och keng. Domat ass de Projet de loi eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Octavie Modert), MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Paul Galles), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8313 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue, et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Mir kommen elo zum Projet de loi 8313 iwwert d'Ofännerungen an d'Preziosiounen esouwuel vun der Roll wéi och vum Fonctionnement vum INFPC. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi jeeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéit fënnf Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic an den Här Ben Polidori. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Ech soll d'Pult erofmaachen anscheinend. Ass et besser esou?

M. Claude Wiseler, Président | Et ass perfekt.

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Ass et gutt? Très bien!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wien a sengem Beruff wëllt Erfolleg hunn, dee muss sech permanent weiterentwickelen, deen däerf net stoe bleiwen a sech net op dat verloossen, wat en als jonke Mënsch oder an der Schoul, op der Uni oder a sengen éischte Beruffsjore geléiert huet. Wien Erfolleg wëllt hunn, dee muss bereet sinn, säi Wëssen ëmmer nees a Fro ze stellen, seng Kompetenzen ze erweideren an un d'Evolution an un d'Besoine vum Aarbechtsmarché unzepassen.

Besonnenesch an de méi techneschen an informatésche Beruffer ass et wichtig, déi neisten Trends ze suivéieren an ze léieren, mat deenen neien Technologien ëmzegen.

Déi berufflech Weiterbildung an de Lifelong Learning, also d'Konzept vum engem liewenslaenge Léieren, sinn immens wichtig fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vum engem Land. Dofir hu mir zu Lëtzebuerg 1992 den Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, kuerz den INFPC, gegrënnt. Dësen Institut spillt hautzudaags eng Schlüsselroll bei der Sensibiliséierung iwwert d'Offer vun der berufflecher Weiterbildung zu Lëtzebuerg, en organiséiert Etüden an dësem Beräich a geréiert d'Onlineplattform lifelonglearning.lu. Op dëser Plattform gi sämtlech Informatiounen iwwert d'Formation professionnelle continue regroupéiert an déi eenzel Formatiounen, déi hei am Land ugebued ginn, opgeléicht.

Hei dernieft geréiert den INFPC och d'Demande vun de Betriber fir de Kofinanzement vun hire Formatiounspläng. An de leschte Joren hu mir zu Lëtzebuerg, genee wéi an eisen Nopeschlänner, ëmmer méi mat enger Penurie u qualifizierten Aarbechter ze kämpfen. A verschiddene Secteuren ass dës Penurie deelweis op e Mismatch tëschent de Kompetenzen zréckzeféieren, déi engersäits vun de Patrone gesicht ginn, an déi anersäits vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen, matbruecht ginn. Fir dësem Problem entgéintzewierken ass et wichtig, souwuel de Leit, déi eng Aarbecht hunn, wéi och deenen, déi eng Aarbecht sichen, d'Méiglechkeet ze ginn, sech weider- oder ëmzeforméieren. D'Konzepter vu Reskilling an Upskilling erméiglechen net just, géint Inegalitéiten am Schoulsystem a géint d'Penurie u Main d'oeuvre virzegoen, mee bidden de Salariéen och d'Méiglechkeet, sech an hirer berufflecher Karriär ze steigieren.

Mam virleiede Gesetzesprojet soll de Rôle vum INFPC weider gestärkt ginn. E soll d'Avisen an d'Suggestiounen vun all de concernéierten Acteuren empfangen an doropshi Recommendatiounen formuléieren, fir eng effikass Strategie fir de Beräich vun der Formation professionnelle continue op d'Been ze stellen, déi de Besoine vum Terrain gerecht gëtt.

Zu dësem Zweck soll am INFPC eng Commission consultative gegrënnt ginn, déi aus eelef Memberen an eelef Suppléantë besteet.

An engem zweete Punkt setzt de Gesetzesprojet Recommendatiounen ëm aus dem Rapport vun der Cour des comptes iwwert d'Établissements publics aus dem Joer 2015.

Engersäits ginn d'Dispositiounen iwwert de Conseil d'administration vum INFPC adaptéiert, notament wat seng Kompetenzen, de Funktionement an

d'Bezuelung vun de Jetone fir d'Membere betrëfft, an anersäits ginn änlech Adaptatiounen vum Conseil scientifique vum INFPC virgeholl.

An engem drëtten Punkt féiert de Gesetzesprojet zwou nei Funktiounen am INFPC an, déi vum Direkter an déi vum Vizepräsident vum Conseil d'administration.

Finalement preziséiert dësen Text dann déi organisatoresch Struktur vum INFPC a schaaft e fënneft Departement am Institut, nämlech den Département du développement stratégique de la formation professionnelle continue.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat, déi no den Amendementen vun der Kommissioun awer nees kommt opgehuewe ginn. D'Avis vum de Beruffskammer sinn all ganz positiv ausgefall. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an d'Staatsbeamtekummer begréissen d'Afféierung vun enger Commission consultative fir den INFPC, déi d'Offer vun der Berufsausbildung zu Lëtzebuerg nach eemol besser op d'Besoine vum Aarbechtsmarché soll ofstëmmen.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Agostino. Ech soen der Rapportrice och villmools Merci fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci. Mat deem heite Projet de loi ginn de Rôle an de Fonctionnement vum INFPC gestärkt, esou wéi d'Rapportrice dat schonn erkläert huet. Den INFPC ass verantwortlech fir d'Koordinatioun an d'Promotioun vun der Weiterbildung an der Formation während dem Berufsliewen – Lifelong Learning ass genannt ginn.

D'Erausforderungen un d'Betriber, an domat un hir Mataarbechter, huele stänneg zou. Ech denken un d'Digitalisatioun, awer och un nei Technologien am Ëmweltberäich, nei Aarbechtsmethoden, awer och Sécherheetsaspekter. Alles dat verlaangt eng stänneg Adaptatioun un nei Situatiounen fir déi schaffend Leit an alle Beruffer. Aus deem Grond ass et wichtig, dass den INFPC gutt opgestallt ass, fir sech mat de Kompetenzen ze beschäftegen, déi an Zukunft gebraucht ginn. Dat geschitt ënner anerem duerch déi Commission consultative an och e staarken Observatoire de la formation.

Doniewent muss den INFPC weiderhin d'Offer vun alle Formatiounen koordinéieren an zentral ubidden, wat eeben op der Websäit lifelonglearning.lu geschitt. An dann natierlech d'Begleedung vun de Betriber beim Ufroe vum Kofinanzement vun de Weiterbildung. Wa mir d'Entrepreneuren ënnerstëtze wëllen, ass et wichtig, dass si einfach a schnell u Bähëllef kommen, virun allem am Beräich vun der Formation.

Mir brauchen awer och eng Offer vun der Formation, déi an der Quantitéit der Demande nokënn. Aktuell gëtt et laang Waardelëschten. D'Betriber wëllen hir Leit a Formatiounen, déi zum Deel obligatoresch sinn, schécken a waarde méintelaang. Hei gëllt et elo unzesetzen, fir weider an enger positiver Ambiance d'Formation continue ze stimuléieren.

Mir stëmmen als CSV-Fraktioun dësem Text selbstverständlech zou. En ass wichtig fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President.

(Brouhaha)

Wéi den INFPC virun 32 Joer gegrënnt gouf, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Kéint Der Iech wann ech geléift berouegen, da géife mer der Madamm Closener kënnen nolauschten. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Wéi den INFPC virun 32 Joer gegrënnt gouf, ass domadder der Bedeutung vun der Weiterbildung fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vun eise Land Rechnung gedroe ginn. Zanterhier, an d'Rapportrice huet et gesot, spillt den INFPC eng zentral Roll fir d'Weiterbildung. En huet seng Offer ëmmer un d'Besoine vun de Leit a vun den Entrepreneuren adaptéiert.

Elo, mengen ech, ass et Zäit, fir dass e sech och an Zukunft ka weiterentwickelen, fir him eng anstänneg legal Basis ze ginn an och d'Recommandatiounen vun der Cour des comptes vun 2015 – dat ass schonn eng laang Zäit! – dann elo endlech ëmzesetzen.

Dësen Text fënnt absolutt d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun an domadder ginn ech och den Accord. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann ass et um Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mat eppes, wat elo grad gesot ginn ass vun der Rapportrice, net ganz averstane sinn: dass all d'Beruffskummeren hei komplett dermat averstane gewiescht wieren. Dat ass nämlech net de Fall!

D'Staatsbeamtekummer huet nämlech ganz kloer gesot, dass se mat eppes net d'accord ass, an dat ass, dass d'Leit, déi do schaffen, wéi och den Direkter, ënnert dem Droit privé agestallt ginn, a si huet imperativement an hirem Avis – jo, dee liese mir! – gefuerdert – imperativement! –, dass déi Leit ënnert dem Droit public sollen agestallt ginn. A well mir eis deem uschlëssen, aus ganz verschiddene Grënn, mengen ech, dass et wichtig ass, dass d'Leit, déi beim Staat schaffen – an dat hei ass beim Staat –, och vum Staat kommen an dass et net ka sinn, dass Leit, déi aus dem Privé kommen, op eemol als Direkter genannt ginn.

Mir haten déi Diskussioun virun e puer Joer, wéi dat a verschiddene Lycéeë sollt gemaach ginn. Dunn ass dat zréckgezu ginn. Eis Meinung ass, dass genuch gutt Beamten do sinn, déi kéinten esou eng Positioun als Direkter huelen. An d'fir schlësse mer eis deem un, wat d'Staatsbeamtekummer gesot huet a mir stëmmen hei mat Nee.

Ech soen Tech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Den INFPC ass natierlech e wichtige Acteur an der Weiterbildung an am Upskilling an der Beruffswelt. An an deem Sënn begrësse mir

et, dass mer iwwert dat heite Gesetz de Rôle an de Fonctionnement stärken.

Et ass eng Remark gewiescht am Avis vun der CSL, déi ech novollzéie kann, nämlech, dass mer hei eigentlech higaange sinn an déi fënnef Departementer vum INFPC och am Gesetz festgehalten hunn, wat eng gewisse Flexibilitéit fir d'Zukunft ewechhëlt. N'em-pêche, mir ënnerstëtzen deen heite Projet de loi a wäerten en och matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An dann ass d'Wuert fir den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi gi verschidde Verännerunge beim INFPC virgeholl. Zu den Ännerungen um Niveau vun der neier Zesummensetzung vum Conseil d'administration ass net vill ze soen. Mir begrëissen awer, dass am INFPC eng konsultativ Kommissioun geschafe gëtt, déi d'Meenungen an d'Virschléi vun alle betroffenen Acteure soll sammelen an dorop baséiert Recommandatioune soll ausschaffen, fir d'Formationsoffer zu Lëtzebuerg reegelméisseg unzepassen.

Et ass wichteg, dass d'Offer hei ëmmer schnellstméiglech un d'Besoine vum Marché ugepasst gëtt, fir esou d'Personal séier entspriechend forméieren ze kënnen a qualifizéiert Personal fir eisen Aarbechtsmarché ze hunn.

Gutt fanne mir och, dass d'Kontroll vun de Finanzen elo nach eng Kéier nei festgehale gëtt. D'Beispiller vum Science Center a vum Filmfong weisen, dass et wichteg ass, d'Finanze streng ze kontrolléieren an en Abus vu Steiergelder vu vireran onméiglech ze maachen.

Et gëtt also eng ganz Rei positiv Punkten, et gëtt awer e kleng Mee: Wat eis bei dësem Gesetz opstéisst, ass den Artikel 5 zum Poste vum Direkter. Mir gesinn an dësem Paragraf, wéi en elo ass, eng Gefor vun enger méiglecher Ouverture fir eng Privatisierung vun der Educatioun, well mat dësem Artikel, wéi en elo ass, kann eng Persoun aus dem Secteur privé sech och fir dese Poste vum Direkter mellen.

Ech wëll hei drun erënneren, dass mir 2021 schon emol eng Kéier de Problem haten, dass den Enseignement fir de Secteur privé sollt opgemaach ginn. Déi deemoleg Regierung huet no massiver Kritik hire Gesetzesentwurf missen zrëckzéien. Hei kann een elo argumentéieren, dass et hei ëm d'Erwuessebildung geet, jo, mee dat schléisst net aus, dass dëst kéint Jurisprudenz schafen, fir an Zukunft och aner Posten am Enseignement fir de Secteur privé opzemaachen. Grad d'CSV war deemools ee vun de gréisste Kritiker vun dëser Iddi.

Mee de Projet ass awer am grouse Ganze positiv, an dowéinst wäerte mir en och matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Domat hätte mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wier d'Wuert elo fir Regierung. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och den Dammen an Hären Deputéierten e Merci fir déi Zoustëmmung. Den INFPC ass e wichteg Instrument an der Steuerung, an der Entwécklung vun der ganzer Landschaft vun der Formation professionnelle continue, a meng Virriedner hunn dat alles nach eng Kéier ënnerstrach.

Ech wëll vläicht just kuerz nach eng Kéier soen: Den INFPC läit à cheval tëschent dem öffentleche Secteur, well e scho matgedroe gëtt vun eenzelne Ministèren, an op där anerer Säit awer och dem Privatsektor, well och d'Chambres professionnelles hei enk matschaffen, fir ze kucken, dee Monitoring an déi Prospektioun ze maachen, wat mer vu Formation professionnelle continue virun allem am private Secteur och brauchen.

Duerfir fannen ech et eigentlech nëmmen normal, datt, géint munnech Gewunnechten, déi eigentlech och fir staatlech Verwaltung souguer normal sinn, och en Direkter do aus dem Privatsektor ka kommen, datt dat hei och méiglech ass. Virdu war et eigentlech nëmme méiglech, datt en aus dem Privatsektor géif kommen. Mat dësem Text maache mer d'Ouverture och fir eng Persoun, déi aus dem öffentleche Secteur kënnt. Domadder kënne mer eigentlech dee Beschte fannen, fir genau dee Pilotage vun dem INFPC do ze maachen. Wat eng delikat Aufgab ass, eng Aufgab, déi Fangerspëtzegefill brauch, a wat eng Aufgab ass, wou ee souwuel eng gutt Connaissance vum Privatsektor an den eenzelnen Orientierungen do brauch, wéi awer och vum Secteur public. An duerfir fannen ech dat absolut normal, datt mer dese Wee hei kënne goen.

Iech awer nach eng Kéier merci fir d'Zoustëmmung de Mëtte fir dësen Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8313. Den Text steet am Document parlementaire 8313⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8313 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Mir kommen zum Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Diane Aedem), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Interpellation de M. François Bausch sur les mesures pour contrer la crise du logement

An da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Interpellatioun vum Här François Bausch iwwert d'Moosname géint d'Wunnengskris. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10 an déi Lénk och 10 Minutten an duerno huet d'Regierung 30 Minutten, fir Stellung ze huelen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Auteur vun der Interpellatioun. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass heiansdo gutt, wann een e bëssen zrëck an d'Geschicht kucke geet, zemools wann een iwwer esou e komplexe Sujet diskutéiert wéi de Logementsdossier an e bësselche mol rappeléiert, wat am Fong an deene leschte Joerzëngen zu Lëtzebuerg schonn alles ronderëm dee Sujet diskutéiert ginn ass, gemaach ginn ass a bilanzéiert ginn ass.

An ech sinn dunn op en Artikel gestouss vum 10. Februar 2005 – dat ass ee vu villen, ech hätt der nach méi kënnen eraushuelen –, dee mer awer ganz interessant geschéngt huet, deen een iwwerregens och a senger Gesamtheit kéint heibanne verdeelen an nach noliesen. Da géif ee feststellen, datt villes vun deem, wat do geschriwwen ginn ass den 10. Februar 2005, och haut nach richtig ass – also den 10. Februar 2005, viru bal 20 Joer!

Den Titel vun deem Artikel – an et war am „Lëtzebuerger Land“ –, dee war: „Junkers Mea culpa zum Wohnungsbau“. An ech wëll Iech just ee Passus dorauer virlesen, da kënnt Der scho gesinn, wat deemools diskutéiert ginn ass, datt een do well vill Parallele kéint feststellen zu deem, wat haut diskutéiert gëtt. An ech zitieren, do steet dann an deem Artikel: „Der Staatsminister hat in der Wohnungsbaupolitik versagt. Das stellt niemand anders fest als der Premier selbst. Dabei habe er als Staats- und Finanzminister ‚alles getan [...] um Wohnen in Luxemburg für jedermann hier im Land erschwinglich zu machen‘, beteuert Jean-Claude Juncker in seiner Rede über die politischen Prioritäten seiner Regierung in der Chamber am vergangenen Mittwoch. Dass die Politik der CSV, die das Wohnungsbauministerium seit mehr als 25 Jahren führt“ – 2005! – „angesichts jahrelang anhaltender exorbitanter Wohnpreise gescheitert ist, daran dürfte niemand mehr ernsthaft zweifeln.“ Enn vum Zitat. Also, wéi gesot, 2005 ass dat geschriwwen ginn, e Réckbléck op 25 Joer virdrun.

Iwwerregens, niewebäi hunn ech interessant Saachen erëmfondt an deem Artikel. Do konnt ech mech mol selwer net méi drun erënneren, datt schonn den Här Spautz – also net den Här Spautz, deen haut hei sëtzt, mee dem Här Spautz säi Papp – an den 90er-Joren eng sougenannt „Lip-Etüd“ an Optrag ginn hat, fir ze

kucken, wéi ee kéint deen dramatesche Wunnengsbauproblem, dee mer anscheinend och an den 90er-Jore schonn haten, behiewen.

An tëschent 2000 an 2005 hat de Jean-Claude Juncker natierlech och versicht, duerch e ganze Pak vu Mesüren – a wann Der emol nokucke gitt, wat deemools gemaach ginn ass, da fannt Der der vill erëm, do gëtt et e staarke Parallellismus zu deem, wat elo haut erëm gemaach gëtt, also Aiden, Subventionen, et waren och steierlech Mesüren derbäi, also lauter Mesüren, déi virun allem natierlech op der Demande agéiert hunn – géint déi deier Logementspräisser virgoen.

Da stellt Der awer fest, datt och deemools de Jean-Claude Juncker eeben dee Bilan gezunn huet, schonn 2005, par rapport zu deene Mesüren – also änlecher wéi déi, déi mer elo erëm haut huelen –, datt se net vill Erfolleg haten. A firwat hate se net vill Erfolleg? Mee déi si ganz séier vum Marché agepräist ginn. Um Misär vum Logementsmarché huet dat awer ganz weéneeg – fir net ze soen näischt – geännert.

De Jean-Claude Juncker huet och dunn nach eng Kéier mat sengem deemolege Logementsminister – et war den Här Boden – en neien Ulaf geholl 2006 mam Pacte Logement mat de Gemengen. Deen hat zumindest de Virdeel, datt erkannt ginn ass, datt misst méi bei der Offer gemaach gi wéi bei der Demande.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch ...

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Well jo effektiv deen éischte Paquet virdrun zimmlech gescheitert war, ass du méi bei der Offer ugesat ginn duerch dee Pacte Logement mat de Gemengen. Mee deen Ulaf, dat wësse mer och haut, deen hat vill Inko-härenzen. E war virun allem net substanziiell genuch, fir der Lëtzebuurger Wirtschafts- a Wuesstumsdynamik gerecht ze ginn an dem Logementsproblem nozekommen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, den Här Di Bartolomeo wollt Iech eng Fro stellen.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Nee, Här President, den Här Di Bartolomeo stellt mir elo keng Fro. Herno, wann ech fäerdeg sinn, kann e mer selbstverständlech all Fro stellen, déi e wëllt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | ... mee elo maachen ech emol fir d'éischt meng Interpellatioun.

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou. Da fuert weider, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo.

Mir hunn d'Impressioun, Här President, dass och des Regierung nach ëmmer net erkannt huet, wat de Grondproblem ass um Lëtzebuurger Wunnengsmarché.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Här President, den Här Di Bartolomeo, ech mengen, dee brauch e bëssen eng Berouegung haut de Mëtteg, hunn ech d'Impressioun. Et wär Zäit, datt e sech mol géif e bësse calméieren.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Di Bartolomeo stellt Iech d'Fro duerno an elo lauschtert en Iech no!

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här Di Bartolomeo, ech mengen, Dir hutt net d'Wuert kritt. Oder hutt Der et elo grad kritt?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wësst Der, mir geet et wéi Tech. Dir hutt ganz oft ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Bausch huet ganz eleng d'Wuert an den Här Bausch fiert elo weider mat senger Ried!

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Ech ka mech net erënneren, datt ech d'Wuert einfach esou ergraff hunn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, fuert elo weider mat der Ried.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President.

Mir hunn d'Impressioun, Här President, dass och des Regierung nach ëmmer net erkannt huet, wat de Grondproblem vum Lëtzebuurger Wunnengsmarché ass, oder vläicht och, datt se et net wëllt richtig erkennen.

Fir ze verstoen, wat zu Lëtzebuerg geschitt ass, muss ee sech ukucken, wat mat eisem Land, eisem Wirtschaftsstanduert geschitt ass. Wann Der d'Entwécklung tëschent 1992 an 2022 kuckt, da stiechen natierlech an deem heiten Zesammenhang folgend Zuelen ervir: Wann Der kuckt, wat fir e Wirtschaftswuesstum mir an där Period 1992 bis 2022 haten, gesitt Der, datt mer an der Moyenne e Wirtschaftswuesstum hate vun 3,2 % – wéi gesot, an der Moyenne. Mir haten e Bevölkerungswuesstum mat engem Plus vun 261.000 Awunner an där Period. Dat heescht, am Fong ass eis Bevëlkerung vun net grad 400.000 op haut 630.000 eropgaang. Mir hunn e Plus gehat un Aarbechtsplaze vun 319.000 Aarbechtsplazen an där Period.

Dat sinn impressionnant Zuelen, Här President, a kee Land an der Europäescher Unioun huet esou eng Entwécklung matgemaach. Dat sinn impressionnant Wuesstumszuelen. Et kann ee vläicht nach an Irland kucken, wou et e bëssen änlech Situatioune gëtt. Mee et gëtt awer aner Regiounen an Europa, wou et änlech Situatioune gëtt, an ech kommen nach dorobber ze schwätzen. Dass an esou engem Zenario de Marché Verknappungssignaler an de Wunnengsmaart gëtt an deementspriedend d'Präisser héich sinn an och wäerte bleiwen, ass absolutt normal.

Änlech Phenomeener kann een an anere Regiounen vun Europa, wou zwar dann net d'Grenzen d'Regioun definéiere wéi bei eis, wou et awer staark wirtschaftlech Zentre gëtt, ermënnen. Wann Der Iech zum Beispill ukuckt, wat an der Frankfurter City geschitt, wann Der zum Beispill géift eng Wunnengsichen an der Frankfurter City, da misst Der och do extreem vill Geld op den Dësch leeën, fir un eng Wunneng ze kommen. Frankfurt ass als wichteg däitsch Finanzmetropol, änlech wéi Lëtzebuerg, mat héije Wunnengspräisser a staarke Pendlerstréim geplot.

Fir ze mengen, dass bei esou engem staarke wirtschaftleche Wuesstum, bei esou enger Dynamik, duerch Mesüren, egal wat fir enger Natur, d'Präisser vum privaten – ech betounen: privaten! – Wunnengsmarché géifen erofgoen, ass menger Meenung no eng Illusioun. Um private Marché géifen déi Präisser nëmmen erofgoen, wann de wirtschaftlechen Drock och géif noloossen, dat heescht, wann eis Economie an domadder och eist Land manner schnell géife wuessen, wat dann natierlech d'Demande géif erofsetzen an deementspriedend aner Präissignaler géif bréngen.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou en Zenario wënsche sech, mengen ech, déi weéneegst

hei an dësem Haus, well an esou engem Zenario géife vläicht d'Präisser um private Marché séier falen, mee da kréiche mer hei am Land insgesamt och ganz aner Wuelstandsproblemer an de Wunnengsproblem kréiche mer esou ganz sécher och net geléist.

Fir eis als Gréng ass et kloer, dass mir eis eng méi nohalteg an och méi innovativ Entwécklung zu Lëtzebuerg virstellen. Mee mir sinn awer och ganz kloer der Meenung, dass mer eist Land ekonomesch an och sozial musse weiderentwéckelen an dass Stëllstand oder souguer e Réckschrëtt fir Lëtzebuerg katastrofal wär.

Mee duerfir musse mer awer erkennen, wou de Grondproblem vum Logement zu Lëtzebuerg ass. An dee läit nun emol virun allem bei der Offer. An do gëtt et och e Léisungswee, wéi mer d'Offer vun dem abordable Wunnraum, sief et fir d'Locatioun oder och fir d'Vente, kënnen hikréien.

Ech hu gesot, dass et als illusoresch ze gesinn ass, ze mengen, fir d'Präisser um private Wunnengsmaart substanziiell erofzekréie bei där Dynamik, déi mer haut hunn. Mee wat déi ëffentlech Hand awer kann hikréien, dat ass, fir niewent dem privaten Angebot u Wunnengen e substanziielt Angebot un ëffentleche Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Dat hätt weéneeg – oder fir net ze soe keen – Impakt op d'Präisser um private Wunnengsmarché, mee et géif awer deenen, déi um private Marché keng Chance hunn, eppes ze fannen, et erméiglechen, fir dass si hiert Recht op bezuelbare Wunnraum och kéinte geltend maachen.

déi gréng, Här President, sinn der Meenung, dass mer duerfir fir déi nächst 15 bis 20 Joer en Investitionsplang fir de Bau vun ëffentlechem Wunnraum brauchen. An dësem soll genau festgeluecht ginn, a wéi enge Regiounen wéi vill a wat fir eng ëffentlech Wunnenge solle gebaut ginn. Wichtig wär et och, prezis landesplaneresch Krittäre festzeleeën, dat heescht, zum Beispill opzepasst op d'Mixitéit an den Urbanismus vun eise Stied an de Gemengen, an och derfir ze suergen, dass d'Funktionalitéiten an eiser Gesellschaft, wéi Wunnen, Schaffen a Fräizäit, zesummegeluecht ginn. Mir brauchen net nëmme Quantitéit, mir brauchen och eng Qualitéit am Wunnengsbau. Mir brauche liewenswäert Wunnengen a Quartieren, urban Raim, wou ee sech gären ophält.

Mir schwätzen hei och vun engem Besoin un erschwénglechem ëffentlechem Wunnraum, deen en Investitionspak a Milliardenhéicht duerstellt. Staat, Gemengen an ëffentlech Bauträger mussen hei zesommen aktiv ginn, fir esou e Plang ze stemmen. A wann déi ëffentlech Bauträger zesammen esou e Milliardenpak iwwer 15 bis 20 Joer lancéieren, dann ass dat an engems e formidabile Konjunkturprogramm fir déi privat Baubranche, well et wär jo si, déi dëse Wunnengsbauprogramm dann och misst ëmsetzen, spréich d'Wunnenge misst herno bauen.

Mir kréien dee Problem vum Accès zum erschwéngleche Wunnraum net mat alen, schonn x-mol probéierte Mesüren oder mat Gepiddels bei der Schafung vun ëffentlechem Wunnraum an de Grëff. Mir brauchen heifir kuerz- a mëttelfristeg e Plang mat substanziielle finanzielle Moyene fir de Bau vun ëffentlechem Wunnraum als Complement zum private Marché, wou, soulaang, wéi gesot, wéi déi Wirtschaftsdynamik zu Lëtzebuerg esou ass, wéi se ass, d'Präisser wäerten héich bleiwen.

Natierlech gehéieren heizou och Iwwerleeungen a Richtung méi héich a méi dicht bauen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg mat déi schlechteste Wäerter an der Europäescher Unioun a punkto Awunner pro Quadratmeter. Mir leeschten ons hei en enorme

Luxus, wëssend, dass de Meeterkaree Bauland hei am Land ee vun deenen deiersten an der Europäescher Unioun ass. Op Plazen, wou vill Aarbechtsplaze sinn, wou e gudden öffentliche Transport ass, wou eng gutt Noversuergung existéiert, muss méi héich an och méi dicht kënnen gebaut ginn. Mir mussen eis awer duerfir och seriö iwwert d'Bautereglementer hei am Land ënnerhalen, och iwwer esou Saache wéi zum Beispill de Parkraummanagement, deen och oft d'Wunnengen onnëtz verdeiert. Dat gëtt iwwerregens entre-temps och am private Secteur confirméiert, datt dat esou ass.

Wann de Premier seet, et misst méi dicht a méi héich gebaut ginn, dann ass dat fir mech just e waarmen Appell, dee menger Meenung no zu näischt féiert, wann een net gläichzäitig iwwert d'Gemengereglementatiounen wëllt schwätzen. Et soll och hei net dréms goen, fir déi kommunal Autonomie grondsätzlech a Fro ze stellen. D'Gemenge brauchen déi sécherlech, well et si si, déi bei de Baugeneemegunge mussen par rapport zu de Biergerinnen a Bierger riichtstoen. Mee ouni dës kommunal Autonomie grondsätzlech a Fro ze stellen, muss et awer méiglech sinn, am nationalen Interessi, am Interessi vum Recht op erschwéngleche Wunnraum fir all Mënsch, déi kommunal Reglementatiounen ze iwwerschaffen an eng Rei national Richtlinie festzeleeën, déi eis zolidd kéinten hëllefen, beim Bau vun erschwénglechem Wunnraum méi séier weiderzekommen.

Jiddwereen, de Staat, d'Gemengen an och all déi aner öffentliche Bauträger, muss sech bewusst sinn, dass, wa mer de Problem vum Accès zu erschwénglechem Wunnraum an deenen nächsten 10 bis 15 Joer net an de Griff kréien, dat zu kaum nach ze erdroende soziale Spannungen am Land wäert féieren. Déi deier Wunnengspräisser hunn haut schon en enormen Afloss, zum Beispill op d'Lounfuorderungen bei Kollektivvertragsverhandlungen hei am Land. Wann ee muss mindestens d'Hallschent vu sengem Loun eleng fir de Loyer vun der Wunneng ausginn, dann ass et kloer, da kritt een d'Enner net méi zesammen. D'Wunnengsproblematik ass och e weesentlechen Deel vun der Aarmutsproblematik, déi am räiche Lëtzebuerg leider ganz aktuell ass.

Mee doriwwer eraus wäert och eise wirtschaftleche Modell zolidd a Fro gestallt ginn, wa mer dat doten net behuewe kréien. Dee wäert dann net méi fonctionéieren. Eist Land wäert fir Mënschen, déi hei Aarbecht sichen, ëmmer méi onattraktiv ginn, well eng uerdentlech an erschwénglech Wunneng ass dee wichtigste Facteur fir de Mënsch, fir seng Liewensqualität, fir datt e kann uerdentlech hei liewen an och schaffen.

Une voix | Très bien!

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Wa mer déi net méi kënnen garantéieren, kréie mer och net méi déi néideg Aarbechtskräften an d'Land, déi mer dréngend brauchen.

Et stellt sech natierlech d'Fro: Wéi finanziéiere mer esou en decken nationalen öffentlichen Investitionsprogramm fir erschwéngleche Wunnraum respektiv wéi soll de Staat un d'Terraine kommen, fir déi vill Wunnengen do kënnen ze bauen? Dat zemoos an Zäiten, wou d'budgetär Keess net méi déck gëtt, mee éischer méi kleng.

Als éischt ass et natierlech kloer, dass de Staat, d'Gemengen an all déi aner öffentliche Bauträger emol direkt a schnell déi Terraine bebaue mussen, déi haut an hirem Besëtz sinn. Hei muss d'Bebauung beschleunegt ginn. Mee fir dat kënnen ze maachen, mussen d'Gemengen och encouragéiert gi matzespillen, wat nach laang net ëmmer de Fall

ass. Dat hunn ech selwer misse méi wéi eng Kéier materliewen.

Mir mussen virun allem natierlech och do usetzen, wou et grouss Potenzial gëtt, wou de Staat sech och zum Deel Terrain mat Privaten deelt a wou och scho virdru gewëssen Aktivitéiten do waren. Ech denken do natierlech virun allem un d'Friches industrielles, d'Beispill vu Wolz, dat ass jo e Projet, dee leeft, mee awer och zum Beispill Esch/Schëffleng. Mee et gëtt och nach eng ganz Rei anerer, wou ee sech kann denken, datt de Staat mam Privatsecteur zesumme ka relativ séier flott a grouss Projete maachen.

Mee wann ech gesot hunn, dass mer d'Präisser um private Marché kaum ofgesenkt kréien, soulaang mer esou eng enorm sozioekonomesch Entwécklung hei am Land hu wéi an deene leschten 30 Joer, dann ass et jo och kloer, dass vill Acteuren um private Wunnengsmaart weider wäerte ganz héich Plus-waluen astiechen, an dat mat enger am Verhältnis zum Ausland ganz – an hirem Interêt – generéiser Besteierung.

Ech wëll hei och soen, dass mir natierlech net wëlle konfiskatoresch virgoen. Et geet net doréms. Mir sinn net der Meenung, dass een um private Marché immobilier zum Beispill keng Sue méi soll verdéngen. Dat ass net eis Meenung, ganz sécher net. Mee mir sinn awer der Meenung, dass et méi gerecht muss virgoen, datt méi gerecht muss gedeelt ginn. Nom Motto, wéi et och an Däitschland heescht an och an der Verfassung steet, „Eigentum verpflichtet“ misst d'Allgemengheet awer méi wéi an der Vergaangeneheet un dem Meerwäert, deen um private Marché besteet, bedeelegt ginn. Dat d'autant plus, well jo vill vun deem Meerwäert duerch d'Aktioun vun der Allgemengheet, also vun der öffentlecher Hand, entsteet.

Wa mer zu Lëtzebuerg an der Moyenne iwwer 30 Joer 3,2 % Wirtschaftswuesstum haben, da war dat jo, well eis Ekonomie deementspreechend fiskalesch oder duerch Investitiounen an öffentliche Infrastrukture mat Steiergelder finanzéiert ginn ass. Dat heescht, dee Wirtschaftsboom, vun deem vill privat Baupromoteure konnte profitéieren, ass finanziell zolidd öffentliche begleet ginn, soss wär en net méiglech gewiescht.

Wann op Gemengenniveau öffentliche Akte gesat ginn – wat zum Beispill an deene leschten 10, 15 Joer och geschitt ass, well sämtlech PAGen am Land sinn iwwerschafft ginn, d'Bauperimeetere sinn éischer méi grouss gi wéi méi kleng, dat heescht, zum Beispill och andeems d'Baudicht oder d'Héicht zolidd eropgesat gi sinn –, dann huet dat bei eiser wirtschaftlecher Dynamik schnell zu enorme Wäertsteigerung vu privaten Terrainen oder Immobilie gefouert, déi am Bauperimeeter louchen oder drakomm sinn. An déi sinn entstane reng duerch öffentliche Akten, déi gesat gi sinn. Do huet deen Einzelne selwer guer kee Meritt dorunner.

Et wär duerfir menger Meenung no nëmmen normal, wann de private Marché hei senger Verantwortung géif nokommen an en Deel vun dese Meerwäertsteigerung géif un d'Allgemengheet zrëckginn, fir dass de Staat, d'Gemengen an d'öffentlech Bauträger mat deene finanzielle Mëttele kéinten erschwénglechen öffentliche Wunnraum als Complement schaffen.

Une voix | Ganz gutt!

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Dofir si mir der Meenung, dass d'Regierung esou séier wéi méiglech um steierlechen Niveau eng Rei Saache muss virubringen. Mir brauchen dréngend e Steierpak, zousätzlech zu deem, deen elo op den Instanzewee bruecht ginn ass, deen op där enger Säit de Leerstand mobiliséiert, dat heescht virun allem

d'Baulücken an de Bauperimeetere, a wou awer och d'Plus-walü beim Verkaf vun Immobilien a Bauland méi gerecht besteiert ginn an de Staat do och en Deel vun de Recetté kritt. Dës Einnahme solle vun Staat an de Gemengen zweckgebond fir de Finanzement vun erschwénglechem öffentliche Wunnraum genotzt ginn. Wa mer dat net maachen, da wäert de Wunnengsbauminister mat eidelen Hänn dostoan a kaum virukommen, fir deen ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft de laangwierige Prozeduren ass och d'Zréckhale vu Bauland ee Grond vun der lueser Steigerung vu Wunnraum. Mee anstatt elo iwwer eng allgemeng Auswärtung vum Bauperimeeter ze phantasméieren, mussen emol schnell d'Baulücken innerhalb vun den Uertskaeren oder de Stadkaere fir de Wunnengsbau mobiliséiert ginn.

Am Moment besëtz eng Minoritéit vu private Betreiber 90 % vun den direkt bebaubare Lücken. Am Endeffekt handelt et sech hei ëm genuch Bauland, fir de Besoin vu Wunnengen iwwer Joren ewech ofzedecken. Déi viereg Regierung hat e Gesetzesvorschlag fir d'Afféierung vun enger Mobiliséierungssteuer vun onbebaute Bauland genausou wéi eng Steuer op eidel stoende Wunnengen deposéiert. Mir mengen, dass déi Texter elo wierklech schnell missten ëmgesat ginn, well déi brauche mer, wa mer wëllen an der Problematik vun der Wunnengsnout weiderkommen.

Déi aktuell Regierung huet sech an deenen éischte véier Méint, wou se elo am Amt ass, drop konzentriert, fir an der Kris der Baubranche allgemeng ënnert d'Äerm ze gräifen an d'Privathaushalter an d'Betribler ze stäerken, déi ënnert de schnell usteigenden Zënse leiden. Mir fannen dat gutt a mir fannen dat och richtig, an dat huet och misse gemaach ginn, dat soe mer ganz kloer. Si huet och a ville Punkten do an der Kontinuitéit zu deem gehandelt, wat schon déi lescht Regierung gemaach huet. Dat fanne mer ok, och wa mer verschidde Mesure vun där neier Regierung net esou sënnavoll fanne respektiv se anescht gestalt hätten. An ech hunn iwwerregens och véier Amendementer ... oder nee, et sinn der méi insgesamt. Zu véier verschidde Punkten hunn ech Amendementer ofgi beim Chamberspräsident zu deem Gesetz, wat schon deposéiert ginn ass.

D'Augmentatioun awer vun de finanzielle Mëttele fir den Opkauf vu sougenannte „VEFAen“ ass zum Beispill eiser Meenung no och e Wee an déi richteg Richtung, och wann dat nëmmen eng Dréps op de waarme Steen ass, wat gemaach ginn ass. Mir sinn awer natierlech frou, datt deen haitege Minister méi Moyene kritt huet, wéi dat an der Regierung virdrun de Fall war, wou säi Virgänger, den Henri Kox, och ëmmer gar méi gehat hätt an ëmmer gesot ginn ass: „Dat geet net!“ Mee egal, mir fannen et richtig, datt méi VEFAe kaaft ginn. An duerfir ass dat op alle Fall e Wee, deen an d'Richtung geet, datt den öffentliche Wunnraum méi grouss gëtt zu Lëtzebuerg.

Dat, wat awer elo insgesamt um Dësch läit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kënnen mer net verkafen, et mer leed, als Paradigmewissel vun enger offensiver öffentlecher Wunnengsbaupolitik. Duerfir brauche mer menger Meenung no, wéi gesot, en öffentliche Investitionsplang, deen iwwer 15, 20 Joer geet, wou mer kloer definéieren a kloer och d'finanziell Moyene ginn, fir kënnen do um öffentliche Wunnengsmaart méi aktiv ze ginn. Dat ass e Plang, ech hunn et gesot, do schwätze mer net vun Honnerte Milliounen, mee éischer vu Milliarden, déi mer iwwer 15, 20 Joer brauchen, wa mer wëlle wierklech déi Objektiv do errechen. Den Objektiv muss sinn, dass déi öffentliche Hand do agräift, wou de Marché eebe blann ass. Déi sozial Kollateralschied

vun der Wunnengsnout sinn haut schonn enorm a riskéiere fréier oder spéider, de sozioekonomeschen Zesammenhalt an de Fonctionnement vun eisem Land a Fro ze stellen.

Mir fannen et an där Hisiicht och wierklech net glécklech, datt d'Regierung net méi breet d'Acteuren zesammen op de Logementsdësch invitéiert huet. Bon, et sinn der zwar elo nach eng Rei noinvitéiert ginn, mee mir wëssen all: Dat sinn dann esou Gespréicher pour la forme, déi dann och nach gemaach ginn. Mir hätten et wierklech besser fonnt, an do sinn ech averstanen dermat, wat de Premier gesot hat bei senger Deklaratioun, fir net endlos op engem Dësch ze diskutéieren, mee datt ee wierklech déi Méint hei bis de Summer profitéiert hätt, fir an enger nationaler Dynamik vill méi breet mat den Acteuren ze diskutéieren iwwert déi ganz Logementsproblematik. Dat heite gesäit awer ze vill eesäiteg aus an huet eebe schonn e schlechten Nogeschaamach – loosse mer esou soen –, fir déi Diskussioun du unzegoen. Mee bon, ech mengen, et ass net ze spéit fir d'Regierung, fir et nach besser ze maachen.

Op alle Fall menge mir, datt et an d'Richtung muss goen, fir wierklech méiglechst vill finanziell Mëttelen ze mobiliséieren, fir dann och öffentleche Wunnraum ze schafen, well dat ass de Schlëssel, fir datt mer herno och jiddwerengem en Accès kënnen ginn zu enger erschwénglecher Wunneng op eisem Marché.

Här President, ech wëll ofschléissend eng Motioun deposéieren. Et ass eng méi laang Motioun, mee do steet zimlech alles dat dran, wat ech elo gesot hunn, och mat eise Fuerderungen. Déi Motioun gëtt och ënnerstëtzt vun de Kolleeginnen a Kolleegen vun der LSAP, de Piraten an deene Lénken. An ech wëll déi heimadder deposéieren an ech hoffen, datt déi Motioun mat enger breeder Majoritéit hei gestëmmt gëtt.

Merci.

Motion 1

« relative à la lutte contre la crise du logement »

La Chambre des Députés,
considérant

– la difficulté pour une part croissante de la population d'accéder à la propriété au Luxembourg face aux prix toujours élevés sur le marché privé et l'augmentation des taux d'intérêt pour crédits immobiliers ;

– les prix élevés sur le marché locatif par rapport au revenu disponible des ménages ;

– la diminution de l'activité dans le secteur de la construction suite à des coûts de construction croissants et l'augmentation des taux d'intérêts ;

– les mesures déjà annoncées par le Gouvernement se focalisant principalement sur la stimulation de la demande ainsi que la simplification ponctuelle des procédures ;

– l'importance de soutenir prioritairement l'augmentation de l'offre de logements et avant tout l'offre de logements abordables ;

– l'inaptitude du marché de logement privé au cours des dernières décennies à garantir le nombre suffisant de logements abordables face à une croissance importante du PIB, de l'emploi et de la population ;

– le nombre faible de logements abordables en main publique par rapport au marché privé, ne suffisant pas à satisfaire la demande en logements abordables, malgré une augmentation des investissements afférents au cours des dernières années ;

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur le taux de risque de pauvreté, le logement constituant

pour beaucoup de ménages à revenus faibles ou moyens une dépense lourde ;

– les effets néfastes du manque de logements abordables sur la compétitivité de notre économie,

invite le Gouvernement

– à établir un plan d'investissement national en faveur de la création de logement abordable public dans lequel, suivant une analyse des besoins, sont définis les projets qui seront réalisés par l'État au cours des prochaines 15 à 20 années, avec comme objectif de constituer un parc immobilier public suffisant pour assurer un logement abordable à tous ;

– à garantir le financement de ce plan d'investissement par une politique budgétaire proactive et ambitieuse, en recherchant de nouvelles sources de financement pour l'État, dont notamment une imposition des plus-values immobilières réalisées suite à des décisions administratives, comme p. ex. l'augmentation de la densité permise au niveau d'un terrain à bâtir ;

– à prioriser la mise en œuvre des projets de l'impôt à la mobilisation de terrains, du projet de loi dit « Baulandvertrag », du mécanisme de remembrement ministériel et de l'impôt sur la non-occupation de logements afin de soutenir davantage l'augmentation de l'offre de logements et de générer des recettes fiscales supplémentaires pouvant financer la construction de logements abordables ;

– à prioriser la simplification des procédures communales notamment par une harmonisation des règlements sur les bâtisses, une réduction du nombre obligatoire de places de parking par logement créé et une densification contraignante et ciblée aux endroits pertinents ;

– à introduire des objectifs contraignants de logement abordable pour chaque commune afin d'accélérer la création de logements abordables au niveau communal en cohérence avec le plan d'investissement national prémentionné.

(s.) François Bausch, Taina Bofferding, Marc Goergen, Meris Sehovic, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Bausch erlaabt Der, datt den Här Di Bartolomeo Iech nach eng Fro stellt? Här Di Bartolomeo.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Selbstverständlech. Elo hat ech e bal vergiess.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi kënnst Der? Ma ech wollt eigentlech virdu just den Här Bausch drop opmierksam maachen, dass och eis Chamber eng ganz gutt an iwwerluechten Aarbecht zu deem doten Domän gemaach huet an de Joren 2002 bis 2004, iwwer Interpellatioun, Débat d'orientation, mat enger ganzer Kuelebootsch vu Motiounen, wou ech ganz vill Inhalt an deenen haitegen Diskussiounen erëmfannen. Et war also net, fir dem Här Bausch e Been ze stellen – wéi kéint ech och? – ...

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Nee, dat hunn ech och net esou geduecht.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... oder fir en entgleisen ze loossen – wéi kéint ech och? –, mee fir en drop opmierksam ze maachen, dass et e Feeler wär, fir dës Chamber net an deenen Diskussiounen dès le début ze associéieren. Voilà, dat war dat, wat ech wollt ergänzend dozou soen. A merci, Här President, dass ech d'Wuert krut.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, dat war awer elo keng Fro, déi Der gestallt hutt.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här President, ech wollt ...

M. Claude Wiseler, Président | Am Prinzipp, wann Der d'Wuert hutt, ass et, fir eng Fro ze stellen, an net, fir e Kommentar ze maachen.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Ech wollt dem Här Di Bartolomeo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Majo, Här President, dann d'Fro, ob den Här Bausch sech dorun erënnert.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, do musst Der elo net onbedéngt drop äntweren.

(Interruptions)

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här President, ech kann den Här Di Bartolomeo éischtens berouegen: Als gudden Eisebunner entgleisen ech net esou séier. An zweetens: Natierlech erënnere ech mech dorunner, mee ech erënnere mech nach u ganz aner Debatten, Här Di Bartolomeo. Mir kéinten och nach dem Här Wolter säin IVL-Konzept mat eranhuelen. Dat hat och vill mat Wunnengsbau a Wunnengsmarché ze dinn. Also, déi Diskussiounen, déi sinn zënter ... Also ech sinn 1989 fir d'éischt an d'Chamber komm. Ech war vun 1989 bis 2013 an dëser Chamber an der Opposition a während där ganzer Period hu mer Diskussiounen gefouert iwwert de Logement, déi quasi Copy-Paste ware vun deem, wat mer haut diskutéieren. A mir si gréisstendeels ni zu eppes komm, well mer net genuch Moyenen agesat hu fir den öffentleche Wunnraum. Dat ass de Grundproblem. An do gëtt et eeben och aner Regiounen an Europa, déi dat aneschtens gemaach hunn. Duerfir stinn déi haut besser do wéi mir.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et wär gutt, wa mer e Logementsminister gehat hätten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch.

An dann ass et elo um éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorablen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert. Här Donnersbach.

Débat

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Här President, säit dem Regierungswissel am November, muss ech Iech soen, datt verschidde Saache mech hei an der Chamber iwwerraschen. Besonnesch verschidde Froen, Feststellungen, déi eemoleg Regierungsmemberen, déi déi lescht fënnf voire zéng Joer an der Verantwortung waren, op eemol hunn. An déi Interpellatioun ...

(Interruption)

An déi Interpellatioun haut vum Här Bausch ass grad esou e Beispill, wou ech mech froen: Ma wie war dann an de leschte fënnf Joer zoustänneg fir de Logement ...

Plusieurs voix | A!

M. Alex Donnersbach (CSV) | ... a besonnesch fir den abordabele Logement zu Lëtzebuerg? War do net dem Här Bausch säi Parteikolleeg, den Henri Kox, dofir responsabel?

(Interruption et hilarité)

Ass et dowéinst ...

M. Claude Wiseler, Président | Schwätzt Dir roueg weider. Loosst Iech net dekonzentrierte vun den Zwëscheriff.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Ass et dowéinst net komesch, wann dräi Méint no de Walen op enger Pressekonferenz op eemol e Plang gefuerdert gëtt, deen iwwer eng Zäitschinn vu 15, 20 Joer soll

festleeën, wou a wéini éffentlech Wunnenge gebaut solle ginn? Da froen ech mech: Firwat ass dee Plang net virdu komm? War et net e grénge Minister, dee responsabel war fir de Plan sectoriel? Firwat gouf dann esou e Plang net an deem Kader presentéiert? Froen iwwer Froen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dann hunn ech och kee Mea culpa héieren haut hei. E Mea culpa, deen de Jean-Claude Juncker 2005 gemaach huet, wéi den Här Bausch richteg gesot huet, mee haut hunn ech hei keen héieren. No zéng Joer Regierungsbedelegung ass d'Situatioun am Logement méi schlëmm wéi 2013. D'Präisser sinn duebel sou héich an et ass haut nach méi schwéier, un e Logement ze kommen, wéi dat deemools de Fall war.

Da liesen ech am Communiqué vun déi gréng, dass dës Plang ënner anerem duerch eng Mobiliséierungssteuer soll finanzéiert ginn, an och dat, wat elo hei gesot ginn ass, an datt d'Regierung elo opgefuerdert ass, mat der selwechter Vitess wéi déi éischt Mesüeren och déi Mesüeren ëmzesetzen.

Ma och bei där Fuerderung hunn ech gemengt, ech wär am falsche Film. Zéng Joer sinn an d'Land gezu mat gréngeger Regierungsbedelegung, ouni datt d'Mobiliséierungssteuer duerchkomme ass. Do hätte se vläicht besser mat hire roude Koalitionspartner solle schwätzen, déi den Inneministère während all där Zäit haten.

(Interruption)

Et gouf ee Joer virun de Walen, d'lescht Joer, wuel e Gesetzestext deposéiert, ...

(Interruption)

... mee säitdeem ass den Dossier roueg bliwwen an e war ugekënnegt während där ganzer Zäit, gradesou wéi de Remembrement ministériel oder de Baulandvertrag, dee scho säit Joren deposéiert ass a wou sech absolutt näischt gemaach huet.

Contrairement zu anere Projeten, ...

(Interruption)

... déi am leschte Joer iwwerstierzt am Juli a leschter Minutt ofgestëmmt gi sinn, gouf et bei all dës Projete keng Urgence. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen. An elo op eemol mat der neier Regierung kann näischt méi schnell genuch goen. Wat an de leschte fënnf Joer, de leschten zéng Joer net gemaach gouf, soll elo an dräi Méint um Dësch leien. Bei esou vill Amnesie a Verdrängen, do muss ech Iech soen, Här President, do kënn een aus dem Staunen net eraus.

D'Wunnungsbauproblematik respektiv d'Problemer vum Secteur si vum der CSV duerch d'Stëmm vum Marc Lies iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm thematiséiert ginn.

(Interruptions)

An deem Kontext huet de Marc Lies eng sëlleg konkret Proposition gemaach, fir am Wunnungsbau méi séier virunzekommen, dat alles zu enger Zäit, wou de Bausecteur nach net an der Kris war – eng Kris, déi sech an de leschten zwee Joer awer lues a lues ugekënnegt huet an déi d'CSV erkannt huet. Net fir näischt hunn dowéinst ugangs 2023 de Marc Lies, de Gilles Roth an d'Elisabeth Margue eng Proposition de loi mam Titel „Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier“ deposéiert, well mir als CSV deemools erkannt hunn, datt de Bausecteur séier a kuerzfristeg gehollef misst kréien.

Dunn huet et mol nach en halleft Joer gedauert, bis déi deemoleg Regierung en éischte Mesürepak geholl huet, fir dem Constructiounssecteur ënnert d'Äerm ze gräifen. Do kann een haut awer mat

Sécherheet soen, datt déi Mesüeren net duergaange sinn, weeder fir de Marché ze dynamiséieren nach fir méi Wunnraum ze schafen. An deem Kontext war och d'Ausso an dem Communiqué vun déi gréng vu leschter Woch revelateur, wou geschriww gëtt, datt een am Moment zum Deel an enger Baukris ass. Nee, léif Kolleegen, mir si matten an der Baukris. Dat spigelt sech kloer an de Chiffere vum Bau erëm, wou nëmmen nach d'Hallschent vun de VEFAen aktuell gebaut ginn.

De Logement war niewent der Kafkraafterhalung vun de Leit nämlech ee vun den Haaptwalkampftheemae vun der CSV an deemno och vun de Koalitionsgesprécher. Ech hat an deem Kontext d'Chance, fir d'CSV de Lead am Logementsgrupp kënnen ze iwwerhuelen, an do kruten d'Majoritéitspartei vum den Experten aus dem Secteur genee beluecht, wéi ugespaant an akut d'Situatioun um Wunnungsmaart an dem Bausecteur ass.

(Interruption)

Dat ware Gesprécher souwuel mat de privaten Acteuren wéi och mat den éffentleche Bauräger wéi dem Fonds du logement an der SNHBM. Do si Saache gesot ginn, déi och hiren Nidderschlag am Accord de coalition fonnt hunn.

D'Fro, déi an der Interpellatioun elo och opgeworf ginn ass, ass, ob déi aktuell Léisungen zur Kris éischter op der Säit vun der Offer oder Demande ze siche sinn. Zu Lëtzebuerg si mer an der spezieller Situation, datt mer aktuell e Problem hu souwuel mat der Demande wéi mat der Offer. Dowéinst sinn d'Léisungen och op béide Säiten ze sichen.

Kuerzfristeg hu mer am Moment en Demandeproblem. Et kafen net genuch Leit Wunnengen. Duerch geet d'Bauaktivitéit erof an doduerch si mer och an der Baukris.

Une voix | An d'Präisser, Här Donnersbach

M. Alex Donnersbach (CSV) | Den Haaptgrond sinn heibäi déi aggressiv Zënshausen am leschte Joer, duerch déi d'Unzuel vun de VEFAen erofgaangen ass. Also ass et richteg, datt kuerzfristeg den Akzent elo op d'Demande gesat gëtt, fir ze hëllefen, erëm Schwong an de Bausecteur ze kréien. Et géllt, ze verhënnern, datt Honnerte vun Aarbechtsplazen am Bausecteur verluer ginn an doriwwer eraus datt et zu engem komplette Stillstand um Wunnungsmarché kënn.

Dowéinst begrëssen ech ganz ausdrécklech déi zousätzlech steierlech Mesüeren, déi d'Regierung innerhalb vun hiren éischten 100 Deeg ugekënnegt huet. Heizou gehéiert ënner anerem, datt während dem Joer 2024 de bëllegen Akt fir d'Eegenheem vun aktuell 30.000 op 40.000 Euro eropgesat gëtt. Donieft wäert et jo och méiglech sinn, de bëllegen Akt bis zu 20.000 Euro ze kréien, wann een an eng Wunneng investéiert. Och eng wichteg Neierung ass d'Méiglechkeet fir den Employeur, senge jonke Salariéen eng Prime de logement ze iwwerweisen, wou 25 % steierfräi sinn. Doriwwer eraus kënnen déi eenzel Leit a Familljen hir Scholdzënsen an den éischte fënnf Joer bis 4.000 Euro vun hire Steieren ofsetzen amplaz vun haut 3.000. Doriwwer eraus gëtt och nach d'Subvention de loyer fir d'Stéit mat Kanner vun aktuell 40 Euro pro Kand pro Mount op 80 Euro eropgehuewen.

Dat ass also keen eesäiteg Pak, wéi dat hei ugedeit gouf. Hei gëtt eppes gemaach, fir engersäits de Leit ze hëllefen, sech eng Wunneng ze leeschten, a si am Alldag ze entlaaschten, an anerersäits ze kucken, datt erëm Schwong an de Bausecteur kënn.

An deem Kontext huet d'Regierung och beschloss, fir verschiddenen Dealer vum Bausecteur d'Méiglechkeet

opzemaache fir Kuerzjäitarbecht. Och dat ass e wichtige Schrëtt, fir d'Kris am Bausecteur ze bekämpfen.

Ma et ass awer och richteg, datt mer niewent dem akute Problem bei der Demande hei zu Lëtzebuerg en akute Problem mat der Offer hunn, dee souwuel kuerzfristeg, mëttelfristeg wéi laangfristeg ass. Fir dee Problem vun der Offer unzegoen, musse mer et fäerdegbréngen, datt an den nächste Joren hei zu Lëtzebuerg méi Wunnengen op de Marché kommen, souwuel éffentlech Wunnenge fir de Logement abordable wéi och Wunnenge vum Privatsecteur fir de fräie Marché.

An deem Sënn sinn ech net d'accord, datt d'Léisung vum Problem hei exklusiv iwwert de Logement abordable geet. Et muss op alle Fronten ugepaakt ginn, fir méi Wunnengen zur Dispositioun ze stellen. Dowéinst begrëssen ech ganz besonnesch, datt d'Regierung sech innerhalb vun den éischten 100 Deeg och mat den Acteuren aus dem Secteur zesumme gesat huet, fir ze kucken, wou et am Alldag Problemer gëtt a wéi mer kënnen zesummen – Staat, Gemengen, Privatsecteur – méi séier an dësem wichtige Thema weiderkommen.

Den Ënnerscheid zu fréier: Do gouf virun allem iwwert de Secteur geschwat. Mir hu mam Secteur geschwat an hinnen nogelauschert an dunn éischt Konklusione gezunn, un deenen elo an Aarbechtsgruppe weidergeschafft gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Prozedur beim Logement sinn dobäi e wichteg a komplex Thema. Engersäits sinn d'Prozeduren natierlech do, fir d'Rechter, fir d'Sécherheet, fir d'Natur ze schützen, anerersäits kann et och net sinn, datt déi selwecht Prozeduren esou opwändig ginn, esou ineffikass ginn, datt et net méi méiglech ass, d'Land virunzebréngen, datt alles blockéiert ass, datt d'Käschten net méi am richtige Equilibre zu de gewünschten Ziler sinn. Dowéinst huet dës Regierung an hirem Koalitionprogramm festgehalten, d'Prozeduren am Wunnungsbau allgemeng ze iwwerschaffen an do, wou et noutwendeg ass, och ze iwwerpräiwen, ob den Opwand proportional zum Zil ass.

Och hei kann een nëmme staunen, wann een op der Pressekonferenz vun déi gréng héiert, datt nëmmen d'Gemengeprozeduren de Problem sinn. Jo, och d'Gemengeprozedur sinn e Problem an och do sinn eng ganz Rei Léisungen ugeduecht, mee net nëmmen. Et gëtt och Prozeduren am Naturschutz gradesou wéi am Kulturgesetz, déi een net aus den Ae sollt verléieren. Wann ee Problemer, déi dës Gesetzer reegelméisseg um Terrain mat sech bréngen, net wëll gesinn, dann ass een entweeder blann oder et wëll ee se net gesinn.

E klengt Beispill, dat mer vun den éffentleche Bauräger während de Koalitionsverhandlung gezielte kruten, weist, datt Prozedur vun all Zort kënnen e Problem sinn. Hei geet et elo spezifesch ëm déi nei Prozedur am Kulturgesetz. Zu Rëmerschen, wou d'SNHBM wäert 40 Haiser bauen, ass e Lach vu plus oder minus 6.000 Meeterkibb opgegruene gi wéinst deene verpflichtenden archeologesche Sondagen, déi mam neie Gesetz vum 25. Februar 2022 noutwendeg sinn. Am Endbericht ass absolutt näischt Relevantes fonnt ginn.

D'Resultat war awer, datt d'SNHBM éischters 6.000 Meeterkibb Buedem huet misse fortféieren an dann natierlech en contrepartie 6.000 Meeterkibb nees mat tragfäigem Buedem huet misse opfëllen. Et war leider net sou, datt de Buedem nees zeréck an d'Lach konnt gefëllt ginn, well d'Tragfäegkeet vun den Haiser net gi wär.

De Coût vun dëser Operatioun war ronn 318.000 Euro hors TVA, déi déi ëffentlech Bauräger integral hu missen iwwerhuelen. Wuel gesäit d'Gesetz vir, datt déi archeologesch Sondagen zu 50 % matfinanzéiert ginn, mee dat ass awer net de Fall bei de Follgekäschten. Ganz konkret ass duerch dës Prozedur all eenzelt Haus 8.000 Euro méi deier ginn an d'Regulatioun vum ganze Projet ass doduerch natierlech och net méi séier ginn.

Dat ass e gutt Beispill, wou ee sech muss froen, ob an dësem Fall d'Mesures de précaution fir eventuell archeologesch Entdeckunge proportionell zu de Coûts an dem Zäitverloscht sinn, déi doduerch entstinn. Ech fannen net. Dowéinst steet och am Koalitiounsofkommes, datt genau déi do Prozedur op de Leescht geholl soll ginn. Dat ass ee Beispill. Et gëtt nach iwwerall an deene verschidde Beräicher änlecher, och am Gemengeberäich, an dowéinst ass et och wichteg, datt déi elo attackéiert ginn.

Ofschlëssend wëll ech och nach eng Kéier driwwer schwätzen, dass ech iwwerrascht sinn iwwert de Virwurf, datt nëmmen de private Marché soll ënnerstëtzt ginn. Dobäi huet d'Regierung, grad dës Regierung, mat hiren éischte Mesürene grousse Invest an den abordable Wunnraum ugekënnegt. 480 Milliounen solle bis 2027 an den Opkaf vu VEFAe gestach ginn. An domat gëtt de Park vun ëffentleche Wunnengen erheeblech erweidert. Och d'Aide à la pierre, fir datt d'Gemengen a sozial Promoteure kënnen Logements abordable kréieren, gëtt vun d'lescht Joer 176 Milliounen op d'nächst Joer 431 Milliounen eropgesat. Insgesamt ass d'Enveloppe am Staatsbudget vun 2024 ëm 29 % par rapport zu 2023 geklommen. Do wäerte mer geschwënn no un déi Milliard kommen, déi elo virduu vu mengem Virriedner gefuerdert gouf.

Et kann een also definitiv net soen, dass dës Regierung net an den ëffentleche Wunnraum investéiert. Au contraire, et gëtt esou vill investéiert wéi nach ni.

Ma fir och an der Zukunft de Park vun ëffentleche Wunnengen auszebauen, sinn nient der SNHBM an dem Fonds du logement souwuel de Privatsektor wéi och d'Gemengen e wichtige Partner. Bei de Gemengen ass et gutt, datt si weiderhi mat den néidege Moyenen ënnerstëtzt ginn, ma de Staat muss och déi richtig Ureizer schafen, fir datt d'Gemengen nach weiderhi wëllen an de Logement abordable investéieren. Hei gëllt et och erëm ze kucken, bürokratesch Hürden ofzebauen an déi Reegelen, déi ze strikt sinn, un d'Realitéit unzepassen.

Ech deelen d'Analys an ech mengen, ech hat virun zwou Wochen och schonn hei gesot, datt de Problem vum Logement hei zu Lëtzebuerg net nëmmen e Problem duerstellt, well et schwéier ass, eng Wunneng ze fannen, mee well en och den Aarmutrisiko erhéicht. E stellt e grouse Problem fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land duer an dowéinst ass et richteg, datt et eng vun den Haaptprioritéite vun der nächster Regierung ass, fir dat unzepaken.

Ech wëll do och ganz besonnesch ...

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och vun dëser schonn. Scho vun dëser Regierung ass et d'Prioritéit, net vun der nächster.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo.

(Hilarité et interruptions)

Voilà, da wëll ech der Regierung felicitéieren, datt se hei op den Tempo dréckt, datt se innerhalb vun den éischten 100 Deeg déi Dossier alleguer ugepaakt huet an datt se sech och e relativ zackege Kalenner ginn huet, fir déi Mesürene an der Zukunft unzepaken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Donnersbach wëll nach eng Motioun depousséieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que la pénurie de logements abordables et locatifs représente un des principaux défis auxquels le Luxembourg est confronté ;

– constatant une forte diminution de l'activité immobilière, voire un ralentissement significatif de l'activité du secteur de construction depuis le début 2023 ;

– constatant l'augmentation des loyers et des coûts de la construction ainsi que la hausse des taux d'intérêts, qui pèsent sur le pouvoir d'achat des résidents luxembourgeois ;

– constatant que la baisse de la demande sur le marché immobilier pèse sur l'emploi salarié de la construction ;

– constatant des répercussions sur les recettes fiscales de l'État, notamment au niveau des droits d'enregistrement ;

– saluant que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition à aborder rapidement cette crise du logement ;

– constatant que certaines branches d'activités du secteur de la construction sont déclarées en crise par le Gouvernement et que ces entreprises peuvent recourir au chômage partiel de source conjoncturelle ;

– saluant que cette mesure permet de préserver, en attendant la reprise, la main-d'œuvre qualifiée dans le secteur ;

– saluant les mesures qui soutiennent directement les ménages – aussi bien les locataires que les acquéreurs de logements ;

– saluant que le Gouvernement a décidé de relancer le secteur de la construction immobilière par des impulsions ciblées ;

– rappelant dans ce contexte un premier paquet de mesures intitulé « Neie Schwong fir de Wunnengsbau – Ënnerstëtzung fir Leit an Handwerk » pour venir en aide et pour redonner confiance au secteur de la construction ;

– constatant que ce paquet comporte des mesures fiscales et non fiscales concernant autant les particuliers que le secteur de la construction et les investisseurs ;

– constatant que ce paquet de mesures vise

- à soutenir les particuliers dans l'acquisition ou la location de logements,
- à soutenir le secteur de la construction et de l'artisanat afin de préserver les emplois dans le secteur,
- à augmenter l'offre de logements ;

– saluant que le Gouvernement a également décidé de poursuivre son programme d'acquisition de projets en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), afin d'augmenter durablement le parc public de logements abordables ;

– saluant que le Gouvernement a annoncé après la réunion nationale « Logement » du 22 février 2024 de simplifier et d'accélérer les procédures administratives ;

– rappelant l'importance du secteur communal en tant qu'interlocuteur et acteur dans la création de logements abordables, et l'engagement du Gouvernement à continuer à encourager et à soutenir financièrement les communes dans la création de logements abordables ;

– saluant que la Chambre des Députés sera impliquée dans la prise de décision,

invite le Gouvernement

– à poursuivre son soutien aux ménages et au secteur de la construction ;

– à approfondir les possibilités d'impliquer davantage le secteur privé dans la construction de logements abordables ;

– à maintenir l'échange constructif avec tous les acteurs privés et publics impliqués dans la construction de logements ;

– à mettre en œuvre rapidement son annonce de la simplification et de l'accélération des procédures administratives.

(s.) Alex Donnersbach, Gilles Baum, Jeff Boonen, Gusty Graas, Nathalie Morgenthaler.

Merci villmools.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et exclamations)

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert elo de Moment net.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech entschëllege mech bei Iech, Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech hunn d'Wuert un den Här Baum ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hutt ganz Recht.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Baum, wannehgelift.

M. Gilles Baum (DP) | Sou, fuere mer awer mol e bësse mam Pult hei erop. Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, meng Virriedner hunn et scho gesot, an ech mengen, jiddwereen heibannen ass sech der Situatioun bewosst: Eist Land stécht an enger Wunnengsnout. Eist Land stécht an enger Wunnengsbaukris, an dat scho säit Joren. Et ass effektiv eng traureg Traditioun hei zu Lëtzebuerg, dass d'Demande no Wunnenge vill méi héich ass wéi d'Offer an dass dat strukturellt Ongläichgewicht tëschent der Offer an der Demande och ëmmer weider wiisst.

Ech hunn elo mengen zwee Virriedner ganz gutt nogelauschert an ech mengen, dass et wierklech net zifürend ass, wa mer an deem doten Dossier mam Fanger deen een op deen anere weisen. Mir hunn an de leschte Joerzénge – a wann ech vun de leschte Joerzénge schwätzen, da schwätzen ech net vun der leschter Regierung oder vun der virleschter, mee ech schwätze vun de Regierung vun den 80er-Joren un – vläicht net genuch gemaach, fir am ëffentleche Wunnengsbau, souwuel wat d'Locatioun ugeet, wéi och wat d'Vente ugeet, genuch ze maachen, fir dass d'Leit mat méi klenge Portmonnie sech och kënnen eppes leeschten, an ech wäert a menger Ried duerno drop zrëckkommen.

Ech wëll am spéiden Nomëtteg e bësse méi eng pedagogesch Ried vläicht hale wéi meng Virgänger an ech wëll vläicht eng Rei Mesürene aus dem Pak „Neie Schwong fir de Wunnengsbau“ erklären. Déi lescht Jore ware gezeecht duerch eng Pandemie mat Liwwerketteproblemer, de Krich an der Ukrain, doropshin eng Energiekris, eng Inflatiouskris, an natierlech huet dat sech alles op d'Logementssituatioun, awer och an deem Secteur op all seng Acteure bezunn an et huet deenen alleguerten iwwel matgespillt.

De Réckgang vun den Transaktiounen an den Auto-risatiounen iwwert déi lescht Joren ass méi wéi flagrant. D'Augmentatioun vun de Wunnengspräisser am Verglach mam Akommes vun de Leit mécht et fir vill Leit haut onméiglech, zu engem Eegenheim ze

kommen. Déi héich Zënse belaauchten d'Kafkraaft vun de Leit extreem, an dat mëttlerweil bis wäit an d'Mëttelschicht eran.

Kommt, mir kucken der Situatioun an d'Aen a mir soen et riichteraus: Den Dram vum Eegenheem, de Wonsch, dee vill Leit hunn, sech fréier oder spéider kënnen hiert eegent Doheem ze leeschten an och hiert Doheem no hirem Wonsch ze gestalten, deen Dram wäert an der Situatioun, wéi se aktuell ass – wéi se aktuell ass! –, leider fir vill Leit en Dram bleiwen. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann et net sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat kann net sinn, an et ass elo un der Zäit fir ze handelen, fir dass och déi nächst Generatiounen sech deen Dram, dee wierklech kee Privileeg därerf sinn, kënnen erfüllen: den Dram vun engem eegene Doheem.

Mee wat brauch et, fir där Situatioun hei bäizekommen? Et ass ganz kloer: Mir musse méi bauen. Mir musse méi bezuelbar bauen. Mir musse méi séier bauen – Stéchwuert: Prozeduren. Mir mussen d'Aarbecht erhalen an de Secteur schützen, well wa mer de Bausecteur net schützen, wie bleift eis dann, fir d'Projeten ze realiséieren? Mir mussen also d'Aktivitéit am Secteur relancéieren a mat neie Mesüeren ukuerbelen.

Net fir näischt huet meng Partei schonn an de leschte Jore vun enger „Wunnengsbauoffensiv“ geschwat. Wat et brauch, ass eng Strategie mat kuerzfristegen, awer och méi laangfristegen Ureizer a Moosnamen, eng Strategie, wou och de privaten Invest mat kann an d'Boot geholl ginn, wou de Bierger ka matabezu ginn a wou mir all zesumme probéieren, dese Problem unzepakten.

Et geet net méi duer, wéi et fréier war, fir de Kanner a Kandskanner ze soen: „Lee e bëssen eppes op d'Säit, lee e bësse Suen op d'Säit, da kanns de herno eppes kafen!“, well parallel zu deem Gespuerte klammen och d'Präisser. A fir dass all Bierger tatsächlech eng realistesch Chance huet op eng Wunneng, ass elo de Moment, fir eppes ze ënnerhuelen. An net zulescht musse mer och den Accès op Wunnengen, déi elo schonn existéieren, oder Wunnengen, déi amgaange sinn, gebaut ze ginn, besonnesch och am soziale Wunnengsbau ..., deen Accès musse mer verstärkt erméiglechen.

Ech hunn elo grad d'Wuert vum „soziale“ Wunnengsbau benotzt, deen et haut jo an deem Term net méi gëtt, deen och haut net méi esou gebraucht gëtt. Mir schwätzen haut vun „abordablem“ Wunnengsraum a vu Wunnengsraum „à coût modéré“. Wat ass den Ënnerschied? Kommt, mir huelen zum Beispill e Projet vum Fonds du logement. Bei engem „abordable“ Projet leet de Staat 50 % bäi beim Terrain a 50 % bei den Etüden an den Infrastrukturaarbechten. Bei engem Projet „à coût modéré“ leet de Staat 50 % bäi beim Terrain, awer näischt bei den Etüden an den Infrastrukturaarbechten.

Et versteet sech vum selwen, dass Terrainen net verkaaft ginn, mee an eng Emphytéos ginn. Dat heescht, et lount een den Terrain op 49 oder 99 Joer. An de Genoss vum abordable Wunnraum komme Stéit mat engem Akommes bis an de siwenten Decile a beim Coût modéré bis an den aachten Decile.

Verschiedener heibanne maachen elo grouss Aen, kucke mech grouss, well se net genau wëssen, vu wat dass ech schwätzen. An ech muss Iech soen, virun dräi Deeg wousst ech et och nach net.

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | An dofir wollt ech Iech elo just e puer Zuele ginn, fir dat ze verdäitlichen, well d'Plafongen, fir kënnen eng Wunneng ze kréien, entweeder am Abordabelen oder am Coût modéré, déi ginn däitlech no uewen ugepasst.

Just zwee Beispiller: Bei enger Koppel ouni Kanner am Abordabelen – an ech maachen et ronn, ech wëll net an d'Kommazuelen eragoen –, do geet de Plafong erop vun 73.000 op 88.500, a beim Coût modéré vun 82.500 op 104.000. E Beispill vun enger Koppel mat zwee Kanner: Am Abordabele geet de Plafong erop vu 97.500 op 135.000 an am Coût modéré vun 110.000 op 160.000. Just des puer Beispiller, fir ze belichten, dass substanzuell Efforte gemaach ginn, fir dass vill méi Leit solle kënnen an de Genoss vun enger staatlech geförderter Wunneng kommen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wunnengsnout ass, wéi gesot, keen neie Sujet. An als DP hu mer och an de vieregte Legislaturperiode mat eise Koalitionspartner probéiert, déi eng oder aner Mesür ëmzesetzen. Speziell an der Kris waren dat mam Solidaritéitspakt 1.0 d'Hausse vun der Subvention loyer, awer och d'Aidë fir d'Energiekäschten, déi ech wéilt ervirsträchen an déi de Leit a schwierigen Zäiten ënnert d'Äerm gegruff hunn.

Méi allgemeng ass mam Pacte Logement 2.0 eng nei Allianz entstanen tëschent de Gemengen an dem Staat, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen, d'Offer vun öffentleche bezuelbaren an nohaltege Wunnenge massiv an d'Luucht ze setzen.

Esou grouss Projete wéi de Projet Op Elmen, wou mer d'lescht Woch waren, d'NeiSchmelz zu Diddeleng, Wunne mat der Wooltz, dat si Projeten, déi Der kennt an déi wäerten och dozou bäidroen, weidere Wunnraum ze schafen.

An den neie Fonds spécial de soutien au développement du logement erlaabt et dem Staat, massiv Suen an de Logement ze investéieren.

Bei de VEFAe goufe schonn zejoert Verträge an Héicht vun 69 Milliounen Euro ënnerschriwwen. Zanterhier leie mer bei ronn 170 Logementer an enger weiderer Enveloppe dëst Joer fir 110 Milliounen Euro.

Léif alleguerten, Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren ass eppes gemaach ginn, mee et ass net duergaangen, dat muss ee sech agestoen. An ech sinn net hei uewen, fir mer op d'Schëller ze klappen oder op d'Schëller ze klappe vu menge fréiere Koalitionskolleegen. An ech soen dat – et ass eng perséinlech Nott –, mir si bei verschiddene Saache vläicht e bëssen ze zaghaft erugaangen. Mir si vläicht ze zaghaft erugaangen, wat déi nei Grondsteier ueget. Mir ware vläicht ze zaghaft, wat d'Mobiliséierungssteier ueget. An och bei der Leerstandssteier ware mer e bëssen ze zaghaft. An do musse mer elo virumaachen a liwweren, éierlech gesot, wa mir hei an der Chamber an Zukunft dobaussen nach wëlle seriö geholl ginn.

An de leschte Joerzénge – ech kommen op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hunn, an ech wëll do net déi eng Regierung oder déi aner, déi eng Partei oder déi aner eraussträchen – ass einfach ze wéineg gemaach gi vun der öffentlecher Hand, fir Wunnengen ze schafen, fir sech e Parc immobilier opzebauen, fir sech Wunnengen zouzeleeën, déi ee kann an eng Locatioun ginn. An do muss hu mer elo an deenen nächste Joren effektiv eis Efforte massiv, massiv verstärken, wa mer wëlle probéieren, op der staatlecher Säit deem Wunnengsbauproblem hei nozekommen.

Léisunge gi gebraucht, mee et ass der Komplexitéit vum Sujet gescholt, dass mer net all Schrauwe

gläichzäiteg kënnen dréien. D'Mesüeren, déi annoncéiert goufen, agéieren dofir effektiv op zwee Niveauen. Fir d'Éischt brauche mer kuerzfristeg Mesüeren, déi séier gräifen, déi praktesch wéi eng „Éischt Hëllef“ fir de Wunnengsmaart kënnen ugesi ginn an dem Wunnengsmaart neit Liewen anhauchen. Dëst sinn an der Haaptsaach steierlech Mesüre wéi d'Eropsetze vum Steierkredit beim bëllegen Akt vun 30.000 op 40.000 Euro an d'Aféierung vum Crédit d'impôt location, also engem bëllegen Akt och fir Locatiounswunnengen.

Ech si mer elo net sécher, ob jiddwereen heibannen de Prinzip vum bëllegen Akt versteet, an ech wollt Iech just e Beispill ginn. Ech maachen et och ganz ronn, da ginn ech och mat den Zuele besser eens. Kommt, mir huelen elo de Pit. De Pit keeft eppes vun enger Millioun. Da fale 7 % Akt- an Transkriptiounssteieren un, Enregistrement. Dat wäere bei enger Millioun 70.000 Euro. Mam neie bëllegen Akt bezilt en nach just 70.000 minus 40.000, also 30.000 Euro Steieren. Wann de gudder Pit elo mam Marie eppes zesumme keeft, wat vläicht seng Frëndin oder seng Fra ass, dann hu se zu zwee 40.000 Euro zegutt. Also rechne mer 70.000 minus 80.000. Da behale se nach 10.000 Euro Rescht.

Och aner Moosname sollen a wäerten en Effet um Wunnengsmarché hunn an d'Schafe vu Wunnraum redynamiséieren. Hei zum Beispill de Quart-taux global bei der Plus-value-Besteuerung, dee fir 2024 agefouert gëtt.

Ech wëll Iech och hei e klengt Beispill ginn an ech probéieren, mech och hei net ze verhedderen. Dir verkaaft eppes vun enger Millioun, wat Der fir 800.000 Euro kaf hutt. Dir maacht also eng Plus-value, Dir maacht e Benefiss, Dir maacht e Gewinn vun 200.000 Euro. Ech huelen d'Beispill nach eng Kéier vum Pit a vu Marie. Si verkafen dat zesummen. Dann huet jiddwereen en Abatement vu 50.000 Euro, dat heescht 200.000 Euro minus 100.000 Euro. Mir bleiwen da bei 100.000 Euro, déi kéinte versteiert ginn. Do huele mer de maximalen Taux – dee kann natierlech e bëssen erfoegen – vun 21 %. Dat heescht, si missten op där Plus-value hei 21.000 Euro bezuelen, plus eppes an de Fonds pour l'emploi. Wa mer elo beim Quart-taux bleiwen, wa mer deen natierlech elo nach eng Kéier erofsetzen, wa mer deen nach eng Kéier deelen, da si mer bei 10,5 % a si misste bei deem Beispill op der Plus-value 10.500 Euro bezuelen.

Dat ass keng nei Mesür, mee dat ass eng Mesür, déi och schonn ënnert dem Pierre Gramegna agefouert gouf an iwwer zwee Joer gelaf ass. An ech mengen, dass mer effektiv déizäit mat där doter Mesür méi an d'Vente kritt hunn. Ech sinn also der Meenung, dass dat do eng Mesür ass, déi effektiv eppes ka bréngen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Awer och d'Tatsaach, dass et zu kenger Plus-value-Besteuerung kënn, wann een de Logement nom Verkaf der Gestion locative sociale zur Verfügung stellt, wäert en Effet hunn.

Den Amortissement accéléré ass eppes, iwwert dat mer oft hei geschwat hunn. Dee gëtt elo fir dëst Joer erëm agefouert fir sechsmol 6 %. Am Moment ass en op véiermol 4 % begrenzt an och op maximal zwou Immobilien.

De Verkaf vun den Immobilien huet an de leschte Jore stagnéiert a mat dese kuerzfristige Mesüre wëlle mir dem Marché rëm en Ustouss ginn, fir méi nei Wunnengen ze schafen.

Elo kann ee sech natierlech froen heibannen: Wat bréngt dat do alles? A keen heibanne wäert Iech kënnen soen, dass mer genau esou vill Wunnengen,

genau esou vill Appartementer, genau esou vill Terraine méi mobiliséieren, mee fir eis ass kloer: Nächst maachen ass keng Optioun!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Déi öffentlech Hand wäert an Zukunft muss méi eng grouss Roll spillen. A meng zwee Virriedner hunn et gesot: Den öffentlechen Immobilienbestand muss massiv ausgebaut ginn. Ongenotzt Bauland muss esou séier wéi méiglech mobiliséiert ginn. Och privat Projeten, déi aus verschidene Grënn net méi kënnen finaliséiert ginn, déi muss de Staat iwwerhuelen, fir dass et hei net zum Stëllstand kënn, an dat hëllef och dem Staat strategesch a kontinuéierlech a sengem Zil, fir säin eegene Parc immobilier auszubauen. An ech widderhuele mech nach eng Kéier, ouni mam Fanger op iergendeen ze weisen vun de leschte Joerzénkten, mee mir hunn do als Politick an de leschte Joerzénkten einfach net genuch gemaach.

De Staat kann déi Logementskris, an där mer sinn, net eleng léisen. Et brauch staark Partnerschaften a Mathëllef vun allen, fir Léisungen auszeschaffen. An der Prinzipp vum PPP, Partenerschaft public-privé, soll an der Zukunft hei och weider verstärkt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch wichteg sinn an eiser Wunnengsbauproblematik och déi sozial Mesüeren. D'staatelech Investitiounen an de Bau vu bezuelbarem Wunnraum mussen massiv weidergefouert ginn an de Wunnengsbau, ob abordabel oder à coût modéré, muss weidergefouert ginn.

D'VEFAen – ech war virdu schonn drop agaangen –, wou schonn déi viregt Regierung intensiv Investisementer gemaach huet, wäerten och weider opkaf ginn, fir dës Wunnengen a Logementer dem Parc locatif zouzeféieren an esou de Mënschen dobaussen eng besser Chance op en Heem ze bidden. Dobäi kënn eng weider Enveloppe iwwert déi nächst Jore vu 480 Milliounen Euro. Mat deene Sue sollen zousätzlech 800 Wunnenge gebaut ginn an an de Parc immobilier vum Staat kommen. Et ass nämlech einfach wichteg, déi Leit ze ënnerstëtzen, déi eppes kafe wëllen, déi eppes loune mussen an ënnert deenen héijen Zënse leiden.

D'Aide au logement wäert och duerch weider Mesüre gestärkt ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen beim Kaf vun engem Eegehem.

D'Subvention d'intérêt, déi geet och erop, well och d'Zënse eropginn, fir dorobber ze reagéieren.

D'Subvention loyer, eppes, wat mer heibannen och oft thematiséiert hunn, déi ass an der Vergaangeneheet ugepasst ginn, mee och duerch den Drock, deen aktuell op der Locatioun ass, wäert si nach emol adaptéiert ginn, fir besonnesch Famillje mat Kanner ze ënnerstëtzen an ze verhënnern, dass se an eng finanziell schwierig Situatioun kommen. Do geet d'Participatioun vu 40 op 80 Euro pro Kand erop.

Ech hunn et schonn erkläert: D'Krittäre bezüglech deene Leit, déi e Recht op eng Hëllef hunn, soll och kuerzfristeg erweidert ginn, fir dass de Krees vun deene Leit méi grouss gëtt, fir dass méi Leit eligibel sinn, dass méi Leit kënnen gehollef kréien an dass si méi séier eng Wunneng kënnen fannen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass dach net normal, dass d'SNHBM ... Et ass virdu och schonn ugeschwat ginn: Mir waren elo viru Kuerzem – de Kolleeg Félix Eischen war derbäi, de Kolleeg Max Hengel war derbäi, d'Kolleegin Lexy Schoos war och derbäi – d'lescht Woch an der Gemeng Kielen – dass ech elo nächst falsch soen, et ass tëschent Ollem a Kielen – bei der

SNHBM an do ass eis gesot ginn, dass d'SNHBM am Moment op 100 Haiser respektiv Wunnenge sëtzt, déi se net lassgëtt. Déi waarden am Moment op en Acquisiteur. Et dierf also, Kolleeginnen a Kolleegen, net un den Eligibilitëtskrittäre leien, dass mer deene Leit, déi Hëllef brauchen, net och Hëllef kënnen ubidden.

Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet e strukturelle Problem am Logement an esou Problemer festeg sech iwwer Zäit a kënnen och nëmmen iwwer Zäit geléist ginn. Nieft deene kuerzfristeg Léisunge brauche mer mëttel- a laangfristeg Strategien a Mesüeren, fir d'Situatioun allgemeng am Grëff ze behalen.

Zousätzlech zu de rezenten Annoncen, wéi der Erhéijung vun de Plaffonge bei de Scholdzënse, de steierleche Begënschtunge beim Verlounen, dem Erschlësse vun neie Wunngebitter an och Wunnprimme fir jonk Berufsfänger, gëtt et fir eis als DP nach aner Instrumenter, déi och zur Berouegung um Marché an enger méi equitabler Verdeelung vum Wunnraum féiere sollen.

Mir denke beispillsweis un d'Upassung bei der Grondsteuer, d'Leerstandssteuer, de Remembrement ministériel, awer och de Baulandvertrag. Besonnesch wichteg bleift och, d'Mobiliséierungssteuer fir Terrainen ze kréien, woubäi – an ech ënnersträichen dat – kloer soll sinn, dass mer Familljen, déi en Terrain hunn, dee se wëllen zréckhalen fir hir Kanner, wëlle berücksichtegen an dass do och en Abatement soll agefouert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op d'Bauwiesen als solches aginn, fir d'Éischt nach e Wuert zur Nohaltegkeet. Dir wësst, als Deel vum Mesüerepak ass fir 2024 eng Befreiung vun der Plus-value virgesi bei Transferten, wou et ëm de Kaf vun engem Gebai oder enger Wunneng geet an der Energieklass 1A+. Am Sënn vun der Nohaltegkeet soll dës Moosnam déi Bierger ënnerstëtzen, déi bereet sinn, net just en Invest an eng Wunneng, mee en Invest an eng nohalteg Zukunft ze maachen. Dëst kann een nëmmen ënnerstëtzen, well bei alle Bestriewungen, fir méi Wunnraum ze schafen, dierfen den Natur- an den Ëmweltschutz net op der Streck bleiwen.

Allerdéngs ass de Kontext um Wunnengsmaart aktuell deen, deen en ass, an dofir sollt een an Zukunft och en An drop behalen, dass beim Ëmwelt- an Naturschutz op Bauterrainen d'Verhältnisméissegkeet agehale gëtt a mir eis net selwer am Wee stinn an dass mer eis net selwer Steng an de Wee leeën.

Fir dass mer eis richteg verstinn: Als Demokratesch Partei sti mer zu 100 % hannert dem Naturschutz an zu 100 % hannert dem Ëmweltschutz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mee mir denken och, dass déi béid Thematike sollte pragmatesch ugaange ginn, an et dierf op kee Fall dorop erauslafen, dass déi eng géint déi aner ausgespillt gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dofir mussen mer an Zukunft souwuel d'Ëmweltetüden an d'Kompensatiounsetüden effikass traitéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Virfeld vun dësem Debat gouf et schonn eng Rei Kriticken an ech schätzen, dass mer där och haut nach wäerten héieren, dass nämlech nëmmen déi Déck géife profitéieren an dass fir déi Kleng nächst géif gemaach ginn. Natierlech gräife mer mat dëse Mesüeren och de Betriber ënnert d'Äerm. Mee wien ass dat, d'Betriber? Wien ass hei tatsächlech betrafft? Dat sinn all déi Leit, déi

am Secteur schaffen, déi vum Éischte Februar bis zu Congé collectif offiziell an der Kris deklaréiert gi sinn, fir dass se iwwerhaapt iwwerliewen. Mir vermeiden och duerch Deelzäitarbecht Faillitten a mir mussen verhënnern, dass Leit hir Aarbecht verléieren, well an deem Fall gi mer de Risiko an, dass déi Leit fortginn, an déi Hänn, déi wäerten eis feelen, wann d'Relance do ass.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass en Invest an d'Relance, et ass net just en Invest. Et ass en Invest a méi Wunnraum an et ass en Invest an d'Leit an an d'Betriber an et ass en Invest, fir den Drock um Wunnengsmarché erofzedrücken.

Mat den héijen Zënse sinn net just d'Prête vun de Leit deier an d'Demande vun Neibaute gradewéi d'Transaktiounen sinn an de Buedem gesonk. De verstärkten Defizit am Secteur allgemeng huet zu engem komplette Stëllstand an der Branche gefouert an déi mëttelstännesch Betriber an all déi Leit, déi an dëse Betriber schaffen an déi hire Liewensënnerhalt verdingen, all déi geroden ëmmer méi ënner Drock. Well do keng Demande ass, gëtt och net gebaut. A wou net gebaut gëtt, do brauche mer keng Aarbechter. Wann net gebaut gëtt, dann huet och den Daachdecker keng Aarbecht. De Gipser huet keng Aarbecht. De Plätterchersleeër huet keng Aarbecht. Et gëtt kee Sanitär verkaf an et gëtt keng Kiche verkaf. Och dorunner, un déi mëttelstännesch Betriber, solle mer denken, wa mer haut de Mëtten dësen Debat hei féieren.

Une voix | Ganz genee!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et muss een och bedenken, dass deen een oder anere vun dësen Handwierker, vun dësen Aarbechter, sech wäert mussen anescht vläicht orientéieren. Wéi vill wäerte sech an Zukunft also ëmorientéieren, wann de Bausecteur weider esou belaauscht gëtt a wann een d'Aarbechter net méi kann halen? A wou gi mer duerno d'Leit sichen, wann de Secteur erëm unzitt? Wou fanne mer herno dat fachmännesch Personal, fir rëm unzepakken?

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'Wunnengsnout ass keng eegestänneg Bubble, déi een onofhängeg vun allen aneren Elementer kann traitéieren. Hei komme vill Aspekter zesammen a grad dowéinst huet d'Politick all Interêt, de Bausecteur aktiv an effizient un der Schafung vun öffentlechem Wunnraum ze bedeelegen. Éischtens, fir der Demande nozekommen, déi ëmmer méi Privatleit net méi eleng kënnen meeschteren, an zweetens, fir en enorm wichtige Wirtschaftszweig ze schützen, d'Offer héichzehalen, awer och d'Leit aus dem Secteur an hirer Aarbecht ze halen, aus dem Chômage erauszehalen a fir d'Kris, déi mer am Moment hunn, net nach ze verschärfen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. „Wunnen dierf kee Luxus sinn!“ Dat héiert een ëmmer erëm vun de Parteien, déi méi léns wéi meng Partei um politesche Spektrum stinn. An ech soen Iech: Dat ass och richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dës Mesüeren, souwuel déi kuerzfristeg wéi déi mëttel- a laangfristeg, bidden en equilibréierte Pak, net nëmme fir d'Leit, mee och fir d'Handwierk a fir de Bau. Et géllt, de Chômagetaux niddreg ze halen. Et géllt, Faillitten, esou wäit et geet, ze vermeiden, an et géllt, en nohaltege Wee aus der Sozialkris am Bausecteur ze fannen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir kënnen einfach net risquéieren, dass d'Situatioun sech weider verschlechtert, a mir müssen dréngend kucken, fir de Stéllstand, deen aktuell um Bau, an de Betriber a bei den Transaktiounen herrscht, nei unzekuerbelen an nei Aktivitéiten ze generéieren.

Wuel soll de Staat eng wichteg Roll an deem Prozess iwwerhuelen an eng staark Hand bidden, fir dese Prozess ze begleeden. Et ass awer beileiwen net esou, an do si mer eis, mengen ech, alleguer eens: De Staat kann net alles eleng maachen! Hei muss en Effort gemaach ginn zesummen, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat dem Privatsecteur an zesumme mat de Bierger, well nëmmen zesumme kënnen mer dese Problem nohalteg an de Gréff kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn 30 Sekonnen iwwerzunn. Ech wollt Iech Merci soe fir Äert opmierksaamt Nolauschteren an ech wollt Iech awer och soen, dass ech mech freeën, fir zesumme mat de Kolleegen aus der Finanzkommissioun de Projet 8353 unzegoen, dee grad alleguerten déi dote Mesüeren an engem Gesetz verankert. Mir gesinn eis, wann ech richtig informéiert sinn, muer an zwou Wochen, fir dese Projet unzegoen. An an enger nächster Ried wäert ech dann och nach op alleguerten déi Projeten an déi Punkten agoen, wéi zum Beispill d'Garantie étatique, déi ech bis elo selwer nach net verstanen hunn, mee bis dohinner hunn ech se verstanen.

Merci Iech alleguerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Gutt. Här President ... *(Coups de cloche de la présidence)*

M. Claude Wiseler, Président | Sou, e bësse Rou wannegelift a lauschtert der Madamm Bofferding no!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Absolutt Recht hutt Der, Här President. Fir d'éischt wëll ech awer dem Interpellant Merci soe fir d'Initiativ, dat, well mer bis elo hei an der Chamber nach net d'Méiglechkeet haten, iwwert déi Mesüeren ze schwätzen an agebonnen ze ginn. Ben, elo kann ee soen: „Dat ass normal. D'Regierung verhandelt a si wäert jo dann au fur et à mesure déi eenzel Gesetzesprojete virleeden, déi mer dann ze stëmmen hunn.“ Et geet awer net nëmmen drëms, fir déi eenzel Mesüeren ze bewäerten. Et ass och wichteg, dass mer eng grondsätzlech Debatt féieren, wat mer elo haut de Mëtte maachen, eebe grad fir eis och iwwert d'Zilsetzung an d'Orientéierung an der Logementspolitik eens ze ginn – oder wéi mer awer, mengen ech, hei schéng feststellen, eis net esou wierklech eens sinn.

Dofir – an dat wëll ech och direkt soen – wäert ech a menger Interventioun elo net op sämtlech wichteg Punkten, Projeten agoen, mee mech elo wierklech op dat konzentréieren, wat fir eis als LSAP d'Prioritéit ass respektiv wou een dann och gesäit, wou et awer Divergenzen tëschent eis an deenen anere Parteien, Fraktiounen gëtt.

Zur éischter Fro, déi déi gréng an hirer Interpellatioun stellen, ob den Accent elo méi soll op d'Stärkung vun der Demande oder op d'Offer gesat ginn. Ben, d'Demande ass do, mee d'Offer muss sech upassen. Domadder menge mer: upassen un déi finanziell Capacitéit vun de Leit.

Et ass natierlech richtig, dass den Ausléiser fir den Abroch vun der Demande mat der Zënshausse zesummenhängt. Net gesot gëtt dobäi awer, dass d'Zënse op den Immobiliépräisen iwwer Joren op engem historischen Déif waren, wat de Promoteuren et erlaabt huet, d'Logementspräisser op eng Manéier an d'Luucht ze dreiwen, déi eigentlech mat enger normaler Inflatéierung absolutt näischt ze dinn huet.

Net méi spéit wéi haut de Moien an der Finanzkommissioun huet de Statec eis nach interessant Zuele presentéiert, notament wat d'Evolutioun vun de Prix de vente betrëfft, wou si vun enger Baisse vu 7 % op ee Joer ausginn. Eng änlech Entwécklung ass och am Ausland feststellen, tout en sachant, dass mer natierlech hei zu Lëtzebuerg ëmmer op engem ganz héijen Taux waren. Och fir hei nach eng Kéier e Verglach ze maachen: Eleng 2021 an 2022 seet de Statec hei, dass een déi zwee Joer zesummegerechent hei op iwwer 25 % erauskëent. Dat, mengen ech, illustréiert ganz gutt d'Situatioun.

Aus deenen Zuele stelle mer och fest, dass no enger extremer Präishausse um Marché déi jo elo souze-soe korrigéiert gëtt. A fir eis ass et wichteg, wann déi Präiskorrektioun da lo soll antreffen, dass se sech virun allem op den Terraine mécht, well d'Terrainen – dat wësse mer alleguerten – e groussen Deel vun deem ganze Logementsproblem sinn.

An dofir soe mir – an dat ass, mengen ech, och de Punkt, wou mer eis hei differenzéiere par rapport zu anere Fraktiounen –, dass eigentlech déi – wéi soll ech soen? – eigentlech Demande nach ëmmer do ass, bei Wäitem och nach méi héich wéi d'Offer, mee de Punkt ass eeben, dass vill Leit sech déi iwwerdriwwe Präisser net méi kënnen leeschten an si eebe mat deene Präisser net méi kënnen Schratt halen. An dat ass de Punkt, op deen ech einfach nach méi ausféierlech wëll agoen.

Bei deem Ganzen dierfe mer och net vergiessen, wien eigentlech de Profitt gemaach huet respektiv vun där grousser Präissteigerung an deene lescht Jore profitéiert huet. Hei verweisen ech op déi Enquête sectorielle, déi d'Autorité de la concurrence d'lescht Joer am Juli publizéiert huet. Hei geet nämlech ganz kloer doraus ervir, dass d'Profitter vun de Promoteuren iwwert déi lescht Jore massiv an d'Luucht gaange sinn an dass also eng Handvoll Leit sech domadder eng gëllen Nues konnte verdéngen.

Mir verstinn, an et ass och richtig, dass d'Regierung ganz séier wëll Mesüeren huelen, fir d'Baukris ofzewenden, mee – an dat ass eise Punkt – domadder ass d'Logementskris nach net direkt geléist. An dofir ass et och wichteg, dass déi zwou Krisen, déi natierlech ze bewältege sinn, trotzdem net matenee verméscht solle ginn. Och wann se matenee verlinkt ginn, sou ass et awer wichteg, dass mer grad am Logement och de Problem wierklech bei der Wuertel upaken – wou mer gesinn, dass dat awer net wierklech gemaach gëtt, wann ee kuckt, dass déi nei Bähëllefen héchstwahrscheinlech déi héich Gewinnmargé vun de Promoteuren nach weider wäerten an d'Luucht dreiwen, amplat eeben déi aner Säit ze bedéngen, déi et méi néideg huet.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | De Finanzminister, deen och haut an der Debatt dobäi ass, deen huet d'lescht Woch beim Depot vum Budget gesot, ech zitieren: „De Wunnengsbau ass zu diesem Moment déi gréissten Erausforderung an eisem Land.“ Dat ass an eisen Aen nëmmen d'Hallschent vun der Wourecht. Déi gréissten Erausforderung fir dëst Land ass et, dass d'Leit och Recht op déi abordabel Wunnenge kréien, dat heescht, dass och den Accès

zu deene Wunnengen dee Moment garantéiert ass, a virun allem dass mer déi Inegalitéiten, déi eebe grad duerch déi héich Wunnengspräisser entstinn, och reduzéiert kréien.

De Punkt ass: Souguer wa lo massiv gebaut gëtt ... An do wëll ech och ganz kloer soen, dass dat wichteg ass. Dat ass en éischte richtige Schrëtt, dass massiv elo soll gebaut ginn. Mee deen anere wichtige Schrëtt ass, dass, wann déi Wunnenge gebaut ginn, déi dann och am Endeffekt abordabel sinn, abordabel bleiwen an dass d'Leit sech virun allem och déi Wunnenge kënnen leeschten, well soss maache mer genau deen nämmelechte Problem, dee mer och an der Vergaangenheet gemaach hunn, dass Wunnenge gebaut ginn zu engem méi bëllege Präis an herno um Marché erëm deier verkaf ginn. An ech mengen, do ware mer eis alleguerten, iwwer d'politesch Couleuren heibannen, eens, dass mer grad esou e System net méi wëlle maachen.

An dofir ass et wichteg – an dat ass eise Plädoyer –, wa mer elo massiv bauen, dass och garantéiert gëtt, dass d'Leit déi Wunnenge kréien an dass mer eeben domat och dee Verdrängungseffekt, dee mer hunn, virun allem bei deene Jonken, wou mer gesinn, dass se trotz héije Revenuen ëmmer méi an d'Groussregioun plënnere, kënnen reduzéieren.

Wichtig ass – an ech mengen, den Här Bausch hat dat och schon ugedeit –, dass eebe lo e substanzuellen Uendeel vun deene Wunnengen un d'effentlech Hand geet, „effentlech Hand“ heescht Gemengen oder Staat, sief dat iwwert d'Locatioun, sief dat iwwert d'Emphyteos mat Réckkafrecht. Wichtig ass, dass déi Wunnengen, wéi gesot, wa se gebaut ginn, elo an d'effentlech Hand ginn. Dat ass nämlech och dee Systemwiessel, dee mer schon an der viregter Regierung ugefaangen haten. An do wëll ech och ganz kloer nach eng Kéier soen, dass et wichteg ass, dass och d'Regierung an déi doten Direktioun weidergeet, dass eeben derfir gesuergt gëtt, dass déi Wunnengen och an d'effentlech Hand kommen, wéi gesot, fir dass déi Wunnengen abordabel bleiwen, fir dass se bezuelbar bleiwen, fir do och eng gewëssen Handhabung op de Präisser ze hunn.

A gudden Zäite ginn ongeféier 4.000 Wunnengen hei am Land gebaut. Wa mer awer eleng d'Lescht vun den Demandeuren kucken, also de Leit, déi op eng Wunneng ganz dréngend waarden, do hu mer eleng beim Fonds du logement eng Waardelëscht vu 6.000 Demanden. Ben, dat weist eis, wa mer dee Besoin wëlle befriddegen, dass mer eigentlech déi nächst Joren näischt aneres maache müssen, wéi abordabel Wunnengen ze bauen – eigentlech. Mee esou weineg, wéi de Logementsminister an Erscheinung getrueden ass, de Logementsminister, dee jo ganz explizit fir den abordabele Wunnraum zoustänneg ass ... Et gëtt eis jo ëmmer gesot, dass de Logement eng transversal Aufgab vun der Regierung ass, trotzdem muss een awer feststellen, dass vun Ärer Säit an der Lescht net allze vill ze héieren ass, soudass een dovunner ausgeet, dass awer abordabele Wunnraum vläicht net grad zur Prioritéit vun dieser Regierung gehéiert.

D'selwecht beim Logementsdësch. Bon, ech si virdru schon an der Froestonn drop agaangen, dass mer et bedauern, dass Der nëmmen een Dësch also een Deel vum Dësch, invitéiert hutt. Wichtig Stëmme fee- len, wéi déi vun de Locataire, wou Der virdru nach selwer gesot hutt, dass si eigentlech dat schwächste Glied an der Kette wäeren. Et wär wichteg, nach méi Acteure mat ze invitéieren. Ech denken natierlech do och un déi ganz effentlech Promoteuren, ech denken awer och un eng Caritas, Croix-Rouge, déi och scho vill Erfahrung hunn a ganz vill Projeten an deem Beräich lancéiert hunn. A wann ee wëll wierklech hei

e Logementsdësch organiséieren an et wëll ee gären hei zesumme Mesüeren huelen – „zesummen“ ass jo elo vun der DP nach eng Kéier ganz grouss ënnerstrach ginn –, da muss ee sech och zesummen un den Dësch leeden.

(Interruptions et hilarité)

... sëtzen.

Ee Punkt, deen ech an deene ganzen Diskussiounen, notamment vun der Regierungssäit, vermëssen, ass dee vun der Spekulation. Dat schéngt op eemol keen Thema méi ze sinn. Et gétt net méi iwwert d'Spekulation geschwat, obwuel mer wëssen, dass dat ee vun den Haaptproblemer an där ganzer Logementskris ass.

An hei wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen: Fir d'LSAP ass eng Wunneng en Doheim! Et ass kee Finanzinstrument, et ass kee Spekulationsobjekt. D'Prioritéit muss sinn – an do widderhuelen ech mech ëmmer erëm –, abordabele Wunnraum ze schaffen, wou d'Leit kënnen dezent dra liewen. An dofir ass et wichtig, dass eeben an de Wunnraum investéiert gétt an dass nach méi Wunnraum geschafte gétt.

A wat d'Spekulation betrëfft, domat hu mer eis och schonn an der viregter Regierung ganz intensiv auserneegesat. Verschiddener hu jo schonn d'Mobilisierungssteuer ugeschwat. Hei ass et wichtig, dass mer déi joerzengtelaang – wéi soll ech se nennen? – Immobiliteit endlech kënnen sprengen. D'selwecht och fir de Leerstand an d'Baulücken. Ech mengen, et ass en Thema, wat ëmmer erëm opkënn, an dofir ass et wichtig, dass déi Instrumenter, déi mer ausgeschafft hunn, elo och kënnen séier an der Prozedur weiderkommen, dass se kënnen ëmgesat ginn an dee Moment och de Problem wierklech un der Wuerzel upake kënnen.

Op déi Remark vum Verrieder vun der CSV, déi – wéi soll ech soen? – poleemesch Remark, wëll ech elo weider net agoen. Ech wëll just soen, dass et 1983 e Finanzminister Santer gouf, deen, mengen ech, aus Äre Reie kënn. Deen hat dee leschte Reformversuch am Kader vun der Grondsteuer gemaach. Wou ech 2018 erakomm sinn an den Interieur, hunn ech et direkt zur Prioritéit erkläert, d'Arbechte sinn ugaangen. Mir hunn – dat wëll ech awer och soen – an der Dräierkoalitioun gutt geschafft, dass mer dee Projet de loi do op den Dësch geluecht hunn.

An ech sinn och elo ganz frou driwwer, vum Verrieder vun der DP ze héieren, dass e seet, dass mer vläicht e bëssen zaghaft virgaange wären. Ben, ech hoffen, dass déi Klauselen, déi ëmmer erëm komm sinn, fir deen een oder anere vun där Steuer ze befreien – an d'Klausel op der Klausel vun der Klausel –, dann, wann den Text amendéiert gétt, ewechfalen, an dass mer och wierklech dat Zil errechen, wat mer domadder erreche wëllen, eeben Terrainen ze mobiliséieren an déi Leit zur Rechenschaft ze zéien, dass mer déi och am Endeffekt erwëschen an, wéi gesot, net herno dausend Klauselen fannen an Exceptiounen, firwat deen een oder anere se vläicht awer net soll bezuelen.

Aner Initiative goufen och nach erwänt, wéi de Remembrement ministériel. Och hei wëll ech soen: Jo, den Text gétt jo elo amendéiert. Deen ass eigentlech prett, fir direkt gestëmmt ze ginn. Ganz gären! Do hutt Der och eise Support, wann et an déi Richtung geet, wéi mer et ugeduecht hunn. An da beim PAG d'Procédure allégée, déi nach soll agefouert ginn. Souwäit ech weess, ass do keng Opposition formelle drop. Also, dee Pak kéint eigentlech och direkt gestëmmt ginn, dat am Kader, wéi gesot, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, fir dass dee Moment och méi séier gebaut ka ginn.

De Baulandvertrag: Et war och ee vun de Virriedner, deen deen erwänt huet. Ben, hei ass et ëmmer am Haus e grouse politesche Konsens doriwuer ginn, fir esou en Instrument anzeféieren. An ech géif, nodeem de Staatsrot elo – wéi soll ech soen? – e méi negativen Avis dozou ginn huet, awer de Projet trotzdeem net ofschéissen, well mer eis alleguerten ëmmer eens waren, dass mer esou en Instrument brauchen, a well et einfach net méi ze verrieden ass: Wann s de frees bei der Gemeng, dass däin Terrain ëmklasséiert gétt, eebe mam Zil, dass soll drop gebaut ginn, ben, da muss och drop gebaut ginn an et kann net sinn, dass de jorelaang dann den Terrain broochleie léiss, domadder spekuléiers, domadder vill Sue verdéngs.

Et ass jo mol d'Iwwerleeung, dass mer de Bauperimeeter nach méi wäit sollen opmaachen. Ech mengen, deem soll ee sech och net verschléissen, mee da brauch een awer grad esou Instrumenter wéi e Baulandvertrag hannendrunner, fir eeben ze garantéieren, dass gebaut soll ginn. Dofir och hei mäin Appell un d'Regierung, onbedéngt de Baulandvertrag weiderzeféieren an eeben ze kucken, dass mer och dat Instrument kréien.

D'Regierung huet ugekënnegt, d'Baugeneemegungen op zwee Joer kënnen ze verlängeren. Jo, ok, deem verschléisse mer eis net, dat ass an der Rei, mee, wéi gesot, dat wäert elo net wierklech de Problem hei un der Wuerzel upaken.

Vill méi wichtig ass, dass mer och e Perspektivwiesell kréien, andeems mer – an dat ass och e ganz wichtige Punkt fir eis – Léisunge siche fir déi Leit, déi an der aktueller Kris am meeschten drënner leiden. Dat si Leit, déi op engem Tëscheprêt sëtzen, déi d'Wunneng net méi verkaf kréien. Et si Leit, déi guer keen Tëscheprêt méi kréien, obwuel se eigentlech eng Aarbecht hunn an och d'Moyenen hätten, fir sech eppes ze kafen. Et si Jonker, déi d'Eegekapital net zesumme kréien, déi mol vläicht kee schlechte Revenu hunn, mee trotzdeem dee Moment vum Prêt ausgeschloss ginn. An et si virun allem och déi Leit, déi e Liewelaang musse lounen, déi sech extreem verscholden, dat bei steigende Loyerspräisser a bei de steigende Präisser, déi mer insgesamt am Logement hunn.

Dofir ass et fir eis als LSAP och net falsch, wann een elo seet, dass d'Subventioun vun de Loyerer nach eemol pro Kand am Stot soll gehuewe ginn. Dat kann ee maachen, soll een och maachen, mee doriwuer eraus brauche mer ganz dréngend och e bessere Schutz vun de Locatairé gégeniwwer vun den Abusen. Ech hat de Mëtten d'Mieterschutz-ASBL erwänt. Mir wëssen, dass sech do ganz vill konkret Fäll stellen, wou Leit a Situatiounen erakommen, wou et ganz schwierig ass, fir grad fir där dote Populatioun ënnert d'Äerm ze gräifen. An dofir ass et och wichtig an där ganzer Debatt, fir de Mieterschutz zur Prioritéit ze erklären an och ze kucken, wéi een hinne ka geziilt ënnert d'Äerm gräifen. An et geet net just duer mat enger klenger finanzieller Sprët.

Wichtig ass, dass mer net nëmme op de Goodwill setzen, mee dass mer wierklech Obligatiounen aféieren, contraignant Instrumenter, wéi ech der elo scho genannt hunn, fir dass mer eeben, wéi gesot, bezuelbare Wunnraum schaffen an deen och op Dauer oprecht kënnen erhalen. Dat muss eist Zil sinn. Dat soll och dat Zil sinn, wat dës Regierung verfollegt.

Mir sinn der Meenung – a mat deem Punkt wëll ech ofschléissen –, dass et wichtig ass, nach méi verstärkt d'Gemenge mat an d'Verantwortung ze huelen. Ouni d'Gemenge geet et net! D'Gemenge sinn nach ëmmer déi, déi decidéieren, ob gebaut gétt oder net, wéi a wou praktesch soll gebaut ginn. Dofir ass et wichtig, mat hinnen am permanente Kontakt

ze sinn, mat hinnen ze kucken, wéi ee Projeten nach ka virundreiwen. A virun allem, wann de Staat, d'Regierung gäre Projete wëllt virundreiwen, dass se och kuckt, dass dann d'Gemengen déi finanziell Ënnerstëtzung kréien.

Da war jo mol eng Kéier gesot ginn, dass déi Plafonge sollen adaptéiert ginn. An hei géif eis natierlech och interesséieren – well ech weess, dass dat e Punkt war, mat deem d'CSV an der Oppositioun ëmmer komm ass, dass déi 75 % vum Logementsministère am Endeffekt net wierklech 75 % wären –, wéi Der dat dote wëllt ëmsetzen.

Voilà, Här President, fir et da kuerz ze maachen: Jo zur Bauoffensiv, fir d'Baukris ofzewenden a fir eeben och méi Wunnengen ze bauen, awer dat zu normale Präisser. Domadder menge mer Präisser, déi d'Leit sech kënnen leeschten, déi d'Leit kënnen bezuelen, an dat net nëmme fir d'Happy Few, mee fir d'Happy All.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Ech mengen, mir sinn eis jo alleguer hei eens, dass et net nëmme där leschter Regierung, mee scho ville Regierungen net gegléckt ass, déi Logementskris ze evitéieren. Ech si berouegt, den Här Donnersbach hat a sengen „100 Joer an der Chamber“ op Chamber TV gesot: „An der Majoritéit, do kann een eppes ëmsetzen, an der Oppositioun éischer net.“ D'ADR war ëmmer an der Oppositioun. Dat heescht, mir droen do elo net esou vill ...

(Interruptions et hilarité)

Nee, pardon, „100 Deeg“. Hat ech „100 Joer“ gesot? Jo, voilà, ech hu mer et bal geduecht. „100 Deeg“.

D'ADR war jo ëmmer an der Oppositioun. Dat heescht, theoretesch konnte mir net mathëllefen, mee mir entzéien eis awer net eiser Verantwortung, an ech wäert dowéinst a menger Ried och e puer Propose vun der ADR presentéieren.

D'Leit, déi aktuell zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Wunneng sinn, sief et fir ze kafen oder fir ze lounen, wëssen, wéi schwéier et ass, fir eng passend Wunneng ze fannen. Laang Zäit war et üblech, eng Wuelstandsgesellschaft doduerch ze definéieren, dat och déi Leit am ënneschten Akommesberäich sech Grondbedierfnesser wéi Kleeder, Liewensmëttel an och de Logement nach leeschte konnten. Déi Zäite sinn definitiv eriwuer. A wéi den Här Baum et virdu gesot huet: Et ass e Privileeg, hautzudaags nach e Logement als Proprietär ze hunn.

Et wäert och kee verwonneren, datt ech als Member vun der Partei ADR hei elo soen, dass den onmoossege Bevelkerungswuesstum mat schold dorunner ass, datt et zu Lëtzebuerg esou schwéier ass, fir nach Wunnraum zu verstännegen oder erschwéngleche Präisser ze kréien, einfach well d'Demande méi grouss ass wéi d'Offer – ënner anerem.

Déi héich Präisser um Wunnengsmaat dreiwe vill Lëtzebuurger Stéit iwwer eis Grenzen eraus a maache si zu Grenzgänger am eegene Land. Déi, déi iwwer all Akommeschichten ewech mat am stärkste betrafft sinn, si jonk Leit wéi ech tëscht 18 a 40 Joer – ech sinn nach just mat an där Kategorie. Eng Situatioun, déi scho jorelaang esou ass, zënter d'Immobiliepräisser hei zu Lëtzebuerg quasi explodéiert sinn.

Zousätzlech derbäi kënn de Fakt, datt hautzudaags d'Ausbildung bei deene Jonke méi laang dauert wéi

fréier a während där Zäit, wou se zum Beispill op d'Uni ginn, d'Präisser all Joer ëm ronn 10 % klammen. Dat ass dat, wat och den Här Baum virdu gesot huet: Et leet een eppes op d'Säit, mee d'Präisser klammen och ëmmer deemtspriechend.

En Haus mat Gaart, esou wéi der vill et nach vun hiren Eltere kann hunn, ass fir déi meesch souwisou keng Optioun méi. Mee och Appartementer ginn ëmmer méi onerschwénglech. E Studio mat engem Loyer vun iwwer 1.000 Euro de Mount oder ëm déi 1.000 Euro de Mount, dat war scho virun enger ganzer Rei Jore keng Seelenheet méi.

Déi Jonk kennen allerdéngs e weidere Problem: Falls et dann duergeet, fir hei am Land eng Wunneng ze lounen, bleift hinnen de Wee ze enger zukünftiger Proprietéit awer dacks verspaart, dat, wéi ech grad och scho gesot hunn, well et kaum méiglech ass, e Loyer ze bezuelen a parallell dat néidegt Eegekaptal vu ronn 10 bis 20 % unzespueren. Proprietär vu sengem Doheim ze sinn, ass awer genau dat, wat fir vill Leit déi eegen Onofhängegkeet ausmécht. Och dat hu mer haut schon héieren.

Fir sech déi eege véier Wänn nach leeschten ze kënnen, si vill Famillje gezwongen, fir wäit eraus op d'Land wunnen ze goen, dat, fir ze verhënnere, datt se musse bis hanner eis Grenze wunne goen. Mee och um Land ass et mëttlerweil schwéier, eppes Abordabeles ze fannen – och hei erëm d'Balance tëscht Offer an Demande, déi net méi ginn ass.

Dobäi kennt nach de Fait, dass de Wee fir op d'Aarbechtsplaz vill méi laang ass a si dann dofir op den Auto mussen zrëckgräifen, well eisen öffentlechen Transport net esou performant ass. Déi Leit sinn dann och nach duerch d'CO₂-Steier duebel bestrooft, eppes, wat natierlech och fir déi gëllt, déi keen anere Choix haten, wéi bis iwwer d'Grenz wunnen ze goen. Och hei ass et schwierig, fir op den Auto ze verzichten.

Här President, léif Kollegeen a Kolleeginnen, da kommen ech awer elo zu eise konkreete Proposen, fir dëser Logementskris hoffentlech e bëssen entgéintzewierken. Dat sinn der eng Rei an déi stoungen och an eisem Walprogramm. Ech wäert se net alleguer hei ernimmen, mee déi a mengen Ae wichtigst: ganz sécher d'Veinfachung vun administrative Prozeduren, d'Iwwerschaffe vun eise Klima- an Energienorme beim Bau, d'TVA op d'Mietwunnechten nees erofsetzen, eng Ännerung am Droit civil, do haaptsächlech den Eegebedarf a Kontrakter op bestëmmten Zäit, den Amortissement accéléré, de Portage foncier amplaz vum Bail emphytéotique an d'Roll vum Privatsecteur beim Wunnengsbau unerkennen.

Zum éischte Punkt, eiser berühmter Simplification administrative: Hei schéngt et, wéi wann déi nei Regierung um richtege Wee wier, zum Beispill mam Once-only-Prinzip oder dem sougenannte „silence vaut accord“. Et muss sech awer nach um Terrain weisen, wéi effikass déi Mesüre wierklech sinn a wéi en Effekt se hunn. Mee doriwuer eraus proposéiere mir als ADR, dass driwwer nogeduecht gëtt, datt de Staat an de Gemengesyndicat Syvicol zesummen e Bauteglement iwwer allgemeng Bestëmmunge schafen, dat fir d'ganz Lëtzebuurger Land gëllt, esou wéi et och, mengen ech, wann ech et richtege verstanen hunn, e bëssen eng Iddi an der Motioun vun deene Gréngen ass. Och dëst géif derzou bäidroen, datt d'Baugeneemegungen a -prozedure méi séier këinten ausgestallt ginn, wouduerch dann och méi séier gebaut kéint ginn.

Zu mengem zweete Punkt, de Klima- an Energienormen: De Bau ass duerch déi ambitiéis – an dat Wuert ass haut och scho gefall – Klima- an Energienorme

systematesch verdeiert ginn. Hei wier et och wichtig, mol eng Analys ze maachen, wéi effikass dës Norme wierklech sinn a wat d'Auswierkungen op d'Liewensqualität vum den Awunner sinn. Ech wëll hei keng Beispiller ginn. Et kéint populistesche sinn, mee et muss einfach mol eng Analys doriwuer gemaach ginn. Bis op e puer néideg Sécherheitsnorme soll de Staat sech do sou wäit wéi méiglech eraushalen. De Staat kann a soll awer ëmweltfrëndlech Bautechnologien, wéi zum Beispill Passivhaiser, trotzdem weiderhin ënnerstëtzen.

An deem Kontext vertritt d'ADR hei eng ganz liberal Approche. Mir wëllen, datt d'Fräiheet vum Einzelnen duerch manner streng Virschrëften an d'Sträiche vun ideologeschen Oplage geséichert gëtt. Jiddere soll no senger Virstellung a Méiglechkeet baue kënnen, soulaang natierlech de Charakter vun der Uertschaft respektéiert bleift an och d'Reegelen am Kader vum Bauteglement agehale ginn.

Den drëtten Punkt: d'TVA op de Locatiounswunnengen erofsetzen. D'TVA op de Locatiounswunnengen, déi Investisseure fir d'Locatioun kafen, awer als Zweetwunnecht klasséiert ginn, gouf bekanntlech vun der viregter Regierung vun 3 % op 17 % erhéicht. Als ADR wëlle mir awer drun erënneren, dass den Investisseur dës substanzuell Erhéijung – eiser Meenung no – un e Keefer respektiv un e Locataire weidergëtt. Domat gëtt den Akafspräis respektiv de Loyer, also de Wunraum, nach eemol méi deier. Dowéinst géife mir als ADR proposéieren, dës TVA nees op 3 % erofzesetzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Zum véierte Punkt, der Ännerung am Zivillrecht, wat den Eegebedarf a Kontrakter op bestëmmten Zäit betrëfft: Heizou huet d'ADR och am Juli d'lescht Joer eng Proposition de loi gemaach ënnert der Nummer 8272. Ekonomesch ass et fir kee sënnavoll, eng Wunneng eidel stoen ze loosse, wann d'Locatioun eng Recette brénge géif. Eng Ännerung am Zivillrecht géif de Problem vu Leerstänn a ganz ville Fäll léisen, wat och méi Wunnengen um Maart bedeite géif.

D'ADR ass ganz kloer géint Steieren op d'Eidel-stoe-Loosse vu Wunnengen oder Haiser. Wie mat engem Eegebedarf vun engem Logement a bestëmmter Zäit rechet oder d'Méiglechkeet vun engem Verkauf net ausschléisse kann, iwwerleet sech am Moment aus verstänleche Grënn zweemol, fir d'Wunneng an d'Locatioun ze ginn. Am Fall vun Eegebedarf besteet nämlech eng relativ komplex a laangwierig Prozedur, bei där een en Affekt brauch a wou et méi wéi ee Joer dauert, fir de Locataire aus der Wunneng erauszekréien. Den Eegebedarf ass dann och den eenzege rechtlech unerkannte Grond. Wann de Proprietär d'Wunneng nämlech verkafe wëllt, ass et net emol méiglech, dem Locataire ze kënnegen. Dat féiert an eisen Aen onnéideg zu Leerstänn.

D'zivilrechtlech Léisung wier hei, verbindlech Locatiounskontrakter op bestëmmten Zäit ze erlaben, bei deenen de Proprietär oder séier e Jugement d'expulsion kritt, wann de Locataire d'Wunnecht net zum festgeluechten Delai verléisst, dat natierlech awer ënnert der Premiss, net de Mieterschutz auszehiewelen. Dozou kennt och nach, datt de Verkauf duerch de Verkeefer als Kënnegungsgrond soll unerkannt an am Gesetzestext integréiert ginn.

Eng weider Propos – an déi ass jo och scho vun der jëtzege Regierung opgegraff ginn – ass den Amortissement accéléré. D'ADR begréisst, dass dës Iddi, wéi gesot, vun der jëtzege Regierung opgegraff gouf. Jo, et ass wouer, et spillt de Promoteuren an Investisseuren an d'Kaarten, mee da kann erëm gebaut ginn, wat fir eis Baukris jo net onnëtz ass. D'Fro bleift awer

och hei bestoen: Kann de potenzielle Keefer sech et leeschten? An hëllef mer net nëmme der Baubranche domadder, mee och dem Logement? D'Zäit wäert et weisen.

Dann ass a mengen Aen eng vun de wichtigste Propose vun eiser Partei de Portage foncier. Här President, hei bedauere mir, datt dës wichtig Propos bis elo nach net vun der Regierung opgegraff ginn ass. D'Regierung hält nach wie vor nämlech just um Ierfpachtvertrag, dem Bail emphytéotique, fest, wou den Terrain am Prinzip net an d'Hand vum Proprietär vum Gebai kennt. D'ADR zitt do de Wee vum zäitlech versaten Terrainskaf, dem sougenannte „portage foncier“, engem Ierfpachtvertrag vir. An, Här Chamberspräsident, do ass d'ADR déi eenzeg Partei hei am Land mat där Propos.

Well wat ass hei zu Lëtzebuerg deier? Ganz genau, den Terrain, well deen ass gefrot, awer rar. Portage foncier bedeit, datt den Terrain an enger éischer Phas vun der öffentlecher Hand un deen neie Proprietär verkaaft gëtt, awer d'Bezuele vum Terrain eréisch spéider stattfënt, woubäi hei natierlech den Zäitpunkt beim Verkauf festgehale gi muss. De Präis vum Terrain gëtt dobäi un de Montant gebonnen, deen den Terrain zum Moment vum Kaf wäert war. De grouse Virdeel hei ass, dass de Keefer éischters direkt d'Pleine propriété huet an zweetens esou baue kann, wéi hien et wëllt, brauch a bezuele kann, am Respekt natierlech ëmmer vum Bauteglement.

De leschte Punkt: d'Roll vun de Privatpromoteure beim Wunnengsbau unerkennen. An och dat hei ass, wann ech d'Motioun vun der CSV richtege verstanen hunn, eng Iddi vun der Regierung. All Joer kommen an der Moyenne eng gutt 10.000 Leit an d'Land bäi. Déi viregt Regierungen hunn net wierklech geglänt, wat de Wunnengsbau betrëfft, wéi schon am Ufank gesot, doduerch, dass d'Demande méi grouss wéi d'Offer ginn ass. Mee mir zweifelen och schon un der jëtzege Regierung, well wann een dem Artikel vum Robert Goebbels, engem fréieren LSAP-Minister an Europadeputéierten, Glawe schenken dierf gëschter am „Tageblatt“, da stinn nëmme 4.450 nei Wunnunitéiten an der Planung an am Bau, esou niddereg wéi fir d'lescht 2015, wou Lëtzebuerg awer nach ronn 100.000 Awunner manner hat, a wou mer am Fong elo laut Regierung 6.000 nei Wunnengen all Joer brauchen.

Zeréck awer zu eiser Propos: Wann de Staat also den néidege bezuelbare Wunraum schafe soll, muss ee realistesch bleiwen an agestoen, datt d'SNHBM an de Fonds du logement dat eleng net kënnen stemmen. Et feelen haut schon esou vill Wunnengen an de Réckstand gëtt vu Joer zu Joer méi grouss. Aus deem Grond ass et néideg, datt de Staat endlech d'Roll vum Privatpromoteur unerkent.

Privatpromoteure solle vun deene selwechte staatlechen Hëllef kënnen profitéieren ewéi déi staatlech Institutionen. Selbstverständlech muss se dann och déi selwecht Konditiounen a Flichten erfüllen. Domat engagéiert sech de Privatpromoteur, dee vun de staatlechen Hëllef profitéiert, deen domat finanzierte Wunraum während enger gewëssener Dauer zu engem bestëmmten a mat enger Konventioun festgeluechte Präis ze verlounen oder ze verkaufen.

Zousätzlech soll bei Projete fir d'Schafe vu bezuelbarem Wunraum eng méiglech Zesummenaarbecht tëscht staatlechem a privatem Promoteur net méi kategoresch ausgeschloss ginn, mee als eng favorabel Méiglechkeet genotzt ginn. Och hei erëm allerdéngs eng Mesür, déi an éischer Instanz dem Bausektor hëllef. Mir hunn domat awer, wéi gesot, nach keen ënnerdach bruecht.

Zum Schluss nach eng lescht Remark: Am Kader vun der Debatt iwwert den erschwängleche Wunnraum fällt op, datt de Begrëff vum „Logement abordable“ – den Här Baum hat eis virdu ganz vill Definitionen erkläert, mee ech wëll et hei nach eng kéier uschwätzen – u sech nach ni genee definéiert gouf. Et si wuel d’Krittären do, mee wat heescht „abordable“? Wat ass „erschwänglech“? Mir gesi lo, dass den Immobilie-marché schwach ass an näischt verkaf gött. Da muss ee sech d’Fro stellen, ob de Wunnraum iwwerhaapt nach abordabel ass. Baue mir net einfach ze deier, virun allem am soziale Wunnengsbau?

Et kann net sinn – ech komme mat engem konkreete Beispill –, dass en Haus vum soziale Wunnraum zirka 4.650 Euro de Meeterkaree kascht – do hat ech e Beispill vun engem Haus vun der SNHBM zu Ierpeldeng op der Sauer vun 140 Meeterkaree geholl – an d’Privatleit schonn en Haus an der nämmlecher Gréisst – och do hunn ech konkreet Zuelen – fir zirka 3.330 Euro de Meeterkaree baue kënnen, all Normen a Virschrëften natierlech selbstverständlech respektéiert. An dat aus dem Privatsecteur huet och nach e Keller.

Dozou kënn nach, dass de Plaffong vum superreduzéierten Taux nach ëmmer bei 350.000 Euro ass säit iwwer zéng Joer, amplaz dodriwwer nozedenken, en un déi haiteg Zäiten unzepassen, wou e Plaffong vu 500.000 Euro éischer der Realitéit géif entsprechen.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | An da wonnere mer eis, wa mer d’Haiser an d’Appartementer, déi an de Verkaf ginn am Kader vum soziale Wunnengsbau, net verkaf kréien.

Fazit: Et bleift also nach vill ze di fir dës Regierung, fir datt sech d’Leit hei am Land nees eng adequat Wunneng leeschte kënnen. Schwaarz-Blo ass also gutt beroden, am Dossier Logement d’IDdie vun der ADR opzegräifen.

Ech soen Iech alleguer Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hut d’Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänke meng Ried och net mat Scholdzouweisungen un un déi eng oder déi aner Partei, well dat géif de Leit, déi elo eng Wunneng brauchen, wéineg hëllef. An ech mengen, déi Leit, déi an der Verantwortung waren, déi wësse fir sech selwer, ob se genuch oder net genuch an de leschte Jore gemaach hunn.

Mir hunn hei scho vill Logementsrieden héieren. Ech hunn der och selwer schonn onzieleger gehal. Wann ech zrëckblécken, stellen ech virun allem fest, dass d’Situatioun verännert ass. Hu mer eis Riede soss domat ugefaangen, dass um Marché ze vill Drock wär, ass elo den Drock komplett eraus. Mir hunn eng aner Situatioun wéi déi, déi nach virun engem Joer oder zwee Joer ze fanne war. Ee vun den Haaptgrënn ass sécherlech d’Zensentwécklung, mee et ass awer och de komplette Marché, dass d’Leit einfach net méi nokomme mat de Logementspräisser, an et huet sech an de Jore virdu lues a lues ugekënnegt. Duerch déi héich Zenslaascht kënnen d’Leit sech net en neie Projeet leeschten. Déi meescht bleiwen doduerjer an hirer aktueller Situatioun – jo, fir déi Jonk doheem bei den Elteren, fir déi aner an der Locatioun – gefaangen.

Op där anerer Säit hu mer awer eng Kris an der Baubranche an ech soen och eng Kris bei de Promoteuren, well d’Promoteuren hu laang op Kredit gelieft. Si hunn Appartementer scho gebaut, verkaf,

wou awer d’Suen nach net do waren. An dat huet laang fonctionéiert, wéi d’Banke matgespillt hunn, andeems se och de Promoteure bëlleg Zëse ginn hunn. Mee elo op eemol stoppen d’Venten an déi aner Projete vun de Promoteure waren nach net bezuelt. Sou, dat huet dann awer herno zur Konsequenz, dass déi Constructiounsfirmer, déi fir se schaffen oder zum selwechte Grupp gehéieren, elo op eemol dostinn an hir Rechnungen net bezuelt kréien, wouduerch mer dann zur Kris kommen an der Baubranche.

Mir müssen awer och kucken, dass déi Leit, déi schonn eng Wunneng hunn, elo net selwer an d’Kris rutschen. An ier ech do op d’Proprietären zrëckkommen, soen ech nach virun engem eppes iwwert d’Locataires, déi an enger AIS-Wunneng sinn, wou mer um Häerz läit, dass elo ganz rezent zu Péiteng siwe Famillje wäerten aus dëser AIS erausgesat ginn a keng aner Méiglechkeet do ass, well de Marché am Ament keng aner Optioun fir déi Famillje, fir déi Leit, wäert bidden. Ech hunn och do dem Logementsminister eng Question urgente eigentlech gestallt, well déi Leit dës Woch op d’Strooss solle gesat ginn. Leider huet de Chamberspräsident déi Urgence net unerkannt, mee ech hoffen awer, dass de Logementsminister eis ganz schnell wäert eng Äntwert ginn, well déi Leit, déi hunn am Ament guer keng Méiglechkeet, um private Logementsmarché eppes ze fannen, vum Fonds du logement guer net ze schwätzen. A wann eng AIS se kal virun d’Dier setzt, ass dat ganz schlëmm.

D’Besoine sinn ënnerschiddlech jee no Gemeng. Huele mer e Salaire médian, da leie mer zu Nidderaanwe bei 6.600 Euro, zu Déifferdeng – dat ass dem Minister e bësse méi geleefeg – da bei 3.300. Jo, dat sinn awer ganz aner Besoinen, déi déi eenzel Leit hunn, wa se e Logement sichen. Et sinn och ganz aner Moyenen. Et ass einfach emol d’Hallschent. Sou, elo fannt awer emol e Logement, och a Gemenge wéi Déifferdeng, Esch oder Péiteng, wou dann de Salaire méi déif ass, fir dodra wunnen ze goen. Ech soen Iech, et ass quasi onméiglech!

Elo huet d’Regierung eenzel Moosname geholl, déi ech net alleguere schlecht bewäerten. Also, ech muss soen, do sinn och couragéiert Moosnamen derbäi, well et muss een de Marché erëm ukuerbellen. Mir kënnen de Marché net op deem Stand loossen, wéi en am Moment ass, an der Kris. An doduerjer sinn eenzel Moosnamen, déi dës Regierung geholl huet, gutt.

De bëllegen Akt zum Beispill. Bon, ech hunn déi Rieden och an de leschte Jore gehalen, den Här Roth weess et. Mir wieren eigentlech nach méi wäit gaangen a mir sinn der Meenung, dass, wann ee fir säin Eegenheem, wou ee selwer mat senger Famill dra wunnt ..., ass et net um Staat, fir dat künstlech méi deier ze maachen. Ech verstinn, dass een, wann een et herno an eng Locatioun gött, do Steieren drop bezilt, en Akt bezilt, Nottärskäschte bezilt. Mee et ass awer net eis Meenung, dass Dir, wann Dir en Iwwerdaach wëllt fir Är Famill, da kënschtlech de Prêt herno muss méi héich maachen, fir d’Nottärskäschten ze decken, fir de bëllegen Akt ze decken. Elo gi mer op d’mannst an enger Zwëschenetapp e bëssen erop mam bëllegen Akt. Dat ass ze begrëissen.

Dat selwecht bei de Scholdzënsen op der Steuererklärung. Do war et scho bei der vireger Regierung eis Forderung, déi eropzesetzen, well et bei Wäitem nach net duergaangen ass, well een der Entwécklung vun den Zënsen net nokomm ass. Den anere Problem ass awer elo: Et kléngt deen éischte Moment gutt, dass dat och nach eng kéier wäert eropgoen an dass ee ka méi Scholdzënsen a senger Deklaratioun

ofsetzen. Ech hat deemools der Madamm Backes nämlech déi Fro gestallt an ech krut leider eng negativ Äntwert, dass nämlech d’Avancen net ugepasst ginn. Dir musst Iech also virstellen, dass déi Leit, déi elo déi héich Kreditter muss bezuelen, déi elo der Bank scho müssen iwwerweisen. Da kréie se dat Geld herno – den Här Roth ka sécher soen, wéi laang et dauert, bis een d’Steiererklärung erëmkritt: ee Joer, annerhalft Joer, zwee Joer – dann erëm, wat se op hirer Steuererklärung vun de Scholdzënsen zegutt hunn.

Et ass gutt, dass se dat eng kéier erëmkreien, mee et hëllef de Leit awer am Moment näischt, wou se müssen der Bank dat Geld iwwerweisen. Deemools hat d’Madamm Backes mir hei geäntwert: „Nee, d’Avancé ginn net ugepasst.“ Den Här Roth ka mer elo vläicht soen, dass en do e bësse méi kulant ass a vläicht d’Steierverwaltung wäert d’Avancen upassen, well se wësse jo ganz genau, wat d’Kreditter sinn, baséierend op der leschter Steuererklärung, a se wëssen och, wat d’Zensentwécklung ass, well d’Leit müssen haut de Banken hir Kreditter zrëckbezuelen an net eréischte spéider.

Mir Piraten si scho laang der Meenung, dass d’Gemenge muss méi bauen a Kooperatioun mam Staat an a Kooperatioun mat der privater Branche. Do si mir ganz kloer. An dat muss awer dann herno a Form vun engem Mietkauf op de Marché kommen a verlount ginn. Do wäere mer dann erëm bei eisen 10 Euro de Meeterkaree, wou mer ëmmer soen. Well mir sinn der Meenung, dass och keng Wunnengen oder Haiser sollen herno erëm op de private Marché zerëckkommen, wann de Staat bis och nëmmen een Cent dragestach huet an domadder dat subventionéiert huet. A mir géifen de Leit hëllef, wa se kéinten aus enger Locatioun fléissend eriwuer op d’Proprietéit goen, well anescht ass et net méiglech. Dir kennt hei zu Lëtzebuerg net Äre Loyer all Mount bezuelen – an et si vill Leit, déi ganz brav de Loyer bezuelen, egal wéi héich en ass – a parallell genuch uspueren, fir eng Wunneng ze kafen.

Et war nämlech och virun dräi, véier Joer eng Diskussioun hei. Do goufen d’Gesetzter ënnert der viregter Regierung nämlech nach eng kéier méi ugespaant. Dir musst nämlech elo méi Kapital matbréngen, fir iwwerhaapt e Kredit ze kréien. An domadder zwéngt mer vill Leit, an der Locatioun ze bleiwen.

Iwwregens, d’Locatioun ass déi, déi de grouse Gewënner an dëser Kris ass. Well d’Leit keng Kreditter méi kréien, ass d’Locatioun 12 %, 15 % an d’Luucht gaang an d’Leit kënnen sech dat net méi leeschten. Frot mol eng kéier bei den Offices sociaux no, wéi vill Leit eng Hausse kruten an do net méi nokommen.

Ech fannen et gutt, dass Der och d’Subventioun um Loyer erhéicht. Just, do ass erëm de kruziale Punkt, dass verschidde Proprietären dat och wäerte matkréien an en contrepattie herno de Loyer eropsetzen. An dann ass de Leit net wierklech gehollet.

Jo, mir muss méi bauen. Mee wa mer méi bauen, muss Der awer och kucken, dass mer herno dat fir e bezuelbare Loyer erëm op de Marché kréien. Wa mir elo de Promoteuren d’Méiglechkeet ginn, fir méi ze bauen, heescht dat net, dass se et herno verlounen zu engem Präis, deen ee sech ka leeschten. An dat ass ee vun de kruziale Punkten, wou ech net ëmmer mat der Regierung averstane sinn, well bei deene Mesüeren, déi Der elo huet fir de Constructiounssecteur oder fir d’Promoteursbranche, ass näischt dran, dat Iech herno garantéiert, dass déi e faire Loyer froen.

Dat heescht, déi kënnen elo iwwer Iech an de Genoss vu verschiddene Moosname kommen an deementsprechend awer herno, an zwee, dräi Joer, de Loyer

esou héich setzen, dass erëm kee sech et wäert kënnen leeschten. An do misst Der eppes mat abauen. Mir hu jo scho laang déi Formel, dass mer soen: „Däi Loyer gött gekuckt, wéi vill Loyer dass de frees. Huele mer elo en Appartement, dat s de verlouns: Wéi vill dass du frees, esou vill Steier bezils du drop. Dat heescht, frees du 10 % manner wéi den Duerchschnëtt an denger Gemeng oder an denger Strooss, da bezils de och manner Steieren drop. Frees de méi, geet et ëm dat Duebelt erop“, fir dass mer mol den Drock ewechhuele vun de Locatiounspräisser, dass mer soen: „Hei, du hues e steierleche Virdeel, wann s du erofgees.“ E bësse wéi d’AIS, awer méi privat, well mer kréien dann déi Leit, déi eppes verlounen. Déi hunn en Interêt drun, well se verléiere jo näischt. Se kréien et jo steierlech erëm. Op där anerer Säit kënnen awer méi Proprietären dovunner profitéieren, dass se e Loyer hunn, dee bezuelbar ass.

Déi aner Fro ass nach ëmmer net gekläert. Dat sinn d’Agencen. Ech hunn eng Proposition de loi deposéiert gehat, wou mer déi op 3 % oder 25.000 Euro maximal géifen deckelen, well ech et nach ëmmer zimmlech schlëmm fannen, wann déi Agencen iwwert déi lescht Jore massivst dovun profitéiert hunn. An do – ech hunn déi Dokumenter gesi vu Leit – geet et ëm 5 %, bis zu 50.000, 70.000, 80.000 Euro, déi eng Agence sech geholl huet, fir wa se dann eppes online setzt an herno eng Vente mécht. Natierlech, ech verstinn, dass do Aarbecht dohannert ass. Ech verstinn awer net, dass esou vill Aarbecht vun esou vill Dausenden Euro dohannert ass. An do muss mer usetzen, dass mer endlech déi 3 % fixéieren oder 25.000 Euro.

Beim Amortissement accéléré: Mir fannen de Prinzip souguer gutt. Mir hätten en awer dodru geknäppt, dass de Loyer, deen een herno freet, wann een en Amortissement accéléré kritt, net iwwert dem Duerchschnëtt läit. A firwat schwätzen ech ëmmer vum Duerchschnëtt? Elo soe verschidde Leit: „Jo, den Duerchschnëtt, dee kennt Der jo guer net moossen.“ Mee ech hunn awer elo erausfonnt, dass en am Rapport vun dem Ombudsman, dee mer den Donneschdeg presentéiert kruten, drasteet. An zwar firwat? Well do e Mann – oder eng Fra, ech weess net méi genau – am Rapport steet, dee just 75 % vum Loyer gefrot hätt par rapport zu dem Duerchschnëtt a senger Gemeng. Dunn ass d’Steierverwaltung higaangen a se huet gesot: „Dat geet net!“ Dat heescht, do ass een higaangen an en huet manner Loyer gefrot. Du krut deen dann e béise Bréif vun der Steierverwaltung, dat géif net goen. An aus deem System muss mer ausbriechen, dass, wa Leit soen: „Ech setzen de Loyer och nach erof“, dat och nach soll méiglech sinn. Mir kënnen jo net higoen an déi och nach bestrofen.

Also ... O, zéng Minute si schon ëm. Ech hätt nach esou vill Iddien, déi mer kéinten ëmsetzen. An ech muss soen, d’Regierung huet de Courage, jo. Mir mussen awer lo an deenen nächste Joren da kucken, wou et hiféiert. Eise Punkt, deen ech der Regierung als Message wollt matginn – a vun de Motiounen, déi ech ofginn, schwätzen ech dann herno –, ass: Wann Der déi Mesüren huet, denkt ëmmer drun, dass de Loyer herno gerecht bleift, dass d’Präisser herno gerecht bleiwen. Et geet net, dass mer elo mat Staatsgelder eppes subventionéieren, dat a véier, fënnf Joer mat enger grousser Plus-value ka verkaaft ginn oder verlount ginn, well dann hu mer e Problem an dann hu mer e Problem geschaf. Dofir, mir ënnerstëtzen eenzel Mesüre vun Tech, awer herno muss eng Gerechtegheet fir de Bierger erauskommen.

Merci.

Motion 3

D’Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *D’Regierung huet ugekënnegt, fir proaktiv wëlle Wunnensprojeten opzekafen, fir esou de Stock un effentlechem Wunnraum signifikativ ze erhéien.*

– *D’Moosnam soll de Bausektor an dëser schwieriger Phas ënnerstëtzen a gläichzäitig derfir suergen, dass de Staat selwer méi Wunnengen a säi Besëtzt kritt, fir dës kënnen zu erschwéngleche Präisser unzibidden.*

– *Am Budget 2024 si fir dës Moosnam déi néideg budgetär Mëtzel virgesinn.*

– *Et muss opgepasst ginn, dass d’Steiergelder effizient genotzt ginn an Abusen an d’Iwwerpräisung duerch privat Promoteure verhënnert gëtt.*

Aus dëse Grënn invitéiert d’Chamber vun den Deputéierten d’Regierung,

– *beim Kaf vu Wunnprojeten duerch de Staat änlech Krittären ewéi beim Pacte Logement 2.0 ze respektéieren.*

(s.) Marc Goergen.

Motion 4

D’Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Am Projet vum Staatsbudget fir 2024 huet d’Regierung sech virgehall, fir proaktiv Immobilieprojeten opzekafen (VEFA), fir esou d’Unzuel u Wunnengen an effentlecher Hand signifikativ mat erschwéngleche Wunnengen opzestocken.*

– *Fir de Kaf vu Wunnenge sinn insgesamt 222 Milliounen fir d’Aides à la pierre an Acquisitiounen duerch de Spezialfond vum Logementsministère virgesinn, mee et geet aus den Zuelen net ervir, wéi dës Akeef opgeschlësselt sinn a wéi eng Immobilieprojete fir wéi vill Geld kaf goufen.*

Aus dëse Grënn invitéiert d’Chamber vun den Deputéierten d’Regierung,

– *dass all Kafkontrakt fir d’Wunnengen der zoustänneger Chamberskommissioun zäitno presentéiert gëtt mam Detail, wat fir all eenzel Wunnunitéit bezuelt gouf a wat d’Entsteekungskäschte waren.*

(s.) Marc Goergen.

Motion 5

D’Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *D’Regierung wëll d’Recht op Wunnen an de Vierdergrond stellen.*

– *Aktuell bevirdelegt déi lëtzebuergesch Steierpolitik d’Proprietären, déi d’Zëse vun hiren Immobilieprête souwéi den Amortissement accéléré kënnen vun hiren Steierlaascht ofsetzen.*

– *D’Locataire hunn aktuell keng Méiglechkeet, fir hir Wunnkäschte vun hire Steieren ofzesetzen.*

Aus dëse Grënn invitéiert d’Chamber vun den Deputéierten d’Regierung,

– *d’Méiglechkeet auszeschaffen, fir de Loyer bis zu engem bestëmmte Plaffong kënnen vun der Akommessteuer ofzesetzen.*

(s.) Marc Goergen.

M. Ben Polidori (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här Präsident. Natierlech och merci der grénger Sensibilitéit an dem François Bausch dofir, dës Interpellatioun ugefrot ze hunn. Mir hätten dat och gäre gemaach, déi gréng ware méi séier, well et ass wierklech wichteg, dass mer iwwert de Logement diskutéieren, ëmsou méi

well mer jo eng nei Regierung hunn, déi och nei Mesüre presentéiert huet an och e sougenannten „nationale Logementsdësch“ organiséiert huet, wou ee sech allerdéngs d’Fro ka stellen, wat dës Regierung sech ënner „national“ virstellt, étant donné, dass jo eng ganz Partie vun den Interessenten a vun de Leit, déi betraff sinn, guer net dobäi waren. Dass et zu Lëtzebuerg Organisatiounen gëtt oder eng Organisatioun gëtt, déi sech ëm d’Mieter bekëmmert, dat schéngt déi heite Regierung komplett ze ignoréieren. Dass et Gewerkschafte gëtt, déi d’Leit verrieden, déi um Bau schaffen, respektiv Salarieë verrieden, déi déi iwwerdeiert Loyere muss bezuelen, dat schéngt déi heite Regierung och net ze interesséieren.

Certes, de Premierminister huet duerno mat de Presidente vun de Gewerkschaften telefonéiert, fir hinnen ze erklären, wat e mat senger Kollege vum Bausektor decidéiert huet, mee jusqu’à preuve du contraire hunn all déi Mesüren, déi an der Vergaangenheet geholl goufen an déi als Zil haten, de Promoteuren an/oder de Proprietäre Steierkaddoen ze maachen, u sech ni derzou gefouert, dass d’Wunnenge fir Kleng- oder Duerchschnittsverdenger méi zougänglech gemaach goufen. An dat misst jo awer och grad d’Zil si vun der Logementspolitik: dass all Mënsch, och grad déi, déi am mannsten oder mëttelméisseg verdéngen, sech eng Wunneng leeschte kënnen, ouni dofir an d’Aarmut ze falen.

Eng vun den Haaptursaachen, firwat ëmmer manner Leit sech eng Wunneng an der Locatioun leeschte kënnen, dat ass, dass d’Loyeren einfach méi séier an d’Luucht gaange si wéi d’Salären. Géifen d’Salären eropgoen – do kéint een nach iwwer aner Saachen diskutéieren, wéi zum Beispill d’Erhéijung vum Mindestloun – oder géifen d’Loyeren och effikass gedeckelt ginn, esou wéi mir dat nach ëmmer an eiser Proposition de loi virgeschloen haten, da kéint de Staat op aner Mesüre verzichten, ënner anerem och déi Subvention loyer, déi souwiesou der aktueller Situatioun net méi gerecht gëtt.

Wa mer scho bei der Subvention loyer sinn: Mir haten eis scho skeptesch ausgedréckt deemools, wou se agefouert gouf. Net well mer der Meinung gewiescht wieren, dass een de Leit net wéilt hëllefen, wa se hire Loyer net begläiche kéinten, mee ganz einfach well een eng Loyerspolitik misst maachen, déi iwwerdeiert Loyere fir d’éischt emol méi staark misst begrenzen, well mir brauchen e Mietdeckel. An d’Subvention loyer ass schlussendlech och eng Subvention propriétaire, wann een esou kuckt. Et ass eng staatelech Subventioun fir Proprietären, déi weiderhin da kënnen héich Loyere fuerderen, déi kenger lounpolitescher Realitéit entsprechen an déi se monter och nach kënnen weider erhéien. Derbäi kënnent och nach, dass d’Subvention loyer, och wa se elo liicht, ganz liicht eropgoe wäert, weiderhin eng Dréps Waasser op de waarme Stee wäert bliewen.

A wa mer och nach scho vläicht bei staateleche Mesüren oder Hëllef sinn: Vlächent misst een och diskutéieren iwwert d’Garantie locative vum Staat, wou den Taux d’effort bei 50 % läit. An anere Wieder: Dat heescht am Kloertext, dass, wann de Loyer bei iwwer 50 % vum Salaire läit, da kënnent een net méi an de Genoss vun dëser Garantie locative bei Loyeren, déi awer séier iwwer 1.500 Euro leie kënnen. Do ass d’Rechnung séier gemaach. Dat heescht, et misst ee sech iwwerleeën, déi Limit do ofzeschaffen.

Här Präsident, mir roden awer och nach der Regierung – si huet jo eng Partie Mesüre presentéiert – nach ëmmer ganz staark of, op déi Tricker zréckzegräifen, déi schon am leschte Joerhonnert derzou gefouert hunn, dass de Besëtzt sech ëmmer méi konzentréiert huet an e puer Hänn, sief et Promoteuren oder

Privatproprietären, déi an enger Profitdynamik an, jo – an d'LSAP huet och glécklecherweis dovunner geschwat –, an enger Spekulationsdynamik sinn, an dat grad an engem Land, wou effentlecht Bauen eng absolut Ausnam ëmmer war an nach ëmmer ass. Déi sëllege Steierkaddoen un déi, déi scho Besëtzer sinn an déi och Business bedreiwe mam Recht vun de Mënschen op Wunnen, wäerten déi aktuell Situatioun an eisen Aen nach ëmmer weider verschärfen.

A wannechgelift versicht och net, op nei Iddien ze kommen ... Dach, Dir kënt net op nei Iddien kommen, mee passt op mat der Kreativitéit. Ech schwätzen do zum Beispill vum Premierminister senger Iddi, fir ze soen, et kéint ee vläicht och Aktien huelen als Eegekapital, fir e Prêt unzfroe bei de Banken. Dat ass vläicht eng interessant Iddi, wann een eng Bulle wëll platze loossen, mee ech mengen, dovunner muss een ofgesinn. Mee et mierkt een awer och e bëssen d'Natur vun der Regierung, well ech mengen, dass ongeféier 90 % vun den Aktien an den Hänn vu ganz wéinege Leit sinn. Dat heescht, dat géif souwisou nëmmen e puer Leit betreffen.

Dofir, loosst d'Fangeren och ewech vun anere Kaddoe wéi dem Quart-taux oder dem Eropsetze vum Taux d'amortissement accéléré, wou jiddereen Iech erklärt, dass dat näischt gëtt, ausser vläicht Är Frënn aus der Baubranche.

Well wa mer bei de Steierkaddoe sinn: Mir mengen, dass se kee Sënn maachen, an zwar aus zwee Grënn. Den éischte Grond ass, dass Steierkaddoen, sief et op Kapital, sief et op de Produkter vun der Rente, ëmmer derzou féieren, dass de Staat, also d'Allgemengheet, Sue verléiert. Mir schwätze vu groussen Zomme vu Kapital, dass net vun der Aarbecht staamt, mee vun der Rente. A mir schwätze vu Produkter, vu Profitter vun Besëtzer, Immobilieprofitter, déi d'Tendenz hunn, sech ze accumuléieren. Dat heescht, et huet näischt mam Meritt ze dinn, vun deem Liberaler ëmmer esou vill schwätzen.

Duerch den Amortissement accéléré, duerch d'Erofsätze vun der Besteuerung op d'Benefisser vun enger Vente, also d'Aféierung vum Quart-taux, dass heescht eng Besteuerung vun nëmmen 10 % amplat vu 40 % op d'Benefisser vun enger Vente, wäert de Staat wäertvoll Finanzmëttel verléieren, déi e bräicht, fir kënnen eng richteg effentlech Wunnungsbaupolitick ze starten. Suen, déi mer brauchen, fir Terrainen opzekafen, fir Neibauten opzekafen, déi Promoteuren net lassginn, awer och – awer och wierklech! – fir als Staat selwer ze bauen.

Ech komme kuerz dann awer nach op d'VEFAen zréck, well virdrun huet den Här Donnersbach dovunner geschwat, där hallwer Milliard oder deene 480 Milliounen, déi do virgesi sinn, fir VEFAen opzekafen. Wann ech mech net ieren, sinn déi souwisou jo nach op déi zwee nächst Joer gestreckt. An dat ass jo eng Mesür, déi geholl gëtt, grad well et eng Kris gëtt a grad well Promoteuren hir Objeten net lassginn. An dofir kënnen also de Staat respektiv d'Gemengen – d'Stad Lëtzebuerg huet dat jo och gemaach – zu anere Krittären natierlech opkafen, wat eng gutt Saach ass.

Wann déi Baukris awer eriwwer ass, da gleewen ech kaum, dass d'Promoteuren dat nach wäerte maachen an dat un de Staat oder un d'Gemenge wäerte verkaufen. Dat heescht, déi hallef Milliard ass reng spekulativ an déi wäert Der net kënnen ausginn. Dofir passt op, wann Der de Leit Saachen erzielt. Ech mengen, ech gleewen net esou richteg dorunner.

Bon, den zweeten Haaptgrond, firwat mer och géint déi Steierkaddoe sinn, dass d'Konzentratioun vun den Immobilien. An ech mengen, och wann dat op der Zäit reduzéiert ass, déi Saach vum Quart-taux ...

Also, do kann ee vläicht dervunner ausgoen, dass gewësse Privatpersounen dat wäerten als Aubaine empfangen – dat kann ee jo och novollzéien –, fir ze soen: „Ech verkaufen elo eng Wunneng.“ An do kann een awer dervunner ausgoen ... Wie keeft déi Wunneng dann op? An der aktueller Situatioun kann ee wierklech dervunner ausgoen, dass dat déi grouss Promoteure wäerte sinn. Déi wäerten dann déi Objeten opkafen, fir hir strateegesch Reserve nach weider opzestocken, opzefüllen. Dat heescht, mir wäerten nach méi Konzentratioun hunn.

Mir mengen och, dass mer, amplat de Bausecteur ze subventionéieren, andeems ee mat der Géisskan de Chômage partiel aféiert, wou de Staat dann 80 % vum Salaire, deen de Betrib misst bezuelen, iwwerhëlt, besser hätten, eng national, eng effentlech Wunnungsbaugesellschaft ze grënnen. Well et gouf hei och vun der DP gesot: „Jo, d'Promoteuren, dass sinn esou vill Leit, déi do schaffen, esou vill Aarbechter, esou vill Handwierker.“ Jo, mir wëssen dat jo och a mir sinn der Meenung, dass u sech de Staat eng eege Gesellschaft misst bauen. Da kéint en och Aarbechter ophuelen, déi vläicht an de Chômage kommen, och Handwierker eng Aarbecht sécheren, warscheinlech och a sécherlech mat besserer Salären a mat besserer Aarbechts- a Sécherheetskonditiounen wéi um private Marché.

An da wollt ech och nach eppes soen zu de Promoteure vum soziale Wunnungsbaue, well mir sinn elo awer mat enger Situatioun konfrontéiert, wou e soziale Promoteur, d'Société nationale des habitations à bon marché, d'SNHBM, op iwwer 120, 125, Wunnenge sëtzt, déi se net lassgëtt. An dat muss ee sech da vorstellen: An engem Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Leit struwelen, fir eng Wunneng ze fannen, struwelt hirersäits d'SNHBM, fir Keefer ze fannen. Méi absurd kéint een d'Situatioun net beschreiwen.

Mir geet et natierlech net drëms, fir d'Daseinsberechtigung vun der SNHBM a Fro ze stellen, ganz am Géigendeel. Mee et kann net sinn, dass déi eenzeg Äntwert déi ass, dass de Krees vun de méigleche Beneficiären erweidert gëtt elo op de 7. Oktober. Dat heescht, dass just nach 30 % vun den héchste Revenuen net eligibel sinn, fir eng Wunneng do ze kréien. An anere Wieder: D'Situatioun um fräie Marché ass esou aus dem Rudder geroden, dass de Gros vun der Mëttelschicht elo a Fro kéim, fir eng Wunneng bei der SNHBM ze kréien. Bon, déi Wunneng sinn natierlech souwisou net do.

Mir mengen awer och, dass de Problem vun der SNHBM warscheinlech deen ass, dass et eng Société anonyme ass, déi sech selwer finanzéiere muss an dofir och verkafe muss. Déi Rechnung ass vläicht viru Joerzénge opgaangen, mee hautzudaags ass se warscheinlech komplett absurd, well entweder huet ee genuch Eegekapital, fir souguer bei der SNHBM ze kafen, oder et huet ee guer keen Eegekapital, da bleift ee Locataire. A wann ee genuch Kapital huet, fir bei der SNHBM ze kafen, dann huet ee vläicht nach besser, quitte dass een e bësse méi dropleet, um private Marché ze kafen, well een do och nach d'Méiglechkeet herno huet, fir zu Marchéspräisser ze verkaufen. Dann ass ee manner ugeschmiert. Mir sinn do wierklech an enger Situatioun, wou ee sech d'Fro misst stellen, ob een éischtens emol doriwwer diskutéiert, wat fir eng Forme juridique d'SNHBM misst hunn.

An zweetens: Vlächts missten och déi 125 Wunnengen zur Locatioun kommen. Dat géif awer voraussetzen, dass d'Aktionäre vun der SNHBM, de Staat an déi verschide gréisser Gemengen, d'SNCI, d'Spuerkeess an esou weider, d'Kapital opstocken, fir dass d'SNHBM se weinstens kann an der Locatioun lassginn. Dann hu mer weinstens eppes do geschafft.

Voilà, ech soen Iech Merci, Här President, fir Är Toleranz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech hunn elo nach eng Noaschreiwung op d'Lëscht vum Här François Bausch. Vu dass d'Sensibilité politique déi gréng nach zéng Minutten huet, huet den Här Bausch elo d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo, merci, Här President. Ech kann Iech och berouegen, ech wäert net zéng Minutte schwätzen. Ech wëll just op e puer Saachen agoen, déi den Här Donnersbach gesot huet ... Ech weess net, ass en hei?

(*Interruptions*)

A, dohanne sëtzt en. Pardon, entschëllegt.

(*Hilarité*)

... déi den Här Donnersbach gesot huet, déi mer awer wichteg sinn.

Dat Éischt ass emol: Den Här Donnersbach kann dat vläicht net wëssen, mee hien huet gesot: „Dann hätt Der sollen e Plan sectoriel ‚Logement‘ maachen.“ Här Donnersbach, dee gëtt et. Deen hunn ech an der Legislaturperiod 2013–2018 duerchbruecht, an an deem Plan sectoriel „Logement“ ass genau definiéiert, wat fir eng Grands projets d'envergure solle realiséiert ginn. Mee do handelt et sech generell net nëmmen ëm staatlech Projeten, mee generell och ëm Privater, déi do mat dra sinn. Also, dat gëtt et. D'Regierung huet do hir Hausaufgab gemaach.

Dat Zweet ass: Dir sot: „Jo, déi lescht fënnf Joer“, en fonctioun vun deem, wat ech gesot hunn, „hätt ee jo kënnen handelen.“ Mee dat ass gemaach ginn. Et sinn eng Rei Gesetze – Dir hutt se selwer opgezielt –, déi an deem Kontext eebe genau dee Punkt betreffen oder déi Punkte betreffen, déi ech genannt hunn. Déi sinn um Instanzewe. Wann déi net duerchgaange sinn, Här Donnersbach, da wësst Der jo och, firwat dass se net duerchgaange sinn. Déi leie scho laang beim Staatsrot. Do sinn der derbäi, do si vill Opposition-formellen, an de Grond, firwat dass esou ass, kann ech Iech awer erklären. Dat ass, well natierlech an der Gesellschaft zu Lëtzebuerg den Droit à la propriété privée sakrosankt ass.

Dat heescht, mir hunn eng Situatioun hei, dass et ... Et geet net drëms ... All Mënsch ass der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer d'Propriété privée protegéieren. Mee mir hunn zu Lëtzebuerg do eng Astellung, déi geet wäit iwwer dat eraus, wat et an anere Länner an Europa gëtt, zum Beispill wann Der e Land huet wéi d'Schwiiz. Ech hunn dat schon oft gesot: Dat ass jo kee kommunistescht Land, mee par konter e ganz konservatiiv, liberaalt Land. Mee gitt Iech emol eng Kéier ukucken, wéi do besteiert gëtt. An d'Gesetzgebung sinn och ..., wat geschitt, wann een zum Beispill an engem urbane Raum den Terrain net wëllt viabiliséieren an doduerjer d'Entwicklung vun der Stad blockéiert. Dat ass eng Diskussioun, déi ass zu Lëtzebuerg scho ganz al.

An ech kann Iech soen: Ech hunn an der Legislaturperiod 2013–2018, wou ech jo Landesplanungsminister war, en neit Landesplanungsgesetz op den Instanzewe bruecht, wou ech vill Saachen drastoungen. Déi sinn all blockéiert gi mat onzielegen Opposition-formellen am Staatsrot. A wann ech herno net eng Rei Kompromësser gemaach hätt, déi ech perséinlech net gemaach hätt, mee déi ech awer hu misse maachen, dann hätt ech zum Beispill d'Plan-sectoriellen net duerchkritt, well d'Landesplanungsgesetz war d'Viraussetzung, fir dass et d'Plan-sectoriellen herno kéint duerchréien. Also dufir: Et si wichteg Schrëtt geholl ginn an der Legislaturperiod 2013–2018, och an där leschter, déi an déi Richtung gi wéi dat, wat ech hei gesot hunn.

Wat mech jo prinzipiell stéiert un der Approche, wéi se bis elo virginn ass – mindestens dat, wat bis elo um Dësch läit oder wat bis elo diskutéiert ginn ass –, dat ass, datt et ausschliisslech an eng Richtung geet mat de Mesüre bis elo, wéi ech virdu gesot hunn, wéi se sech an der Vergaangenheet erweisen hunn, datt se fir den erschwéngleche Wunnraum net vill wäerte bréngen.

An da kommen ech och zu der Baukris. Dir sot, well mer geschriwwen haten: „en Deel vun der Baubranche“ ... Jo, dozou stinn ech och. Et ass net déi gesamt Baubranche, déi integral d'nämmlecht beträff ass vun där Kris, an där mer am Moment sinn. Nee, kuckt Iech d'Recetten am Staatsbudget un, da gesitt Der ganz genau, datt et am Secteur de la construction grouss Ènnerscheeder gëtt, éischtens, an zweetens, datt mer do effektiv an enger Situatioun sinn, wou net alleguer d'nämmlecht ... Ech kéint Iech der elo hei aus dem Stand – wat ech awer net wëll maachen; mir si jo net hei, fir mam Fanger op Leit ze weisen – eng Dosen opzielen aus der privater Baubranche, déi, mengen ech, net ganz vill Problemer de Moment hunn.

Et gëtt der natierlech, déi vill Problemer hunn. A well et der vill gëtt, déi Problemer hunn – dat hunn ech jo och gesot –, si mer och der Meenung, datt et effektiv gutt ass, datt ee Mesürene ergräift, fir am Moment déi Branche ze stäipen. Mee genausou sinn ech awer och der Meenung, datt et wéinst den héijen Zënse wichteg ass, datt déi Mesürene, déi elo solle geholl ginn, fir datt mer d'Plaffongen an d'Luucht hiewen, wat ee ka vun Zënse steierlech ofsetzen, gutt Mesüre sinn. Dat ass net de Punkt. Dat si kuerzfristeg Mesürene, déi gutt sinn an där Kris, wou mer de Moment sinn, effektiv, mat deenen héijen ... net héijen Zënse, well d'Zënse si vill eropgaangen, wéi et schonn e puermol gesot ginn ass elo de Mëtteg, vu bal null op e gewëssenen Niveau. Mee gitt emol zréck kucken an d'80er-, 90er-Jore, wou d'Zënse do waren. Da si mer jo nach net an de Paragen de Moment, wou ee ka soen, datt d'Zënse a sech immens héich sinn, mee se sinn natierlech rapid vun null eropgaang. An dat ass och richtig, datt een do Saache mécht.

Dat huet iwwregens um Schluss vun der Legislaturperiod déi lescht Regierung och gemaach. An duerfir, wann ech hei eng Rei Saachen opwerfen, da stinn ech do an der totaler Kontinuitéit zu deem, wat mir versicht hunn, an deene leschte Jore ze maachen.

Niewebäi bemierkt, wann ech d'Demokratesch Partei wär, dann hätt ech Är Ried nawell eng zimmlech Frechheet fonnt par rapport zu hinne als Koalitionspartner. Ma d'Demokratesch Partei hat de Logementsminister tëschent 2013 an 2018! Also, sou wéi Der déi lescht zéng Joer hei ofgefärdet hutt an Är Ried, dat, muss ech Iech soen, ass net immens fair par rapport zum Här Meisch a senger Partei an Ärem Koalitionspartner, wat Der do gemaach hutt.

Wësst Der, Här Donnersbach, Dir kënt roueg och kucken, wat ech gesot hunn. Ech hu selwer Riede gehal ufanks den 2000er-Jore zu deene Mesürene, déi deemools getraff gi si vum Jean-Claude Juncker. Do hunn ech näischt aner gesot wéi dat, wat ech haut gesot hunn.

A wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net alles schlecht, wat Der maacht, mee Dir maacht net genuch an op ville Punkten hutt Der op alle Fall nach net vill gesot.

An iwwregens wëll ech Iech och soen, wat d'Geneemegungen ubelaangt: Wann ech hei just iwwert de Problem vun de Gemenge geschwat hunn oder iwwert d'Bautereglementer, dann ass et net, well ech fannen, am Environnement soll näischt gemaach ginn.

Iwwregens niewebäi bemierkt, d'Madamm Welfring huet relativ vill am leschte Joer nach vun der Legislaturperiod gemaach, Mesürene, vun deenen Dir haut kënt profitéieren als nei Regierung. Sidd doriwier dankbar emol éischtens – fir dat emol ze soen!

An dat Zweet ass: Ech werfen dat anert op, well dat bei Iech net zur Diskussioun kënt, well einfach hei gesot gëtt, vu Ministeren vun Är Partei zum Beispill, datt ee kéint locker bei der Baudicht eppes maachen, datt ee locker kéint eppes maache bei der Héicht, wéi ee baut an esou weider an esou virun. Dobäi misst een awer ganz genau wëssen, datt do am Fong d'Regierung eigentlech iwwerhaupt keen Afloss dorop huet, well dat strikt Autonomie communale ass. Also, wann een dat wëllt, da muss een awer och driwwer diskutéieren, wat een do wëllt maachen. An dat géif ech nawell gär gesinn a wëssen. An duerfir hunn ech déi Kriticken och hei ubruecht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Wuert ass fir d'Regierung, déi 30 Minutten Zäit huet. Wa méi wéi ee Minister wëllt schwätzen, wou-vun ech ausginn, da muss se sech déi 30 Minutten opdeelen. Dat wollt ech just um Ufank soen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech duerfir bieden, mech no 20 Minutten dezert drop opmierksam ze maachen, datt de Gilles Roth och nach duerno als Finanzminister wëll eppes soen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen dat dezert.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech wëll dem Fränz Bausch Merci soe fir déi Interpellatioun, déi en ugefrot huet. Et war fir eis alleguerten, et war fir d'Regierung, et war fir mech notamment d'Geleeënheet, och hei deenen eenzelne Fraktiounen, hire Spriecher an och de Sensibilitäten nozelaaschtere an och do déi eenzel Positiounen zur Kenntnis ze huelen a matzuehuelen, well hei sinn d'Representanté vun der Populatioun an et ass e Problem an eng Erausforderung, déi jiddereen ugeet am Land, egal ob e sech elo Proprietär, Locataire, Promoteur, wéi och ëmmer, nennt. Mir sinn alleguerten hei concernéiert.

A mir sinn eis an eppes, denken ech, de Mëtteg wierkelech eens gewiescht. Dat ass, datt d'Situatioun am Wunnensbau en enormen Impakt huet op déi sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg an och en enormen Impakt huet op déi wirtschaftlech Entwécklung hei zu Lëtzebuerg, datt et, wa mer wëlle weider e Land sinn, wou mer zesammenhalen, dann och esou ass, datt jiddereen e bezuelbaren Daach iwwert dem Kapp huet. A wa mer e Land sinn, wat sech och wirtschaftlech nach wëll entwéckelen, a mer wëssen, datt dat och heescht, datt mer eng wirtschaftlech Croissance hunn, datt mer eng demografesch Croissance hunn, da muss mer och kucken, datt mer deementspreechend och Wunnraum schafen, fir datt jiddereen hei en agreabelt Liewen zu Lëtzebuerg ka féieren.

Mir sinn eis awer och, stellen ech fest, an der Thematik doriwier eraus a villem eigentlech och eens – net an allem, dat ass normal, mee a villem awer och eens. Mir soen alleguerten eigentlech, datt mer méi mussen bauen, datt mer och méi schnell mussen bauen, datt mer net egal wou mussen bauen, mee do, wou

et landesplanesch gesi Sënn mécht, datt mer op Plazen och emol aneschters mussen bauen, méi dicht vläicht bauen, och méi héich vläicht bauen, do, wou dat geet, wou dat keen anere stéiert.

Mir soen och eigentlech alleguerten, datt mer méi abordabel Wunnraum brauchen, Wunnengen, déi also bezuelbar sinn och fir Familjen a fir Leit mat méi bescheidenem Akommes. Mir soen och, datt d'effentlech Hand eigentlech do ... oder virun allem dee ganzen Nonprofit-Beräich, do, wou et net drëms geet, de maximale Rendement ze maachen, mee do, wou et drëms geet, wierkelech Wunnraum zur Verfügung ze stellen, datt dee misst gestärkt ginn, datt dee méi eng grouss Roll op eisem Wunnengsmarché misst spillen, fir eebe grad derfir ze suergen, datt mer trotz wirtschaftlecher Dynamik, trotz Präissteigerungen eigentlech op déi, déi et sech net kënnen leeschten, déi do net mat kënnen zéien, déi do hannen erfalfen, ganz besonnesch kënnen oppassen.

Déi meeschten hunn eigentlech och eng gewësse Sympathie fir dee Programm, dee mer elo an där Optik och do entwéckelt hunn, fir vun der Situatioun, jo, och kuerzfristeg ze profitéieren, fir Immobilieprojeten, déi elo am private Marché keen Ofsaz fonnt hunn, dann och als Staat kënnen ze kafen an do-duerjer souwuel der Immobiliebranche an der Baubranche kënnen ënner d'Äerm ze gräifen, wéi awer och kuerzfristeg – a kuerzfristeg ass do ëmmer an den nächste Joer, net an den nächste Méint, mee an den nächste Joer, wann da gebaut gëtt – dann dat an de Parc immobilier vum Staat respektiv vun den effentleche Promoteuren, vun der effentlecher Hand zu Lëtzebuerg kënnen eranzehuelen, nieft deenen Efforten, déi mer traditionseméiss natierlech ëmmer gemaach hunn a weider wäerte maachen an och weider wäerten intensivéiere vun engem Fonds du logement, vun enger Société nationale des habitations à bon marché, déi mer müssen natierlech och mat Budget ënnerstëtzen, déi mer awer och mussen mat Terrain ënnerstëtzen, fir déi nächst Jore kënnen dorobber weider Projeten ze developéieren.

Ech denken och, datt jiddereen d'accord ass, datt mer eis ganz staark op déi Baulücken, déi mer hunn, sollte fokusséieren. An et gëtt hei zu Lëtzebuerg queesch iwwert déi 100 Gemengen iwwer 10.000 Baulücken, wou et eigentlech just duergeet, datt de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch eng Baugeneemegung gëtt, an et kann ee lassleeën. An ech denken, datt dat och eppes ass, wou mer eis jo müssen eens maachen: Da kommt, mir kucken, wéi mer déi kënnen viabiliséieren! E klengen Deel ass an effentlecher Hand, e ganz klengen Deel ass an effentlecher Hand, dee groussen Deel ass a privater Hand. Mee ech denken, wa mer wëllen eppes weiderentwéckelen, datt mer méi kënnen bauen, méi schnell kënnen bauen an do bauen, wou mer eigentlech net op d'Käschte vun der Natur ginn, net weider versiegelen, mee do, wou d'Infrastruktur scho virun der Dier läit, datt mer eigentlech eis och dorobber sollte konzentréieren.

Et ass och vun Eenzelen ugeklongen, an de Fränz Bausch huet et ënnerstrach: D'Friche-industriellen hunn en enorm Potenzial – haten, well mer einzelner schonn entwéckelt hunn. Anerer mussen mer entwéckelen, wéi d'Metzeschmelz oder Esch/Schëffleng mat engem enorme Potenzial, fir natierlech och do Wunnengen ze schafen, och abordabel Wunnengen kënnen ze schafen, och en neien Urbanismus eigentlech emol op grouse Fläche kënnen anzeféieren an ze weisen, wat awer och geet a wéi mer haut och kënnen mat enger héijer Liewensqualität op engem limitéierten Terrain zu relativ vill awer beienee wunnen. Dat geet natierlech net ëmmer an engem

gewuesenen Tissu vun där enger oder anerer Gemeng.

D'Gemengen, denken ech, si fir jiddereen e wichtegt Stéchwuert de Mëtteg hei gewiescht, well ouni Gemenge baue mer guer net. Et ass ëmmer, wéi ech gesot hunn, eng Buergermeeschtesch, e Buergermeeschter, déi d'Baugeneemegung muss ginn, wou et am PAG muss sinn. Et ass d'Gemeng hannendrun, déi natierlech déi Awunner, déi bäikommen, och muss geréieren, déi d'Kanner an d'Schoul muss huelen, d'Crèche muss bauen, d'Sportsinfrastrukture muss bauen, d'Kulturzentere muss ausbauen, déi d'Mobilitéit muss vläicht aneschers organiséieren. Alles dat sinn och Entwécklungen, déi vun der Gemeng muss matgeduecht ginn. Et geet also net duer, just elo en Terrain ze hunn, mee d'Follgekäschten an d'Suite dovunner op d'Zesummeliewen an der Gemeng mussen natierlech matgeduecht ginn. An duerfir kënnen d'Gemengen eigentlech hei nëmmen e privilegiéierte Partner sinn, wa mer wëlle méi bauen a méi schnell bauen.

Jo, ech denken och, datt et e relativ breede Konsens hei gëtt, datt mer déi Iddien, déi och an der leschter Legislaturperiod schonn do waren, fir net benotzten Terrainen ze besteieren, eidel stoend Wunnengen ze besteieren, solle weiderdreiwien, zum Ofschloss bréngen an eis domadder och en Instrument gi fir dat Potenzial, wat mer hunn, an datt mer och do, wou politesch Decisioune getraff gi sinn, um nationale Plang, um kommunale Plang, datt do soll gebaut ginn, de Particulier e bësse méi mat der Hand huelen, fir datt en dann och wierklech dohinner geet.

Jo, ech sinn och der Meenung, bei deem Konsens, deem iwwer eng ganz Rei vu Froen awer hei de Mëtteg och existéiert huet, datt déi lescht Regierung ganz villes och richtig gemaach huet, déi successiv Regierunge warscheinlech villes richtig gemaach hunn. Ech denken awer och, datt een där heiter Regierung vun der Intention hier an och bei deem, wat se an deenen éischte Wochen a Méint elo op de Wee bruecht huet, elo net kann ënnerstellen, datt dat alles falsch ass, an datt mer hei awer och probéiert hunn, opbauend op deem, wat geschitt ass, souwuel nei Akzenter ze setze wéi awer och ze kucken, déi Instrumenter, déi einfach emol do sinn, esou gutt ewéi méiglech kënnen ze notzen.

Een Instrument, wat do ass, dat ass d'Gesetz iwwer de Logement abordable vum leschte Joer, vum August 2023, wat eigentlech vun der Philosophie hier e Gesetz ass, wat mir ganz gutt gefält, well et ganz vill Acteure mathëlt, souwuel déi staatlech Promoteuren, wéi awer och d'Gemengen, wéi awer och de karitative Secteur. Hei ass vu Caritas a Croix-Rouge geschwat ginn. Jo, déi kënnen och e Promoteur social ginn an déi ginn och bei eis am Ministère vum Logement an am Aménagement du territoire an an aus, fir eeben och do hire Rôle weider ze intensivéieren. An ech denken, datt do ganz vill Acteuren, där méi grousser an där méi klenger, sinn, déi och e wichtige Pilier an den nächste Jore kënnen opbauen, wann et ëm de Logement abordable geet.

Jo, ech denken, eng vun de Konklusione vun där Réunion nationale du logement war jo, wéi mer et och am Beräich vum Logement abordable méiglech kënnen maachen, datt mer de Privatsecteur-Promoteur, wéi hei gesot gëtt, d'Privatinvestisseuren, och kënnen mat an d'Boot huelen, wann et drëms geet, méi abordabel Wunnengen zu Lëtzebuerg a kuerzer Zäit ze schafen. Dat, denken ech, soll keen Tabu sinn an doriwwer sollte mer nodenken an och kënnen schwätzen.

Jo, mir brauche mëttelfristeg en Equiliber tëschent Offer an Demande. A jo, ech denken, wa mer wëllen

d'Land weiderentwéckelen, muss mer vun enger héijer Demande ausgoen. An duerfir ass et natierlech wichtig, datt mer kucken, wou mer Terrainen hunn. Et ass awer och wichtig ze kucken, datt mer déi Terrainen da kënnen bebauen. An d'Prozeduren, sënnvoll Prozeduren – déi net alleguerte verkéiert sinn –, a Saachen, wat d'Mobilitéit ubelaangt, wat d'Landesplanung ubelaangt, wat Naturschutz ubelaangt, muss gekuckt ginn, fir datt mer déi awer esou acceleréieren, datt een och virukënn, fir eebe mëttelfristeg en Equiliber ze hunn tëschent der Demande un zousätzleche Wunnengen an der Offer, iwwert de Marché an awer och iwwer aner Acteuren, déi net benefissorientéiert sinn, fir dat ze maachen.

Ech denken, de Plan sectoriel, deem ugeschwat ginn ass, dee läit do. Do si ganz vill Terrainen ausgewisen an deem Sënn, datt gesot gëtt: „Do kéint eigentlech ganz gutt gebaut ginn. Dat mécht landesplaneresch Sënn.“ D'Regierung wëll och kucken, datt mer dat developéiert kréien, andeems ee kuckt, wat fir eng Terrainen ee ka kafen, wou privat Acteure sinn, déi dat vläicht kënnen matmaachen, an datt een och mat de Gemenge kuckt, wat d'Gemengen do iwwerhuelen an der Planung, a wann dat net méiglech ass, och mol eng Kéier iwwer e Plan d'occupation du sol als nationaalt Instrument eng Planung dorobber leet, einfach fir d'Saachen ze acceleréieren. Ech denken, datt dat net onbedéngt am Konflikt mat de Gemenge muss goen, mee datt dat och an der Diskussioun an am Dialog mat de Gemenge muss kënnen méiglech sinn.

Een Instrument, wat garantéiert, datt eigentlech an deenen zukünftegen Entwécklungen an den neie Quartieren jo och e Prozentsaz vu Logements abordables allkéiers mat realiséiert gëtt, ass den Artikel 29bis vum Aménagement-communals-Gesetz. An do muss mer natierlech kucken: Wien ass deem Acteur? Ass dat d'Gemeng? Ass et de Staat? Ass et en éffentleche Promoteur? A wéi finanzéiere mer déi, fir datt mer déi Wunnengen do och als Logements abordables kënnen iwwerhuelen an dann awer och herno an eng rationell Gestuon kënnen iwwerféieren, fir méiglechst ville Familjen déi da kënnen zur Verfügung ze stellen?

Ech hu villes opgezielt, wou mer eis eens sinn oder eens kënnen ginn, denken ech. Et gëtt natierlech och Punkten, wou mer dat net onbedéngt sinn. Der Regierung llicht net an, datt mer elo duerch Besteuerung vun neiem Bauland iergendwéi e Problem direkt à court an à moyen terme kënnen léisen. Mir biede jo bal, datt d'Leit hir Terrainen sollen enger Bebauung zouféieren, datt se sollen un d'Developpeure verkafen, datt se vläicht och un de Staat verkafe sollen, un d'Gemeng verkafen, un en éffentleche Promoteur verkafen, fir datt eppes drop geschitt. An dann duerch eng Besteuerung awer nach hannendrun ze kommen an ee quasi ze bestrofen, dat ass an den Ae vun der Regierung awer éischer kontraproduktiv. Do géife mer wierklech warnen.

Ech deelen och net déi Duerstellung hei ... Bon, mir maachen hei alleguerte Politick, vun alle Borden, an duerfir kann een alles ëmmer eng Kéier vun där enger Säit a vun där anerer Säit kucken. Mee kommt, mer bleiwen awer mol realistesch! Wa mer hei, fir d'Baubranche ze stimuléieren, fir Betriber ze halen, fir Aarbechtsplazen ze halen an ze protegéieren, e Steierpak vun engem Volume vun 135 Milliounen, mengen ech, proposéieren, zäitlech begrenzt op ee Joer – zäitlech begrenzt op ee Joer! –, parallel d'Regierung awer eng zousätzleche Enveloppe budgétaire virgesäit, fir Immobilien op de Privatmarché opkafen ze goen, fir dann duerno de staatlechen Immobilienpark ze vergréisseren, fir se als Logements

abordables kënnen de Familjen an den Awunner hei zur Verfügung ze stellen, da ka jo awer kee soen, do géif et elo eng Schiflag ginn a Richtung vu steierleche Mesürene, déi just d'Promoteuren an d'Investisseure géife begënschtegen.

Dräimol méi ass hei decidéiert ginn, fir VEFA-Projete fir Logements abordables opzekafen an den nächste Joren, par rapport zu deem, wat mer limitéiert, zäitlech limitéiert, fir eng Operatioun um Marché immobilier an an der Baubranche elo kënnen maachen, fir Aarbechtsplazen a Betriber ze halen. Ech denken, datt dat e gudden Equiliber ass an datt mer dat och sollten esou ëmsetzen.

Jo, mëttelfristeg muss mer méi Logements abordables schafen. Mëttelfristeg brauche mer nei Terrainen. An iwwert déi Zäit, wou de Staat normalerweis no vir kuckt, hu mer eis déi Moyene ginn. Et war ënnert der leschter Regierung schonn am Pluriannuel eng Enveloppe financière vun 953 Milliounen fir Logements abordables vun 2024 bis 2027 virgesinn. Déi ass elo nach eng Kéier eropgesat ginn ëm déi 480 Milliounen, woumat mer VEFA-Projete wëllen opkafen. Da si mer bal bei annerhallwer Milliard fir déi nächst véier Joer. Dat ass e considerabelen Effort, deem d'effentleche Hand hei mécht.

An op där anerer Säit, denken ech, hu mer an deem Paquet awer och nach eng ganz Rei vun Aspekter gehat, déi haut de Mëtteg kaum thematiséiert goufen: datt mer d'Subvention de loyer considerabel eropgesat hunn, fir Familje mat Kanner notament, well d'Wunnen ass och eng vun den Ursaachen hei zu Lëtzebuerg vu Kannerarmut; datt mer och d'Subvention d'intérêt, eng staatlech Garantie, esou gestréckt hunn, datt méi Familjen dovunner kënnen profitéieren, och méi héich kënnen dovunner profitéieren, fir datt déi vläicht elo awer och vun enger Reduktioun vun de Präisser um Immobiliemarché kënnen profitéieren an datt d'Banken dann awer vläicht kënnen matgoen. Alles dat hu mer och gemaach. Dat hei ass also net nëmmen e Pak fir Investisseuren, mee dat ass e Pak fir jiddereen am Land, fir kënnen zesummen no vir ze goen.

Dat ass eigentlech och d'Stéchwuert. Wa mer de Logementsproblem mëttelfristeg wëlle geléist kréien, dann ass et net, datt een eleng e léist, an et ass och net, datt eng Mesür derzou féiert, datt mer dat geléist kréien. Et kann nëmmen eng Panoplie vu Mesüre sinn an et kann och nëmmen eng Panoplie vun Acteure sinn, déi dozou kënnen bäidroen. Jo, eenzelner si genannt ginn: Fonds du logement, SNHBM, d'Gemengen. Ech denken, och nach anerer, wéi ech virdu gesot hunn, aner Promoteur-socialen, déi iwwert d'Aide à la pierre kënnen mat mobiliséiert ginn.

Ech wëll net ausschléissen, datt och de Privatsecteur sech dorunner ka bedeelegen, ënner Krittären. An do sinn ech eens mat jidderengem, deem dat hei ënnerstrach huet: Et kann net esou sinn, datt mer ee staatlech subventionéieren an herno eng Plus-value privatiséiert gëtt. Dat kann et net sinn! Dat ass net dat, wat ech verstinn ënner der Zesummenaarbecht tëschent éffentlecher a privater Hand, fir Logement abordable ze schafen. Et muss fair si fir béid Säiten an et muss och eng Perspektiv ginn, datt déi Logementer dann och mëttel- a laangfristeg fir deen doten Zweck kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

An der Motioun vun de Gréngen, déi awer och vun de Kollegee vun der LSAP mat ënnerstëtzt gëtt, sinn eng Rei vu Punkten och nach eng Kéier opgeléicht, déi, mengen ech, bei der Regierung oppen Dieren arennen. Mir wëllen, datt de Remembrement ministériel kënnt an datt dat Gesetz, op d'mannst dee Volet aus deem Gesetz, esou schnell wéi

méiglech dann a Kraaft trëtt, well dat hëlleft, dass mer net méi blockéiert sinn, mee dass mer Projeten an Entwécklungen deblockéiert kréien a méi schnell kënne viruoen.

Mir wëllen de Baulandvertrag, well et eigentlech nach ëmmer e fairen Deal ass, zu engem ze soen: „Jo, mir huelen deen Terrain do eran, an op där anerer Säit hätte mer awer och gären den Engagement, dass du och elo an absebarer Zäit eng Kéier dorop baus an deen och der Bebauung an der Entwécklung zouféiers. An et ass net, dass du einfach do däi Patrimoine erhéicht hues, dass deen Terrain elo einfach méi wäert ass an dat eigentlech just eng Kontabels-valeur herno huet.“

Jo, mir wëllen och, ech hunn et gesot, d'Besteierung vun net occupéierten Terrainen, net bebauten Terrainen, net occupéierte Logementer weiderféieren an och zum Ofschloss bréngen.

Mir brauchen effektiv mëttel- a laangfristeg eng Politick, wou mer d'Offer generell erhéijen. Do si mer eis, denken ech, eens hei. A mir brauchen awer och kuerzfristeg eeben eng Politick, wou mer d'Nofro erëm eng Kéier stimuléieren, an dat ass genau dat, wat d'Regierung hei mécht. Dat ass net, dass mer dat aus ideologescher Iwwerzeegung maachen, mee dat ass rene Pragmatismus, dass mer dat hei maachen.

Mir kënnen net nokucken, dass déi Produktionscapacitét, déi mer hunn, fir duerno erëm eng Kéier richteg lasszeleeën an duerno erëm eng Kéier all déi Wunnengen ze schafen iwwert déi Joren, déi mer brauchen a wou mer eis eens sinn, dass mer se brauchen, elo bei der Däiweel geet a reduzéiert gëtt. Well ech zweifelen éischer drun, esou wéi se haut ass oder wéi se war, dass dat duergeet, fir mëttelfristeg dat kënnen ze schafen. An eigentlech misste mer kucken, wéi mer se nach opgebaut kréien.

Jo, et gëtt hei och kee Schwaarz a Wäiss. Et gëtt ganz vill Grotéin. Mir mussen an den Detail kucke goen, wat hëlleft, bis wouhinner et hëlleft a wou et vlächet och eng Kéier net méi hëlleft. Mir misse cibléiert Mesüre maachen, déi – an do sinn ech och mat deenen d'accord, déi dat soen – do ukommen, wou mer et gären hätten, nämlech bei deene Leit, déi herno zu bezuelbare Konditiounen solle kënne wunnen.

Jo, mir hunn e ganz grouse Retard opzehuelen iwwert déi lescht Joren an Joerzénge, wou d'Kreatioun vu Logementer, Logements abordables a Logementer fir jiddereen – an do misse mer eis och eens sinn –, mengen ech, einfach der Entwécklung vum Land, der demografescher an der ekonomescher Entwécklung, net nokomm ass. Dee Retard misse mer ophuelen. An dat brauch d'Ustrengung vu jidderengem heibannen, virun allem natierlech am Beräich vum Logement abordable.

Här President, Dir hutt mech nach net dezent drop higewisen, dass meng Zäit souwäit ofgelaf ass, mee de Finanzminister mierkt, dass ech zu menger Konkusioun komm sinn, an hien iwwerhëlt dann elo. Villmoos merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dir waart perfekt mat der Zäitplanung, dofir hunn ech dat net brauchen ze maachen. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Finanzminister, den Här Roth.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci villmoos, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech wëll um Ufank ... Ech kucken, dass ech dat alles hikréien, mee vlächet kommen zum Schluss nach e puer Annoncen. Ech wëll fir d'éischt dem Här Bausch Merci soen. Et ass ëmmer séier

gesot: „Mir maachen eng Interpellatioun“, mee wann een dat mécht, muss ee sech fir d'éischt emol mam Problem ausenansetzen an et muss ee virun allem dann och Propositionen maachen, wat den Här Bausch gemaach huet – iwwregens och alleguerten déi aner Intervenanten. Et muss een als Regierung net mat allem d'accord sinn, mee et ass awer en Echange vun Iddien an et gëtt jiddwerengem d'Méiglechkeet, fir ze kucken, wat een da gutt, besser oder ganz gutt féint.

Dës Interpellatioun erlaabt et awer och der Regierung, nach eng Kéier de Moosnamepak „Neie Schwong fir de Wunnensbau“ virzustellen a firwat mer verschidde Moosnamen wëlle maachen. Et ass effektiv e Pak mat méi kuerzfristegen, mee virun allem och mat mëttelfristege Moosnamen. De Logementsminister ass elo grad op eng ganz Panoplie vu Mesüeren agaangen. Mee wat wichtig ass – an dat wëll ech ënnersträichen –, dat ass, dass mer elo kucken, kuerzfristig méi ze bauen an dass och méi kaaft gëtt. An dat ass nei an där Situatioun, déi mer op dem Wunnensbaumarché hunn. Well mir ënnerstëtze mat deem Moosnamepak den Eegenheemkeefer, mir ënnerstëtzen de Locataire, mir ënnerstëtzen den Investisseur, mir ënnerstëtzen och de Berufssufänger a mir stëtze virun allem insgesamt d'Lëtzebuurger Handwierk. An dat ass dat, wat de Moment am wichtigsten ass. An ech ginn och e puer Zifferen herno, fir dat ze verdäitlechen.

Mir misse virun allem zesammen – an dat ass jo och gesot ginn – déi Kris hei meeschteren. Ech maache keng Vergaangenheitsbewältigung. Dat huet kee Sënn an dat ass och net zilféierend. Et ass ee Schlüssel, dee läit an der Hand vum Staat, ganz sécher, mee den Här Bausch a vill anerer hunn et ënnerstrach, mat de Gemengen zesammen an och mat den effentleche Bauträger. Mee et kann een och net – an duerfir hunn ech e bëssen eng aner Meenung wéi déi, déi Verschiddener hei duergeluecht hunn – de Privatsecteur einfach „außen vor“ loosser, well ouni dee geet et hei och net. An ech wëll virun allem och net, dass een hei déi Déck géint déi Kleng an anerer ausspilt. Et ass eppes Gesamtes. A wa mer e klengt Land sinn, da muss jiddweree kënnen un dem Dësch setzen, fir eng Léisung ze sichen.

An ech wëll dofir och ënnersträichen, dass contrairement zu deem, wat gesot gouf, an dësem Fall d'Regierung ganz séier a virun allem ganz breet – ganz breet! – consultéiert huet. Dat ass net alles op deem Logementsdësch gewiescht, mee ech ka mech erënnere u sëllege Sitzungen, déi mer haten, entweder am Héichhaus oder an dem Finanzministère, mat ganz villen Acteuren, déi schonn genannt goufen, déi herno och sécherlech ronderëm de Logementsdësch zu Senneng souzen. Mee mir hunn zum Beispill och de Mieterschutz consultéiert. Mir hunn zum Beispill och d'FEDAS, d'Federatioun vun dem Acteuren aus dem Secteur social, consultéiert a vill anerer méi. Mir hunn den Ordre des architectes et des ingénieurs consultéiert an dem Héichhaus, soudass mer eis e grousst Bild konnte maachen. An doropshin, esou wéi mer d'Mandat och haten, den Här Meisch an ech selber, hu mer der Regierung eng Rei vu Moosnamen an deem Projet de loi ënnerbreet, déi dann an enger méi breeder Ronn zu Senneng diskutéiert goufen.

Ech hunn a menger Budgetried gesot, dass de Wunnensbau a senger Gesamtheit – an dat ass net nëmme de soziale Wunnensbau, mee dat ass de Wunnensbau a senger Gesamtheit – eng vun de weesentlechen, wann net de Moment déi weesentlechste Erausforderung vun dem Lëtzebuurger Land ass.

A mir hunn och gehandelt. An et war néideg fir ze handelen. Firwat? Mee well schon 2022 am

Dezember d'Handwerkerkummer op déi Situatioun am Bau opmierksam gemaach huet, well och de Statec eigentlech drop higewisen huet, dass déi autoriséiert Surfacen – an em déi geet et jo – zanter 2019 eigentlech schonn erfogaange sinn. An Enn Januar 2024 hu mer 2.516 Leit méi, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, also op der Chômagelëscht sinn, an dat sinn der haaptsächlech, déi, wann och net laang-, mee kuerzfristeg, aus dem Handwierk a virun allem aus dem Bausecteur kommen.

A mir hunn eppes, ech mengen, dat kann een net a Fro stellen. Mir hunn et an der Finanzkommissioun gesot. Mir hunn et hei an der Pleniëre gesinn, dass zënter 2023 d'Enregistrementseinname beim Staat sech eigentlech halbéiert hunn. An da seet een, dass ee virun allem och muss op der Demande agéieren, well dat sinn 258 Milliounen männer wéi déi Jore virdrun.

An et gesäit een et och op dem Niveau vun de Baugeneemegungen. Mir haten 2023 4.458 Baugeneemegungen am Land. Dat ass den Niveau, Dir Dammen an Dir Hären, vun 2015. Dat ass also e Réckgang, dee sech op eng gewëssen Zäit bemierkbar gemaach huet.

An duerfir ass et och néideg, dass ee selbstverständlech mëttelfristeg an och kuerzfristeg weider op der Offer agéiert. Mee mir mussen awer och kuerzfristeg der Realitéit an d'A gesinn an dass mer och misse verschidde Saachen um Niveau vun der Demande maachen. An dat maache mer och.

Am Telegrammstil, well d'Zäit leeft virun: de bëllegen Akt. Kuckt emol, dee geet bei Eegenheemkeefer – bei Eegenheemkeefer! – nach eng Kéier vun 30.000 op 40.000 Euro erop. Bei enger Koppel sinn dat 80.000 Euro! Dat heescht awer schon eppes. Dat heescht nämlech, dass déi Koppel bis zu engem Montant vun 1.140.000 Euro kann en Acte d'achat maachen, wou se dem Staat keng zousätzlech Enregistrementskäschte muss bezuelen. A wéi den Här Goergen ënnerstrach huet: Jo, et ass de Wille vun der Regierung, fir dass de Staat net zousätzlech och nach Frais- en drop zitt.

Da bei de Scholdzënsen, déi ee kann ofsetzen: Dat ass een Drëttel méi vun de Scholdzënsen. Huelte e classesche Stot, zwee Kanner, zwee Erwuessener. Déi kënnen an deenen éische fënnf Joer véiermol 4.000 Euro, dat si 16.000 Euro pro Joer, vun der Steuer ofsetzen. Dat ass een Netto – een Netto! – weider vu ronn 1.800 Euro iwwert d'Joer. Dat ass also net näischt!

Dann ass geschwat gi vun der TVA Logement locatif 3 %. Ech hunn zu Bréssel mat zwee Kommissäre geschwat. Ech mengen, d'Kommissären haten éischer eng Meenung, dass se d'Gefill haten, fir deem Problem zu Lëtzebuerg hëllefen entgéintzegoen ... Et ass virun allem op dem techneschen Niveau, wou se gesot hunn: „Wann Der dorobber zrëckgitt, da riskéiert Der, dee gesamten TVA-Saz vun 3 %, also dee bëllegen, superreduzierten TVA-Saz fir Leit, déi en Eegenheem hunn, och ze verléieren.“ An dat war d'Ursaach, firwat mer et net an de Moosnamepak drageschriwwen hunn. Ech kann och nach eng Kéier probéieren, dass mer esou e Gesetz eng Kéier separat stëmmen, mat alle Risiken, wou ech mech éierlech gesot – an ech soen et och hei an der Chamber – net richtig trauen, à ce stade, compte tenu vun deene Réckmeldungen, déi mer do vu Bréssel kruten, dat ze maachen.

Ech wëll awer soen, dass mer ...

(*Interruption par M. Franz Fayot*)

Ech wëll Iech soen, Här Fayot, dass mer awer deem entgéintgewierkt hunn, nämlech andeems mer och –

an dat ass nei – an deem Moosnamepak de bëllegen Akt huele fir Leit, déi a Locatiounszwecker investéieren, wat eigentlech och an der Zilsetzung op dat selwecht erauskënnt. Nämlech kënne Leit, déi an de Logement locatif investéieren, déi jo dann och mussen Enregistrement bezuelen, 20.000 Euro pro Persoun – dat si bei zwou Persoune 40.000 Euro – aspuere par rapport zur Situatioun, wéi se elo ass.

Den Amortissement accéléré: Jo, elo kann ee soen: „Dat do ass eppes fir d’Promoteuren.“ Dat ass net nëmme fir Promoteuren, mee et ass och fir Leit, déi wëllen an de Steen investéieren, fir dass se en Deel vun hiren Erspuernesser huelen, déi se vläicht de Moment mat méi héijzen Zënse an anere Spuerprodukter hunn, an eriwwershiften an de Logement locatif.

An et ass jo och esou, dass dat net eng Moosnam ass, déi ad aeternum leeft. Nee, den Amortissement accéléré mat verbesserten Tauxe bis zu 6 %, dee leeft fir déi Acquisitiounen, déi dëst Joer, 2024, gemaach ginn, natierlech net nëmmen op dëst Joer limitéiert, mee dann déi Joren duerno. Mee d’Acquisitioun muss awer dëst Joer gemaach ginn. Firwat? Well mer e klore Message wëlle soen: Mir wëllen elo, fir dem Handwierk och ënnert d’Äerm ze gräifen, méi Wunnraum schafen.

Aner Moosname lafen an déi selwecht Richtung ewéi de Quart du taux global, limitéiert op d’Joer 2024. An Dir kënnt Iech nach erënneren, wéi deemools de Quart du taux global an d’Luucht gesat ginn ass, ma d’Nottären, déi souze Silvester bis owes 24.00 Auer do, fir dat ze maachen.

Dann hu mer och nach eng Wunnprimm fir Jobstarters. Dir wësst, wann en Employeur engem Jonken eng Subvention loyer gëtt, dann ass déi zum Deel defiskaliséiert. Sou, elo hunn ech nach zwou Minutte véierzeg.

Mir sinn awer och bereet, nei Weeër ze goen. An ech wëllt, Här President, wann Der mer domadder wëllt gnädig sinn, der Chamber als Primeur soen, dass mer och dru schaffe mat Héichdrock. An ech hu mer selwer en Zil gesat, fir dat bis de Mee hinzerkréien, nämlech alternativ Finanzéierungsmodeller ze schafen, an dat och am Sënn vun eise Staatsfinanzen, well mir kënnen net alles iwwert de Budget direkt finanzéieren.

Wat wëlle mer also maachen? Mir wëllen derfir suergen, dass mer de Baumentrepen, déi net déi néideg Liquiditéiten hunn, fir de Moment hir Bauprojeten duerchezéien, dat net aus hirer Portokeess kënne finanzéieren, ënnert d’Äerm gräifen. Firwat? Well Dir wësst, dass d’Banke gemengerhand, wann e Projet gemaach gëtt, zum Beispill eng Residenz, verlaangen, dass de Promoteur 80 % eigentlech vun deenen Appartementer verkaf huet oder zumindest op Compromis huet, soss riskéiert dee ganze Projet, wann net déi néideg Eegemittel do sinn, net finanzéiert ze ginn.

Duerfir si mer amgaangen, zesummen ze kucken no enger Rei vun Alternativmodeller, an een dovunner géif dora bestoen, dass ee mat enger Rei Banken ... An déi sinn och bereet, dat matzemaachen. Ech denken do virun allem an déi Banken, deenen de Staat am Joer 2007/2008 ënnert d’Äerm gegräff huet, well soss haut déi Banke vläicht net méi géife bestoen. An ech muss mech do virsiichteg ausdrécken: Ech géif et gutt fannen – soe mer dat esou –, wa vun deene Banken och an dësen Zäiten e Juste retour géif kommen a wann déi sech géifen dru bedeelegen, fir an dësen Zäiten ze hëllef, de Wunnengsbau an d’Äerm ze dynamiséieren.

Duerfir géife mer zesumme mat deene Banken – well et sinn och déi, déi déi meeschten Immobilliekreditter

maachen; ech brauch Iech se net ze soen, dat ass ënner anerem d’Spuerkeess, dat ass d’Banque générale, dat ass d’BIL, dat ass d’Raiffeisebank, dat ass och nach vläicht déi eng oder aner Bank, déi e lëtzebuergesche Sigel an hirem Numm huet –, kucken, dass de Staat géif d’Leit bei deene Prozenter, déi feelen, fir op déi 80 % eropezekommen, ënnerstëtzen, zum Beispill mat enger Promesse d’achat. Dat heescht, de Staat géif soen: „Ech kucken, iwwert dee Vehikel ze kucken, dass een op déi 80 % kënnt.“ Do sot Der: „Wéi maacht Der dat?“ Majo, mir ginn Iech e Versprieche, dass mir déi feelend Wunnengen zum Selbstkostepreis kënne garantéieren. An domadder kann dee Projet, deen en cours ass, op de Marché kommen. Also, dat ass d’Iddi, déi derhannert ass. D’Zilsetzung ass déi, fir zousätzlech Aktivitéit ze huelen, well eng ganz Rei vu Projeten de Moment eigentlech sprochräif sinn, mee wou gezéckt gëtt, fir déi da richtig ze realiséieren.

En zweete Punkt ass deen – ech soen dat och –, dass mer wëllen, dass bei der SNCI, also der nationaler Kredit- an Investitiounsgesellschaft, déi eigentlech en Établissement public ass, mee och virun allem eng Bank ass, de Leverage ..., dat heescht, dass ee méi Aktivitéit ka maachen an dass iwwert dee Wee déi Bank oder Investitiounsbank sech dann och u grësseren Urbaniséierungs- a Wunnengsbauprojete ka bedeelegen. Duerfir muss mer och kucken, kuerzfristeg der Bank eventuell iwwer eng Gesetzesupassung – well dat Gesetz geet op 1977 zrëck – déi Aktivitéiten ze erméiglechen, fir dass déi Bank och niewent deenen normale Kreditter, déi se iwwer Joerzëngte schon un d’Entreprisë gëtt, ka kuerzfristeg um Niveau vum Wunnengsbau agéieren.

An dann eng drëtt a lescht Moosnam, Här President, wann Der dat erlaabt. Dat ass ugeschwat ginn, dat sinn déi sougenannten „Iwwerbréckungskreditter“. Dir wësst, dass dat oft ugeschwat gëtt, net vun de Leit, mee virun allem och vu grësseren Associatiounen a Gewerkschaften. Do si Leit, déi sinn heiansdo an enger Fal: Wa se versichen, dat eent Appartement, loosse mer soen, ze verkafen, fir eventuell en Haus ze kafen, da gi se d’Appartement oder déi Wunneng net lass, well d’Präisser falen a si mussen awer schon zum Deel Zënse bezuelen op deem neie Gutt. Dat ass fir ganz vill Leit eng richtig Plo, well se natierlech héich Zënse, verhältnisméisseg héich Zënse, bezuelen.

Do ass awer de Staat net eleng Meeschter. Dat ass e Comité du risque systémique. Do gehéiert d’Zentralbank dozou, d’Bankenopsicht, d’CSSF, gehéiert derzou, de Commissariat aux assurances an de Finanzminister. Deen ass wuel President vun deem Gremium, mee en huet net alles do ze soen. Firwat? Well déi Banken, ënner anerem zum Beispill d’Spuerkeess, grësser Banke sinn, well dat systeemlech gekuckt ginn, mee virun allem der Zentralbank zu Frankfurt ënnerleien an duerfir enger geneeër Präiwung ënnerleien.

Mir wëllen also kucken, dass de Logementsmarché an déi Problemer, déi um Logementsmarché bestinn, méi no kënnen nach an deem Comité du risque systémique gekuckt ginn, wou ënner anerem esou Problemer gekuckt gi wéi d’Zwëschepreien, wéi d’Finanzéierungsméiglechkeeten, wéi zum Beispill dat, wat een u Garantië muss bréngen, well dat ass heiansdo richtig vill. Wa Leit investéieren, da muss se déi 20 % vun dem Invest net nëmmen als Garantie bréngen, och wa se schon eng zweet Wunneng eventuell oder eng éischt Wunneng hunn, nee, mee se mussen déi sous forme vu Liquiditéit bréngen. Mee dir wësst awer, bei enger Millioun oder méi ass

dat relativ vill an et geet mol net duer – an dat ass keng Spekulation –, wann een zum Beispill seet: „Ech hu verschidde Wäertpabeieren an engem Depot, déi kann ech emol net direkt ginn.“

Mir kucken also, oui dass de Finanzminister ... D’Politick kann do net draschwätzen, mee mir wiere frou – dann drécken ech dat och esou aus, an ech mengen, net nëmmen d’Regierung, mee doriwwer eraus –, wann een do méi Flexibilitéit op deem Punkt kéint hunn, fir Problemer, déi vun der Zivilgesellschaft awer à diverses reprises dénoncéiert ginn, kënnen entgéintzogen.

Dir gesitt also – an domat schléissen ech –: D’Regierung léisst net labber. Weider Moosname sinn an der Auserbechtung. De Wunnengsbau bleift eng éischt Prioritéit. An elo steet hei „Enn vun der Ried“.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci. Effektiv eng licht Zäitwverschreidung, mee ech hat awer d’Impressioun, datt d’Chamber interesséiert war, déi dräi lescht Moosnamen och nozelauschten. Domat wär dann eis Diskussioun elo ofgeschloss.

Motions

Ech hu fënnf Motiounen heiuewe leien. An da géife mer mat der Diskussioun iwwert d’Motiounen ufänken.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vum Interpellateur, dem Här François Bausch. Här Bausch, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall. Wie wëllt hei d’Wuert huelen? Den Här Baum, gesinn ech.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d’Wuert, Här President. Zu der Motioun vun deene Gréngen, déi och ënnerschriwwen ass vun de Kolléeg vum der LSAP, vun de Piraten a vun deene Lénken, wollt ech soen, dass d’Consideranten am Fong dat erëmgin, wat hei während deene leschte gutt dräi Stonne geschwat ginn ass.

Ech wëll dann op d’Invitten iwwergoen. Den éischten Invite hätt gären, jo, eng Previsioun iwwert déi nächst 15 bis 20 Joer. Ech mengen, den Här Minister Meisch huet Iech elo just heiuewe gesot, wat d’Previsiounen iwwert déi nächst fënnf Joer sinn. Dat heescht, dass de Staat do gewëllt ass, fir ronn annerhalfe Milliarden wierelech an de Grapp ze huelen. An ech mengen, dass eng Previsioun op esou eng laang Echelle schwéier ze maachen ass, ausser et seet een: „Ma da méchs de dräimol véier an eng halfe oder véiermol véier an eng halfe, fir dohinner ze kommen.“

Zum zweeten Tret: Do si mer net dermat averstanen, well mer der Meinung sinn, dass mer d’Leit, déi eppes verkafen iwwert déi Plus-value, net nach sollen zousätzlech belasschten. Mir gi jo dëst Joer erof vun 21 % op d’Hallschent. An dofir menge mer, dass deen doten Tret, op alle Fall an eisen Aen, kontraproduktiv ass zu deem, wat mer de Mëtte geschwat hunn.

Mam drëtten Tret si mer ganz averstanen. Domat kënne mer liewen. Dat si jo och déi Projeten, déi quasi jiddwereen hei de Mëtten ernimmt huet.

Beim nächsten Tret, do geet et ëm eng Harmonisatioun vun de Règlements sur les bâties. Dat ass den Interieursminister, deen ass de Mëtten net hei.

A fir de leschten Tiret, fir méi contraignant Objektiver ze schafen, do géif ech gären op den Artikel 29bis verweise vum Gesetz vun 2004, deen elo scho virgesäit, dass een an den Nouveau-quartiere muss 30 % abordabele Wunnraum maachen.

An aus all deene Beweegrënn géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech elo nach zwou Wuertmeldungen, den Här Goergen an d'Madamm Schoos. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Här Bausch fir déi Motioun, déi mer och matgedroen hunn, well se och eis Meenung erëmispigelt. Dir hutt virun allem interessant Pistendra fir de Finanzement, zum Beispill iwwert d'Plus-valuen, wou iwwer administrativ Weeër Rise-Plus-valuen entstinn. Dat muss een nun emol eng Kéier agestoen: Heiansdo kann ee Chance hunn a mat enger Wiss gëtt ee Millionär. An do ass eeben dann déi Fro, dass een déi Plus-valuen deemspriechend hält, fir nei Logementen ze bauen, an dat méi, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hätten do natierlech nach d'Propos, dass een och nach an de privaten Invest dee Fong ..., mee dat ass jo eng Diskussioun, déi och nach op Regierungssäit leeft. Well mir hätten net nëmme gären iwwer Steieren, dass een déi géif erophiewen op deenen eenzelne Plus-valuen, wa mer ganz, ganz retizent do sinn, wann ee Steiere wéilt ophiewen, mee dass een och géif soen: „Wie fräiwëlleg investéiere wéll, kann investéieren“, fir genau dat heiten ëmzesetzen, wat Dir fuerdert. Dat heiten ass awer scho mol e Schrëtt an déi richteg Richtung.

An Dir hutt virun allem dran, dass déi Terrainen sollen endlech mobiliséiert ginn. Dat ass och ee vun de grouse Problemer an der aktueller Kris. Leit, déi et sech kënne leeschten, déi ginn elo keng Terrainen op de Marché. Déi wäerten déi Terrainen halen, bis de Marché sech duerch genuch Subventiounen erëm erholl huet, an da wäerte se duerno do déi Milliounen eraushuelen, déi se fir hir Terraine kréien. An dofir ass et elo de Punkt, wou mer déi Mobilisatioun muss maachen, fir dass d'Leit erëm en Daach iwwert dem Kapp kréien. Dofir wäerte mir des Motioun och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Villmools merci och fir des Motioun. Mir wäerten déi Motioun hei sécher net matdroe kënne. Ech erkläre mech och. Mir liesen hei Wieder wéi „nouvelles sources de financement pour l'État“, Steieren, „projets de l'impôt à la mobilisation de terrains“, „impôt sur la non-occupation de logements“. Mir wëssen nach net, wéi mer „non-occupation“ iwwerhaapt definéieren. An eisen Aen – ech mengen, ech hat et och schonn a menger Ried gesot – wäert sech dat just néierschloen dann herno bei de Keefer oder bei dem Locataire. Ech wéilt och begrëssen, dass den Här Roth elo net direkt Steieren a senge Mesüeren erwäänt huet, also op jidde Fall net déi Steieren, vun deene mir elo hei geschwat hunn.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst d'Madamm Schoos schwätzen, wannechgelift.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Den Här Roth hat et elo selwer a senger 13-minütteger Ried net erwäänt. Den Här Logementsminister, den Här Meisch, hat et erwäänt, mee den Här Roth net, an hien ass jo dann awer Finanzminister – op d'mannst, wéi ech déi leschte Kéier nach gekuckt hat.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Schoos, fuert weider.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Et steet awer net direkt do. Genau.

Dann, dat nämmlecht: d'„simplification des procédures communales“. Dat hate mir och, dat begrësse mer natierlech. Mir mussen awer oppassen, och hei, et steet och do: „à introduire des objectifs contraignants de logement abordable pour chaque commune“. Mir dierfen awer och net un d'Autonomie vun eise Gemenge goen. Ech mengen, et erkläert sech vu selwem: Mir kënne déi Motioun net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Här President, ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt emol soen: Déi zwou Saachen, déi den Här Baum do opgeworf huet, déi jo haaptsächlech de Grond sinn, firwat e senger Fraktioun suggeréiert, dat net ze stëmmen, déi erstaune mech e bëssen. Wann e seet, et kéint een net e Plang opstellen iwwer 15, 20 Joer, fir ze kucken, wou ee wat wéllt bauen a wat ee wéllt developéieren, da wéll ech em soen: Precisement gëtt et en anere Beräich, dat ass dee vun der Mobilitéit, do ass e PNM, Plan national de mobilité, opgestallt gi bis 2035. A wat steet do dran? Do stinn e ganze Koup Infrastrukturen dran, wou fonnt gëtt, dat se noutwendeg sinn, fir datt d'Mobilitéit nach ka funktionéieren.

Parallél kéint een dat och hei maachen, menger Meenung no. Dat ass net esou komplizéiert. Do muss een och net ... An deem Plang do verlaangt keen, dat een elo bis op de leschte Centime schonn ausrechen, wat een do wéllt ausginn. An dat ass jo och flexibel. Da kéint een och soen, dass een all 15 Joer deen adaptéiert, mee zumindest wär dat eng Vorausschau an dat géif och de Marché ganz anescht herno beliichten. Et géif vill méi Kloerheet drabrénge, wat de Staat da gär hätt – oder wat d'Allgemengheet gären hätt.

Also, duerfir: Ech sinn erstaunt, dass een dat als eppes Onméiglech ugesäit a mengt, et kéint een net iwwer fénnef Joer eraus plangen. Dat ass, wann een nëmme a Walecheancen denkt, vläicht richteg, mee ech mengen, mir mussen endlech derzou kommen zu Lëtzebuerg, iwwer eng Walecheance bei esou groussen Infrastrukturprojeten erauszedenken.

Dat Zweet ass mat de Plus-valuen. Hei steet dat net, wat Dir dran interpretéiert. Hei steet just dran: „imposition des plus-values [...] réalisées suite à des décisions administratives“. Dat heescht näischt anescht ... Dat ass just am Fall, wou an Ärem PAG ... Kommt, mir huelen eng Gemeng: Jonglënster. Wann d'Gemeng decidéiert: „Hei ass elo H2 a muer gëtt et H5. Dat heescht, Dir kënnt amplaz zwee Stäck fénnef bauen“, well d'Gemeng fénnt, dass et wichteg ass, dass dee Quartier sech soll esou entwéckelen, da bedeit dat natierlech fir dee Proprietär, deen dat huet, dass deen, onunst dat en iergendeppes muss maachen, eng onwarscheinlech Plus-value kritt. An doriwuer muss een diskutéieren, fir dass een do awer méi muss zrëckginn, wéi dat haut de Fall ass, un de Staat – oder un d'Gemeng. Ob un de Staat oder un d'Gemeng, dat muss een da kucken, wéi een et herno agencéiert. An et geet precisement just ëm déi Saachen, wou duerch en Acte public am Fong d'Valeur vun den Terrainen, vun den Immobilie massiv eropgesat gëtt, dat heescht eppes, wou deen eenzelne Proprietär guer näischt derzou bäigedroen huet.

A wann een dat wéllt esou diskutéieren, dann huet dat och näischt dermat ze dinn, dass kee méi –

wéi soll ech soen? – eppes wéllt maachen, well ech menge schonn, dass wann Der an enger Gemeng sidd an Dir sot: „Mir wëllen e Quartier méi entwéckelen“, an Dir sot do, de private Proprietär oder d'Promoteuren, déi wäre bereet, hei esouguer vun H2 op H5 ze goen, a wann Der deene géift soen: „Bon, Dir musst zwar en Deel herno ofginn“, déi Promoteuren all géife soen: „Ma mir sinn direkt derbäi, fir do matzemaachen.“

(Interruption par la présidence)

Duerfir, et geet hei just ëm déi. Ech wéll awer nach eng Kéier soen: „impôt sur la non-occupation de logements“, dat steet am Regierungsprogramm dran.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, et ass vläicht keng gutt Iddi, mee ech wéll awer just soen, dass ass awer net, wéi Dir et duergestallt hutt, dass mir eleng do derfir wäeren. D'Regierung ass och derfir. Dat ass och eng Saach, déi am Regierungsprogramm ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt dat elo gesot, Här Bausch. Ech mengen, d'Zäit ass elo eriwuer. Dann hunn ech keng aner Wuertmeldung zu där doter Motioun.

Da géife mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1, déi vum Här François Bausch deposéiert ginn ass, kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20 Stëmmen, Nee: 40 Stëmmen. Des Motioun ass also mat 20 Jo-Stëmmen géint 40 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovc, Mmes Sam Tanson et Joëlle Weltring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Félix Eischen), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Pofler (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun Nummer 2, déi deposéiert ginn ass vum Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, wéllt Dir nach e puer Explikatioune ginn?

M. Alex Donnersbach (CSV) | Just ganz kuerz, Här President. Et ass, wéi gesot, eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerdere respektiv ze ënnerstëtzen,

hire Soutien un d'Menagen an d'Konstruktioun weider oprechtzuerhalen, déi Mesüeren, déi elo sollen decidéiert ginn, séier ëmzesetzen an eeben ze kucken, de Privatsecteur och an de Logement abordable matanzebezéien. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Ech hunn elo d'Wuertmeldung vum Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President. Éischtens emol: An där Motioun hei, kënnt Der Iech virstellen, feelen eis eng Rei Saachen, déi an eiser stoungen, vun deene mir mengen, datt se onbedéngt mussen drastoen. An dat Zweet ass: Fir eis ass awer och hei d'Tonalitéit par rapport zu deem, wat sech erwaart gëtt vun enger Rei Mesüeren, esou iwwerschwänglech, datt mir déi Aschätzung net deelen. An duerfir kënne mer déi Motioun natierlech net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Elo huet den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, virun allem ass se ganz blummegeg geschriwwen par rapport zur Regierung, mee ech mengen, dat gehéiert och derzou. Mir wäerte se och matstëmmen. Et si Punkten dran, déi ech och a menger Ried esou ugedeit hunn. Et sinn natierlech herno d'Detailer – an do kommen ech herno a menger Motioun nach eng Kéier drop zrëck –, op déi et ukënnt, zu wéi engem Präis een zum Beispill déi VEFA kauft.

Dann, d'Chamber soll méi impliquéiert ginn. Jo, domat si mer alleguerten averstanen. D'Fro ass just, wéi Der et genau mengt als Majoritéitsparteien, well mir hu jo lo um Logementsdäsch gesinn, dass et net esou war. Ech hoffen da mat deem heite Saz, dass et wäert an Zukunft besser goen an dass duerch de Vott vun dëser Motioun d'Chamber grad an dësem Dossier wäert méi agebonne ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Bon, si ass an der Logik vun de Majoritéitsparteien. Et deckt sech mat deem, wat den Här Donnersbach virduen och a senger Intervention eis gesot huet. Ech mengen, ech war och kloer a menger Intervention, dass mer do eng aner Zilsetzung, dass mer eng aner Orientéierung verfolgegen. Dofir wäerte mer dës Motioun hei och net matstëmmen, well se eis awer ze vill eesäitig ass an a verschidde Punkten och net wäit genuch geet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

Da géife mer zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun 2 vum Här Alex Donnersbach kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 43, Nee: 17, a keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also mat 43 Stëmme géint 17 Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Graering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motions 3 et 4

Da komme mer zur drëtter Motioun, vun de Piraten, vum Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir d'Wuert nach huelen? Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat se virduen an der Ried net erkläert. Et geet do ëm déi Projeten, déi elo zur Diskussioun stinn, déi sollen opkaaft ginn, well se um private Marché keng Ofneemer fannen. Ech kann d'Dräi an d'Veier matenee behandelen. Eis Iddi ass do, dass ee parallel, wéi et am Pacte Logement scho festgeluecht ass, dat zu engem Entsteungspräis géif kafen. Dat heescht, dass een net higeet an do och nach Profitter drop ka maachen, wann de Staat schonn agräift an déi Wunnenge keeft fir herno den abordabele Wunraum. An do hu mer eis eeben déi selwecht Formel erausgesicht, wéi se am Pacte Logement vun der viregter Regierung geholl ginn ass. Dat ass den Artikel 29bis, wou jo och d'Bicher oppe sinn an deementsprechend och do gewosst ass, wat eng Wunneng kascht, wa se gebaut ginn ass. Well mir net wëllen, dass elo de Staat géif massiv do de Gewinn sponsoren.

An déi véiert Motioun, déi geet iwwert dee selwechten Theema, mee do ass et esou, dass mer gären hätten, dass d'Chamberskommissioun, net d'Plenièr, d'Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass – Finanzen, Logement, dat muss mer nach kucken –, allkéiers zäitno informéiert gëtt, wann esou Projete wäerten opkaaft ginn. Dir hutt virduen an der Motioun gestëmmt, dass d'Chamber wäert méi agebonne ginn. Dat heiten ass eigentlech herno a Musek ëmgesat, dass déi Chamberskommissiounen och iwwer alleguer déi Projeten, déi Der wäert opkafen, déi néideg Informatiounen kréien. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Wann Der erlaabt, da géif ech och déi zwou éischt Motioune vun de Kollege vun de Piraten matenee traitéieren. Ech muss Iech éierlech soen: Et ass elo eng Explikatioun komm, et ass awer extreem vag hei formuléiert. Ech muss Iech soen, ech kennen de Pacte Logement 2.0 net auswenneg. Ech kennen d'Krittären och net auswenneg. Meng Kollegen hei op der Säit, déi sinn do vläicht méi dra wéi ech. Ech fannen, dass se extreem vag formuléiert ass, an dofir proposéieren ech, se net ze stëmmen.

Bei der Motioun 4, do géif ech Iech gären eng Ouverture maachen, an zwar folgend Ouverture: Dir géift

gären informéiert ginn – an ech mengen effektiv, dass dat der Chamber zousteet informéiert ze ginn –, wat mat de Gelder geschitt, mat den effentleche Gelder. Ech stelle mer awer eng Fro iwwert d'Protection des données. Ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, dass mer net kënne an d'Chamber kommen a soen: „Ma de Staat huet bei deem doten dat an dat an dat kauft.“ Ech géif Iech als President vun der Logementskommissioun eng Proposition maachen, déi och mam Här Minister ofgeschwat ass. Den Här Minister géif sech bereeterklären, fir all zwee Méint, a reegelméisseg Ofstänn an d'Chamber ze kommen, fir ze soen: „Lauschtert, dat hei ass dat, wat mer als Staat an de leschten zwee Méint entweder als VEFA kauft hunn, als Appartementer kauft hunn oder als Terrain kauft hunn, an dat doten hu mer an der Pipeline.“ Wann dat eppes ass, wat Iech kéint Satisfaktioun ginn, da géife mer dat maachen. An ech mengen, da kéint Der d'Motioun 4 zrëckzéien. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sinn nach Wuertmeldungen zu deem do Sujet? D'Madamm Bofferding an duerno den Här Lies an den Här Bausch. Pardon, deen hat ech virdu vergiess. Den Här Bausch ass nach vir, no der Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ben, d'Motioun 3: Ech kennen de Pacte Logement 2.0 zwar nach zimmlech gutt, mee et ass mer awer nach ëmmer net ganz kloer, wéi eng Krittären Der elo genau do wéilt adaptéieren. Ech mengen och net, dass dat esou einfach geet.

Par contre, déi véiert Motioun, déi fanne mer ganz sympathesch. Effektiv am Sënn vun der Transparenz solle mir och dozou Accès hunn. Mee iwwert d'Propos vum Här Baum elo, mengen ech, kann een och diskutéieren. Wichtig ass, dass mer informéiert ginn, a wichtig ass, dass mer do och kënne eis Kontrollfunktions wouerhuelen.

Dann déi fënneft Motioun: Déi fanne mer sympathesch. Ech mengen, et steet jo hei, dass dat mol soll iwwerpréift ginn, dass eng Méiglechkeet soll geschafe ginn. A wa sech dann erausstellt, dass dat méiglech ass, da kann een dat effektiv matdroen. Vun deem Aspekt hier wäerte mir d'Motioun matstëmmen, fir effektiv déi do Pist kënne ze préiwen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, bei der Motioun Nummer 3 hu mir änlech Problemer wéi d'LSAP, also wéi d'Madamm Bofferding elo erkläert huet. Duerfir, et ass mir net kloer genuch, wéi dat géif ugewannt ginn. Duerfir géife mir eis do enthalen, wann déi zum Vott kënnt.

Bei der Motioun Nummer 4 si mir derfir.

An d'Motioun Nummer 5 ass eis och sympathesch. Allerdéngs wëll ech awer och drop hiweisen: Dat ass extreem vag formuléiert! Also, éischtens mol, „bis zu engem bestëmmte Plaffong“ an esou weider an esou virun. Also, ech hu kee richtegen Iwwerbléck, wat dat hei bedeit. Duerfir, ech hätt léiwer, ier mer dat hei einfach esou ofstëmmen, datt mer dat vläicht eng Kéier an der Kommissioun géifen diskutéieren, och mam Finanzminister. Ech mengen, dat wier méi räsabel, wéi se einfach ofstëmmen. Mee vum Grondprinzip hier fannen ech et net onsympatesch.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass d'Wuert fir den Här Lies an duerno fir den Här Wagner.

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif dann e puer Wuert iwwert d'Motiounen 3 a 4 soen. Bon, ech verstinn, wat den Här Goergen wëllt soen am Kader vum Artikel 29bis. Deen ass mer relativ geleeft, respektiv awer och dat, wat d'CSV iwwert déi lescht Joren ëmmer gesot huet, datt am Artikel 29bis verschidden Insécurités juridiques dra sinn. Et sinn awer och Problemer dran, wann et ëm de Financement dovunner geet. An ech verstinn, wat den Här Goergen wëllt soen, wann e seet, datt de Baukäschtepräis effektiv dann hei vun hinnen, vun de Piraten, gefrot gëtt.

Ma ech mengen, esou einfach ass et awer net, fir dat pauschal ze gesinn an och pauschal dann op déi Präisser do ze reagieren, well et gëtt nach een anere Facteur. Dat ass dann de Facteur vum Baugrund. An de Baugrund, dat ass awer genau d'Problematik, déi ëmmer hannert all Acquisitioun vun all Wunneng steet. An duerfir kann och d'CSV déi Motiounen 3 a 4, wéi gesot, well dat net kloer genuch enumeréiert ass, net matdroen a wäert duerfir och dergéintstëmme. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Motioun 4 – an do gouf jo och schon eng Propos gemaach vum Här Baum – stellt an eisen Ae kee Problem duer an déi kënnen mir och matstëmme.

D'Motioun 3 ass u sech interessant an ech hat dee selweste Problem wéi jiddereen. Et ass mer e bësse méi kloer ginn, wéi den Här Goergen et duerno erklärt huet. Et ass trotzdeem nach e bësse vag, mee ech géif et schued fannen, wa mer se géifen ofschmetteren. Et ass normal, datt ee se net wëllt mat ofstëmme, well se ze vag ass. Dofir mengen ech wierklech, et wier derwärt, déi Motioun an der Kommissioun ze diskutieren a vläicht méi an d'Detailer ze goen.

Bei der Motioun 5, do si mer awer eendeiteg méi skeptesch. Mee allerdéngs, firwat net se och an d'Kommissioun mathuelen, fir doriwwer méi an dem Detail ze diskutieren?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo hu verschidde Riedner iwwer eng an déi aner iwwert déi zwou an déi aner iwwert déi dräi geschwat.

(Hilarité)

Elo musse mer Uerdnung drakréien. Här Goergen, Dir wollt als Auteur nach eng Proposition maachen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech ka vläicht e bëssen Uerdnung drabrëngen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, d'Iddi beim Pacte Logement war jo ganz kloer esou, wéi et drasteet: „La valeur de la cession des logements abordables tient compte du prix de réalisation“. Dat ass dat, wat deemools déi dräi Regierungsparteien am Pacte Logement eis hei virgestallt hunn. Ech weess, dass d'CSV do e bësse méi Bauchwéi dermat hat, dat war awer schon am Pacte Logement eng Diskussioun.

Eis ass et einfach drëm gaangen, fir eng Formule ze fannen, déi ee kann huelen, zu wéi enge Präisser een elo déi VEFAen opkafé geet, well et ka jo net sinn, dass herno de Staat déi alleguerten opkafé geet an dass een do Risegewënner drop mécht. De Staat soll déi schon zu Entsteekungskäschte kafen an net engem säi Gewënn do matfinanzieren. An dat war eigentlech de Punkt, an do hu mer eis um Pacte Logement orientéiert.

Zur zweeter Motioun huelen ech gären d'Offer vum Här Baum un, dass mer eis all zwee Méint gesinn, fir déi Projeten ze kucken. Et geet mir och net drëm, d'Nimm oder wien dat alles ass ze wëssen. Et geet einfach drëm, dass mer eng Transparenz hunn, wat de Staat dann elo keeft. Mir schwätzen hei vun enger hallwer Milliard, an do wär et awer interessant, wann d'Kommissioun do matagebonne wär, am léifsten nach e bësse virdrun an net eréischt zwee Méint duerno, wann et scho geschitt ass. Mee dat ass einfach eng parlamentaresch Aarbecht, déi sollt gemaach ginn. Dofir sinn ech och gäre bereet, déi zréckzezéien. A sollt dat dann net de Fall sinn, bréngen ech se an zwee Méint nach eng Kéier. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat waren e puer Explikatiounen vum Här Goergen. Elo muss ech definitiv Uerdnung drakréien.

Mir fänke mat der Motioun Nummer 3 un. Do ginn ech dervunner aus, datt mer se iwwer Vote électronique ofstëmme.

Vote sur la motion 3

Dofir géif ech de Vott dovunner opmaachen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn 3 Jo-Stëmme, 40 Nee-Stëmme a 17 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 3 Jo-Stëmme a 17 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. François Bausch) ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Zur Motioun 4 wär dann ze soen, datt ech verstannen hunn, datt den Auteur d'accord ass, fir se zréckzezéien, an datt eng Proposition vum Här Baum gemaach ginn ass, fir an der Logementskommissioun eng aner Method ze hunn, wéi een déi Dossiere sui-veiert. Domat wär déi Motioun dann zréckgezunn.

(La motion 4 de M. Marc Goergen est retirée.)

Motion 5

Da komme mer zur Motioun 5. Här Goergen, do wollt Dir nach kuerz Stellung huelen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz kuerz, et gëtt spéit owes. Do war einfach d'Iddi, dass een

d'selwecht wéi fir d'Scholdzëse géif higoen a soen: „Wann s de louns, kanns de dat och ofsetzen.“ Dat ass eigentlech eng Fairness, well op där enger Säit, wann e keeft, kann een déi Scholdzësen op der Steuerklärung ofsetzen, mee d'Locataire hunn déi Méiglechkeet net. An dofir war eis Iddi – a mir hu kee Montant drageschriwwen, fir eeben eng gewësse Verhandlungsbasis herno och ze hunn –, dass een einfach seet: „zum selwechte Montant“, fir dass et fair ass fir jiddereen, ob ee Locataire oder Proprietär ass, fir dass een do Steiergerechtegkeet schaaft a jiddereen dat selwecht kann ofsetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Mir gesinn déi Propos éischer skeptesch. Ech mengen, mir hunn d'Subvention de loyer, déi méi geziilt an och all Mount de Locataire hei ënnert d'Äerm ka gräifen. An dat ass och de Grond, firwat ech menger Fraktioun proposieren, dës Motioun net matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Dann huet d'Madamm Schoos nach d'Wuert gefrot.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, just zur Motioun 5. Do si mir der Meenung, wéi och den Här Bausch, mengen ech, zur Motioun 5 gesot hat, dass dat heiten eng gutt Fro ass, déi awer eng seriö Diskussioun verlaangt. An do géife mir och proposieren, wann ech richtig verstannen hunn, dat eventuell mat an d'Kommissioun ze huelen, fir do driwwer ze diskutieren. Wann et elo hei zu engem Vott géif kommen, géife mir eis enthalen als Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Ass nach eng aner Wuertmeldung dozou do?

(Négation)

Da froen ech fir d'éischt, ob den Auteur d'accord wär, dat mat an d'Kommissioun ze huelen.

(Assentiment)

An da froen ech de Plenum, ob de Plenum d'accord wär, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Ech géif dat mat Handpiewen ofstëmme.

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission

Wie mat där Proposition, fir se an d'Kommissioun ze schécken, d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Villmools merci.

Wien ass dergéint? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ech mengen, dee Vott ass kloer: Déi Proposition, fir se an d'Kommissioun matzuehuelen, ass net ugeholl. Infolgedesse wäerte mer iwwer se ofstëmme. Ech stellen also d'Motioun Nummer 5 zum Vott.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass domat eriwwer.

D'Resultat vum Vott ass: 13 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme, 11 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 13 Jo-Stëmme an 11 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Marc Lies), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par M. Meris Sehovic) ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt en Donneschden um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass domat opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.21 heures.)

15^e séance

Sommaire

- | | |
|--|---|
| <p>1. Ouverture de la séance publique p. 43
M. Claude Wiseler, Président</p> <p>2. Changement de composition d'une commission parlementaire p. 43
M. Claude Wiseler, Président</p> <p>3. Question urgente n° 471 de Mme Alexandra Schoos relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette
Question écrite n° 467 de M. Sven Clement relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette p. 44
Mme Alexandra Schoos M. Marc Goergen Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale</p> <p>4. 8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété p. 44
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
Discussion générale : M. Guy Arendt M. Franz Fayot M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8330A et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>5. 8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat p. 46
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Christophe Hansen
Discussion générale : M. Luc Emering Mme Claire Delcourt M. Jeff Engelen Mme Joëlle Welfring M. Ben Polidori M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité M. Marc Goergen (parole après ministre) M. le Ministre Serge Wilmes (intervention de M. Marc Goergen)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8320 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>6. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic p. 52
Exposé : M. Meris Sehovic</p> <p>7. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition de la Commission européenne relative à l'analyse automatisée des communications privées obligatoire pour</p> | <p>tous les opérateurs de services de messagerie ou de courriel (Chat Control) p. 53
Exposé : M. Ben Polidori (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : M. Charel Weiler (dépôt de la motion 3) Mme Carole Hartmann Mme Liz Braz M. Tom Weidig (interventions de M. Marc Goergen) Mme Sam Tanson M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité Mme Sam Tanson (parole après ministre) Mme la Ministre déléguée Elisabeth Margue
Motion 1 : M. Ben Polidori Mme Sam Tanson M. Charel Weiler Mme Liz Braz M. Tom Weidig M. Ben Polidori
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Marc Goergen Mme Sam Tanson M. Charel Weiler (intervention de Mme Sam Tanson) M. Tom Weidig Mme Liz Braz M. Marc Goergen
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Charel Weiler M. Tom Weidig Mme Liz Braz Mme Carole Hartmann M. Ben Polidori Mme Sam Tanson
Vote sur la motion 3 (adoptée) (intervention de M. Meris Sehovic)</p> <p>8. Motion de M. Meris Sehovic concernant le déploiement des agents de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg p. 61
Exposé : M. Meris Sehovic
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de Mme Lydie Polfer) M. Laurent Mosar (interventions de M. Fred Keup, M. Mars Di Bartolomeo et M. Meris Sehovic) Mme Lydie Polfer (interventions de M. Meris Sehovic et M. Marc Goergen) M. Dan Biancalana M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. David Wagner) M. Meris Sehovic (interventions de Mme Lydie Polfer, M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, M. François Bausch et M. David Wagner) M. Marc Goergen M. Marc Baum
Vote sur la motion (rejetée)
Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres</p> |
|--|---|

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Gilles Roth, Ministre | Nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Dann hunn ech eng Rei Kommunikatiounen.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, ass folgend Ännerung

matgedeelt ginn: An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ersetzt den Här Meris Sehovic d'Madamm Sam Tanson fir de Volet Affaires européennes.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvir-schléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber da mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Question urgente n° 471 de Mme Alexandra Schoos relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette

Question écrite n° 467 de M. Sven Clement relative à l'appareil de mammographie d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 471 vun der Madamm Alexandra Schoos an zur Question écrite Nummer 467 vum Här Sven Clement, béid iwwert d'Notzung vun engem Apparat fir Mammografien an engem privaten Zenter zu Esch. Madamm Schoos, Dir hutt fir d'éischt Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här Chamberspräsident. A villmools merci och, dass ech déi dréngend parlamentaresch Fro och direkt hei un d'Gesondheitsministesch ka stellen.

Ech war e bësse verwonnert, dee Kader ass jo och schonn op den Ordre du jour gesat gi vun der LSAP an der leschter Gesondheitskommissioun an do hu mer driwwer geschwat, justement iwwert dee Sujet. An do hat d'Madamm Minister nach gesot, dass näischt géif virleien, wat si dozou kéint veruloossen oder de Ministère dozou kéint veruloossen, do d'Aktivitéiten ze stoppen. Dowéinst war ech émsou méi verwonnert, wéi ech da gëschter beim 100,7 a beim RTL héieren a gelies hunn, dass do all Aktivitéite bei der Imagerie HYGIE am Kader vum Scanner an der Mammografie gestoppt gi sinn an dass d'Rendez-vousen vun de Patienten anscheinend op déi véier Hauptspidolszentere verdeelt solle ginn.

An deem Kader géif ech da justement gär d'Froe stellen: Aus wéi engem Grond goufen déi Aktivitéiten da verbueden? Also wat ass den neie Moment, dee mer elo hu par rapport zu eiser Kommissiounssitzung den 28. Februar? Gëtt et heifir dann och eng legal Basis, dass déi Aktivitéite gestoppt goufen?

Doraus erschlësst sech da meng zweet Fro: Ass dee Verbuet temporär? Oder reversibel?

An dann och, well mer jo och hei un d'Patienten mussen denken: Mat wéi engem Delai mussen d'Patienten elo rechnen, fir e Rendez-vous an engem vun deene véier Spidolszentere ze kréien? Wéi gëtt do d'Drénglechkeet evaluéiert? Well anscheinend hätt de Ministère gesot: „Do gëtt no der Drénglechkeet gekuckt.“

An och: Wien këmmert sech an der Praxis elo ëm d'Verleeë vun deene Rendez-vousen? Muss dat de Patient selwer maachen? Këmmert sech do elo de Centre médical Esch/Alzette? Oder ginn déi Patiente kontaktéiert vun engem vun deene véier Spidolszentere?

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet elo d'Wuert den Här Goergen, deen den Här Clement ersetzt. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), en remplacement de M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Ministesch fir hir Disponibilitéit.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

O, Här Kartheiser, ech hat Iech héieren!

Merci fir Är Disponibilitéit. Effektiv ass deen Zenter gëschter zougaangen, wéi mer an der Press matgedeelt kruten, aus verständleche Grënn, wéi ee virdu scho gewuer ginn ass. Elo ass et awer esou, dass am Land nach e grouse Retard u Rendez-vousen ass. An dofir hunn ech Iech d'Fro matbruecht, wat dann elo mat deenen Apparater wäert geschéien, sollt deen Zenter elo méi laang zoubleiwen. Well et ka jo net sinn, dass een op där enger Säit iwwer ee Joer muss op Rendez-vousen waarden an op där anerer Säit de Stëbs op den Apparater läit, déi eigentlech funktionstüchteg wäeren. An do ass dann och d'Fro, ob Der scho wësst, ob aner Spideeler drun interesséiert wäeren, fir déi Kapazitéiten ze iwwerhuelen, well et geet jo awer ëm d'Patienten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et un der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet, fir eng Äntwert ze ginn. Dir hutt d'Wuert, Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Esou, e schéine gudd Mëtten alleguerten. Jo, Dir hutt gelies, dass mer HYGIE gesinn hunn. Mir hunn HYGIE elo net verbueden, iergend-eppes ze maachen, mee mir si mat HYGIE eens, dass esou, wéi d'Gesetz de Moment gestréckt ass, dat, wat si maachen, net konform ass zum Gesetz. A si hunn eis verséichert, dass si dann elo géifen op eis Demande hi Scanner a Mammografe mol roue loossen. An dat ass alles, wat mer kommunizéiert hunn.

En attendant kläre si mam CHEM, ob se net awer eng Kollaboratioun kënnen undenken, well si sinn un de CHEM erugetrueden an hu vum CHEM bis dato keng Réckmeldung kritt. Dat heescht, do wäerte mer eis deemnächst nach eng Kéier zesummesetzen, fir ze kucken, wéi dat da mam CHEM kéint eventuell zustane kommen.

Wat d'Delaien ubelaangt, sou hat Der eng Question parlementaire vum 7. Februar beäntwert kritt, d'Question parlementaire d'Nummer 301 vun der Madamm Lenert, dem Här Di Bartolomeo an der Madamm Closener. D'Delaie sinn erofgaangen. A wann et sollt Schwieregkeete ginn, fir elo ee vun deene Rendez-vousen ze verleeën, hu mer och ofgemaach mam Zenter, dass si d'Patiente kënnen un eis weiderginn a mir kucken dann, e Rendez-vous ze fannen.

An dat Lescht: Déi Apparaten, do mussen mer op de CHEM waarden, ob si wëllen de Platto iwwerhuelen oder net. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Minister villmools Merci fir d'Äntwert an och fir d'Disponibilitéit, direkt am Ufank vun dësem Nomëtten ze kommen.

4. 8330A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Da komme mer zu dem nächste Punkt vun eiser Sëtzung, an dat ass de Projet de loi 8330A. Dat ass eng Ofännerung vun Gesetz iwwert d'Publicité foncière am Beräich vun der Kopropriétéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, all d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu fénnef

Minutten, d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. An de Rapporteur huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Deputéierte Maurice Bauer. Här Bauer.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ier ech elo zum eigentleche Projet de loi 8330A mat sengem Article unique kommen, erlaabt mer kuerz, Iech hei de Kontext ze erklären. De 17. Oktober d'lescht Joer ass de Gesetzesprojet 8330 vun der deemoleger Finanzministesch deposéiert ginn, e Projet de loi, deen d'Zil huet, fir d'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Administratioun vum Kadaster an der Topografie duerch en neit Gesetz ze ersetzen.

Am Artikel 18 vun deem Projet de loi ass virgesinn, den Artikel 4 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Mäerz 1988 ze änneren, andeems den Delai vu 35 Joer fir d'Regularisatioun par rapport zum Cadastre vertical aus dem Gesetzestext soll erausgeholl ginn. Vu datt awer deen aktuellen Delai, fir konform ze si mat der Regularisatioun, elo schonns den 1. Abrëll 2024 ofleeft an dee ganze Projet de loi, den initiale Projet de loi, nach net prett ass, fir gestëmmt ze ginn, ass et fir all d'Acteuren immens wichteg, elo séier eng Léisung ze fanne virum 1. Abrëll dëst Joer an esou weiderhin eng Rechtssécherheet ze hunn iwwert de legale Kader vum Cadastre vertical.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis suggeréiert, den initiale Projet de loi 8330 an zwee separat Projet-de-loien ze splécken, andeems den éischte Projet de loi nëmmen den Artikel 18 aus dem initialen Text traitéiert, deen d'Gesetz vum 19. Mäerz 1988 modifizéiert, an den zweete Projet de loi all déi aner rechtliche Artikelen aus dem initiale Projet de loi traitéiert.

D'Finanzkommissioun huet doropshin decidéiert, dës Recommandatioun vum Staatsrot ze iwwerhuelen, an huet den initiale Projet de loi 8330 an zwee separat Projet-de-loie gespléckt: de Projet de loi 8330A, deen eenzeg an eleng den Artikel 18 aus dem initialen Text iwwerhëlt, an de Projet de loi 8330B, deen all déi aner Artikelen vum initiale Projet traitéiert an deen der Chamber zu engem spéideren Zäitpunkt virgeluecht wäert ginn.

Nodeems de Kontext gesat ass, komme mer haut elo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann zum Projet de loi 8330A. Dëse Projet de loi huet een eenzege Artikel, deen, wéi gesot, den Artikel 18 vun dem initiale Projet de loi 8330 ersetzt an dee virgesäit, den Artikel 4 vum Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ze modifizéieren, andeems am Alinea 1 an dem éischte Saz d'Wierder „dans les trente-cinq ans“ an am zweete Saz d'Wierder „dans ce délai“ erausgeholl ginn an am Alinea 6 d'Wierder „et au plus tard à l'expiration du délai de trente-cinq ans fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article“ erausgeholl ginn.

Mat dëser Modifikatioun gëtt all Referenz op den Delai fir d'Regularisatioun par rapport zum Cadastre vertical aus dem Gesetzestext erausgeholl, sou dass de kruzialen Datum vum 1. Abrëll 2024 net méi applikabel ass an d'Acteuren um Terrain keng rechtliche Onsécherheet méi hunn no dësem Datum vum 1. Abrëll.

Fir kuerz ze rappeléieren: De Cadastre vertical betrëfft déi Gebaier, déi virum Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ënnert de Regimm vun der Kopropriétéit gefall sinn. An et geet beim Cadastre vertical drëms, déi eenzel Deeler vun enger Kopropriétéit genau ze erfassen.

En Expert erstellt esou e Cadastre vertical, deen déi aktuell a reell Situatioun vun deem Haus muss mat der Situatioun, wéi se à l'origine aktéiert gouf, vergläichen a gegeebenefalls regulariséieren.

Dëst ass awer oft net méiglech oder ganz schwiereg wéinst ganz diverse Grënn, esou zum Beispill dem Feele vun Dokumenter oder Onstëmmegkeeten tëschent Koproprietären.

Duerch successiv Gesetzer gouf den Delai, fir de Cadastre vertical fir déi betraffe Gebaier ze realiséieren, ëmmer nees no hanne geréckelt, 1990 ëm fënnf Joer bis 2004 an duerno zweemol jeeeweils ëm zéng Joer bis elo den 1. Abrëll 2024, ouni awer Friichte gedroen ze hunn.

Bis haut gouf den Delai also ëm 35 Joer no hanne geréckelt an haut muss mer feststellen, dass mer nach ëmmer ganz wäit ewech si vun enger kompletter Realisatioun vun allen noutwendige Cadastre-verticalen. En effet, vun de ronn 3.350 Dossieren, déi viséiert sinn, sinn der, Stand haut, manner wéi 1.900, wou de Cadastre vertical realiséiert ass a virläit, an 2004 (veuillez lire: 2014) waren et der 1.600.

Schonns 2014, bei der deemoleger Verlängerung vun dem Delai ëm zéng Joer, huet den deemolege Rapporteur, den honorabelen Deputéierte Franz Fayot, eng Rëtsch Pisten opgezechent, wéi een dee Problem vun der Regularisatioun permanent geléist kéint kréien, ënner anerem d'Alternativ vum Ofschafe vun deem Delai, wat mir elo haut mat dësem Projet de loi realiséieren. Eng weider Verlängerung vum Delai ëm zéng Joer géif net vill bréngen a mir sténgen an zéng Joer alt erëm eng Kéier hei mat deem selwechte Constat: dass nach ëmmer net all déi viséiert Gebaier e Cadastre vertical realiséiert hätten.

Fir d'Administratioun heescht d'Ofschafung vum Delai, dass se an Zukunft weiderhin zwee verschidde Regimier parallel geréiere muss, esou wéi se dat säit 35 Joer eigentlech och gewinnt ass ze maachen, mat engem ancien Régime vun deenen net regulariséierte Gebaier vu virun dem Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété an engem nouveau Régime mat deenen Dossieren, déi regulariséiert goufen.

Wat d'Avisen ugeet, esou huet esouwuel den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils ewéi och d'Chambre de Commerce keng Remarque gemaach par rapport zu dësem Artikel 4 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Mäerz 1988 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété. Wéi virun och scho beschriwwen, huet de Staatsrot a sengem Avis sech just iwwert dësen eenzegen Artikel prononcéiert a keng Remark um Fong gemaach.

D'Finanzkommissioun huet de Rapport an hirer Sëtzung vum 6. Mäerz 2024 ugeholl a fir all weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit. Als Spriecher vu menger Fraktioun hunn ech deem näischt bäizefügen a ginn heimadder och den Accord vu menge Kollegee vun der Fraktioun vun der CSV.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauer villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn deem komplette Rapport, dee gemaach ginn ass, näischt bäizefügen an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech si frou, dass de Rapporteur mäi Rapport zitéiert huet vun 2014, et ass effektiv zéng Joer hier. Et mécht mech net méi jonk. Ech sinn awer frou, dass ech deemools och schonn déi Pist gesinn hunn, déi mer dann elo haut adoptéieren. Ech mengen, et ass eng Fro vun der Sagesse, déi de Legislatuer dann heiansdo huet, fir esou Saachen dann ze maachen, wann e gesäit, dass eppes net fonctionéiert. An ech ginn dann och domat den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann huet d'Wuert den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Heimadder ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, villmools merci. Ech denken, dass dat heite weist, dass een och kann heiansdo e Feeler redresséieren, quitte dass et elo ganz laang gedauert huet – mir schwätze vun engem Gesetz aus den 80er-Joren –, mee wann ee vun der Verwaltung gesot kritt, dass d'Perspektiv net do ass, dass de Rescht vun den Immeublë géif nach suivéieren, dann doe mer gutt drun, fir elo net nach eng Kéier den Delai ze verlängeren. Duerfir kritt Der och hei eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also, mir sinn och bereet, dëse Projet de loi matzestëmmen. Allerdéngs stellt sech awer trotzdem eng kleng Fro. Also, mir hu Verständnis derfir, datt den Delai erausgeholl gëtt, a mir hu Verständnis derfir, datt d'Administratioun u sech déi Aarbecht net ka maachen. Et si jo nach bal 1.500 Gebaier, déi missten an de Cadastre vertical kommen. A wann ee kuckt, wéi vill Zäit se gebraucht hunn, fir dat virun hinze kréien, da misste mer nach 30 Joer – wat weess ech – ongeféier waarden.

De Problem, dee sech allerdéngs stellt, ass jo, datt och am Koalitiounsvertrag drasteet, datt dat Gesetz iwwert déi eidel stoend Wunnengen érischt géif deposéiert ginn, nodeems de Cadastre vertical fäerdeg wär. An do stellt sech dann de Problem, wa mer den Delai eraushuelen, datt vläicht déi Gesetzgebung, fir eeben eidel stoend Wunnenge kennen ze taxéieren, aux calendes grecques wäert bleiwen.

Dat heescht, do stellt sech d'Fro, inwiefern d'Regierung sech awer verpflichtet, lo och an dëser Legislaturperiode trotzdem e Registre national des bâtiments opzestellen, fir kënnen zu där Legislatioun ze kommen, oder ob d'Regierung och gedenkt, iwwert aner Weeër ze fueren, fir dat kënnen ze maachen. Deemno wéi ass de Cadastre vertical jo och net onbedéngt néideg, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord steet ..., datt do drasteet, datt dat fir d'éischt misst geschéien. Mee mir wäerten dat jo net an deenen nächste fënnf Joer hikiréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Vu datt d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner elo opgebraucht ass, ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat hei wierkt eigentlech, wéi wann et e reng techneschen Dossier wier, mee e concernéiert ganz vill Leit dobaussen. An ech wëll duerfir, och wann et e Modèle de base ass, awer eng Rei vu Prezisioune ginn an och op déi Fro, déi den David Wagner, mengen ech, zu Recht gestallt huet, agoen.

Eigentlech géif ech soen: Net nëmmen an dësem Fall, mee heiansdo ass et gutt, wann een an der Politick d'Audace huet, fir eng Amende honorable ze maachen. An hei, mengen ech, mussen successiv Regierungen Amendes honorables maachen, well dee Problem sech zënter 1988 stellt, an et stinn, wéi ech dat virun gesot hunn an de Rapporteur och richtegerweis preziséiert, nach iwwer 1.400 Dossieren op.

Jo, et ass en Deel vun enger Gesetzgebung, mee et ass awer och en Deel, dass d'Gesetzgebung iwwer d'Kopropriétéit u sech selwer verlaangt, dass et eigentlech an dem gréissten Deel vun de Fäll eng Unanimitéit brauch vun alle Koproprietären, fir dass een dat hei ka regulariséiert kréien. Well den Ursprung vum Cadastre vertical ass nun eeben emol eng Regulariséierung, déi op engem technesche Plang geschitt mat dem Averstännis vu sämtleche Koproprietären.

Ech fannen et och luewenswäert, dass de Conseil d'État onofhängeg vun dem Gesetz de base iwwert d'Reform vun der Kadasterverwaltung mat op de Wee geet, fir dat hei kuerzfristeg ze änneren. Well wat wier d'Konsequenz, wa mer dat elo net am Mäerz géife stëmme? Mee dat wier ganz einfach, dass allegueren déi Situatioune vu virun 1988, dat heescht vun eeleren Appartements, vun eelere Residenzen, déi net regulariséiert wieren ..., dass do kee Verkafsakt méi kéint gemaach ginn. An duerfir ass dach eng gewëssen Urgence hei.

Den drëtten Punkt ass deen, an ech wëll dat och kloer soen: Och wann elo den Delai ewechfält, wann déi Regulariséierung, ech soen, implizitt gemaach gëtt, wëll ech awer eppes kloer soen. Dat ass Follgendes: Et soll net dobausse gemengt ginn, dass mat dem Fait, dass hei déi Obligatioun vun deem Cadastre vertical géif ewechfale mat dem Delai, kéinte Situatioune regulariséiert ginn, déi illegal sinn!

An ech erkläre mech: Dir hutt a ganz ville Gemenge Situatioune, wou zum Beispill eng Limitatioun ass, an der Héicht ze bauen. Loosst eis soen: 2.8, dat heescht, ech kann zwee Stäck plus nach e Geschoss ënnert dem Daach hunn. Elo sinn natierlech vill Leit – bon, gewollt oder wuel wëssend – higaangen an déi hu gesot: „Ma déi 0,8, déi ech ënnert dem Daach hunn, aus deene maachen ech dann e weidert Appartement oder e Studio oder e Logement.“

Wat illegal ass a wat och bei de Leit zu follgende Schwierigkeete féiert: Éischtens kréie se dat bei engem Nottär an der Reegel net verkaaft, well dee mécht kee Verkafsakt, an zweetens ass déi Gefor, där se sech aussetzen, extrem grouss. Firwat? Mee wann eng Kéier en Incendie, dat heescht zum Beispill e Brand, do geschitt, da kënnst eng Assurance an der Reegel guer net derfir op. Firwat? Well déi soen: „Majo, do war iwwerhaupt keng Wunneng virgesinn.“ Also ech wëll am Numm vun der Regierung ganz kloer soen: Dat gëtt heimadder net regulariséiert!

Da kommen ech zum Schluss. Dat ass déi Fro, déi den David Wagner gestallt huet. Wann dat esou an dem Regierungssaccord steet, da soen ech: Ech huelen d'Engagement, dass fir déi Verwaltungen, déi dem Finanzminister ënnerstinn – dat ass ënner anerem d'Steierverwaltung, dat ass och zum Deel

den Enregistrement –, opgrond vun enger gudder Digitaliséierung, an déi brauche mer an deene Finanzverwaltungen ëmmer méi, dat hei net op d'laang Bänk sollt geschiibt ginn, fir dass iwwerhaapt herno kann eng Leerstandssteuer erhuewe ginn.

Dat heescht, ech engagéiere mech hei fir déi Verwaltungen, déi vun dem Finanzministère ofhänken an déi en Deel derzou kënnen bäidroen, dass dat net als Obstruktioun sollt gebraucht ginn. Neen, déi Aarbechten, déi ginn onofhängeg dovunner virun, an ech wëll Iech och duerfir dat Engagement ginn.

An de leschte Punkt ass deen: Dir hat d'Méiglechkeet – wéi ech och, mengen ech –, d'Kadasterverwaltung ze gesinn. Dat ass impressionnant, wéi d'Kadasterverwaltung digitaliséiert ass. Dat kënnen d'Leit och praktesch gesinn op dem Internetsite vun der Kadasterverwaltung an ech géif mer eigentlech wënschen, dass all déi Verwaltungen – zumindest déi, fir déi ech dierf schwätzen; dat sinn déi, déi vum Finanzminister ofhänken –, de selwechten Degré de digitalisation hätten, well dat géif net nëmmen de Verwaltungen, net nëmmen den Aarbechtssofleef, mee virun allem de Biergerinnen an de Bierger vill zeguttkommen. An ech mengen, d'Digitaliséierung ass gradewéi déi kënschtlech Intelligenz net eppes fir sech selwer, mee et ass virun allem eppes, wat soll am Sënn si vun engem effikasse Staat, am Sënn vun einfache Verwaltungssofleef a virun allem am Interessi vum Bierger.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, dass déi Suggestioun vum fréiere Rapportier Franz Fayot dann haut ënner engem CSV-Finanzminister hiren Néierschlag fént. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet. Ech maachen Iech wéi üblech drop opmierksam, datt Der Iech musst aloggen, wann Der wëllt mat ofstëmmen, well soss kënt Der net mat ofstëmmen. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8330A. Den Text steet am Document parlementaire 8330A^{2A}.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8330A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass dann domat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an deemspriechend och kenger Abstentiuon. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme unanime uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Christophe Hansen), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haaggen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8320 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

An da komme mer zum zweete Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut, an do hu mer de Projet de loi 8320, eng Ofännerung vum Klimagesetz am Kader vum Europäeschen Emissionshandelssystem. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hunn 10 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Christophe Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Christophe Hansen (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 8320, iwwert dee mir haut ofstëmmen, modifizéiert an aktualiséiert d'Klimagesetz vum 15. Dezember 2020. An dat war néideg, well, wéi Dir wësst, sinn un europäeschen Niveau eis Klimaambitioune fir 2035 am sougenannte „Fit-for-55-Paquet“ nach emol konsequent verschäerft ginn. Et handelt sech notamment ëm zwou Direktiven an zwee Reglementer, op déi ech duerno nach méi am Detail wäert agoen.

Mir kruten awer notament och Avise vum Syvicol, vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce an natierlech och dem Staatsrot. Am Fong hätt dat heite Gesetz scho misse fir den 31. Dezember 2023 ëmgesat ginn. Mee, wéi sech dat gehéiert, hu mer natierlech missen op déi verschidden Avise waarden, fir och do d'Saache mat anzebauen. Ech kann Iech awer berouegen, dass mir mat deem Vott haut labber am éischte Véierel vun deene Länner sinn, déi dat doten elo schonn ëmsetzen, dat heescht, mir sinn do awer nach gutt an der Zäit.

An eiser Kommissiounssëtzung Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit gouf deen heiten Text de 7. Februar à l'unanimité uegoholl an dofir wollt ech hei och nach eng Kéier de Kolleeginnen an de Kolleeg ganz häerzlech Merci soen.

Fänke mer u mat der Direktiv 2023/958: Déi betrëfft den ziville Loftverkéier, wou duerch dës Modifikatioune elo déi gratis Certificate vun 2024 bis 2025 no an no auslufe gelooss ginn, fir dann am Joer 2026 integral gehandelt an dann och bezuelt mussen ze ginn.

Zousätzlech soll dann och nach eis Aviatioun elo graduell méi nohalte ginn, an dat, andeems verstärkt sougenannt „syntheetesche Carburanten“ och méi sollen agesat ginn. Dat gëtt

heiduerch encouragéiert, an dat ass wichteg. Obwuel d'Aviatioun – dat soe verschidde Leit – nëmme knapps 3 % vun de globalen Emissionen ausmécht, ass et trotzdem wichteg, dat ze maachen, well den Trend ass ganz kloer: Et gëtt ëmmer méi geflunn, an all 15 Joer, kann ee soen, verduebelt sech de Loftverkéier, an do gëllt et, och elo schonn dee richtegen Hiewel unzesetze fir d'Zukunft.

D'Changementer, déi duerch dës Direktiv 2023/259 (veuillez lire: 2023/959) an duerch d'Reglement 2023/257 (veuillez lire: 2023/957) un eiselem Klimagesetz mussen gemaach ginn, betreffen dann och d'Abezéie vum Schëfftransport an eis Klimaefforten. Och dat ass wichteg, well d'Schëfffaart steet weltwäit fir ronn 4 % vun de klimaschädlechen Emissionen an duerch dësse Changement wäerten dann och d'Produkte an eise Regaler no an no e besseren CO₂-Foussofdrock hunn, an, ech mengen, dat ass eppes, wat jiddereen ënnerschreiw kann.

Zudeem kënnen mer awer och soen, datt eis Produkte dann och méi konkurrenzfäeg ginn zu Produkte, déi am Moment aus – ech soen elo – Latäinamerika, China oder och anere Länner importéiert ginn. Och bei der Konkurrenzfähigkeit ass et, mengen ech, wichteg, datt mer eise Betriber hëllef.

Huet dat elo mëttelfristeg een Impakt op de Präis vun importéierte Gidder? Ech mengen, dat kënnen mer net ausschléissen. Mee mir mussen awer och ganz kloer soen: Wa mer elo näischt maachen, ass de Präis, dee mer ze bezuelen hunn, a long terme e vill méi héijen, an dofir ass et wichteg, datt mer dat heite maachen!

Duerch déi selwecht Direktiv, déi ech elo genannt hunn, wäert awer och en europäeschen CO₂-Präis agefouert ginn. Wéi Dir wësst, hu mer schonn en CO₂-Präis, zum Beispill an der Industrie oder och am Energiesektor. Dat gëtt awer elo och nach ausgeweit op d'Hëtze vu Gebaier an och zum Beispill de Verkéier. Wichteg ze soen an deem Kontext, ass natierlech, dass mir den CO₂-Präis bei eis zu Lëtzebuerg elo schonn hunn, contrairement zu anere Länner, an et kënt also näischt Zousätzlech doduerjer op eis Bierger zou. An, ech mengen, et muss kee sech Suerge maachen, dass duerch dës Gesetzgebung bei eis am Land a punkto Gebaier an Transport eppes méi deier géif ginn – just duerch déi heite Gesetzgebung.

An déi lescht grouss Modifikatioun un eiselem Klimagesetz betrëfft natierlech och d'Ëmsetzung vum Reglement 2023/256 (veuillez lire: 2023/956) an dat ass dee sougenannten „CO₂-Ausgleichsmechanismus un eisen Aussegrenzen“, deen elo soll agefouert ginn. De sougenannte „Carbon Border Adjustment Mechanism“ gesäit vir, dass bei Importer vu Produkte aus Drëttlänner wéi Stol, Aluminium an anere Gidder, déi ënner den EU-ETS-System falen, an Zukunft och de geltenden EU-CO₂-Präis un der Grenz muss bezuelt ginn. An dat ass gutt, well duerch dës System ginn op d'mannst op eiselem Bannemaart gläich Konditioune fir gläich Produkte geschafen, an ech héieren och, datt eis Industrie ganz en faveur vun deem heite System ass an dat begréist.

An, ech mengen, et ass awer och wichteg, datt een trotzdem seet: Dat doten ass awer net dat, wat elo eis Produktioun an Europa wäert retten! Mir hu méi Chargen, wéi dat an aneren Drëttlänner ass. An dofir erlaabt mer trotzdem, kuerz d'Kap ze wiesselen a kuerz eng perséinlech Bemierkung ze maachen, déi ech och schonn an der Kommissiounssëtzung gemaach hunn, an zwar: Deen heite System vum CO₂-Ausgleich un eisen Aussegrenzen ass keen Allheilmittel, fir ze verhënnere, dass eis Industrie no an no d'Schlappen an engem internationalen a globale Vergleech verléiert.

A firwat soen ech dat? Ma, well mer feststellen, datt d'Produktionskäschten an der EU méi héich si wéi bei der Konkurrenz an Drëttlänner a well d'Schéier och nach ëmmer weider wäert auseregoen, an dat wéinst enger ganzer Serie vu Facteuren: Eis Energiepräisser an der Europäescher Unioun si méi héich, eis Aarbechtskraaft ass méi deier. An dann: De Problem vum CO₂-Präis kréie mer natierlech duerch deen hei Mechanismus op d'mannst um Bannemaart ausgeglach, mee wéi ass et mat der Produktioun an der Europäescher Unioun, déi fir den Exportmarché geduecht ass? Wëlle mer déi Produktioun net méi oder si mer bereet, datt eis Industrie do no an no ofwandert?

Dat ass eng Fro, déi ech ganz kloer hei stellen. Ech mengen, dat hätt zur Folleg, datt mer sécher net méi propper Produkter an eise Regaler leien hätten, an natierlech ginn och do Aarbechtsplazen an Knowhow verluer. Ech mengen an ech denken, dass keen heibannen dat wëll.

A wéi kënne mir eis Industrie besser bei der Transitioun zu nohaltege Produktiounsmethoden ënnerstëtzen? Ech denken, hei kéint de Waasserstoff zum Beispill eng grouss Roll spillen, an do musse mer och elo schonn d'Jalone setzen, fir bei der Entwécklung vun der Produktioun, awer och der Konnexioun un e Waasserstoffniveau elo net den Zuch ze verpassen.

A wéi kënne mir kuerzfristeg a mëttelfristeg e besseren Accès op erneierbar a propper Energie kréien? Och dat si Froen, déi mer no deem heiten Text awer musse beäntweren, an ech mengen, dat sinn eng Rei Froen, wou eis Regierung sech muss asetzen, souwuel op nationalem Niveau wéi op europäeschem Niveau.

Dir Dammen an Dir Hären, dass mir eist Klimagesetz als eent vun deenen éischte Länner un eis Ziler vun 2035 upassen an domat de Fit-for-55 ëmsetzen, mengen ech, weist, dass dës Regierung ganz kloer hannert den europäesche Klimaziler steet an dass mir weiderhin eng Virreiderroll wäerten anhuelen, wat d'Ëmsetzung betrëfft. An ech soe bewosst „weiderhin“, well eise Plan national, de sougenannte „PNEC“, gëtt vun der Europäescher Kommissioun als virbildlech agestuuft, kritt do eng ganz gutt Zensur. An ech interpretéieren dat ganz kloer och als Kompliment un déi fréier Ëmweltministesch an hir Aarbecht, déi se gemaach huet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Emering (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, den Här Hansen huet jo elo scho ganz vill technesch Detailer hei präisginn, sou dass ech mech elo net méi wollt doranner verléieren. Mir stëmmen, wéi gesot, haut iwwert dat modifizéiert Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 of. An ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Saach aus deene Grënn, déi den Här Hansen elo hei genau erkläert huet.

Ech wëll awer och e klenge perséinleche Commentaire dozou maachen. Ech hunn an enger Statistik vun der World Bank nogekuckt, dass hei zu Lëtzebuerg eis Betriber zu 0,1 % responsabel si fir de Gesamt-CO₂-Ausstouss, deen an Europa stattfënt. An ech mengen, do musse mer wierklech oppassen – mir

hunn d'lescht Woch d'Liwverkettegesetz hei an der Chamber gestëmmt –, dass mer, wéi den Här Hansen elo gesot huet, eis Industrie net auslagere, well mer eeben op deene Standuerer an den Drëttlänner keng Kontroll doriwwer méi hunn.

D'DP begréisst d'Aféierung vun dem CO₂-Grenzausgläich, genau wéi och den Här Hansen et gesot huet, och bekannt als Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, fir déi Phenomeener vum Carbon Leakage an de Grëff ze kréien.

Dann ass eng weider wichteg Saach och, dass de maritime Secteur wéi och d'Aviatioun elo matconsideréiert gëtt. Och wann dat eis elo hei direkt net betrëfft, ass dat awer trotz allem, europawäit gesinn, e Risefacteur, deen onbedéngt muss matagebonne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei ënnerstëtzt eng éiergäizeg Klimapolitick, well mir esou eng liewenswäert Zukunft fir d'Generatiounen vun haut, awer och déi kommend Generatiounen kënnen ofsécheren. Et gëtt keen Zweifel, dass eng Transformatioun néideg ass, an dat am Kader vun enger demokratescher Bedeelegung vun eiser ganzer Gesellschaft. Mir musse d'sozial Wierkungen an d'Veerdeelungsfroe konsequent ugoen an dëst och diskutéieren, fir dass eebe grad d'Betriber an och déi Leit, déi an de Betriber schaffen, net ze kuerz kommen.

Ech wëll dann och ganz gären op eng Rei Mesüeren agoen, déi déi lescht Regierung och schonn en place gesat huet, wa mer iwwert d'Thematik Klimawandel diskutéieren. Ech mengen, et ass gesot ginn: D'CO₂-Steier war e wichteg Instrument, och fir den Tanktourismus e bëssen an de Grëff ze kréien, well mir awer hei ganz villes ugerechert kréien, wou mer net direkt de Pollueur dervu sinn.

Et si weider wichteg Saachen ze nennen, wéi e Klima-Biergerrot et cetera. Ech wëll awer och soen, dass mer am Koalitionsaccord ganz kloer Mesüeren heifir drastoen hunn, wéi zum Beispill eng obligatoresch Flicht, dass op neie Gebaier muss eng Fotovoltaikanlag an Zukunft installéiert ginn, déi de Staat och souguer virfinanzéiert, wann d'Leit déi finanziell Mëtzel net hunn. Wat och ganz wichteg ass: dass mer eng nohaltege Sozialpolitick bedriewen.

Ech mengen, wat och ganz wichteg ze soen ass – den Här Roth, dee war virdrun hei –: dass mer am Budget, wéi Der e jo all kënnt gesinn, weider massiv – massiv! – Investitiounen an der energieetescher Transitioun virgesinn. Fir d'Ëmsetzung vum nationale Klima- an Energieplang sinn net manner wéi 2,5 Milliarden Euro virgesinn. An deenen zwee nächste Jore wäert do nach dee Chiffer kënnen no uewen ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn op jidde Fall als DP hannert deem Gesetzesprojet a mir stinn och hannert der Klimapolitick vun der Regierung. Mam Klimagesetz vun 2020 hate mer e staarkt Fundament kréiert, wat elo mat deem Text nach verstärkt a méi effikass gemaach gëtt.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteeren. Ech soen och dem Rapporteur, dem Christophe Hansen, villmools Merci fir dee Rapport, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen, a ginn heimat vun der Demokratescher Partei, vun eiser Fraktioun, den Accord.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et zum gréissten Deel ëm Upassungen, déi op EU-Direktiven an EU-Reglementer zrëckzeféiere sinn an domat och wéineg Ulass zu enger kontroverser Diskussioun ginn. D'LSAP ass och mat deene punktuellen Adaptatiounen souwäit d'accord. Ech wëllt hei awer kuerz op e puer Punkten agoen, déi fir d'LSAP an deem Kontext wichteg sinn.

Generell ass et jo esou, dass den Emissiounshandel adaptéiert gëtt un d'Zilsatzungen am Klimaschutz an un d'Trajectoire, déi et soll erlaben, d'Emissiounen vun Zäregase bis 2030 ëm 55 % par rapport zu 1990 ze reduzéieren a bis 2050 d'Klimaneutralitéit ze erreechen. D'LSAP steet zu deesen Ziler a begréisst et deemno, dass ëmmer méi relevant Secteuren an den Emissiounshandelsystem agebonne ginn, wann dat et erlaabt, Investitiounen dohinzesteieren, wou se am effikassen zu der néideger Transitioun bäidroen.

D'Entreprisë mussen engersäits Ënnerstëtzung an Ureizer ugebuede kréien, fir an déi beschtméiglech Technologien ze investéieren, an anerersäits e kloert Signal kréien, dass si u Kompetitivitéit verléieren, wa si dat net maachen. Hei hat och de Franz Fayot e Gesetzesprojet, den 8314, mat der vieregter Regierung op den Instanzeweie bruecht, respektiv an iwwert d'europäesche Guidelines, wou d'Betriber am Fong e bësse méi intensiv Aidë kréien, wa se zu der Dekarbonisatioun bäidroen. An dat begrëissen ech op dëser Plaz natierlech och.

Den Transportsecteur spillt do och eng ganz grouss Roll. Et ass wichteg, dass de maritime Secteur agebonne gëtt. A mir begrëissen et och, dass an Zukunft beim Fluchverkéier net nëmmen d'CO₂-Emissiounen gekuckt ginn, mee och d'Kondenssträifen, déi och weesentlech zur Erwärmung bäidroen.

Här President, d'Reduktioun vun de gratis Emissiounsrechter an den Droock, fir innerhalb vun e puer Joer technesch op e ganz aneren Niveau ze kommen, stellen eng enorm Erausforderung fir d'Betriber duer. Dat gëllt selbsterständlech net nëmme fir d'Loft- an d'Schëfffaart. Domat sinn héich Käschte verbonden. Déi Entreprises, deenen et geléngt, sech ze adaptéieren, wäerten an der Zukunft besser Iwwerleiwenschancen hunn.

Allerdéngs däerfen dës Efforten net torpedéiert gi vun enger Auslagerung vun energieintensiven Aktivitéiten an Drëttstaaten, déi net un déi selwecht Obligatiounen gebonne sinn. D'Mesüeren, fir de sougenannte „Carbon Leakage“ ze verhënneren, sinn immens wichteg. Mir beginn eis politesch domat awer erëm méi an d'Richtung vu Protektionismus an Handelsbarriären, wat fir d'EU e Paradigmewissel bedeit.

Oppe Grenzen, de fräie Persounen- a Wuerenhandel a weltwäit Handelsaccorden, déi Barriäre reduzéieren, gehéieren zu de grouse Prinzippien, op deenen de Wirtschaftswuesstum an de Wuelstand an der Europäescher Unioun berouen. D'Férdere vun bëllegen Transport a vum Ausbau vun Transportinfrastrukturen waren ëmmer e wichtege Bestanddeel vun der EU-Politick.

Dat bréngt vill Virdeeler, schaaft awer och Ofhängegkeeten, déi mir an de leschte Jore besonnesch ze spiere kruten. Am Kontext vun der Pandemie ass et erëm méi wichteg ginn, dass mir innerhalb vun der EU wäitgeënd autark sinn, wann et ëm d'Produktioun vun essenzielle Gidder geet. Kuerz Transportweeër a lokalen Handel kréien erëm méi Bedeitung. An de kommende Jore wäert do also en neien Equilibre musse fonnt ginn, dee Konsequenze fir eis ganz Gesellschaft huet.

Eng vun de Konsequenze wäert sinn, dass generell d'Präisser fir vill Konsumgüdder an d'Luucht ginn. Dat riskéiert zu ganz seriöse soziale Problemer ze féieren, wann d'Politick net géigesteiert. D'Justice climatique, de sozialen Ausgläich fir ëmmer méi contraignant Klimaschutzmesüuren an d'Solidaritéit an der Gesellschaft sinn dofir an den Ae vun der LSAP eng Grundvoraussetzung, fir dass d'Klimaschützer kënnen erreicht ginn. Och Leit mat klenger Revenue sollten hiert Haus kënnen energiegesch sanéieren.

D'Erausforderungen, virun déi eis de Klimawandel stellt, ginn awer wäit doriwuer eraus. Mir wäerte méi ewéi jee muss kämpfe fir en Europa, dat op Wäerter baséiert. En Europa, dat d'Allgemengwuel iwwert d'ekonomesch Interessie vun enger Minoritéit stellt. Eng Politick, fir déi de Kampf géint Inegalitéiten an Aarmut Prioritéit huet. Nëmme esou wäert de laangfristige soziale Friden an der Europäescher Unioun kënnen garantéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Claire Delcourt Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir unzefänken – soss vergiessen ech et – dem Här Christophe Hansen en häerzleche Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Den Ëmwelt- a Klimaschutz ass natierlech eppes, wat all d'Partei matdroen. Als ADR wëlle mir awer dese Sujet méi pragmatesch ugoen. Mir wëllen ofweien, wéi eng Mesüre wierklech hëllefbräich si fir de Klimaan Naturschutz. Eiser Industrie- an Handelspolitick wëlle mer keng onnéideg Oplagen opzwängen, déi d'wirtschaftlech Entwécklung bremsen. Mir hu jo rezent gesi bei eise Baueren, zu wat dat kéint féieren.

Mir all wëssen, dass och déi europäesch Wirtschaft de Moment mat engem ganz onstabillen Ëmfeld konfrontéiert ass. Mir bleiwen do oppen, och wat déi nei Technologien ugeet. Den Ëmweltschutz wéi och de Schutz vun eise Ressourcë leien eis um Häerz an dat ass eppes, wat all rasonabele Mënsch kéint ënnerstëtzen.

Mee wat wierklech geféierlech ass fir eis Gesellschaft, ass, eng radikal Wend ze maachen, ouni vill nozedenen iwwert déi wirtschaftlech a sozial Konsequenzen. An och dat muss mer am A behalen, dat ass fir ons wichteg!

De mëschegemaachten Afloss op de Klimawandel géllt et selbstverständlech ze kontrolléieren an ze bremsen. Mir müssen oppassen, dass mer déi ganz Diskussioun mat der néideger Sachlechkeet uginn. Mir müssen eis kënnen op geséichert wëssenschaftlech Erkenntnisser verlossen. Mir wëssen all net, wat fir eng Technologie sech wäert an Zukunft als gutt oder schlecht erweisen. Fir eis als pragmatesch Partei ass dat Wichtigst, wéi ee kann elo realistesch eppes maachen. Als klengt Land soll a muss een och säin Deel derzou bäidroen.

An deem Kontext muss een och soen: Mir haten déi lescht zeg Joren e stramme Wuusstum hei am Land. Dat war och net glécklech an dat stellt eis viru grouss Problemer a ville Beräicher. Esou wäit emol eng generell Iwwerleung.

Elo eriwuer zu deem Volet, deen eis haut méi beschäftegt, an dat sinn de Fluchverkéier an d'Schëfffaart. Hei muss een och wëssen, dass mer als EU eis an d'Ofhängegkeet eramanövriert hunn, wat d'Importer aus sougenannten „Drëttlänner“ betrëfft. Dat

hu mer jo och däitlech gesi bei der Coronakris. Dat ass e Fakt, deen een net esou séier behiewe kann, net vun haut op muer, wéi mir ons dat wënschen. A wa mer den Import net méi hunn, da gëtt et schwéier. Mir hunn dat scho bei enger Rei Saachen déi lescht Joren erlieft.

Et muss een och wëssen, dass d'Energieversuergung an der EU dee gréisste Problem ass. Et muss een och wëssen, dass déi héich CO₂-Taxen, déi d'Industrie an Europa ze bezuelen huet ..., da si mer net méi konkurrenzféeg mam Rescht vun der Welt, wann dat do net geschitt. A sou wéi et de Moment ausgesäit, dierft dat net esou séier antreffen. Duerfir muss mer oppassen, dass mer deen Aascht, op deem mer sëtzen, net selwer ofschneiden. Dat ass deelweis deen Däiwelskrees, wou mer eis dra beweegen.

Elo féiere mer eng CO₂-Tax an op europäeschem Niveau, wat d'Loftfaart an d'Schëfffaart betrëfft, mat der Hoffnung, hei eng Reduktioun vun den Emissionen erbäizeféieren, dat am Zäitrame vu ronn zéng Joer.

Do hu mer awer zwee Beräicher, wou mer Bedenken hunn: Déi komplett Loftfaart kritt sech net esou séier ëmgestallt, wéi mir ons dat all heibanne wënschen. Fir unzefänken: D'Ëmstellung op méi ëmweltfrëndlech Energiequellen dierft an der Loftfaart ganz schwier ginn. Do ass, wat d'Biofuels betrëfft, d'Entwécklung nach am Ufanksstadium. Ob mer déi elo schonns bäigemëscht hunn oder net, ass mir net bekannt.

Op der anerer Säit: Fir an der Loftfaart eng komplett Flott ëmstellen, brauch een op d'mannst 20 bis 30 Joer. Wann een eenzel Fligere géif verkafen, kommen déi an anere Länner op der Welt an den Asaz an domadder ass dem Klima weltwäit gekuckt net gedéngt. Dobäi hunn eenzel Fligerconstructure Schwieregkeete mat de Finanzen an dem Liwwerpotenzial.

An zweetens bréngt dës Aféierung vun enger CO₂-Tax och eng Verdeierung vun de Wuere mat sech, wou mer ee groussen Deel dréngend brauchen, well déi an Europa net ze fanne sinn oder well mer déi mat de Joerzénge ausgelagert hunn. An dat betrëfft haapt-sächlech déi Äermst vun eiser Gesellschaft, dat sinn der jo, wéi mer all wëssen, net wéineg.

Dat schreift och d'Chambre des Salariés an hirem Avis, an ech zitieren hei d'Chambre des Salariés: „Tandis que l'impact régressif de la taxe carbone nationale est partiellement compensé grâce à un crédit d'impôt ciblé, nous tenons à souligner que la hausse conséquente du prix de vente de la mise aux enchères des quotas SEQE provoque un impact régressif similaire qui touche de manière disproportionnée les ménages moins aisés.“ Ech mengen, dass soll een net ausser Uecht loossen. „Toutefois, aucune mesure sociale compensatoire n'est prévue à ce stade.“

Des Weidere schreibe si am Artikel 70: „Or, vu la hausse considérable du prix par tonne d'émissions et prise en compte des nombreuses modifications adoptées récemment au niveau européen qui risquent d'avoir en effet haussier sur le prix futur, nous demandons que le Gouvernement lance une analyse de l'effet régressif de la hausse du prix du carbone dans le cadre du SEQE sur le pouvoir d'achat des ménages vulnérables et introduise des mesures sociales compensatoires pour contrecarrer ce phénomène injuste.“

Dobäi muss ee feststellen, dass d'Einname vu Lëtzebuerg aus dem Europäesche Sozialfong aus dem Beräich Klima ganz begrenzt sinn. An op der anerer Säit dierft, wa mer op dee Wee gi wun Ausgläich, all dëst eng Staang Geld kaschten, zwar eréischt no enger Rei vu Joren, mee ob mer dat Geld dann

hunn, dat ass eng aner Fro. Dorobber muss een nach zrëckkommen.

Doduerch ass d'Zukunft vun eise Land ganz fragill an et muss ee sech froen, ob mer dat packen. Duerfir wäerte mir dësem Gesetz net kënnen eis Zoustëmmung ginn. Mir sinn zwar net géint d'Erofsätze vum CO₂, mee déi Begleetmesüuren, déi loossen awer vill ze wënschen iwwreg an déi ginn eis keng Satisfaktioun.

An dee leschte Punkt, deen een net soll ausser Uecht loossen: Dat bréngt och Nodeeler mat sech, wat d'Konkurrenzféegkeet vun eise Betriber baussent der EU ubelaangt. Mir géifen an deem Sënn e méi rationale Wee aschloen. Sou wéi et och an eise Walprogramm steet, géife mer éischer do usetzen, wou haut eng massiv Klimaverschmoutzung an der Welt virzefannen ass. Dës Länner solle mer a Form vu wirtschaftlecher Zesummenaarbecht derbäi ënnerstëtzen, op méi klimafrëndlech Technologien ëmzeklappen. Mir si jo an deem Sënn mat enger Problematik konfrontéiert, déi net bei de Länner an och net bei de Kontinenter ophält. An deem Sënn géife mer de Problem als Ganzes upaken.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, mam Text, iwwert dee mer haut ofstëmme, passe mer den Handel mat Emissionenzertifikater un. Dëst, fir dem Eropsetze vun de Klimaziler weltwäit an an der EU Rechnung ze droen, fir industriell Aktivitéite besser virun onfairer Konkurrenz ze schützen a schlieslech fir d'Reegelerwierk op nei Secteuren auszeweiten.

A menger Funktioun als Ministesch hat ech d'Éier, net nëmme um europäesche Plang un deene betreffenden Texter matzeschaffen, mee och se heiheim an e Projet de loi ëmzesetzen, deen am Oktober d'lescht Joer deposéiert gouf.

Dës Texter sinn, zesumme mat deem gesamte Wierk vum europäesche Fit-for-55-Pak, e gutt Beispill fir e Resultat vun engem laangjäregen Asaz vun de progressive Kräften an Europa, ouni déi mir elo keen esou kloren an effikasse Kader hätten, fir d'Mënsche virun Extreemwieder ze schützen a fir eis ewech vun der Ofhängegkeet vun de knaschtegen Energien hin zu enger fortschrëttlecher an inklusiver Gesellschaft ze entwéckelen. Et weist, dass mir zesummen als EU de Wee zur Klimaneutralitéit konsequent uginn, ouni dobäi de sozialen Ausgläich aus dem Bléck ze verléieren, an domat och Moossstief fir d'Ëmsetzung vun der Klimapolitick weltwäit setzen.

Lëtzebuerg huet an all dese Joren net drop ge- waart, dass den europäesche Kader sech festegt, iert heiheim geschafft gouf, mee mir hunn heiheim proaktiv wichteg Piliere ëmgesat – zum Beispill d'Klimagesetz vum Dezember 2020 mat chiffréierten Ziler – a Lëtzebuerg war eng Zuchkraaft, souwuel an Europa wéi och um internationale Plang, zum Beispill am Kader vun der Ausschaffung vum Paräisser Klimaaccord 2015.

Och wann een heiansdo den Androck kéint kréien, dass de Klimaschutz aktuell net onbedéngt zu deene beléiftengem Theeme gehéiert – e Phänomeen, dat laut engem rezenten Artikel am „Wort“ op eng Zort, an ech zitieren, „Klima-Bashing“ EU-wäit vun de Parteien, an ech zitieren nees, „riets aussen“ zrëckzeféieren ass, e Muster, dat een ëmmer méi kloer erkennt –, trotz oder grad wéinst dëser Situatioun

hu mer grad elo eng gemeinsam Verantwortung, fir dësen Asaz weiderzefieren.

D'Drénglechkeet vum Klimaschutz hält net of, mee ganz au contraire: Et vergeet quasi kee Mount, ouni dass d'Spezialisten aus der Wëssenschaft weltwäit eis drop opmierksam maachen, dass nees en neien Temperaturrekord geknackt gouf. Just als Beispill: Meteolux huet virun enger Woch gemellt, dass de Mount Februar vun dësem Joer dee wärmste säit dem Ufank vun den Opzeechnungen ass. An dat ass just ee Phenomeen nieft villen anere Laangzäitphenomeener, déi kloer ze erkennen, voire ze spiere sinn.

An de Beräicher Ëmwelt a Klimaschutz goufen iwwert d'Joren ëmmer nees nei Weeër ausprobéiert, fir déi wirtschaftlech Aktivitéiten an d'Kompetitivitéit vun europäesche Betriber engersäits laangfristeg ze stäerken an anerersäits hir Aktivitéiten an Aklang ze bréngen mat eise limitéierte Ressourcë respektiv mam Schutz vun eise kollektive Gidder wéi propperer Loft, gesonder Natur oder engem funktionéierende Klima.

Iwwert d'Joren hu sech, vereinfacht ausgedréckt, dräi grouss Kategorië vu Mechanismen als effikass erauskristalliséiert, déi ausserdem komplementär zuenee sinn: Nieft fräiwëllegen Ureizer wéi Sensibilisatioun, Guidelines, Labeling, Zertifikatiounen oder finanziellen Ënnerstëtzungen, déi richteg Handel erméiglechen, ervirhiewen a belounen, gëtt et a ville Beräicher Encadrementer duerch technesch Reegele wéi sektoriell Reglementatiounen a Geneemegungen – déi sougenannte „Command-and-Control-Approche“ –, déi genee festleeën, wéi soll geschafft ginn, a schliesslech och maartbaséiert Methode wéi zum Beispill Taxatiounen oder Handel mat Emissiounszertifikater.

Deen Text, iwwert dee mer haut elo ofstëmmen, ass e gutt Beispill fir dës drëtt Kategorie vu Mechanismen an also e weidert wichteg Puzzlestéck an engem grouss Kader. Et geet heimat drëms, dat bestoend Maartinstrument, den Emissiounshandel, dee sech an all de Joren als wichtige Outil bewäert huet, ze erweideren, fir de kommerzielle Lofttransport méi klimafreundlech ze maachen duerch e progressivt Erofsetze vun de Gratisquoten an d'Iwwerwaache vu weidere Loftemissiounen, déi d'Effekter op de Klimawandel noweislech verstärken, fir och de Schëffs-transport an den ETS opzehuelen a soumat déi domat verbonnen Emissiounen progressiv ze reduzéieren, an och fir de bestoenden ETS unzepassen an och hei d'Veerdeele vu Gratisquoten etapeweis auslafen ze loosse.

Zousätzlech soll en CO₂-Grenzausgläichsmechanismus schrittweis agefouert ginn, wat eng laangjäreg Demande vun der europäescher Industrie war an deem, wéi schon oft gesot ginn ass, déi europäesch Hiersteller aus bestëmmte Secteure wéi Zement- a Stahlerstellung soll schützen virun onfairer an net klimaregulierter Konkurrenz duerch Importer aus Net-EU-Länner.

E weidert Element, dat mir um Häerz louch, war, fir bei dëser Geleeënheet och eng Verlängerung vum Delai fir d'effentlech Befragung zum nationalen Energie- a Klimaplang vun engem Mount op zwee Méint mat an den Text eranzubringen, soudass d'Leit heime déi néideg Zäit kréien, fir sech dës Plang unzekucken, fir sech eng Meenung dozou ze bilden. Heimadder passe mer d'Gesetz opgrond vun aktuellen Erfahrungen an d'Realitéit un, ganz genau wéi mer dat ganz pragmatisch och an anere Beräicher scho gemaach hunn, notamment am Naturschutzgesetz oder am Kader vum Kommodosgesetz.

Ofschlëssend war et mer och en Uleies, fir dem Observatoire de la politique climatique, also deem Gremium vu Wëssenschaftler/innen, déi eng wichtige

Roll spillen an der Bewäertung vun der nationaler Klimapolitik, och am Gesetzestext selwer dee richteg Stellwäert ze ginn, dëst am Kader vum Informatiounsaustausch ronderëm den Energie- a Klimaplang.

Déi bestoend Klimaschutztexter mussen awer an den nächste Méint mat enger weiderer Etapp an d'Lëtzebuergescht Recht weider ëmgesat ginn, nämlech de sougenannten „ETS 2“, e System, deem eis de Kader gëtt, fir d'Kuelestoffpollutioun och aus de Beräicher Stroosentransport an Heize weider ze reduzéieren. Dës stelle bis zu 80 % vun den nationalen Emissiounen duer. Et geet also net ëm näscht.

Déi gutt Noriicht ass, dass mer och hei als Land net ofgewart hunn, mee dass mer an der vieregter Regierung mat eiser aktueller CO₂-Tax, kombinéiert mat soziale Kompensatiounsmesüre wéi der Erhéijung vun der Allocation de vie chère oder der Hausse vum Steierkredit, deem automatesch un déi Stéit geet, déi dëst am meeschte brauchen, scho virgeschafft hunn. Mir hunn also elo schon e System, deem e sozialen Ausgleich mat agebaut huet, eppes, wat déi weinegst europäesch Länner bis elo schon esou en place hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Krisen hunn déi iergerlech Eegeschaften, net nëmmen zu e puer gläichzäitig opzetauchen, mee och net einfach ze verschwannen oder manner urgent ze ginn, wann ee méi laang mat konkreten Aktiounen waart, och net wann een dobäi „onverkrampft“ bleibt. A si waarden och net héiflech drop, bis et un hirem Tour ass, fir da „ganz entspaant“ eng no där anerer geléist ze ginn.

D'Realitéit ass komplex a mir hunn d'Veantwortung, séier an integréiert Léisungen ze sichen a virun allem och ëmzesetzen. D'Krisen, an domat och d'Klimakris, sinn awer zum Gléck och keng Fatalitéit. Dee sechsten IPCC-Rapport weist eis, a wéi enge Beräicher et sech besonnesch lount ze investéieren, well d'Investitiounen käschteneffizient sinn, eis hëllefen, d'Emissiounen weltwäit an de Grëff ze kréien a gläichzäitig eis Liewensqualität ze verbesseren.

Dozou gehéieren, an dat ass net ganz iwwerraschend, Investissementer an erneierbar Energien – an der Haaptsaach Solar a Wind –, energiespuerend Belichtung an effentlechen Transport, mee och effizient Schëffaart an Aviatioun a ferner och Energieeffizienz an den Ersatz vu Brennstoffen an der Industrie. Déi lescht sinn allerdéngs méi deier wéi déi éischt an der Opzielung.

Dëst alles geschitt awer net vum selwen a virun allem och net an der néideger Vitesse. Dofir brauche mer e ganz previsibelen nationalen an internationale Kader, deem d'Viraussetzung schaaft, fir déi néideg Investitiounen an déi richteg Richtung ze orientéieren, an déi Betriber, déi kleng an déi grouss, ënnerstëtzt, fir dass och si déi néideg Investitiounen an d'Zukunft maachen. Dat alles war a muss weiderhin eng Prioritéit fir eist Land bleiwen, well Klimaschutz a Kompetitivitéit si kee Widersproch, mee eng Chance!

An, Här President, et gesäit een och laut enger rezenter Ëmfro, déi bei 15.000 Awunner an Europa gemaach gouf, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit dat genauou gesäit. A well déi gréng dat eeben och esou gesinn, wäerte mir dës Gesetzesprojet matstëmmen.

Merci fir d'Noluschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, et gëtt onsem Planéit ze waarm. Mir wëssen et. Mir wëssen, dass d'Äerderwärmung e gewaltege Problem fir Mënsch, Déier an Natur duerstellt. A leider wësse mir och, dass bis elo net genuch gemaach gouf, fir dee Prozess ze stoppen. Et ginn ze vill Dreifhausgaser ausgestouss an dat schuet eisem Klima. All Effort, fir d'Emissiounen ze senken, ass dofir en dréngend noutwendeg Schrëtt an déi richteg Richtung.

An dofir ënnerstëtze mir Piraten natierlech och de virleiende Projet fir d'Upassung vun eisem Klimagesetz un déi europäesch Direktiven a Reglementer. D'Gebai, de Fluchverkéier an de Secteur maritime an déi grenziwwerschreidend Wuerenherstellung an hire Verkaf si wichtige Emissiounssecteuren.

Dofir sinn déi europäesch Beméiunge ganz wichtig, fir d'Zäregasen ze reduzéieren a gläichzäitig och de sougenannte „Carbon Leakage“ ze verhënnern, also d'Ofwandere vu Firmen a Länner ausserhalb vun der EU, déi keng oder eng geréng CO₂-Steier bezéiungsweis e gënschtegen Emissiounsmarché hunn. Et ass och wichtig, dass den Emissiounshandel enger effikasser Kontroll mat Sanktiounsméiglechkeeten ënnerläit.

An natierlech begrësse mir och, dass den Delai fir d'Enquête publique iwwert den Avant-projet vum PNEC op zwee Méint verlängert soll ginn. Fir eis Piraten ass den Ausbau vun de Participatiounsméiglechkeete schliesslech ëmmer e Gewinn.

Mee och wa mir am virleiende Gesetzesprojet vill positiv Punkte fanne kënnen, sou muss mir awer och soen, dass d'Gesetz wuel net kuerzfristeg, mee just laangfristeg en Impakt op d'Klima wäert hunn. Et gëtt vill Iwwergangszäiten an och Lëtzebuerg wäert bis 2026 bezéiungsweis souguer bis 2030 jo bei senger nationaler CO₂-Steier bleiwen, amplaz den europäesche System ze iwwerhuelen.

An da bleibt jo och nach de Problem, dass de Klimawandel e globale Problem ass an déi hei genannten Direktiven a Reglementer natierlech keng global Gültigkeet hunn. Et ass e gewaltege Schrëtt, dass all d'Länner aus der EU sech op dës Reegelen eenege konnten, mee d'Klima kennt eebe keng Lännergrenzen – och net d'EU-Baussegrenz.

Ausserhalb vun der EU wäerte weiderhi fir vill méi bëllegt Geld Emissiounen ausgestouss ginn. Dat ass e Problem fir eist Klima an dat kann och e Problem fir déi europäesch Exportindustrie ginn. Fir europäesch Produiten an am Ausland produzéiert Wueren, déi an der EU verkaf ginn, mussen Emissiounszertifikater kaf ginn – fir auslännesch Produiten, déi am Ausland bleiwen, awer net.

Uni d'Emissiounszertifikater ass d'Produktioun natierlech méi bëlleg, mee eeben och méi knaschteg. Fir europäesch Exportateure kéint dat en Nodeel um Weltmarché sinn an dofir ass et wichtig, dass de Problem vun Klimawandel international ugaang gëtt. E globale Problem brauch eng global Äntwert!

Anerefalls verdränge mir den Zäregasausstouss just vun enger Regioun vun der Welt an déi aner, während d'Emissiounen insgesamt awer gläich bleiwen. Dann hu mir fir d'Klima iwwerhaupt guer näscht gewonnen. Jidderee muss säi Bäitrag leeschten an dat heescht och, dass jidderee muss esou vill leeschten, wéi e kann.

An enger gerechter Gesellschaft kann et net sinn, dass een, dee vill huet, vill Dreck ka maachen, just well e sech d'Taxen an d'Certificaten ouni Problem leeschte kann, während en aneren net weess, wéi en op seng Nuetschicht komme soll, well e sech de

Bensinn fir säin Auto net méi leeschte kann an och nach a sengem Duerf keen Nuetsbus fiert. D'Klimaschutzmesüre muss sozial gerecht kompenséiert ginn.

Den Här Engelen huet et och schonn ugeschwat: den Deel vun der Chambre de Commerce. Der Chambre de Commerce no kéinten d'Mesüeren aus deem Gesetz de Schëffsverkéier bis 2026 8,3 Milliarde kaschten. An dat wäert ee warscheinlech och um Niveau vun de Wuerepräisser, déi mam Schëff importéiert ginn, spieren. Dofir ass et wichteg, dass dru geduecht gëtt, d'Präisverännerunge fir Haushalter mat klengem Akommes ofzefiederden. Jiddereen ass am Kampf géint de Klimawandel gefrot, mee déi mat klengem Akommes dierfen net méi gestrooft gi wéi all déi aner.

Insgesamt wéilte mir Piraten jo eigentlech, dass beim Klimaschutz iwwerhaupt net mat finanzielle Bestrafungen, mee am Géigendeel mat positiven Ureizer geschafft géif ginn. Dofir setze mir eis jo och scho fir e Klimabonus an eng Upassung vun der CO₂-Steier an. Jidderee soll pro Mount eng staatlech Direkthëllef iwwerwise kréien. Wien domat klimafreundlech Produite keeft mat wéineg Taxen, wäert Sue Rescht behalen, wie klimaschiedlech Produite keeft mat héijen Taxen, verléiert säi Klimabonus.

Well mir awer wëssen, dass dës Iddi aktuell net um Dësch läit an de Klimawandel zäitno Aktiounen brauch, stëmme mir natierlech och dem System vum Emissionshandel zu. Domadder ginn ech och mäin Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci d'Nolauschteren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Klimagesetz ass a bleift en Tiger ouni Zänn. Prinzipiell fanne mir et zwar richtig, dass d'Klimapolitik iwwert e Kadegesetz gereegelt soll sinn, dat Ziler an Instrumenter festhält. Et feelt eis awer eng Verbindlechkeet bei de sektorielle Klimaziler, déi d'Regierung och daitlech géif engagéieren.

Mam aktuelle Gesetz am europäesche Kader ass et jo esou, dass Lëtzebuerg zwar säin allgemengt Klimazil anhale muss, mee doriwwer eraus keng sektoriell Ziler verpflichtend mussen erreicht ginn. Doduerch ass et méiglech, dass dat allgemengt Zil reng iwwer eng zollid Baisse vun den Emissionen am Transportberäich erreicht gëtt, mee gläichzäitig bei de Gebaier awer nach kee Fortschrëtt ze gesinn ass.

Am Transportberäich ginn d'Reduktiounen an éischer Linn op Decisionen zréck, déi Lëtzebuerg net selwer beaflosse kann, wéi d'Steierpolitik an den Nopeschlänner oder d'Opkomme vun der Elektromobilitéit an aner technesch Fortschrëtt, déi sech de Privatstot kann deier kaschte loosnen.

Bei de Gebaier dogéint läit de Ball bei der nationaler Politik, mee do deet sech awer da séier wéineg. Dat ass ëmsou méi problematesch, well et an deem Beräich ëm wirtschaftlech Substanz geet, ëm Aarbecht an Handwierker, déi gebraucht ginn. Et ass e Beräich, an deem de Leit direkt ka gehollef ginn, wat de Wunnconfort an d'Energiekäschten ugeet. Et ass virun allem awer och eng Prioritéit am Kampf géint d'sozial Ongläichheeten, déi duerch d'Ofhängegkeet vu fossiler Energie beim Hëtze vu Logementen méi grouss ginn. Eis kritesch Grondhaltung géint iwwer deemem Choix vun der viregter Regierung bleift also bestoen.

Bei der Ännerung vum Klimagesetz, iwwert déi mir diskutéieren, geet et ëm en aneren Aspekt. Den

Europäeschen Emissionshandel, ëm deen et haut an éischer Linn hei geet, ass de Versuch, mat Hëllef vun engem Marché – an domat iwwert de Präis vum CO₂ – Klimaschutz ze bedriewen, an dat virun allem an der Stol-, an der Zement-, an der Chimiesindustrie, an den Elektrowierker a spéider dann elo och an der Aviatioun.

Den Emissionshandel ass Ausdrock vun der neoliberaler Hysterie ronderëm d'Käschteeffizienz, wou op alles, och op Liewen, e Präis gesat gëtt, deen da souwäit wéi méiglech soll erofgedréckt ginn. Dofir goung et beim Emissionshandel, mee och bei den CO₂-Steieren drëms, d'Pollutioun als en ekonomesche Käschtepunkt ze gesinn an dese Käschtepunkt dann ze minimiséieren. D'Resultat dovun ass natierlech net, dass d'Pollutioun an d'CO₂-Emissiounen seriö erofgesat gi sinn, mee, wuelverstanen, dass de Käschtepunkt a punkto Klima fir Groussverschmotzer méiglech kleng gehale ginn ass.

A wéi kann een dee Käschtepunkt besser déif halen, wéi mat gratis Pollutiounsrechter? Oder mat esou enger enormer Offer u Pollutiounsrechter fir grouss Betriber, dass se spottbëlleg bleiwen? Bis haut ass de Bilan vun deem Emissionshandel a Wierklechkeet dann och ganz schlecht. Iwwer Joerzénge hunn d'EU respektiv d'EU-Memberstaaten de grouss multinationale Konzern a Verschmotzer gratis Verschmotzungsrechter ginn. Deels sinn esouguer vill ze vill Verschmotzungsrechter verdeelt ginn, wat engersäits de Präis op engem lächerlech déiwem Niveau gelooss huet, an anersäits dese Betriber et erméiglecht huet, déi Rechter de facto op e Spuerbuch ze setzen, fir se duerno da gewënnbréngend ze verkaufen, also ze spekuléieren.

Dese System huet also net nom Prinzipp vum Pollueur-payeur fonctionéiert, mee nom Prinzipp vum Pollueur-profitteur. Grouss multinational Industriebetriber hu säfteg Geld domadder verdéngt, kruten nach Kaddoe gemaach, während d'Leit dobausse fir alles hu misse bezuelen an ageträichert kréien, dat se klimabewusst liewe sollen: „Mir sollen all un engem Strang zéien, jidderee ka säint bäileeën.“ Dat ass a Wierklechkeet eng eidel Phrase an dat ass eng zudéifst unpolitesch Phrase, déi eis net weiderbréngt.

An och an Zukunft geet dat esou virun. Carbon Market Watch, wat kee superlénke Klub ass – et ass e Thinktank, deen op d'Analyse vum Handel mat Pollutiounsrechter spezialiséiert ass –, seet an enger rezenter Etüd, dass d'Schwéierindustrie bis 2050 engagéiert ass, fir 18 % CO₂-Emissionen anzespieren. Dat läit an éischer Linn dorunner, dass d'Schwéierindustrie och mat deser Reform bis 2030 méi wéi 90 % vun hire Verschmotzungsrechter weiderhi fir näischt kritt. An absoluten Zuelen heescht dat, dass 5 Milliarden esou Rechter, déi 5 Milliarden Tonnen CO₂ entsprechen, fir näischt verdeelt ginn. Schätzungen no wäerten op deem Wee 400 Milliarden Euro fléissen. Esou setzt ee keen Incentive fir Investitiounen an de Klimaschutz!

Et ass ëmsou méi absurd, wann ee bedenkt, dass 50 % vun de gesamten CO₂-Emissionen an der EU vun 30 multinationale Konzern an d'Atmosphär geblose ginn. 50 %, dat ass en décke Batz, un deen ee muss erugeen, wann een d'Klimaverännerung bremse wëll. Et muss ee bei der Produktioun usetzen, un der Wuerzel also, do, wou keen higesäit a wouriwwer ganz wéineg geschwat gëtt, well alles just op de Marché an den Endkonsument kuckt.

Här President, ee vun den Top-5-Verschmotzer an der EU, dat ass ArcelorMittal. ArcelorMittal kritt seng gratis Verschmotzungsrechter direkt vum Lëtzebuurger Staat. Duerch dës gratis Aktionéierung si Lëtzebuerg

iwwert déi lescht 20 Joer Honnerte Milliounen Euro Recetten duerch d'Lappe gaangen. Insgesamt huet ArcelorMittal europawäit eleng am Joer 2022 36,9 Milliounen Tonnen CO₂ ausgestouss an awer 44 Milliounen Pollutiounsrechter kritt – 7 Milliounen ze vill.

Dass et esou vill gratis Pollutiounsrechter gëtt, huet an éischer Linn mam Lobbying vun dese Firmen ze dinn, déi eng staark Mainmise op den Design vum Emissionshandel hunn. Se üben Drock aus op Regierungen, schwätze vun Delokaliséierung an d'Regierung maachen dann de Portmonni op. Dofir finanzéieren europäesch Staaten och zum groussen Deel längst iwwerfälleg Investitiounen a méi propper Produktiounsweisen, net d'Konzerner selwer, déi wéi ArcelorMittal Milliardegewënnner scheffelen. Dese Gewënn gëtt dann ënner den Aktionären opgedeelt.

Eréischt dese Weekend war an der Zeitung, am „Lëtzebuerger Land“, ze liesen, dass de Conseil d'administration eng Erhéijung vun den Dividenden decidéiert huet, déi un d'Aktionären ausgeschott solle ginn. Dat sinn d'Profiteuren, dat sinn déijéineg, déi doriwwer decidéieren, dass d'Benefisser net a méi propper Technologien investéiert ginn, mee an hir eegen Täsche fléissen.

Elo hätt een natierlech kënnen mengen, dass déi gratis Pollutiounsrechter en Enn kréien, soubal den neie Mechanismus a Kraaft trëtt, deen deloyal Konkurrenz iwwert déi méi ëmweltschiedlech Produkter aus Net-EU-Staate soll ënnerbannen. Och dese Mechanismus ass an der Reform dran. Deem ass awer net esou. Et wäert weider gratis Verschmotzungsrechter ginn, anstatt datt direkt domadder opgehale gëtt.

D'Konsequenz riskéiert ze sinn – an esou gesäit et och d'Salariatskummer –, dass d'Präisser klamme fir d'Konsumenten an domat och d'Profitter vun de Betriber an Europa, déi weiderhin net konsequent a klimaschounend Technologien investéieren müssen. Am Endeffekt riskéieren mer all, zweemol ze bezuelen, eemol als Konsument an nach eemol als Steierzueler. A wou ginn d'Suen hin? An d'Täsche vun den Aktionären, natierlech!

Wann een all dës weess, da stellt ee sech natierlech ganz seriö Froen, wann en neien Emissionshandel fir Gebaier an Transport soll agefouert ginn ab 2027 respektiv 2028. Fir Lëtzebuerg ass desen neie System an enger éischer Phas net obligatoresch, well Lëtzebuerg eng CO₂-Steier huet, déi bis 2026 op 45 Euro d'Tonn klëmmt.

An hei nach emol de Rappel: D'Groussindustrie bezilt oft 0 Euro d'Tonn, ronn 40 % vun den CO₂-Emissionen, déi vum europäeschen Emissionshandel ofgedeckt sinn, kaschten 0 Euro. Elo gëtt en zweeten Emissionshandel agefouert, mee deen éische funktionéiert emol net richtig.

Egal wéi Lëtzebuerg sech schlussendlech hei positionéieren wäert, stellt sech d'Fro, wéi den CO₂-Präis op Brennes a Gas et de Leit erméiglecht, hir Haier ze renovéieren an hir Heizungen ze ersetzen. Just well een d'Präisser eropsetzt fir Pétrol a Gas, heescht dat net, dass op eemol Zéngtausende Stéit Zéngtausenden Euro fannen, fir Neiuschafungen an Investitiounen ze maachen. Esou einfach ass dat net! Do gi vill méi staark ëffentlech Investitiounen néideg, fir op dee Wee ze goen, an dofir muss de Staat natierlech och d'Suen hunn. Déi Honnerte Milliounen, déi déi grouss industriell Verschmotzer, dorënner och d'Airlines, de Staat kaschten, wieren duerfir och e gudden Ufank.

Dofir, Här President, fält et eis u sech net ganz liicht, ze wëssen, ob een derfir stëmmt, ob ee sech enthält oder ob ee souguer dergéint stëmmt. Et ass alles, vun eise Standpunkt hier, bei deemem Projet u sech

méiglech. Den Emissiounshandel – vill Leit gleewen dorunner, wéi un e Feetsch, well dee scho jorelaang amgaangen ass –, e funktionéiert net. Den Emissiounshandel ass net dat Instrument, dat dozou féiert, dass d'Klimaziler weltwäit kënnen erreicht ginn. Bien au contraire, an dofir gëtt e jo permanent reforméiert an et ginn och gratis Pollutiounsrechter ofgeschaaft. Et ass e Péché originel. Et funktionéiert net. E gëtt dann awer e bësse verbessert.

Wat soll een do maachen? Et kann een natierlech derfir stëmmen, andeems ee seet: „Eppes, wat souwou net gutt funktionéiert, dat huet och ...“ Et sëtzt déif an de Käpp vun de Leit, vu ville Leit, vu villen Decideuren, dran, dass ee mat Marchésinstrumenter Saache kann errechen, déi gutt si fir d'Mënschheet. Et funktionéiert net. Ech kréien Iech net dovun iwwerzeegt, déi meescht vun Iech, mee Dir wäert gesinn, et funktionéiert net an et ass schon amgaangen, net ze funktionéieren, wat tragesch ass an deem heite Beispill!

Bon, et kéint een och dergéint stëmmen. Mir wäerten eis éischter enthalen, well et e Fortschritt ass innerhalb vun engem System, deen net funktionéiert huet. Et ass e bëssen d'Tragikomik vun dëser Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Regierung hätt elo d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmoos, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Christophe Hansen villmoos Merci soe fir dee ganz gudden Rapport, deen hie gemaach huet, an och alleguerten den Intervenante fir hir Contribution. De Christophe Hansen huet u sech dach am Detail de Gesetzesprojet erkläert an och déi aner Intervenante sinn eng Kéier op déi eenzel Punkten agaangen. Dat brauch ech also net méi am Detail nach eng Kéier ze maachen.

Et ass meng Virgängerin, déi dee Projet de loi hei nach deposéiert hat, an ech mengen, och si ass dorobber agaangen, dass déi Suite dovun ... Mir hunn dat iwwerholl, well mer dat natierlech och mussen ëmsetzen, well d'europäesch Direktiven eis dat jo virschreiwene, d'Reglementer sech souwou imposéieren, mee och well mer dovun iwwerzeegt sinn, dass et dee richtege Wee ass, fir weiderzekomme, eis ambitiéis Emissiounsreduktiounsziler och ze errechen, déi europäesch festgehale sinn an déi mer och national festgehalten hunn.

An net méi spéit wéi muer wäert den Ëmweltministère och den Emissiounsbilan publizéieren fir d'Joer 2022, sou wéi dat iwwer de Règlement grand-ducal virgesinn ass, an do wäert Der gesinn, dass an alle fënnef Secteuren d'Emissiounen erofginn.

Also ass et net richtig, wat den Här Wagner seet: Och an der Industrie sinn d'Emissiounen amgaangen, erofzuegoen. An dass dee System net effikass wier, géif ech awer hei net einfach esou wëlle pauschal stoe loossen, well et ass och ganz kloer, dass och am ETS-System, deem éischten, deen elo existéiert, dee jo haaptsächlech d'Industrie betrëfft, déi gratis Quote wäerten no an ofgeschaaft ginn, erofgeschrauft ginn. An dann ass et och net richtig, einfach esou pauschal duerstellen, d'Industrie géif keng Efforte maachen.

Eis Industrie mécht ganz vill Efforten, och fir innovativ ze ginn a fir och op Technologien iwwerzuegoen, déi

klimafrëndlech sinn a mir hu jo och e globale Kader, dee ganz kloer de Kader setzt, dee sech um Niveau vun der UNO ofspillt a wou elo och zu Dubai zwar vläicht net, esou wéi d'Europäesch Unioen an aner ganz ambitionéiert Staaten et wollten, eng richtig Sortie vun der fossiler Energie konnt festgehale ginn, mee wou sech trotzdeem awer 193 Länner – nach eng Kéier als Rappel – eens gi sinn, dass mer progressiv erausklamme wäerten aus de fossilen Energien.

Also lount et sech och net méi, ad aeternum an d'fossilen Energien ze investéieren, och wa se nach verfügbar sinn, well deen internationale Kader ganz kloer esou ficeléiert ass, dass et do keen Zréck méi wäert ginn an och déi nächst international Konferenzen no an no d'Schrauwe méi zouzéie wäerten an do wäert och d'Industrie sech mussen ëmstellen.

An da mat der Suerg, déi hei vill zum Ausdrück bruecht hunn, déi een och absolutt kann deelen, dass dat net d'äerf zulaaschte goe vun deene Matbierger, déi net esou gutt dostinn, respektiv dat do net soll zulaaschte goe vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit, wat dem Här Wagner schéngt egal ze sinn, well e jo e fundamentale Problem huet mat dem fräie Maart, mee dat ass eebe seng Attitud, an ...

(Interruption par M. David Wagner)

Jo, dat kënne mer gären eng Kéier maache bei engem Patt zesummen, wou mer scho laang net méi zesummen ee geholl hunn. Dat misste mer effektiv rëm eng Kéier maachen, Här Wagner.

(Hilarité et interruptions)

An an der Zäit hu mer dat gemaach, wéi mer an der Jugend nach zesummen aktiv waren. Also, ganz gären. Well mat dem Här Wagner kann ee ganz gutt schwätzen. Also, dat ass guer net dat. Ech mengen, ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ma merci. Op jiddwer Fall, fir elo zréckzekomme ... Dir hutt mech aus dem Konzept bruecht. Fir zréckzekomme: Also, ech mengen, déi Suerg, déi ausgedréckt ginn ass, déi sozial Gerechtegkeet an och déi Kompetitivitéit fir eis Wirtschaft, dat sinn och Piliere vun dem Europäesch Green Deal. Et sinn och d'Piliere vun den nächsten Aktiounen, déi vun der Europäesch Unioen wäerte gemaach ginn. Natierlech stinn europäesch Wale virun der Dier – kucke mer mol, wéi déi wäerten ausgoen –, mee mir hoffen natierlech awer, dass d'Europäesch Kommissioun an och dat neit Parlament an hiren Ambitioune wäerte weiderfueren, well all Politik, mee och ganz besonnesch d'Klima-, Ëmwelt- an Naturschutzpolitik, soll zu méi sozialer Gerechtegkeet féieren.

Dir hutt e wichtige Punkt ugeschwat, anerer och. Dat ass och ganz richtig, dass mat de Gebaier. Dat ass nach ee vun de ganz grouse Beräicher, wou mer nach net séier genuch weiderkommen. Mir hunn do awer och ambitionéiert Ziler. Och déi viregt d'Regierung hat déi jo festgesat an déi deele mer och, mee do ass et bei der Ëmsetzung, wou et natierlech nach net esou weidergeet. Ech kann awer berouegen: Et sinn awer u sech och genuch Suen do, fir dat ze ënnerstëtzen, dass mer och do kënnen dee Secteur dekarboniséieren, dass och do d'Leit – d'Privatstéit a jiddwereen, deen eebe Wunnengen huet, dee Gebaier huet – op déi ëmweltfrëndlech Technologie kënnen setzen.

Mee do gëtt et awer nach eng ganz Partie praktesch Detailer, déi einfach emol muss gekläert ginn. Do gëtt et technesch Ëmsetzungen. Mir hate jo gëschter eng Sëtzung vun der Ëmweltkommissioun, wou mer och schon e bëssen doriwuer geschwat hunn, dass

et dacks eeben och dodrunner scheitert. Zum Beispill bei de Wärmepumpelen, déi falsch installéiert ginn, well et do nach keng obligatoresch Receptioun gëtt, well mer nach net esou weiderkommen, dass méi Leit eeben och kënnen doranner investéieren.

Dofir wëlle mer och gären als nei Regierung och déi Subsiden eng Kéier op de Leescht huelen, se, wa méiglech, sozial gerecht och staffelen, wuel wëssend, dass mer natierlech och mussen deene Leit ënner d'Äerm gräifen, déi et am meeschte brauchen, déi meeschtens Locatairë sinn, awer mer dierfen net vergiessen, dass mer och Propriétaire mussen Incentivé ginn. Si wäerte jo och d'Investitioune maachen, fir déi Wunnengen, déi hinne gehéieren, fir déi Haiser, déi hinne gehéieren, och energeetesche ze sanéieren. Do gëtt et also eng Partie technesch Defien, déi mussen geléist ginn, an natierlech d'Incentivepolitik, déi och weider gemaach wäert ginn an nach méi ambitiéis wäert gemaach ginn, fir dass jiddwereen, dee wëll, och op dee Wee matgeet an och d'Méiglechkeet kritt, mat op dee Wee kënnen ze goen. Et soll net dru scheitern, dass, well ech e méi klengt Akommes hunn, ech herno déi Efforten net ka matmaachen, déi mer alleguerten zesumme mussen maachen.

An dann ass zum Beispill eng Obligatioun och fir all d'europäesch Staaten, am Kader vun deem ganzen Europäesch Green Deal an deem ganze Package Fit-for-55, wéi dat sou schéin op Lëtzebuergesch heescht, dass mer mussen och e Fonds social pour le climat op d'Bee setzen, net méi spéit wéi bis 2025, wou dann eeben och grad all déi dote Mesure mussen virgesi sinn a wou déi mussen matfinanzéiert ginn. Dat geschitt awer hei schon zu Lëtzebuerg, wéi gesot, iwwer de Fonds climat et énergie, deen déi Subsiden, wéi gesot, ausbezilt, fir kënnen an erneierbar Technologien ze investéieren.

Mee all europäesch Land huet d'Obligatioun, esou e Fong op d'Been ze stellen, well déi Notioun vu sozial gerechter Transitioun, déi „Just Transition“, e Pilier ass vun der europäescher Klimaschutzpolitik, genau sou wéi awer och d'Kompetitivitéit gradesou wichtig ass, well et nëtz eis natierlech näischt, wa mir déi Eenzeg sinn, déi Efforte maachen an eis Entrepreneuren doduerjer awer um Weltmarché net méi esou kënnen mathalen. An, wat den Här Polidori gesot huet, dass ass natierlech och e richtege Prinzip: Et ass e globale Problem an e muss och global geléist ginn. Duerfir hu mer awer de Kader, ënnert anerem vun der UNO, an och déi Reglementer, fir déi Konventiounen, fir déi Decisiounen zesummen ze huelen, fir dass weltwäit och alleguerten d'Efforte gemaach ginn.

Dat ass natierlech eng Debatt, déi mer nach eng Kéier méi am Detail kënnen féieren, well et ass net nëmmen ze gesinn, dass Europa kompetitiv muss si par rapport zum Rescht, mee Europa huet natierlech och eng Responsabilitéit, Investitiounen ze maachen an anere Géigende vun der Welt, déi haut scho leiden ënnert dem Klimawandel, wou eeben och Klimaupassungsprojete mussen finanziéiert ginn, wat d'Lëtzebuerg Regierung awer och scho mécht, wou eeben och Beem mussen geplanzt ginn, wou Landverbrauch gestoppt muss ginn, wou eeben och déi Länner Fäegkeeten iwwer Best Practices geléiert mussen kréien, fir sech haut scho méi géint d'Konsequenze vum Klimawandel kënnen ze schützen.

Do hu mer eng Responsabilitéit. Do huet zum Beispill och eis Finanzplaz eng Responsabilitéit, well mir hei zu Lëtzebuerg jo vill Fonge verwalten, déi awer och mussen an déi Projekte kënnen investéieren. An do mussen mer dann déi Fongen an déi, déi déi Projete hunn, beienebréngen, fir dass déi Suen, déi gebraucht ginn, och doran investéiert ginn.

An och wann d'Staate ganz vill Verantwortung mussen iwwerhuelen a vill vun dem PIB muss benotzt ginn, fir iwwer staatlech Ausgleichsmechanismen an déi ganz Klimaschutzpolitik ze investéieren, brauche mer awer de Privatsektor, well do déi meeschte Suen sinn, fir och an déi ganz Politik ze investéieren. An do, mengen ech, kënnen mir als Lëtzebuerg eng wichteg Roll iwwerhuelen. An dës Regierung wäert do och hir Verantwortung mat iwwerhuelen.

Ech soen Iech op jiddwer Fall Merci, datt Dir deen heite Projet de loi stëmmt, well et e wichteg Pillier ass, fir kënnen weiderzekommen, fir op där enger Säit déi national Klimaschutzziler ze errechen, mee och, fir déi europäesch Klimaschutzziler ze errechen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Erlaabt Dir, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro stellt?

(*Interruption*)

Här Minister, erlaabt Dir, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro stellt?

(*Brouhaha*)

Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir kënnen och eppes drénken.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hu lo meng Ried zerrapp.

(*Hilarité*)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Nee, ech hunn Iech gutt nogelauschert an op deene meeschte Punkte si mer jo souwisou enger Meenung, wat den Ëmweltschutz ubelaangt, och wa mir heiansdo ongedëlleg sinn.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat ass jo Äert gutt Recht.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt gesot: „aus dem Pétrole erauszeklammern“, wat ech och esou ënnerschreiw kann. Mee ech hunn awer do eng konkret Fro un Iech: Wäert dann och keng Autorisatioun méi erausgoe vun der Regierung, fir weider Tankstellen ronderëm eis Autobunnsnetzer oder Collectricë wéi zu Rodange oder op der A13 ze bauen? Well esou wéi ech Iech elo verstane hunn, géif et jo weening Sënn maachen, nei Strukturen fir dee fossille Brennstoff Diesel ze bauen, wa mer do sollen erausklaamen. An da géif Dir jo keng Autorisatioun méi ginn, wann ech Iech elo richteg verstane hunn. Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Also, ech kann Iech emol éischtens net soen, ob iwwerhaupt eng Demande do läit, fir iergendwou nach eng nei Tankstell ze bauen. Déi Informatioun hunn ech net.

An ech mengen, aus de fossillen Energien erauszeklammern, dat ass natierlech op Horizont 2040 bis 2050, wou mer déi Klimaneutralitéit wäerte mussen errechen, an do muss sech natierlech e ganzen Ekosystem herno ëmbauen. A wéi eng Richtung dat da wäert goen, ob dat dann herno méi Elektresch oder méi Hydrogeen ass, dat ass dann ze gesinn.

Mee ech kann Iech awer elo déi Fro esou net beäntwerten, well ech éischtens net weess, ob et esou ass, an zweetens wäert sech dat no an no och esou eng Kéier erginn. Mee haut weess ech net, wéi ech elo

dorop soll eng Äntwert ginn, well ech elo do nach keng Kenntnis hunn. Oder hutt Dir Kenntnis dovunnen?

M. Marc Goergen (Piraten) | Däerf ech äntwerten, Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mir halen elo just keen Dialog. Eng Äntwert.

M. Marc Goergen (Piraten) | A, pardon. A sech, déi Diskussioun iwwer eng Tankstell, eng Aire, Richtung Saarbrécken op der Saarbréckener Autobunn leeft jo scho länger. Dann hu mer zum Beispill dat selwecht zu Rodange, wou eng op d'Collectrice sollt kommen. Dat géif awer Är Strategie, déi Der grad erkläert hutt, net méi entsprechen. Dofir hunn ech déi Fro nämlech gestallt. Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ok. Merci. Dont acte.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8320. Den Text steet am Document parlementaire 8320⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8320 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreicht. De Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

(*Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative*)

Merci. Also, ech kréie matgedeelt, datt mer 54 Jo-Stëmme hunn, 2 Abstentiuonen a 4 Nee-Stëmme. Domat wär dës Text dann uegoll mat 54 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiuonen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 8320 est adopté par 53 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Sehovic fir den Depot vun enger Motioun, wann ech richteg verstane hunn. Här Sehovic.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Léif Frëndinnen a Frënn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ech de Moien an der Jointe vun de Kommissiounen vun den Affaires intérieures a vun der Justiz erlieft hunn, wou et ëm d'Ëmsetzung vum Heescheverbuet an notament den Dispositif spécial vun der Police gaangen ass, dat ass du jamais vu. Dat hu mer och Kolleeginnen a Kolleeg confirméiert, déi weesentlech méi laang hei an deem héijen Haus siegëiere wéi ech.

Mir haten op där enger Säit kloer Aussoe vun de Vertrieederinnen a vum Vertrieeder vum Parquet.

Éischtens, de Parquet war net informéiert iwwer de Fait, dass Agente vun der Police judiciaire fir den Dispositif spécial ofgezu gi sinn. Se waren an der Decisionsfannung net agebonnen.

Zweetens, héich spezialiséiert Beamtinnen a Beamte vun der Police judiciaire, déi an der Bekämpfung vum Terrorismus aktiv sinn, déi an der Bekämpfung vum Blanchiment vun der Finanzkriminalitéit schaffen sollen, mussen d'Heescheverbuet an der Stad Lëtzebuerg enforcéieren an do patrulléieren goen.

Drëttens, d'Procureure générale d'État seet eis, dass den Dispositif spécial, esou wéi en zesummegeesat ass an esou wéi e fonctionéiere soll, net géeeent ass, fir déi Missiounen, wéi se fixéiert gi si vun der Regierung, ze erfüllen.

A véiertens, dat ass nach vill méi schlëmm: D'Affären, déi vum Dispositif spécial poursuivéiert ginn, kéinten annulléiert ginn, well den État de droit net respektéiert gëtt.

Fënneftens, an zulescht, ass de Constat, dass eng grouss Onzefriddenheet um Terrain ass, beim Parquet a beim Service de police judiciaire.

Op där anerer Säit ganz vill Onkloerheet, ganz vill widersprécklech Aussoen um Niveau vun der Regierung. Wéi vill Beamte ware säit der Grënnung vum Dispositif spécial vun der Police judiciaire ofgezunn an deen Dispositif spécial? Keng kloer Äntwert. Just de Verweis, dass iwwer déi nächst 15 Deeg 30 Beamte solle vun der Police judiciaire detachéiert ginn.

Op eis Fro hin, aus wéi enge Sektione vun der PJ dës Beamte sollen ofgezu ginn, koum keng kloer Äntwert. Op eis Fro hin, ob de Minister Instruktiounen un d'Police a méi speziell un d'Police judiciaire ginn huet, sot den Här Minister an der Kommissioun: Nee, ganz kloer net, hie géif d'Gewaltentrennung respektéieren!

Ech zitieren awer aus dem Bréif, deen eis haut zougänglech gemaach ginn ass, aus der Äntwert vum Inneminister un d'Madamm Solovieff, ech zitieren: „En date du 7 mars, sans préjudice quant à la date exacte, lorsque j'ai appris par le directeur général de la Police que, lors de la réunion du comité d'accompagnement, cet excès de zèle fut à l'ordre du jour, j'ai – Zitat – „immédiatement demandé au directeur général d'y remédier.“ Jo, wat dann elo, Här Minister?

Här President, léif Frëndinnen a Frënn, den Inneminister huet an dräi Méint méi Porzellän an den

Institutionen zerbrach, wéi Villeroy & Boch an engem Joer ka produzéieren.

(Hilarité)

Chaos a politeschen Aktionismus op Käschte vun eiser aller Sécherheet. Et ass héich Zäit, dass Schluss domadder ass.

An dofir, Här President, deposéieren ech zesumme mam Sam Tanson, mam Dan Biancalana, mat der Ënnerstëtzung vun de Kollege vun déi Lénk a vun de Piraten eng Motioun. Den Inhalt ass ganz einfach: D'Regierung gëtt opgefuerdert, esou wéi och d'Procureure générale d'État et gefuerdert huet, dass immédiatement all d'Agente vun der Police judiciaire aus dem Dispositif spécial ofgezu ginn.

Ech soen Tech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion

« relative au déploiement des agent-e-s de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'article 9 du Code de procédure pénale stipulant que « la police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur d'État, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre » ;

– le courrier du 7 mars 2024 de la Procureure générale d'État au Ministre des Affaires intérieures concernant « le dispositif spécial dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée » dans lequel la Procureure générale d'État

- souligne l'importante charge de travail de la police judiciaire,
- évoque qu'actuellement 1.200 affaires nécessitent l'intervention des enquêteurs,
- demande par conséquent de reconsidérer le déploiement de la police judiciaire pour combattre la mendicité organisée à Luxembourg ;

– la réponse écrite de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures au courrier susmentionné ;

– les explications fournies par les membres du Gouvernement, le parquet et la direction générale de la Police grand-ducale lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures du jeudi 14 mars 2024, dont entre autres :

- le déploiement prévu de 30 agents du Service de police judiciaire dans le « dispositif spécial police dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée » pour les 15 prochains jours,
- l'impossibilité de nous fournir l'information quant au service d'origine de tous les policiers concernés,
- la crainte émise par les représentants du parquet que le déploiement d'agents de la police judiciaire risque d'être contreproductif autant en termes d'enquête que de validité de la procédure et démotivant pour les policiers spécialisés,

invite le Gouvernement

– à donner suite au courrier de la Procureure générale d'État sollicitant le retrait avec effet immédiat de tout-e-s les agent-e-s de la police judiciaire déployé-e-s dans le « dispositif spécial police dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée ».

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Marc Goergen, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

7. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition de la Commission européenne relative à l'analyse automatisée des communications privées obligatoire pour tous les opérateurs de services de messagerie ou de courriel (Chat Control)

An da komme mer awer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert de sougenannten „Chat Control“, déi déi politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalten. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten hu fénnef Minutten, d'Regierung huet fofzég Minutten. Et hu sech elo schon ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Polidori als Verrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Polidori.

Exposé

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegen a Kolleginnen, et hëlt keen Enn! Sait Jore gëtt den europäeschen Dossier fir d'Iwwerwaachung vun der privater Chatkommunikatioun kritiséiert, awer trotzdem fént en ëmmer nees de Wee op den Ordre du jour.

Dobäi steet den Dossier, deen ënner dem Numm „Chat Control“ bekannt ass, ganz kloer fir eng geféierlech Feelaschätzung vun der digitaler Welt.

Verschlüsselt Messengerdéngschter, jo, léif Kolleginnen a Kollegen, esou wéi Dir se kennt heibannen, wann Dir schreift, Verschiddener si grad um Handy: Ech si mer sécher, jidderen heibannen notzt entweder iMessage – fir der e puer ze nennen –, Facebook Messenger, Instagram oder och bekannt E-Mail-Programmer. All déi Programmer solle gezwonge ginn, all d'Messagen op illegal Inhalter ze scannen. Well et ausserhalb vum Internet méiglech ass, e Bréif ofzefänken an opzemaachen, ouni ze riskéieren, dass ongewollt de komplette Postverkéier opgemaach gëtt, dreemen d'Supportere vun der EU-Propos derunner, dass dat och am digitale Raum soll méiglech sinn.

E privaten Chatmessage soll geschéckt ginn, e Programm soll en opmaachen a kucken, ob eppes Verdächtiges dran ass, a falls et e Verdacht op illegalen Inhalt gëtt, soll de Message u mënschlech Contrôleure weidergeleet ginn.

Esou wäit, esou gutt. Mee esou onproblematesch, wéi dat am éischte Moment vläicht kléngt, ass et awer net. Fir ze garantéieren, dass privat Chatten och privat sinn, musse se verschlüsselt ginn. Anescht kann net ausgeschloss ginn, dass Drëtter matliesen an Informatiounen, Fotoen oder Videoe klauen.

Wann esou Chatmessages elo solle gescannt ginn, dann huet een zwou Méiglechkeeten: Entweder et programméiert een en Universalschlüssel, mat deem een d'Verschlüsselung vun dese Messages opkritt, oder et liest een d'Messages direkt um Handy vun de Leit mat, éier se verschéckt a verschlüsselt gi respektiv nodeems se gelies an entschlüsselt goufen. An dat si béides schlecht Iddien.

Wisou? Ganz einfach, wa mer am digitale Raum Dieren opmaachen, da si se fir jiddwereen op. Natierlech kléngt et sympathesch, der Strofverfolgung d'Dier just e klenge Sputt opzeloossen, fir kriminell Messagë kënne matliesen. Mee am digitale Raum

gëtt et keen „E-Bëssen“. Op ass eben op! Wann d'Dier fir een opgemaach gouf, da steet se fir jiddwereen op. Wann et fir d'Police e Wee gëtt, Messagë matliesen, da kënnen och Hacker matliesen oder autoritär Regierungen, déi wësse wëllen, wat d'Opposition a kritesch Journaliste soen. A wéi mer jo de Moie matkruten an der Kommissioun, wéi den Innenminister sot, dass hien iwwer SMS dann och mat der Police kommunizéiert, all déi Saache kann een herno vläicht och online noliesen an d'Hacker kënnen dat klauen. An da kënnen och Pedophilier mat technischem Knowhow d'Kommunikatioun vun de Kanner matliesen, eng Tatsaach, déi jo méi wéi absurd ass, wann ee sech virun Ae féiert, dass d'EU-Propos jo eigentlech d'Zil huet, d'Kanner virun Iwwergrëffer ze schützen!

Aleng d'Argument, dass Chat Control d'Kommunikatioun vu jiddwereengem, ob e kriminell ass oder eben net, extreem onsécher mécht, misst eigentlech schon duergoen, fir den Dossier vum Dësch ze kréien. Mee leider ass deem awer net esou. Den Dossier kënnt ëmmer nees zeréck, aktuell an enger Fassung, wou behaupt gëtt, et géif een d'Sécherheet vun der Kommunikatioun oprechterhalen an awer d'Messagë matliese kënnen. Ech verstinn net, wéi dat sollt goen. A wéi dat sollt goen, dat soe se och net. Netzpolitik.org ok schwätzt vun der Quadratur vum Krees.

Mee déi genannte Problemer si mol nach net alles. Souguer wa mir déi Sécherheetsproblemer ignoréieren, souguer wa mir ausblenden, dass mat Chat Control Identitéiten, Bankdaten, sensibel Donnéeën a Privatbiller, Videoen an esou weider kënne geklaut ginn, a just fir ee Moment unhuelen, dass alles esou géif lafe wéi geplangt, souguer dann ass de Projet ëmmer nach héich problematesch. An zwar wéinst de Programmer, déi genotzt gi fir ze scannen. Mir schwätzen hei ëmmerhi vun der gesamter – vun der gesamter! – digitaler Kommunikatioun vun der EU. Dat sinn Honnerte Milliarden Norichte pro Dag! Dat ka jo souwisou just maschinell iwwerwaacht ginn.

Mee esou Programmer sinn net perfekt. D'Text- an d'Bilderkennungsprogrammer ginn zwar ëmmer besser, mee si maache Feeler. E Programm mat enger 80%eiger Trefferquot ass schon e ganz gudd Programm. Mee dat heescht och, dass esou e Programm an 20 % vun de Fäll eppes mellt, wat net ze melle war.

A souguer wa mir eis virstellen, mir hätten e Programm mat enger 99%eiger Trefferquot – enger Quot, déi et a mengen Aen iwwerhaapt nach net gëtt an engem Programm –, souguer da géif bei 1 % u Feeler bei den 100 Milliarden Messagë pro Dag, déi per WhatsApp am Moment geschéckt ginn, dat nach ëmmer zu enger Milliard – enger Milliard, ech widerhuele mech gär e puermol, enger Milliard! – Feelmeldung féieren!

Dat sinn entweder Fäll vu Kriminalitéit, déi net erkannt goufen oder en onschëllege Message, deen zu Onrecht gemellt gouf, zum Beispill wa mer an der Vakanz sinn a mir schécke gären der Famill eng Foto, wou onst Kand drop ass, oder e Sexting-Message téschent Teenager-Koppelen, déi dat awer och am géigesäitegen Averstännis maachen. All déi Saache ginn da mat Feeler erkannt.

Dat si ganz privat Messages, déi keen aneren eppes ugi wéi deen, dee se geschéckt huet an deen, dee se geschéckt krut. All déi landen dann iergendwou bei iergendengem op der Welt op sengem Ecran, all Dag, milliionefach, a wann net souguer milliardefach. Dat ass en extreemen Agrëff an d'Privatsphär! Dat ass geféierlech, well hei intim Informatiounen an d'Hänn vun Drëtter ginn. An dat ass en enormen Opwand, och

fir d'Strofverfolgung, déi mat där Mass u Meldungen och guer net wäert kënnen ëmgoen, well et dofir iwwerhaupt guer keng Personalressourcë gëtt.

All déi Suen a Personalressourcen, déi een an dësen Auswärtungsprozess misst stiechen, fir dass en och nëmmen e bëssen anstänneg fonctionéiere géif, wäere vill besser an der Preventioun an an der Täteraarbecht ubruecht.

Wann d'Bild vun engem mëssbrauchte Kand bis an den Chatrooms zirkuléiert, ass d'Strofdot schliisslech leider scho begaange! Wa mir de Kanner wierklech hëllef wëllen, da muss mir do usetzen, wou et drëms geet, d'Strofdoten ze verhënnere. An dat geschitt net mat enger grondrechtswiddreger Massen-iwwerwaachung.

Chat Control schützt exploitéiert Kanner net. Si leeft der Kriminalitéit just hannendrun, wa se dann iwwerhaupt iergendeppes wäert fannen. Well si mir éierlech, deen Dag, wou Chat Control Realitéit géif ginn, géifen all déi gesichten Täter natierlech d'Applikatiounen verlossen. D'Kriminalitéit zitt sech dann op hir eege Serveren oder an den Darknet zréck, esou wéi et elo scho ganz oft de Fall ass.

Do muss ee sech näischt virmaachen. Mir kënnen do wierklech net mengen, dass d'organiséiert Kriminalitéit méi domm ass wéi d'Regierungen oder d'Police, déi jo och op sécher Kommunikatiounsmëttel zréckgräifen, am Idealfall. Bon, mir hunn elo héieren, an Däitschland war dat jo och mol eng Kéier net esou, an hei am Land, wéi gesot, schreiw mer jo mat SMSen. Also, dat ass och herno dann net méi esou sécher.

Mee um Enn bleiwen da just nach onschëlleg Privatleien an den Chatrooms, déi iwwerwaacht ginn. Wiem soll dat hëllef? Sämtlech Date vun allen Awunnerinnen an Awunner ouni Verdachtsbasis ze scannen ass einfach net zillféierend an et ass onproportional a grondrechtswiddreg. Dat sot och de juristeschen Dëngscht vum EU-Rot.

Dass déi aktuell Propos vum Chat Control wëllt ënnerscheeden tëscht Applikatiounen mat héijem Risiko an Applikatiounen mat engem geréngem Risiko, ännert dorunner guer näischt. Déi meescht Messengerdëngschter kennen hir Notzer an och hir Inhalter vun de Messagen, déi geschéckt ginn, am Moment net, well si si jo verschlésselt. Bei enger Risikoanalys kéint een also ni ausschléissen, dass Messagen drënner sinn, déi a Verbindung mat Strofdote stinn. De Risk wäert also ëmmer als héich agestuuft ginn an dofir sollt der Propos no dann en Chat Control gemaach ginn.

Um Enn wier een also awer nees genee do, wou een ëmmer hi wollt: bei der verdachtsloser Massen-iwwerwaachung. Aus deem Grond ass et extreem wichteg, dass Lëtzebuerg sech an dësem Dossier nach emol staarkmécht a kloer seet, dass de Kampf géint Gewalt a Mëssbrauch u Kanner vun zentraler Wichtigkeet ass, mee dass Chat Control heifir net dat richteg Mëttel ass.

Fir eis Piraten ass dat kloer, mee bis haut hu mir vun der Regierung, weeder vun der aktueller nach vun der aler, keng kloer Stellungnam héieren. Et gouf éischer ofgewart a sech e bëssen hannert den Avisen a Positiounen vun anere Länner verstoppt. Mee mir géifen eis freeën, wann dat sech haut géif änneren.

Ënnert der belscher Rotspresidentschaft kruten d'Delegatiounen siwe konkret Froe gestallt fir eng Neifassung vum Text zur Chat Control, wéi aus geleakten Texter bekannt ass. Wéi steet d'Regierung zu dëser Froen an zum Relancement vum Projet Chat Control? Schléisst si eng verdachtslos

Masseniwwerwaachung kloer aus? Ech mengen, dass et Zäit wier, dass mir dat endlech gewuer ginn.

Masseniwwerwaachung a Fräiheitsrechter an Europa sinn e fundamental wichteg Thema, an dat besonnesch elo, wou ëmmer méi riets an autoritär Parteien sech an der EU breetmaachen a gëschter och nach den europäeschen AI-Act vum EU-Parlament gestëmmt gouf, deen eng Villzuel un Ausname fir biometresch Iwwerwaachung virgesäit, eppes, wat mir Piraten fir extreem geféierlech halen. Dofir hu mir dës Aktualitéitsstonn ugefrot.

An ech deposéieren och heimat nach zwou Motiounen, wou ech spéider da wäert drop agoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass ë. a. d'Charta von de Grundrechter von der Europäescher Union de Respekt vum Privat- a Familjeliewen an de Schutz vu persounbezunnenen Date mat den Artikelen 7 an 8 festschreift;

– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 11 (3) vun eiser Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 *concernant la protection de la vie privée* verankert ass;

– dass d'Bekämpfung vum Kannermëssbrauch eminent wichteg ass;

– dass een doduerch aner Grundrechter net gänzlich aushielegen däerf;

– dass et wichteg ass, an deem Beräich en uerdentlechen Equiliber ze fannen;

– dass d'EU-Kommissioun den 11. Mee 2022 eng zweet legislativ Propos zur Bekämpfung vun Abus sexuels vu Mannerjäregen am Internet gemaach hat an dës Propos elo nach emol opgegraff an ugepasst soll ginn;

– dass dës Pläng vun Dateschützer kritiséiert ginn, well duerch si Biller, Videoen, Messagen a Sprochnoriichten aus privaten Chats op Inhalter gesannt solle ginn, woumat dat digitaalt Bréifgeheimnis net méi assuréiert wier;

– dass de Risk besteet, dass déi viséiert kriminell Persounen sech nei Plattformen sichen, wou si net vun der EU-Propos betraff wäeren;

– dass eng Ëmsetzung vun de genannte Pläng mat erhéijelech Risiko fir d'Sécherheet vun eiser gesamter Onlinekommunikatioun verbonnen ass.

Aus dëser Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– sech zum digitale Bréifgeheimnis ze bekennen;

– sech op EU-Niveau derfir anzusetzen, dass de Screening vu Biller, Videoen, Messagen a Sprochnoriichten, dat heescht de sougenannten Chat Control, net verflüchtend gëtt.

(s.) Ben Polidori.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'EU-Richtlinn 2006/24/EG d'Späicherung vun Telekommunikatiounsdaten a Mailen, dat heescht déi sougenannte Vorratsdatespäicherung, zougelooss hat;

– dass d'ofgeännert Gesetz vum 30. Mee 2005 a sengem Artikel 9 d'Aféierung vun der Vorratsdatespäicherung zu Lëtzebuerg festhält;

– dass d'Gesetz vum 27. Juli 2007 d'Späicherungsdauer op 6 Méint festleet;

– dass d'Urteeler vum Europäesche Gerichtshaff vun 2014 an 2016 soten, dass d'Richtlinn 2006/24/EG géint d'Grundrechter von de Bierger/innen an der EU verstouss huet;

– dass den Europäesche Gerichtshaff (C-623/17) 2020 festgestallt huet, dass d'EU-Recht nationale Gesetzter entgéintsteet, déi Ubidder forcéieren, Verkéiers- a Standuertdate generell, wallos a verdachtslos ze späicheren.

Aus dëser Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Urteel vum EuGH endlech ze respektéieren an d'Vorratsdatespäicherung esou schnell wéi méiglech ze ënnerbannen.

(s.) Ben Polidori.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler.

Débat

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass den Här Polidori schonn den technesche Volet e bësse couvréiert huet, da kann ech deen e bësse méi kuerz halen.

Schätzungen no ass an Europa all fënneft Kand online oder offline Affer vu sexueller Gewalt. Dat ass enorm. Een Drëttel vun den Affer schwätzt ni driwwer, sou dass ee vun enger nach vill méi héijer Donkelziffer muss ausgoen. Et gëtt näischt méi Schrecklech a Verwerflech, wéi wa Leit sech un deene Klengsten a Schwächsten aus eiser Gesellschaft, un eise Kanner, vergräifen. Dat ass dat Schlémmst, wat een engem Kand kann undoen. Ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens.

Fir eis als CSV ass de Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch u Kanner esou wichteg, dass en op enger éischer Plaz vun der politescher Agenda stoe muss. Mir müssen eis ustrengen, an dat all Dag, fir no Léisungen ze sichen, fir deene schrecklechen Doten entgéintzewierken an d'Täter och zur Rechenschaft ze zéien.

An dëser Debatt ass et, mengen ech, wichteg, nach emol de Kontext ze beliichten. Wéi gesäit déi aktuell Reglementatioun aus? Am Moment ass eng Reegelung vum 14. Juli 2021 a Kraaft, déi Serviceprovidere vu Kommunikatiounsdëngschter d'Méiglechkeet gëtt, op fräiwëlleger Basis Material vu Kannerpornografie am Internet ze erkennen an ze mellen. Dës Reegelung leeft elo den 3. August vun dësem Joer aus an ass viru Kuerzem bis Abrëll 2026 verlängert ginn.

Et kann een dat gutt fannen oder och net. Fakt ass, dass déi Reegelung wéi bis elo wiederlaffe wäert. Et gëtt also a ce stade kee fixe juristesche Kader an dëser Matière an d'Negociatiounen, fir e gesetzleche Kader ze schafen, sollen elo, wéi annoncéiert ginn ass vun der belscher Présidence, mat neie Propose relancéiert ginn. Ob d'Problemer, d'Suerger, d'Bedenken, d'Kritiken, déi an der Vergaangenheet ubruecht gi sinn, déi selwecht bleiwen, dat bleift ofzewarten, bis een och e konkreten Text emol do leien huet.

Wa mer vum sougenannten Chat Control schwätzen, dann ass d'Thematik vun eise Grundrechter a Wäerter fundamental. „Wien d'Fräiheet opgëtt, fir Sécherheet ze gewinnen, verléiert um Enn béides.“ Dat sot de Benjamin Franklin am 18. Joerhonnert, also laang virun der rasanter Digitalisierung vun eiser Welt. An dach ass säi Wuert nach ëmmer héich aktuell.

Et geet u sech bei dëser Debatt ëm vill méi wéi ëm d'Fro vun techneschen an informatesche Méiglechkeeten. Et geet ëm d'Gléichgewicht vun eise Grundwäerter, ëm d'Reegele vun eisem Mateneen an an dësem spezifesche Fall ëm d'Gléichgewicht vu Fräiheet a vu Sécherheet. Fräiheet, op där enger Säit,

mam Prinzipp vun der fräier Meenungsäusserung, dem Dateschutz, dem Recht op Privatsphär, an op där anerer Säit d'Sécherheet am Sënn vum Schutz vum Kand, deen a priori ëmmer un éischter Stell stoe muss.

Dëst elo mateneen an Aklang ze bréngen an de richtegen Equilibre och ze fannen, dat ass ganz delikant an och schwierig. An dat kann eiser Meenung no nëmmen iwwert de Wee vum Prinzipp vun der Proportionalitéit geschéien.

D'Verhältnisméissegkeet vun de Mesüeren an den Outils spillt eng primordial Roll. A genau heibäi gesi mer mat deene Proposen, déi um Dësch leien, eng ganz Rei Problemer. Et stelle sech à l'heure actuelle ze vill Froen, déi eis Grondrechter touchéieren an déi net beäntwert sinn. Et feele kloer Äntwerten, déi d'Gläichgewiicht tëscht Fräiheet a Sécherheet garantéieren. Déi mussen fonnt ginn, an zwar unni Interpretatiounsspillraum.

Ausserdeem mussen d'Rechtsprinzippen, wéi se an den internationale Konventiounen festgeluecht sinn, souwéi d'Rechtssprechung vum den europäesche Gerichter respektéiert ginn, an dat ouni Ausnam. À défaut kann et zu kengem gesetzleche Kaderreglement kommen.

An där ganzer Diskussioun dierf een awer och net ausser Uecht loossen, dass déi digital Welt kee rechtsfräie Raum ass. Eis Rechtsnorme gëllen ouni Aschränkung och am digitale Raum. Dat gëllt fir eis Biergerfräiheeten, mee dat gëllt och fir d'Limite vun dese Fräiheeten, am schlemmste vun de Fäll bei kriminellen Dote, wéi zum Beispill der Pedophilie, déi näischt méi scheid wéi d'Liicht vum Rechtsstaat. An dofir brauche mer an der digitaler Welt kloer Rechtsregelen, un déi sech ze halen ass, a kee Rechtsstaat, dee just nokuckt.

An anere Wieder: Mir, d'Politick, bestëmmen, wat ze kontrolléieren ass a wat net. An dat muss, wéi gesot, op Basis vun engem intelligente Gläichgewiicht vu Fräiheet a Sécherheet vun Daten, Kanner a Biergerschutz geschéien.

Mir wëlle keen digitale Big-Brother-Staat an iwwereng och keng Big-Brother-EU. Mir wëllen eng Fräiheet an der digitaler Welt am Respekt vum Mënsch, vun alleguer senger Fräiheeten an domadder och vu senger Sécherheet. Grad fir eis Kanner, déi de besonnesche Schutz vum Rechtsstaat verdéngen, souwuel an eiser aler analoger wéi och an eiser neier digitaler Welt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charel Weiler (CSV) | Här President, ech géif Iech och nach eng Motioun ofginn.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass d'Bekämpfung vu Kannermissbrauch a vun der Diffusioun vun deem Material, online an offline, vun eminenter Wichtigkeet ass;

– dass d'Europäesch Kommissioun den 11. Mee 2022 eng legislativ Propos zur Bekämpfung vu sexuellem Missbrauch vu Mannerjärege am Internet („CSAM“) virgëluecht huet;

– dass en nationaalt Gesetz vum 7. August 2023 d'Abus sexuels an déi sexuell Exploitatioun vu Mineuren, ënner anerem déi, déi um Internet stattfannen, méi streng bestrooft;

– dass d'Europäesch Parlament an de Conseil vun der Europäescher Unioun de 15. Februar 2024 decidéiert hunn, d'Iwwergangbestëmmungen aus der viregter

legislativer Propos vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Aussetze vu verschiddenen Dispositiounen aus der EU-E-Privacy-Direktiv, déi den 3. August 2024 auslaffe sollt, ëm 2 Joer ze verlängeren;

– dass d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun ënner anerem de Respekt vun Privat- a Familjeliewen an de Schutz vu persounbezunnene Daten a sengen Artikelen 7 an 8 festschreift;

– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 20 vun der Lëtzebuenger Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée verankert ass;

– dass Lëtzebuerg e grouss Engagement am Kader vum Dateschutz opweise kann;

– dass et wichteg ass, esouwuel de Schutz vun eise Kanner, de Schutz vun eiser Privatsphär ewéi d'Sécherheet vun eise modernen, alleegeleche Kommunikatiounsmëttel ze garantéieren, an dofir de Prinzipp vun der Proportionalitéit bei all Agrëff an e Grondrecht muss séchergestallt sinn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– sech weiderhin op EU-Niveau derfir anzesetzen, dass eng effikass Léisung fir de Schutz vu Mannerjärege a fir de Kampf géint d'Verbreedung vu Kannerpornographie fonnt gëtt, déi de Prinzipp vun der Proportionalitéit an d'Sécherheet vun eise Kommunikatiounen respektéiert;

– d'Initiativ BEE SECURE weiderhin ze ënnerstëtzen an hirer Aufgab souwéi der Zesummenaarbecht mat europäeschen Netzwierker, fir eng verantwortungsvoll a sécher Benotzung vum Internet an de soziale Medien ze fërderen;

– d'Schoulen an d'Effentlechkeet weiderhin ze sensibiliséieren a si bei der Ausaarbechtung vu preventive Schutzkonzepter ze begleeden.

(s.) Charel Weiler, Gilles Baum, Christophe Hansen, Carole Hartmann, Nathalie Morgenthaler.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir eis als DP ass et kloer, dass de Schutz vun de Kanner eng vun den héchste Prioritéiten an eiser Gesellschaft ass. An Zäite vun der Digitaliséierung, wou een als Kand ëmmer méi fréi mam Internet an de Kontakt kënn an eis Welt sech generell ëmmer méi séier verännert, mussen mer d'Risiken am Bléck behalen.

Den Internet erlaabt et eis, anonym oder ënner Pseudonymme mat Leit uechtert d'Welt a Kontakt ze trieden, ouni eis Identitéit mussen präiszeginn. Dës Medail huet och hir Kéiersäit: Et gëtt Leit, déi dës Méiglechkeet missbrauchen an d'Affer sinn oft déi Vulnerabelst. Den Internet ass awer kee rechtsfräie Raum. De sexuelle Missbrauch an déi sexuell Ausbeutung vu Kanner si schwéier verbrieche. Si bedeite fir d'Affer e liewenslaange Schued, vun deem si sech nëmmen ganz schwéier, wann iwwerhaupt, erhuele kënnen.

Well mer hei net an engem reng nationalen, mee an engem supranationale Raum sinn, si mir als DP vum Prinzipp hier domat averstanen, dese Sujet op EU-Niveau ze traitéieren. Den Ament gi folgend Moossnamen op europäeschem Plang diskutéiert: d'Mise en place vun engem Kader mat enger kloerer Definitioun, fir illegal Contenten besser ze identifizéieren, eng zentraliséiert EU-Agence fir d'Lutte géint de Missbrauch vu Kanner a Mannerjärege, Moossnamen a Richtlinie fir Onlinebidder, fir si méi an eng Eegeverantwortung ze zéien.

An der Diskussioun ass awer och dee sougenannte Chat Control, dat heescht, eng Aart Iwwerwaachung vu Kommunikatiounen. Heivu wieren och déi sougenannte End-to-end-Verschlësslung betraff. Konkreet heescht dat, dass Onlinedéngschter an Appbidder sollen d'Noriichte vun Notzer iwwerpräiwe kënnen, ouni mussen d'Verschlësslung opzebriechen.

Wann déi éischt dräi Initiativen duerchaus ze begrësse sinn, mussen mer, wat den Chat Control vu verschlësselte Messagen ugeet, onbedéngt och iwwert d'Grondrechter vun de Privatpersounen schwätzen.

Den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun gesäit de Respekt vum Privat- a Familjeliewe vir. All Agrëff an dëst Recht muss net nëmme per Gesetz virgesi ginn, mee muss och berechtigt sinn an e legitim Zil erfëllen. Als Demokratesch Partei setze mir eis ganz kloer fir all Eenzelnem säi Grondrecht op Dateschutz, Privatsphär an eng fräi Meenungsäusserung an. Dat heescht och, fräi ze sinn, fir seng Messagen, Sprochnoriichten, Fotoen, Videoen ze echangeieren, ouni dass dëst alles enger Kontroll ënnerläit.

Am Fall vun engem gesetzlechen Agrëff an des Fräiheet ass eng vun de substanzuelle Froen, déi sech an deem Kontext stellt, déi, ob et eng Technologie gëtt, déi wäit genuch entwéckelt ass, fir eng effikass Analys duerchzuführen an esou déi illegal Kommunikatiounen ze identifizéieren. Verschidde Chercheure warnen, dass eng automatiséiert Iwwerwaachung nach net wäit genuch entwéckelt ass an et en erhéichte Risiko vu Falschmeldung gëtt. Zousätzlech gëtt virum sougenannte Client-Side-Scanning gewarnt, eng Kontroll virum der Verschlësslung, déi den Dateschutz géif weider gefärden.

Domat sti fir eis als DP nach esou munch Froen am Raum, wat e Cadre légal zum Chat Control betrëfft.

Léif alleguer, niewent den Diskussiounen op EU-Niveau ginn och op nationalem Plang Efforte gemaach, fir Mineuren ze schützen. Am August 2023 ass ënner der viregter Regierung en neit Gesetz a Kraaft getrueden, dat ënner anerem d'Abus sexuels vu Mineuren och am Netz méi streng bestrooft. Den Educatiounsminister Claude Meisch huet och an der leschter Legislatur schon en neit Jugendschutzgesetz op den Instanzwee bruecht, dat de Schutz vun de Kanner um Internet nach weider stärke wëll.

An da bleift et weider wichteg, dass Kanner a Jugendliche den Émgang mat de soziale Medien an der digitaler Welt léieren. An deem Kader spillt BEE SECURE an d'BEE-SECURE-Stopline e ganz wichtege Rôle. Mat Workshops a Campagnë kënnen de Kanner a Jugendliche esou déi néideg Kompetenze mat op de Wee gi ginn. Als Demokratesch Partei hale mir um maximale Schutz an um Stäerke vun eise Kanner fest. D'Mëttel, déi agesat ginn, fir privat Kommunikatiounen ze kontrolléieren, mussen trotzdeem verhältnisméisseg bleiwen, fir d'Rechter vu jidder Eenzelnem an notamment d'Recht op Privatsphär ze respektéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Liz Braz. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Villmools merci fir d'Wuert, Här President.

Eng Foto vu sengem Kand am Maillot an de Familljenchat op WhatsApp schécken, en Teenager, dee vläicht e bësse méi pickeg Fotoen un de Frënd schéckt oder carrement Kannermissbrauchmaterial

iwwer verschlüsselt Kommunikatiounen u pedophill Reseau verschécken: All dat sinn Interaktiounen, déi an Zukunft géife vun Chatregulatiounen geflaggt ginn.

Dobäi mengen ech, dass mir heibannen eis eens sinn, dass et virun allem dee leschte Volet ass, géint dee mir alleguer d'Hiewele sollen ëmleëen.

D'Stärkt vun enger Gesellschaft, déi weist sech doranner, wéi se hir schwächste Leit schützt. An dozou gehéiert och de Schutz vu Kanner am digitale Raum.

Selbstverständlech sti mir hannerd der Zilsetzung vun dem virgeschloene Reglement, fir géint de Mëssbrauch vu Kanner a Jugendlechen am Internet virzegoen. Virun allem wann ee bedenkt, dass eleng 2022 iwwer 1,5 Milliounen Fäll vu Kannermissbrauch festgestallt gi sinn.

Mee mir hunn awer nach ëmmer eis Bedenken iwwer d'Method, déi hei soll ugewannt ginn. Mir halen hei drop, dass een e Balanceakt muss fannen, fir engersäits d'Kanner viru Mëssbrauch ze schützen an andersäits derfir ze suergen, dass ons Grundrechter weider kënnen op engem héijem Niveau protegéiert ginn.

Ënnert der belscher Presidence ass dann elo neie Schwong an dësem Dossier vum Chat Control komm. A mir begrëssen, dass am Kader vum Trilog eng Rei Efforte gemaach gi sinn, an dat virun allem dank de Virschléi vum EU-Parlament, fir dësen Text ze verbesseren. An awer stelle mer fest, dass d'Plattformen, déi sougenannte verschlüsselt Kommunikatiounen ubidden, ewéi WhatsApp, Signal oder Facebook Messenger zum Beispill, anescht wéi vum EU-Parlament gefuerdert, elo awer sollen an dëser neier Propos mat integréiert sinn.

Wat bréngt dat mat sech? Stellt Iech vir, Dir hutt e wichtige Bréif fir e Kolleg, deen Dir an engem Safe hannerloosst. Nëmme hien a soss keen anere ka mam richtige Schlëssel de Safe opspären an dëse Bréif liesen. Hei ass et änlech mat dëse Kommunikatiounsplattformen. Déi aktuell Propos, déi gesäit awer elo en Universalschlëssel vir, fir kënnen am Fall, wou et néideg wär, Zougrëff op Messagen ze kréien an déi ze observéieren, noutgedronge se och ze blockéieren an ze mellen. De Problem ass awer, dass esoubal esou en Universalschlëssel existéiert, net nëmme déi concernéiert Autoritéiten Zougrëff dorobber kréien, mee och Hacker an aner Benotzer, déi eventuell kriminell Intentionen hunn, dës Schwachstelle kënnen ausnutzen, ewéi schonn och sämtlech Avisa vu verschiddenen Dateschutzorganisatiounen an dësem Projet ënnerstrach hunn. Derbäi kënnt: Mat dëser globaler Iwwerwaachung wier d'Bréifgeheimnis an d'Integritéit vun der gesamter Kommunikatioun an der digitaler Welt a Fro gestallt.

Wann een de Prinzipp vun der verschlëssele Kommunikatioun a Fro stellt, da mécht een e kloer Broch mam Recht op Dateschutz a Privatsphär, e Recht, dat an der europäescher Grundrechtscharte verankert ass. Aus Dateschutzperspektiv ass dat dote ganz kloer e Schratt a Richtung glesene Bierger, wou all Bierger ënner Generalverdacht gestallt gëtt, a mir soe ganz kloer, dass mir dat net wäerte matdroen.

An eise Beméiungen, fir déi digital Kommunikatioun méi sécher ze gestalten an dobäi d'Mineure viru Mëssbräich ze schützen, muss mir also no technesch ëmsetzbaare effiziente Léisunge sichen, déi eis Grundrechter net onproportionéiert aschränken.

E méiglechen Usaz ass eng fréizäiteg Erkennung vun illegale Contenu direkt un der Quell, dat heescht direkt um Handy vum Sender, deen dann dee Moment, wou de Message sollt fortgeschéckt ginn, sech géif mellen an intervenéieren. Dat géif verhënneren,

datt de Contenu iwwerhaupt ka bis bei en Drëtte weidergeleet ginn an et géif och verhënneren, dass Falschmeldungen duerch en algorithmesche Feeler kënnen ausgeléist ginn.

D'Haaptresponsabilitéit vun der Verbreedung, déi bleift kloer bei de Plattformen a sollt och gedeelt gi vun den Hiersteller Apple, Samsung a Co. Allerdéngs muss och verstärkt op d'Sensibilisatioun gesat ginn. Dat esouwuel bei den Eltere wéi awer och bei de Kanner a bei de Jugendleche selwer, fir dass esou e Material guer net kann online gestallt ginn an do duerch och an déi falsch Hänn kommen.

Här President, mir gesinn nach ëmmer e groussen Handlungsbedarf bei dësem Sujet a géifen d'Regierung och froen, hir Positioun dozou mat eis ze deelen. Mir géifen awer, Stand haut, kloer dovunner ofroden, dëse Projet, esou wéi en aktuell presentéiert ass, matzedroen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chambers-president. Merci un de Ben Polidori fir dës Aktualitéitsstonn. Den Chat Control am Speziellen, mee virun allem den digitalen Iwwerwaachungsstaat am Allgemengen ass e wichtegt Thema fir meng Partei, d'ADR. Ech perséinlech fanne souguer, dass et déi gréisste Gefor fir eis Gesellschaft a fir d'Fräiheet vum Mënsch an den nächste Joerzénge ass. D'Digitalisierung erlaabt et de Computersystemer, ëmmer méi Informatioun iwwer eis all ze sammeln a mat där Informatioun eist Verhalen an Denken ze beaflossen an ze kontrolléieren. A wann s de de Computersystem kontrolléieren, kanns de och bestëmmen, wat dat richtegt Verhalen an dat richtegt Denken ass.

Nei Technologien sinn erfonnt ginn, fir eis d'Liewe méi einfach ze maachen, mee duerno kommen oft déi negativ Säiten. Mat Ärem Handy kënnt Dir telefonéieren vun iwwerall, mee d'Handysfirma weess genau, wou Dir waart a mat wem Dir zesumme waart. Mat Ärer Kreditkaart kënnt Dir ouni Sue bezuelen, mee d'Bank weess genau, wat Dir kaaft hutt, a si kéint Iech zu all Moment spären. Am Moment existéieren Är Daten nëmme an Datesiloen, dat heescht, all Firma huet nëmme d'Daten iwwer eppes – den Handy oder den Auto zum Beispill –, mee keen huet all d'Daten. Mee a China zum Beispill ass et anescht. Déi hunn alles an déi kënnen mat engem Knäppchen all Är digital Servicer ofschalten. Esou wäit si mir nach net, mee mir ginn awer ëmmer méi an déi Richtung.

Ier ech zum Chat Control kommen, wëll ech gären en anert Beispill erwäen vum Auto. Do ass et och eng EU-Direktiv ginn, déi d'Autofirme forcéiert huet, en Noutruff an den Auto anzubauen. Ech hu mir virun engem Joer en neien Auto kaf an ech hu gesot, dass et keen Auto wëll, dee getrackt ka ginn. Hir Äntwert: Här Weidig, da kënnt Der Iech keen neien Auto kafen. Et ass der Garage verbueden, d'SIM-Kaart aus dem Auto ze bauen, dat heescht, all neien Auto gëtt getrackt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

An Dir kënnt Iech jo och virstellen, wéi et elo weidergeet. Iergendwann eng Kéier kënnt een op d'Iddi: Wann een den Auto tracke kann, da weess een och, wéi séier dass den Auto fiert. Mir brauchen da keng Radare mat, mee da ginn d'Fantasien vun eise Radarfans erfüllt: absolutt Kontroll iwwer d'Geschwindigkeit vun den Autoen vum de Lëtzebuurger. Zu all Sekonn kann all Auto op all Strooss gemooss ginn an automatesch e Protokoll heemgeschéckt ginn. Domat

ass dann endlech d'Verhale vum béise Lëtzebuurger Autofuerer ënner Staatskontroll.

(Interruption)

Dir gesitt also d'Muster: All déi Propose fänken harmlos un. „Dat ass fir eng gutt Saach.“ „Du wëlls, dass de bei engem Autosaccident direkt gehollef kriss, also muss de getrackt ginn.“ An duerno geet et ëmmer weider. Systematesch gëtt d'Verhale ëmmer méi kontrolléiert.

A lo komme mer zum Chat Control. D'Iwwerwaachung an d'Kontroll vun der Geschwindigkeit vun eisen Autoen ass nach harmlos, mee d'Iwwerwaachung vun de Wieder, also vum Denke vum Bierger, ass vill méi problematesch. Och do gëtt d'Iwwerwaachung gepusht mat emotionaler Erpressung. „Du wëlls dach, dass d'Kanner geschützt ginn.“ „A mir versprechen der och, dass soss näischt dermat gemaach gëtt.“ Wierklech?!

Den Chat Control, wéi en der EU-Kommissioun virschwief, ass just e Pretext fir an déi privat Messagen eranzekommen. De Kampf géint d'Kannerpornografie gëtt als trojanesch Päerd benotzt, fir no an no ëmmer méi d'Rechter op privat Kommunikatioun ze liquidéieren.

Dës Initiativ bréngt och näischt am Kampf géint kriminell Pedophiler, wéi et elo an deene Riede virduen och schonn erkläert ginn ass. D'EU gëtt mat dësem Projet definitiv zum „Weltmarktführer der Massenüberwachung“, wéi bal 40 Biergerrechtsorganisatiounen et schonn am Mäerz an engem offene Bréif formuléiert hunn. Souguer dem däitsche Kannerschutzbund – dem däitsche Kannerschutzbund! – geet d'Initiativ vun der EU ze wäit. An dat soll eis wierklech ze denke ginn.

Ech garantéieren Iech, dass lues a lues d'Iwwerwaachung erweidert gëtt, wann déi EU-Direktiv kënnt. Da kommen als Éischt d'Drogen derbäi, da muss géint d'Diskriminatioun gekämpft ginn, da géint mënscheverachtend Ideologien, an da muss natierlech géint Hatespeech gekämpft ginn.

Hatespeech ass eng absolutt genial Iddi, well een domat einfach mol als Hate definéieren kann, wat engem politesch net passt. Den Algorithmus sicht dann net nëmme no Jargonwierder aus der pedophiler Zee, mee och Wieder wéi „fidderen“, zum Beispill, ginn da geholl an da gëtt da gekuckt, a wat fir engem Kontext d'Wuert „fidderen“ benotzt ginn ass. A wann et am falsche Kontext benotzt ginn ass, da kritt een automatesch e Protokoll geschéckt. Oder, wann een Deputéierten ass, da kritt een automatesch eng E-Mail fir e fräiwëlleg perséinlecht Gespréich mam Här Chambers-president.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Mir an der ADR-Fraktioun sinn natierlech fir de Kampf géint Kannermissbrauch, mee net op d'Käschte vun der perséinlecher Fräiheet. Mir muss mat ganzer Energie en Iwwerwaachungsstaat verhënneren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Sam Tanson.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Fir d'Éischt huet awer nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dem Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | U mech?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo. Här Weidig, sidd Der bereet, déi Fro unzuhuelen an dorop ze äntwerten?

M. Tom Weidig (ADR) | Ma, et ass meng éischt Fro. Da jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | O, wat eng Eier!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hunn zwar schonn Angscht, mee ...

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, nee. Et ass eigentlech eng ganz soft Fro.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Ok.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hunn elo Är Geschicht nogelauschtert vum Auto ouni Technik. Wann ech mech awer richtig erënneren, ass Är Partei awer net dergéint gewiescht, dass e Scanner géif agefouert ginn, zum Beispill op den Autobunnen, wou da Placke géife gescannt ginn, fir d'Gangsteren ze fannen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, Dir kritt d'Wuert, wann Der wëllt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir sidd jo och, sot extra den Här Kartheiser, ... well et ass genau dat selwecht mam Dateschutz. Dir stitt hei an Dir sot, Dir wëllt keen Auto mat engem GPS. Kann een huelen. Op där anerer Säit sidd Der awer net dergéint, dass herno eng Masseniwwerwaachung mat Plackescannere géif kommen. Dofir meng Fro.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, Dir sidd fräi, fir ze äntweren oder net.

M. Tom Weidig (ADR) | Also dat eent ass natierlech: Dir hutt de perséinlechen Auto, do kënt Der natierlech zu all Moment alles tracken, während natierlech beim Scanner nëmmen op e puer Punkte punktuell gescannt gëtt, an do huet een natierlech vill manner Informatiounen fir den Auto.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig. An dann huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Merci de Piraten, dass se déi Aktualitéitsstonn hei ugefrot hunn. Et ass en extreem wichtige Sujet. An ech wëll natierlech keng Skala opstelle vun de Grausamkeeten, wat am schrecklechsten ass a wat net, mee ech denken, dat ass och schonn e puermol hei ugeklongen de Mëtten, wann ee Kanner Gewalt undeet, dass dat an där Gewaltskala eigentlech net ze toppen ass an dass dat am Fong zu deene schlémmste Saache gehéiert, déi kënnen geschéien.

An duerfir bedauern ech e bëssen, dass déi ganz Propositoun vun där Direktiv, wou et jo eigentlech em eppes geet, ... Dat ass dat extreem Ausmooss, dat dat Material am Internet hëlt, wou ee gesäit, dass Kanner abuséiert ginn, oder och eeben de sougenannte „Grooming“, fir deen ze bekämpfen, eppes, wat mer wierklech muss bekämpfen, wat duerch déi digital Welt multiplizéiert gëtt, ... dass mer net méi dovunner schwätzen oder ganz wéineg dovunner schwätzen an eebe ganz vill iwwert dee sougenannten Chat Control schwätzen, wat och wierklech e richtige Problem duerstellt. Duerfir verstinn ech dat och.

Mee et deet mer wierklech leed, dass dat anert net méi am Vierdergrond steet an dass och net probéiert ginn ass, wou gesi ginn ass, dass een net géif zu engem Konsens kommen op där heiter Propos, déi Direktiv och ze splécken an deen een Deel – all déi Mesüeren, déi wichtig sinn a richtig si fir de Schutz vun de Kanner –, erauszuhuelen a virunzedreihen,

an dann op där anerer Fro ze kucken, ob ee seriö Äntwerten op déi technologesch Froen an op déi rechtsstaatlech Froen, déi sech do gestallt ginn, ka fannen.

Mir haten dat och. An do, et deet mer leed, Här Polidori, muss ech Iech awer verbessere par rapport zu deem, wat Der virdu gesot hutt. Mir haten do eng kloer Positioun. Ech hunn elo eng Question parlementaire erausgesicht. Dat ass eng vum September 2023, wou mer och d'ailleurs Ärem Kolleg Sven Clement drop geäntwert hunn, wou mer gesot hunn, dass mer net kéinte mat dem Text averstane sinn, esou wéi en elo géif virleien.

An deem Kontext hunn ech och erwänt, dass ech zesumme mat anere Justizministeren och e Bréif geschriwwen hat un d'Kommissioun, wou mer gefrot hunn, eebe justement, dass d'Proportionalitéit hei soll agehale ginn. An et gëtt och en Avis vum Service juridique vum Conseil zu där urspringlecher Propos, wou dat eeben och ervirgestrach gëtt, dass hei e Verhältnisméissegkeetsproblem ass. An ech froe mech, ob dann och elo en Avis ugefrot gëtt, well et eeben esou en extreem kroupelege Sujet ass, fir eeben elo déi Kompromésspropos, déi dann nach net am Text existéiert, mee op d'mannst an de gréissten Zich existéiert.

An de Constat ass effektiv deen, dass déi ganz Selbstverpflichtung net duergeet an dass mer domadder de Problem am Internet net geléist kréien. De Problem ass och, dass – och dat gouf ëmmer erëm ënnerstrach – d'Experten eis och gesot hunn, dass ee muss zrëckgräifen op Drëttstaaten, fir déi néideg Informatiounen ze kréien, an dat kann eigentlech net sinn! Mir müssen hei eng Autonomie hunn, fir géint déi ganz Problematik virzegoen. Mee et kann awer net sinn, dass dat gemaach gëtt, andeem een zrëckgräift op Moyenen, déi dann op där anerer Säit wierklech grondleeënd eis Rechter anengen. An et gëtt zwar dacks lapidar gesot: „Den Internet ass e rechtsfräie Raum“, mee dat kann awer net ... Éischstens därefer mer dat natierlech net hinhuelen, an et därefer awer och net sinn, dass mer als Legislatioun déi digital Welt vun de fundamentale Rechter ausklameren.

Hei ass wierklech esou e Paradebeispill, wou ee ganz schlémm Doten op där enger Säit huet, mee op där anerer Säit awer, wann een déi kriminell Dote wëll verfollegen, een dann higeet an eeben eppes wéi en Chat Control aféiert, wat extreem vill aner Problemer mat sech bréngt.

Mir hunn eppes, wat ganz einfach kléngt a priori: Mir scannen all Message, och wa se verschlüsselt sinn. Dobäi géif dann all Message vu jiddwerengem heibannen zum Beispill och kënnen entschlésselt ginn. Dat hätt rëm eng Repercussioun op Identitéitsklau. Dat hätt eng Repercussioun dorop an autokratesche Staaten, wou dann Oppositionspolitiker zum Beispill kéinten iwwerwaacht ginn. Alles Problemer, déi schonn ernimmt gi sinn an déi eis wierklech ze denke ginn.

An ech sinn immens frou, dass d'Cour européenne des droits de l'homme sech och mat der Problematik ausenanergesat huet an eeben och elo kierzlech nach en Arrêt geholl huet, wou och déi Wichtigkeet vun deene verschlésselte Message ënnerstrach gëtt. Ech zitieren eng Kéier kuerz, wou d'Cour seet: „An der digitaler Zäit droe Moosname wéi d'Securiséieren an d'Schütze vu privaten an elektronische Kommunikatiounen wéi encryptéiert Message derzou bäi, ons fundamental Rechter wéi och d'Meenungsfräiheet ze schützen.“

An doréms geet et hei. Dat ass net e klengt Gutt, dat ass eppes, wat mer alleguerte sollten héichhalen. An duerfir interesséiert et mech natierlech elo, ze

wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung ass par rapport zu där neier Propos. An et war scho gefrot ginn: „Wat ass geäntwert ginn op déi Froen, déi gestallt gi si vun der belscher Presidence?“ Do wier et natierlech gutt, wa mer dee Bréif och kéinte gesinn, déi Äntwerten, fir dass mer eis e Bild kënnen maache vun der Situatioun, wéi se am Moment ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Iert mer d'Regierung héieren, kritt awer nach fir d'éischt de leschten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner, d'Wuert. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. A merci och de Piraten fir dës Heure d'actualité, déi wierklech e brennende Sujet uschwätzt. An et ass sécher, et ass scho gesot ginn: Mir hunn et hei u sech ganz kloer mat enger Afrostellung vum Bréifgeheimnis op engem aneren Niveau ze dinn.

Wann dese Reglement a senger urspringlecher Form adoptéiert gëtt, wäert keng eenzeg digital Noriicht oder E-Mail nach vertraulech sinn. Et gëtt eis gesot, dass et dréms geet, dass et beim Kampf géint ganz schwéier Verbrieche soll nützlech sinn, wéi zum Beispill Kannermissbrauch a Pedophilie. Mee, wéi den Här Polidori dat och virdu gesot huet an och Beispiller genannt huet, kann et och genau zum Géigendeel féieren.

Natierlech ass all Mënsch mat gesondem Verstand derfir, dass een esou Verbrieche esou effikass wéi méiglech verfollegt a bestrooft a wa méiglech och verhënnert, ier d'Dot iwwerhaupt zustane kënt.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mee dat geet net mat enger Mesür, déi fundamental demokratesch Rechter a Fro stellt an déi niewebäi och nach oneffikass wäert sinn. En plus ass d'Gefor gross, dass dee Reglement eeben d'Dier opmécht fir aner Mëssbräich, sief et d'Iwwerwaachung vu Bierger oder och d'Zirkuléiere vun intime Message, déi net fir d'Zirkuléiere geduecht sinn.

Den Edward Snowden hat jo och nach erzielt, zum Beispill, dass Mataarbechter vun der NSA sech ameséiert haten, Biller vu Fraen, déi intim Fotoen u Partner geschéckt hunn, ronderëmzirkuléieren ze loossen. An dat ware scho kryptéiert Message. Dat si Mataarbechter, déi scho Méiglechkeeten hunn, dorunner ze kommen, an déi schonn esou Dommheete gemaach hunn.

Wann zum Beispill de Bierger hir Noriichten och falsch geflaggt sinn an als Kannermissbrauchscontenue geflaggt ginn, well se, zum Beispill, mat hirem Partner flirten, wiere Beamte berechtigt, hir Noriichten ze liesen an hir intim Biller ze kucken, ouni dass si et mierken.

Jiddere weess, dass net all Regierungen an Europa dee selwechte Wäert op d'demokratesch Rechter vun hire Bierger leeën. Mir wëssen, zum Beispill, dass e Land wéi Ungarn sech och explizitt derfir ausgeschwat huet, fir Accès op verschlésselt Message ze kréien. Mir wëssen och, firwat.

Ech hoffen, dass Lëtzebuerg sech net op Ungarn alignéiert!

Doriwwer eraus wäert d'EU och zu engem Schwäizer Kéis ginn, wat de Schutz vun Informatiounen ugeet. An dowéinst kéinte sech och Länner ausserhalb vun der EU, déi et och net esou strikt huele mat fundamentale Rechter, sech interesséiert weisen. Dofir menge mir och ganz kloer, dass d'Lëtzebuurger Regierung och am Kader vum Trilog sech derfir soll asetzen, dass och d'Ännerungs- an

d'Amendementsvirschléi vum Europaparlament sech misst uschléissen (veuillez lire: datt ee sech och den Änderungs- Amendementsvirschléi vum Europaparlament misst uschléissen).

Mir mengen och, datt ONGen, Journalisten, Tech-Experten och follgend Problemer uginn, déi op verschiddenen Niveauen existéieren, a si soen och, datt dat verfollegt Zil, nämlech de Kannermessbrauch, den Online-Kannermessbrauch ze verhënnere, net wäert erreicht ginn. Et ass jo och e weesentlechen Deel vu sexuelle Contenen, déi Mineure betreffen, déi gedeelt oder ausgetosch gi vun a mat anere Mineuren. Gewëssen Zuele schwätzen esouguer vu 50 bis 60 %. Dat heescht, et gëtt alles an een Dëppe geheit, wéi dat och virdu gesot gouf: De Sexting engersäits ënnert Teenager gëtt dann an dat selwecht Dëppe gehäit wéi d'Pedokriminalitéit.

D'Legislateuren hunn och op divers Aart-a-Weise gewisen, datt si ursprénglech guer net den haitegen Zoustand vun der Technologie kennt hunn, déi si wëlles hunn anzesetzen. Et gouf zum Beispill och vun Altersiwwerprüwungsmechanisme geschwat, déi dann agesat kéinte ginn, wat och vu kommerziellen Acteure räichlech versprach gouf, an d'Realitéit ass awer anescht. D'Technologie ass onräif, et ass onméiglech, si vertraubar anzesetzen, a si ass nëmme wierklech fir net raciséiert, also wäiss Leit zum Beispill, och ausgeschafft ginn, wat dozou féiert, datt zum Beispill e raciséierte 16-Järeg méiglecherweis keen Accès op YouTube oder WhatsApp géif kréie mat esou enger Technologie, einfach, well en net richtig identifizéiert kéint ginn.

Mir ënnerstëtzen och d'Militanten aus der digitaler Welt an d'ONGen, déi anstatt nëmme Bestrofung nom Fait eng méi preventiv Approche fuerderen, wou Entrepreneuren a Plattformen vun Ufank un hir Produiten esou gestalte missten, datt Grooming, also de Fait, datt Erwuessener digital Plattformen benotzen, fir Kontakt mat Mannerjäreger ze kréien, méi schwierig géif ginn, an dat och iwwer d'Security by design.

Mir mengen och, datt Jugendlecher och als Acteuren am Prozess unerkannt ginn, datt si léieren, wéi ee mat Biller an Noriichten ëmgeet, wat hir Rechter a Flichten ugeet. Doriwier kéint een och nach diskutéieren, iwwer justement déi sexuell Erziéung an de Schoulen, déi net reng biologesch ass, mee och gesellschaftlech, well justement dat eng Méiglecheit ass fir Jonker, fir sech ze beschütze vis-à-vis vu Kannermessbraucher, vis-à-vis vu Pedophilier.

Voilà, Haaptsaach fir eis: Et ass méiglech, illegal Contenen ze flaggen an d'Zesummenaarbecht tëscht der Police an de Plattformen ze entwéckelen an ze erliichteren, ouni d'Grondrechter vu Milliounen Europäer a Gefor ze bréngen. An esou soll een dat och maachen. A mir sinn och gespaant op d'Positioun vun der Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President, an och merci de Piraten, déi dës Aktualitéitsstonn ugefont hunn. Fir d'éischt wëll ech ganz kloer soen, datt de Prinzipp vun enger Verstärkung vun de Moyenen, fir géint sexuell Messbrauchsmaterial a sexuelle Messbrauch online virzegoen, ze begréissen ass, an dass dëst e Phenomeen ass, deem mer ëmmer méi begéinen a

wou mer mussen och dergéint agéieren. Et si ganz grav Faiten an déi hunn e schwéieren Impakt op d'Liewe vun deene Leit, déi concernéiert sinn.

Nach mussen mer op där anerer Säit kucken, dass mer net en onageschränkten Agrëff a Fräiheeten hunn, wéi zum Beispill de Respekt vun der Privatsphär oder de Secret vun de Kommunikatiounen, déi duerch international Texter protegéiert sinn. Derbäi kënn, datt mer d'Sécherheet och mussen garantéieren vun eise Kommunikatiounsmittelen an eis mussen schütze géint Cyberattacken.

Éier ech op de Contenu agi vun deem aktuelle Reglement, dat um Dësch läit, wollt ech awer just e puer Elementer klarifiéieren. Et war nämlech rieds an der Ufro vun de Piraten, datt schon e Vott geholl gi wier um europäeschen Niveau. Deem ass nach net esou!

An et muss een zwou Saache kloer ënnerscheeden: Op där enger Säit hu mer d'Propos fir e Reglement vun der Kommissioun, fir online sexuelle Messbrauch op Kanner méi effikass ze bekämpfen. Dat ass déi sougenannt Propos fir d'CSAM-Reglement, also Child Sexual Abuse Material, dat eeben, wéi gesot, 2022 proposéiert ginn ass an dat eeben och dee sougenannten Chat Control virgesäit.

Et ass awer nach en aneren Text, deen am Moment déi dote Problematik reegelt, nämlech déi fräiwëlleg Detektioun vu pedopornografeschem Material, an dat iwwer eng Derogatioun vun der ePrivacy Directive, wat eeben de Provideren erlaabt, op fräiwëlleger Basis Detektioun ze maache vu pedopornografeschem Material. Dat sollt ursprénglech bis den 3. August 2024 gëllen.

Well mer awer nach amgaange sinn, op europäeschem Niveau un deem sougenannte CSAM-Reglement ze schaffen, a well verhënnert sollt ginn, datt e Vide juridique ass, ass decidéiert ginn, an do ass et e Vott ginn, déi provisoersch Derogatioun ze verlängeren ëm zwee Joer. Dat heescht, dat temporäert Reglement wäert da bis den 3. Abrëll 2026 a Kraaft sinn, wat eeben, wéi gesot, am Moment eng temporär Léiung ass, an och keng perfekt Léiung. An dowéinst ass et wichteg, datt mer deen aneren Text weiderdriewen.

Elo zum CSAM-Reglement. Zesummegefaasst geet et eeben, wéi gesot, dodrëm, d'Detektioun, de Signalement, d'Blocken an d'Läsche vu sexuellem Messbrauchsmaterial a sexuelle Sollicitatiounen vu Kanner am Internet ze verstärken. Dëst soll méiglech gemaach ginn duerch eng ganz Rei Obligatiounen, déi op verschiddenen Internetservice-Provideren – dorënner och Provideren, an dat ass kloer gesot ginn, vu Kommunikatiounsdéngschter – falen, fir eeben dee Contenu ze mellen, de Risk ze minimiséieren, datt hir Servicer dofir benotzt ginn.

An déi initial Propos gesäit effektiv och vir, datt ee Provideren ka verpflichten, Kontrollen ze maachen eeben vun de Kommunikatiounen, déi bestinn tëscht de Leit, wann nogewisen ass, datt e Risk besteet, datt déi Servicer detournéiert ginn. An der initialer Propos huet dat sech applizéiert op d'Kommunikatiounen vun all Benotzer, an et ass total onofhängeg downner, ob e Lien mat enger Strofdot besteet oder net.

Déi obligatoersch Kontrolle ginn dann déi sougenannten Detection Orders genannt, wou da vun enger Justizautoritéit oder independanten administrativen Autoritéiten déi Injonctiounen kënnen geschpach ginn, fir datt dann e Provider de ganze Screening muss maache vun de Kommunikatiounen. Wat awer bei dëser Propos net de Fall ass: Et gëtt am Fond net gesot, wéi eng Technologie mussen benotzt ginn, an ech mengen, do ass effektiv eng vun de groussen Inconnuen: Wéi eng Technologie maachen et

iwwerhaupt méiglech, dat do ze maachen? Et ass just gesot an der Propos, et missten effikass a sécher Technologie sinn. Mee wéi gesot: Wéi eng Technologie ass effikass a sécher, fir dee Screening ze maachen? A wat och kloer scho gesot ginn ass: An där Propos sinn all verschlüsselt Kommunikatiounen och dran. Dat heescht, déi sinn net ausgeschloss. An an deem Sënn kann een och e WhatsApp, dat heescht eng interpersonell Kommunikatioun, nolauscheren.

An ech mengen, dat ass genau de Knackpunkt. An och wann ech d'Debaten haut lauscheren an der Chamber, ass dat genau dat, wou mer nach net sécher sinn, ob mer dat kënnen maachen, a wou ech der Meinung sinn, datt et ganz schwierig ass, et ze maachen, einfach well deen intrusive Charakter awer vill Froe mat sech bréngt. An ech mengen, datt och d'Experten eis soen, datt eng ondifferentéiert Haltung zu dësem Sujet problematesch ass.

D'Lëtzebuerger Regierung, zesumme mat aneren, hat och de Service juridique vum Conseil ëm en Avis gefrot, deen och gesot huet, datt et e graven Agrëff ka sinn, wann en net proportional ass zu dem Recht op Privatsphär, well eeben am Endeffekt et och vill vun där Technologie ofhänkt, déi dann och benotzt gëtt, fir dann ze kontrolléieren. An deem Sënn hat de Service juridique kloer plädéiert fir eng méi cibléiert Injonction de détection, wou méi substanzuell a méi detailléiert Elementer och drastinn iwwert déi Technologien, déi kënnen benotzt ginn, an dass d'Konditiounen méi strikt ginn.

Dat ass notamment och de Fall, well mer d'Jurisprudenz hunn – déi hutt Der schon ugeschwat – och am Kader vun der Réention de données, an an deem Kontext geet et jo ëm Metadonnéen, et geet mol net ëm de Contenu. Dat heescht, wa mer do streng sinn, da kann ech mer kaum virstellen, datt mer beim Contenu op eemol méi large sinn. A wéi gesot, och do ass de Problem, datt déi Donnéeën traitéiert ginn, ouni datt e Lien mat enger krimineller Aktivitéit ass. Mee do huet meng Virgängerin och e Gesetzesprojet deposéiert, fir dës Jurisprudenz och dann ëmzesetzen, well eeben e generaliséierte Filtrage net ka sinn. A wann, dann ass souwou de Kritter d'national Sécherheet, wann een déi Jurisprudenz kuckt.

Bon, wéi gesot, nieft där Grundsatzdiskussioun – wéi eng Fräiheete setze mer dann hei géint wéi eng Fräiheeten? – ass effektiv de Problem dee vun der Fiabilitéit vun den Technologien, déi mer da benotzen, fir esou Kommunikatiounen ze scannen, an datt eng Entschléisselung eeben dozou féiere kann, datt e Sécherheitsrisiko entsteet, datt eng technologesch Faill kann ausgenutzt gi vun Hackeren an datt mer eeben kënnen Falschpositiver hunn.

Déi Solutioun vum Client-Side-Scanning, déi, wéi gesot, och schon ugeschwat ginn ass, mengen ech, vun der Madamm Braz, déi gëtt heiansdo effektiv presentéiert als eng Method, fir dat dann ze ëmgoen. Mee och do soen Experten eis, datt dat ganz licht kann ëmgaange ginn an datt et do duergeet, ee Pixel vun engem Bild ze änneren, an da kann de Contenu net méi detektéiert ginn. Wa mer also Stand haut kucken, gëtt et wuel keng Technologie, déi 100 % Sécherheet erlaabt, wa mer dann déi Kommunikatiounen géife scannen.

Allgemeng, an ech mengen, wann Der froet: „Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?“, si mir nach wie vor skeptesch. Ech mengen, et ass awer ze begréissen, datt e bëssen eng nei Approche presentéiert gëtt vun der Belsch. Se ass e bësse méi cibléiert. Mir krute gëschter den éischten Deel vun engem Text, mee deen Text ass a ganz vill Kapitele gespléckt a mir kruten elo dat éischt Kapitel, wou et ëm déi sougenannt Detection Orders geet.

Mir sinn amgaangen, dat am Detail ze kucken, fir, wéi gesot, ze kucken, ob mer da lo besser ginn. Wat een awer do ka soen, ass, dass mer net nëmme just ..., an dat war jo am Fong eng vun den Haaptkriticken, dass mer eng total ondifferentziéiert Approche hunn. Et ass einfach de Service, dee viséiert ass, an all Mënsch, deen dee Service benotzt, gëtt souzesoe gescannt. Mir fänken un an eng Situatioun ... Also déi Propos, déi um Dësch läit, déi geet e bësse méi an eng Richtung, dass mer och kucken, eng suspect-based Approach ze hunn. Mer kucken och: Ass een tatsächlech suspekt? Mee da stelle sech nach ëmmer eng ganz Rei Froen: Jo, wéi entscheede mer dat? Wien entscheet dat? An esou weider, soudatt mer do, mengen ech, e bësse méi an déi richteg Richtung ginn, mee eng ganz Rei vun de Bedenken, wéi gesot, nach net opgehewe sinn.

Mir op eiser Säit hunn effektiv nach net op déi Froe geäntwert. Déi Froe si ganz generell: Ass een d'accord mat enger eebe méi risk-based Approach? Kann ee sech virstellen, dass och Operateure selwer ufroe bei där Autoritéit, déi dann derfir zoustänneg ass, fir esou en Detection Order ze kréien? Mir hunn intern am Ministère och elo eng Reunion mat BEE SECURE an och mam Kanner-Jugendtelefon d'nächst Woch, fir eis eeben awer och vun Experten ze encadréieren, fir déi dote Fro ze beäntweren.

Ech mengen, fir kënnen déi Fro hei definitiv ze klären, muss een e kompletten Text hunn, och wa mer fannen, dass déi hei Approche scho mol besser ass wéi déi Approche, déi ursprénglech um Dësch louch. Soulaang awer och déi End-to-end-Kommunikatioun nach dran ass, schéngt mer dat Ganzt awer relativ schwierig. An ech mengen, dass mer weiderhi müssen an eng Richtung schaffen, fir en Text ze kréien, deen et fäerdegbréngt, all d'Garantien ze hu fir d'Sécherheet vun deenen Agrëffer, an et fäerdegbréngt, eis Grondrechter – esouwuel de Schutz vun de Kanner ewéi op där anerer Säit natierlech och de Schutz vun der Privatsphär an och de Schutz vun de Kommunikatiounen – ze rechtfertigen. Voilà.

Do ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, huet Der nach eng Fro vun der Madamm Tanson un?

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Ech hat scho „voilà“ gesot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci villmools fir déi Explikatiounen. Ech verstinn, Dir hutt den Text eréischt gëschter kritt. Ech hunn awer elo eppes anescht eraushéiere wéi dat, wat ech gelies hunn iwwert déi Propos, déi géif um Dësch leien.

Dir hutt elo gesot, et géif just bei Suspiciounen da gekuckt ginn. Dat, wat ech an der Press gelies hunn, dass ass awer, dass dat, wat géif um Dësch leien, wär, dass verschidden Niveaue géife kommen, ...

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... awer net par rapport zu den Individualpersonen, déi suspektéiert sinn, mee par rapport zu der Sécherheet vun deenen eenzelne Plattformen, an dass dann awer herno d'Resultat dat wär, dass all eenzelne Utilisateur vun där concernéierter Plattform säi Message dann awer géif

gekuckt ginn. Dat heescht, net just wann e Verdacht géif bestoen.

Kënn Der dat vläicht eng Kéier prezisieréieren?

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Dat ass effektiv genau déi Fro. Also éischtens emol tëscht deem Powerpoint, dee mer presentéiert kruten, wou eeben déi nei Approche dran exposéiert ass, an dem Text si schonn Ënnerscheeder. Also mir haten am Ufank véier Kategorien, elo hu mer der dann nach dräi. Dat heescht, mir sinn amgaang, och e bëssen ze kucken, awéifern mer iwwerhaupt nach ..., wat sech geännert huet par rapport zu där Propos.

A si hate ganz liicht um Rand indiquéiert, dass se eeben och géife kucken, dass een och misst an deem Risk Assessment da kucken: Ass eng Persoun tatsächlech suspekt? An dat ass eebe fir mech elo genau déi Fro, déi sech stellt. Komme mer fort vun enger generaliséierter Approche, wou mer just de Service kucken, a kucke mer och méi konkret tëscht den Utilisateure vun deem Service, wie kann den Objet si vun esou engem Scanning oder net? An dat ass fir mech déi determinant Fro, déi mer musse klären iwwert déi nächst Wochen en fonction dovun, wéi den Text genau geschriwwen ass a wéi e sech artikuléiert. Dat si mer amgaang mat kucken.

Mee dat ass fir mech, wéi gesot, ee vun de sprangende Punkten, quitte dass dat net heescht, dass all déi aner Bedenken, déi mer iwwert d'Sécherheet hunn, aus dem Wee geschaf sinn an dass dann deem Ganzen näischt méi am Wee steet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

Motions

A mir hunn dräi Motiounen, déi agereecht gi sinn. Déi zwou vum Här Ben Polidori.

Motion 1

Här Polidori, wëllt Dir nach zur éischer Stellung huelen? Dann ass et elo un Iech.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Just ganz kuerz. Ech mengen, d'Motioun ass relativ einfach. Mir wëlle just gäre wëssen ... Also zwee Invitten un d'Regierung. Deen ee mol eng Kéier, dass se sech zum digitale Bréifgeheimnis bekennen. An deen zweeten ass, wierklech sech derfir anzesetzen, dass e generelle Screening vu Biller, Videoen an eeben och Messagen net an en Text wäert afléissen. An dat sinn am Fong déi zwee Invitten, déi mer géifen hei d'Regierung invitéieren ze maachen. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen zur där heiter Motioun? D'Madamm Tanson, den Här Weiler, d'Madamm Braz an den Här Weidig.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech muss soen, ech verstinn net ganz, wat gemengt ass mat dem Invite, nottamment och den zweeten Deel, wou gesot gëtt, dass deen Chat Control net verpflichtend soll ginn. Da liesen ech dat eraus, wéi wann dat da soll eng Méiglechkeet sinn, déi och virgesi gëtt um europäeschen Niveau.

Mir sinn hei awer, denken ech, an engem Kontext, wou et extreem wichteg ass, dass mer iwwerall déi selwecht Reegelen hunn, déi gëllen, an dass et net ka sinn, dass mer zu individuellen nationale Léisunge kommen.

An och déi Notioune vum digitale Bréifgeheimnis ass mer vläicht awer nach e bëssen ze vag, soudass ech géif mengen, mir géifen eis hei mol abstenéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. An da geet d'Wuert un den Här Weiler.

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här President. Bon, et ass u sech eng Motioune, déi eis scho sympathesch ass, well se enger Motioune zimmlech änelt vu viru puer Joer. Et ass awer esou, dass mer hei och en neie Moment hunn, nottamment par rapport zum Screening.

Mir hunn d'belsch EU-Présidence, déi den Dossier nach eng Kéier nei op de Leescht wëll huelen. Den Aarbechtsgrupp soll elo schaffen. A mir sinn der Meenung, dass mer à ce stade näischt direkt solle kategoresch ausschléissen. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioune hei net unzehuelen.

Wat d'digital Bréifgeheimnis ugeet, do schwätze mir an eiser Motioune an iwwert d'Droits fondamentaux, wat u sech dat digital Bréifgeheimnis och incluéiert, soudatt mer dës Motioune net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Merci fir d'Wuert. Mir stéieren eis och dodrunn, dass dat net soll verpflichtend sinn. Mir sinn effektiv der Meenung, dass een eng eenheetlech Léisung hei brauch, déi an der ganzer Union iergendwa wäert ugewannt ginn. Dat ass awer Stand haut nach net de Moment. Mir sinn der Meenung, dass een nach muss waarden, bis d'Methodik ugepasst ass, bis et déi richteg AI-Programmer gëtt, fir dat dote wierklech kënnen effikass duerchsetzen. An dofir wäerte mir eis och bei dëser Motioune enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir fannen déi Motioune gutt. Mir fannen et wichteg, dass dat digital Bréifgeheimnis soll bestoe bleiwen. A mir fannen et och net gutt, dass de Contenu vun Interaktiounen zwëschent Bierger soll iwwerwaacht ginn.

Duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, fir dat ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den Här Polidori huet nach d'Wuert gefrot.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Bon, den Här Weiler huet et jo gesot: Virun zwee Joer hu mer ongeféier déi ..., net ongeféier, mee quasi déi selwecht Motioune eragereecht. Deemoools war den Här Mosar ..., Dir hutt déi mat ënnerschriwwen ënner anerem, och nach aner Deputéierter, déi elo effektiv an der Regierung sinn. Bon, natierlech ass et en neie Moment. Ech mengen, wann een an der Majoritéit sëtzt, dann huet een eng aner Kap un an deementsprechend ass ee vläicht och e bëssen aneschters gepoolt wéi nach virun zwee Joer.

Dowéinst verstinn ech och an deem Kontext déi aner Kollege vun der Opposition, déi dat heiten net kënnen matdroen, well se et och effektiv virun zwee Joer net konnte matdroen. Et ass an der Rei, et ass en anereren Text, deen do läit. Mir schwätzen hei éischer vum Kader, vum Prinzip an net vum Detail. Voilà, ech wollt dat just nach eng Kéier kloerstellen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioune kommen, an der Hoffnung, dass dat elo alles klappt.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 10 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme a 15 Abstentionen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 10 Jo-Stëmme a 15 Abstentionen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polffer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 2

Da komme mer och zur Diskussioun iwwert déi zweet Motioun vum Här Polidori. Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Zu där däerf ech schwätzen. Dat Theema ass nämlech eent, wat mer scho méi laang um Häerz läit an och schonn e puermol hei diskutéiert ginn ass.

Ech kann Iech awer e kleng Rappell maachen, ëm wat et geet. Do geet ëm d'Vorratsdatenspeicherung. Dir schéift alleguerten, dass den Europäesche Geriichtshaff 2014 an 2016 decidéiert huet, dass dat onverhältnisméisseg ass an dass dat misst ofgeschafft ginn.

Fir Iech eng Kéier kuerz ze soen: Bei jidderengem vun Iech, dee mam Handy telefonéiert, SMSen oder soss eppes mécht, gëtt erfaasst, mat wem en do telefonéiert huet. Dat si Metadaten. Dat heescht, dat geet och bis an d'Berufsgheimmis beziungsweis de Quellschutz eran.

Alleguerten Dir Deputéiert, wann Dir een hutt, deen Iech Informatiounen gëtt, gëtt dat iwwert dee System Vorratsdatenspeicherung erfaasst. Dat selwecht, wann en Affekt mat sengem Mandataire ënnerwee ass. An dat ass eppes, wat fir eis géint den Datschutz verstéisst, wéi och den Europäesche Geriichtshaff dat scho festgehalen huet.

Elo ass awer Lëtzebuerg där Demande ni nokomm an dat ass nach ëmmer aktiv hei am Land. Ech weess, dass an Tëschenzäit eng aktualiséiert Versioun vun der Madamm Tanson um Dësch läit, wou mer och nach net ganz zefridde sinn, well nach ëmmer eng ofgeschwächte Versioun vun der Vorratsdatenspeicherung dran ass, déi wuelverstanen net verstaatlecht ass, mee déi Date leie bei engem private Provider,

eisen Entreprises, déi Der alleguerte kennt, wou Der mam Handy operéiert. Et ass net verstaatlecht. Dat heescht, alleguerten Är Date leie bei engem private Provider.

An do froe mir, dass mer direkt ophalen, déi Daten ze erhiewen a weider och natierlech un deem Gesetzes-text schaffen, och wann en eis net gefält a wann en eis ze wäit geet, mee op d'mannst ass et eng licht Verbesserung, an deementspreechend elo direkt ophalen an dem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung droen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ma mir hate schonn oft d'Geleeënheet, iwwert deen Dossier hei ze schwätzen. Ech fannen et e bësse schued, dass dee vermëscht gëtt mat deem extreem wichtege Dossier, iwwert dee mer virdu geschwat hunn. Bei der Vorratsdatenspeicherung geet et drëm, ze wëssen, wie wéini wou war, net wie wem wat geschriwwen huet zu wéi engem Zäitpunkt.

A wat nach derbäi kënnt: Den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff seet net, dass een, wéi Dir dat hei schreift, guer keng Vorratsdatenspeicherung méi däerf maachen. E seet just, dass een et muss andämen. D'Gesetzkonitiounen, déi hu mer probéiert, an de Gesetzesprojet virun – ech weess net – enger Zäitchen afléissen ze loossen. Dee läit elo erëm beim Justizministère, well den Avis vum Staatsrot ass, mengen ech, virun enger Zäitche komm. An elo geet et drëm, dat a Musek ëmzesetzen. A mir schwätze jo ganz vill heibannen iwwert d'Kriminalitéit, iwwert déi Moyenen, déi mer eis musse ginn, fir kënnen dergéint virzegoen. An do musse mer ëmmer den Equiliber fannen tëschent „d'Rechter vun deem Einzelne respektéieren“ op där enger Säit an op där anerer Säit awer och den Enquêteuren an der Justice déi néideg Moyene ginn, fir kënnen um selwechten Niveau oder op engem änlechen Niveau ze fonctionéiere wéi kriminell Banden. An dozou gehéiert eeben esou en Outil wéi d'Vorratsdatenspeicherung, déi zwar wuel bei de Providere läit, mee wou een dann awer eng Decisioun muss kréie vun engem Riichter, fir kënnen kucken ze goen, wien da wéini wou war. An dat hëlleft scho bei der Opklärung vu Strofdoten.

Ech hoffe jiddwerfalls, dass dee Projet schnellstméiglech kann a Musek ëmgesat ginn, well et ass wichtig, dass mer konform sinn zu dem europäeschen Urteel. Dat ass wierklech wichtig. Et sinn der och vill komm. Ech mengen, et huet sech ëmmer méi prezisiéiert. Et ass e komplexen Dossier. An nach besser wier et natierlech, mee dat ass e bëssen aussichtslos, wann hei eng europäesch Léisung géif kommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Weiler.

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson huet villes richteg gesot an ech ka mech deem uschléissen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A!

(Hilarité)

M. Charel Weiler (CSV) | Bon, de Projet de loi zur Rétection des données ersetzt u sech deen, deen en cours ass, deen ënnerwee ass, wou den Avis vum Staatsrot do ass. Dee ka gegebenefalls nach virum Summer an de Plenum kommen, soudatt ech mengen, dass déi Motioun hei superfetatoire ass an ech menger Fraktioun géif proposéieren, déi net matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Dann huet den Här Weidig d'Wuert gefrot.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Mir maachen als Partei e groussen Ënnerscheid zwëschent dem Contenu vun enger Kommunikatioun wéi an engem Chat, oder ob een elo en Chat hat a wéini datt een deen hat a wou datt een deen hat.

Fir eis ass et ganz wichtig, wann en Terroristenschlag zum Beispill ass, dass dann d'Polizei wierklech ka kucken, wou déi Gefierer higefuer sinn, vu wou se koumen a mat wem se Kommunikatioun haten an och wéini datt se eng Kommunikatioun haten.

Mee mir fannen, dass an de Contenu vun der Kommunikatioun selwer eranzegoen, dat ass fir eis en Agrëff an d'Privatsphär. Dat anert, dass eng Kommunikatioun passéiert ass, dat ass fir eis ok. Duerfir si mer do dergéint.

Op där anerer Säit fanne mer awer och, dass ee bei de Vorratsdatenspeicherung wierklech enorm oppasse muss an dat wierklech nëmme punktuell mécht an net ze wäit geet. Duerfir wäerte mir eis enthalten, well mer déi zwee Aspekter gesinn.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Madamm Braz nach d'Wuert gefrot.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech wäert d'Harmonie och net briechen. Ech schlësse mech do de Virriedner un. Mir wäerten dës Motioun och net kënnen matzestëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech deelen och ganz vill vun deem, wat d'Madamm Tanson an hirer Analys gesot huet. Well Dir hutt richteg ... – ech weess, mir hunn do scho vill Dänz mateneen zesumme gehat an de leschte Joren iwwert d'Vorratsdatenspeicherung hei am Haus –, Dir hutt richteg gesot: „Et muss agedämmt ginn.“ Mee dat ass awer zënter 2014 a 2016, wou dat Urteel komm ass, net de Fall. An a sech, wann een et propper juristesche gemaach hätt – dofir kann ech och dem Här Weiler seng Interpretatioun net deelen –, hätt ee misse soen: „Vun do un, wou dat Urteel do ass, stoppe mer et a mat deem neie Gesetz leeft et erëm propper un.“

Well Dir kënnt jo net eppes, wat europäesch als illegal agestuft ginn ass, einfach emol weiderlaffe loossen, well Der sot: „Mir maachen eng Kéier e Gesetz.“ Dat entsprécht jo net enger propperer Justiz. An deementspreechend wär elo de Moment gewiescht, wou Der hätt kënnen soen: „Mir stoppen et, bis dat op engem proppere Wee ass, fir dass och jidderee geschützt ass.“ Well nach eng Kéier fir ze widerhuelen: Hei gëtt jidderee global erfaasst. Jidderee vun Iech 60 heibannen ass erfaasst, all Dag zu all Moment. An dat ass de Problem bei der Vorratsdatenspeicherung. Et geet guer net ëm d'Terroristen oder d'Gangstere, well déi sinn esou minim an deem Prozentsaz vun de Leit, déi erfaasst sinn, dass se herno mol net wäerten opafen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

(Brouhaha)

An da komme mer zum ...

(Hilarité)

Pardon, ech war scho bei deem nächsten. Merci, Här Goergen.

Mir kommen dann zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 2

Ech lancéieren de Vott. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Also de Vott ass, esou wéi en elo op mengem Ecran ass: 5 Jo-Stëmme, 47 Nee-Stëmme a 5 Abstentiounen. Déi Leit, déi elo net ofgestëmmt hunn, kommen dat bei de Secrétaire général mellen an dann ziele mer déi Votten derbäi. Mee ganz kloer ass, dass dës Motioun mat 47 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme a 5 Abstentiounen op jidde Fall ofgeleent ass.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 5 voix pour, 50 voix contre et 5 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An dann hu mer zu dësem Sujet nach eng Motioun hei leien. Dat ass d'Motioun vun dem Här Charel Weiler. Här Weiler, wëllt Dir se nach kuerz explizéieren?

M. Charel Weiler (CSV) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Mir invitéieren u sech hei d'Regierung, op EU-Niveau sech nach eng Kéier anzesetze fir de Schutz vun de Mannerjäregen a fir de Kampf géint d'Verbreedung vun der Kannerpornografie, an dat och am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit, d'Initiativ BEE SECURE national weider ze ënnerstëtzen, an d'Schoulen an d'Ëffentlechkeet och weiderhin op dësem Punkt ze sensibiliséieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Sinn zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Weidig. Här Weidig, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Ech wäert menger Fraktioun proposéieren, dat net ze stëmme aus dräi Grënn.

Deen éischten ass: Do gëtt geschwat vum Prinzip vun der Proportionalitéit. Dat ass fir eis ... Dat seet am Fong geholl näischt. Et weess een net: Geet elo éischter ëm d'Tendenz fir méi Sécherheet oder éischter fir de Schutz? Duerfir, fir eis ass dat net kloer genuch, wat elo ... Do kann alles dermat gemengt sinn.

An den zweeten ass: Mam BEE SECURE, do hu mir och festgestallt, dass do e politesche Bias dran ass, dass munn Saache méi verfollegt gi wéi aner verfollegt ginn. Duerfir ass dat fir eis eng ganz, ganz geféierlech Saach, fir do enger Organisatioun dann ze soen, dass déi decidéiert, wat da gutt a schlecht ass.

An deem drëtten ass: Do gëtt dann och an de Schoulen an an der Ëffentlechkeet awer vu preventive Schutzkonzepter geschwat. Och do hu mer d'Erfahrung gemaach, dass do da bestëmmten Organisatiounen invitéiert ginn an d'Schoul, déi dann och do éischter hir Linn maachen an dass dat éischter eng Indoktrinatioun ass an dass et net wierklech zu kriteschem Denke kënn, mee dass do gesot gëtt, wat gutt ass a wat falsch ass.

An duerfir proposéieren ech, dat net ze stëmme fir eis Partei. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Aner Wuertmeldungen? D'Madamm Braz an dono d'Madamm Hartmann.

Mme Liz Braz (LSAP) | Fir eis regruppéieren dës dräi Punkten am Fong alles, wat de Mëtten a quasi all Ried gesot gouf. Dofir gesi mir net, firwat mir dës Motioun net sollte matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass et un der Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Vläch eng kuerz Reaktioun op dat, wat den Här Weidig zu der Proportionalitéit gesot huet. U sech ass d'Proportionalitéit eigentlech och de Moyen, dee genotzt gëtt fir ze kucken, ob eng Ingerence an e fundamentaalt Recht ka gemaach ginn, wou et den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun virgesäit. Et muss e But légitime sinn. An do gëtt eebe gekuckt, ob et proportionell ass, dass dat eent Mënscherecht géint dat anert eeben ausgespillt gëtt. An dowéinst ass eeben och hei déi Indikatioun vun der Proportionalitéit an dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen: den Här Polidori, duerno d'Madamm Tanson. Här Polidori, et ass un e Tech.

M. Ben Polidori (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, fir ons ass déi heite Motioun och ganz sympathesch, mee et stéiert just ee Considerant. Dat ass deem, dass Lëtzebuerg e groust Engagement am Kader vum Dateschutz opweise kann. Ech hu gëschter nach eng Äntwert kritt op eng Question parlementaire, wou gesot gëtt, dass mer bei Consultatiounen an der Fonctioun publique net mussen ugin, wann iergendeen vun deene Leit d'Donnéie vun de Bierger a Biergerinnen dobausse consultéiert. Bon, dat ass emol déi Saach.

An déi zweet Saach: Mir wëssen nach vum leschte Joer, dass verschidde Saache während de Gemengewalen – Matricullen et cetera vun de Walen, vu Mandatairen – zirkuléiert sinn. Dofir hunn ech e bësse meng Bedenken, dass ech hei ka matdroen, dass Lëtzebuerg hei wierklech e groust Engagement kann opweisen.

Dofir recommandéieren ech, dass mer eis do enthalten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Déi Motioun deet kengem wéi. Do gëtt u sech viles ënnerstrach, wat an der leschter Regierung nach, zum Beispill, gemaach gouf; wéi mäin Text iwwert den Abus sexuel, wou mer méi streng bestrofen.

Dat Eenzegt, wat mech elo ... Bon, ech weess iwwerhaapt net, ob ech soll drop agoen, mee et ass awer e bëssen ..., et perturbéiert mech ëmmer erëm. Ech gesinn net, wou e Problem domadder ass, wa mer schreiwen oder wa geschriwwen gëtt, dass d'Schoulen an d'Ëffentlechkeet weider solle sensibiliséiert ginn iwwert den Abus sexuel oder doriwwer, wéi mer am Internet mat Saachen ëmginn.

An ech fannen dat extreem, extreem perturbant, wann ech esou Saachen héieren, well et ass jo awer grad andeem mer déi Jonk drop opmierksam maachen, dass se sollen oppassen, wéi se mat hirem Kierper ëmginn, wéi se mat den digitalen Donnéeën ëmginn, dass mer derzou kommen, dass mer vläch manner restriktiv Moosname brauchen, well jiddwereen einfach sech méi bewosst ass, wat en ze maachen huet oder wat net.

Op alle Fall: Mir kënnen dat heite matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Tanson.

Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldungen am Sall. Da proposéieren ech, dass mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 52, Nee: 5, an Abstentiounen: 2. Dës Motioun ass also mat 52 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est adoptée par 52 voix pour, 5 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori.

8. Motion de M. Meris Sehovic concernant le déploiement des agents de la police judiciaire pour combattre la mendicité à Luxembourg

Voilà, dann hätte mer dës Punkt vum Ordre du jour och fäerdeg an da géife mer nach, wann Der d'accord sidd, zu der Motioun kommen, déi den Här Sehovic virdrun deposéiert huet am Numm vun der Madamm Tanson a vum Här Biancalana. An ech géif proposéieren, wann den Här Sehovic wëllt, dass hien d'Wuert nach eng Kéier kritt. Wann en dat wëllt, dat muss en awer absolut net, mee et ass d'Gepflogeneheet, dass ech den Auteur nach eng Kéier froen, ob e wëllt Explikatiounen ginn, déi e scho virun enger Stonn ginn huet.

(Hilarité)

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Här President, et ass, wéi Der gesot hutt: Ech hunn d'Explikatiounen

alleguerte virun enger Stonn ginn. Ech beloossen et fir de Moment dobäi. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Minister, dee mech gefrot huet, fir direkt kënnen do Stellung derzou ze huelen. An ech mengen, datt mer dat och sollen esou maachen. An da kënnen selbsterständlech all d'Fraktiounen duerno Stellung dozou huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Nodeem mer haut de Moien dann an der Jointe, Juridique an Affaires intérieures, iwwert de Bréif vum der Madamm Procureur général, deen och elo direkt un d'Chamber geschéckt gëtt, geschwat hunn, ...

(Interruption)

Ech muss kënnen de Knäppchen iergendwann eng Kéier drécken, a mäi Bréif hunn ech jo haut ausgedeelt an der Chamberskommissioun.

... hunn ech elo déi Motioun hei kritt.

An där Motioun steet am zweeten Turet, datt et iwwer d'Mendicité organiséee geet. Ech rappeléieren nach eng Kéier, datt deen Dispositif spécial do ass fir d'Drogebekämpfung, géint d'Immigration illégale, de Proxenetisme, fir d'Salubrité publique a géint d'Mendicité organisée ass. Et gëtt geschwat vum 1.200 Affären – dat ass d'Zuel genau: 1.291 Affären –, déi am Bréif vum der Madamm Procureur général d'État opgeléicht ginn. An et gëtt da gefrot, datt mer den Dispositif vum der Police judiciaire – ech zitieren – „reconsideréieren“.

Wéi haut de Moien an der Commission jointe gesot ginn ass vum der Madamm Procureur général, sinn déi 1.291 Affären net opkomm an där Zäit, wou deen Dispositif spécial en place ass, mee déi gëtt et scho méi laang.

Dir frot, datt den Dispositif sollt reconsideréiert ginn. Dir invitéiert d'Regierung, dem Bréif vum der Madamm Procureur général Suivi ze ginn. Haut de Moien ass gesot ginn, datt den Dispositif vum deenen 110 Agente vum der Police judiciaire fir déi nächst 14 Deeg op 30 Agente vum der Police judiciaire erofgefuer gëtt. Ech soen dat dann hei en public. Et ass zwar net normal, datt een iwwer Zuelen a Strategien am Public vun enger Police schwätzt. Mee Dir hutt mech gefrot, da soen ech Iech dat hei.

An dann Enn Mäerz komme mer nach eng Kéier zuesammen, fir eng Reevaluatioun ze maachen. A wann et dann ausgesäit, wéi wa keng Police judiciaire oder manner Police judiciaire op den Terrain misst goen, da wäert dann d'Police déi doten Decisioun huelen. Déi Informatiounen sinn all haut de Moien an der Commission jointe gesot ginn an duerfir géif ech dann d'Chamber invitéieren, des Motioun zrëckzewiesen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Inneminister Merci fir seng Stellungnam a froen elo: Sinn dozou Wuertmeldungen? Ech fänken un: d'Madamm Polfer, den Här Kartheiser, den Här Goergen – ech schreiw se elo all op –, den Här Sehovic natierlech, den Här Biancalana an den Här Mosar an den Här Baum. Voilà. Sou! Fänke mer u mat der Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, si mussen ufänken.

(Interruptions)

Une voix | Der Rei no.

M. Claude Wiseler, Président | Also, mir kënnen och, a well dat vläicht elo dat Einfachst ass, hei d'Reiefolleg huelen, déi relativ klassesch ass, vun de Parteien. Da kréie mer keng Diskussiounen, well ech hu se elo opgeschriwwen, esou wéi se mir opgefall sinn. Dat ass awer keng sënnvoll Reiefolleg, soudatt mer elo einfach déi Reiefolleg huelen, déi mer klassescherweis huelen. Mir fänken also mam Här Mosar un.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, Här President. Merci fir déi Motioun, déi mech zwar e bësselchen erstaunt, an ech wäert och dozou nach eng Kéier kuerz Stellung huelen, well mir haten eigentlech de Moien eng laang intensiv Diskussioun an deenen zoustänneg Kommissiounen, wou ganz vill Froe gestallt gi sinn, wou awer och ganz vill Äntwerte komm sinn, net nëmme vum Inneminister, mee och vun der Justizministeresch, vun der Madamm Procureur général, vum Här Procureur an och vum Här Peters, deen och eng Rei méi praktesch Erklärungen ginn huet.

An och wa vläicht do deen een oder deen anere Kolleeg net ëmmer vollstänneg zefridde war mat deenen Äntwerten, déi mer kritt hunn, hunn ech awer fonnt, datt et eigentlech eng gutt an nätzlech Diskussioun war. An ech sinn eigentlech och dervun ausgaangen, datt domadder d'Froen zumindest alleguerte beäntwert gi wäeren.

Elo kënt erëm eng Kéier eng Motioun, déi zum Deel erëm déi selwecht Froen opwerft, déi mer en long et en large de Moie schon diskutéiert hunn. An da gëtt do haaptsächlech gefrot, datt d'Chamber d'Regierung opfuert hei an engem „dispositif spécial dans le cadre de la lutte contre la mendicité organisée“, all d'Agente vum der PJ zrëckzeziehen.

An do sinn ech awer elo e bësselchen erstaunt, Här President, wann ech déi dote Fuorderung héieren, well den Haaptreproche, deen eigentlech vu ganz ville Riedner de Moie formuléiert ginn ass, besonnesch à l'encontre vum Här Inneminister, ass, datt den Här Inneminister sech angeblech ageméscht hätt an d'Organisatioun vum der Police.

Abee, wat gëtt elo hei gefuert vum der ganzer Oppositioun? Datt d'Chamber soll d'Regierung opfuere, sech anzeméschen ...

M. Fred Keup (ADR) | Net déi ganz Oppositioun!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | Pardon, entschëllegt, entschëllegt Här Keup.

(Interruptions)

E groussen Deel. Da soe mer „e groussen Deel“.

Une voix | Jo, jo.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | E groussen Deel vum der Oppositioun freet eigentlech, datt d'Regierung dat mécht, wat de Moien en long et en large vu groussen Deeler vum der Oppositioun ganz hefteg kritiséiert ginn ass. An duerfir ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Falsch! Falsch!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Jiddweree kritt d'Wuert. An et geet een no deem aneren. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här, Di Bartolomeo, Dir kënt Iech jo och nach herno aschreiw an dozou ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma mir fuere den d'Regierung just op, fir d'Amëschung zrëckzeziehen!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här ..., ech liesen hei, datt sollen d'Agenten „avec effet immédiat“ ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... aus dem Dispositif spécial Police zrëckgezu ginn. Dir frot also eppes ...

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Liest och emol den Ufank!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President ... Här Sehovic, et ass relativ desagreeabel ...

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech bieden Iech: Här Mosar, fuert elo einfach weider mat Ären Explikatiounen! Dir hutt d'Wuert, ganz eleng.

M. Laurent Mosar (CSV) | Voilà! An duerfir kënnen mir natierlech déi Invitatioun, déi Der wëllt der Regierung aussprechen, net unhuelen – eleng fir dat ze respektéieren, wat Dir de Moien zu engem groussen Deel vum der Oppositioun eigentlech dem Minister reprochéiert hutt.

Zweetens wëll ech nach eng Kéier soen – an de Minister huet dat eigentlech och scho widderholt –, datt an deem Dispositif spécial net nëmme d'Mendicité organisée dran ass, mee notamment d'Drogebekämpfung.

Ech muss Iech awer soen: Et ass wichteg, datt weider och vun der PJ enquêtéiert gëtt, wat d'Drogebekämpfung ugeet. Duerfir kënnen mir mam beschte Wëllen et, éischtens, net novollziehen, well ech ginn net dovun aus, datt Dir der Meenung sidd, datt d'PJ net méi soll an Dossiere vum der Drogebekämpfung intervenéieren. Dat hunn ech op jidde Fall de Moien net esou verstanen.

(Interruption)

An dann drëtens, an dat ass meng lescht Remark: Et gëtt ganz vill Evenementer hei an deem Land, och ënner viregte Regierungen, wou et Dispositifspécialle gëtt, notamment eis Schueberfouer. An deenen Dispositifspécialle sinn ëmmer och Membere vum der Police judiciaire. Ëmmer! Dat huet bis elo ni een opgereggt. Et huet ni een opgereggt.

Hei gëtt also elo gefrot, datt bei engem Dispositif spécial – dee vill méi wäit geet, wéi zum Beispill eng Schueberfouer –, datt do keng Police judiciaire méi dierf dra sinn. An Dir verstitt: Aus all deene Grënn an och aus deene Grënn, déi den Inneminister hei gesot huet, kënnen mir déi dote Motioun natierlech net matdroen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass et elo un der Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Erlaabt mer vläicht awer, fir d'alleréischte ze soen, datt ech enttäuscht, jo, erschreckt sinn iwwert dee Manktum u Verständnis an Empathie, deen an deem Bréif, iwwert deem mer elo hei schwätzen, un d'Licht kënt fir d'Sécherheetssituatioun hei an der Stad Lëtzebuerg.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Et gëtt just d'Stad Lëtzebuerg!

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, nee. Et gëtt net nëmme d'Stad Lëtzebuerg. Et gëtt déi Situatiounen op villen anere Plazen. Mee se ass effektiv ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Et ass un der Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Si ass effektiv hei an der Stad an op der Gare besonnesch schlëmm. All

d'Statistike vun der Police beleëen dat. Do kënnen mer gären eng Kéier drop zrëckkommen.

(Interruption)

Kann ech vläicht weiderkommen?

Mir kënnen natierlech op kee Fall mat deem, wat hei gefrot gëtt, d'accord sinn, well dat, wat an deem Dispositif spécial, wat de Minister Gloden an d'Police an d'Weeër geleet hunn, an déi se ons ganz genau erkläert hunn, wéi mer an der Kommissiounssitzung virun engem Mount waren ... Hei geet et net nëmmen ëm Mendicité organisée. Hei geet et ëm Mënschenhandel, an hei geet et ëm Drogen, an hei geet et ëm Immigratiounskriminalitéit! Alles dat hat den Här Minister ons ganz kloer an der Kommissioun gesot. Et steet ..., dat ka jiddwereen noliesen.

A wann dat do net och d'Méi wäert wier, datt och Beamte vun der Police judiciaire derbäi sinn, fir esou Saache festzustellen, da froen ech mech, wéi ee kann den Ënnerschied maachen zwëschen Delikter an nach méi Crimmen. Nëmme déi eng soll d'Police judiciaire dierfen nokucken, oder net?

Kann ech Iech just och drun erënneren, wa mer iwwer Mënschenhandel schwätzen, datt: Et sinn nach keng zwou Wochen hier, dunn hu mer de Bericht gelies – a jiddweree konnt e liesen –, de Bericht vun der Mënscherechtskommissioun hei, wou den Här Pregno gesot huet – an et ass net déi éischte Kéier, datt en dat gesot huet, mee ech si frou, datt en dat virun zwou Wochen och nach eng Kéier gesot huet, an ech liesen Iech et vir, wat awer jiddweree kann noliesen –: „Menschenhändler haben in Luxemburg wenig zu befürchten.“

A si soen an hirem Rapport, datt och 2021 et eng ganz Rei Fäll gouf, wou een hätt kënnen mengen, et wier, oder wou ee konnt dervun ausgoen, datt et Mënschenhandel wier, wou och gekuckt ginn ass vun der Police, versicht ginn ass nozevollzéien, mee wou et eebe schwéier ass, well déi Leit dann eebe schnell nees fort sinn. Dat gëtt vun der Mënscherechtskommissioun selwer an hirem Rapport gesot.

Dat alles, fir nëmmen ze soen, datt d'Police judiciaire – an den Här Minister huet jo gesot, dass e vun 120 op 30 eeben elo bis Enn Mäerz erfrogeet an da gëtt nach eng Kéier de Bilan gemaach –, datt déi derbäi sinn, dat ass net vu Muttwéll! Nee, dat ass genau dat, wat hir Aufgab am Alldag ass. An dofir ass et kloer, datt mer mat där Motioun hei net kënnen d'accord sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Ech hunn hei d'Fro, fir der Madamm Polfer e puer Froen ze stellen. Ech maachen awer elo keen Dialog zwëschen Deputéierten. Den Här Sehic kritisiert duerno d'Wuert a kann all seng Remarken zu deem maachen, wat d'Madamm Polfer gesot huet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Eigentlech war et eng Remark, déi ganz Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee ech géif elo awer mengen ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Wann een de Bréif heibannen huet an déi aner Deputéiert net, kënnen mer keng propper Diskussioun féieren.

M. Claude Wiseler, Président | ... datt Dir och net d'Wuert hätt, Här Goergen. An ech géif elo mengen, datt deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Biancalana ass an et ass un him, elo ze schwätzen. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Bon merci, dass den Här Inneminister esou schnell

hei war, fir iwwer déi Motioun ze schwätzen. Ech stelle fest, dass d'Madamm Justizminister och hei war bis viru Kuerzem. Schued dass se elo erausgaangen ass. Si war de Mueren an der Commission jointe bei den Diskussiounen, déi mer haten. Si fillt sech also weider net concernéiert, soss war se bliwwen, fir och bei der Diskussioun ronderëm dës Motioun heizebliwen ...

Une voix | O!

M. Dan Biancalana (LSAP) | ... an och effektiv hei der Chamber nozelauschten.

Une voix | Ganz gutt!

M. Dan Biancalana (LSAP) | „Donner suite au courrier de la Procureure générale d'État.“ Déi Commission jointe, déi mer de Mueren haten, do huet d'Madamm Procureur général ganz kloer skizziert ... An, Madamm Polfer, Dir waart net do. Dir sot zwar, de Courrier war e Manque d'empathie, mee wann Der de Mueren do gewiescht wäert, hätt Der och héieren, mengen ech, wat d'Madamm Solovieff gesot hat.

Engersäits hu mer hei Affären, déi bei der Police judiciaire traitéiert ginn, a mir hunn natierlech Affären, déi nach mussen vun der Police judiciaire traitéiert ginn. D'Justizautoritéiten hei zu Lëtzebuerg – Untersuchungsriichter respektiv Parquet –, déi kënnen just op d'Police judiciaire zielen, fir effektiv ze enquêtieren a fir d'Affaire-criminellen och kënnen weiderzedriewen. A mir hunn de Muere ganz kloer eraushéieren bei den Explikatiounen vun der Madamm Solovieff, dass Dossieren am Jugendschutz, wou Mineure concernéiert sinn, déi vulnerabel an eiser Gesellschaft sinn, d'Délinquance juvenile, d'Criminalité générale, dass op deenen doten Dossiere mat deenen 110 Polizisten vun der Police judiciaire, déi ofgezu goufen, vun 880 Stonnen net konnt konsequent drop geschafft ginn!

De Mueren hu mer d'Annonce kritisiert, dass der eng Rei ofgezu ginn, dass se nach fir déi nächst 15 Deeg zu 30 sinn. Abee, wann ee konsequent ass an et wëll een d'Justizautoritéiten och stäerken an hirem Aarbecht, wou se d'Police judiciaire brauchen, dann ass ee konsequent an et gëtt een hinnen alleguerten déi Mëttelen, déi se brauchen, nieft deenen aneren, déi een nach gäre wëll astellen. Mee si brauchen déi, déi se elo effektiv hunn! An duerfir, mengen ech, soll een och hei der Opfuerderung respektiv dem Courrier vun der Madamm Solovieff deementspreechend Rechnung droen! Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools Merci. Dir Damm an Dir Hären, dat heiten ass eng extrem interessant Diskussioun, well dat Éischt, wat mer eis mussen froen, wa mer deen Text hei kucken, déi Motioun vun deene véier Lénksparteien, déi mer hei hunn: Wat ass eigentlech de gesellschaftlechen Effekt vun deem, wat se maachen? Ma, dee gesellschaftlechen Effekt ass, datt si alles maachen, fir datt déi organiséiert Heescherei hei erëm ka Fouss faassen, ...

(Exclamations)

... déi d'Regierung an engem richtege Reflex wollt bekämpfen!

Une voix | De Géigendeel! De Géigendeel ass de Fall!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Si maachen alles, ...

M. Georges Engel (LSAP) | Dat ass gelunn, dat do!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... wat se kënnen, fir deen Effort, deen d'Stad Lëtzebuerg, aner Stied

hei am Land an d'Regierung wollt maachen, fir eng Form vun organisierter Heescherei ze bekämpfen, inklusiv dem Mënschenhandel, deen domadder verbonnen ass, ze ënnerstëtzen.

Mir kréie gesot, datt déi elo rëm lues a lues an der Stad opdauchen a si kommen och nach gestärkt doduerch, datt se gesot kréien: „Ma d'Regierung, déi ka mol näischt maache géint Iech, well se esou vill wäertvoll Alliéierter hei huet“, déi zwar soen, ...

(Interruption)

... si wäeren der Sozialpolitick verflucht, mee an der Wierklechkeet vun hirem Politick alles maachen, fir esou Strukturen ze schützen. Ech wëll dat hei emol festhalen.

Dat Zweet ass, wat mer de Moien haten an där Diskussioun an der Kommissioun – et si Leit, déi waren elo leider net derbäi, dofir wëll ech dat hei resüméieren –, dat war u sech eng Diskussioun, déi zu engem groussen Deel ënnert dem Sujet „Gewaltentrennung“ gelaf ass.

An et ass wouer: Et si verschidde Saachen net richtig ugepaakt ginn, et goufe gewësse Mëssverständnisse, et si Wierder benotzt gi wéi „excès de zèle“ vu verschidde Säiten. Mee de gemeinsamen Interessi, souwuel vun der Exekutiv, zu där de Minister gehéiert, wéi vun de juristeschen Autoritéiten, zu deenen d'Madamm Solovieff gehéiert, ass awer d'Lutte contre la criminalité.

Do ass u sech e bëssen e Mëssverständnis gewiescht, e puer Fluktuatiounen. Ech hunn dat de Moien „handwierklech Feeler“ genannt. Dat ass alles wouer. Mee dat Gespréich, dat de Moie stattfonnt huet, an och deen Echange vun de Bréiwer hunn derzou gefouert, dat ze klarifiéieren. Mir sinn am Abléck an der Diskussioun op engem Punkt ukomm, wou déi Mëssverständnisse a menger Interpretatioun net méi existéieren an eng nei Form vun Zesummenaarbecht kann entstoen.

An an esou enger Situatioun komme lo eis gréng Kolleegen a mengen och nach, d'Legislativ misst sech amëschen! Nodeem mer also eng Diskussioun zwëschen Exekutiv a Judiciaire haten, fir dat ze léisen – wat och elo geléist ass, wou d'Problemer praktesch net méi existéieren –, komme mer elo hin a mir wëllen, datt d'Parlament sech amëscht. Dat ass absolut net néideg!

Mir hunn och nach intern déi Strukturen am Kader vun der Exekutiv, wou de Policeminister selbstverständlech ka gewëssen Instruktiounen un d'Police ginn, well mer och de Moien nach eng Kéier festgestallt hunn, datt déi ganz Police, inklusiv der Police judiciaire, datt ass d'Police a gehéiert zum Pouvoir exécutif. An et ass just an der Applikatioun oder der Exekutioun vu verschiddeenen vun hire Missiounen, wou eng gewëssen Autoritéit vun den Autorités judiciaires existéiert.

Mee loosse mer dat dach net verwiesselen!

(Interruption)

Hei ass et ganz kloer: D'Exekutiv ass de responsabele politesche Chef vun der Police. An dat muss och esou respektéiert gi vum Pouvoir judiciaire, an och vun eis hei bannen. Och mir sollen eis net an d'Interna vun der Police amëschen, wann et ëm reng organisatiounell Froe geet.

(Hilarité et brouhaha général)

Dann hu mer ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Blablabla!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech schwätze vun interner Saachen an der Police.

M. David Wagner (déi Lénk) | Blablabla!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An ech wëll elo nach ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ech wëll ofschléissen ... Här Wagner, ech si frou, datt Der mer nolauschtert. Dir kënnt nëmme léieren.

(Hilarité)

Ech wollt elo ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Léieren ze léien?!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo merci, Här President.

... nach ganz kuerz soen, datt dat heite mech och wonnert. Also, déi Texter ..., et mengt ee bal, déi Leit, déi dat heite geschriwwen haten, wäer geeschteg ..., well physisch ware se do, mee ware se geeschteg och do bei där Diskussioun vun de Moien? Dat kann ee sech froen. Well da liese mer zum Beispill, datt Informatiounen net gi goufen iwwert d'Origin vum verschiddene Polizisten, déi un deene Missiounen deelgeholl hunn.

(Interruptions)

Mir hunn awer ganz kloer eraushéieren de Moien, datt deen, deen dat hätt kënne soen – dat ass den Direkter vun der Police judiciaire –, net do war. An dofir konnte mer dat net gewuer ginn.

(Interruptions)

Da si mer hei gewuer ginn: Elo gëtt et 30 Agenten. Souwäit ech dat verstan hunn – dat ass eppes, wat de Policeminister eis ka soen –, sinn dat 30 Agenten iwwer 15 Deeg. An, ech mengen, deen zoustännegen Direkter vum Arrondissement Zentrum hei vun der Stad huet eis gesot, datt dat zweemol 15 sinn – dat heescht zwee Agente pro Dag iwwer 15 Deeg –, dat gëtt 30. Dat ass eppes, wat den Här Minister eis ka soen.

Mir schwätzen also hei vun eppes, wat an der Effentlechkeet hei produzéiert gëtt, wat sou soit-disant enorm wär: „D'Leit aus der Police judiciaire gi massiv ofgezunn, kënnen net op den Dossier schaffen.“ Mee et sinn zwee Leit mol 15, dat sinn der dann 30 Hommes/Journée do, déi mer dann do géifen ... Zwee Leit am Dag! Ech mengen, dat kann ee verkraften.

An da kënnt nach derbäi, datt dat Leit sinn aus engem Dezernat, déi souwisou an der Effentlechkeet schaffen – am Drogeberäich an esou weider –, déi dat gutt kënne maachen. Och dat si mer de Moie gewuer ginn.

(Exclamations)

Nee, mir hu se. Also, mir hu se kritt. Dat heescht, wann ech dat hei, wann ech dat hei soll resüméieren, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser?

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann ech dat hei soll resüméieren, da wëll ech feststellen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, loosst den Här Kartheiser schwätzen. Dir hutt nach

30 Sekonnen, fir zum Schluss ze kommen. Da sinn déi fënnf Minutten eriwuer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Mee déi hutt Der awer, an Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, a villmools merci.

Ech wëll also hei resüméieren. Éischtens: De gesellschaftlechen Effekt vun där Initiativ hei vun deene Gréngen ass negativ.

(Hilarité)

Zweetens: Et ass net un eis, fir eis anzeméschen. An drëttens: Déi faktuell Informatiounen an deeser Motioun sinn och nach falsch. A mir wäerten dat heiten net matstëmmen!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet elo den Här Sehovic d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Also, ech muss soen, dat doten ass e Skandal, Här Kartheiser. Ech mengen, dass Dir, an iwwregens och den Här Mosar, haut de Moien an enger anerer Kommissiounssetzung waart wéi ech, well ganz vill Froen opstinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | An da muss ech soen: Här Kartheiser, déi Opfaassung, dass de Legislatuer, dass den éischte Pouvoir am Land, sech net sollt améschen an näischt ze dinn hätt mat der Kontroll vum Émgang vum Policeminister mat der Police ...! Ech weess net, a wéi engem Verständnis vun eiser Konstitutioun Dir ënnerwee sidd, Här Kartheiser.

Dir musst dann och d'Fuerderunge richtig liesen aus der Motioun. An der Motioun gëtt d'Regierung invitéiert, der Demande vun der Procureure générale d'État nozekommen. An déi war ganz kloer haut de Moien an der Kommissioun!

Ech muss soen: Et ass eigentlech verréckt! Wou bleift déi Urgence, Här Minister, déi Der den 11. Dezember verspuert hutt, fir als éischt Amtshandlung de Police-reglement vun der Stad Lëtzebuerg ze approvouéieren? Als éischt Amtshandlung! A lo, no där Sëtzung vun haut de Moien, no deenen Alarmsireenen, déi haut de Moie vum Parquet geronge gi sinn, verspiert Der keng Urgence fir ze handeln, verweist op eng Evaluatioun iergendwann am Mäerz, an da kucke mer emol eng Kéier weider! Wou bleift d'Urgence, wann et ëm Antiblanchiment, ëm Finanzkriminalitéit, ëm de Kampf géint Terrorismus geet, Här Minister?!

Madamm Polfer, eng Fro.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo?

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Dir hutt Iech beschwéiert iwwert den Toun, deen am Bréif un den Här Minister war. Hutt Dir de Bréif? Well da Chamber ass en nach net iwwermëttelt ginn. Ech hunn nach eng Kéier gekuckt. Ech waarden drop, dass mer dee Bréif kréien. Lait en Iech vir, Madamm Polfer?

Une voix | Zu 60 waarde mer.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | En ass um Wee.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, en ass um Wee.

(Brouhaha général)

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, mee wouhier wësst Dir ...?!

Plusieurs voix | A!

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Op wéi enger Basis ...?

M. François Bausch (déi gréng) | Wéi ass et da méiglech, dass Dir en hutt?!

(Brouhaha général)

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Dat heescht, en huet e klengen Émwee gemaach?

(Interruptions)

Mme Lydie Polfer (DP) | Dat, wat ech an der Press gelies hunn, dat geet mir duer, fir deen Toun kënnen ze charakteriséieren.

M. François Bausch (déi gréng) | O!

Plusieurs voix | O!

Mme Lydie Polfer (DP) | Maja!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm ... Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Wat fir eng Ausried war dat do dann?!

M. François Bausch (déi gréng) | ... vun der Madamm Solovieff.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | An, Madamm Polfer, bei der Police gëtt et en Ennerscheid: Déi eng ënnerstinn dem Parquet.

(Interruption)

An dat, wat mir froen, ass, dass de Parquet soll d'Moyenen hunn, fir seng Aarbecht ze maachen! An net, dass de Minister an d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg Sheriff spille kënnen op d'Käschte vun der Aarbecht vum Parquet!

(Exclamation)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | An dann haalt wannechgelift op, Leit, déi hei an der Chamber net kënnen d'Wuert ergräifen, stänneg, permanent, falsch ze zitieren! Liest de Rapport vum Här Pregno! Liest e ganz! E seet, e wär schockéiert iwwert d'Virgoensweis vun der Regierung. Och dat steet an deem Rapport, Madamm Polfer.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

An da finalement nach awer, well gesot gëtt, all d'Froe wäer beäntwert: Ech hat an der Presentatioun vun der Motioun eng ganz Rei vu Froen opgeléicht, déi net beäntwert gi sinn. De Minister ass elo do. Vlächit kënne mer et nach eng Kéier versichen, fir dann d'Äntwerten ze kréien.

(Interruptions)

Här Minister, wéi vill Beamte waren dès le départ vun der Police judiciaire detachéiert am Dispositif spécial? Dir konnt eis déi Donnée, déi Informatioun de Moien net ginn.

Aus wéi enge Sektione vun der PJ kommen déi déi 30 Agenten, déi iwwert déi nächst 15 Deeg sollen detachéiert ginn? Aus wéi enge Sektione vun der PJ komme se? De Moie gouf et keng Äntwert dozou.

An da finalement ... An do weess ech och elo net méi, wat elo richtig ass. Op där enger Säit sou Der hei, Dir wéilt Iech net améschen. An ech kréien hei virgeworf, ech géif mat menger Motioun d'Gewalten-trennung iergendwéi a Fro stellen, wat de Minister net géif maachen. Mee dann nach eng Kéier d'Fro: De Courrier, deen Der eis haut iwwermëttelt hutt, ech zitieren: „En date du 7 mars, sans préjudice quant à la date exacte, lorsque j'ai appris par le Directeur général de la Police que lors de la réunion du comité d'accompagnement cet excès de zèle fut à l'ordre du

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Bracelet électronique	0141	Nancy Arendt épouse Kemp	67	Prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MWe	0258	Joëlle Welfring, François Bausch	82
Saisie du numéro d'immatriculation au parc mètre	0155	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	67	Route nationale (N5) à Pétange	0259	Marc Goergen	83
Fermeture du CR118	0158	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	67	Signature électronique	0260	Gusty Graas	83
Pollution de l'Alzette	0180	Gusty Graas	68	Dysfonctionnements en rapport avec le personnel soignant	0261	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	83
Traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus »	0181	Yves Cruchten	68	Bande de covoiturage	0262	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	84
Délais d'attente pour les résultats du Laboratoire national de santé	0183	Mars Di Bartolomeo	69	Imposition individuelle	0263	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	84
Difficultés financières dans le secteur sportif	0189	Sven Clement	70	Personnes DPI sans logement	0264	David Wagner	85
Effet du sel de déneigement sur l'environnement	0194	Luc Emering	70	Bénéficiaires de protection internationale originaires de Gaza	0265	Fernand Kartheiser	85
Chiens de chasse	0203	Marc Goergen	70	Listes noires des hôpitaux	0266	François Bausch	86
E-bac	0204	Marc Goergen, Ben Polidori	71	Cours de natation à l'École de police	0267	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	86
Chasse du mouflon	0206	Marc Goergen	71	Déchets d'équipements électriques et électroniques	0268	Jeff Boonen	86
Jeux de hasard	0219	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	71	Code de déontologie de l'armée	0269	Fernand Kartheiser	87
Service « Téléalarme »	0220	Sven Clement, Marc Goergen	72	État des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux	0270	Claude Haagen, Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	87
Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées	0227	Sven Clement, Marc Goergen	73	Amendes pour l'utilisation du téléphone au volant	0271	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	88
Étude du LISER sur les personnes en situation de handicap	0230	Ben Polidori	73	Protection de l'inventaire historique des bibliothèques	0272	Sven Clement, Ben Polidori	88
Activités jugées dangereuses d'une holding luxembourgeoise exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques	0236	Marc Baum	74	Recours en rectification d'erreurs ou omissions matérielles	0273	Carole Hartmann	89
Gestion locative sociale	0238	Marc Goergen	74	Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité	0275	Meris Sehovic	89
Simplification administrative pour le secteur agricole	0239	Luc Emering, André Bauler	75	Urgence du CHEM à Niederkorn	0276	Marc Goergen	89
Poursuites en matière de consommation de drogues	0240	Maurice Bauer	75	Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité	0277	Dan Biancalana	90
Aide au réemploi	0241	Sven Clement, Ben Polidori	75	Intérêts fiscaux	0278	Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert	90
Nouveau design pour les bus RGTR	0242	Marc Goergen	76	Projet de directive européenne relative au devoir de vigilance pour les entreprises	0280	Sam Tanson, François Bausch	90
Multicam camouflage pour l'armée	0243	Fernand Kartheiser	76	Cours de natation pour enfants	0282	Nancy Arendt épouse Kemp	91
Création d'une plateforme nationale de participation citoyenne	0244	Joëlle Welfring	76	Poussettes dans les transports en commun	0284	Marc Goergen	91
Lutte contre la criminalité financière	0245	David Wagner	76	Site Internet des CFL en langue luxembourgeoise	0286	Tom Weidig	91
Nombre de pharmacies	0246	Mars Di Bartolomeo	77	Refus du revenu d'inclusion sociale (REVIS)	0287	Marc Goergen	92
Centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck	0247	Dan Biancalana	77	Hommage à l'ancien bourgmestre de Grevenmacher	0289	Marc Goergen	92
Agressions envers le CGDIS	0248	Dan Biancalana	77	Conditions d'admission au Bachelor en médecine	0291	Joëlle Welfring, François Bausch	92
Implications au Luxembourg des procédures judiciaires contre Orpea	0249	Joëlle Welfring	78	Réaffectation de membres de la police judiciaire	0293	Paulette Lenert, Claire Delcourt	93
Pollution lumineuse	0250	Marc Goergen	78	Mise en place de maisons « sport-santé »	0296	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	93
Conditions de recrutement des CFL	0251	Fred Keup, Jeff Engelen	79	Avenir du Fonds national de la recherche	0298	Joëlle Welfring	93
Exclusion de l'ambassadeur de Russie de la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste	0252	Fernand Kartheiser	79	Ligne TGV Luxembourg-Paris	0299	Laurent Mosar	94
Crise dans le secteur immobilier	0253	André Bauler	79	Pavillon maritime luxembourgeois	0300	Claire Delcourt	94
Logement abordable	0254	Marc Lies	80	Service antifraude de l'Enregistrement	0302	Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferding	95
Déclarations d'impôt	0255	Sven Clement	81				
Amendes routières reçues en Grande-Bretagne	0256	Sven Clement	81				
Promotion du sport féminin	0257	Barbara Agostino	82				

Mesures provisoires dans le cadre d'un divorce	0306	Fernand Kartheiser	95	Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges 2023	0314	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	97
Situation financière des communes	0308	Fred Keup	95	Attaques de phishing	0315	Marc Goergen	98
Enseignants de sport dans l'enseignement fondamental	0309	Francine Closener	95	Directive sur la chaîne d'approvisionnement (CSDDD)	0319	Sven Clement	98
Fraude au compteur kilométrique des véhicules	0310	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	96	Directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat	0322	Dan Biancalana	99
Institution financière belge Euroclear	0311	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	96	Utilisation des bénéficiaires issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine	0493 urgente	Liz Braz, Georges Engel, Franz Fayot	99
Violations des droits de l'homme au Yémen	0312	Laurent Mosar	97				

Bracelet électronique | Question 0141 (29/12/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

A verschiddenen europäesche Länner kann d'Justiz a Fäll vun haislecher Gewalt eng elektronesch Foussfessel ordonéieren, dat fir ze verhënneren, datt den Täter sengem Affer onerlaabterweis ze no kënn an et aggresséiert oder esouguer ëmbréngt. Duerch dës Mesure kann engersäits verhënnert ginn, datt et zu Remeicidivë kënn. Op der anerer Säit géif d'Affer sech méi sécher spieren. Länner wéi Spuenien oder Frankräich hunn an de leschte Jore bei haislecher Gewalt gutt Erfarunge mat der elektronescher Foussfessel gemaach. Laut Medieberichter ass beispillsweis a Spuenien zanter der Aféierung am Joer 2009 keng Fra ëmbruecht ginn, wann den Täter eng Foussfessel hat.

Ech wollt dofir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Fäll vun haislecher Gewalt an de leschte fënnf Joer hei zu Lëtzebuerg entwéckelt a wéi léisst sech dës Entwécklung erklären?
2. A wéi vill Fäll handelt et sech ëm Widderhuelungstäter?
3. Wéi vill Frae goufen an de leschte 5 Joer vun hire Partner respektiv Ex-Partner ëmbruecht?

4. Ass d'Regierung gewëllt, déi entspriechend Gesetzter ze adaptéieren, fir datt d'Gericht a Fäll vun haislecher Gewalt kann eng Foussfessel ordonéieren, fir esou ze verhënneren, datt den Täter sengem Affer ze no kënn?
 – Wa jo, wéi kéint dës Reglementatioun kommen?

Réponse (29/01/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Aus dem Rapport vum Comité de coopération entre professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence vum Joer 2022, gi follgend Zuelen iwwert d'Policeinterventiounen an Expulsiounen am Kader vun haislecher Gewalt eraus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wat d'Jugementer vun haislecher Gewalt ugeet, ginn aus de Rapporte vum Comité violence follgend Zuelen eraus:

- 2018: 155 Jugementer
- 2019: 148 Jugementer
- 2020: 129 Jugementer
- 2021: 162 Jugementer
- 2022: 153 Jugementer.

Laut dem Tableau gouf tëscht 2019 an 2020 eng däitlech Hausse vun de Policeinterventiounen enregistriert. Dat kann dorunner leien, dass ab 2020 wéinst der Covidpandemie verschidde Mesurë vun der Regierung geholl goufen, dorënner och de Lockdown, déi d'Konflikter am Stot erhéicht kënnen hunn. Dëst

kann och d'Erhéijung vun de Jugementer am Joer 2021 verursaacht hunn. Anersäits gouf et bei den Expulsiounen keng substanzuell Hausse, wat schlësse léisst, dass et éischter eng Hausse vun de Konflikter an de Violences légères war an net vun der méi uerger Violence.

Déi meeschte Policeinterventiounen goufen et 2022. Verschidde Facteure kënnen dës Entwécklung erklären, wéi zum Beispill den Impakt vun de verschiddene Campagnen an Informatiounsaktivitéiten, déi de grouse Public sensibiliséieren an ureegen, d'Police ze ruffen.

ad 2. Leider erméiglecht d'Datebank JU-CHA déi gefrotten Zuelen net erauszeseien.

ad 3. Heidrënner sinn d'Zuele vun de Fraen, déi vun hirem Partner ëmbruecht goufen:

- 2018: 2
- 2019: 2
- 2020: 0
- 2021: 0
- 2022: 2.

ad 4. Et sief bemierkt, dass d'Foussfessel schon haut am Code de procédure pénale am Kader vum Contrôle judiciaire virgesinn ass (Art. 107 vum CPP). Dësse Contrôle judiciaire mat Foussfessel ka vun der Chambre du conseil vun de Bezierksgerichter a vun der Cour d'appel oder vum Untersuchungsriichter ordonéiert ginn. D'Foussfessel kann och am Kader vum Strofvollzuch vum Procureur général, bzw. vu sengem Délégué fir de Strofvollzuch, ënner verschiddene Konditiounen ordonéiert ginn (Art. 688 vum CPP).

Wéi et de Koalitiounsaccord 2023–2028 virgesäit, wäert de legalen an technesche Kader ronderëm d'Foussfessel, ënner anerem d'Foussfessel mat GPS-Funktioun, analyséiert ginn, fir dass déi néideg Upassunge kënnen geplangt ginn.

Saisie du numéro d'immatriculation au parc-mètre | Question 0155 (09/01/2024) de M. Jeff Engelen | M. Fernand Kartheiser (ADR)

Fir e Parkticket bei engem Automat ze kréien, muss ee bei verschiddene Parkauere méttlerweil d'Plack vum Auto mat uginn, obwuel de Parkticket nach ëmmer bor bezuelt, op Pabeier ausgedréckt a fir potenziell Kontrolle siichtbar um Armaturebriet ausgeluecht gëtt.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Firwat mussen d'Leit hir Placknummer mat uginn, obwuel dës fir eng reng Parkkontroll net néideg ass? Wat ass déi legal Basis fir déi Praxis?

2. Wou a wéi laang ginn déi entspriechend Donnéeë gespäichert a wéi eng Institutiounen kënnen dorop zougräifen?

3. Gesäit d'Madamm Minister an där Moosnam net e weidere méiglechen Agréff an d'Privatsphär duerch de Staat, wann dës ka gewuer ginn, wou wéi een Auto wéini a wéi laang parkt?

Réponse (04/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Laut dem Artikel 5 aus dem Code de la route sinn d'Gemenge responsabel, fir d'Parken am öffentleche Stroosseraum ze reglementéieren an d'Modalitéite vun dësem Parke festzeleeën. Aus der Fro resultéiert awer net, wéi eng Gemeng(e) konkret d'Indicatioun vun der Placknummer beim Bezuele verlaangen, sou dass et net méiglech ass, méi am Detail op déi Modalitéiten anzugeen.

Fermeture du CR118 | Question 0158 (10/01/2024) de Mme Alexandra Schoos | M. Jeff Engelen (ADR)

Esou wéi et eis zougedroe gouf, gouf de Schäfferot vun der Gemeng Waldbëlleg haut doriwuer informéiert, datt den CR118 viraussichtlech vum 22. Januar bis den 29. Februar gespaart soll ginn, obwuel hinnen ursprénglech zougesot gouf, datt deen entspriechende Projet net zu enger Spärung géif féieren. Zousätzlech ass d'Erëffnung vum CR356, deen a sou engem Fall déi éischt Ëmgeungstrooss géif duerstellen, vum 15. Januar op Enn Mee verluecht ginn. Déi elo duebel Aschränkung féiert zu massiven Ëmweeër, wat an der Konsequenz besonnesch zu Stousszäiten e massiven Zäitverloscht fir d'Schoulbusser a fir all déi Leit, déi an d'Stad musse schaffe fueren, mat sech bréngt. Doriwuer eraus verlängeren sech d'Weeër fir d'Rettungsdéngschter signifikant (Ambulanz aus der Fiels) an d'Regioun verléiert un Attraktivitéit fir den Tourismus.

Op Nofro bestätegen déi Gemengeresponsabel, datt si Ponts et chaussées eng Alternativ proposéiert haten, déi mat mander Aschränkung fir den Trafic verbonne wier, mee datt hire Virschlag vusäite vun der Administratioun kee Suivi krut.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat den CR118 entgéint deem, wat der Gemeng zougesot gouf, elo trotzdeem gespaart gëtt?
2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat där vum Waldbëlleger Schäfferot ausgeschaffter Variant kee Suivi gi gouf, an an deem Zesummenhang déi entspriechend Käschtendifferenz chiffréieren?

3. Am Fall vun enger medezinnescher Urgence kënn et fir d'Rettungsdéngschter op all Minutt un. Kann d'Madamm Minister matdeelen, firwat deem Aspekt hei anscheinend net Rechnung gedroe gëtt?

4. Kann d'Madamm Minister garantéieren, datt d'Aarbechten op den CR118 wéi virgesinn ofgeschloss ginn an datt et net zu onerwaarte Verzögerunge kënn, déi weider Aschränkunge fir d'Bierger verursaachen?

Réponse (20/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Aarbechte vum Projet „Réaménagement du carrefour CR118/CR121 à Bredweiler-Pont avec reconstruction des OA355 et OA359“ hu sech am Verglach zu der initialer Planung, wéi se viru Jore mat der Gemeng beschwat gi waren, aus verschiddene Grënn verlängert. Ee Grond ass, datt wéinst dem usässege Schwaarzstorch, dee grad do sai Brutgebitt huet, d'Aarbechte réischt e puer Méint méi spéit wéi geplangt ufänke konnten. Deemno sinn esou méi Aarbechten an déi schlecht Wiederperiod gefall.

Zousätzlech sinn am Laf vum Projet Adaptatioune gemaach ginn, wou ënnert anerem op Wonsch vun de Gemenge Waldbëlleg a Konsdref eng Ënnerféierung fir d'Wanderer ënnert der Bréck um CR118 (OA355 iwwert d'Schwarz Iernz) amenagéiert gouf. Duerch dës Adaptatioun huet sech déi ganz Ausféierung vum Projet geännert. Speziell Gerüster a Verschalunge vun der Bréck sinn amenagéiert ginn an d'Pläng vun der Bréck wéi och d'Ëmweltgeneemungen hu missen deementspreechend modifizéiert ginn.

D'Gemeng huet virgeschloen, de Verkéier um CR118 vu Chrëschtnech eraus a Richtung Präiteler-Bréck mat roude Luuchten ze reegelen an den CR118 tëscht dem neie Rondel a Konsdref fir de Verkéier zouemaachen. Well no dësem Prinzipp da virum Rondel Präiteler-Bréck a beim Chantier um CR118 Richtung Chrëschtnech Rout Luuchte gesat misste ginn, géingen eleng tëscht Chrëschtnech an dem Mëllerdall 3 Rout Luuchte stoen (inklusiv déi um CR121 Richtung Mëllerdall), wat op dëser kuerzer Distanz kee Sënn géing maachen.

Aktuell sinn déi meeschten Aarbechten awer schon ofgeschloss an et ass een um Punkt, fir déi lescht zwee Accèsen am Rondel ze amenagéieren. Dobäi soll den CR118 bis op Chrëschtnech och ausgebaut ginn. Mat Roude Luuchte konnt d'ëscht schon op enger Sait gemaach ginn. Dogéint ass deen zweeten Deel awer net mat Roude Luuchten ze realiséieren, wéi et vun der Gemeng proposéiert gouf, mee misst dofir komplett gespaart ginn.

De Grond dofir ass, datt de Verkéier ze no un d'Äerd-aarbechte kënn, well et ënnert anerem och een Héichtenënnerschied tëscht den zwou Spuere gëtt (déi, déi well nei gemaach gouf, an déi, déi lo nei gemaach gëtt) a mat der zousätzlecher Ofsécherung vum Chantier d'Strooss op dëser Plaz dann nach méi enk wier, wat dann och mat sech bréngt, datt keng grouss Gefierer wéi Busser, Camionen, Trakteren asw. zirkuléiere kéinten. Ausserdeem wiere mat Roude Luuchten d'Plazverhältnissen op dësem Chantier an och um Rondel einfach ze enk, fir d'Aarbechte propper an ouni zousätzlech Gefor fir d'Automobilisten*innen an d'Leit um Chantier ze realiséieren.

D'Gemeng gouf och ëmmer am Viraus informéiert, wat d'Plange vun de Spärungen an den Ëmleedungen ueget, an et gouf och ëmmer zesumme gekuckt, fir déi beschtméiglech Léisung ze fannen. Bei där an dëser parlamentarescher Fro genannter Spärung, sinn déi concernéiert Gemengen och scho Mëtt Dezember a Kenntnis gesat ginn.

De Projet mat der Spärung an den Ëmleedungen gouf dann deemno och sou vun der Stroossebauverwaltung an d'Weeër geleet. Zousätzlech gouf der Gemeng och eng detailléiert Berechnung fir den Ëmwee vum Schoultransport zoukomme gelooss.

An der Tëschenzäit sinn awer rezent divers Problemer opgetaucht, wéi zum Beispill déi eenzel Detailler zu der Organisatioun vum Schoultransport an d'Netu-fuere vum Mëllerdall fir d'Schüler vum Iechternacher Lycée, vun deene während der Planung vun dëser Spärung näischt gewosst war respektiv vun deenen d'Stroossebauverwaltung deemools och net a Kenntnis gesat gouf.

Trotz de beschriwwene Schwieeregkeete konnt d'Stroossebauverwaltung d'Aarbechten elo ëmorganiséieren.

D'Aarbechten um CR121 a Richtung Mëllerdall, wou wéinst den Iwwerschwemmungen am Joer 2021 de Buedem gerutscht war an de Verkéier am Moment duerch Rout Luuchte gereegelt gëtt, ginn elo virgezunn. Dësen Deel gëtt deemno gespaart an den Trafic aus Richtung Mëllerdall gëtt iwwert den CR356 Richtung Konsdref an dann iwwert den CR118 erëm zeréck op de Rondel Präiteler-Bréck ëmgeleet. De Verkéier um CR118 tëscht dem Rondel Präiteler-Bréck a Chrëschtnech gëtt dann och op enger Spuer mat Roude Luuchte gereegelt.

Allerdéngs sinn déi ursprüngelech geplangten Aarbechten an d'Spärung vum CR118 um Stroossendeel Chrëschtnech-Präiteler-Bréck wéinst den uewe genannte Schwieeregkeeten net vum Dësch. Dës Aarbechte ginn an d'Ouschtervakanz verluecht, esou datt dës keen Impakt op de Schoultransport wäerten hunn.

Ausserdeem ass ze betounen, datt den Deel vum CR121 tëscht dem Rondel Präiteler-Bréck an dem Blummendall (deen aktuell nach zou ass) fir den Trafic opgeet, ier d'Aarbechten um CR121 Richtung Mëllerdall ufänken. Zum Zeitpunkt vun dësen Aarbechten um CR121 Richtung Mëllerdall respektiv deenen um CR118 Richtung Chrëschtnech an der Ouschtervakanz, wäerten ëmmer jeeeweils 3 Äerm vum Rondel Präiteler-Bréck op sinn.

Well d'Propos vun der Gemeng, fir d'Aarbechte sou ze realiséieren, sou net zeréckzebehalen ass, handelt et sech heibäi deemno och net ëm eng Fro vun de Käschten.

ad 3. D'Strooss a Richtung Blummendall-Reiland wäert de Moment vun den Aarbechten erëm fir de Verkéier op sinn an esou wäert de Wee fir d'Rettungsdéngschter méi direkt fräi sinn.

All Projet gëtt natierlech ëmmer am effentlechen Interessi realiséiert, fir eng bestoend Verkéierssituatioun ze verbesseren. Vun där verbesserter Situatioun profitéiert dono dann och jiddereen.

ad 4. Eng absolutt Garantie kann een ni ginn, zum Beispill muss d'Wieder och matspillen, wat zu dëser Joreszäit ëmmer ongewëss ass.

Meng Servicer sinn awer zouversichtlech, datt elo mat e bësse Gedold vun de Gemengen, den Awunner*innen an den Automobilisten*innen, déi do fueren, de Projet am geplangten Zäitraum kann ofgeschloss ginn, an zwar fir d'Fréijoer 2024.

Pollution de l'Alzette | Question 0180 (16/01/2024) de M. Gusty Graas (DP)

Leschte Samschdeg Moie goufen d'Pompjeeën alertéiert, dass d'Uelzecht polluëiert wier an der Géigend vun der Schëfflenger Kläranlag. Et wier eng Zort

dënn schwaarze Film visibel op der Oberfläch vum Floss an et geet een dovunner aus, dass deen net vun der Schëfflenger Kläranlag kënn. An deene leschte Jore koum et schon e puermol zu enger Verknaschtung vun der Uelzecht, z. B. 2019 zu Beggen an 2017 zu Schëffleng. Wann de Floss contaminéiert gëtt, kann dat der Flora a Fauna schueden.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wat ass de Grond vun der aktueller Verknaschtung vun der Uelzecht vun Esch bis an de Réiserbann?
2. Wéi eng Efforte goufe bis ewell ënnerholl, fir géint d'Kontaminatioun unzegoen a wéi laang wäert et daueren, bis de Problem geléist ass?
3. Wéi eng Moossname gi preventiv getraff, fir Kontaminatioune vum Floss ze vermeiden?
4. Si Schied un der Flora a Fauna entstan?

Réponse (26/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Als Äntwert op dës Froen erlaben ech mer, op de Pressecommuniqué vun der Waasserverwaltung vum 21. Februar 2024 ze verweisen.

Traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus » | Question 0181 (16/01/2024) de M. Yves Cruchten (LSAP)

En décembre 2023, le Gouvernement a annoncé la prolongation des aides majorées du régime « Klimabonus » jusqu'à fin juin 2024. Apparemment, les aides financières ont connu une certaine popularité, d'où la hausse remarquable des demandes. Toutefois, la durée du traitement des demandes excessivement longue a été critiquée à maintes reprises.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 7163 du 11 novembre 2022, l'ancienne ministre a annoncé que les effectifs du service aides financières seraient renforcés en 2023. Ceci afin d'optimiser les processus de travail et de réduire le temps de traitement des demandes. La réponse indiquait également que le délai de traitement ne devait pas dépasser trois mois. Outre le personnel supplémentaire, la numérisation peut également contribuer à accélérer les processus. Par conséquent, Monsieur le Ministre de l'Énergie a déclaré que la « simplification administrative » serait une priorité, tout en envisageant le principe du tiers payant pour les aides étatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Quelle est la durée actuelle pour le traitement des demandes dans le cadre du régime « Klimabonus » ?
- 2) Combien de demandes ont été introduites en 2022 et en 2023 ?
- 3) Combien de ces demandes ont été clôturées ?
- 4) Combien de demandes restent à ce jour non traitées ?
- 5) Quelles mesures ont été prises en 2023 afin d'accélérer le traitement des demandes et quelles mesures sont prévues pour 2024 ?
- 6) Quelle réduction du temps de traitement a pu être réalisée depuis les déclarations du Gouvernement en 2022 et combien de dossiers ont pu être clôturés endéans le délai de 3 mois ?

7) Quelle est l'évolution des effectifs du service responsable du traitement ?

Réponse (27/02/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En général, on peut constater une nette diminution des délais de traitement des dossiers de demande d'aides financières des régimes « Klimabonus » au cours des derniers mois. Cela est particulièrement notable pour les vélos, où les délais ont pu être ramenés de 17 mois à la mi-2022 à 3 mois actuellement. À l'heure actuelle, le principal volet des régimes « Klimabonus » pour lequel les délais sont encore plus longs concerne les installations techniques, notamment en raison de la forte demande pour les installations photovoltaïques. L'Administration de l'environnement s'efforce à réduire ces délais également.

Le tableau ci-dessous montre les délais de traitement des dossiers de demande par l'Administration de l'environnement pour les différents régimes d'aides financières « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le tableau ci-dessous fait état du nombre de demandes introduites en 2022 et en 2023 pour les différents régimes « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le tableau ci-dessous montre le nombre de demandes clôturées en 2022 et en 2023 pour les différents régimes « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il y a par ailleurs lieu de noter que 3.145 demandes sont incomplètes et que l'Administration de l'environnement reste en attente de la réception des informations supplémentaires sollicitées afin de pouvoir finaliser l'instruction des dossiers.

Notons finalement que 3.579 demandes se trouvent actuellement dans la procédure de paiement.

ad 4) En tout 7.083 demandes restent à ce jour non traitées. Le tableau ci-dessous montre le nombre de demandes non traitées pour les différents régimes du « Klimabonus » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) L'amélioration notable au niveau des délais découle de divers éléments, notamment de l'augmentation des effectifs et de la digitalisation des processus de demande.

En ce qui concerne les effectifs, l'Administration de l'environnement a pu recruter une douzaine d'agents supplémentaires suite notamment à l'Accord Tripartite de septembre 2022.

En ce qui concerne la digitalisation, depuis décembre 2023, toutes les démarches liées au « Klimabonus » ont été numérisées. Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes de ce processus de digitalisation, c'est-à-dire les dates à partir desquelles les demandes d'aides ont pu être effectuées électroniquement via MyGuichet :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est par ailleurs important de souligner que l'Administration de l'environnement s'efforce constamment à améliorer la qualité de son service. À cet effet, un

agent dédié à l'optimisation des processus a été recruté au sein du service des aides financières.

Il convient enfin de noter que, tel qu'indiqué dans l'accord de coalition, pour faciliter l'accès aux subventions écologiques et éviter que les citoyens hésitent à procéder à l'assainissement énergétique de leur logement ou à investir dans le développement des énergies renouvelables en raison de coûts trop élevés, le Gouvernement introduira le préfinancement des subventions climatiques de sorte à ce que les citoyens n'aient plus qu'à s'acquitter de leur part. Dans ce contexte, le Gouvernement s'assurera également que les entreprises concernées reçoivent les subventions étatiques endéans un délai bref. Il est prévu d'introduire un tel mécanisme de préfinancement dans un premier temps pour les installations photovoltaïques.

ad 6) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 7) Le graphique ci-dessous montre l'évolution des effectifs du service aides financières de l'Administration de l'environnement au fil du temps. En 2019, le service des subsides et aides financières était composé de 8 ETP. L'effectif en personnel a continuellement été augmenté pour pouvoir faire face à la demande par rapport aux régimes d'aides financières du « Klimabonus ». Actuellement il est composé de 29,85 ETP.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Délais d'attente pour les résultats du Laboratoire national de santé | Question 0183 (17/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Ces dernières années, des efforts considérables ont été faits par le Laboratoire national de santé pour raccourcir les délais d'attente pour les résultats des analyses anatomopathologies en matière de traitement des cancers.

Or, d'après les informations recueillies auprès du LNS et de cabinets médicaux, les délais se sont actuellement allongés pour atteindre entre 5 à 7 semaines. Ceci vaut entre autres pour les analyses concernant la prise en charge de cancers du sein.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si elle peut confirmer ces informations. Le cas échéant, quelles sont les raisons de ces délais excessifs ?

– Par quels voies et moyens le LNS entend-il ramener les délais à un niveau raisonnable évitant aux patients concernés des situations d'anxiété et permettant une prise en charge rapide et adaptée ?

Réponse (05/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Il est vrai que ces dernières années, les temps de réponse des examens d'anatomopathologie ont pu être réduits significativement suite à une adaptation continue du nombre de personnel (techniciens de laboratoire, secrétaires et médecins anatomopathologues) aux nombres d'échantillons à traiter. Ainsi, le service d'anatomopathologie emploie actuellement plus de 70 équivalents-temps pleins (ETP) de salariés qui traitent quelque 75.000 échantillons par année (venant de 60.000 en 2017), avec une tendance toujours croissante (environ 6 % par année sur les deux dernières années). Ceci représente actuellement environ 310 échantillons de patients par jour qui donnent lieu à 1.250 lames de microscopie à examiner par jour. Environ 10 % de ces cas sont considérés comme médicalement urgents et sont traités prioritairement.

Cependant depuis le début de l'année 2023, la Direction du LNS a pu à nouveau constater une augmentation progressive des temps de réponse. Ainsi le temps moyen de réponse, tout type d'échantillon confondu, est passé de 8,7 jours en novembre 2022 à 13,8 jours en novembre 2023, avec deux pics à 17,8 et 18 jours en mars et juillet. Cette détérioration est constatée pour les pathologies du sein (essentiellement pour les pièces opératoires où le délai de réponse moyen est de 15 jours, moins pour les biopsies de diagnostic initial qui sont traitées prioritairement et où le temps de réponse moyen reste sous les 5 jours) et pour certains autres organes.

D'un point de vue du personnel, le nombre d'anatomopathologues est passé de 18 ETP fin 2021 pour atteindre 23,20 ETP (+29 %) en novembre 2023, le nombre de techniciens de laboratoire est passé de 31 à 36,90 ETP (+19 %) dans la même période et le nombre de secrétaires médicales est resté quasiment stable (11 ETP à 11,90 ETP). À noter qu'en janvier 2024, 6,7 ETP techniciens et 4,9 ETP anatomopathologues sont en cours de recrutement. L'augmentation du personnel suit donc l'augmentation des échantillons et ne peut pas expliquer les retards récents.

Les raisons des délais récents semblent multifactorielles. D'un côté, l'équipement technique tombe régulièrement en panne et nécessite une mise à niveau en fonction de l'innovation technique dans le domaine. D'un autre côté, la digitalisation du département et l'organisation générale du travail doivent certainement être revues à la lumière du nombre croissant d'échantillons à traiter. Dans ce contexte a été réalisé récemment, sur initiative de la Direction du LNS, un audit externe des processus de travail qui guidera la réorganisation du département, et impactera aussi la mise à jour des documents d'accréditation du laboratoire.

Il faut aussi noter que suite à la mise en œuvre de la nouvelle convention collective en 2023, le nombre de jours de congé a augmenté de 4 jours par salarié, ce qui équivaut à une réduction de temps de travail significative pour le département (environ 300 journées de travail). Finalement, contrairement aux années précédentes, il n'a pas été constaté de diminution de demandes d'examens de la part du secteur médical pendant les mois d'été en 2023.

En pratique, afin de remédier rapidement à la situation, le conseil d'administration – sur proposition de la direction – a considéré les solutions suivantes :

1. Autorisation transitoire de prestation d'heures supplémentaires par l'équipe en place, par exemple en travaillant les samedis.
2. Autorisation transitoire d'un recours à l'outsourcing de certains échantillons à des laboratoires accrédités qui garantissent une réponse dans des délais selon des standards internationaux.
3. Achat d'un équipement robotisé pour la préparation des lames (coupes des échantillons et coloration). Cet achat a été avisé favorablement par la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) en décembre 2023 et la mise en service de l'appareil est prévue pour février 2024. L'équipement permettra une préparation plus efficace des lames et prendra en charge de façon automatisée environ 400 lames par jour, soit un tiers de la production journalière.
4. Réorganisation, standardisation et optimisation continue des processus de travail à l'intérieur du département d'anatomopathologie.
5. Augmentation de la spécialisation des anatomopathologues en fonction des organes, en créant des équipes multidisciplinaires techniciens/anatomopathologues

autour de certains domaines thématiques. Ceci est d'ailleurs en ligne avec une proposition du Plan national cancer 2.

6. Intensification de la digitalisation et de l'automatisation du département. Ainsi la transmission des demandes d'examen et des résultats se fera à terme de façon entièrement digitale, ce qui engendra de nouveaux gains de temps.

La direction et le chef de département concerné ont été chargés de l'exécution de ces mesures. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale suivra de près la mise en place ainsi que les résultats de ces mesures à travers ses représentants aux séances mensuelles du conseil d'administration du LNS.

Difficultés financières dans le secteur sportif |
Question **0189** (18/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0174 huet de Minister gesot, dass et keng Retarde géif gi beim Ausbezuete vun den Aidë fir de Sportsecteur – weeder fir d'Decomptë vun 2023, nach fir d'Avancë vun 2024. Trotzdeem schéngen d'Sue fir de Secteur ze spéit ze kommen. Bei enger ganzer Rei Sportfederatiounen a -veräiner, ginn d'Keesen esou lues eidel, wat bei lafende Käschten, déi gedeckt musse ginn, a Paien, déi ausbezuelt musse ginn, de Secteur aktuell viru grouss Erausfuenderunge stellt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéll de Minister zousätzlech zum regulären Ausbezuete vun den Aiden nach op eng aner Aart a Weis op déi finanziell Engpäss am Sportsecteur reagéieren?

2. Kéint de Secteur nach méi kuerzfristeg wéi geplangt mat de finanziellen Hëlleferechne fir sécherzestellen, dass d'Paien Enn Januar all ausbezuelt kënnen ginn?

3. Wéi wäert d'Ausbezuete vun den Avancë fir d'Joer 2024 am Kader vum Douzième provisoire Budget oflafen? Kënnen d'Federatiounen och do kuerzfristeg mat enger substanzijeller Avance rechnen, wéi an de Jore virdrun?

Réponse (06/02/2024) de **M. Georges Mischo**,
Ministre des Sports

ad 1. Meng Leit um Sportsministère, an ech selwer, sinn eis den Erausfuenderunge vum Sportssecteur, notamment wat de finanzielle Volet ueget, bewosst. An deem Zesammenhang kann ech op de Koalitiounsaccord 2023–2028 verweisen, aus deem ervirgeet, dass d'Regierung d'Weiderentwécklung vun de Strukturen, dorënner virun allem d'Sportfederatiounen an hir Clibb, wéll ënnerstëtzen. Dobäi wäert virun allem der Reform vum Subsidi „Qualité+“ eng wichteg Roll zoukommen.

ad 2. Als Sportsministère si mir, wéi all anere Ministère och, ofhängeg vum Budget. D'Avancë fir d'Joer kënnen also ëmmer eréischt dann ausbezuelt ginn, wann de Budget disponibel ass. De Solde vum Joer virru kann natierlech och just dann ausbezuelt ginn, wann d'Decomptë vun dem respektive Joer ageerecht, kontrolléiert a berechent ginn.

ad 3. D'Avancë fir 2024 gi proportional zum 12^e provisoire berechent an ausbezuelt. D'Paiement vun enger zweeter Tranche vun Avancë gëtt dann ausbezuelt, wann de Budget 2024 gestëmmt ass.

Effet du sel de déneigement sur l'environnement |
Question **0194** (18/01/2024) de **M. Luc Emering** (DP)

Comme le salage des axes routiers par temps de neige et de verglas a un impact considérable sur l'environnement, de nombreuses organisations environnementales préconisent le recours à des alternatives au sel de déneigement, telles que le sable ou des copeaux de bois. En bavière, même l'eau des cornichons est utilisée, notamment à l'Aéroport de Munich pour dégivrer les pistes d'atterrissage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Existe-t-il des analyses scientifiques quant à l'effet du sel de déneigement sur l'environnement, notamment la salinisation des sols et des eaux souterraines, au Luxembourg ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer une étude à ce propos ?

3) Est-il prévu d'élaborer un guide pour informer les communes, entreprises et personnes privées sur l'effet du sel de déneigement sur l'environnement et les alternatives qui existent ?

Réponse (26/02/2024) de **M. Serge Wilmes**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) À ce jour, aucune étude à grande échelle n'a traité ces questions de manière scientifique. Toutefois, via une analyse des risques, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a identifié onze captages d'eaux souterraines destinés à la consommation humaine présentant une vulnérabilité potentielle par rapport au sel de déneigement par leurs localisations en contre-bas de routes et/ou de zones fortement urbanisées. Le monitoring de routine effectué par l'AGE, montre qu'aucune de ces sources d'eau souterraine ne présente de pics de concentration en chlorures ou en sodium liés à l'utilisation de sel de déneigement. Néanmoins, certains phénomènes locaux et ponctuels ne peuvent être exclus.

Il est important de garder en tête que l'utilisation raisonnée du sel de déneigement reste avant tout, un compromis entre sécurité et environnement. Ainsi, lors d'épisodes extrêmes tels ceux des 17 et 18 janvier derniers, l'utilisation du sel de déneigement sur les grands axes routiers doit prendre en compte la composante sécurité. À plus petite échelle, il revient à tout un chacun de réduire au maximum l'utilisation du sel notamment au niveau des trottoirs et allées de garage et de privilégier d'autres alternatives.

Gardons également à l'esprit que les alternatives suggérées par l'honorable Député présentent des désavantages considérables lorsqu'elles sont utilisées à grande échelle. Ainsi, l'utilisation du sable ou encore des copeaux de bois peut entraîner l'occlusion des conduites d'évacuations des eaux. Aussi, les copeaux de bois tout comme l'eau de cornichons ou encore les cendres présentent une charge organique importante et contiennent d'autres polluants qui, in fine, se retrouveront dans les cours d'eau avec des conséquences potentiellement plus nuisibles que celles engendrées par l'utilisation du sel.

L'impact du sel de déneigement sur les sols et les écosystèmes terrestres situés à proximité des voiries n'est pas quantifié au Luxembourg. Toutefois, des

études, notamment canadienne¹ et françaises^{2, 3}, ont montré que l'impact négatif du sel sur le sol est généralement localisé à proximité immédiate des voiries et est très fluctuant en fonction des saisons. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que le sel est facilement lixivié des sols et fortement dilué sous les effets de notre climat, notamment à l'occasion d'épisodes pluvieux.

ad 2) Le 22 mars 2024, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, les partenariats de cours d'eau organisent un colloque autour de la thématique « Winterstreudienst und Gewässerschutz – ein Austausch über Herausforderungen und Lösungen ». Le colloque se focalise, entre autres, sur les influences potentielles du sel de déneigement sur les écosystèmes aquatiques ainsi que sur la présentation et la discussion d'alternatives au sel de déneigement. Des informations supplémentaires sont consultables sur le site Internet des partenariats des cours d'eau (www.flusspartnerschaften.lu).

En ce qui concerne les écosystèmes terrestres, le volet préventif de la future loi sur les sols prévoit de réaliser un état des lieux national de la qualité des sols. Cet état des lieux s'intéressera, entre autres, aux phénomènes impactant la qualité des sols à proximité des zones d'activités humaines. L'impact du sel de déneigement pourra être pris en compte dans le cadre de cet état des lieux qui apportera aussi des éléments pour quantifier cet impact dans le contexte luxembourgeois.

ad 3) Il existe des communications ponctuelles, comme par exemple les conseils de la Émweltberodung Lëtzebuerg (EBL) (<https://www.ebl.lu/publ/infografik-ouni-streesalz-duerch-de-wanter/>). À ce stade, l'élaboration d'un guide n'est pas prévue. Néanmoins, les discussions et résultats du colloque mentionné ci-dessus pourraient servir de base de réflexion sur l'utilité de créer un tel guide.

Chiens de chasse | Question **0203** (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Juegdhënn sinn Hënn, déi vun hire Besëtzer dorop trainéiert ginn, am Bësch aner Déieren ze erschnoffelen a si eventuell an eng Richtung ze joen oder ze apportéieren. Esou ginn dës Hënn beispillsweis bei der Juegd agesat, wou d'Hënn gäre vu verschiddene Jeeër genotzt ginn, fir zum Beispill Huesen ze fannen a se zrëck bei si ze bréngen. Déiereschutzorganisatioun wéi PETA kritiséiere verschidden Ausbildungsmethode vu Juegdhënn, wéi se zum Beispill beim Trainéiere vum Apportéiere vu liewegen Déieren zum Asaz kommen, schaarf. An der Fro N° 4199 hat ech der deemoleger Émweltministesch éischt Froen zur Ausbildung vun den Hënn gestallt. D'Ministesch huet erkläert, dass dem Ministère nëmmen eng Associatioun bekannt wier, déi sech op d'Ausbildung vu Juegdhënn spezialiséiert huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Émwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Vu wem ginn dës Ausbildungen ugebueden?

¹ Cain N.P., Hale B., Berkelaar E., Morin D., 2000. Review of effects of NaCl and other road salts on terrestrial vegetation in Canada. 226 p.

² Sétra, 2011. L'impact des fondants routiers sur l'environnement : État des connaissances et pistes d'actions. Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Note d'information du Sétra – Économie, Environnement, Conceptions 94. Mars 2011. 25 p.

³ Sétra, 2013. Viabilité hivernale : fiches pratiques « aide-mémoire ». Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Décembre 2013. 34 p.

2. Wat fir Coursë sinn an de leschte 5 Joer ugebuede ginn? Wéi oft ginn esou Coursen am Joer ugebueden?

3. Wéi laang dauert d'Grondausbildung vun engem Juegdhond?

4. Ass dem Minister bekannt, wéi vill Leit an de leschte 5 Joer un esou Ausbildungen deelgeholl hunn?

Réponse (26/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg ass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit just d'Centrale du chien de chasse bekannt, déi Ausbildung fir Juegdhënn ubitt an d'Hënn och no internationalen an nationale Prüfungskrittäre prüft.

ad 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit féiert kee Regëster iwwert d'Coursen an d'Unzel vun dësen, déi vun der Centrale du chien de chasse ugebuede ginn. Den honorablen Deputéierte kann déi Informatiounen sécherlech bei der Centrale du chien de chasse bezéien.

ad 3. Eisen Informatiounen no fänkt d'Ausbildung vu Juegdhënn am Alter vun 8 Wochen un. D'Grondausbildung selwer fänkt, ofhängeg dovunner, wéini si am Joer gebuer sinn, tëschent 6 Méint an 1,5 Joer un, an dauert ca. 6 Méint. Déi meescht Hënn ginn allerdéngs doriwier eraus weider ausgebilt. D'Centrale du chien de chasse kann hei sécherlech weider Informatiounen ginn.

ad 4. Nee, dës Zuele sinn net bekannt.

E-bac | Question 0204 (19/01/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

An der digitaler Welt vun haut ass et méiglech, seng Studien online ze maachen. Dat gëllt fir d'Uni, mee dat gëllt zënter e puer Joer och fir d'Sekundarstudien, wou et de Schüler hei am Land méiglech ass, fir hire Premièresdiplom vu 4^e un à distance ze realiséieren.

Mir ass zougedroe ginn, dass Schüler ab 18 Joer, déi an engem E-Bac an enger Schoul hei am Land ageschriwwen sinn, kee Kannergeld méi kréien, am Géigesaz zu Schüler, déi hiren Ofschloss am Präsenzunterricht maachen. Ee Schüler iwwer 18, deen also vun doheem léiert, kritt kee Kannergeld, während säin Alterskolleeg am Präsenzunterricht (respektiv seng Famill) vum Kannergeld profitéiert. An dëst, trotz dass de Contenu vun de Coursen identesch ass a béid Weeër zum Premièresdiplom féieren (de Premières-exame gëtt souguer dee selwechten Dag zesumme geschriwwen).

Effektiv ass et esou, dass am Gesetz vun 2008 betreffend d'Kannergeld den E-Bac ausgeholl gëtt, well kloer dra steet, dass een an enger Schoul am Präsenzunterricht muss ageschriwwen sinn. Mee fir d'Familljen, deenen hir Kanner vun doheem aus léieren, fale weiderhi Käschten un, an eventuell esouguer méi wéi am Präsenzunterricht, well doheem méi gekacht a méi gehëtzt muss ginn.

Dofir stellt sech d'Fro, wéi een dës Kanner an d'Familljen, déi an hir Bildung an domadder an hir Zukunft investéieren, finanziell entlaaschte kann, soulaang d'Kanner bei den Eltere wunnen an dësen Ënnerhalt och Sue kascht.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integreatioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler waren tëscht 2018 an 2023 (opgelëscht pro Joer) an engem E-Bac zu Lëtzebuerg ageschriwwen?

2. Huet de Bildungsminister Donnéeën, wéi vill Schüler am Joer 2023 an eisen Nopeschlänner/an der Groussregioun an engem E-Bac ageschriwwen waren?

3. Huet de Bildungsminister Donnéeën, wéi vill Schüler am Joer 2023 aus eisen Nopeschlänner/aus der Groussregioun an engem E-Bac an enger Schoul hei am Land ageschriwwen waren?

4. Plangt dës Regierung Adaptatiounen, fir datt Familljen, deenen hir Kanner een E-Bac maachen, een Accès op d'Kannergeld kréien oder op eng aner Aart a Weis eng finanziell Hëllef kréien (zum Beispill iwwert eng Zort CEDIES oder aner Sozialhëllef)?

Réponse (27/02/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Aus der E-Learning-Plattform E-Bac ass ab dem Schouljoer 2018-2019 den E-Campus mat enger méi breet gefächerter Offer ginn. Heidrënner d'Evolutioun vun der Zuel vun den Aschriwwungen am E-Campus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Iwwert d'Zuel vun de Schüler, déi an eisen Nopeschlänner an engem E-Learning-Programm ageschriwwen sinn, leien eis keng Informatiounen vir.

ad 3. Aktuell si keng Schüler aus eisen Nopeschlänner am E-Campus ageschriwwen.

ad 4. D'Konditiounen, fir datt Kanner ab 18 Joer nach e Recht op Kannergeld hunn, sinn am Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale festgehal. Den Artikel 271 Paragraf 2 seet Folgendes:

„Le droit à l'allocation familiale est maintenu jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis en faveur de l'enfant qui :

a) poursuit effectivement, sur place dans un établissement d'enseignement, à titre principal d'au moins vingt-quatre heures par semaine des études secondaires classiques, secondaires générales ou y assimilées ;

b) poursuit effectivement, sur place et à titre principal des études ou une formation adaptée à ses capacités dans un institut spécialisé de formation ou centre de compétence en psycho-pédagogie spécialisée ;

c) poursuit un apprentissage suivant les dispositions de l'article L. 111-1 et suivants du Code du travail et dont l'indemnité est inférieure au salaire social minimum.“

Déi Dispositiounen fannen hiren Ursprung am Gesetz vum 23. Juli 2016, dat ënnert anerem den Artikel 271 vum Code de la sécurité sociale op deem Punkt modifizéiert erëm, a sinn och an den Travaux parlementaires zu deem Gesetz explizéiert ginn (Doc. parl. Nr. 6832, S. 33). De Gesetzgeber präziséiert hei, datt d'Finalitéit vum Kannergeld doranner besteet, fir Menagen ze ënnerstëtzen, an deem Kanner present sinn. Et geet hei wuelgemierkt ëm déi Kanner, déi kee Verdéngscht hunn, also net kënne schaffen. Forcement kënne Kanner, déi op der Plaz an enger Schoul während enger festgesater Zäit hir Formatiounen maachen, net schaffen.

Par contre ass dat net bei Kanner, déi en E-Bac maachen, de Fall. An da gëtt et jo nach aner Formatiounen, déi och zu engem Bac kënne féieren, an déi sech eebe grad u Leit riichten, déi schaffen, wéi zum Beispill déi Formatiounen, déi an Owescoursen ugebuede ginn.

Well et awer ganz schwéier ass, fir hei eng Grenz ze zéien an ze kontrolléieren, wien elo enger Aarbecht

nogeeet a wien net, huet de Gesetzgeber sech dofir entscheet, fir déi Kanner ze viséieren, déi hir Etuden an der Schoul maachen.

Chasse du mouflon | Question 0206 (19/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

2020 hat déi deemoleg Ëmweltministesch d'Muffellen zu Iechternach fir d'Juegd fräiginn. D'Piraten hatten a ville Froen an Interventiounen fir aner Léisunge plädéiert. An eiser leschter parlamentarescher Fro (N° 1961) huet d'Ministesch erkläert, dass d'Äfänke vun de Muffele weider eng Optioun wier, falls d'Juegd sech als net erfollegräich géif erweisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Muffele si säit dem Fräigi fir d'Juegd geschoss ginn? Gesäit de Minister dëst als eng erfollegräich Juegd un?

2. Wéi vill weiblech Muffele goufe bis ewell geschoss an ass gewosst, ob Déieren dobäi waren, déi gedroen hunn?

3. Hält den Ëmweltminister weider un der Juegd vun de Muffele fest oder wäerten aner Optiounen wéi d'Äfänken an Zukunft eng Roll spillen?

Réponse (26/02/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den éierewäerten Deputéierte referéiert sech mat „Fräigi fir d'Juegd“ op déi deemools geplangte „chasse administrative“. Eng „chasse administrative“ op d'Muffelwëld huet allerdéngs ni stattfonnt, sou datt an deem Kontext och keng Muffele geschoss goufen. Aus dësem Grond kann och net vun enger erfollegräicher oder net erfollegräicher Juegd geschwat ginn.

Et ass awer drop hincweisen, datt Muffelwëld ganzjäreg bejubar ass (mat Ausnam vun der Schounzäit) an datt am Kader vun der regulärer Juegd Muffele geschoss goufen: An de 5 Juegdjoren vum Raum Iechternach goufen an de Juegdjoren 2021/22 an 2022/23 insgesamt 22 Muffele geschoss.

ad 2. An deene 5 Juegdjoren, déi gréisstendeels innerhalb den Iechternacher Gemengegrenze leien, goufen an de Juegdjoren 2021/22 an 2022/23 insgesamt 8 Schof geschoss. Informatiounen zur Trächtigkeit gëtt et keng.

ad 3. Vu datt et sech beim Muffel ëm eng net heemesch Aart handelt, ass eng Translokalisatioun op eng aner Plaz hei am Land oder an Nopeschlänner net méiglech. Wéinst geneetescher Differenz zu der Ursprungspopulatioun, ass et dann och net méiglech, z. B. d'Déieren an hir Ursprungslänner zeréckzebréngen, a wier och mat net akzeptablem Opwand verbannen.

Déi classesch Juegd op de Muffel ass déi bis dato effizientste Method vun der Gestiou vun enger Populatioun hei zu Lëtzebuerg, an domat och am Sënn vum Déierewuel an Naturschutz.

Jeux de hasard | Question 0219 (22/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

En vertu de la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris en matière de manifestations sportives, les jeux de hasard ne peuvent être exploités que dans les casinos. Seuls les appareils automatiques n'offrant pas de gain en argent peuvent être autorisés.

Comme le cadre légal autour des jeux de hasard, en particulier dans les débits de boissons, n'a pas été véritablement adapté, et compte tenu des risques existants tels que le risque de monopole par certaines entreprises, la dépendance des joueurs, les activités frauduleuses et le blanchiment d'argent, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pourriez-vous indiquer combien de contrôles relatifs aux jeux de hasard ont été effectués dans les cinq dernières années et quel a été le nombre de condamnations prononcées entre 2019 et 2023 pour jeux de hasard illégaux ?

2) Quand le Gouvernement prévoit-il de réviser le cadre légal entourant les jeux de hasard et quelles mesures sont envisagées pour prévenir les risques de dépendance, de fraude et de blanchiment d'argent ? Quels sont les éléments clés d'une telle réforme ?

3) Combien d'entreprises sont actuellement autorisées à exploiter des appareils de jeu sans possibilité de gain en argent et pourriez-vous fournir une liste de ces entreprises ainsi que le nombre d'appareils en fonction au Luxembourg ?

4) Combien d'entreprises ont obtenu l'autorisation de proposer des paris relatifs à des manifestations sportives ? Pourriez-vous également nous communiquer une liste de ces entreprises ainsi que le nombre d'appareils exploités ? Quel est le taux de « taxes initiales » prévu par l'article 4, alinéa 2, sous-alinéa n° 3 de la loi mentionnée ?

5) Pourriez-vous nous fournir des détails sur les recettes fiscales annuelles générées au Luxembourg au cours des cinq dernières années, en distinguant les différents types de taxes liées aux jeux de hasard ?

6) À l'exception du « Casino 2000 » de Mondorf, le Conseil de Gouvernement a-t-il reçu des demandes pour la création de nouveaux casinos ? Quels sont les critères requis pour l'octroi d'une telle autorisation ?

7) L'article 5 de la loi évoque des « établissements similaires » aux casinos. De tels établissements existent-ils actuellement au Luxembourg et en quoi se distinguent-ils des casinos classiques ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Depuis l'année 2019, un total de 15 nouveaux dossiers ont été ouverts auprès des deux parquets en relation avec des infractions à la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives (ci-après « la Loi »).

Parmi ces 15 dossiers :

- huit dossiers ont fait l'objet d'un classement sans suite,
- trois dossiers font l'objet d'une instruction préparatoire,
- un dossier a fait l'objet d'une dénonciation à un parquet étranger pour cause de compétence territoriale,
- trois dossiers ont été transmis à la Police grand-ducale aux fins de faire procéder à une enquête préliminaire.

Depuis l'année 2019, aucune condamnation n'a été prononcée pour des infractions à la Loi.

Le nombre de contrôles de blanchiment que l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA a effectués auprès des prestataires de jeux de hasard légaux en exécution de la Loi s'élève à :

- 2019 : 1
- 2020 : 1
- 2022 : 1.

ad 2) Les travaux préparatoires en vue d'une adaptation de la Loi sont actuellement en cours. Il est envisagé de proposer une adaptation de la Loi aux développements qui ont vu le jour depuis 1977, c'est-à-dire notamment un renforcement des moyens légaux en vue de la lutte contre les nouvelles formes de jeux illégaux.

ad 3) L'exploitation d'appareils de jeu sans possibilité de gain est régie à l'article 3 de la Loi selon lequel ces appareils sont légaux et autorisés de plein droit par la loi s'ils correspondent aux dispositions de cet article, de sorte qu'ils ne relèvent pas d'un régime d'autorisation sur demande. Ainsi, le Ministère de la Justice ne tient pas de listes de ces exploitants.

ad 4) Aucune autorisation pour exploiter des paris relatifs à des épreuves sportives sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg n'a été accordée par le Ministère de la Justice les dernières années, de sorte qu'aucune autorisation n'est actuellement en cours de validité.

L'article 86 du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la Loi établit un barème progressif de prélèvement sur le produit de jeux. Le tarif du prélèvement sur le produit brut de jeux s'établit actuellement comme suit :

- 10 % jusqu'à 45.000 euros,
- 20 % de 45.000,01 à 90.000 euros,
- 30 % de 90.000,01 à 270.000 euros,
- 40 % de 270.000,01 à 540.000 euros,
- 45 % de 540.000,01 à 1.080.000 euros,
- 50 % de 1.080.000,01 à 2.700.000 euros,
- 55 % de 2.700.000,01 à 4.500.000 euros,
- 65 % de 4.500.000,01 à 6.300.000 euros,
- 75 % de 6.300.000,01 à 8.100.000 euros,
- 80 % au-dessus de 8.100.000 euros.

ad 5) Le détail des recettes fiscales annuelles des cinq dernières années en exécution des articles 5 à 13 de la Loi se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les autres recettes prévues par la Loi, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0035 du 22 décembre 2023.

ad 6) Le Ministère de la Justice n'a pas reçu de demande formelle pour l'établissement ou la création d'un casino sur le territoire du Grand-Duché les dernières années. Le seul casino actuellement autorisé est le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains.

En vertu de l'article 5 de la Loi, et par dérogation au principe de l'interdiction légale générale prévu par cette Loi, il pourra, sous certaines conditions, être accordé aux casinos et établissements similaires, installés dans l'intérêt du tourisme, l'autorisation d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés, dans lesquels seront pratiqués certains jeux de hasard.

En vertu de l'article 7 de la Loi, l'autorisation est accordée par décision du Conseil de Gouvernement après enquête en considération d'un cahier des charges établi par le Ministre des Finances et à soumettre à l'avis du Conseil d'État après rapport du Ministre de la Justice concernant l'enquête d'honorabilité effectuée en application de l'article 11 de la Loi.

À part du contrôle d'honorabilité prévu à l'article 11 de la Loi, l'autorisation est encore subordonnée à la condition que l'exploitant, les membres de l'organe

de direction, les associés ou actionnaires ainsi que les bénéficiaires effectifs, au sens de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, justifient et disposent à tout moment de leur honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de leurs attributions. L'honorabilité s'apprécie sur base des antécédents judiciaires et de tous les éléments susceptibles d'établir que les personnes visées jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

Avant l'octroi de l'autorisation par le Conseil de Gouvernement, les exploitants doivent encore établir que les jeux offerts correspondent aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la Loi. Le respect de ces dispositions est vérifié, dans le cadre de l'instruction administrative du dossier de la demande, par la police des jeux du Service de police judiciaire de la Police grand-ducale.

ad 7) Tel qu'il résulte de la réponse à la question n° 0006, le seul casino actuellement autorisé est le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains. Aucun établissement similaire n'est autorisé à exploiter des jeux de hasard, étant encore rappelé que la Loterie nationale est expressément exclue du champ d'application de la Loi, alors qu'elle est régie par un dispositif légal spécifique.

Service « Téléalarme » | Question **0220** (23/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Vill eeler Leit oder och Persoun mat Handicap entschueden sech dofir, en Telealarm an hirem Haus ze installéieren. Iwwert e Knäppchen un engem Bracelet, enger Auer oder enger Kette kann iwwert dese System 24/7 en Appell gemaach ginn, falls een sech an enger Situatioun ermëfënt, an där een Hëllef brauch. Jee no Fall kontaktéiert d'Personal vum Telealarm no sou engem Appell direkt den 112 oder, falls et kee medezinneschen Noutfall ass, eng vun de Cliente gewielte Referenzpersoun, déi hëllef komme kann (een aus der Famill, dem Frëndeskreies, der Noperschaft etc.). Daagsiwwer ass et och méiglech, am plaz vun der Referenzpersoun e Service fir Soins à domicile ze kontaktéieren, wa mat esou engem Service e Kontrakt virläit, mee net während der Nuecht, well dës Servicer keng Permanencen an der Nuecht hunn. Dréckt eng Persoun den Telealarmknapp, well si eng Assistenz brauch, an awer kee Service an och keng Referenzpersoun hëllef komme kann, bleift dem Personal vum Telealarm heiansdo keng aner Wiel, wéi den 112 ze kontaktéieren – an dat och, wann et eigentlech kee medezinneschen Noutfall ass, mee eng Persoun z. B. just kuerz Hëllef bräicht fir opzekommen, nodeems se gefall ass, oui sech wéigedoen ze hunn.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister de Problem bekannt, dass et besonnesch an der Nuecht, wou keng Fleegeservicer schaffen, Persounen ginn, déi dréngend eng Assistenz bräichten, mee se net kréien, esou dass den 112 geruff muss ginn?

2. Falls jo:
- Gëtt et Zuelen doriwwe, wéi oft de CGDIS wéinst esou Appeller am Asaz ass (an absolutten Zuelen an a Prozent par rapport zu der Gesamtzuel vun den Asätz), fir Persounen ze hëllefen, déi kee medezinneschen Noutfall hunn an awer dréngend Hëllef brauchen?

– Kann et sinn, dass der Persoun, déi per Telealarm no Hëllef gefrot huet, d'Ambulanzkäschten a Rechnung gestallt ginn, wa sech erausstellt, dass et kee medezinneschen Noutfall war, obwuel si anescht awer och net un Hëllef komm wier?

3. Huet d'Regierung Pläng, fir am Kader vun enger Politick vun der Autonomie an dem Maintien à domicile d'Hëllefsméiglechkeete während den Nuetsphasen auszebaue fir sécherzestellen, dass jidderene Hëllef erhält, deen Hëllef brauch, an d'Rettungsdéngschter gläichzäiteg entlaascht ginn?

Réponse (26/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. An de Joren 2022 an 2023 hat de CGDIS 3.680 Asätz am Zesummenhang mat engem „téléalarme“. Ronn d'Hallschent vun deenen Asätz ware während den Nuetsstonnen, d. h. tëschent 22.00 a 6.00 Auer. Dëst ass am Verhältnis zum normalen Asazopkomme vum CGDIS eng signifikant méi héich Frequenz, well nëmmen 18 % vun allen Asätz an där Period stattfannen. Deemo gëtt de Rettungsdéngscht wéinst dem „Téléalarme“ an den Nuetsstonnen däitlech méi oft sollicitéiert wéi daagsiwwer.

Vun deenen 3.680 Asätz sinn der 164 (4 %) un de Médecin de garde weidergeleet ginn, déi aner si vum CGDIS en charge geholl ginn. Fir de CGDIS sinn dëst ronn 3 % vu sengen Ambulanzasätz op d'Joer gekuckt.

An 1.292 Fäll (35 %) huet de Patient net misse matgeholl ginn, wat a priori eng Indikatioun dofir ass, datt den Appell vun den Noutdéngschter am Fong net indiquéiert war.

Déi uewe genannten Zuelen decke sech mat enger detaillierter Statistik, déi de CGDIS 2021 zesumme mat den 3 nationale Bedreier vum „Téléalarme“ erstallt hat. Et ass deemools festgestallt ginn, datt bei deenen Asätz, wou de Patient net huet misse transportéiert ginn, der ronn 2/3 waren, wou de CGDIS par carence gefuer ass, well keen aneren disponibel war. Ronn 74 % vun dese Carenceasätz hu während den Nuetsstonnen (22.00–6.00 Auer) stattfonnt, wat e signifikanten Ennerscheid par rapport zu daagsiwwer ass, wou d'Services de soins à domicile souwisou reegelméisseg bei d'Leit fueren.

De CGDIS stellt d'Rechnung direkt un déi Persoun aus, déi se transportéiert huet. Gouf de Patient net matgeholl, gëtt och keng Rechnung geschriwwen.

ad 3. Am Kader vun der Autonomie an dem Maintien à domicile zu Lëtzebuerg spillen d'Servicer vum „Téléalarme“ an déi mobil Hëllef- a Fleegedéngschter eng wichteg Roll. Aktuell gëtt et 3 Bedreier vum „Téléalarme“ an 18 verschidde mobil Hëllef- a Fleegedéngschter.

Laut den Dispositiounen vum Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit fir d'Servicer fir eeler Leit, dat den 1. März 2024 a Kraaft trëtt, garantéiert ee „Service Téléalarme“ 24/24 ee Kommunikatiounsservice. Laut dem Artikel 18 vun deem Gesetz, sinn d'Hëllef- a Fleegedéngschter minimum 14 Stonnen den Dag operationell a prestéiere 24/24 am Kader vun der Prise en charge vu Situatiounen um Enn vum Liewen.

D'Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit definéiert och d'Modalitéite fir d'Zesummenaarbecht tëschent de Servicer vum „Téléalarme“ an dem CGDIS a sengem Artikel 81, dëst och, fir zesummen ze bestëmmen, wéini eng Interventioun vum CGDIS néideg ass.

Diffusion directe ou indirecte de chaînes sanctionnées | Question 0227 (24/01/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Am Dezember 2022 hate mir bei der deemoleger Regierung intervenéiert, nodeems Recherchen an engem Artikel op Reporter.lu erginn haten, dass Russia Today weider an Asien an Afrika gesent gëtt.

Et ass eis zougedroe ginn, dass Russia Today iwwert d'Lëtzebuurger Satellitfirma SES nach ëmmer iwwerdroe gëtt, zum Beispill an Indien.

Deemools sot de Premier- a Medieminister ewéi den Ausseminister:

„Zu kengem Ament gouf et en Zweifel um Wëlle vun der SES, Sanktiounen ëmzesetzen. Den ablécklechen Dialog mat der EU-Kommissioun soll hëllef ze klären, wéi d'EU-Sanktiounen an dese spezifesch Fäll vun EU-Satellitbedreier sollen an enger kohärenter an effikasser Aart a Weis ëmgesat ginn. De Message, dass d'SES d'Sanktiounen wëllt a muss ëmsetzen, ass kloer un déi Entitéiten, déi des Sendere kënnen ofschalten, kommunizéiert ginn. Och an deem Kader sinn d'Regierung, d'SES an d'EU-Kommissioun am Kontakt, fir eng juristesche a politesch korrekt Léisung fir d'Ëmsetze vun de Sanktiounen ze fannen.“ (QP N° 7364)

Eng Nott vun der Cellule scientifique vun der Chamber huet nach eemol ënnerstrach, dass Sanktiounen géint Propagandasendere rechtens sinn.

An deem Zesummenhang wëllt mir dem Premierminister an dem Minister fir Aussenuegeleeeheiten des Froe stellen:

1. Sent d'SES iwwert hir Clienten nach ëmmer indirekt Russia Today Senderen?

2. Wat ass am Dialog mat der EU-Kommissioun heizou festgehal ginn? Wéi soll d'SES d'Sanktiounen an deem Fall ëmsetzen?

3. Wéi hunn déi betraffe Senderen/Clienten op d'Opfuerderung zum Ofschalte reagéiert?

Réponse (26/02/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Iwwert d'Kapazität vum der SES gi keng sanktionéiert Senderen iwwerdroen, mat Ausnam vun der Kapazität, déi d'SES mam indesche Staat kontraktéiert huet, déi hirersäits engem indesche Plattformbedreier zur Verfügung gestallt gëtt, an deen als Enzegen ëmmer nach de Sender RT News iwwerdreit.

D'SES huet hei keng Relatioun mat RT an huet och keng technesch oder legal Méiglechkeeten, de Sender ofzeschalten. De Plattformbedreier mécht den Uplink, op deen d'SES keen Zougrëff huet, an den indesche Staat erlaabt weiderhin, de Sender an Indien ze verbreedden.

ad 2. Et sinn aktuell Diskussiounen amgang iwwer verschidden Optiounen, wéi dese spezifesch Fall kéint geléist ginn.

ad 3. An alle Länner – ausser an Indien – gouf trotz Resistenz vu verschiddenen Acteuren eng Léisung fonnt. Ausserhalb vun der EU hunn déi concernéiert Acteuren awer net ëmmer akzeptéiert, dass europäesch Sanktiounen an Net-EU-Länner en Impakt sollen hunn. Senderen a Clienten orientéieren sech un hiren nationale Reegelen.

Étude du LISER sur les personnes en situation de handicap | Question 0230 (24/01/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

De LISER (Luxembourg Institute for Socio-Economic Research) ass virun enger Rei Jore vum Ministère de la Famille mat verschiddenen Etuden am Beräich Handicap bei 14 Gestionioren am Beräich Accompagnement sociopédagogique (Ateliers protégés ...) beoptraagt ginn.

Déi éischt Etüd huet d'Gesetzgebung an d'Konventionen analyséiert. Déi zweet Etude waren Interviewe mat den Direktiounen vun deene Gestionioren; bei der drëtter Etüd, sinn iwwer 100 Residenten aus deene 14 Institutiounen iwwert hir Zefriddenheet mat de Servicer, déi si kréien, befrot ginn. Weider huet de LISER bei enger klenger Grupp vu Residenten gekuckt, wat fir eng Leeschtunge si iwwert den Zäitraum vun enger „typescher“ Woch kréien.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integreatioun des Froe stellen:

1. Sinn des Etüden ofgeschloss ginn? Wa jo, wat ass domat geschitt?

2. Gedenkt de Ministère, des Etüden öffentlech ze maachen an se am Parlament virzestellen?

3. Wat fir eng Schlussfolgerungen zitt de Ministère aus desen Etüden?

4. Wat bedeit des Etüd fir déi concernéiert Residenten an hir Familljen?

5. Huet des Etüd een Impakt op d'Arbecht vun de Gestionioren vun deene Strukturen?

Réponse (26/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Déi éischt dräi Deeler vun der Etude sinn ofgeschloss. De Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil huet de Rapport kritt a hält desen als Basis, fir d'Objektiver aus dem Koalitiounsaccord ze realiséieren an e perséinleche Budget fir eng Persoun mat Handicap auszeschaffen. Déi verschidden Etappen a Volete si Bestanddeel vun enger eenzeger Etude. D'Etude ass net ganz ofgeschloss; d'Resultater wäerten all zesumme virgestallt ginn.

ad 2. Déi fäerdeg Etude an hir Conclusiounen wäerten an der zoustänneger Chamberkommissioun virgestallt ginn. D'Resultater vun deser Etude wäerten och dem breede Public zougänglech gemaach ginn.

ad 3. Esoubal des Etude komplett ofgeschloss ass, wäert de Ministère Schlussfolgerungen doraus zéien.

ad 4. Fir déi concernéiert Residenten an hir Famillje bedeit des Etude, datt eng Analys vun hirer Situatioun gemaach gëtt mam Objektiv, hir Liewensqualität ze verbessern. Am Kontext vun den Ufuerderunge vun der UNO-Konvention iwwer d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung (CRDPH) geet et drëm, en neien Dispositif fir déi betraffe Leit ze schafen, deen hinnen e méi onofhängegt, autonomt an inklusiv Liewen an der Gesellschaft soll erméiglechen. E perséinleche Budget an eng perséinlech Assistenz sinn Elementer fir méi Autonomie fir Leit mat enger Behënnerung; et geet och drëms, d'Familljememberen, déi vill Assistenz leeschten, mat zousätzleche Ressourcen ze hëllefden.

ad 5. D'Arbecht vun de Gestionioren vun deene Strukturen ass net impaktéiert, well et hei ëm déi betraffe Persoune geet (cf. Autonomie de vie).

Activités jugées dangereuses d'une holding luxembourgeoise exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques | Question 0236 (25/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon diverses sources médiatiques et des informations obtenues d'ONG, une holding dont le siège est localisé à Luxembourg-ville et qui héberge une société exploitant une plateforme de streaming de webcams pornographiques connue sous le nom de Live Jasmin, fait l'objet de graves accusations de violations des droits humains.

Ces accusations concernent surtout les activités de la société en question en Ouganda, où il est strictement illégal de s'exercer en tant que mannequin de webcam sexuelle. En effet, une loi « anti-LGBTQ+ » récemment introduite en Ouganda prévoit la peine de mort pour certains « délits » liés à l'homosexualité. La pornographie y est sévèrement punie. Selon des informations médiatiques, la police ougandaise gangrenée par la corruption, semble pouvoir sans retenue recourir à l'extrême violence lors des arrestations. Il est notamment reproché à Live Jasmin de profiter de la misère sociale et économique qui pousse des femmes ougandaises à offrir leurs services sur la plateforme afin de pouvoir soutenir financièrement leurs familles tout en mettant leur vie en péril.

Selon les informations de la presse luxembourgeoise, la holding luxembourgeoise qui héberge Live Jasmin nie toute responsabilité en la matière et réfute les accusations de violation des droits humains exprimées à son encontre.

De même, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a indiqué ne pas être responsable de la supervision du contenu exposé sur les plateformes de streaming et d'intervenir seulement si des mesures de protection de la jeunesse et du public plus large face à du contenu illégal (pédopornographie, incitation à la haine, propos racistes) ne sont pas prises par les sociétés des plateformes.

Cependant, la question de la responsabilité de l'État luxembourgeois se pose, dans la mesure, où le contrat de service auquel souscrivent les personnes offrant leurs services sur Live Jasmin est établi au nom de deux sociétés luxembourgeoises, hébergées par la holding en question, et ayant leurs sièges respectifs à Luxembourg-ville.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Les accusations portées à l'encontre de ladite société luxembourgeoise pourrait-elle faire l'objet de poursuites par la justice luxembourgeoise ?

2) Étant donné que de nombreuses sociétés électroniques de l'industrie pornographique sont installées au Luxembourg, quels sont les outils dont dispose le Gouvernement pour éviter que de tels faits puissent se produire ?

3) La responsabilité de l'État luxembourgeois est-elle en cause lorsque les activités menées à l'étranger d'une société de droit luxembourgeois, siégeant sur son territoire, mettent en danger des personnes et portent indirectement atteinte aux droits humains dans des pays étrangers ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Il n'appartient pas à Madame la Ministre de la Justice de se prononcer sur d'hypothétiques

accusations, qui restent à être définies, portées à l'encontre d'une personne morale de droit luxembourgeois alors que l'opportunité des poursuites tombe exclusivement dans le champ des autorités judiciaires.

ad 2) Selon la loi modifiée sur les médias électroniques, les fournisseurs de plateformes de partage de vidéos relevant de la compétence du Grand-Duché de Luxembourg doivent mettre en place une série de mesures appropriées pour protéger : les mineurs des contenus et publicités susceptibles de nuire à leur développement physique, mental ou moral ; le grand public des contenus et publicités incitant à la violence, à la haine ou à la discrimination ; le grand public des contenus et publicités qui constitueraient une infraction pénale conformément au Code pénal luxembourgeois (par exemple, contenus contenant des infractions terroristes, de la pédopornographie ou du racisme). Il revient à l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel de vérifier le caractère approprié de ces mesures.

ad 3) Les accusations n'étant pas autrement définies ni précisées, il est difficile d'évaluer sur quelles bases légales la responsabilité de l'État pourrait être recherchée.

Gestion locative sociale | Question 0238 (26/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gestion locative sociale (GLS) ass ee wichtegt Puzzlestéck, fir soziaalt an erschwenglecht Wunnen zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen. Dobäi setzt de Staat op d'Kooperatioun mat Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft (ASBLen, Fondatiounen etc.). Organisatiounen, déi wëllen eng Gestion locative sociale ubidden, mussen eng Konventioun mam Staat (Logementsministère a Familljeministère) agoen. Duerch dës Konventioun kréien d'Organisatiounen d'Recht, fir eng Agence immobilière sociale (AIS) opzemaachen, duerch déi Propriétaires den Organisatiounen hir Wunnengen zur Verfügung kënnen stellen a steierlech Virdeeler fir d'Locatioun kënnen kréien. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7388 hat de Wunnengsbauminister erkläert, dass et den eenzelen Organismen iwwerlooss ass, wéi si am Detail hir sozial Mietverwaltung ëmsetzen a wéi eng Oplagen d'Bewunner vun de Wunnengen hunn.

Den Informatiounen vun der Regierung (logement.lu, gouvernement.lu) no maachen aktuell 37 Organisatiounen bei der GLS mat an 2022 goufen 1.177 Wunnengen zu erschwengleche Präisser verlount, woubäi gewisse gouf, dass de Logementsministère ronn 1,6 Milliounen Euro bäigeluecht huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Wéi vill Gelder kruten déi verschiddenen Organisatiounen, déi eng Agence immobilière sociale bedriewen, an de leschte Jore souwuel vum Logementsministère wéi och dem Ministère fir Famill, Solidaritéit an Integratioun (wgl. opgeléicht no Organisatioun)?

Réponse (26/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Béid Ministèrenen ënnerstëtzen d'Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi eng Gestion locative sociale ubidden, op ënnerschiddlech Aart a Weis.

A. D'ënnerstëtzung vum Wunnengsbau- a Landesplanungsministère

D'Gestion locative sociale gëtt iwwer den Artikel 49 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwer bezuelbare Wunraum geregelt. De Wunnengsbau- a Landesplanungsministère bezitt de konventionéierte GLS-Partner eng Bedeelung un de Gestionsfrais vum 120 € de Mount pro Wunneng an e Supplement vum 20 € de Mount pro zousätzlechem Mietvertrag am Fall vu Wunnengsgemeinschaften. Fir dës Wunnengen ass de Loyer, deem dem private Propriétaire vun der Wunneng ka bezuelt ginn, per Konventioun plafonéiert.

Am follgenden Tableau sinn déi Partner opgezéit, déi mam Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung eng Konventioun hunn, mat de Montanten, déi si an de leschte Joren ausbezuelte kruten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

B. D'ënnerstëtzung vum Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil

Als éischt muss dorobber higewise ginn, datt d'Servicer, déi am Beräich vun der Wunnengsexklusivatioun aktiv sinn, an déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, d'Wunnengen, déi se an hirem Parc locatif hunn, iwwert divers Weeër kënnen mobiliséieren. Niewent dem abordable Wunraum oder der Mise à disposition vum Staat (oder aneren Organer), ass d'Gestion locative sociale ee vun de Weeër, fir Wunnengen ze mobiliséieren. Déi konventionéiert Acteure gestallten de sozioedukativen Accompagnement onafhängeg vun der Origine vun der Wunneng, dës gëtt ugepasst un d'Besoinen vun de Bewunner.

Eng präzis Ventilatioun vun de Fraisen, déi explizit am Kader vun der Gestion locative sociale ausbezuelte ginn, ass heivir net méiglech.

De Familljeministère déckt iwwert d'Konventiounen, déi am Kader vum ASFT-Gesetz tëschent dem Ministère an den Acteuren aus dem Beräich vun der Wunnengsexklusivatioun gemaach ginn, d'Personalkäschten an d'Fonctionnementskäschten. Konventionéiert Poste sinn esou zum Beispill sozioedukativ Personal, administrativ Posten, an och Techniker. D'Fonctionnementskäschten enthalten ënnert anerem administrativ an informatesch Ausgaben an Ausstattungen, Infrastruktur- a Locatiounskäschten vun de Büroflächen, Formationen vum Personal, Déplacementsfrais an deels technesch Interventiounen an de Wunnengen, déi vun den Acteuren geréiert ginn.

Et gëtt dohier eng Partie Servicer, wéi zum Beispill de Service logements encadrés et accompagnés vu Caritas accueil et solidarité ASBL a CNDS Wunnen vum Comité national de défense sociale, wou d'Gestion locative sociale, net d'Haaptaktivitéit vun de Servicer ass.

Am Tableau sinn déi verschidden Servicer, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, an déi am Beräich vun der Wunnengsexklusivatioun schaffen, opgeléicht. Säit 2018 si 4 zousätzlech Servicer an deem Beräich entstanden, a mam Ministère konventionéiert. De Käschtepunkt vun de Servicer an deem Beräich huet sech an de leschte 5 Joer quasi verduebelt, an ass vu ronn 6,3 Mio € am Joer 2018, op ronn 13,7 Mio € am Joer 2023 gestiegen. Dëst ergëtt e Gesamtkäschtepunkt iwwert déi lescht 5 Joer, vu ronn 54,2 Mio €.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Niewent de Servicer aus dem Wunnengsdomaine, hunn och aner Servicer, déi haaptsächlech eng sozial Begleitung offréieren, eng Konventioun mam Familljeministère. Konventionéiert Servicer wéi zum Beispill de LISKO – Lëtzebuurger Integratiouns- a Sozialkohäsiounszenter vun der Croix-Rouge luxembourgeoise oder dem Service d'accompagnement



social vun der Ligue médico-sociale begleeden d'Persounen an hirem Wunnprojet während der Zäit, wou hinnen eng Wunneng iwwert d'Gestion locative sociale vun enger Associatioun zur Verfügung gestallt gëtt. Esou ass de Volet vum Wunnen indirekt viséiert.

Et muss een och präziséieren, datt dese soziale Suivi och vun den 30 Offices sociaux am Kader vun der Aide sociale ugebuede gëtt. Et sief rappeléiert, datt d'Käschten en relation mat den Offices sociaux, zu 50 % vum Familljeministère mat finanzéiert ginn.

Simplification administrative pour le secteur agricole | Question **0239** (26/01/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

D'Bauereprotester an eisen zwee groussen Nopeschlänner weisen op ee grouse Malaise an de landwirtschaftleche Milieuen hin.

Viru Kuerzem huet d'Madamm Landwirtschaftsminister an deem Kontext der Press matgedeelt, datt hei zu Lëtzebuerg keng Subside wäerte gestrach ginn an datt der administrativer Vereinfachung eng Prioritéit soll reservéiert ginn.

An deem Zesammenhang wollte mer der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Ëm wat fir administrativ Vereinfachungen handelt et sech?
2. Op wat fir Instrumenter a Mëttel wëll d'Madamm Minister zrëckgräifen, fir den Acteuren aus dem Secteur administrativ Aufgaben ofzehuelen?
3. Ass den aktuellen administrativen Opwand vun de landwirtschaftlechen Acteure pro Berufsprofil schonn eemol quantifizéiert ginn? Gëtt et do detailléiert statistesch Material?

Réponse (08/02/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. an 2. Op EU-Niveau setze mer eis konsequent dofir an, datt d'Prozedur vereinfacht ginn. Sou siche mer no praktikabele Léisungen, fir d'Dokumentatioun an d'Bürokratie ze vereinfachen.

De Kontrollopwand bei Investitiounsbäihëlfe gëtt erlichtert. Et gëtt e Screening gemaach, fir Hürden ofzebauen, notament bei den Demanden, Prozeduren a Kontrollen. Duerch des Optimiséierung soll dem Betrëbsleeder säin Zäitopwand reduzéiert ginn.

De Prozess, fir Demanden anzereeche, gëtt vereinfacht, andeems déi eenzel Schrëtt an Dokumenter miniméiert ginn, a gläichzäitig d'Transparenz an d'Verständlechkeet vun der Prozedur verbessert ginn.

ad 3. Neen.

Poursuites en matière de consommation de drogues | Question **0240** (26/01/2024) de **M. Maurice Bauer** (CSV)

La loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie prévoit dans son article 7 :

« Art. 7.

(1) Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 2.500 euros, ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront, de manière illicite, en dehors des locaux spécialement agréés par le Ministre de la Santé, fait usage d'un ou plusieurs stupéfiants ou d'une ou

de plusieurs substances toxiques, soporifiques ou psychotropes déterminées par règlement grand-ducal, à l'exception du cannabis et des produits dérivés de la même plante, ou qui les auront, pour leur usage personnel, transportés, détenus ou acquis à titre onéreux ou à titre gratuit.

(2) Seront punis d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 251 euros à 12.500 euros ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront, de manière illicite, fait usage des substances visées au paragraphe 1^{er}, devant un ou des mineurs ou sur les lieux de travail.

(3) Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 2.500 euros à 250.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement, les membres du personnel employé à titre d'enseignant, ou à tout autre titre dans un établissement scolaire, qui auront, de manière illicite, fait usage des substances visées au paragraphe 1^{er} dans un tel établissement.

(4) Les peines prévues au présent article ne s'appliquent pas en relation avec le cannabis ou les produits dérivés de la même plante. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

La consommation de stupéfiants déterminés par règlement grand-ducal est interdite suivant l'article 7 de la loi susmentionnée.

- 1) Combien de procès-verbaux constatant des infractions à cette interdiction de consommation de stupéfiants ont été dressés par la Police grand-ducale depuis 2015 ?
- 2) Combien de procès-verbaux ont par la suite fait l'objet de poursuites par les autorités judiciaires ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La Police grand-ducale recense différentes affaires de stupéfiants, à savoir la détention, le trafic et l'usage. Les données utilisées pour la présente analyse couvrent les années 2015 à 2023, cependant comme le bilan final pour l'année 2023 n'a pas encore été réalisé, le résultat pour cette année est basé uniquement sur les données de production actuelles et pourrait encore être sujet à des variations.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il y a lieu de remarquer que depuis l'adoption de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, la politique de poursuite des deux parquets a toujours consisté dans le fait de considérer les consommateurs de stupéfiants comme des personnes malades devant être prioritairement dirigées vers un traitement ou une cure de désintoxication.

En vertu de l'opportunité des poursuites, les parquets n'ont guère poursuivi les simples consommateurs en dehors de la commission d'autres infractions plus graves, telles que des vols commis à l'aide de violences ou d'effractions ou autres vols en série, ou en cas de consommation devant des mineurs ou dans les environs immédiats des écoles ou autres lieux où des jeunes se rencontrent, ou de quantités importantes de stupéfiants saisis.

Les parquets ont régulièrement fait application de l'article 23 de la loi du 19 février 1973 précitée, permettant aux procureurs d'État de proposer aux consommateurs de stupéfiants de se soumettre

volontairement à une cure de désintoxication ou en proposant depuis des années annuellement à au moins une soixantaine de jeunes consommateurs de cannabis un stage CHOICE18+ auprès de l'association Impuls.

Aide au réemploi | Question **0241** (26/01/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Persounen, déi iwwer 45 Joer hunn an hir Aarbecht wéinst „raisons économiques“ verluer hunn, kënnen, wa se eng nei Aarbecht fannen, bei der ADEM eng Demande fir eng Aide au réemploi maachen.

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Aarbecht an effentlechen Déngscht des Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir eng Aide au réemploi sinn an deene leschte 5 Joer ofgeleent ginn? Wat waren hei d'Grënn dofir (Alter, Kënnegungsgrond, Astellung als Fonctionnaire ...)?

2. Gesäit d'Regierung Handlungsbedarf, fir d'Aide au réemploi och fir Leit zougängelech ze maachen, déi via Arrêté genannt ginn an kee classeschen Aarbeitskontrakt hunn?

Réponse (23/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. An deem gefroten Zäitraum gouf et 472 Refusen an 1.002 Accorden.

Wat d'Haaptgrënn vun de Refusen ugeet, esou sinn déi meescht drop baséiert, dass d'Persoun net „de façon ininterrompue comme salarié au Grand-Duché de Luxembourg pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son inscription à l'Agence pour le développement de l'emploi“ geschafft huet. Dat mécht 21 % vun de Refusen aus.

Den Artikel L.541-8 vum Code du travail präziséiert, dass „Peut également bénéficier de l'aide temporaire au réemploi le chômeur indemnisé qui accepte d'être embauché dans un emploi comportant un niveau de salaire inférieur à son salaire antérieur à condition qu'il soit âgé de quarante-cinq ans accomplis, inscrit à l'Agence pour le développement de l'emploi de façon continue depuis un mois au moins et ait travaillé légalement et de façon ininterrompue comme salarié au Grand-Duché de Luxembourg pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son inscription à l'Agence pour le développement de l'emploi dans une entreprise qui dispose d'un établissement fixe au sens de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales au Grand-Duché. [...]“

Den Artikel L.541-7 (1) 3. Abschnitt seet zudeem och : „Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le salarié doit avoir travaillé légalement dans le cadre d'un contrat de travail pendant les vingt-quatre mois qui précèdent immédiatement son départ de l'entreprise d'origine.“

Weider heefeg Grënn vun engem Refus sinn de Fait, dass d'Entreprise d'origine, conformément zum Artikel L.541-7 (1) 2. Abschnitt, net eligibel erkläert ginn ass vum Aarbeitsminister:

„Dans tous les cas le personnel de l'entreprise d'origine doit avoir été déclaré éligible par le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions qui statue sur requête de toute partie intéressée.“

Dat sinn 18 % vun den Decisiounen. 15 % vun de Refuse si justifiéiert, well d'Persoun hir Demande hors délai agereecht huet. Den Delai ass dräi Méint nom neien Engagement.

An 12 % vun de Fäll huet den Demandeur, wann et sech ëm e Chômeur indemnisé handelt, d'Alterskonditioun vu 45 Joer net erfëllt.

Ze bemierke bleift nach, dass an enger Rei Dossieren net nëmme just ee Grond de Refus motivéiert, mee dass et der kënne méi sinn.

ad 2. Aktuell gesäit d'Regierung keen Handlungsbedarf, fir d'Aide au réemploi och fir Leit zougänglech ze maachen, déi via Arrêté genannt ginn.

.....

Nouveau design pour les bus RGTR | Question 0242
(26/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2021 ass decidéiert ginn, fir all d'RGTR-Busser mat engem eenheetlechen Design auszustatten. D'Iddi war, dass d'Leit besser den Ënnerschied tëscht RGTR-Busser an anere Buslinne sollen erkenne kënnen. Ënnerschiddlech faarweg Sträifen op der Säit (gréng, mof, giel ...) weisen, zu wéi enger Busfirma de Bus passt. Bis 2022 sollt dësen neien Design op all den RGTR-Busser drop sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass méttlerweil all Bus am RGTR-Reseau am neie Look ausgestatt ginn?

2. Wat ass de Feedback vun de Passagéier?

3. Wat ass de Feedback vun de Busfirmaen?

4. Wéi vill huet d'Ëmgestaltung vun de Busser kascht, déi dee Moment am Ëmlaf waren? Wien huet dës Käschte gedroen?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Vun den aktuell 1.218 RGTR-Busser, déi am RGTR fueren an ugemellt sinn, fueren der aktuell 880, dat sinn 73,2 %, am neien RGTR-Design. D'Busfirmen sinn dobäi, déi reschtlech Busser sou séier wéi méiglech mam neie Look auszustatten. Am Laf vun dësem Joer misst esou déi ganz RGTR-Flott am neien Design gepecht sinn.

ad 2. Zu dësem Sujet gouf bis elo nach kee Sondage bei de Passagéier gemaach.

ad 3. Fir eng Busfirma, déi fir d'Bedreiwe vun RGTR-Linnen nei Busser akeeft, spillt en neie Look weider keng Roll. Fir e Busreseau ass awer méi generell eng „identité visuelle“ eng Plus-value, well doduerjer de Reseau a seng Offer méi Visibilitéit kritt. Dowéinst huet och praktesch all Bedreier vun ëffentlechem Transport am Grand-Duché an am Ausland eng „identité visuelle“ fir säi Fuerpark.

ad 4. D'Käschte fir d'Ëmgestaltung vun de Busser waren an der Gesamtoffer vun de Busfirmen fir d'RGTR-Ausschreiwung 2020 mat abegraff.

.....

Multicam camouflage pour l'armée | Question 0243
(26/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Lëtzebuurger Arméi hat bis elo hiert Camouflage-Gezei an Eegeregie entwéckelt, och wann dëst a punkto Faarf a Musterung vum finnesche Militär inspiréiert war. National Symboler, ewéi de Roude Léiw an/oder d'Kontur vum Lëtzebuurger Land, ware bis elo an de Camouflage vun den Drillcher integréiert.

Elo soll, esou gëtt gesot, dës Camouflage duerch den amerikanesche Multicam-Camouflage ersat ginn. Nodeems och déi belsch Arméi – no den Hollänner an de Britten – den amerikanesche Multicam-Camouflage

agefouert huet, zitt déi Lëtzebuurger Arméi elo no. Aus Arméiskreesser heescht et awer, dass dës nei Tarnung sech der Lëtzebuurger Natur schlecht upasst, och well se vill ze hell ass. Iwwerdeems stellt sech d'Fro, ob déi Lëtzebuurger Arméi duerch d'Aféiere vum amerikanesche Multicam-Camouflage net och en Deel vun hirer Identitéit verléiert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Arméiminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass de Camouflage vun der Lëtzebuurger Arméi soll geännert ginn? Wa jo, firwat?

2. Bleiwen déi national Symboler, ewéi der roude Léiw an/oder d'Kontur vum Lëtzebuurger Land an/oder eventuell weider Symboler och op deenen neien Drillcher bestoen?

3. Besteet an den Ae vun der Madamm Minister net d'Gefor, dass d'Lëtzebuurger Arméi duerch d'Aféiere vum amerikanesche Multicam-Camouflage en Deel vun hirer Identitéit verléiert?

Réponse (21/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Défense

ad 1. Momentan huet d'Lëtzebuurger Arméi esouwuel „Woodland“ (Bësch) wéi och „Desert“ (Wüst) Camouflage.

Well bei zukünftege Kleedungssystemer d'Unzuel vun de Kleedungsstécker an d'Luucht wäert goen, ass eng Léisung gesicht ginn, mat där evitéiert gëtt, dass all d'Elementer vum Kleedungssystem an 2 Faarwe kaf musse ginn. D'Léisung, déi fonnt ginn ass, ass ee Camouflage, deen esouwuel fir „Desert“ wéi och „Woodland“ adaptéiert ass, de sougenannte „Multicam“.

ad 2. Um Drillécht wäert weiderhin de Roude Léiw gedroe ginn an och „LUXEMBOURG“ wäert weiderhin op der rietser Broscht stoe bleiwen.

ad 3. Nee.

.....

Création d'une plateforme nationale de participation citoyenne | Question 0244
(29/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors d'une conférence de la Plateforme luxembourgeoise de la démocratie participative (PLDP), appartenant à l'Université du Luxembourg, les responsables de la PLDP ont présenté les analyses et animé un débat sur les conclusions et suites à donner aux deux expériences structurées et inédites de participation démocratique, que furent le « Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050 », l'assemblée citoyenne du processus Luxembourg in Transition, ainsi que le « Klima-Biergerrot ».⁴

Ces expériences avaient comme but de permettre aux citoyennes et citoyens de participer activement à l'élaboration de recommandations aux responsables politiques dans un cadre thématique dédié et d'élaborer un apport complémentaire à celui des expert.e.s, associations, organisations et institutions afin d'enrichir les discussions en vue des prises de décisions politiques. Vu que la participation citoyenne structurée a pour vocation de rendre les décisions politiques plus inclusives, compréhensibles et socialement acceptables pour l'ensemble de la population, une des recommandations issues des expériences susmentionnées est notamment la création d'une plateforme permanente de participation citoyenne, ni limitée dans le temps ni à une thématique spécifique.

⁴ Conférence et rapports d'évaluation : <https://pldp.lu/assemblees-citoyennes-au-luxembourg/>

Dans ce contexte, les membres de la Chambre des Députés – à l'exception de ceux de l'ADR – avaient adopté, lors du débat d'orientation du 21 mars 2023, une motion de M. François Benoy invitant le Gouvernement à « étudier, en collaboration avec la Chambre des Députés, la faisabilité et les modalités d'une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale, telle que par exemple un conseil citoyen, qui puisse associer de manière systématique et continue les citoyens à l'élaboration de politiques publiques ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Premier ministre :

1) Le nouveau Gouvernement partage-t-il toujours la volonté de renforcer la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques aux niveaux national et local ?

2) Le Gouvernement partage-t-il également les conclusions et recommandations des analyses scientifiques du fonctionnement des deux assemblées citoyennes prémentionnées ?

3) Quand est-ce que Monsieur le Premier ministre entend donner suite à la motion du 21 mars 2023, en lançant les travaux visant à définir, en collaboration avec la Chambre des Députés, les modalités d'une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale, respectivement d'un conseil citoyen permanent ? Quelle sera la première étape ?

Réponse (26/02/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Tout d'abord, il convient de noter que, dans la démocratie représentative qu'est le Grand-Duché, la Chambre des Députés est la première et la plus importante institution d'expression de la volonté des électeurs et de participation citoyenne. De plus, le système des pétitions, dont usage est fait de plus en plus, permet notamment aux citoyens de faire entendre leurs préoccupations et leurs demandes précises.

Par conséquent, le Gouvernement n'a pas l'intention de mettre en place une procédure institutionnalisée de participation citoyenne nationale.

Le Gouvernement entend engager les citoyens dans un large dialogue sur une série de sujets spécifiques.

Ainsi, l'accord de coalition prévoit notamment qu'une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme du système des retraites afin de trouver un consensus à ce sujet. De même, le Gouvernement poursuivra une politique climatique qui associe les citoyens aux décisions majeures. Les résultats de l'étude sur le « Klima-Biergerrot », dirigée par l'Université du Luxembourg, sont en cours d'analyse afin d'améliorer l'organisation de futurs projets similaires. La participation active de la société civile au processus d'élaboration des nouvelles mesures constituera également un levier essentiel dans le domaine de l'aménagement du territoire.

.....

Lutte contre la criminalité financière | Question 0245
(29/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans le cadre d'un entretien accordé au hebdomadaire « d'Lëtzebuurger Land » et paru le 18 janvier 2024, le directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) est cité avec les mots suivants : « En matière de criminalité financière, nous sommes souvent confrontés à des structures extrêmement complexes. Le problème au Luxembourg, c'est que l'enregistrement, la douane, l'ACD, la CSSF et la police judiciaire travaillent chacun



dans leur coin. Il faudrait unir nos ressources. Je pense à une petite cellule d'experts: une douzaine de personnes ayant la qualité d'officier de police judiciaire et travaillant sous l'autorité du parquet. »

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est votre appréciation politique de la proposition citée plus haut ? Êtes-vous prêts à explorer l'idée d'une telle cellule d'experts ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

Réponse (01/03/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Le dernier rapport du Groupe d'action financière (GAFI) met en évidence une forte coopération entre les différentes autorités compétentes en matière de lutte contre la criminalité financière. Au sein du Ministère de la Justice, la direction Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBCFT), et à sa tête la coordinatrice nationale, a pour fonction d'assurer la coordination nationale et veille à ce que tous les acteurs travaillent ensemble. Le Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme est l'instance au sein de laquelle tous les acteurs de la LBCFT se rencontrent et agissent ensemble dans le but d'une mise en œuvre efficace de la législation anti-blanchiment.

Afin d'assurer l'efficacité de la répression en matière de criminalité économique et financière, en particulier en matière de blanchiment d'argent, le Gouvernement s'est engagé à augmenter les ressources de la police judiciaire et des autorités judiciaires.

L'idée de créer une petite cellule d'experts, tel que proposée par Monsieur le Directeur de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, semble à première vue prometteuse. Néanmoins, il conviendra d'analyser cette mesure ainsi que ses éventuelles modalités de fonctionnement et d'organisation, dans le cadre des travaux du Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, dont la mission est précisément de contribuer à l'élaboration, à la coordination et à l'évaluation des politiques et stratégies nationales de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme.

Nombre de pharmacies | Question **0246** (29/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon son programme de coalition, le nouveau Gouvernement envisage, en tenant compte de la croissance démographique, d'augmenter le nombre de pharmacies et de rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives. En outre, le Gouvernement entend redéfinir le rôle de la pharmacie dans le sens d'un renforcement du conseil pharmaceutique envers le patient.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé quels sont les critères objectifs autres que la croissance démographique qui seront à la base de l'augmentation du nombre des pharmacies.

2) Quel sera, le cas échéant, le nombre de nouvelles concessions autorisées et quel sera leur statut ?

3) Le Gouvernement entend-il autoriser la vente de médicaments non sujets à prescription dans les supermarchés ou parapharmacies ?

4) Quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à la vente de médicaments en ligne ?

5) Quelles modifications le Gouvernement envisage-t-il concernant les attributions et obligations de la profession de pharmacien ?

Réponse (28/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon l'article 1^{er} de la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, « aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement, qui prendra au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale ». Il est par ailleurs procédé à la demande d'un avis de la Direction de la santé. Ces avis tiennent compte aussi bien de la croissance démographique que de la densité médicale dans la commune de la pharmacie à créer.

ad 2) En basant le calcul du nombre total d'officines sur le nombre des habitants du Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de la santé propose un nombre total de 121 officines. Le nombre actuel de concessions ouvertes au public étant de 101, celui des pharmacies créées, mais pas encore ouvertes au public étant de 2 et celui des pharmacies en procédure de création étant de 7, la création d'un total de 11 nouvelles pharmacies pourrait encore être prévue.

La loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie prévoit que la pharmacie est un service public qui est géré selon le mode de la concession.

ad 3) L'accord de coalition ne prévoit pas d'introduire l'autorisation de la vente de médicaments non sujets à prescription dans les supermarchés ou parapharmacies.

ad 4) Suivant la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public de médicaments, les pharmaciens exploitant une officine au pays peuvent être autorisés à vendre en ligne des médicaments humains non soumis à prescription.

ad 5) La Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale envisage des pourparlers entre les partenaires impliqués pour actualiser la profession de pharmacien.

Centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck | Question **0247** (29/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Il est actuellement question d'implanter un centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck. La Sarre est favorable à un tel centre de formation, qui pourrait s'occuper de la lutte transfrontalière contre la criminalité et former les autorités de sécurité d'Allemagne, de France et du Luxembourg. En plus du centre de formation, une unité de police permanente pourrait être installée à la même adresse. Le fait que la police fédérale allemande et la police française travaillent déjà en étroite collaboration à Sarrebruck est un argument en faveur du site proposé.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position du Luxembourg sur le projet d'un tel centre de formation multinational ? Quelle serait la contribution du Luxembourg à un tel projet ?

2) Sous quelle forme le Luxembourg est-il impliqué dans le projet allemand ? Existe-t-il un calendrier pour le projet en question ? Si oui, quelles sont les étapes prévues et à quelle date ?

3) Quelles ressources financières et humaines le Luxembourg consacre-t-il actuellement à la coopération policière transfrontalière ? Y a-t-il d'autres projets

de coopération policière transnationale en cours de planification ?

Réponse (29/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Ni le Ministère des Affaires intérieures ni la Police grand-ducale ne disposent d'informations relatives à un projet de centre de formation multinational pour forces de l'ordre à Sarrebruck.

ad 3) La coopération policière transfrontalière peut revêtir différentes formes allant de patrouilles ou de contrôles mixtes à une coopération institutionnalisée au sein d'un Centre de coopération policière et douanière (CCPD). Si les dépenses en relation avec le CCPD figurent chaque année dans le budget de l'État, il est difficile de chiffrer les ressources consacrées à d'autres formes de coopération.

Ces initiatives sont mises en place de manière ad hoc (comme par exemple les patrouilles mixtes ou des initiatives dans le cadre de coopération Hazeldonk), ce qui rend la prévisibilité à long terme difficile.

À titre d'exemple, à l'heure actuelle le CCPD est constitué de :

- 14 membres français (4 de la Gendarmerie nationale, 7 officiers de police et 3 douaniers) ;
- 9 membres allemands (2 officiers de police de la Sarre et 2 de la Rhénanie-Palatinat, 2 douaniers et 3 policiers de la Police fédérale allemande) ;
- 9 membres belges (8 policiers de la Police fédérale et 1 douanier) ;
- 7 membres luxembourgeois.

Agressions envers le CGDIS | Question **0248** (29/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 5 juin 2019 portant modification de l'article 269 du Code pénal a répondu aux chiffres alarmants d'agressions sur des secouristes en introduisant une infraction particulière dans le Code pénal. En effet, de nombreux intervenants du CGDIS se sont déjà fait agresser verbalement et physiquement au cours de leur service. Afin de résoudre ce problème de manque de sécurité, le message du législateur n'était pas seulement de punir plus sévèrement des comportements inacceptables mais aussi d'assurer une réalisation du travail des secouristes dans des conditions convenantes. Ainsi, les agressions contre les services de secours, les policiers, les douaniers, les soldats et ceux qui participent à une mission de sécurité publique sont sanctionnées pénalement allant jusqu'à une peine de prison ferme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Suite à la modification législative, est-ce que des plaintes ont été déposées pour des comportements de rébellions comme prévus par l'article 269 du Code pénal ? Si oui, combien ?

2) Est-ce que des condamnations ont été prononcées sur base de ce même article ? Si oui, combien et pour quels comportements incriminables ?

3) Est-ce qu'il existe des chiffres officiels sur des agressions envers le CGDIS ? Si oui, quel en est le nombre pour la période suivant l'entrée en vigueur de la loi de 2019 ?

4) Est-ce que les secouristes et les autres professions concernées témoignent d'une hausse de leur sentiment de sécurité lors de leurs interventions au terrain ? Sinon, les ministres songent-ils à d'autres solutions à mettre en place ?

5) Est-ce que d'autres professions qui sont de nature à intervenir sur le terrain et qui ne sont pas visées par cette loi font l'objet d'agressions envers leur personne ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

Réponse (29/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Considérant que la loi du 5 juin 2019 portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile a pour objet d'offrir aux membres des services de secours une protection efficace en cas d'agressions pendant l'exercice des missions de sécurité civile, les réponses aux questions 1 et 3 à 5 ne concernent que les agents du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 5 juin 2019, trois plaintes ont été déposées pour des comportements de rébellion, dont ont été victimes des agents du CGDIS.

ad 2) Ci-dessous, vous trouvez le nombre d'affaires nouvelles concernant les faits incriminés par l'article 269 du Code pénal ainsi que le nombre de condamnations prononcées sur base dudit article, sans distinction quant aux personnes visées à l'article 269 du Code pénal, le système de traitement ne permettant pas de ventiler les statistiques selon les entités concernées ou les comportements tombant sous la qualification de « rébellion ».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Toutefois, il ressort des informations obtenues du CGDIS, qu'une des condamnations concerne le CGDIS et porte sur des violences légères sur des membres du CGDIS.

ad 3) et 4) Une hausse du sentiment d'insécurité des agents du CGDIS lors de leurs interventions ne peut pas être relevée. Ceci est confirmé par les chiffres issus du formulaire « Meldebogen Gewalt/Übergriff », mis à disposition des agents, qui sont à mettre en relation avec le nombre des interventions assurées par le CGDIS depuis 2018 (plus de 400.000) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Nous prions le député de se référer à la phrase introductive.

Implications au Luxembourg des procédures judiciaires contre Orpea | Question 0249 (30/01/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le groupe Orpea dispose aujourd'hui d'une résidence pour seniors à Luxembourg, implantée à Luxembourg-Merl. Une deuxième est planifiée à Strassen.

Selon des articles récents dans la presse nationale et internationale, des perquisitions et auditions ont été menées chez Orpea et ceci simultanément dans cinq pays. Rappelons que le groupe est visé par plusieurs procédures judiciaires, concernant notamment des abus de confiance, de biens sociaux et de blanchiment aggraves.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) En tenant compte des procédures judiciaires en cours contre le groupe en question, quelles sont les précautions prises au Luxembourg dans le cas où le groupe se trouverait dans l'impossibilité d'assurer le bon fonctionnement de ses résidences pour seniors à Luxembourg ?

2) En tenant compte de la situation financière détériorée du groupe en question, Monsieur le Ministre est-il en contact avec les autorités françaises et notamment avec la Caisse des dépôts ?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des renseignements sur l'avancée voire la date d'ouverture d'une deuxième résidence pour seniors à Strassen gérée par Orpea ?

4) Sachant que la Ministre de la Famille antérieure avait assuré que des contrôles seraient effectués à la résidence pour seniors gérée par Orpea, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les contrôles effectués ? Combien de contrôles ont été effectués depuis l'implantation d'Orpea au Luxembourg ? Quelles ont été, le cas échéant, les irrégularités ou anomalies constatées et quelles sont les conséquences qui ont été tirées ?

Réponse (26/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La société Orpea Luxembourg Exploitation SARL, actuellement titulaire d'un seul agrément de type « Centre intégré pour personnes âgées » pour la résidence Récital à Luxembourg-Merl, est soumise à la loi modifiée du 8 septembre 1998 et au règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999. Conformément à l'article 6 de cette loi, dans l'éventualité où l'agrément serait retiré ou refusé, le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil peut demander à une personne ou organisme agréé similaire de reprendre la gestion du service pour une durée maximale d'un an, renouvelable une fois, dans l'intérêt physique et moral des usagers.

ad 2) Dans ce dossier, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a été dès le départ en contact étroit avec le conseil de gérance d'Orpea Luxembourg SARL.

ad 3) En janvier 2024, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a réceptionné une demande d'agrément pour une structure d'hébergement pour personnes âgées que la société Orpea Luxembourg Exploitation SARL envisage de gérer à Strassen. Actuellement, cette demande d'agrément est en cours d'analyse. Selon les informations fournies par le gestionnaire, la date d'ouverture de la structure est prévue pour l'été/l'automne 2024.

ad 4) Des contrôles sont réalisés par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance dans le cadre de leurs missions respectives.

4.1 L'agrément octroyé à Orpea Luxembourg Exploitation SARL pour l'exercice de l'activité « Centre intégré pour personnes âgées », appelée résidence Récital à Luxembourg-Merl a fait l'objet de 2 contrôles d'agrément en 2022 et de 2 contrôles d'agrément en 2023 effectués par les agents du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil.

L'agrément en vigueur est conditionné et limité d'une année en ce qui concerne la formation en soins palliatifs du personnel d'encadrement (art. 12) et la maîtrise de 2 langues usuelles du Luxembourg, dont le luxembourgeois (art. 13.).

4.2 Dans le cadre des missions de contrôle de la qualité des prestations des personnes dépendantes, une prise de contact est systématiquement réalisée par l'Unité qualité et contrôle de AEC suite à chaque ouverture d'établissement ou pour tout futur prestataire de soins dans l'assurance dépendance.

Le but de ces rencontres est de prendre connaissance du concept de soins et d'encadrement et de voir comment les prestataires vont documenter le suivi de leurs bénéficiaires de l'assurance dépendance. Les obligations légales liées au suivi des indicateurs qualité et au contenu de la documentation de la prise en charge telles que définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 sont abordées et une visite de contrôle de documentation suivra après au moins un semestre d'activité après cette première rencontre.

Ainsi, l'Unité qualité et contrôle de l'AEC a rencontré la direction de la résidence Récital d'Orpea à Merl en décembre 2022. Un premier contrôle de la documentation a été réalisé début juillet 2023. De plus, une formation/information spécifique pour le personnel infirmier encadrant et une thérapeute a été réalisée en novembre 2023.

Enfin, des évaluations et réévaluations de l'état de dépendance ont été réalisées au sein de la résidence Récital. Cela a permis de rencontrer près de 20 résidents dépendants et d'avoir des entretiens tant avec eux, dans le cadre des missions liées à la détermination de leurs besoins, mais aussi avec le personnel les encadrant. Ces évaluations ont été réalisées, en majorité par une référente infirmière de l'Unité qualité et contrôle et des médecins de l'AEC.

Pollution lumineuse | Question 0250 (30/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

2020 gouf an der Chamber eng Debatt gefouert iwwert d'Lichtverschmutzung, a wéi een Impakt dës op eis Ëmwelt souwéi Mënsch an Déier huet. Grad bei villen Déieren ass kënschtlech Luucht ee Problem, well hire Rhythmus an hiert Verhale verännert ginn. Sou gouf zum Beispill bei Insekten oder Fliedermais erausfonnt, dass d'Luucht hir Orientatioun stéiert an deemno och d'Parungsverhalen negativ beanträchtegt, wat dann erëm ee Risiko fir d'Biodiversitéit ass.

Vill Spadséierweeër, Nationalstroossen an Autobunnen, wou och Luuchtepottoe stinn, féieren duerch oder laanscht Natura-2000-Zonen. D'Lichtverschmutzung gëtt als ee Punkt am nationale Plang fir Naturschutz (PNPN3) opgefouert, deen och dës Regierung ënnerstëtzt, laut Koalitiounsaccord. De Plang verweist op de „Leitfaden ‚Gutes Licht‘ im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg“, wou recommandéiert gëtt, fir op insekteschounend an eng ugepasste Belichtung ze setzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Op wéi enge Weeër a Stroossen hei am Land si schonns déierefrëndlech Luuchten installéiert? Op wéi enge Stroossen ass dat nach net de Fall?

Réponse (06/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De Leetfuedem „Gutes Licht im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg“ gouf 2018 vum deemolegen Departement fir Ëmwelt vum Ministère fir nohaltig Entwécklung an Infrastruktur ausgeschafft. All d'Luuchte mat LED-Technologie, déi säitdeem vun der Stroossebauverwaltung opgeriicht goufen, entsprechen dësem nationale Leetfuedem. Säit der Publikatioun vum Leetfuedem sinn ongeféier 25 % vun de ronn 56.000 Luuchten op de Staatsstroosse mat LED-Technologie equipéiert ginn.

D'Ëmsetzung vun der Erneuerung vum Bestand duerch Luuchte mat LED-Technologie geschitt

entsprechend dem dofir ageplangte Budget, dem Alter vun de bestehenden Anlagen an den eventuell geplangten Aarbechten op Streckenofsnëtter vu Staatsstroossen.

Conditions de recrutement des CFL | Question 0251 (30/01/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et eis zougedroe gouf, hunn d'CFL rezent eng Rei Plaze fir Kontrolleren ausgeschriwwen. Bei de Sproochkenntnisser gouf just d'Beherrsche vum Franséischen d'office als Krittär zeréckbehalen. Lëtzebuergeschkenntnisser mussen réischt ee Joer nom Start vum Aarbechtskontrakt nogewise ginn, Däitsch genausou wéi d'Weltsprooch Englesch gi just als Atout gehandelt.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gären dës Froen stellen:

1. Wéi war déi Decisioun begrënnt, Franséisch als eng vun dräi Amtssproochen hei vis-à-vis vun eiser Nationalprooch, dem Lëtzebuergeschen, déi och esou am Artikel véier vun där neier Verfassung definéiert gëtt, ze prioriséieren? Ass dës Praxis och an anere Beräicher vun den CFL üblech?
2. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, datt Däitsch als eng vun eisen dräi administrative Sproochen guer net méi nogewise muss ginn, an dat, obwuel mir e staarke grenziwwerschreidenden Eisebunnsverkéier mat Däitschland ënnerhalen?
3. Gesäit d'Regierung an deem aktuelle Profil net eng Benodeelegung vun deene Membere vun CFLs-Personal, déi fir hir Astellung nach Kenntnis an eisen dräi administrative Sproochen hu missen noweisen? Falls net, firwat net?
4. Wéi erkläert d'Regierung, datt et offenbar sou schwéier ass, Leit mat entsprechende Sproochkenntnisser ze rekrutéieren?
5. Aktuell si ronn 18.000 Leit zu Lëtzebuerg aarbechtslos gemellt. Gouf am Kader vun där genannter Ausschreibung och geziilt bei der ADEM intervenéiert, fir d'CFL als Employeur ze promovéieren a Leit ze rekrutéieren respektiv ëmzeschoulen, déi hir Diplomer zu Lëtzebuerg gemaach hunn an iwwer gutt Kenntnisser an eisen dräi administrative Sproochen verfügen? Falls net, firwat net?

Réponse (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Astellungsbedarf am Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in bei den CFL läit aktuell op der Héicht vun ca. 40 bis 50 ETP pro Joer.

An deem Metier ass et an de leschte Jore besonnesch schwéier ginn, genuch Kandidatinnen a Kandidaten ze fannen, déi esouwuel Lëtzebuergeschkenntnisser matbréngen, wéi och dem Rescht vun den Ufuerderunge vum Metier entsprechen, besonnesch am Beräich Sécherheet a Service um Client. Dëst ënner anerem wéinst der Nuets- a Sonndesaarbecht oder och der allgemenger Situatioun um Aarbechtsmaart.

Am leschte Grupp vun de realiséierten Astellungen, déi am Januar 2024 ugefaangen hunn, konnte just 3 Mataarbechter fonnt gi mat Lëtzebuergeschkenntnisser, déi interesséiert waren an och allen anere Krittären entsprach hunn.

Fir der Entwécklung vum Berufsmangel vum/vun der Zuchbegleeder/in entgéintzewierken, hunn d'CFL d'Viraussetzungen an de Sproochkompetenzen ugepasst.

Franséisch ass am Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in op 3 vu 4 Reseauen, op deenen d'CFL operéieren, déi virgeschriwwen Sprooch laut jeweileger nationaler Eisebunnsregelung (FR-BELU).

Lëtzebuergesch ass a bleift fir d'CFL eng wichteg Sprooch, besonnesch am betriebléchen Zesummelewen esouwéi am Beräich vum Service a Kontakt Client.

D'CFL rekrutéieren zënter Joren an anere Beruffer Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi de Krittär „Lëtzebuergeschkenntnisser“ net direkt bei der Astellung erfüllen. Fir der Wichtigkeet vun der Sprooch Rechnung ze droen, forméieren d'CFL dës nei Mataarbechterinnen a Mataarbechter intensiv am Lëtzebuergesche während dem 1. Joer (Proufzäit). Dobäi ass den Noweis vum gefuerderten Niveau duerch Tester um Enn vun dëser Period eng Konditioun, fir fest agestallt kënnen ze ginn.

Däitsch ass am Eisebunnsverkéier eng Ufuerderung um däitschen Territoire. Den nationalen Traffick op der Linn 30 ass net vun der Konditioun betrafft. All Zuchbegleederinnen an Zuchbegleeder, déi grenziwwerschreidend an Däitschland fueren, erfüllen dës Sproochekonditioun.

Den Uwerbungsprozess bei den CFL baséiert op klore Selektiounskrittären an Tester, déi eng objektiv an onparteiessche Entscheedung garantéieren. Lëtzebuergeschkenntnisser bleiwe beim Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in een Atout, a sinn domat ggf. ee Virdeel, am Zesummespill mat den anere Krittären.

De Metier vum/vun der Zuchbegleeder/in entwéckelt sech weider, wéi och aner Beruffer bei den CFL, an domat och d'Krittäre vun der Auswiel, déi bei der Astellung mussen generell un d'Entwécklung vum jeweilege Metier, an domat un d'Ufuerderungen, ugepasst ginn. Sou kann et och sinn, dass nei Kandidatinnen a Kandidaten op Kompetenze getest ginn, déi fréier net hu mussen nogewise ginn.

Am Sécherheetmetier vum/vun der Zuchbegleeder/in stellen d'Sproochkenntnisser nëmmen een Deel vun de Kompetenzen a Fäegkeeten duer, déi fir d'Ausübe vum Beruff noutwendeg sinn. Et ass duerfir generell net einfach, fir déi passend Kompetenzen ze fannen. Dobäi kënn dann déi virdru genannte Situatioun vun der Attraktivitéit vun Nuets- a Sonndesaarbecht um nationale Plang.

D'CFL deklaréieren all vakant Posten un d'ADEM. All Assignatioun gëtt consideréiert an op den etablierte Krittären evaluéiert. D'CFL konnten och Mataarbechterinnen a Mataarbechter iwwer dee Wee astellen. Eng aktiv Zesummenaarbecht gëtt et doriwwer eraus um Plang vun Evenementer, déi d'ADEM organiséiert.

Exclusion de l'ambassadeur de Russie de la journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste | Question 0252 (30/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem oppene Bréif un den Direkter vun Nationale Resistenzmusée schreift de russeschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg, S.E., den Här Dmitry Lobanov, dass hien den 9. Januar 2024 vum Direkter vum besote Musée a vum Escher Buergermeeschter ageluude gi war, am Kader vum „Internationalen Dag vum Gedenken un d'Affer vum Holocaust“ (27. Januar) un enger Gedenkfeier deelzehuelen. Hien hätt déi Invitatioun och dankend ugehol, wier dunn awer, den 22. Januar, rëm ausgeluede ginn.

Dëst mam Argument, déi Invitatioun wier „verseeëntlech“ un hie geschéckt ginn. Den Ambassadeur weist a sengem Bréif drop hin, datt een deemno dat Land,

dat viru bal 79 Joer d'KZ Auschwitz-Birkenau befreit hätt, „by mistake“ (ech zitieren aus der englescher Iwwersetzung vum Bréif) agelueden hätt, an: „I think no one will dare to deny that without the collective feat of the Soviet people, the map of Europe and, probably, the entire planet, would look completely different today. If there were no sovereign state, the Grand Duchy of Luxembourg, there would be no museum, which you have the honour to head.“

Am leschten Abschnitt vum Bréif spékuléiert den Ambassadeur iwwer d'Grënn, déi zu senger iwwerraschender Ausluedung gefouert hunn, a léisst duerchblécken, datt den Direkter vum Resistenzmusée dës Ausluedung wuel ni aus eegener Initiativ formuléiert hätt: „Such a clumsy gesture could only be suggested to you by those who do not know history, or rather, want to forget it as soon as possible, so that it does not interfere with their political games in the name of absolutely opportunistic goals.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Ausluedung vum russeschen Ambassadeur net mat der Lëtzebuerg Regierung ofgeschwat ginn ass, bzw. datt keen Drock vun der Lëtzebuerg Regierung op den Direkter vum Resistenzmusée, mam Zil, de russeschen Ambassadeur auszelueden, ausgeübt ginn ass?
2. Och d'EU-Kommissioun huet op hirer Websäit en Artikel publizéiert, dee seet, datt d'KZ Auschwitz vun den „alliéierten Arméien“ befreit gouf. Déi Rout Arméi gëtt net ernimmt. Et kann ee wuel dovun ausgoen, datt dës Formulierung absichtlech gewielt gouf, fir d'Sowjetunioun an hiren Nofollegstaat Russland net missen ze ernimmen. Gesäit d'Regierung heiran eng Form vu Geschichtverfälschung?
3. Ass d'Regierung an hirer Kommunikatioun gewëllt, fir déi onbestreitbar, historesch Verdéngschter vun der Sowjetunioun am Kampf géint den Nazismus ze ernimmen an domat och de sowjettesche Bäitrag fir d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vun Lëtzebuerg Land?
4. Huet déi Lëtzebuerg Regierung géintwuer der russescher Ambassade Schrëtt ënnerholl, fir den diplomateschen Affront vum Resistenzmusée ze korrigéieren?

Réponse (27/02/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Resistenzmusée war als Organisateure eleng responsabel fir den Oflaf vun der Zeremonie a fir d'Aluedungen an d'Ausluedungen. Wéi üblech, ass d'Participatioun vun der Regierung op ville Commemoratiounzeremonie mat den Organisateure koordinéiert ginn.

ad 2. D'Regierung kommentéiert am Prinzip keng Publikatiounen vun aneren Organisatiounen.

ad 3. Déi Lëtzebuerg Regierung setzt sech weiderhi fir eng Gedenkkultur an, déi den Zweete Weltkrich a senger ganzer Komplexitéit belicht.

ad 4. Nees.

Crise dans le secteur immobilier | Question 0253 (30/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

D'Kris am Immobiliensektor féiert dozou, datt eng Rëtsch Mënschen hir Aarbecht verléieren oder verluer hunn. Dat betrëfft Immobilienagencen, Promoteuren a Bauentreisen. Quasi all Woch héiert ee vu Firmen, déi Leit mussen entloossen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen:

1. Verfüügt den Här Aarbechtsminister iwwer rezent Zuelematerial, dat d'Entwécklung vum Chômage an deem Secteur dokumentéiert?

2. A wat fir engem Mooss konnte Mënschen, déi hir Aarbecht verluer hunn, kuerzfristeg op enger neier Plaz ënnerdaach kommen?

3. Wéi vill betrafte Leit kënnen vun de Weiderbildungsmoosname vun der ADEM profitéieren, fir weider attraktiv um Aarbechtsmaart kënnen ze bleiwe respektiv fir den disponibel ze bleiwen?

Réponse (28/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Fir d'Evolution vum Chômage an deene viséierte Secteuren ze analyséieren (Immobilier a Bau), baséiert d'ADEM sech op déi representatiivst Métiers ROME⁵, d'Codes C15 fir den Immobilier an F fir de Bau.

Op den 31.12.2023 loung d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (Résidents disponibles), deenen hiren éischten enregistrierte Metier engem vun de Métiers ROME vum Immobilier (Code ROME C15) entsprécht, bei 156, also eng Steigerung vu 54,5 % par rapport zum 31.12.2022. Op d'ganz Joer 2023 gekuckt ass d'Evolution vun der Zuel vun den Aarbechtssichenden déi folgend:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 loung d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (Résidents disponibles), deenen hiren éischten enregistrierte Metier engem vun de Métiers ROME vum Bau (Code ROME F) entsprécht, bei 1.778, also eng Steigerung vun 33,8 % par rapport zum 31.12.2022. Op d'ganz Joer 2023 gekuckt ass d'Evolution vun der Zuel vun den Aarbechtssichenden déi folgend:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wann een dat nach méi detailléiert, gesäit een, a wéi enge Metiere vum Bau déi 1.778 Aarbechtssichend enregistriert sinn:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Aarbechtssichend sinn zu bal gläichen Deeler enregistriert an de Metiere vum Gros oeuvre a vum Second oeuvre (respektiv 41 % a 40 %), an 11 % sinn enregistriert an de Métiers Conception an Études.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (726) ëm 23,5 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (707) ëm 44,9 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op den 31.12.2023 ass d'Zuel vun den Aarbechtssichenden (190) ëm 28,4 % par rapport zum 31.12.2022 geklommen.

En parallèle ass d'Evolution vun de fréie Plazen, déi 2023 bei der ADEM gemellt gi sinn, an den 2 Grafiken hei ënnendréiner opgezeechent. D'Evolution gëtt analyséiert op Basis vun de Secteurs NACE (all Metier).

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Nom Op an Of am 1. Semester koum eng signifikant Baisse vun den oppenen, gemellte Plaze vum Oktober 2023 un.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Mat Ausnam vu ganz liichte Steigerungen am August an am Oktober, ass d'Baisse vun den deklaréierten, oppene Plaze kontinuierlech zanter Mäerz 2023.

ad 2. D'ADEM moosst och den „taux de sortie“ an d'Aarbecht. Eng Clôture vum Dossier gëtt comptabiliséiert als „sortie vers l'emploi“, wann d'Persoun an den 3 Méint no hirer Clôture vum Dossier bei engem Employeur zu Lëtzebuerg affiliéiert ass (laut den Donneëe vum Centre commun de la sécurité sociale). Déi Leit, déi net zu Lëtzebuerg schaffen, an déi, déi am Interim oder an engem CDD ufänken an no 3 Méint net/net méi schaffen, sinn net an deem Taux dran.

Fir 2023 (Januar bis September), läit den Taux de sortie an d'Aarbecht bei 45 %. D'Sorties vers l'emploi sinn haaptsächlech an d'Secteur vum Horeca, vun den administrative Services, de Secteur „de soutien“ (Botsfirmen), vum Commerce a vun der Construction.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

9 % vun de „retours à l'emploi“ betreffen de Secteur vun der Construction an 1,2 % dee vum Immobilier.

ad 3. All d'Aarbechtssichender, déi bei der ADEM ageschriwwen an op der Sich no Aarbecht sinn, kommen a Fro, fir vun de Formatiounen ze profitéieren, déi d'ADEM an hir Partner ubidden, a si kënnen och, ënnert verschiddene Konditiounen, vun enger sougenannter „aide à la formation professionnelle“ profitéieren. D'Zil ass, hir Employabilitéit ze developéieren an hinnen ze erméiglechen, esou séier wéi méiglech nees op den Aarbechtsmaart zeréckzekommen. 2023 hu 5.143 verschidden Aarbechtssichender 6.062 Formatiounen matgemaach.

Aarbechtssichender, déi virdrun an de Secteur vum Immobilier a vun der Construction geschafft hunn, kënnen Formatiounen proposéiert kréien am Beräich vun der professioneller (Re)Orientatioun, déi sech op d'Redefinition vum professionnelle Projet konzentréieren am Zesammenhang mat den aktuelle Besoine vun Aarbechtsmaart. Dës Formatiounen sinn oft e Startpunkt fir ze bestëmmen, ob en Aarbechtssichenden e Parcours vum Upskilling kann ufänken, fir seng Kompetenzen ze verbesseren op Basis vu senger Experienz an änlech Poste ka viséieren an deem nämmelechte Secteur oder engem aneren, oder ob hie soll e Reskilling maachen, fir nei Kompetenzen ze léieren en vue vun enger Rekonversion/Requalifikatioun, fir en neie Beruff oder en neie Secteur ze integréieren. Déi Aarbechtssichend, déi bis elo an de Secteur vum Bau an dem Immobilier geschafft hunn, kënnen vum Programm Skills4Job profitéieren, e spezifeschen Up- a Reskillingprogramm vun den techneschen an transversale Kompetenzen. Si kënnen och vu sektorielle Formatiounen profitéieren oder sech och, via d'Mesure vun der Aide à la formation,

aschreibe fir Formatiounen um nationale Portail vun der Formation continue.

Et sinn och Formatiounen sur mesure vun der ADEM an hire sektorielle Partner developéiert ginn am Zesammenhang mat spezifesche Metiere vum Secteur vum Bau: zum Beispill tëscht 2021 an 2023, de Projet „Build your future“. Dëse Projet sollt Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, an de Metiere wéi Façadier, Maçon oder och nach Coffreur-bancheur forméieren.

Logement abordable | Question **0254** (31/01/2024) de **M. Marc Lies** (CSV)

De 7. August 2023 ass d'Gesetz iwwert den abordabele Wunnraum a Kraaft getrueden. D'Gemenge sollen eng zentral Roll spillen, fir ze hëllef géint d'Wunnensnout virzegoen an erschwéngleche Wunnraum ze schafen. Dofir ginn d'Gemengen och vum Ministère du Logement sollicitéiert, fir dëst Gesetz ëmzesetzen.

Gemenge si bereet, d'Entwécklung vun abordabele Wunnengen ze ënnerstëtzen, leider sinn am Gesetz souvill Onkloerheeten, datt et wichteg wier, datt d'Gemengen Instruktiounen zur Ëmsetzung an och zu Delaie géife matgedeelt kréien.

Laut mengen Informatiounen soll et och Problemer beim Logement pour jeunes ginn. Sou géife Prestataire am Beräich vun Jugendwunnen ënnert der momentaner Gesetzgebung praktesch keng Hëllef méi beim Bau vun neie Wunnengen vusäite vum Logementsministère kréien, well hire Modell fir ze schaffe si géif ausschléissen.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wunnensbauminister stellen:

1. Wéini kréie Gemengen eng Circulaire vum Ministère iwwert d'Ëmsetzung vum Gesetz iwwert den abordabele Wunnraum?

2. Huet den Här Minister Kenntnis vun de Problemer beim Schafe vu Jugendwunnen an déi gedenkt den Här Minister dogéint virzegoen?

Réponse (26/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Déi éischt Note zum neie Gesetz ass de 26. Juli 2023 erausgaangen an huet allgemeng Erklärungen zum neie Gesetz a senger Ëmsetzung ginn. Dono si reegelméisseg Notten a Circulaires erausgaangen, fir d'Promoteuren, d'Baillieuren an d'Locataire iwwert déi nei Gesetzgebung ze informéieren. Dat si bis elo 12 Notten a Circulaires, déi och alleguer um Internet-site vum Wunnens- a Landesplanungsministère nozeliese sinn an déi déi betrafte Partner och ëmmer per Mail zougeschéckt kréien, inklusiv Gemengen.

Weiderhin hu verschidde Reunionen mat Associatiounen a Gemenge stattfonnt, fir sech iwwer finanziell a praktesch Punkten ze eenegen a fir hir Experienz ze lauschten.

E perséinlechen Austausch mat de Promoteuren a Baillieuren huet och an de Workshops vun der Semaine nationale du logement, souwéi an zwee weidere Workshops um Wunnensbauministère stattfonnt.

Ausserdeem ass de COPIL „Dialogue structuré“, deen sech aus Verrieder vum Wunnens- a Landesplanungsministère, dem Syvicol, der FEDAS, dem Fonds du logement an der SNHBM zesummesetzt, e wichteg Element fir de reegelméisegen Austausch vun Informatiounen am Kader vun der Ëmsetzung vum neie Gesetz. Dëse COPIL kennt och weiderhi reegelméisseg zesummen.

⁵ Le Répertoire opérationnel des métiers et des emplois ass eng Cartographie vun all de Métiers existants, regroupéiert no Domaine d'activité. All Appellation métier entsprécht engem Ensemble vu Kompetenzen, déi ee muss hunn a vun Aktivitéiten, déi ee muss ëmsetzen, fir dee Metier ze exerzéieren. Méi Detailler dozou fënnt een um Portail1 Consulter le référentiel Rome – Employeurs – ADEM – FACILITONS L'EMPLOI – Luxembourg (public.lu).

ad 2. D'Gesetz vum 7. August 2023 gesäit vir, dass all Promoteur public resp. all Promoteur sans but de lucre eng finanziell Ënnerstëtzung vum Logements-ministère kann ufroen, fir bezuelbar Wunnengen ze bauen. D'Konditiounen dofir sinn déi selwecht fir all Promoteur.

Jugendwunnen ass am Gesetz extra ernimmt bei de „logements dédiés aux jeunes“. All abordabel Wunneng ënnerläit de Bestëmmunge vum „cahier des charges pour le développement de logements abordables“. Wann d'Projeten dese Richtlinnen, déi souwuel d'Planung wéi och de finanziellen Deel betreffen, entspriechen, da kann de Bau vun de Wunnenge fir Jonker, déi autonom wunne kënnen, bis zu 75 % vum Gesamtkäschtepunkt vum Logements-ministère finanziell ënnerstëtzt ginn.

Déi abordabel Wunnenge sollen insgesamt raisonabel geplangt sinn an de Bewunner eng gutt an adäquat Wunnqualität bidden. Dofir ass den uewe genannte „cahier des charges pour le développement de logements abordables“ enk mat den effentleche Bauträger Fonds du logement an SNHBM ausgeschafft ginn. Fir all Projet gëllt, dass ee vum Ufank vun der Planung un dëst Dokument als Planungsdokument dobäi hält fir ze garantéieren, dass ee vun der gesamt méiglecher finanzieller Hëllef ka profitéieren. Mäi Service steet an deem Sënn och ëmmer zur Verfügung, fir e Projet vun Ufank un ze begleeden.

Am Beräich vum Jugendwunnen ass et och immens wichteg, dass et en Echange gëtt tëschent den eenzele Ministèren, fir d'Acteure richteg ze beroden an op déi richteg Ulafstell ze orientéieren. Domadder gëtt séchergestallt, dass d'Projeten, spezifesch am Beräich vum Jugendwunnen, vun Ufank un déi bescht Ënnerstëtzung kréien an dono kënnen ëmgesat ginn.

.....

Déclarations d'impôt | Question 0255 (31/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi am Budgetgesetz an och a Circulaire vum der Steierverwaltung festgehale ginn ass, konnten d'Leit bis den 31. Dezember hir Steiererklärung fir d'Joer 2022 eraginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wat fir een Datum notzt d'Steierverwaltung an deem Kontext als Limitt bei Steiererklärungen, déi via Post ukommen?
2. Wéi geet d'Administratioun mat Erklärungen ëm, déi laut Poststempel virum 31.12. erageschéckt gi sinn, déi awer eréischt am Joer 2024 bei der Steierverwaltung ukommen?
3. Wéi vill Steiererklärunge fir 2022 sinn an der éischter Januarwoch vun 2024 bei der Steierverwaltung ukomm?

Réponse (04/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministère des Finances

Duerch d'Budgetgesetz vum 23. Dezember 2022 fir 2023, ass den Datum, op deem d'Steiererklärunge bei der Steierverwaltung eragereecht mussen ginn, op den 31. Dezember vun dem Joer, dat op d'Steierjoer follegt, festgesat ginn. Dëst bedeit, dass eng Deklaratioun, déi iwwert de Postwee geschéckt gëtt, muss bei engem Büro oder Service vun der Steierverwaltung virum Oflaf vun dem virgeschriwwenen Datum, also bis um Mëtternuecht den 31. Dezember agaange sinn.

Schreiwes an Enveloppë mat Deklaratiounen, déi de Poststempel vum 31. Dezember droen, sinn de facto

net de selwechten Dag bei der Steierverwaltung eragereecht ginn, a respektéieren esou net de virgeschriwwenen Delai.

Fir steierpflichteg Persounen, déi d'Konditiounen vum 1. Abschnitt vum Artikel 153 vum Akommessteiergesetz erfüllen, an déi de virgenannten Delai vum 31. Dezember net respektéieren, kënnen, op Basis vun enger Ermiessensentscheidung vum Preposé vum Steierbüro, sanktionéiert ginn.

Steierzueler, déi net ënnert d'Bestëmmunge vum 1. Abschnitt vum Artikel 153 vum Akommessteiergesetz falen, an déi wëllen iwwert de Wee vun der Assiette besteiert ginn, mussen dës Ufro bis den 31. Dezember vum Joer, dat op d'Steierjoer follegt, eragereecht hunn. Sollt dës Ufro nom genannten Delai gemaach ginn, gëllt se als verspéit. Déi betrafte Steierzueler ginn an esou Fäll vun de respektive Servicer ugeschriwwen a kréien dës Entscheedung an d'Recours-méiglechkeete matgedeelt.

An der éischter Woch vum Mount Januar 2024 sinn ongeféier 5,9 Prozent vun den immatrikuléierten Dossiere vum Steierjoer 2022 vu physische Persounen, also ronn 19.700 Akommessteierdeklaratiounen, informatesch festgehale ginn. Et bleift ze bemerken, dass dëst d'Deklaratiounen sinn, déi um Weekend vum 30. an 31. Dezember 2023 bis de 5. Januar 2024 eragereecht gi sinn, an esou och Deklaratiounen betreffen, déi nach de virgeschriwwenen Delai respektéieren.

.....

Amendes routières reçues en Grande-Bretagne | Question 0256 (31/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi een am „The Guardian“-Artikel „How Belgian MP turned sleuth to solve London Ulez fine mystery“ ka liesen, kennt eng englesch Firma iwwert illegal Weeër un Date vun europäeschen Autofuerer. D'Firma Euro Parking Collection sicht sech scheinbar ëmmer nei Beamten an EU-Staaten, déi Accès zum EUCARIS-System hunn, an déi hinnen dann Adress an Numm vun deene Leit iwwermëttelen, déi a London gefuer sinn, mee keng Geneemegung fir d'Low Emission Zones haten. Dëst, fir de Leit Protokoller an Héicht vun Dausenden Euro heemzeschécken. Huissieren an der Belsch hätten dëst Geld och schonn agedriwwen. Euro Parking huet awer kee Recht, fir dës Donnéeën ze kréie säit dem Brexit. Een italieeneschen an ee belsche Beamte si scho suspendéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, Justiz, a Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi een an engem aneren Artikel vum 26.1.2024 am „The Guardian“ liese kann: „The Guardian can reveal Transport for London (TfL) has been accused by five EU countries of illegally obtaining the names and addresses of their citizens in order to issue the fines, with more than 320,000 penalties, some totalling thousands of euros, sent out since 2021.“ Ass Lëtzebuerg hei drënner? Ass der Regierung bekannt, wéi vill Geld vun Transport for London respektiv Euro Parking, zanter dem Brexit bei Lëtzebuurger Residenten agedriwwen ginn ass?
2. Lëtzebuerg huet mat enger ganzer Rei Staate bilateral Konventiounen ofgeschloss, déi den Echange vun Donnéeën an esou engem Fall erméigleche kënnen. Dee Moment sinn et dann déi auslännesch Autoritéiten, déi de Brëif op Lëtzebuerg schécken.

Mat England gëtt et eises Wëssens awer keng Post-Brexit-Konventioun.

Krut d'Police hei am Land Demanden, fir Protokoller vun Euro Parking aus England u Lëtzebuurger Residentë weiderzeleeden? Wa jo, ëm wéi vill Protokoller handelt et sech heibäi? Sinn d'Police an de Justiz-ministère iwwert dës Affär um Courant?

3. Ass oder wäert eng Nott un d'Aarbechter:inne goen, déi Accès op den EUCARIS-System hunn, fir se op déi englesch Firma an d'Affär opmierksam ze maachen?

Réponse (08/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Lëtzebuerg gehéiert och zu de Länner, wou Bierger Protokoller vun der Gesellschaft „Transport for London“ geschéckt kruten. De Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten an d'Police goufen am August 2023 vun zwee betrafte Bierger kontaktéiert. Dës waren zu London an d'„Low Emission Zone“ gefuer, ouni hiren Auto am Virfeld ugemellt ze hunn. Spéiderhi gouf hinnen ee Protokoll dowéinst op Lëtzebuerg nogeschéckt.

Et huet sech awer erausgestallt, dass hir Donnéeën an deem Zäitraum, wou d'Infrastrukture solle stattfonnt hunn, vun den italieeneschen Autoritéiten duerch den EUCARIS (European CAR and driving licence Information System) ugefrot gi waren. Dëst wéinst engem angeblechen Iwwerschreide vun der maximal erlaabter Vitess an Italien. Laut de betrafte Bierger wieren d'Gefierer zu deem Zäitpunkt net an Italie gefuer. Do dernieft sief bemierkt, dass den Austausch vun Donnéeën vun der Infrastrukture, déi tatsächlech an England constatéiert gouf, net an de Kader vun der Direktiv (UE) 2015/413 vum 11. Mäerz 2015 iwwert de grenziwwerschreidenden Austausch vun Infrastrukturen betreffend d'Strafverhinderungsmaassnahmen dozou hunn déi englesch Autoritéiten nom Austritt vu Groussbritannien aus der EU keng Berechtigung méi, fir iwwert den EUCARIS Donnéeën unzefroen.

Doropshin huet de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten den italieeneschen Transportminister eng éischte Kéier Ufank September 2023 ugeschriwwen, fir op dës Faiten hinzewiesen, eng Positioun dozou ze huelen an alles Méigleches an d'Weeër ze leeden, fir all potentiell net konform Utilisatioun vun de perséinlechen Donnéeën ze verhënneren. Well dës Courrier onbeäntwert bliwwen ass, ass Enn Oktober 2023 en zweete Courrier un den italieeneschen Transportminister adresséiert ginn, deen awer bis elo nach net op ons zeréckkomm ass.

D'Lëtzebuurger Police huet kee Mëttel ze wëssen, wéi vill Geld säitens TfL respektiv EPC bei Lëtzebuurger Residenten erageholl gouf. Déi Demarchë lafen net iwwert d'Police grand-ducale, mee um direkte Wee, soudass d'Autoritéite vun Land, an deem d'Verkéiersinfrastrukturen begaange ginn ass, de Brëif mat der Geldstrof direkt per Post un de Proprietär vum Auto schécken.

ad 2. D'Police grand-ducale huet keng Demande kritt, fir Protokoller vun Euro Parking aus England u Lëtzebuurger Residentë weiderzeleeden. Duerch den EUCARIS Réseau huet d'Police Kenntnis dovun, dass Informatiounen vum EUCARIS-System illegal weidergi sinn. Dës Informatiounen goufe vun den Informatiker vun der Police iwwerpréift an un déi intern Date-schutzbeoptraagt souwéi un de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte weidergeleed.

ad 3. Den EUCARIS ass e System, deen et de Länner erlaabt, am Kader vun der uewe genannten Direktiv (UE) 2015/413 Donnéeën zu Gefierer a

Führerschäiner auszetauschen. Den EUCARIS ass keng Datebank, mee en Austauschmechanismus, dee vollkommen automatiséiert funktionéiert. Wann also eng Demande vun enger rechtméissiger Autoritéit gemaach gëtt, gëtt d'Äntwert automatesch generéiert, ouni datt en Aarbechter oder eng Aarbechterin déi muss validéieren. Ausserdeem, a wéi uewen erkläert, geet aus den aktuellen Informatiounen eraus, datt déi englesch Firma déi Informatiounen vun enger rechtméissiger Autoritéit weidergeleet krut, well si jo, wéi uewen erkläert, zënter dem Brexit keen Zougang op den EUCARIS méi huet an och soss keng weider bilateral Konventioun besteet. Aus dësem Grond ka keng Nott un d'Aarbechter an Aarbechterinne goen, déi Accès op den EUCARIS System hunn, an et kann een och net verweigere, d'Informatiounen ze schécken, well dëst fir real begaangen Infraktiounen eng Obligatioun no der Direktiv (UE) 2015/413 ass.

Promotion du sport féminin | Question 0257 (31/01/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Selon l'accord de coalition, la lutte contre les inégalités de genre dans le domaine du sport constitue un élément essentiel de l'action gouvernementale. En effet, force est de constater que beaucoup d'efforts restent à faire pour mettre le sport féminin à égalité avec le sport masculin, tant au niveau de la promotion que du soutien financier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Quelles mesures concrètes sont prévues, voire actuellement mises en œuvre pour promouvoir le sport féminin de la part du Ministère des Sports ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer quelles sommes les différentes fédérations sportives nationales ont reçues au total, par année, ces cinq dernières années, de la part des fédérations internationales respectives ?

3) Par fédération nationale, quel pourcentage de cette somme est réservé annuellement aux athlètes et équipes féminines ?

4) Existe-t-il un contrôle pour assurer que les montants prévus pour le sport féminin soient effectivement utilisés à cette fin ?

5) Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il introduire des mécanismes de contrôle pour garantir une utilisation correcte des fonds alloués aux fédérations ?

Réponse (06/02/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) En ma qualité de Ministre des Sports, l'équité entre femmes et hommes dans le sport représente une priorité essentielle. C'est dans cette optique que j'ai instruit mes équipes au sein du Ministère des Sports de développer une stratégie y relative. Cette stratégie, actuellement en phase de conception, reflète mon engagement à promouvoir le sport féminin et à combattre activement les disparités existantes.

Par ailleurs, je souhaite souligner que, dans son appui au mouvement sportif et à la promotion de l'activité physique et des sports, le Ministère des Sports ne distingue pas entre le sport masculin et le sport féminin.

ad 2) Le mouvement sportif étant autonome dans son fonctionnement, je ne peux vous fournir les données demandées.

ad 3) Je renvoie à ma réponse précédente à cet égard.

Prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MWe | Question 0258 (31/01/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. François Bausch (déi gréng)

En France, le « Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire » (HCTISN) a lancé en janvier une concertation publique sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1.300 mégawatts électriques (MWe) au-delà des 40 ans de vie, respectivement en vue du 4^e réexamen périodique des réacteurs visés, dont ceux de la centrale de Cattenom, situé à moins de 10 km de la frontière luxembourgeoise.

Selon le HCTISN, l'objectif de cette consultation publique serait d'associer le public « aux enjeux et objectifs de sûreté liés à la poursuite de fonctionnement des réacteurs concernés au-delà de 40 ans ». Les acteurs souhaitant participer, pourront réagir jusqu'au 30 juin 2024 sur le site web <https://concertation.suretenucleaire.fr>, en posant des questions et en publiant leurs critiques, notamment par rapport au document de base d'EDF, intitulé « Note de réponse aux objectifs » du 4^e réexamen périodique, qui rassemble les dispositions de sûreté proposées par EDF pour les huit centrales nucléaires concernées.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part du Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Vu le contenu du nouveau programme de coalition, le Gouvernement a-t-il déjà communiqué son opposition à toute prolongation de la durée de vie de la centrale de Cattenom aux autorités françaises et plaidé pour la fermeture de cette centrale « à risque » proche de nos frontières ?

2) Quelles ressources le Gouvernement consacrerait-il au suivi des « évolutions en matière de prolongation éventuelle de durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom » mentionné au programme de coalition ?

3) Le Gouvernement entend-il participer à la consultation publique lancée en janvier afin de rappeler et d'explicitier les doléances luxembourgeoises aux autorités françaises ?

4) Vu que pour le réacteur Cattenom 1, la procédure du 4^e réexamen périodique se poursuivra jusqu'en 2026, année de son 40^e anniversaire, le Gouvernement envisage-t-il d'avoir à nouveau recours à un ou plusieurs experts étrangers pour accompagner de manière détaillée cette procédure, pour contribuer à évaluer les nouvelles prescriptions de sécurité et pour compléter l'argumentaire luxembourgeois visant la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse (07/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) Il convient de noter tout d'abord que le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Entre la France et le Luxembourg existent plusieurs mécanismes qui permettent aux autorités luxembourgeoises d'accéder aux informations et d'exprimer des préoccupations en matière de sûreté de la centrale de Cattenom. Il y a lieu dans ce contexte de citer les réunions annuelles de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de la sécurité nucléaire, qui permettent de s'échanger au niveau technique sur les aspects de sûreté. Plusieurs représentants luxembourgeois font également partie du Comité local d'information (CLI) de Cattenom. Ces mécanismes sont régulièrement utilisés pour communiquer les préoccupations relatives à la prolongation de la durée de vie et à d'autres questions de sécurité.

ad 2) En partenariat avec d'autres parties concernées, les autorités luxembourgeoises suivent de près les développements concernant une prolongation éventuelle de durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom (voir aussi réponse à la question 4). Ceci comprend des analyses techniques des différents documents et avis et des participations à des réunions et webinaires.

ad 3) Force est de constater que la consultation lancée en janvier vise explicitement à recueillir l'avis du public et d'organisations non gouvernementales sur les conditions de poursuite du fonctionnement des réacteurs de 1.300 MWe, alors que le Gouvernement entretient des relations directes avec les autorités françaises, ce qui assurera un échange tout au long d'un processus qui s'étendra sur plusieurs années.

Il est rappelé que la consultation publique n'est qu'une étape de ce processus. La phase actuelle des études génériques du réexamen des installations nucléaires de 1.300 MWe est en cours, sous la supervision de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). À cet effet, des dialogues techniques avec l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCLLI) ainsi qu'avec les CLI ont été entamés, accompagnés de concertations publiques lancées en 2024. Ces démarches seront complétées par des réunions de groupes d'experts portant sur diverses thématiques telles que les agressions, les accidents graves, les aspects liés aux cuves, et les études d'accidents.

Les résultats émanant de ces études génériques permettront à l'ASN de formuler sa position, et ce, six mois avant le commencement de la visite décennale du premier réacteur soumis à réexamen. Les conclusions de ces études seront ensuite examinées par les groupes d'experts, qui procéderont à une évaluation approfondie du bilan de l'ASN.

Par la suite, à partir de l'année 2026, le processus de réexamen sera progressivement instauré sur chacun des réacteurs, parmi lesquels le réacteur de Cattenom 1 se distinguera comme l'un des premiers à être soumis à cette démarche. L'ASN supervisera également la continuité de l'exploitation de chaque réacteur par suite d'une enquête publique planifiée pour les années 2028-2029.

ad 4) Tant au niveau technique que stratégique, des concertations étroites sont organisées de manière régulière avec les autorités de réglementation compétentes allemandes et autrichiennes, toutes les deux disposant d'organismes techniques spécialisés en la matière. Il y a lieu de préciser que les prescriptions de sûreté émises lors du quatrième réexamen périodique des réacteurs de 900 MWe forment une excellente source pour réaliser une première analyse du document de base d'EDF.

Route nationale (N5) à Pétange | Question 0259 (01/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Route de Longwy zu Péiteng ass eng Nationalstrooss (N5) a soumadder ënnert der Entscheidungsgewalt vum Mobilitéitsministère. Et ass eng staark befuerde Strooss, déi als Passage vu ville Frontaliere genotzt gëtt, mee wou och eng zech Buslinnen all Dag zirkuléieren. Direkt an der Émgéigend, bei der Porte Lamadelaine, befënnt sech mam Lycée Mathias Adam och ee vun de gréisste Lycéeeën an eisem Land mat ronn 2.000 Schüler:innen a weider och d'Rollenger Gare.

Rezent koom et op der Porte Lamadelaine zu verschiddenen Accidenter, bei deene Passante vu Gefierer erfaasst goufen. Op deser Plaz si keng Rout Luuchte virgesinn, fir de Passanten ee sécheren Iwwergang ze erméiglechen, an och keng weider verkéierstechnesch Elementer, fir dass d'Autoen hei méi lues fueren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Accidenter gouf et op der Route de Longwy an de vergaangene 5 Joer?

Wéi vill dowunner sinn op der Porte de Lamadelaine passéiert?

2. Gouf et schonns Entrevuen oder Kontaktopname säitens der Péitenger Gemeng bei Ponts et chaussées, fir dése geféierleche Passage méi sécher fir d'Foussgänger ze maachen?

Wa jo, wéini waren déi lescht Entrevuen a wat gouf festgehalten?

Réponse (08/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aus den Donnéeën, déi menges Servicer zur Verfügung stinn, erginn sech follgend Statistiken:

Op der „route de Longwy“ (N5), tëscht der „rue de la Liberté“ (CR175B) an der Kräizung „rue Jean-Pierre Kirchen“/„route de Luxembourg“, koom et an de leschte 5 Joer insgesamt zu 11 Accidenter. Nieft 10 Accidenter mat liicht Blesséierten (5 tëscht zwee Autoen, 1 mat engem Vélo a 4 mat engem Foussgänger), koom et och zu engem Accident mat engem Foussgänger, dee méi schwéier blesséiert gouf.

An der „rue du Lycée“ (N5), tëscht der Kräizung „route de Luxembourg“/„rue Jean-Pierre Kirchen“ bis zur Kräizung mat der Nationalstrooss N5D, och „porte de Lamadelaine“ genannt, koom et am gefroten Zäitraum zu 2 Accidenter mat liicht Blesséierten, allkéiers tëscht zwee Autoen.

Dobäi ass ze präzisieren, datt op der „Porte de Lamadelaine“ säit 2022 keen Accident ze verzechnen ass. Op deem am éischte Paragraph beschriwwene Streckenofschneitt vun der „route de Longwy“ koom et zu 4 Accidenter mat liicht Blesséierten (1 mat engem Foussgänger) an de leschten 2 Joer.

ad 2. Op deem an der éischter Fro definéierten Ofschneitt tëscht der „rue de la Liberté“ (CR175B) an der Kräizung „rue Jean-Pierre Kirchen“/„route de Luxembourg“, gëtt et am Ganzen 9 Zeebrasträifen.

Dësen Deel vun der „route de Longwy“ (N5) befënnt sech inneruerts, deemno läit d'Reglementatioun vun dësen Zeebrasträifen am Kompetenzberäich vun der Gemeng Péiteng. Well et sech awer ëm eng Staatsstrooss handelt, sinn eventuell Aarbechten/Ëmännerungen duerch eng sougenannt „permission de voirie“ ze autoriséieren.

Mengen Informatiounen no ass d'Gemeng Péiteng amgaangen, sämtlech Zeebrasträifen unzepassen, fir

se konform zum Accessibilitétsgesetz vum 7. Januar 2022, wéi och den deementspreechende Virschrëfte vun der Stroossebauverwaltung ze gestalten. Eng Entrevue tëscht der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Péiteng ass an deem Kontext virgesinn.

Signature électronique | Question 0260 (01/02/2024) de M. Gusty Graas (DP)

La numérisation dans le secteur de la santé offre de nombreux avantages, tant pour le personnel de santé que pour les patients. Une transmission sécurisée des données, une procédure de paiement simplifiée, ainsi que la signature électronique ont donc également été intégrées dans une convention entre la CNS et l'AMMD.

La signature électronique, en particulier, assure la sécurité juridique nécessaire et simplifierait les procédures.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre, à quel stade se trouve actuellement le développement de la signature électronique ?

2) À partir de quand sera-t-il possible d'utiliser la signature électronique dans le secteur de la santé ?

3) Quels seront les domaines d'application de la signature électronique dans le secteur de la santé ?

Réponse (01/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis le dernier trimestre 2023, la Caisse nationale santé (CNS) et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) travaillent étroitement ensemble en vue de l'élaboration d'un avenant à la convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue en application de l'article 61 du Code de la sécurité sociale entre l'AMMD et la CNS (ci-après la « Convention ») pour intégrer tous les éléments et conditions clés permettant la mise en place de la numérisation et de la dématérialisation des échanges entre médecins, personnes protégées et assurance maladie.

La signature électronique, annoncée dans l'accord de coalition (« Ainsi, en disposant d'un format standard de données, validé par une signature électronique du prestataire de soins, les patients pourront constituer leur propre dossier médical, soit dans le cadre du DSP, soit avec le prestataire de leur choix, et le rendre partiellement ou totalement accessible au prestataire de soins concerné. »)⁶, fait partie intégrante de ces éléments et conditions clés. Il reviendra aux différents éditeurs de logiciels d'intégrer dans leur solution de transmission d'informations ou de documents les fonctionnalités qui permettront de respecter la Convention une fois l'avenant signé et entré en vigueur.

ad 2) Ni la Convention actuellement en vigueur, ni le cahier des charges qui en fait partie intégrante, ne prévoient l'apposition d'une signature électronique sur les documents à transmettre dans le cadre des échanges entre médecins, personnes protégées et assurance maladie. La signature de l'avenant à la Convention, et au cahier des charges qui en fait partie intégrante, est donc indispensable.

ad 3) L'avenant à la Convention déterminera sur quels documents la signature électronique devra figurer, comme par exemple : les mémoires d'honoraires, les

ordonnances médicales, les certificats d'incapacité de travail, les devis pour traitement orthodontique, les devis pour prothèse dentaire, les demandes d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger, ou encore les demandes de prise en charge des frais de transport en série.

Dysfonctionnements en rapport avec le personnel soignant | Question 0261 (01/02/2024) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

D'Personal am Fleegeesecteur leescht Grousses, fir d'Wuelbefanne vun deenen ze betreiende Leit ze garantéieren. Leider kënnen d'Berufsgruppen am Fleegeesecteur (nieft den Infirmière gehéieren hei d'Auxiliaires de vie an d'Aide-soignants dozou), déi Dag fir Dag um Terrain schaffen, awer och vu ville Mësstänn erzielen.

Personalmanntem, Zäitdrock an aarbechtstechnesch ewéi rechtlech Onkloerheete stinn un der Dagesuerdnung. Dëst féiert dozou, datt, parallel zum stramme Bevëlkerungswuesstem an enger steigender Demande no qualifiziertem Fleegepersonal, dacks awer d'Motivatioun, fir esou e Beruff ze ergräifen, ofhëlt. Dacks fäert d'Fleegepersonal och rechtlech Konsequenzen, wann si hirer Aarbecht net esou kann nokommen, ewéi virgeschriwwen: Wann z. B. e Patient a sengem Zëmmer d'Schell dréckt, well e gefall ass, muss d'Fleegepersonal ënnerhalb vun enger virgeschriwwener Zäit beim Patient si fir ze hëllefen. Leider kënn et vir, datt déi Zäit net kann agehale ginn, wann z. B. Personal krankheetsbedéngt ausfällt oder grad op anere Plaze vill Aarbecht usteet. Dee Moment muss dat betreffen Personal scho mat rechtliche Konsequenze rechnen. E weidere Problem besteet doran, datt Fleegepersonnen dacks keng sougenannte „Springer“ hunn, d. h. Leit, déi bei akutem Personalmanntem op flexibeler Basis kënnen asprangen. Vu datt d'Fleegepersonal dacks souwisou schon am Dauerassaz ass, dës Leit awer och Rou- a Recuperatiounszäite brauchen, d'äerf et och net dozou kommen, dass si ëmmer erëm mat weidere Permanencé belastscht ginn.

En anere Problem ass, datt déi virgeschriwwen Trennung vun de Kompetenzen tëscht Aides-soignants an Auxiliaires de vie um Terrain aus praktesche Grënn dacks net kann agehale ginn. Esou d'äerfen z. B. déi sougenannten „Heeberen“, fir Leit ze deplacéieren – woubäi et aktiv a passiv Heebere gëtt –, net vun den Auxiliaires-de-vie bedéngt ginn. An der Praxis schaffen d'Auxiliaires-de-vie awer dauernd och mat esou Geräter, wat alt erëm dozou féiert, dass hinne rechtlech Konsequenzen droen, wann eppes passéiere géif.

An deem Kontext stellt sech d'Fro, firwat d'Auxiliaires-de-vie sech net – wéi iwwerdeems beim Staat üblech – duerch flexibel Weidbildungsmodeller en cours de route zum Aide-soignant kënnen ausbilde loosser.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass sech d'Madamm Minister deenen uewe beschriwwene Mësstänn am Fleegeesecteur bewusst respektiv besteet tëscht dem Gesondheitsministère an dem Fleegeesecteur e regelméissegen Austausch iwwert hir wichteg Aarbecht?

2. Wat gedenkt d'Madamm Minister ze ënnerhuelen, fir d'Fleegepersonal an där Hisiicht ze entlaaschten, datt dëst net permanent an der Ausübung vu sengem Beruff mat rechtliche Konsequenze rechnen muss, wann dës Leit duerch Ëmstänn, op déi si dacks keen

⁶ Accord de coalition 2023-2028, « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken », page 94

Afloss hunn – z. B. Personalmanktem –, hirer Aarbecht net wéi virgeschriwwen kënnen nokommen?

3. Am Hibleck op d'Trennung vun de Kompetenzen tëscht Auxiliaires-de-vie an Aides-soignants: Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, datt d'Auxiliaires-de-vie am Alldag drop uge-wise sinn, Tächen auszuféieren, ewéi z. B. d'Benotze vun den Heebere, déi si rechtlech gesinn net däerfen ausféieren?

4. Wéi gedenkt d'Madamm Minister an deem Kontext den Auxiliaires-de-vie entgéintzekommen, fir hinnen eng komplett Rechtssécherheet beim Ausüben vun hirem Beruff ze erméiglechen?

5. Wier et an den Ae vun der Madamm Minister net ubruecht, flexibel Weiderbildungsmodeller anzeféieren, fir datt sech d'Auxiliaires-de-vie zum Aide-soignant kënnen weiderbilden loosse? Wa jo, wéi wëll d'Madamm Minister konkret virgoen, fir dëst ëmzesetzen?

6. Huet d'Madamm Minister allgemeng e Konzept, wéi si an den nächste Joren där steigender Demande no qualifizéiertem Fleegepersonal wäert kënnen nokommen? Wéi kann dës Erausforderung ugaangeginn, ouni d'Fleegepersonal, dat jo och Rou-a-Recoverationszäite brauch, mat ëmmer weidere Permanenzen ze belasteschen?

7. Wat fir Piste wëll d'Regierung an deem Sënn konkret aschloen, fir d'Beruffer am Fleegegesecteur an notammet och de Beruff vum Auxiliaire-de-vie nees opzewäerten a méi attraktiv ze maachen?

Réponse (29/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass sech bewosst, datt d'Aarbechtskonditiounen am Fleegegesecteur oft ustrengend sinn a steet a reegelméissegem Kontakt an Austausch mat alle Bedeegten.

ad 2. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet gi seelen Doleancen zougestallt, datt d'Fleegepersonal senger Aarbecht net wéi virgeschriwwen kéint nokommen. Déi Doleancen, déi dem Ministère zougedroe ginn, ginn dann och direkt traitéiert a mat all Acteur d'Ursaachen diskutéiert, fir eng Léisung ze fannen.

ad 3. Dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet leie keng Donnéeën vir, déi déi Ausso géife bestätegen.

ad 4. Déi verschidde Beruffsbiller vum Fleegegesecteur sinn amgaang, nei formuléiert ze ginn, fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren.

ad 5. An deem Sënn gëtt och envisagéiert, sougenannte Passerellen ze erméiglechen tëschent de verschiddene Fleegeberuffer, fir de Professionellen eng Evoloutioun an hirer Carrière ze erméiglechen.

ad 6. Et ass eng Prioritéit vum Accord de coalition, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheitsberuffer ze stäerken, also och vun de verschiddene Qualifikatiounen am Fleegeberäich. Dëst geschitt ënner anerem duerch eng Modernisatioun vun de Beruffsbiller mat enger adaptéierter Kompetenzbeschreiwung, sou wéi och duerch eng Valfalt vu Kommunikatiounsaktivitéite wéi zum Beispill iwwer den Internetsite www.healthcareers.lu, eng Präsenz op der Schoulfoire respektiv Kontakten mat de Services d'orientation.

ad 7. D'Actiounen, déi beschriwwen goufen, gi weider en place gesat, evaluéiert a gegebenefalls adaptéiert.

Bande de covoiturage | Question 0262 (01/02/2024) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Dans le cadre du Plan national de mobilité 2035 (PNM35), visant à réduire la part modale de la voiture individuelle de 46 % en 2017 à 21 % en 2035, le Gouvernement a annoncé plusieurs projets de bandes de covoiturage et d'aménagements routiers.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madama la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant la bande de covoiturage sur l'autoroute A4 (E25) en Belgique, entre l'échangeur n° 31 « Stockem-Arlon » et la frontière belgo-luxembourgeoise, pourriez-vous nous informer des conclusions principales des études réalisées à ce sujet ?

2) En ce qui concerne le projet de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A6, et en particulier l'objectif de priorisation de voie de bus et de covoitureurs, quelles sont les conclusions des études menées et le calendrier prévu pour la réalisation de ce projet ?

3) Pour l'aménagement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies, quelles sont les conclusions des études relatives à la mise en place de la voie de covoiturage et à la priorisation pour bus ?

4) Comment les résultats des études réalisées dans le cadre de ces différents projets vont-ils influencer la stratégie globale de promotion du covoiturage et les mesures incitatives pour encourager les usagers à opter pour le covoiturage ?

5) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de mettre en place des projets où la bande d'arrêt d'urgence serait utilisée comme voie réservée pour du covoiturage, afin d'améliorer l'efficacité du réseau routier national ?

6) Dans le cadre de la promotion du covoiturage et de l'optimisation de l'utilisation des infrastructures existantes, le Gouvernement a-t-il évalué l'impact et l'efficacité des projets similaires menés en Belgique, en particulier l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) comme voie de covoiturage ?

Réponse (12/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Étant donné que mes services, dont l'Administration des ponts et chaussées, n'ont pas mené les études en question sur le réseau autoroutier en Belgique, je ne dispose pas d'informations à ce sujet.

ad 2) Comme le programme gouvernemental prévoit d'examiner les autoroutes les plus fréquentées en vue d'un élargissement à 3 voies par sens de circulation, dont une voie spéciale réservée aux transports en commun respectivement au covoiturage, les premiers résultats de simulations de trafic sont en cours d'analyse. Elles donneront une indication sur les tronçons d'autoroute sur lesquels de telles priorisations pourraient apporter le plus grand avantage.

Ces analyses constituent l'une des données d'entrée pour l'élaboration d'un concept cohérent pour l'allocation de voies de priorisation sur le réseau autoroutier. Il faut en effet minimiser les instances où une voie de covoiturage ou de bus aboutirait elle-même dans un embouteillage. D'autres considérations à prendre en compte pour ce concept sont le cisaillement des flux au niveau des échangeurs autoroutiers, la position des pôles d'échanges et des parkings-relais et un réseau de bus adapté pour tirer profit de ces nouvelles infrastructures.

Le planning prévisionnel pour la réalisation du projet sera établi suivant l'avancement des études.

ad 3) En réservant une voie aux bus et au covoiturage, la capacité de l'autoroute en termes de personnes transportées est augmentée bien au-delà de sa capacité accrue en termes de véhicules. Il s'en dégage un cercle vertueux : plus ces priorisations procurent un gain de temps considérable, plus ces modes deviennent attractifs et délestent les voies non réservées.

Dans le cadre du projet d'élargissement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies et une bande d'arrêt d'urgence élargie, il est prévu d'étendre les fonctionnalités du système « Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) » afin de permettre une affectation dynamique des voies.

La décision récente des autorités françaises d'élargir l'autoroute A31 permettra d'avancer sur une solution cohérente pour cet axe.

ad 4) La stratégie de promotion du covoiturage comporte deux axes : d'une part les futures voies de priorisation sur certains tronçons d'autoroutes ; d'autre part le soutien technique aux employeurs dans le cadre de plans de mobilité entreprises.

Dans le Plan national de mobilité 2035, l'augmentation de 33 % du nombre de covoitureurs par rapport à 2017 résulte du rehaussement du taux d'occupation moyen à 1,5 personnes par véhicule sur les seuls trajets domicile-travail réalisés sur une autoroute dotée d'une voie de covoiturage (PNM2035, p. 37). Rappelons qu'en 2017, avec un taux d'occupation moyen effectif de 1,2 personnes par véhicule et une hypothèse de 4 sièges par voiture, quelque 250.000 sièges automobiles vides entraient chaque matin dans la ville de Luxembourg.

Le potentiel du covoiturage d'alléger la congestion routière aux heures de pointe est donc considérable. L'incitatif sera d'une part le gain de temps offert par des priorisations efficaces du covoiturage sur les autoroutes, et d'autre part l'encouragement du covoiturage par les employeurs, par exemple lors de l'attribution de places de stationnement limitées en nombre.

ad 5) Ce sera une option dans le concept global d'allocation de voies de priorisation qui reste à définir (voir question 2). Dans tous les cas, le projet d'élargissement de l'autoroute A3 à 2 x 3 voies permettra également l'utilisation des bandes d'arrêt d'urgence.

ad 6) Lors de l'élaboration du concept global d'allocation de voies de priorisations pour bus respectivement pour covoitureurs, des enseignements seront tirés des expériences, des projets pilotes et des meilleures pratiques internationales.

Imposition individuelle | Question 0263 (01/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

Depuis l'année 2018, les contribuables mariés résidents peuvent opter pour l'imposition individuelle.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances combien de contribuables mariés résidents bénéficiant de la classe d'impôts 2 ont choisi l'imposition individuelle sur option depuis son introduction, respectivement pour les années qui ont suivi cette introduction.

– Combien de contribuables ont par après changé leur choix pour revenir à l'imposition collective ?

– L'Administration des contributions dispose-t-elle d'une évaluation de ce que les contribuables concernés ont payé en impôts selon l'option en faveur de l'imposition individuelle et ce qu'ils auraient payé dans l'hypothèse de l'imposition collective ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté pour l'imposition individuelle par application de l'article 3ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) a évolué comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les chiffres renseignés rendent compte des demandes d'application de l'article 3ter L.I.R. au 31 décembre 2023 et peuvent varier en fonction du traitement des dossiers.

Il convient de préciser que toute demande de changement de type d'imposition en vertu de l'article 3ter L.I.R. valablement introduite entraîne une imposition par voie d'assiette. Néanmoins, d'une part, la possibilité de solliciter à divers instants de la procédure, différents services de l'Administration des contributions directes (ACD), notamment les bureaux de retenue sur traitements et salaires (RTS) ou les bureaux d'imposition des personnes physiques, et, d'autre part, les alternatives d'interventions entre les diverses options d'imposition endéans une année d'imposition, ne permettent pas à l'ACD de disposer de données quant au nombre de dossiers revenus au régime d'imposition normal.

L'ACD ne dispose pas d'évaluation ou d'analyse de la portée de la variation des diverses méthodes d'imposition choisies.

Personnes DPI sans logement | Question **0264** (01/02/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Suite à une décision de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 octobre 2023, les hommes célibataires, cherchant protection au Luxembourg dans le cadre du système Dublin, ne sont plus accueillis automatiquement dans les centres de primo-accueil. La raison indiquée est la saturation des centres de primo-accueil, ainsi que des autres structures d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale (DPI). Un certain nombre des personnes concernées passent depuis lors la nuit à la « Wanteraktioun », d'autres se voient forcées de camper en plein air.

Selon mes informations, tous les soirs à partir de 17.00 heures les hommes célibataires cherchant protection au Luxembourg et qui ne sont pas encore logés doivent se rendre à l'ONA pour y consulter la liste indiquant les numéros de référence des demandes de protection internationale pour qui un lit est désormais disponible soit à la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK), soit dans un autre lieu d'hébergement pour demandeurs de protection internationale. Cette liste figure sur une affiche collée à la porte du 12-14 avenue Émile Reuter à Luxembourg. Le critère d'attribution des lits serait le degré de vulnérabilité des personnes DPI isolées.

La plupart des jeunes gens concernés par cette situation et que les associations de défense du droit d'asile rencontrent sont concernés par un transfert vers l'Italie, où ils étaient contraints de laisser leurs empreintes digitales à l'entrée sur le territoire européen. Or il s'avère que depuis le début de l'année 2023, l'Italie n'accepte plus le transfert de ces personnes en

quête d'asile. Ainsi, certains se rendent chaque jour à la porte de l'ONA depuis le mois d'octobre sans voir leur numéro de référence y figurer.

Considérant ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Qui décide de l'attribution d'un logement aux hommes seuls considérés « Dublinés » cherchant protection au Luxembourg ? Selon quels critères ? Comment leur degré de vulnérabilité est-il évalué et selon quelle procédure ?

2) Est-ce que le degré de vulnérabilité constaté est communiqué aux intéressés ? Si oui, sous quelle forme ?

3) Quelles mesures d'accompagnement et de prise en charge existent pour ces personnes DPI sans accès à un logement ?

4) Quelle est la durée d'attente maximale que vous considérez comme raisonnable pour l'attribution d'un logement pour les personnes concernées ?

5) Êtes-vous d'accord pour dire que cette situation, qui fait des demandeurs de protection internationale des sans-abris, est insoutenable et doit être résorbée au plus vite ?

6) Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend prendre dans l'immédiat pour que cette situation ne perdure pas ?

Réponse (01/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Tout nouvel arrivant, homme seul DPI, est orienté vers le guichet d'accueil d'urgence mis en place par l'ONA. Lors des entretiens au guichet d'accueil d'urgence, la personne est vue en présence d'un interprète afin de détecter ses besoins spécifiques. Pour ce faire, un questionnaire a été élaboré en collaboration avec des experts du domaine psycho-médico-social. Selon les réponses apportées à ce questionnaire et l'évaluation d'un agent professionnel du domaine social et/ou de la santé, un critère de priorité allant de 1 à 4 est attribué à la personne. L'hébergement est accordé en fonction de ces priorités.

Les critères sont les suivants :

1. personne à besoins spécifiques très dépendante ;
2. personne à besoins spécifiques moins dépendante ;
3. personne à besoins spécifiques autogérés ;
4. personne sans besoins spécifiques.

Plus une personne est vulnérable, plus elle sera prioritaire. Pour toute personne à critère identique, le temps d'attente est également pris en compte dans l'attribution d'un lit.

ad 2) Le degré de vulnérabilité n'est pas communiqué aux intéressés. Il s'agit d'une évaluation interne. L'intéressé est cependant informé quand un lit lui est attribué et ceci via une liste affichée au guichet d'accueil d'urgence.

Cette liste est affichée tous les jours ouvrables à partir de 17.00 heures au plus tard et est consultable en dehors des horaires d'ouverture du guichet. La liste reprend uniquement les numéros de dossier des personnes concernées ; ni les noms, ni le degré de vulnérabilité y sont affichés. La coordination de terrain de la Wanteraktioun (WAK) a aussi connaissance de ces informations afin de pouvoir en informer les personnes concernées qui se présentent à la WAK.

ad 3) Les personnes sont orientées vers les services compétents dans différentes matières, notamment pour l'hébergement et les soins de santé, dont :

– la consultation médico-psychologique au Val Fleuri par la Direction de la santé ;

– la permanence sociale de l'ONA (physique, téléphone et courriel) tous les jours ouvrables de 09.00 heures à 12.00 heures et de 14.00 heures à 17.00 heures ;

– l'orientation vers différents services sociaux ouverts aux DPI au Luxembourg.

ad 4) à 6) La décision d'inscrire certaines personnes DPI sur une liste d'attente a été prise par le Ministre des Affaires étrangères du précédent Gouvernement pour faire face à une situation critique de manque de lits disponibles dans les structures d'hébergement de l'ONA, tout en faisant en sorte de pouvoir continuer à héberger les personnes vulnérables. L'objectif du Gouvernement est bien évidemment d'éliminer tout délai d'attente pour permettre aux personnes y ayant droit d'accéder à un hébergement. À l'heure actuelle, les équipes sociales accompagnent les personnes DPI les plus vulnérables ; cette démarche a permis d'attribuer un hébergement immédiat à toute personne considérée comme personne à besoins spécifiques très dépendante.

Bénéficiaires de protection internationale originaires de Gaza | Question **0265** (01/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Aktuell halen sech eng Rei „Gazaoiden“ (Leit, déi ursprénglech aus der Gazasträif stamen) als BPIen zu Lëtzebuerg op. Zousätzlech hunn eng Rei Lëtzebuurger Staatsbierger en entspriechende Migrationshannergrond. Esou wéi et mir zougedroe gouf, halen sech d'Familljememberen a béide Fäll allerdéngs nach dacks an der Gazasträif op. Eng Rei vun EU-Länner schéngen am Kader vun aktueller Krich, Demarchen ënnerholl ze hunn, fir déi Leit ze evakuéieren an eng Familljenzesummeféierung an Europa ze erméiglechen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Bausseminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Ass dem Här Bausseminister deen entspriechende Probleem bekannt? Falls jo, kann den Här Bausseminister eng Tabell presentéieren, wéi vill BPIen aus der Gazasträif a Lëtzebuurger Staatsbierger mat entspriechendem Migrationshannergrond sech aktuell hei am Land ophalen, wéi vill vun hinnen der aktuell nach Familljememberen an der Gazasträif hunn a wéi vill vun hinnen der virum an nom Ausbroch vum Krich bei den Autoritéiten eng Demande fir d'Familljenzesummeféierung gestallt hunn?

2. Kann den Här Bausseminister bestätegen, datt aner EU-Staate speziell am Kader vum Krichsausbroch zousätzlech Familljenzesummeféierung virgeholl hunn?

3. Plangt Lëtzebuerg änlech Demarchen? Falls jo, zesumme mat wéi enge Partnerstaaten an Institutiounen? Falls net, firwat net?

4. Huet Lëtzebuerg scho probéiert, Informatiounen iwwert d'Situatioun vun deene betraffene Leit an der Gazasträif ze kréien?

Réponse (01/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass net méiglech, déi gefrote Statistiken ze presentéieren, well d'Personen aus der Gazasträif net kënnen eenzel identifizéiert ginn. Engersäits ass et schwéier, d'Leit aus Palästina iwwerhaapt ze identifizéieren, well d'Lëtzebuurger Autoritéit Palästina net als unerkannten Nationalitéit ugesinn, an d'Leit dofir net kënnen mat där Nationalitéit erfaasst ginn.

Dofir kënnen och keng Statistiken unhand vun der Nationalitéit opgestallt ginn. Zudeem misst jo dann nach zousätzlech ënnerscheet ginn, ob d'Leit aus der Gazasträif kommen oder aus enger anerer Regioun vu Palästina, wat och op Basis vun den erfaassten Informatiounen net méiglech ass. De Staat féiert och keng Statistiken iwwert d'Familljemembere vun Drëttstaatler, déi nach an hirem Heemechtsland oder an engem anere Land wunnen.

Rezent krut den Inneministère 3 Ufroe fir e Regroupement familial vu Leit aus der Gazasträif. Dovu gouf eng Demande refuséiert, well d'Konditiounen net erfëllt waren, an 2 Demandé sinn nach am Traitement. Et sief rappeléiert, dass de Regroupement familial duerch d'Immigratiounsgesetz gereegelt an u bestëmmte Konditiounen gebonnen ass.

ad 2. Et kann een net bestätegen, datt aner EU-Staate speziell am Kader vum Krichsausbroch zousätzlech Familljenzesummeféierunge virgeholl hunn, déi ausserhalb vum gesetzleche Kader virgesi sinn.

ad 3. Wéi den 21. Februar op der Pressekonferenz vum Här Premierminister erkläert, plangt Lëtzebuerg de Moment net, d'Familljenzesummeféierung ausserhalb vum Immigratiounsgesetz vun 2008 ze erméiglechen.

ad 4. De Ministère fir auswärteng an europäesche Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussehandel huet Informatiounen iwwert d'Situatioun vun de Familljemembere vu verschiddele beträffende Leit an der Gazasträif kritt an hat kierzlech d'Geleeënheet, fir sech mat enger vun de Familljen zesummesetzen, fir hir Ëmstänn besser ze verstoen.

Listes noires des hôpitaux | Question **0266** (01/02/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Depuis 2022 au moins, le CHL tient une liste noire de « persona non grata », c'est-à-dire avec les noms de personnes auxquelles toute admission et traitement est refusé, et ceci, selon mes informations, même en cas d'urgence. Les arguments avancés sont les comportements violents à répétition envers le personnel de l'hôpital et partant la volonté de la direction de protéger leurs salarié.e.s. Également selon mes informations, des personnes en situation extrêmement vulnérable, sans domicile fixe, seraient concernées par cette interdiction d'accès.

L'article 6 de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits des patients précise : « Lorsqu'il estime ne pas pouvoir utilement prodiguer les soins requis, le prestataire de soins de santé peut refuser la prise en charge d'un patient pour des raisons personnelles ou professionnelles. Le refus de prêter des soins de santé ne peut en aucun cas être lié à des considérations discriminatoires. À la demande du patient, le prestataire assiste ce dernier dans la recherche d'un autre prestataire de soins de santé apte à assurer les soins requis. Dans la mesure de ses possibilités, le prestataire se doit d'assurer les premiers soins urgents ainsi que de garantir la continuité des soins en toute circonstance. »

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'autres listes noires dans un hôpital luxembourgeois ? Dans l'affirmative de quels hôpitaux s'agit-il ?

2) Comment ce refus d'accès se conjugue-t-il au droit à la protection de la santé ainsi qu'à l'accès universel aux soins de santé, pilier du système de santé luxembourgeois ?

3) Les hôpitaux en question respectent-ils la législation en ce qu'ils assistent la personne concernée ou leur accompagnant dans la recherche d'un autre prestataire de soins ?

4) Quelles sont les alternatives si l'hôpital de garde refuse l'admission en cas d'urgence ?

5) Madame la Ministre peut-elle fournir des données concernant le nombre d'interventions aux urgences des hôpitaux de garde à cause de menaces et agressions physiques et verbales graves ?

6) Les refus d'admission sont-ils documentés ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir les chiffres y relatifs ?

Réponse (05/03/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a obtenu la confirmation des directions respectives qu'il n'existe pas de listes noires dans d'autres hôpitaux luxembourgeois. Seul le CHL maintient pour un seul patient encore un statut de personne non prise en charge sauf en cas de situation d'urgence vitale.

ad 2) Exception faite du cas cité au point 1, il n'existe pas de refus d'accès aux soins de santé dans les hôpitaux luxembourgeois. Si le personnel soignant se trouve face à un patient physiquement ou verbalement agressif, il peut ne pas être en mesure de prodiguer des soins selon les règles de l'art. Dans une telle situation, l'hôpital a l'obligation légale, en tant qu'employeur, d'assurer la sécurité et la santé de ses salariés dans tous les aspects liés au travail et de prendre les mesures nécessaires qui en découlent. Les services d'urgence ont mis en place des procédures d'assistance du personnel concerné en leur permettant de se rabattre sur les services du gardien de l'hôpital par un appel urgent direct.

ad 3) Avec l'exception du cas cité sous le point 1, le cas de figure ne se présente pas. Dès lors qu'il y a un refus, une réorientation du patient est proposée.

ad 4) En cas d'urgence vitale aucun patient n'est refusé à l'admission dans les services d'urgences des hôpitaux.

ad 5) Les quatre centres hospitaliers nous confirment une augmentation du nombre des agressions physiques et verbales à l'encontre du personnel médical, soignant et administratif travaillant dans les services d'urgences des quatre centres hospitaliers.

ad 6) Dans le cadre du rapport annuel établi par les établissements hospitaliers sur base des dispositions de l'article 25 de la loi modifiée du 8 mars 2018 concernant les établissements hospitaliers et la planification hospitalière, les événements indésirables constatés sont documentés. Une information suffisamment détaillée et comparable n'est toutefois pas disponible encore.

Cours de natation à l'École de police | Question **0267** (01/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dem Här Inneminister säi Virgänger huet opgrond vun der parlamentarescher Ufro N° 7580 vun der CSV bestätegt, datt et, anescht wéi an der Vergaangenheet, keng Schwammkursen an och kee Rettungsbrevet an der Ausbildung vun zukünftege Poliziste méi gëtt.

Bleift den Här Minister bei der Haltung vu sengem Virgänger oder ass hien der Meenung, datt et an Zukunft erëm esou Coursen als Bestanddeel vum Ausbildungsprogramm vun der Policeschoul soll ginn?

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Schwammkursen an de Rettungsbrevet solle kee Bestanddeel vun der Ausbildung vun der Police ginn, aus de selwechte Grënn, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7580 genannt goufen.

An der aktueller Situatioun vun „recrutement renforcé“ an dem Agencement vun der Formatioun op 1 Joer an der Policeschoul an duerno 1 Joer um Terrain läit den Akzent an der theoreetescher a praktescher Ausbildung op de Matière, déi et dem Stagiaire erlaben, op d'Missiounen an d'Kärkompetenze vum Polizist virbereet ze ginn.

Zudeem misst d'Police, fir esou Coursé kënnen reegelméisseg ze assurieren, Schwamminfrastrukture lounen. Dat géing am Kader vun der praktescher Formatioun e grouse logisteschen Opwand bedeiten an Zäit a vill Ressourcë fir d'Trajeten Aller-retour an Usproch huelen.

Déchets d'équipements électriques et électroniques | Question **0268** (01/02/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

Dans l'édition 2023 de « l'environnement en chiffres » publiée par le Statec, celui-ci constate que « les déchets d'équipements électriques et électroniques sont collectés séparément : le volume est en croissance constante (+66 % entre 2006 et 2020) et se chiffrait à 6.371 tonnes en 2020 ». Dans son avis relatif au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques (dossier parlementaire n° 8229) la Chambre de Commerce, se basant sur les chiffres du Statec, observe que « la quantité de produits d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché au Luxembourg a eu tendance à augmenter plus vite que la quantité de produits collectés par les différents organismes de recyclage ».

Étant donné que la réduction des déchets d'équipements électroniques est une des priorités dans la protection de l'environnement et en l'absence de statistiques récentes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques plus récentes en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la tendance récente concernant le volume de ces déchets ?

3) Comment le Ministère de l'Environnement compte-t-il agir afin de réduire davantage le volume des déchets électriques et électroniques ?

Réponse (06/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend les quantités en tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés séparément pour la période de 2006 à 2021. Les données de l'année 2022 sont encore en cours de traitement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

ad 2) De manière générale une augmentation des quantités de déchets d'équipements électriques et électroniques collectés peut être constatée sur la période observée. Ainsi, entre 2020 et 2021 les quantités collectées ont augmenté de 4,5 %.

Il est à noter que de telles évolutions ne sont pas forcément linéaires, mais sont également influencées

par des événements qui font varier la mise au rebut, en parallèle avec une fluctuation de la mise sur le marché. Il peut s'agir d'événements tels que le confinement lié à la crise du Covid ou encore les inondations de 2021.

ad 3) Il convient de souligner tout d'abord que les producteurs d'équipements électriques et électroniques ménagers mettant ces produits sur le marché luxembourgeois, ont délégué leurs responsabilités de gestion de ces déchets à l'organisme Ecotrel. Cet organisme dispose d'un agrément du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions. En vertu de cet agrément Ecotrel doit entre autres veiller au respect de la hiérarchie des déchets dans ses modalités de traitement, en priorisant le réemploi et la préparation à la réutilisation. Ecotrel a également l'obligation de garantir le taux de collecte légalement prescrit des déchets en question.

Afin de clarifier le cadre légal, la modification en 2022 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets a introduit le concept du réemploi, qui fait partie de la prévention en matière de déchets. La définition du réemploi se trouve à l'article 4 qui définit le réemploi comme suit :

« "réemploi" : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ».

Le réemploi fait en outre l'objet d'un article à part entière dans la loi du 9 juin 2022 relative aux déchets électriques et électroniques (DEEE). Il devient une priorité pour les producteurs de produits, soumis à la responsabilité élargie des producteurs.

Ensuite, le Luxembourg est en train de réviser son Plan national de gestion des déchets et des ressources, conformément à l'article 36 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Dans ce plan, un chapitre sera dédié aux DEEE. Cette révision sera l'occasion pour définir avec les acteurs concernés des mesures visant à réduire davantage la quantité de ces déchets.

Pour finir, un changement législatif a introduit l'obligation pour les producteurs de produits individuels d'obtenir un agrément ministériel afin de retracer comment ils comptent remplir leurs devoirs en matière de responsabilité élargie des producteurs. L'obligation de favoriser le réemploi ainsi que la préparation à la réutilisation par rapport aux autres modes de traitement sont inscrites dans l'agrément. La mise en œuvre de celui-ci est vérifiée annuellement à l'occasion de la remise d'un rapport annuel. Cette nouvelle disposition est un vecteur supplémentaire pour montrer aux producteurs de produits que le réemploi est désormais une priorité en matière de gestion et de prévention des déchets.

Code de déontologie de l'armée | Question 0269 (01/02/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Rezent ass e Video op de soziale Medien opgedaucht, dee fir vill Opreegung gesuergt huet. Ze gesinn ass e jonke Rekrutt, deen un der „instruction de base“ (IB) vun der Lëtzebuerger Arméi deelgeholl huet, dës awer net gepackt huet. An deem besote Video äussert sech de Rekrutt eendeiteg antisemitesch – „tirer sur les juifs“. Iwwerdeems sech d'Regierung de Kampf géint den Antisemitismus op de Fändel geschriwwen huet, stellt sech d'Fro, firwat si an deem Fall nach net reagiert huet.

An deem Kontext géif ech der Madamm Arméiminister gär dës Fro stellen:

1. Gouf d'Madamm Minister iwwert dee besote Video informéiert? Wa jo, wéini? Firwat gouf et bis dato keng offiziell Stellungnam vun der Madamm Minister?

2. Huet d'Madamm Minister eventuell Informatiounen doriwuer, datt sech dee besote Rekrutt scho während der IB antisemitesch geäussert huet? Wa jo, wéi gouf dorop reagiert?

3. Wéi sinn allgemeng d'Prozeduren, wann de Responsabele vun der IB opfält, datt sech e Rekrutt op eng Manéier äussert oder verhält, déi eendeiteg net an Aklang ze bréngen ass mat eise rechtsstaatleche Prinzippien?

4. Missten an den Ae vun der Madamm Minister net méiglech Prozeduren iwwerschaft gi respektiv eemol agefouert ginn, déi sécherstellen, datt déi nei Rekrutten – natierlech am Respekt vun der politescher Neutralitéit vun der Arméi an dem Recht op fräi Meenungsäusserung – sech zu eise rechtsstaatleche Prinzippien bekennen? Wéi gétt d'Musterung vun den zukünftege Rekrutten an där Hisiicht organiséiert?

Réponse (05/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1. Jo, ech gouf de 16. Januar iwwert dee Video informéiert. Ech war iwwert déi verschidde rassistesche, antisemitesch a fraeifeindlech Aussoen zudéifst schockéiert. No enger interner Analys iwwert déi juristesche an net juristesche Méiglechkeeten, fir op dese Video ze reagieren, hunn ech der Arméi d'Instruktioun ginn, dee Video beim Parquet ze denoncieren. Dës Denonciatioun gouf den 19. Januar vum Chef d'état-major adjoint um Parquet zu Dikrech gemaach. Och d'Optioun vun enger Stellungnam gouf gepréift mee net zeréckbehalen, well dës d'Visibilitéit vum Video an der breeder Öffentlechkeet just vergréissert hätt.

ad 2. Nee, während der Instruction de base (IB) ass dese Rekrutt net duerch antisemitesch Äusserungen, wuel awer duerch en inappropriéiert Verhalen opgefoll, dat dozou gefouert huet, dass de Rekrutt eng ongenügend Nott bei der „formation du caractère“ (Charakterbildung) krut an dofir, nieft sengen aneren Insuffisancen, duerchgefall ass an den 21. Dezember 2023 entlooss gouf. Zum Zäitpunkt, wou de Video gedréint a veröffentlecht gouf, war dës Persoun net méi an der Arméi.

ad 3. Wann eng Rekruttin oder ee Rekrutt géint bestoend Recht verstéisst, gétt eng Plainte gemaach. Donieft applizéiert sech gegebenefalls och d'Disziplinsgesetz an der Force publique vum 16. Abrëll 1979.

Am Fall wou e Manquement déi moralesch Qualitéit vun der Kandidatin oder dem Kandidat, fir an der Arméi ze dengen, a Fro stellt, erlaabt d'Arméesgesetz dem Minister, dës Persoun virzäitig aus der IB ze entloossen.

ad 4. D'IB ass e Stage vu véier Méint, währenddeems d'Rekruttin oder de Rekrutt op hir Eegnung als Zaldotin oder Zaldot getest ginn an déi néideg Ausbildung kréien, fir vollwäerteg Membere vun der Arméi ze ginn.

An deem Kontext huelen d'Rekruttinnen a Rekrutten och un enger Rei Coursen deel, déi mam Verhalen an der Adhesioun zu rechtsstaatleche Prinzippien an demokratesche Valeuren zesammenhänken:

- Briefing d'accueil, mat den allgemenge Verhalensreegelen an der Arméi,
- militärescht Strofrecht,
- moralesch Bildung,
- Militärkultur (Vermëttlung vum Code de conduite militaire an der Wäertecharta vun der Arméi),

– Explikatiounen zum Bestoe vun der IB (notamment de Volet „Charakterbildung“).

D'Evaluation vun der Charakterbildung mécht 20 % vun der Gesamtnott vun der IB aus. Iwwert déi véier Méint ginn d'Rekruttinnen a Rekrutten op siwe verschidden Eegenschaften evaluéiert. Bei deenen Eegenschaften handelt et sech ëm

- Disziplin,
- Presentatioun,
- Ekippegescht,
- Motivatioun an Engagement,
- Intelligence de situation,
- Dynamismus,
- Résistance dans le service.

Dës Eegenschafte gi permanent evaluéiert a bei Problemer ginn d'Rekruttinnen a Rekrutten direkt drop ugeschwat a corrigéiert. Während deene véier Méint gétt et dräi offiziell Evaluatiounen, während deenen de Pelotonschef vun der IB an engem perséinleche Gespréich mat der Rekruttin oder dem Rekrutt déi individuell Progressioun festhält an, wann néideg, Verbesserungsvirschléi gemaach ginn.

De Fall vun dësem Rekrutt, deen déi rassistesche, antisemitesch a fraeifeindlech Aussoen am Video gemaach huet, weist, dass den aktuelle System vun der Evaluatioun an der Arméi funktionéiert an dass eng Evaluatioun vum militäresche Personal och op eetheschen a moralesche Krittären absolut néideg ass. De concernéierte Rekrutt gouf nämlech als onzoulänglech fir den Déngscht an der Arméi bewäert an en huet seng Grondausbildung net gepackt an ass deemno net als vollwäerteg Member vun der Arméi vereedeget ginn. D'Rekruttinnen a Rekrutte gi während hirer Ausbildung mat de Wäerter vun eiser Gesellschaft, der Demokratie, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet vertraut gemaach, an et sinn och dës Wäerter, déi si verdeedegen. Si léieren awer och d'Wäerter vun der Arméi, nämlech Disziplin, Engagement, Solidaritéit, Droiture an Diversitéit. Wa festgestallt gétt, dass eng Rekruttin oder e Rekrutt déi Wäerter net deelt a säi Verhalen oder Aussoen net deem entsprechen, woufir d'Arméi steet, da sinn adaptéiert Mesuren en place, fir dorop ze reagieren.

État des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux | Question 0270 (02/02/2024) de M. Claude Haagen | M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors de l'heure de questions au Gouvernement de la séance plénière du 30 janvier 2024, le Ministre des Affaires intérieures a été interrogé sur l'état des cotisations de sécurité sociale levées sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux. Le ministre a répondu, et je cite, « ...sinn ech amgang, mat der Ministesch fir d'Sécurité sociale en Text auszuschaffen, fir datt mer déi Exemptioun aféieren; dat heescht, datt dorobber keng Sécurité sociale soll bezuelt ginn ».

Cependant, la loi du 22 mai 2023 portant modification des livres I^{er}, II et III du Code de la sécurité sociale introduit un régime d'exemption pour les élus locaux concernant l'assurance obligatoire. Le vote au sein de la Chambre des Députés concernant le projet de la loi en question a d'ailleurs été unanime, y compris avec la voix de l'actuel Ministre des Affaires intérieures, alors député.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quels seront le motif et le ratio legis d'un nouveau texte alors que le sujet de la sécurité sociale sur les indemnités et jetons de présence des élus locaux est déjà couvert ?

2) Quelle serait la portée du texte préparé par Monsieur le Ministre ? Et quelles modifications vont être portées au texte actuel ?

3) Dans quel sens Madame la Ministre vise-t-elle à modifier le texte en vigueur d'un point de vue de la sécurité sociale ?

Réponse (01/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Contrairement à ce qui est indiqué dans le cadre de la question parlementaire, les nouvelles dispositions introduites par la loi du 22 mai 2023 portant modification des livres I^{er}, II et III du Code de la sécurité sociale n'ont pas vocation à introduire un régime d'exemption pour les seuls élus locaux concernant l'assurance obligatoire.

En effet, ce texte concerne toute personne physique, qu'elle soit ou non un élu local, qui représente l'État, une commune, une branche professionnelle ou une entité créée par une disposition légale ou réglementaire, au sein de l'organe décisionnel d'une entité économique de droit public ou de droit privé ou de toute instance du dialogue social créée par une disposition légale ou réglementaire.

Les mandats de membres du conseil communal sont attribués aux conseillers par la voie du suffrage universel direct. Les membres du Collège des bourgmestre et échevins sont proposés par une majorité des membres du conseil communal parmi ses membres et nommés par le Ministre des Affaires intérieures. Les fonctions de conseiller, d'échevin et de bourgmestre au sein des organes du corps communal sont des fonctions exclusivement communales. Les indemnités des bourgmestres et échevins, ainsi que les jetons de présence des conseillers communaux perçus pour l'exercice de ces mandats ne sont pas visés par l'exemption introduite par la loi du 22 mai 2023 précitée, contrairement aux indemnités ou jetons perçus pour la représentation de la commune dans les organes décisionnels d'autres personnes morales dans lesquelles les communes disposent d'un siège.

À titre d'exemple, le conseiller communal d'une commune qu'il représente en tant que délégué au comité d'un syndicat intercommunal dont la commune est membre est dispensé de l'affiliation obligatoire pour cette fonction et les rémunérations touchées par lui de ce chef sont exemptes de cotisations sociales.

Il n'existe à l'heure actuelle pas de dispositions expresses d'exemption pour l'activité de membre du conseil communal et de membre du Collège des bourgmestre et échevins et les revenus qui en découlent sont soumis à cotisations sociales.

Pour rappel, cette nuance a été indiquée dans le cadre de la circulaire émise par le Ministère des Affaires intérieures du 28 juillet 2023 (circulaire n° 2023-099).

À la lumière de ce qui précède, en matière de cotisations sociales, la situation des personnes qui s'engagent dans la vie politique locale est dès lors régie par les dispositions générales du Code de la sécurité sociale. En effet, le Code de la sécurité sociale connaît globalement en matière d'affiliation, outre les régimes spéciaux ou spécifiques pour certains secteurs d'activité, le travail pour autrui (salarie) ou pour son propre compte (indépendant). Il n'existe pas de statut propre aux élus locaux susceptible de prendre en considération leur situation particulière.

Or, l'engagement d'un élu local est une vocation de service public, où l'intérêt personnel est subordonné au bien commun. Tout élu communal effectue un engagement moral et civique profond envers la communauté et le bien-être collectif. En dépit des indemnités et jetons perçus pour leurs services, la fonction des élus locaux est essentiellement orientée vers le service public et la dévotion à l'intérêt général. Cette philosophie est profondément ancrée dans la tradition de la gouvernance locale au Grand-Duché du Luxembourg, où le mandat d'élu local est perçu avant tout comme un acte de dévouement envers la communauté, et non comme une profession lucrative servant des intérêts privés. Partant et au regard de ce qui précède, la possibilité d'une exemption des cotisations sociales des rémunérations ci-après énumérées, par la voie d'une modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, est actuellement analysée.

ad 2) Le texte actuel du Code de la sécurité sociale, tel qu'introduit par la loi du 22 mai 2023, ne fera pas l'objet d'une modification.

Une exemption de cotisations sociales quant aux indemnités touchées par le bourgmestre et les échevins, ainsi qu'aux jetons de présence touchés par les conseillers communaux par une modification de la loi communale est actuellement analysée.

ad 3) Une éventuelle modification de la loi communale aurait pour objet d'introduire une exemption de cotisations sociales sur les indemnités touchées par le bourgmestre et les échevins et les jetons de présence touchés par les conseillers communaux dans le cadre de leur activité d'élu au sein du conseil communal. Les indemnités touchées par les indépendants et les personnes sans profession dans le cadre du congé politique ne sont pas visées par une éventuelle modification de la loi communale. Une modification des articles 4, alinéa 5, et 177, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale ne s'impose pas.

Amendes pour l'utilisation du téléphone au volant | Question 0271 (02/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Säit November 2023 gëtt d'Benetzung vum Handy um Steier, also ouni Fräispriechanlag, daitlech méi staark bestrooft, well déi Praxis de Chauffeur oflenkt an zu schwéieren Accidenter ka féieren.

Déi Strofe si vun 145 € op 250 € gehéicht ginn an et verléiert een elo 4 statt nëmmen 2 Punkten.

1. Mir géifen dofir gäre vum Här Inneminister wëssen, ob zanter der Aféierung vun deenen neie Strofen och d'Kontrollen intensivéiert goufen.

2. Wéi ginn d'Kontrollen duerchgefouert?

3. Wéi vill Chauffeure sinn an deene leschte Méint interpelléiert, kontrolléiert gi respektiv gestrooft ginn?

4. Wéi héich waren d'Montante vun de Strofen?

Réponse (01/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet d'Kontrollen zënter der Aféierung vun de méi héije Strofen net intensivéiert.

ad 2. Déi betreffend Infraktioun ginn an der Reegel am Kader vun de Patrullen oder de Verkéierskontrolle festgestallt. Zousätzlech féiert d'Police während dem Joer spezifesch Handykontrollen duerch, bei deenen et en „élément constat“ an en „élément verbalisant“ gëtt, wéi dat och bei geleeëntleche Vitesskontrollen oder Ceinturekontrollen zum Beispill de Fall ass.

Dat heescht, dass op enger Plaz 1 bis 2 Beamte stinn, déi eng Infraktioun konstatéieren an se iwwert Funk eng zweet Equipe op enger anerer Plaz weiderginn, wou de betreffende Chauffeur ugehalen a verbaliséiert gëtt.

ad 3. a 4. Mat der Publikatioun vum Gesetz vum 21. September 2023 am Mémorial A679 ass ënnert anerem d'„loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques“ (Code de la route) modifizéiert ginn. Betreffend den „Handy“ waren dat d'Artikelen 2bis (Punktführerschäin) a 7 (Contraventions graves). Déi respektiv Bestëmmunge sinn de 24. Oktober 2023 a Kraaft getrueden.

Déi Infraktiounen sinn an der Tabell heidrënner ab Oktober getrennt opgefouert.

Déi betreffend Avertissements taxés stinn am „règlement grand-ducal du 30 janvier 2024 modifiant 1° l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques; 2° le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points; 3° le règlement grand-ducal modifié du 2 octobre 2009 relatif aux matières enseignées dans le cadre de la qualification initiale et de la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cet enseignement; 4° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 fixant les conditions et le modèle du certificat médical pour l'obtention, la transcription ou le renouvellement du permis de conduire“, deen de 6. Februar 2024 am Mémorial A45 publizéiert gouf a säit dem 10. Februar 2024 a Kraaft ass.

De Montant vum respektiven Avertissement taxé geet do vun 145 op 250 Euro erop.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Protection de l'inventaire historique des bibliothèques | Question 0272 (02/02/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Mat verschiddenen Ausgabe vu seltene Bicher kann ee vill Sue maachen. An Auktionshaiser an och um Schwarzmaart gi fir bestëmmten Eischtausgabe ganz héich Montante bezuelt an dat zitt natierlech och d'Kriminalitéit un. Am Ausland sinn an de leschte Méint eng ganz Rei vu Fäll bekannt ginn, wou wäertvoll Bicher aus Bibliothéike geklaut an duerch Replicken ersat goufen. Wéi et schéngt, soll et sech ëm eng Grupp handelen, déi sech als FuerscherTEAM ausgëtt, fir an den europäesche Bibliothéike gezielt russesch Literatur aus dem 19. Joerhonnert ze klauen.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt den historeschen Inventaire an de Lëtzebuerger Bibliothéike protegéiert?

2. Goufen déi concernéiert Acteuren an de Lëtzebuerger Bibliothéiken am Kader vun den aktuellen Déifstäl an Europa sensibiliséiert?

Réponse (04/03/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Virop, sief ze ënnersträichen, datt déi Rei vun Déifstäl an den europäesche wëssenschaftleche Bibliothéiken net de Patrimoine an de jeeeweilege Länner

viséiert huet, mee déi spezifesch Kollektioun vun der russescher Literatur aus dem 19. Joerhonnert, woubäi iwwert d'Grënn an d'Ëmstänn bis haut keng sécher Aussoe kënnen gemaach ginn. An deene Bibliothéiken, wou d'Bicher geklaut goufen, hunn d'Déif d'Bicher ëmmer duerch eng Kopie ausgetosch, fir de Vol ze vertuschen a wäertvoll Bicher dono weiderzeverkaufen. Et gëtt eng Lëscht vun Europol, op där d'Nimm vun deene russeschen Auteuren opgezielt sinn, deenen hir Bicher an anere Bibliothéiken noweisbar geklaut goufen. Weeder der Lëtzebuurger Nationalbibliothék, nach dem Lëtzebuurger Nationalarchiv si Strofdoten an deem Zesummenhang an hire respektiven Haiser bekannt.

ad 1. E Wuert zum Kontext: De Lëtzebuurger Bicherpatrimoine gëtt haaptsächlech an der Nationalbibliothék an doriwier eraus a verschiddene Spezialbibliothéiken oder och a wéinege Schoulbibliothéike versuergt. Fir Bibliothéike gëllt ëmmer de Balanceakt tëschent der Missioun, de Patrimoine ënnert securiséierte Bedéngungen a conservatoresche Virgaben ze versuergen, an der Aufgab, dëse Patrimoine de Benotzer zur Verfügung ze stellen, fir e wëssenschaftlech oder kulturell ze valoriséieren. Dofir gëtt et, jee no Bibliothék, ënnerschiddlech Mesuren a Critèren.

An der Nationalbibliothék gëllt, datt déi zäitgenessesch Buchproduktioun esouwéi verschidde Standardwierker am Liessall fir eng direkt Consultatioun kënnen genotzt ginn, entweeder, andeems ee se kann ausléinen oder datt se just sur place kënnen benotzt ginn. D'Bicher hunn e Sécherheetsoutil (RFID-Code), duerch deen en Alarm ausgeléist gëtt, wann e Buch net regulär ausgeléint gëtt an ee probéiert, d'Buch aus dem Liessall matzehuelen. An der Reegel kënnen Bicher vu virun 1987 an der Luxemburgensia an 1900 am Fonds non luxembourgeois net ausgeléint ginn.

De wäertvolle Buchpatrimoine gëtt an den Depote versuergt, wou keen Utilisateur en Zougang huet. D'Dokumente aus den Depote mussen iwwert de Bibliothéikskatalog a-z.lu reservéiert ginn; d'Bedéngung dofir ass eng Authentifizierung, bei där d'Leit sech mussen an der BnL ageschriwwen hunn, esou datt de Prêteur kann identifizéiert ginn. Jee no Wäert vum bestallten Dokument, kann d'Buch entweeder am Liessall consultéiert ginn, woubäi den RFID-System verhénnert, datt een d'Buch ausserhalb vum Liessall ka mathuelen, oder an der Salle de consultation spécialisée Dr. Jean-Claude Loutsch, e spezifesch Raum, wou ee just iwwert e Badgesystem erakënnert a wou eng Opsiicht duerch d'Fachpersonal vun der BnL garantéiert ass.

Wat d'Bibliothék vum Nationalarchiv betrëfft, sinn d'Wierker exklusiv sur place am Liessall zougänglech. Och hei assuréiert en informatesch Suivi, datt déi Wierker, déi an de Liessall ginn, och erëm zrëckkommen.

D'Sécherheetsdispositiffer an dësen Institutione sinn deemno esou, datt all Mesurë geholl sinn, fir de Buchpatrimoine zu Lëtzebuerg ze schützen an en trotzdem och zougänglech ze maachen. D'Geschicht vun de Bibliothéiken op der ganzer Welt huet allerdéngs och gewisen, datt et kee perfekte Sécherheetsdispositiff gëtt.

Fir Risiken zousätzlech ze minimiséieren, huet d'BnL och d'Ambitioun, de Luxemburgensia-Bestand ze digitaliséieren: Esou kann de Patrimoine digital zougänglech gemaach ginn, ouni datt d'Bicher mussen ausgeléint ginn. Ganz am Sënn vun Respekt vum Droit d'auteur soll eng Léisung fonnt ginn, déi et erlaabt, bis 2030 de Buchbestand vun der Luxemburgensia online ze setzen.

ad 2. Als Member vum CERL (Consortium of European Research Libraries), en Zesummeschluss vun

de Fuerschungsbibliothéiken an Europa, wosst d'Nationalbibliothék iwwert déi cibléiert Aktiounen op Éischtausgaben zu der russescher Literatur aus dem 19. Joerhonnert Bescheed. D'BnL gouf och iwwert de LIBER (Association of European Research Libraries), bei deem d'BnL Member ass, am November 2023 informéiert. Den Echange op europäeschem Niveau funktionéiert gutt, esou datt d'BnL sensibiliséiert wor. Eng Gefor huet an der BnL net bestanen, well am Liessall Iwwersetzung vum der russescher Literatur oder Texte a russescher Sprooch stinn, mee dorënner keng wäertvoll Ausgaben. Generell sti méi wäertvoll Ausgaben an der Nationalbibliothék an de Magasénger a kënnen just reservéiert ginn, fir se am Liessall oder an der Salle de consultation spécialisée ënner Opsiicht ze liesen.

Well déi russeschsproocheg Literatur an Éischtausgaben net zu de Bestänn vun den öffentleche Bibliothéiken, Schoulbibliothéiken oder Spezialbibliothéiken gehéiert, wor et net néideg, eng spezifesch Kommunikatioun un de Bibliothéiksreservecorps bibnet.lu ze maachen, deen 90 Bibliothéiken zu Lëtzebuerg zielt.

Recours en rectification d'erreurs ou omissions matérielles | Question 0273 (02/02/2024) de Mme Carole Hartmann (DP)

Parmi les voies extraordinaires pour attaquer les jugements, le Nouveau Code de procédure civile prévoit un recours en rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles.

Dans les rapports des juridictions judiciaires de 2021 et 2022, ce type de recours n'apparaît que très peu dans les statistiques des décisions rendues par nos juridictions. Les jugements rectificatifs n'y sont explicitement mentionnés qu'en matière d'adoption et sous certains points dans un ensemble d'« autres jugements » rendus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Existe-t-il des statistiques sur les décisions rectificatives prises par les différentes juridictions ?

– Madame la Ministre est-elle en mesure de fournir, pour les cinq dernières années et par juridiction, le nombre et l'objet des décisions rectificatives prises dans le cadre d'un recours en rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles ?

– Quelle est l'analyse de Madame la Ministre de ces données sur les décisions rectificatives ?

Réponse (04/03/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

L'honorable Députée Carole Hartmann a demandé les statistiques quant aux décisions rectificatives prises par les différentes juridictions.

Contrairement aux matières d'état civil et d'adoption pour lesquelles des statistiques formelles existent et sont publiées dans le rapport d'activité, les juridictions ne relèvent pas de manière systématique des chiffres relatifs aux jugements sur recours en rectification d'erreurs et omissions matérielles affectant un jugement, basés sur l'article 638-2 Nouveau Code de procédure civile.

Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité | Question 0275 (02/02/2024) de M. Meris Sehovc (déi gréng)

Le Ministre de l'Intérieur a fait savoir, lors de l'heure de questions au Gouvernement du 16 janvier 2024,

que des agent.e.s de la Police grand-ducale seront retiré.e.s des commissariats à travers le pays afin de faire respecter l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville. Un article de presse du 1^{er} février 2024 mentionne 176 patrouilles extérieures qui seraient temporairement déployées dans la capitale.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les nombres mentionnés dans la presse ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir le détail concernant le nombre d'agent.e.s détaché.e.s de chaque direction régionale pour être déployé à Luxembourg-ville ?

Réponse (20/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que le déploiement d'agents de la Police grand-ducale à la ville de Luxembourg fait partie d'un plan d'action qui vise à assurer la sécurité et la salubrité publiques et qui cible certains phénomènes tels que notamment le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains ou la mendicité organisée.

Comme expliqué lors d'une séance d'heure de questions à la Chambre des Députés le 16 janvier 2024, les informations de nature stratégique et opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Conformément à l'annonce faite lors de cette même intervention, j'ai fourni aux membres de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures, en séance à huis clos, des précisions sur le dispositif policier en place.

En ce qui concerne le chiffre avancé dans l'article de presse auquel il est fait référence, je renvoie à un communiqué de la Police grand-ducale, qui a été publié en date du 2 février 2024 et dans lequel il est indiqué que « [...] les informations publiées aujourd'hui dans la presse doivent être relativisées. Même si un nombre limité de policiers à fournir tous les jours par les autres régions de police est prévu, l'extrapolation de ce chiffre sur un mois n'est pas correcte et induit en erreur quant à l'envergure des renforts à prester par les autres régions et unités. »

Urgence du CHEM à Niederkorn | Question 0276 (02/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter 2019 ass d'Urgence am CHEM um Site zu Nidderkuer tëscht 21.00 Auer a 7.00 Auer zou. Während dëser Zäit assuréiert de CHEM Esch-Uelzecht d'Noutfäll. An der Äntwert op d'Fro N° 0160 vun 2019 hat den deemolege Gesondheitsminister präziséiert, dass all d'Proximitéitssitte vum CHEM erhale bleiwen an dem Bierger eng net programméiert medezinnesch Versuergung daagsiwwer ubidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wat fir eng Pläng huet d'Regierung betreffend d'Urgencen op de Proximitéitssitte vum CHEM?

2. Wéi eng Servicer sollen op déi jeeweileg Sitten dobäikomme bis 2028?

Réponse (08/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Hauptmissioun vum Noutdéngscht am Service Urgences vum CHEM ass d'medezinnesch Versuergung vun den net programméierte Besoinen vu Patienten an der Südregioun vu Lëtzebuerg.

Den Noutdégensch „Service hospitalier urgences“ gëtt assuréiert um Site Esch-Uelzecht. Doniewent gëtt et zwou Poliklinicken, zu Diddeleng respektiv zu Nidderkuer, déi och d'medezinnesch Versuergung vun net programméierte Patiente sécherstellen. Dës Poliklinicke kënnen awer nëmmen ausnamsweis kleng Noutfäll à charge huelen. De SAMU an och méi schwéier Noutfäll ginn zu Esch behandelt.

Am Accord de coalition 2023–2028 huet d'Regierung festgehalen, fir eng Analys vum Noutdégensch an och der Aktivitéit vun de Services Urgences ze maachen. Eng erweidert Offer soll och an de Poliklinicken ugeduecht ginn.

ad 2. No der uewe genannter Analys mat den Acteure vum Terrain wäert den M3S Aktivitéite festhalen, déi an de Poliklinicke kënnen realiséiert ginn. Aktuell ginn an dese Poliklinicken net programméiert Aktivitéite realiséiert an et wäert iwweiluecht ginn, wéi an engem medezinnesch securiséierte Kader weider Aktivitéite kéinte bäikommen.

Doriwwer eraus sief drun erënnert, dass niewent de Poliklinicken um Site Nidderkuer an um Site Diddeleng eng Exploitationssouloossung, déi gültig ass vum 1. Januar 2024 bis den 31. Dezember 2025, u follgend Spidolsservicer ausgestellt gouf:

Um Site zu Nidderkuer:

- Service de cardiologie (Antenn);
- Service de gériatrie aiguë (Haaptsite);
- Service d'hospitalisation de jour chirurgicale (Antenn);
- Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale (Antenn);
- Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale – Laboratoire du sommeil (Haaptsite);
- Service d'imagerie médicale (Antenn);
- Service de médecine interne générale (Haaptsite);
- Service de psychiatrie aiguë (Haaptsite);
- Service d'orthopédie (Antenn);
- Service d'hospitalisation de jour non chirurgicale – Médecine de l'environnement (Haaptsite);
- Service de médecine de l'environnement (Haaptsite).

Um Site zu Diddeleng:

- Service d'imagerie médicale (Antenn);
- Service de rééducation gériatrique (Haaptsite);
- Service d'hospitalisation de jour de rééducation gériatrique (Haaptsite).

Ab dem 1. Januar 2026, müssen nei Zouloossungsverlängerungen un d'Spideeler erdeelt ginn. Dësen Zouloossungsprozess erméiglecht, zukünftig Gesondheetsbedierfnesser ze berücksichtegen, andeems d'Ausriichtung vun de Spidolsgéngschter un den demographeschen Trend, u Bevëlkerungsentwécklungen an den Afloss vun der ambulanter Versuergung ugepasst ka ginn.

.....

Effectifs de la police déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité | Question 0277 (02/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Comme l'indique un article récent du « Tageblatt », des policiers de plusieurs régions du pays seront retirés pour soutenir les policiers de Luxembourg-ville. Au total, 176 patrouilles de police provenant d'autres commissariats de police seraient en service à Luxembourg-ville. Cette mesure est provisoirement valable jusqu'à fin février.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quels sont les régions et les services les plus touchés par ces déductions ? Y a-t-il des services qui doivent renoncer à plus d'un tiers de leurs policiers en service ?

2) Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le nombre de policiers retirés de chaque service et de chaque région ?

3) Quelle est la raison pour laquelle cette mesure s'applique jusqu'à fin février ? Que se passera-t-il à partir du mois de mars ? Y aura-t-il une analyse de l'impact du retrait actuel des policiers sur le fonctionnement des commissariats et des différents services ?

Réponse (20/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 0275 du 2 février 2024 de l'honorable Député Meris Sehovic.

ad 3) Le dispositif sera adapté en fonction de l'évolution de la situation. Une date de fin du dispositif n'est actuellement pas fixée.

.....

Intérêts fiscaux | Question 0278 (02/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Mit der parlamentarischen Frage N° 4869 der ehrenwerten Abgeordneten Laurent Mosar und Gilles Roth, war Finanzminister Pierre Gramegna darauf angesprochen worden, ob der in Luxemburg praktizierte Zinssatz von maximal 7,2 % im Jahr (0,6 % monatlich) auf Steuernachforderungen nicht zu hoch sei.

Der damalige Finanzminister Gramegna informierte in seiner Antwort, dass die Regierung nicht gedenke, die Steuerverzugszinsen zu senken.

– Deshalb unsere Frage an den Herrn Finanzminister, ob er weiterhin der Meinung ist, dass diese Zinsen zu hoch sind und gegebenenfalls, wie in der parlamentarischen Anfrage angedeutet, nicht sogar gegen die Verfassung verstoßen würden?

– Plant die Regierung etwas an der Höhe dieser Verzugszinsen zu ändern?

Réponse (04/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Die ehrenwerten Abgeordneten nehmen Bezug auf einen Beschluss des Ersten Senats des Bundesverfassungsgerichts vom 8. Juli 2021, in dem es u. a. heißt:

„Angesichts der im Jahr 2008 beginnenden und nach wie vor andauernden Niedrigzinsphase ist die Vollverzinsung mit einem Zinssatz von monatlich 0,5 % auch nach dem verfahrensgegenständlichen Zeitraum im Jahr 2014 aus denselben Gründen verfassungswidrig.“

https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2021/07/rs20210708_1bvr223714.html;jsessionid=2A23661FC2DE77FDFA1CAF832BB83B74.internet972

Vorgenannte Niedrigzinsphase ist seit dem Ukraine-Krieg und den in der Folge getroffenen geldpolitischen Entscheidungen der Europäischen Zentralbank vorbei. Somit haben sich die Rahmenbedingungen grundsätzlich geändert.

Darüber hinaus ist hervorzuheben, dass im Gegensatz zu der deutschen Gesetzgebung das luxemburgische Einkommensteuergesetz vom 4. Dezember 1967 (LEStG) keine Vollverzinsung vorsieht, um einen Ausgleich dafür zu schaffen, dass die Steuern bei den einzelnen Steuerpflichtigen zu unterschiedlichen Zeitpunkten festgesetzt und fällig werden. Das

LEStG sieht Verzugszinsen vor, die im Falle eines Zahlungsverzugs seitens des Steuerpflichtigen zum Tragen kommen. Die in Luxemburg anfallenden Verzugszinsen sollen demzufolge eine abschreckende Wirkung entfalten, in dem sie den Steuerpflichtigen dazu verpflichten, seine ausstehende Steuerschuld fristgemäß zu begleichen. In diesem Zusammenhang ist ebenfalls zu erwähnen, dass der luxemburgische Rechtsrahmen dem Steuerpflichtigen die Möglichkeit einräumt, vor Ablauf des Fälligkeitsdatums eine Verlängerung der Zahlungsfrist ohne Verzugszinsen zu beantragen, wenn ein Zeitraum von 4 Monaten nicht überschritten wird. Ein pauschaler Zinssatz von 0,1 % pro Monat (1,20 % p. a.) ist anzuwenden, wenn die Zahlungsfrist zwischen 4 und 12 Monaten beträgt. Für Zahlungsfristen zwischen 12 Monaten und 3 Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,2 % pro Monat (2,4 % p. a.). Bei Zahlungsfristen von über 3 Jahren beläuft sich der Zinssatz auf 0,6 % pro Monat (7,2 % p. a.).

Eine Anpassung des Zinssatzes i.H.v. 7,2 % p. a. ist aus vorgenannten Gründen aktuell nicht vorgesehen.

.....

Projet de directive européenne relative au devoir de vigilance pour les entreprises | Question 0280 (05/02/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Une récente enquête commandée par l'Initiative pour un devoir de vigilance, une plateforme de 17 organisations de la société civile qui s'investit pour le respect des droits humains au niveau des activités économiques d'entreprises ayant leur siège au Luxembourg, a révélé que 87 % des personnes demandées estiment que le Gouvernement luxembourgeois devrait s'assurer de la conformité avec les standards internationaux en matière de droits humains, du climat et de l'environnement. En plus, 90 % des sondés sont d'avis qu'il faut une transparence concernant ses engagements politiques au niveau de l'UE en la matière.

Le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance exige des entreprises de l'UE qu'elles gèrent les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités tout au long de leur chaîne de valeur, c'est à dire chez leurs fournisseurs directs et indirects, issus de leurs propres opérations, ainsi que des produits et services vendus.

L'objectif est de garantir la conformité des entreprises avec les standards en matière de droits humains et de protection de l'environnement afin de promouvoir une économie mondiale plus équitable et plus durable ainsi qu'une gouvernance d'entreprise responsable. Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire le 14 décembre 2023, accord qui doit encore être soumis au vote final par les deux institutions.

Notons que, selon des articles récents dans la presse, des désaccords au sein de la coalition gouvernementale allemande, liés notamment à l'opposition du parti libéral FDP à la directive en question, risqueraient d'entraîner une abstention de l'Allemagne lors du vote final au Conseil, ce qui menacerait de faire effriter le soutien au projet de directive.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Justice, de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les ministres peuvent-ils exposer et motiver la position du Luxembourg à ce sujet ? Le Gouvernement

votera-t-il en faveur de l'accord relatif au projet de directive au sein du Conseil de l'UE ?

2) Quels seront les ministères concernés par la transposition de ladite directive ?

Réponse (04/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

Cours de natation pour enfants | Question **0282** (05/02/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus dem rezent publizéierte Rapport vum Observatoire national de la santé „Eng gesond Zukunft: Un rapport sur la santé des enfants au Luxembourg“ ervirgeet, ass all fénneft Kand am Alter tëschent 11 an 12 Joer hei am Land iwwergewichteg. Ëmsou méi wichteg ass et, datt Kanner genuch Sport maachen. Am Kampf géint d'Fettleibegkeet bei de Kanner ass Schwammen ideal, well d'Gewicht bei dëser Sportart keng wichteg Roll spillt an d'Waasser dat ideaalt Element ass, fir sech ze beweegen. Ausserdeem ass et wichteg, datt Kanner schwamme kënnen, fir datt se sech kënnen e puer Minutten iwwer Waasser halen, wa se an d'Waasser falen.

Ech wollt dofir follgend Froen un den Här Bildungsminister an un den Här Sportminister stellen.

1. Wéi vill Kanner kënnen hei am Land schwammen a wéi gesäit d'Entwécklung aus?
2. Wéi gesäit an der Grondschoul an am Secondaire d'Entwécklung bei de Präsenzen am Schwammunterrecht aus?
3. A wat fir Cyclé ginn am meeschte Kanner mat an de Schwammunterrecht an a wat fir Cyclé ginn am mannste Kanner an der Schoul mat schwammen?
4. Wat fir Grënn ginn d'Kanner un, wa se an der Schoul net mat schwamme ginn?
5. Gëtt et infrastrukturell Ursachen, firwat keng Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn?
6. Gëtt et personell Ursachen, firwat keng Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn?

Réponse (07/03/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire ass d'Schwammen e feste Bestanddeel vum Unterrecht. Am Plan d'études vun den éffentleche Grondschoulen ass d'Schwammen een Deel vum Kompetenzberäich L'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé. Am Secondaire ass de Programm vun der Éducation physique et sportive a 7 sougenannte Bewegungsfelder agedeelt; eent dovun ass d'Bewegung im Wasser.

D'Schoulbevëlkerung ass am Hibleck op d'Kompetenzen am Schwammen immens heterogeen. Déi pädagogesch Equipe ginn op dës Heterogenitéit an

versichen unhand vun den entspreichenden Differenzierungsmesuren, den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen optimal ze férdere. Opgrond vu feelenden Zuelen ass et awer schwéier, eng prezis Äntwert op d'Fro vun der honorabeler Deputéiert ze ginn.

ad 2. De Schwammunterrecht ass feste Bestanddeel vum Plan d'études; deemno ënnerleien d'Schülerinnen an d'Schüler och beim Schwammunterrecht der Schoulpflicht. Wéi an de legalen Dispositiounen vum Artikel 10 vun der Loi modifiée du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire festgehalen, sinn déi legitimm Motiver, fir net um Unterrecht deelzehuelen, d'Krankheet vun Schüler, de Stierfall vun enger Persoun, déi dem Kand nostoung, an de Cas de force majeure.

D'Präsenzen am Kontext vum Schwammunterrecht ginn net eenzel erfaasst an entspreichend loossen sech keng Statistiken erstellen, déi Opschloss iwwert den Taux de participation am Schwammunterrecht fir déi jeeweileg Cyclé ginn. Krankheet an – am Fall vum Enseignement secondaire – Indispositioun dierften awer déi heefegst Grënn sinn, firwat Schülerinnen a Schüler net um Schwammunterrecht deelhuefen.

ad 3. Wéi an den Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ënnerläit et der Responsabilitéit vun de Gemengen, déi néideg Infrastrukture fir den Enseignement fondamental zur Verfügung ze stellen.

Am Enseignement secondaire fannen d'Schwammcoursen zum Deel a schouleegene Sportsinfrastrukturen, zum Deel awer och an anere staatlechen oder a Gemengestrukture statt. Net an all Schoul ass dofir assuréiert, datt all Schüler während sengem ganze Parcours scolaire e Schwammcours ka suivéieren.

ad 4. Weeder fir den Enseignement fondamental nach fir den Enseignement secondaire gëtt et personell Ursachen, aus deene keng Schwammcoursë kënnen ofgehale ginn.

Poussettes dans les transports en commun | Question **0284** (05/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass ee Fall zougedroe ginn, wou eng Fra, déi mat enger Kannerkutsch ënnerwee war, den Accès an ee Bus vum RGTR refuséiert krut. Genee ass dës Geschicht op der Linn 609 um Arrêt Déifferdeng ARBED, dënschdes den 30. Januar géint 18.00 Auer passéiert.

Den éischte Buschauffer hätt der Fra d'Entrée an de Bus refuséiert ënnert der Begrënnung, dass dës Bus keng Plaz fir Poussetten hätt, de Buschauffer sech net ëm d'Kutsch kéint këmmere an et aus versécherungstechnesche Grënn net méiglech wier, fir d'Kutsch matzehuelen. D'Fra duerft dunn am Ree mat zwee Kanner (dorënner ee Puppelchen) 40 Minutten op den nächste Bus waarden, wou hir da vum nächste Buschauffer déi nämmlecht Attitude an Erklärung presentéiert gi war, dass si net mat der (faltbarer) Kutsch an de Bus dierft klammen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, dass verschidde Busser, déi fir den RGTR fueren, keng Leit mat Poussettë kënnen oder dierfe mathuelen?
– Falls jo, ëm wéi eng Busser handelt et sech a wat ass de Grond dofir?
2. Wéi kënnen d'Leit, déi mat Poussetten, Vélo oder am Rollstull ënnerwee sinn, am Virus wëssen, ob ee Bus vum RGTR si ka mathuelen?

Réponse (04/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Laut dem RGTR-Kontrakt muss all Buskategorie mat méi wéi 14 Sätzplaze mat enger Plattform equipéiert sinn. An dësem spezifesche Fall ass awer ee Bus unni Plattform op dëser Course gefuer. Et huet sech hei ëm e Bus aus der Reserve vun responsabele Betrib gehandelt, op deen zeréckgegraff gouf, well soss d'Course komplett ausgefall wär. An Ausnahmefäll kënnen effektiv och aner Busser, wéi an dësem Fall ee Schoulbus, agesat ginn.

An dësem konkreete Fall hätt de Buschauffer der Fra kënnen hëllefen, d'Kutsch ze falen, de responsabele Betrib huet dee betreffene Chauffeur dorop higewisen.

– Busser vun der Kategorie 1 (9 Sätzplazen) a Kategorie 2 (14 Sätzplazen), déi entweder agesat ginn, wann d'Unzuel u Passagéier kleng ass oder wann de Verlaf vun der Strooss et net erméiglecht, mat méi engem grouse Bus ze fueren, hu keng Plattform. Dëst betrëfft aktuell 17 vun 185 RGTR-Linnen.

ad 2. D'Verwaltung fir éffentlechen Transport schafft un enger Léisung, fir an der Applikatioun mobilitéit. lu unzeweisen, ob ee Bus mat enger Plattform equipéiert ass oder net.

Site Internet des CFL en langue luxembourgeoise | Question **0286** (06/02/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

All Dag informéieren sech vill Leit um Site vun den CFL a mobilitéit.lu iwwert hir respektiv Méiglechkeeten, fir den éffentlechen Transport ze benotzen. Et fält awer op, datt déi genannte Säiten op Däitsch, Englesch a Franséisch verfügbar sinn, net awer an eiser Nationalsprouch Lëtzebuergesch. Vu datt déi genannte Säiten no de soziale Medie warscheinlech zu deenen am Alldag am meeschte benotzten Internetsäiten zu Lëtzebuerg gehéieren, géif sech hei jo eng Geleeënheet bidden, eis Sprooch am éffentleche Raum héichzehalen. Och am Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerg Sprooch gouf op Sait 53, am Bezuch op offiziell Internetsäiten dat hei festgehalen: „Fir all Internetsite soll eng Versioun op Lëtzebuergesch kommen.“

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gären dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister begrënnen, firwat de Site vun den CFL a mobilitéit.lu bis ewell net op Lëtzebuergesch zu Verfügung stinn?
2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob et entspreichend dem Plang fir d'Lëtzebuerg Sprooch schonn eng intern Richtlinn fir staatlech Institutiounen gëtt, fir dës Websäite ganz oder deelweis op Lëtzebuergesch zur Verfügung ze stellen?
3. Falls jo, a wéi engem Zäitraum?
4. Speziell am Bezuch op de Site vun den CFL fält op, datt dësen den Notzer fir d'éischt automatesch op Franséisch ugewise gëtt. Gëtt et eng Méiglechkeet, dësen am Sënn vun eiser Méisproochegkeet entweder automatesch mat der Sprooch vum Browser ze synchroniséieren oder par défaut op Lëtzebuergesch unzeweisen?
5. Sollt dat aus technesche Grënn net méiglech sinn, wéi steet d'Madamm Minister dann zu der Méiglechkeet, automatesch e Begrëssungssaz op Lëtzebuergesch anzefügen?

Réponse (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics |
M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Aktuell ass den Internetsite vun den CFL a franséischer, däitscher an englescher Sprooch verfügbar. Duerch déi Panoplie vu Sproochen erreechen se quasi all Benotzer an eisem Land. Et sief och bemierkt, dass vu jeehier d'Sproochusoen op all de Garen am Land an och an den Zich systematesch op Lëtzebuergesch an an enger zweeter Sprooch gemaach ginn.

D'CFL sinn aktuell dobäi, op hirer Homepage eng stasch Begréissungsnotiicht op Lëtzebuergesch anzerichten an domat zu der Visibilitéit vum Lëtzebuergesche bäizedroen. An Zesummenaarbecht mam Commissaire fir d'Lëtzebuurger Sprooch wäerten d'CFL nach no weidere Méiglechkeete sichen, fir d'Nationalsprooch bei der Eisebunn nach méi present ze maachen.

Et muss ee verstoen, dass eng lëtzebuergesch Iwwersetzung derbäi ze setzen, net nëmme géif heeschen, e puer statesch Säiten ze iwwersetzen. Déi vun den CFL opgebauten informatesch Architektur vum Site ass komplex an et existéiert eng Villzuel vun Ofhängkeeten tëschent de Systemer, déi d'Fuerplangsch, d'Uweise vu Stéierungen, d'Uweise vu Baustellen an de Kaf vun internationale Billjeeë geréieren, net ze schwätze vun de mobillen Applikatiounen, déi och zu dëser Architektur gehéieren. Dës Systemer sinn esouguer iwwergräifend an engem internationalen techneschen Émfeld mat den Eisebunns-gesellschaft vum eisen Nopeschlänner verbonden.

Well déi meescht vun dëse Computersystemer an Echtzäit schaffen, ass déi domat verbonne permanent Aarbechtslaascht schwéier ze quantifizéieren, an d'Onstëmmegkeeten, déi sech aus der Iwwersetzung géifen erginn, kéinten zu Confusioone féieren. Dobäi ass et eebe grad wichteg, zouverlässeg Informatiounen an Echtzäit ze hunn, besonnesch wann de Reessenden ënnerschiddlech Transportmëttel benotzt.

Dat selwecht géllt fir d'Websäit „mobilité.lu“, déi a franséischer, däitscher an englescher Sprooch verfügbar ass. Och an der App ginn d'Messagen iwwer d'Perturbatiounen an deenen dräi Sprooch verschéckt resp. gepusht, jee no Sproochekonfiguratioun vum perséinlechen Handy.

Fir d'Websäit an d'App zousätzlech op Lëtzebuergesch kënnen zur Verfügung ze stellen, wier eng detailléiert Analys néideg, fir d'Aarbechtslaascht an déi domat verbonne Ressourcen a Budget kënnen anzuschätzen. Ob dëst zu dësem Zäitpunkt realisierbar ass, muss am Kader vun den nächste Budgetgesprécher diskutéiert ginn.

Grad d'Beispill vun der komplexer CFL-Säit weist, datt eng allgemeng Richtlinn fir d'Websäite vun de staatlechen Institutiounen an Administratiounen a Saache Lëtzebuurger Sprooch onméiglech opze-stellen ass. Dofir kuckt de Commissaire fir d'Lëtzebuurger Sprooch mat jiddwer Verwaltung eenzel, wat méiglech ass. Dëst ënnersträicht awer och d'Noutwendegkeet vun engem gudden digitalen Iwwersetzungstool, un deem eis Universitéit an den Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch grad schaffen.

D'CFL wäerten eng automatesch Upassung vun der Standardsprooch un d'Preferenze vun aktive Browser op dem benotzten Apparat virhuelen.

Refus du revenu d'inclusion sociale (REVIS) |
Question **0287** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

2022 hunn, laut Rapport annuel vum Famillje-ministère, 4.705 Leit de REVIS an RMG ugefrot. Net all Mënsch, deen de REVIS ufreet, kritt dësen awer accordéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir
Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer de REVIS ugefrot an en net accordéiert kritt? Wat waren hei déi heefegste Grënn?
2. Wéi vill Persounen hunn opgrond vun dem Refus Recours ageluecht?
3. Wéi vill Persoune kruten no dësem Recours dunn awer de REVIS accordéiert?

Réponse (06/03/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre
de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de
l'Accueil

ad 1. Den FNS féiert normalerweis seng Statistike mat Beneficiaire-Menagen; déi Zuel, déi den Här Deputéierten aus dem Rapport vun 2022 zitéiert, ass och d'Zuel vu Beneficiaire-Menagen.

Hei muss een awer elo op d'Refusen agoen, déi eenzel Persoune betreffen. Et kann nämlech sinn, datt eng Persoun aus engem Stot d'Konditiounen net erfëllt, während déi aner awer dann hiert Recht op REVIS behalen. De Refus betrëfft da just déi Persoun, déi d'Konditiounen net erfëllt.

Fir déi leschte 5 Joer huet den FNS folgend Zuelen, wat d'Refusen betrëfft:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Iwwert dës ganz Zäit waren déi heefegst Grënn dofir déi, datt Dossieren net komplett waren, datt d'Kollaboratioun mat der ADEM net respektéiert gouf an datt d'Alterskonditioun vu 25 Joer net erfëllt war.

ad 2. an 3. Den FNS feiert keng Statistiken iwwert d'Recoursen, déi speziell géint e Refus geréicht sinn.

Den Total vun de Recoursen, déi géint eng REVIS-Decisioun agereecht goufen, si folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Hommage à l'ancien bourgmestre de Grevenmacher |
Question **0289** (06/02/2024) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

An engem Artikel vum „Wort“ vum 28. Januar souwéi an engem „Tageblatt“-Artikel vum 20. Januar geet doriwier rieds, dass zu Gréiwemaacher een Hommage zu Éiere vum fréiere Maacher Buergermeeschter an aktuellen Inneminister stattfonnt huet, inklusiv Cortège mat musikalescher Begleedung vun der Gréiwemaacher Musek an enger Party op der Marie-Astrid.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Käschte vun dësem Hommage bezuelt?
2. Weess den Inneminister, wéi vill déi ganz Feier, inklusiv d'Reservatioun vun der Marie-Astrid, kascht huet?
3. Wéi vill Leit vum Gemengepersonal a Fräiwëlleger ware fir d'Organisatioun an d'Duerchféiere vun de Feierlechkeeten ageplangt?
4. Ass et üblech, dass eng Gemeng esou grouss Feiere mécht, wann ee vun hire Bierger:innen ee Mandat kritt?

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre
des Affaires intérieures

ad 1. Un de Fraise vun der Feier hunn de Syndicat d'initiative an d'Gemeng vu Gréiwemaacher, déi

aktuell Buergermeeschtesch an de fréiere Buergermeeschter an aktuellen Inneminister participéiert.

ad 2. D'Feier huet am Ganze 5.412,28 EUR kascht. Dovu waren à charge vun der Gemeng 2.113,35 EUR, vum Syndicat d'initiative 1.341,43 EUR, vun der aktueller Buergermeeschtesch 1.012,50 EUR a vum fréiere Buergermeeschter an aktuellen Inneminister 945 EUR.

ad 3. Et hunn e puer Leit vun der Gemeng a vum Syndicat d'initiative un der Organisatioun vun der Feier matgeschafft.

ad 4. Et ass eng laangjäreg Traditioun zu Gréiwemaacher, wéi och am Allgemengen zu Lëtzebuerg, fir op lokalem Niveau déi Perséinlechkeeten ze éieren, déi een ëffentlecht Mandat ugetrueden oder ausgeübt hunn.

D'Feier, déi zu Gréiwemaacher den 28. Januar 2024 stattfonnt huet, ass vum Syndicat d'initiative an der Gemeng zesummen organiséiert ginn. Et sinn enger-säits déi lokal Gewielten, déi no de Gemengewale vum Juni 2023 an no de Chamberwale vum Oktober 2023 nei Fonctiounen an der Gemeng oder an der Regierung kritt hunn, geéiert ginn, an anerersäits déi, déi aus hire Fonctiounen ausgescheet sinn.

Ee Vertrieeder vun der lokaler Sektioon vun der Partei „Piraten“ war och op der Feier present.

Conditions d'admission au Bachelor en médecine |
Question **0291** (06/02/2024) de **Mme Joëlle Welfring |**
M. François Bausch (déi gréng)

Dans un article de presse du 3 janvier 2024⁷, il est fait état de la situation d'un certain nombre d'élèves originaires de familles réfugiées arabophones qui termineront cette année leurs études secondaires au Luxembourg et qui voudraient entamer des études en médecine, mais qui probablement ne pourront pas s'inscrire à l'Université du Luxembourg en raison des critères linguistiques. En effet, les candidat.e.s au Bachelor en médecine y doivent se prévaloir d'un niveau C1 en langue française et allemande. Malgré leurs efforts et le soutien apporté par divers acteurs de la société civile, il serait probable que les élèves susvisés ne seront pas en mesure d'atteindre ce niveau avant la fin du délai d'inscription. Il est à noter que, selon l'article susmentionné, l'allemand ne serait pas une langue véhiculaire dans le cadre du programme d'études en question. Toujours selon l'article, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'aurait jusqu'à présent pas donné de réponse aux demandes qui lui auraient été adressées au sujet des élèves en question.

Il est à noter qu'il existe, dans le cadre du Bachelor en sciences de l'éducation, la possibilité d'une admission conditionnelle qui permet aux candidat.e.s concerné.e.s de remédier à leurs déficiences dans une langue au cours de leurs études, tout en assurant que la validation du cycle d'études complet reste soumise à un rattrapage effectif.

Enfin, il est à noter que la loi du 23 août relative au vivre-ensemble interculturel compte parmi ses objectifs de lever les obstacles au vivre-ensemble au Luxembourg, pays défini dans la loi comme un pays marqué par la diversité des origines de ses habitant.e.s.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

⁷ « Barrieren gegen die Integration », « Luxemburger Wort » du 03/01/2024



1) Madame la Ministre est-elle d'accord que le cas de ces élèves illustre l'existence d'un risque de voir partir à l'étranger des candidat.e.s issu.e.s du système scolaire luxembourgeois et motivé.e.s pour les études en médecine, alors que la rétention de ces talents constitue une des raisons d'être d'une formation universitaire en médecine au Grand-Duché ?

2) La langue allemande fait-elle partie des langues véhiculaires dans le cadre du Bachelor en médecine ? Dans la négative, pourquoi fait-elle partie des critères d'accès ?

3) Toujours dans la négative, Madame la Ministre considère-t-elle qu'il existe une contradiction avec les objectifs d'intégration de la loi susvisée sur le vivre-ensemble interculturel ?

4) Madame la Ministre entend-elle contacter l'Université du Luxembourg afin d'envisager des solutions éventuelles qui pourraient permettre aux élèves en question d'accéder aux études en médecine, par exemple une admission conditionnelle ?

Réponse (27/02/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Joëlle Welfring et François Bausch concernant les conditions d'admission au Bachelor en médecine de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

D'emblée, je tiens à souligner que quelque 100 étudiants, qui résident au Luxembourg, commencent chaque année les études dans le Bachelor en médecine à l'Université du Luxembourg et qu'un nombre similaire d'étudiants résidents commencent des études en médecine à l'étranger, dont à peu près la moitié en Allemagne. Comme le Luxembourg ne dispose pas d'une formation de médecine complète (formation de base et spécialisations), tous les étudiants résidents doivent faire au moins une partie de leurs études en médecine à l'étranger. Ces études à l'étranger sont très enrichissantes pour les étudiants et constituent par la suite une valeur ajoutée pour le système de santé au Luxembourg.

Les langues d'enseignement du Bachelor en médecine sont le français, l'allemand et l'anglais tandis que les langues véhiculaires pour les stages cliniques sont le luxembourgeois, le français et l'allemand.

Finalement, je tiens à préciser que l'Université du Luxembourg est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche, doté de la personnalité juridique, et qu'elle jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Dès lors, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne saurait se prononcer par rapport à l'opportunité des choix en termes de langues d'enseignement dans les différents programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg.

Néanmoins, l'on peut constater qu'une approche bilingue (misant sur le français et l'allemand) en termes de langues véhiculaires du système de santé luxembourgeois a été mise en place via la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire et la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Par conséquent, des connaissances linguistiques dans ces deux langues dans le chef des étudiants en médecine garantissent une communication claire et précise avec les professionnels du domaine de la santé, ce qui à terme constitue un prérequis pour des stages cliniques instructifs permettant d'atteindre les

acquis d'apprentissage nécessaires pour une formation qualitative.

Réaffectation de membres de la police judiciaire | Question 0293 (06/02/2024) de Mme Paulette Lenert | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Dans le contexte de l'interdiction de la mendicité, de nombreux policiers sont retirés de plusieurs régions pour le mois de février afin de soutenir les policiers de Luxembourg-ville. Selon nos informations, des effectifs de la police judiciaire seront également déployés pour soutenir les policiers de Luxembourg-ville.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Est-il vrai qu'en plus des renforts temporaires en personnel de la police de Luxembourg-ville au détriment de plusieurs régions, du personnel de la police judiciaire a également été retiré ? Si oui, quels départements et services sont concrètement concernés ? Combien de collaborateurs de la police judiciaire seront réaffectés temporairement dans ce cadre ? Quelles sont les conséquences de ces réaffectations sur les opérations en cours des départements et services concernés ?

– Pour quelle raison des collaborateurs de la police judiciaire sont-ils appelés en renfort des policiers de la capitale ? Leurs activités et compétences ne sont-elles pas fondamentalement différentes de celles des policiers ? Monsieur le Ministre estime-t-il que cette affectation de ressources soit efficace ?

Réponse (20/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Tout d'abord, il convient de rappeler que le dispositif spécial de la Police grand-ducale mis en œuvre dans la ville de Luxembourg n'a pas seulement pour objet de combattre les infractions liées à la mendicité organisée, mais également, et entre autres, celles liées au trafic de stupéfiants et à la traite des êtres humains.

Comme expliqué lors d'une séance d'heure de questions à la Chambre des Députés le 16 janvier 2024, les informations de nature stratégique et opérationnelle relevant de la tactique policière ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Conformément à l'annonce faite lors de cette même intervention, j'ai fourni aux membres de la Commission de la Justice et de la Commission des Affaires intérieures, en séance à huis clos, des précisions sur le dispositif policier en place.

Je peux toutefois confirmer que le Service de police judiciaire (SPJ) est impliqué dans le dispositif en question en fournissant des patrouilles œuvrant notamment dans la lutte contre la mendicité organisée et la traite des êtres humains. Les membres du SPJ ne sont pas retirés de leur service, mais effectuent, dans le cadre de ce dispositif, des missions dévolues au SPJ.

Le travail des membres du Service de police judiciaire est complémentaire au travail des policiers en uniforme et contribue à la réussite du dispositif en question.

Mise en place de maisons « sport-santé » | Question 0296 (06/02/2024) de Mme Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Fin janvier 2024, l'Observatoire national de la santé a publié son premier rapport sur la santé des enfants.

Il en ressort notamment que la problématique du surpoids touche de plus en plus de jeunes. Selon le rapport, entre 2014 et 2022, le surpoids et l'obésité est passé de 15 % à 22 % chez les garçons et de 11 % à 16 % chez les filles, dans la tranche d'âge des 11 à 12 ans.

Une mesure amorcée par le précédent Gouvernement afin de lutter contre l'obésité, promouvoir l'activité physique et favoriser des modes de vie plus sains, constitue en la mise en place de maisons « sport-santé ». Des projets concrets d'implantation étaient en discussions à Esch-sur-Alzette et à Wiltz.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement poursuit-il le projet de mise en place de maisons « sport-santé » ?

2) Dans l'affirmative, quel est le concept retenu pour ces maisons « sport-santé » ?

3) Où en sont les projets initiés ? Dans quelles communes des maisons « sport-santé » sont-elles prévues ?

Réponse (06/03/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'accord de coalition prévoit que « la création des "Gesondheets- a Bewegungszentrum" sera poursuivie afin de prévenir les maladies chroniques, avec une prise en charge par du personnel formé ». Le projet tel qu'esquissé par le précédent Gouvernement a fait l'objet d'une réunion récente avec le Ministère des Sports.

ad 2) Les réflexions et discussions autour du projet esquissé par le précédent Gouvernement sont en cours.

ad 3) Comme précisé dans la réponse à la question 2, les travaux de réflexion sont en cours.

Avenir du Fonds national de la recherche | Question 0298 (07/02/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En date du 23 décembre 2023, le Fonds national de la recherche a annoncé que son secrétaire général quitterait ses fonctions à la recherche de nouveaux défis. Alors que la secrétaire générale adjointe assure l'intérim, aucun.e successeur.e n'a été désigné.e à ce jour. Il est à noter que ce départ est intervenu au début d'une nouvelle législature et également au début de mandat du Conseil de gouvernance d'un autre acteur important de la recherche luxembourgeoise, à savoir l'Université du Luxembourg.

Dans l'accord de Gouvernement 2023-2028, il est prévu que « le cadre légal du Fonds national de la recherche sera revu en vue de mieux répondre aux besoins des institutions de recherche et de les soutenir dans leurs efforts de mise en œuvre de la stratégie nationale de la recherche et de l'innovation ». Or, dans sa note au formateur datée du 13 octobre 2023, le FNR exprime sa conviction qu'il « importe de maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du Fonds national de la recherche ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quand est-ce que le/la prochain.e secrétaire général.e du FNR sera désigné.e ?

2) Quelles sont les raisons pour la révision du cadre légal du FNR telle qu'énoncée dans l'accord de Gouvernement ? Dans quelle mesure est-il nécessaire de « mieux répondre aux besoins des institutions de recherche » ?

3) La réforme du cadre légal envisagée est-elle compatible avec le souhait exprimé par le FNR de « maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du FNR » ?

4) Des concertations avec le FNR au sujet de la révision de sa loi organique ont-elles déjà eu lieu ? L'extrait de l'accord de Gouvernement cité ci-haut ne laisse-t-il pas présager un affaiblissement du rôle du FNR ?

5) Le/la nouveau/elle secrétaire général/e du FNR sera-t-il/elle consulté/e dans la mise en œuvre des orientations politiques retenues dans l'accord de coalition ?

Réponse (05/03/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Joëlle Welfring concernant l'avenir du Fonds national de la recherche (FNR), j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

En ce qui concerne le délai pour la nomination du prochain secrétaire général du FNR, la loi modifiée du 31 mai 1999 portant créant d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public prévoit que la proposition de nomination du secrétaire général relève des attributions du conseil d'administration du FNR.

Le cadre organisationnel du FNR est déterminé par la loi du 31 mai 1999 portant créant d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public, qui a été modifiée en 2014, sans que ces modifications n'aient amendé substantiellement la structure organique du FNR. Ainsi, les fondements organisationnels du FNR sont donc âgés de 25 ans et ne sont plus vraiment adaptés aux réalités de l'année 2024. En effet, depuis 1999, l'écosystème luxembourgeois de la recherche a connu un développement considérable, notamment dû à la création de l'Université du Luxembourg en 2003 et à l'intégration des trois centres de recherche publics dans la loi modifiée du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics.

Les institutions de recherche ont gagné en maturité au cours des années et se voient aujourd'hui confrontées, au-delà de leur mission consistant à assurer l'excellence scientifique de leurs travaux de recherche, aux défis multiples en matière technologique, écologique, sociétale et économique auxquels le Luxembourg doit faire face. La révision du cadre légal du FNR est censée tenir compte à la fois du degré de maturité des institutions de recherche et des défis précités. L'excellence scientifique devra rester le fil conducteur du fonctionnement du FNR et les concertations avec les organes du FNR au sujet d'une nouvelle loi organique viennent de commencer sur cette toile de fond. Elles impliqueront également les autres parties prenantes concernées.

Ligne TGV Luxembourg-Paris | Question 0299 (07/02/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Laut verschiddene Medieberichter ass déi franséisch Eisebunngesellschaft SNCF amgaangen, den TGV-Reseau ze iwwerdenken. Bei einzelnen defizitäre Linne kéint et zu gréisseren Ännerunge kommen. Weider heescht et an de Medien, datt och d'Linn Lëtzebuerg-Paräis kéint betraff sinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministesch stellen:

1. Ass d'Regierung offiziell iwwer méiglech Ännerunge beim TGV-Reseau informéiert ginn?

2. Wa jo, ass d'Linn Lëtzebuerg-Paräis och betraff?

3. Wat wëll d'Regierung maachen, am Fall, wou et zu Verschlechterunge bei den TGV-Verbindungen tëscht Lëtzebuerg a Paräis sollt kommen?

Réponse (08/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Vertrieder vum franséische Stat hu bestätegt, datt d'SNCF net wëlles huet, d'TGV-Verbindung tëschent Lëtzebuerg a Paräis ze iwwerpräiwen. D'SNCF huet dëst och vis-à-vis vun den CFL bestätegt an a Frankräich gouf en Dementi zu dëse falsche Gerüchter publizéiert.

ad 3. Obwuel et zum haitegen Zäitpunkt keng Indicateure gëtt, déi dorop hiweisen, datt sou Moosnamen a Betruecht gezu misste ginn, wäerten d'Zuchverbindunge mat Frankräich ëmmer en Thema vu bilaterale Reunionen op all Niveau bleiwen.

Als Informatioun: D'CFL bedreiwen och en Direktbus op d'Gare Lorraine TGV, deen Zougang zum franséischen TGV Reseau erméiglecht.

Pavillon maritime luxembourgeois | Question 0300 (07/02/2024) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Depuis une trentaine d'années, le Luxembourg s'est construit une niche dans le secteur maritime. Plus de 200 navires sont enregistrés au Luxembourg.

– Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, combien de navires battant le pavillon luxembourgeois sont des navires de pêche ? Est-ce qu'il y a des chalutiers industriels enregistrés au Grand-Duché ? Comment et par qui les navires de pêche sont-ils contrôlés ? Le Luxembourg contribue-t-il activement à la lutte contre la pêche illécite, non déclarée et non réglementée qui constitue aujourd'hui l'une des plus grandes menaces pour les écosystèmes marins et la santé des océans ?

– Combien de navires battant le pavillon luxembourgeois transportent des animaux vivants ? Le cas échéant, est-ce que ces navires ont été spécialement construits à cet effet ou s'agit-il plutôt de navires de fret transformés en bétailières maritimes ? Quel est l'âge moyen de ces navires ? Par quelles mesures le Luxembourg garantit-il le niveau de bien-être animal prévu par la législation de l'Union européenne sur ces navires ?

Réponse (07/03/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Aucun navire de pêche ne bat pavillon luxembourgeois. Le Ministre ayant les Affaires maritimes dans ses attributions avait décidé dès 1990 de ne pas autoriser l'immatriculation de navires de pêche, vu notamment les spécificités de ce secteur et de la législation spécifique applicable. Cette décision politique a été formalisée par le nouvel article 1.1.1-1. du projet de loi 7329, qui prévoit d'exclure explicitement les navires de pêche ou les navires ayant une activité analogue du champ d'application de la loi en question.

En tant qu'État enclavé, la participation active du Luxembourg à la lutte contre la pêche illécite en mer, non déclarée et non réglementée, est limitée. Il y a lieu de rappeler que la législation européenne est applicable en matière de traçabilité des produits de la pêche.

Cinq navires battant pavillon luxembourgeois transportant du bétail vivant sont actuellement immatriculés à Luxembourg par un armateur néerlandais, spécialisé dans ce domaine depuis presque 60 ans. Les sept autres navires de ce type du groupe sont immatriculés au Portugal. Cette entreprise familiale créée en 1890, exploite et gère une flotte diversifiée d'environ 65 navires hauturiers et offshore, dont les navires de bétail. La filiale en charge du transport de bétail est d'ailleurs le transporteur maritime indépendant de bétail qui possède le plus grand nombre de navires spécialisés et opère dans le monde entier, avec une forte présence sur des marchés tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Portugal et l'Irlande.

Les navires précités ont été conçus par l'armateur et spécialement construits pour le transport d'animaux vivants. Les cinq navires sous pavillon luxembourgeois ont en outre été construits en Europe (Pays-Bas et Danemark), sous la supervision de la société de classification française Bureau Veritas. L'âge moyen de ces navires sous pavillon luxembourgeois est de 26,6 ans. Dès 2022 l'armateur a commencé à radier certains des navires de transport de bétail de l'ancienne génération du registre luxembourgeois. Il est prévu de continuer de radier ces navires en fonction de la fin de validité de leurs certificats techniques émis en principe pour cinq ans.

Comme tout navire battant pavillon luxembourgeois, les navires transporteurs de bétail sont régulièrement contrôlés pour s'assurer que toutes les normes applicables sont respectées, et qu'ils sont dûment certifiés. Aucun navire luxembourgeois ne peut prendre la mer s'il ne répond pas aux conditions de sécurité prévues par les conventions internationales en vigueur, dûment ratifiées par le Luxembourg ou requises par la loi du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois et des règlements pris en son exécution, et doit régulièrement être soumis à une inspection par une administration maritime d'un État membre de l'UE ou par une société de classification dûment agréée par le Ministre ayant les Affaires maritimes dans ses attributions pour inspecter et certifier les navires sous pavillon luxembourgeois.

Outre les inspections précitées, ces navires sont également régulièrement contrôlés par les autorités portuaires, par les autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs de bétail, et par le Commissariat aux affaires maritimes qui a mis en place, dès 1992, un réseau d'inspecteurs à couverture mondiale. Depuis la restructuration de ce réseau en 2007, il est prévu qu'au moins une inspection spécifique par l'État de pavillon soit effectuée par navire et par an en dehors des inspections statutaires, prévues par les conventions internationales et effectuées par les sociétés de classifications de type Bureau Veritas au nom du Luxembourg.

Depuis l'immatriculation du premier navire transporteur de bétail en 2018 et jusqu'aujourd'hui, 42 inspections complémentaires ont été effectuées par le Commissariat aux affaires maritimes. Tous ces navires respectent la législation européenne et à l'exception d'un seul, sont agréés pour l'exportation de bétail par l'Australie. En raison de leurs zones commerciales, certains sont également approuvés par l'Irlande et le Portugal, qui tout comme l'Australie, sont considérés comme juridictions de référence reconnues ayant une législation plus stricte en matière de transport de bétail.

Service antifraude de l'Enregistrement | Question **0302** (07/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Selon le directeur de l'Administration de l'enregistrement, responsable entre autres pour la perception de la TVA, le Service antifraude de l'Enregistrement est confronté à un sous-effectif chronique.

Selon le même directeur « nous pourrions apporter plus de recettes à l'État luxembourgeois si nous étions mieux outillés ».

– Devant cette situation et dans l'intérêt d'une lutte efficace contre la fraude, nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre des Finances ce que le Gouvernement entend entreprendre pour remédier à ce problème, difficilement compréhensible pour les contribuables qui paient correctement leurs impôts.

Réponse (08/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquêtent au sujet des effectifs de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), et plus particulièrement de son service antifraude.

À cet égard, il y a lieu d'indiquer que dans le cadre du projet de budget de l'État pour 2024, le Gouvernement propose d'attribuer à l'AED 20 postes nouveaux.

Mesures provisoires dans le cadre d'un divorce | Question **0306** (07/02/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'après le 27. Juni 18 „instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale“ gesäit zwou Formen vum Scheedung vir, nämlech „le divorce par consentement mutuel“ a „le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales“.

Während der Scheedungsprozedur kënnen vum Riichter, op Ufro vum engem oder béide Conjointen, provisoiresch Moosnamen am Hibleck op dréngend Froen applizéiert ginn, déi sech z. B. op déi gemeinsam Kanner, d'Ressourcë vun der Koppel oder hir Wunnen während der Scheedungsprozedur bezéien. Dës Moosnamen gëlle just während der Scheedungsprozedur an halen op, wann d'Scheidungsurteil gesprach ass.

Elo ass et sou, datt et an der Praxis ka virkommen, datt eng vun de Parteien en Interessi kann drun hunn, datt esou provisoiresch Moosnamen méiglechst laang daueren an déi aner awer der Iwwerzeegung ass, datt et héich Zäit gëtt, fir déi provisoiresch Moosnamen ëmzënnere oder opzehiewe, och schonn ier en Urteil geschwat gëtt. Eng kloer Reegelung iwwer d'Dauer vun esou provisoiresche Moosnamen gëtt et menges Wëssens net, ausser datt si eeben net méi gëllen, wa bis en Urteil gesprach gouf.

An deem Kontext wëilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Gëtt et statistesch Donnéeën doriwwer, ewéi laang „provisoiresch Moosnamen“ daueren ?
2. Gëtt et an der Lëtzebuurger Magistratur eng allgemeng Opfaassung doriwwer, wéi laang provisoiresch Moosnamen kënnen daueren, bis se méiglechst sollten iwwerpréift ginn?
3. Ass d'Madamm Justizminister der Meenung, datt provisoiresch Moosnamen, déi vun engem Geriicht geschwat goufen, sollen d'office periodesch iwwerpréift an eventuell amendéiert ginn?

4. Gëtt et am Ausland, zum Beispill an der Belsch oder a Frankräich, méi präzis Reegelen iwwer de Gebrauch, d'Dauer oder d'Revisioun vu provisoiresche Moosnamen?

5. Besteet de Risiko, datt Lëtzebuerg vun internationalen Instanzen oder Geriichter kéint wéinst der Handhabung vu „provisoiresche“ Moosnamen kritiséiert oder condemnéiert ginn?

Réponse (07/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Et gi keng Statistike gefouert, déi provisoiresch Mesuren erfassen, déi am Kader vum engem Scheedungsverfahre vum Riichter vum Familljegeriicht (JAF) gesprach ginn.

De Riichter vum Familljegeriicht (JAF) ka vun de Scheedungsparteie gefrot ginn, fir provisoiresch Moosnamen am Kader vum der Scheedungsprozedur ze huelen (Artikel 234 vum Code civil, Artikel 1007-45 vum Nouveau Code de procédure civile). Déi op Initiativ vum engem oder béide Scheedungsparteien ugefrote provisoiresch Moosnamen gi vum Riichter ëmmer suite vum engem kontradiktorieschen Echange mat de Parteien gesprach. D'Entscheidung vum Riichter fousst deemno op engem Echange, deen hien am Virfeld mat béide Scheedungsparteien an a Präsenz vu béide Parteien gefouert huet.

Déi provisoiresch Moosnamen, déi de Riichter vum Familljegeriicht während der Scheedungsprozedur eventuell op Ufro vum de Scheedungsparteie muss huelen, sinn unzewenden, bis d'Scheidung definitiv gesprach ass (Artikel 237 vum Code civil).

D'Ordonnancë vum Riichter vum Familljegeriicht, déi provisoiresch Mesurë festleeën, sinn appellabel an eng Scheedungspartei, déi net oder net méi mat dese Mesuren averstanen ass, kann e Recours géint déi provisoiresch Mesurë maachen.

D'Regierung huet sech engagéiert ze analyséieren, ob Adaptatioun vum neie Scheedungsgesetz ze maache sinn. Berouend op dem Rapport d'évaluation vum 2021 an den Diskussiounen, déi an der Chamber 2021 an 2022 gefouert goufen, wäerten och d'Dispositiounen betreffend provisoiresch Moosnamen iwwerpréift ginn.

Situation financière des communes | Question **0308** (08/02/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vum engem responsablen Ëmgank mat de Staatsfinanzen ass et noutwenneg, och déi finanziell Situatioun vun de Gemengen ze kennen an am A ze behalen. An deem Kontext wär et wichteg ze wëssen, wéi héich d'Gemengen am Joer 2023 verschélt waren a wéi sech d'Pro-Kapp-Verschëldung vun den eenzele Gemenge gestalt.

Am deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung an enger Tabell – an opgeschlëselt no all eenzel Gemeng – oplëschen, wéi héich d'Schold vun deene jeeeweile Gemengen am Joer 2023 war?
2. Kann d'Regierung an enger Tabell – an opgeschlëselt no all eenzel Gemeng – oplëschen, wéi héich d'Pro-Kapp-Verschëldung vun deene jeeeweile Gemengen am Joer 2023 war?
3. Am Hibleck op d'Pro-Kapp-Verschëldung vun de Gemengen: Vu wéi engem Seuil u gesäit d'Regierung eng kritesch oder schwierig finanziell Lag fir d'Gemeng?
4. Wéi eng Gemenge befannen sech aktuell an enger kritescher oder schwieriger finanzieller Situatioun?

Réponse (06/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Den Artikel 118 vum Gemengegesetz gesäit vir: „L'administration communale peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré.“ Ech weisen och drop hin, datt d'Schold vun de Gemengen ënner anerem mat der Staatsschold konsolidéiert gëtt an domadder de Maastricht-Krittären ënnerläit.

Den Inneministère huet eng Iwwersiicht iwwer déi finanziell Verscholdung vun de Gemengen duerch d'Surveillance vun de Gemengen, d'Arrêtée vun de Budgeten, d'Budgets rectificatifs a Konten, d'Plans pluri-annuels de financement, an d'États détaillés de la situation financière vun de Gemengen.

An der Annex ass eng Oplëschtung vun der Schold, déi d'Gemenge bei de Banken op den 31.12.2023 opstoen haten, esouwéi d'Pro-Kapp-Verschëldung vun deene jeeeweile Gemengen am Joer 2023.

Et ass wichteg ze betounen, dass d'Regierung sech net op d'Pro-Kapp-Verschëldung vun de Gemenge baséiert fir ze detektéieren, ob eng Gemeng sech an enger kritescher oder finanziell schwieriger Situation befënt. Eng Gemeng kéint beispillsweis eng signifikativ Pro-Kapp-Verschëldung hunn, awer finanziell gutt dosto.

Dowéinst kuckt d'Regierung d'Capacitéit vun der Gemeng, fir en Emprunt zeréckzebezuelen. D'Annuitéit ass d'Zomm vun den Zënse an de Remboursement vum Emprunt op ee Joer gekuckt. Doduerch, datt d'Annuitéiten iwwer de Fonctionnementsbudget vun enger Gemeng bezuelt ginn, ass garantiéiert, datt d'Gemengen net an eng Scholdespiral gerode kënnen. Ënner dese Ëmstänn ass eng Schold ee gängige Finanzéierungsmodus vun Infrastrukturen a gëtt enger Gemeng och nëmmen dann accordéiert, wann d'Gemeng à même ass, den Emprunt iwwer de Fonctionnementsbudget zeréckzebezuelen.

Aktuell kruten allegueren d'Gemengen hire Budget am Equiliber opgestallt. Domadder ass séchergestallt, datt all Gemengen hir Schold rembourséieren kënnen.

D'Servicer vum Inneministère sti mat de Gemengen a Kontakt a bidden eng finanziell Berodung un, fir preventiv Mesuren ze recommandéieren.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Enseignants de sport dans l'enseignement fondamental | Question **0309** (08/02/2024) de **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Bei der Presentatioun vum Regierungsprogramm an der Sportskommissioun vun der Chamber ass den Här Sportminister gefrot ginn, wat seng Position wier zu der Interventioun vu speziell forméierte Sportsenseignant(en) am Fondamental. Seng Äntwert war, dass een do bei him oppen Diere géif arennen an dass dat „eng Fro vu politeschem Wëlle“ wier.

Ech hunn dofir folgend Froen un den Här Sportminister an den Här Educatiounsminister:

– Gëtt et an der Regierung de politesche Wëllen, fir speziell forméiert Sportsenseignant(en) am Fondamental anzusetzen?

– Gëtt et scho konkret Iwwerleeungen dozou? Schaffen déi zwee concernéiert Ministeren zesummen un engem Projet? Fir wéini kann ee mat der praktescher Ëmsetzung rechnen?

Réponse (12/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Enseignement fundamental kennt am Moment keng spezialiséiert Enseingnanten, déi just spezi-fesch Matière géingen ënnerriichten. D'Afféierung vu Sportsenseingnantë wier deemno e Paradigmewiessel mat wäitreechende Konsequenzen. De Regierungs-programm gesäit esou e Changelement net vir.

Fraude au compteur kilométrique des véhicules | Question **0310** (08/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La fraude au compteur kilométrique des véhicules est une pratique irrégulière qui va à l'encontre de la confiance des consommateurs et la sécurité routière. Selon des études européennes, les véhicules d'occasion avec des compteurs kilométriques modifiés représentent entre 5 % et 12 % des ventes nationales et entre 30 % et 50 % des ventes transfrontalières. Cette manipulation illicite entraîne non seulement un préjudice financier significatif pour les consommateurs mais représente également des risques en termes de sécurité routière.

Selon le considérant n° 25 de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur « la fraude au compteur kilométrique devrait être considérée comme une infraction passible de sanction, puisque la manipulation d'un compteur kilométrique peut conduire à une évaluation incorrecte de l'état des véhicules ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles mesures le Gouvernement luxembourgeois prend-il pour lutter contre la fraude au compteur kilométrique et pour garantir la transparence lors de la vente de véhicules d'occasion au Luxembourg ?

2) La Belgique, avec son système « Car-Pass » en vigueur depuis 2006, a mis en place un dispositif efficace pour lutter contre ce type de fraude, en fournissant un historique fiable du kilométrage des véhicules. Est-il envisagé d'instaurer un système similaire au « Car-Pass » pour renforcer la lutte contre cette fraude au Luxembourg ?

3) Comment le Gouvernement luxembourgeois utilise-t-il les données issues de la plateforme « EUCARIS » pour détecter et prévenir la fraude au compteur kilométrique, et existe-t-il une coopération avec les États membres de l'UE dans ce domaine ?

4) Combien de cas de manipulation de compteurs kilométriques ont été constatés au Luxembourg au cours des dernières années ?

5) Quel est le préjudice financier subi par les consommateurs luxembourgeois à la suite de la fraude au compteur kilométrique ?

6) La falsification du compteur kilométrique est-elle considérée comme une infraction selon le droit luxembourgeois, et si oui, quelles sont les peines encourues ?

Réponse (12/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés posent des questions relatives à la fraude au compteur kilométrique.

La fraude au compteur kilométrique est une manipulation qui peut fausser l'évaluation de l'état réel du véhicule. C'est pourquoi la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014

relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, préconise que la mention du kilométrage sur le certificat de contrôle technique ainsi que l'accès à ces informations par les inspecteurs de contrôle technique devraient permettre de détecter toute altération et manipulation du kilométrage du véhicule.

Pour combattre la fraude au compteur kilométrique, le Luxembourg a mis en place des mesures conformes à la directive 2014/45. Cette directive impose aux États membres de contrôler le kilométrage du véhicule présenté à chaque contrôle technique. En vertu de l'article 8, paragraphe 6, de ladite directive, l'autorité compétente est tenue de fournir aux organes de contrôle les données concernant le kilométrage enregistré précédemment.

Ces exigences ont été transposées en droit national. Conformément à l'article 4bis, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les organismes de contrôle habilités à effectuer le contrôle technique des véhicules routiers au Grand-Duché de Luxembourg reçoivent, pour vérifier le kilométrage, les informations fournies lors du contrôle technique précédent ainsi que les données techniques du véhicule. Lors de chaque contrôle technique, les données les plus récentes sont comparées aux données précédentes. Conformément au point de contrôle 7.11 de l'annexe I du règlement ministériel du 20 octobre 2023 définissant le contenu et les méthodes de contrôle technique applicables dans un centre de contrôle technique ainsi que lors d'un contrôle technique routier entendu, les centres de contrôle technique vérifient, pour les véhicules routiers équipés d'un compteur kilométrique, si ce dernier est défectueux ou s'il a été manipulé de manière évidente pour altérer le nombre de kilomètres parcourus.

En cas de constatation de fraude, le véhicule est sanctionné par une défaillance « majeure », ce qui entraîne l'émission d'un certificat de contrôle technique pour une durée de 4 semaines limitant la circulation du véhicule à certains trajets prédéfinis et le véhicule doit être présenté à un nouveau contrôle technique. Le propriétaire doit alors présenter des documents prouvant que le véhicule n'a pas été manipulé, sinon il ne peut plus circuler sur les voies publiques. Bien qu'aucune infraction pénale spécifique ne soit liée à la fraude au compteur kilométrique, elle peut être prise en compte lors de procédures pénales pour établir une fraude ou une falsification, ou invoquée pour annuler des contrats de vente.

Une incohérence dans le kilométrage peut également avoir d'autres origines, telles qu'une erreur de saisie. Un simple remplacement de l'enregistrement défectueux peut également mener à un kilométrage non cohérent par rapport à l'enregistrement précédent. Pour remédier à ce problème d'enregistrements erronés, il est prévu que dans un avenir proche, les organismes de contrôle technique utiliseront un outil permettant de se connecter à l'interface électronique du véhicule pour extraire les informations en relation avec le kilométrage.

Pour les véhicules immatriculés au Grand-Duché, une surveillance continue du kilométrage est de ce fait garantie. Au niveau européen, le Luxembourg a toujours plaidé en faveur d'une surveillance du kilométrage des véhicules immatriculés dans l'Union européenne, avec un partage transparent entre tous les États membres. Contrairement au système « Car-Pass », qui est un système commercial, le Luxembourg soutient toutes les initiatives qui rendent ces informations disponibles gratuitement.

Dans son rapport du 27 avril 2021 sur la mise en œuvre des aspects de sécurité routière du paquet « contrôle technique », le Parlement européen a appelé les États membres à continuer de faciliter l'échange systématique de données sur le contrôle technique et les relevés de compteurs kilométriques entre leurs autorités compétentes respectives. De plus, le Parlement a exprimé sa reconnaissance envers la Commission pour le développement de la plateforme MOVEHUB de l'Union européenne et de son module ODOCAR. Cette plateforme fournit une infrastructure informatique permettant l'échange des relevés de compteurs kilométriques dans l'Union européenne sous forme d'une base de données, offrant également la possibilité d'échanger des informations avec le réseau EUCARIS. Ainsi, le Luxembourg est prêt à répondre à toute obligation future de mise à disposition de ces données, comme demandé par le Parlement européen, qui a également sollicité une évaluation de la Commission européenne sur la possibilité de rendre l'utilisation du MOVEHUB de l'Union européenne obligatoire pour les États membres dans le cadre d'une future révision de la directive 2014/45/UE.

En outre, le Luxembourg assure la transparence en mettant à disposition toutes les données relatives au kilométrage des véhicules via les différents services EUCARIS, notamment le service « Mileage » et le service « AVI », permettant ainsi aux autres États membres de l'Union européenne d'accéder aux kilométrages relevés.

Un contrôle systématique des véhicules importés n'est cependant pas effectué, car il n'existe aucune obligation de présenter les véhicules à la Société nationale de circulation automobile (SNCA) lors de l'immatriculation. Seulement lors du premier contrôle technique obligatoire au Luxembourg, un kilométrage est à nouveau relevé et à ce moment-là, si une manipulation est détectée, le véhicule est rejeté lors du contrôle technique.

Les statistiques concernant le nombre d'infractions constatées ne sont pas disponibles, car seuls les tribunaux peuvent constater les infractions réelles. Cependant, si un propriétaire de véhicule ou le parquet sollicite une assistance ou des informations concernant une éventuelle manipulation, la SNCA transmet ces informations.

Institution financière belge Euroclear | Question **0311** (08/02/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Au titre de l'année 2023, l'institution financière belge Euroclear, qui gère les actifs financiers qu'elle détient auprès des parties russes figurant sur la liste des sanctions, paie 1,08 milliard d'euros d'impôts sur les bénéfices générés par lesdits actifs à l'État belge. De surcroît, l'État belge peut tirer profit au niveau des dividendes distribués du fait qu'il est le deuxième actionnaire d'Euroclear.

Par conséquent, à l'aune de ces montants, le Gouvernement belge a déjà annoncé qu'il aimerait utiliser cet argent pour aider l'Ukraine.

Euroclear représente l'un des deux dépositaires centraux internationaux de titres, à côté de Clearstream, basé au Luxembourg.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Une rentrée fiscale exceptionnelle du fait du gel d'actifs financiers russes par un dépositaire est-elle susceptible d'être générée au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, le Gouvernement envisagerait-il d'utiliser ces rentrées fiscales afin d'aider l'Ukraine ?

Réponse (07/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Conseil a adopté le 12 février 2024 le règlement (UE) 2024/576 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, introduisant des clarifications sur les obligations des dépositaires centraux de titres détenant des actifs et des réserves de la Banque centrale de Russie qui sont immobilisés à la suite des mesures restrictives de l'Union européenne. Ces modifications ouvrent la voie à une possible future décision du Conseil sur l'établissement éventuel d'une contribution financière au budget de l'UE prélevée sur les bénéficiaires nets pour soutenir l'Ukraine. Le Luxembourg continue de plaider pour une approche juridiquement solide et coordonnée avec les partenaires internationaux.

Le Luxembourg ne s'attend pas actuellement à une rentrée fiscale extraordinaire dans le contexte des avoirs immobilisés ni des avoirs gelés.

.....
Violations des droits de l'homme au Yémen | Question **0312** (09/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV) |

Les violations des droits de l'homme sont malheureusement monnaie courante sous le régime Houthis au Yémen. Ces derniers jours, les médias ont rapporté que 13 hommes ont récemment été accusés d'homosexualité et condamnés à mort. Notamment, les défenseurs des droits de l'homme et les représentants des médias sont, de façon régulière, arbitrairement détenus et torturés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le ministre est au courant des violations des droits de l'homme systématiques au Yémen ?

2) Dans l'affirmative, le ministre prendra-t-il une initiative pour protester officiellement, au nom du Gouvernement, contre les violations des droits de l'homme au Yémen ?

3) Au vu des violations régulières des droits de l'homme, le Gouvernement estime-t-il que l'Union européenne devrait prendre des sanctions contre le Yémen et serait-il prêt, le cas échéant, à soutenir une telle initiative ?

Réponse (06/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) et 2) La situation des droits humains au Yémen est des plus préoccupantes. Il s'agit d'un sujet qui est à l'agenda de longue date. Le Luxembourg s'était particulièrement impliqué dans ce dossier, en faisant partie du groupe noyau de pays, avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Irlande et le Canada, qui étaient coauteurs de la résolution au Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains au Yémen. Cette résolution avait établi le mandat d'investigation du groupe des experts éminents, avec pour mission de préserver, collecter et analyser les preuves des violations des droits humains dans le pays. Cependant, le renouvellement du mandat du groupe d'experts éminents a échoué en 2021 lors de la 48^e session du Conseil des droits de l'homme, la résolution n'ayant pas rassemblé le nombre de votes nécessaires à sa reconduction.

Nous continuons à suivre de près et à attirer l'attention sur l'évolution de la situation des droits humains au Yémen, y compris les nombreuses violations des droits humains perpétrées par les Houthis, notamment à l'encontre des femmes et des filles, comme indiqué dans le rapport de 2023 du groupe d'experts des Nations Unies, ainsi que les allégations de mauvais traitements infligés aux migrants et aux demandeurs d'asile et aux victimes de la traite des êtres humains dans les régions frontalières. Le Luxembourg est également préoccupé par la situation des civils, des femmes, des enfants, des militants, des journalistes, des défenseurs et défenseuses des droits humains, des personnes LGBTIQ+, des travailleurs humanitaires et des personnes appartenant à des minorités, y compris la communauté religieuse bahaïe. Le Luxembourg envisagera favorablement de soutenir d'éventuelles initiatives futures visant à faire en sorte que les auteurs des violations des droits humains aient à répondre de leurs actes.

ad 3) Compte tenu des violations des droits humains en cours, le Luxembourg soutient une approche commune de l'Union européenne qui ne pénalise pas les victimes, c'est-à-dire la population yéménite, mais qui vise de façon ciblée les auteurs de ces crimes sans mettre en péril les pourparlers de paix. De concert avec l'Union européenne, le Luxembourg est aussi favorable à l'étude des possibilités de mise en place d'un mécanisme indépendant de prévention et de lutte contre l'impunité des violations des droits humains et des abus, afin d'éviter de nouvelles souffrances au peuple yéménite.

Enfin, il convient de rappeler que l'Union européenne a déjà pris des mesures restrictives contre certaines personnes qui se sont livrées à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen – et ayant donc une incidence directe sur la situation des droits humains dans le pays – par le biais de son règlement n° 1352/2014 du 18 décembre 2014. Celui-ci prévoit des restrictions à l'entrée ou au passage en transit, ainsi que le gel des fonds et des ressources économiques, des personnes en question, conformément à la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 26 février 2014.

.....
Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges 2023 | Question **0314** (09/02/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nodeems déi Lëtzebuerger Wënzer d'lescht Joer mat ville Belaaschtungen a Beschränkungen ze kämpfen haten, sou z. B. mat iwwerméisseg staarke Reefäll am Summer, déi zu engem ongewéinlech fréie Liesufank gefouert hunn, goufe si och, wéi ee rezent an der Press noliese konnt (Artikel „OPVI: Mënschen, Drauwen, Passioun“, „Tageblatt“ vum 30.1.2024), am selwechte Joer mat verstärkte Kontrollen duerch d'Inspection du travail et des mines konfrontéiert. Net manner wéi dräimol hätt d'ITM d'Lies bzw. déi bei de Wënzer beschäftegt Hëllefssaarbechter kontrolléiert an dobäi relativ héich Geldstrofe verhaang.

De Rapport vun der ITM fir d'Joer 2022 weist drop hin, datt d'ITM dat Joer Geldstrofen an Héicht vun 10,42 Milliounen Euro verhaang hat, e Rekord. Gläichzäiteg war d'Zuel vun de Kontrollen dat Joer däitlech an d'Lucht gaang. Fir 2023 leien nach keng Zuele vir. Op der Tëlee hat den Direkter vun der ITM den 21. Abrëll 2023 ënnerstrach, datt Geldstrofen am Géigesaz zu Chantierrsschléissungen net ëmmer eng ofschreckend Wierkung op d'Patronen hätten.

An dësem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Wäibauminister an un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann d'Regierung Statistike virleeën, déi beleeën, wéi vill Geldstrofe vun der ITM am Joer 2023 géint Vertrieeder vun der Lëtzebuerger Wënzerschaft verhaang goufen? Wéi vill Wënzer hunn insgesamt esou eng Geldstrof krut? Wat waren d'Grënn vun dese Geldstrofen?

2. Wéi vill vun dese Geldstrofe si bis elo scho bezuelt ginn? Ëm wéi eng Zomm handelt et sech dobäi?

3. Wat déi Geldstrofen ugeet, déi nach net bezuelt goufen: Leien der Regierung Grënn vir, firwat déi betraffe Wënzer des Geldstrofen nach net bezuelt hunn?

4. Wéi eng Grënn gëtt et fir déi verstärkt Kontrolle vun der ITM während der Wäilies? Leien der Regierung Statistike vir, wéi sech d'Zuel vun dese Kontrollen an de leschten zéng Joer entwéckelt huet?

5. Geet d'Regierung dervun aus, datt déi relativ héich Geldstrofen en dissuasiven Effekt op d'Wënzer hunn? Wa jo, wat bestärkt d'Regierung an dëser Meenung?

6. Geet d'Regierung dervun aus, datt verschidde Wënzer bestrooft goufen, well se sech net mat der aktueller Gesetzesslag, mat den administrativen Oplagen an Direktiven auskannt hunn? Wa jo, wéi wëll d'Regierung d'Zuel vun dese Feeler aus Onwëssenheet an Zukunft verkleinere?

Réponse (08/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Kader vun hire Kontrollen iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen. D'Kontrolle vun der ITM ginn entweeder op Basis vun enger Plainte organiséiert oder si gi proaktiv geplangt an duerchgefouert.

Am Joer 2023 huet d'ITM am Ganze 17.328 Kontrolle bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert an 3.268 Geldstrofe verhaang fir e Betrag vu 14.307.000 Euro.

Am Joer 2023 goufe 36 Kontrolle bei Wënzerbetriber duerchgefouert an et gouf hinnen 10 Geldstrofe verhaang fir e Betrag vu 44.500 Euro.

D'Grënn vun dese Geldstrofe betreffen Infraktiounen, déi festgestallt gi sinn am Kader:

- vun der medezinnescher Ënnersichung vum Aarbechtsdokter
- vum Opstelle vun den Aarbechtsstonnen a Congésregëster
- vum Opstelle vun de Paiziedelen
- vum Feele vu Beweiser betreffend d'Bezuele vun de Paien
- vum Netbezeule vum Salaire
- vum Netbezeule vun den Iwwerstonnen a vun de Congésdemnitéiten
- vum Feele vun der Openthalts- an Aarbechts-erlabnes.

ad 2. Vun deenen 10 Geldstrofen, déi am Joer 2023 u Wënzerbetriber verhaange goufen, sinn der bis elo 5 bezuelt ginn an dëst fir e Betrag vun 9.000 Euro.

ad 3. Wat d'Geldstrofen ugeet, déi nach net bezuelt goufen, leien der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, déi sech ëm de Recouvrement vun de Geldstrofe bekëmmert, keng Grënn vir, firwat déi betraffe Wënzerbetriber des Geldstrofen nach net bezuelt hunn.

ad 4. D'Zuel vun de Kontrollen, déi vun der ITM bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert goufen, hu sech wéi folgend ab dem Joer 2016 entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Zuel vun de Kontrollen, déi vun der ITM bei de Wënzerbetriber duerchgefuert goufen, hu sech wéi follgend fir déi selwecht Zäit entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Kader vun hire Kompetenzen huet d'ITM vu Joer zu Joer tendenziell ëmmer méi Kontrolle bei alle Betriber vun alle Secteuren duerchgefuert.

Déi 36 Kontrollen, déi am Joer 2023 bei de Wënzerbetriber duerchgefuert goufen, entspreche 14,5 % vun den 249 Wënzerbetriber, déi kontrolléiert goufen, an 0,21 % vun de 17.328 Kontrollen, déi d'ITM am Joer 2023 am Ganze gemaach huet.

Et kann een also net behaupten, dass et sech hei just ëm verstärkt Kontrolle vun der ITM während der Wäilies handelt. Et gëtt keng aner spezifesch Grënn fir verstärkt Kontrolle vun der ITM während der Wäilies.

ad 5. Betreffend den Netrespekt vun hiren Uerderer am Kader vun de Reegelen iwwert d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht, kann d'ITM de Betriber eng Geldstrof tëschent 25 a 25.000 Euro verhängen.

Fir de Betrag vun der Geldstrof festzuleeën, berücksichtegt den Direkter vun der ITM d'Ëmstänn an d'Gravitéit vun der Infraktioun souwéi d'Behuele vum Employeur.

Éier eng Geldstrof verhaange gëtt, gëtt all Betrib opgefuerdert, sech innerhalb vun engem gewësenen Delai ze regulariséieren. Dësen Delai ass am Prinzip op 15 Deeg fixéiert, mee falls néideg, kann dësen Delai op Demande vum Betrib och verlängert ginn.

Et si just d'Betriber, déi net op d'Uerderer vun der ITM reagéiert hunn, respektiv déi sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof vun der ITM verhaange kréien.

Betreffend den Netrespekt vun de Reegelen iwwert d'Openthalts- an Aarbechtserlabnes, verhängt den Aarbechtsminister eng Geldstrof vun 10.000 Euro pro Net-EU-Bierger, deen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt gëtt. Bei der Feststellung vun esou enger Infraktioun ass keng Regularisatioun méiglech.

Den Employeur riskéiert och eng Prisongsstrof vun 8 Deeg bis 1 Joer an eng Geldstrof vun 2.501 bis 125.000 Euro pro Net-EU-Bierger, deen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt gëtt, falls:

1. dës Infraktioun eng zweete Kéier beim selwechten Employeur festgestallt gëtt,
2. op d'mannst zwee Net-EU-Bierger mateneen ouni Openthalts- oder Aarbechtserlabnes beschäftegt ginn,
3. och nach zousätzlech grav Aarbechtsbedéngunge festgestallt ginn,
4. den Employeur weess, dass den Net-EU-Bierger Affer vu Mënschenhandel ass,
5. den Net-EU-Bierger e Mannerjärege ass.

D'Geldstrofe goufe vum Legislatuer am Aarbechtsgesetzbuch fixéiert, fir en dissuasiven Effekt op all Betrib ze hunn, deen d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an an der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht net respektéiert.

Wann ee gesäit, dass verschidde Betriber sech net regulariséieren, mee léiwer eng Geldstrof verhaange wëlle kréien, da kann een dovunner ausgoen, dass d'Geldstrofen nach net héich genuch sinn.

ad 6. Jo. D'Regierung geet dervun aus, dass et net absichtlech war. Et ass dofir ugeduecht, d'Prozedur vum Recrutement vun den Hëllesaarbechter am Wäin, Uebst- a Geméisbau ze vereinfachen.

Attaques de phishing | Question 0315 (09/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aus engem Pressecommuniqué vun der Union luxembourgeoise des consommateurs nouvelle (ULC) geet ervir, dass d'Unzuel u Phishing-Attacken 2023 op 1.300 bekannte Fäll ugeweess ass. Leider ass dovunner auszegoen, dass d'Unzuel un Tentativen an net bekannte Fäll nach vill méi héich ass.

Aus der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0184 geet zousätzlech ervir, dass et net vill weider Zuelematerial gëtt, fir dës Entwécklungen ze kadréieren. Weeder féiert d'Police Statistiken iwwert d'Natur vun den Arnaquen, nach iwwert de „Modus operandi“ oder d'Alterskategorie vun den Affer. Dëse Mangel un Informatiounen betrëfft souwuel de Finanzsektor wéi och déi aner Typpe vu Phishing-Attacken.

Besonnench eeler Leit si cibléiert a géingen sech e bessere Schutz virun dësen Attacke wënschen. Hei si souwuel déi ëffentlech Autoritéiten als och privat Acteure gefuerdert. Och wann d'ULC Initiativen, wéi BEE SECURE an ëffentlech Informatiounscampagnen, felicitéiert, wënscht si sech eng méi staark Implikatioun vun de Finanzhaiser op nationalem Plang, besonnench, wann et ëm d'Ënnerstëtzung vu betreffenen Affer geet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vu versichte Phishing-Attacken op national present Banke sinn dem Ministère an de leschte 5 Joer bekannt?
2. A wéi ville Fäll ass et den Auteure vun den Attacken an de leschte 5 Joer gelongen, fir Donnéeën, Informatiounen oder och finanziell Moyene vu Clienten ze erhalen?
3. Gëtt et Pläng säitens dem Ministère, eppes am Kader vum Schutz viru Phishing-Attacken op legislativem Plang ze ënnerhuelen?
4. Gëtt et Pläng säitens dem Ministère, eppes am Kader vun enger Entschedegung vun Affer bei Phishing-Attacken op legislativem Plang ze ënnerhuelen?
5. Wéi ënnerstëtz d'Spuerkeess (wëssend, dass et sech ëm een Établissement public handelt) hir Clienten, am Fall, dass se Affer vun enger Phishing Attack gi sinn?

Réponse (08/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances

De Ministère huet selwer keng Donnéeë bezüglech „Phishing“-Attacken.

D'CSSF gouf hirsäits iwwer déi lescht 5 Joer mat Reklamatiounen vu Clientë saiséiert, déi méiglecherweis Affer vu „Phishing“-Attacke goufen. Hei d'Donnéeën opgeschlüsselt no Joer:

- 2019: 2
- 2020: 1
- 2021: 8
- 2022: 24
- 2023: 45
- 2024: 7 (bis de 6. März 2024).

Wat Neierungen op legislativem Plang ubelaangt, sou sief op déi sougenannten NIS (Network and Information Security) 2 Direktiv, déi aktuell um Instanzewege ass an dëst Joer an d'national Legislatioun soll ëmgesat ginn, verweisen. Dës Direktiv gesäit ënner anerem verschidde Moosname vir, déi d'Sensibiliséierung vun de Bierger op aktuell Cybermenacen, also och de „Phishing“, solle verbesseren.

Esou mussen déi concernéiert Entitéit respektiv déi zoustänneg Autoritéiten ëffentlech iwwer akut Menacé kommunizéieren, fir se esou anzedammen. Do derniewent schaaft d'Direktiv ee Kader fir de fräiwëllegen Austausch vun aktueller Cybermenacen an

d'CSIRTen (Computer Security Incident Response Team) si gehalen, dës Informatiounen opzebereeden an ze diffuséieren. Ee fräiwëllegen Informatiounsaustausch tëscht Finanzentitéiten iwwert Cybermenacé gëtt och spezifesch am Kader vum europäeschen DORA-Reglement (Digital Operational Resilience Act) iwwert ICT Sécherheet am Finanzsektor encouragéiert a rechtlech erméiglecht.

Op EU-Niveau lafen doriwwer eraus d'Aarbechten, fir d'Payment Services Directive 2 (PSD 2) ze iwwerschaffene, weider. Ee Schwéierpunkt ass dobäi d'Stärkung vun den antifraude Mesuren esou ewéi d'Berécksiichtunge vun neien Typpe vu Fraudé wéi dem „Spoofing“. D'Propositioun vun der PSD 3 gesäit a verschiddene Fäll och Entschedegungsmechanisme vir, fir Affer vu gewëssene Frauden.

Ech wëll dann och betounen, dass iwwer déi lescht Joren d'Acteuren aus dem Finanzberäich, virop d'Banken an d'ABBL, ganz vill Sensibiliséierungsarbecht geleescht hunn.

Well den honorabelen Deputéierte besonnench d'Spuerkeess viséiert, erlaben ech mir, follgend zousätzlech Informatiounen ze ginn.

Esou féint ee Warnungen an Alerten op hirer Websäit, www.spuerkeess.lu, op soziale Medien an op der S-Net Mobile App an och Erklärungen um Internet (<https://www.spuerkeess.lu/fr/particuliers/?q=phishing>), fir d'Clienten ze informéieren an ze sensibiliséieren, an ze erklären, wéi ee reagéiert, wann een Affer vun engem Bedruch ginn ass.

Wann der Bank ee „Phishing“ Bedruch, Versuch oder Verdacht gemellt gëtt:

- ënnerstëtz d'Spuerkeess de Client direkt mat den néidegen Erklärungen a bitt Hëllesstellung, fir de Bedruch ze mellen (bei Worldline, LuxTrust, Police, anere Banken asw.);
- mécht se eng direkt Kontroll vun de Konten, Onlinebanking, Kaarten a LuxTrust Zertifikater vum betrafene Client a, wa relevant, späert se dës;
- hëlt se direkt Kontakt op mat der Bank, wou d'Suen onberechtegt hin iwwerwise goufe fir ze probéieren, déi ze blockéieren oder ze recuperéieren;
- stellt se een Dossier zesumme mat allen Informatiounen, fir un déi zoustänneg Autoritéit weiderzeginn.

D'Spuerkeess féiert och intern Analysen duerch, fir eventuell weider Fäll nom selwechte Muster, souwäit wéi méiglech ze verhënnere.

Zesumme mat Worldline Financial Services (Europe) SA, an an Zesummenaarbecht mat anere Banken an der ABBL, gouf doriwwer eraus eng 24/7 Hotline ageriicht, iwwer déi och Kaarten a LuxTrust Produite kënnen blockéiert ginn.

An nächster Zukunft wäert een iwwer dës Hotline och kënnen den Onlinebanking vum betrafene Client blockéieren (eppes, wat fir Spuerkeess-Clienten haut scho méiglech ass). D'Clientë kënnen dat schonn haut och selwer iwwer hiren S-Net maachen.

Directive sur la chaîne d'approvisionnement (CSDDD) | Question 0319 (12/02/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 9. Februar sollt u sech d'Liwwerkettendirektiv (CSDDD) um Ordre du jour vun der Réunion informelle des ministres de la compétitivité stoen. De Vott iwwert den Text ass awer kuerzfristeg ofgesot ginn. Wéi de Radio 100,7 iwwert de Weekend gemellt huet:

„D'Lëtzebuurger Regierung wier dobäi, hir Positioun ze finaliséieren, hat et gëschot op eis Nofro geheescht. Och haut war doriwwer net méi gewuer ze ginn.“

D'Gesetz soll dofir suergen, dass grouss Betriber an d'Responsabilitéit geholl kënnen ginn, wa si

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

beispiillsweis vu Verstéiss géint Mënscherechter an der Liwwerkette profitéieren."

An hirem Programm vun 2023–2028 huet sech d'Regierung verpflichtet, fir d'Direktiv ze ënnerstëtzen, mee am selwechte Moment och Konditiounen fir hire Support gestallt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi hätt d'Lëtzebuurger Regierung den 9. Februar ofgestëmmt, wann et zu engem Vott komm wier? Mat wéi enger Begrënnung?

2. Wäert Lëtzebuerg sech fir Ännerungen am Text virun engem neie Vott asetzen? Wa jo, wat fir Ännerungen wieren dat?

3. Gëtt et schon een neien Datum fir ee Vott?

Réponse (04/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Premier ministre a répondu à l'ensemble de ces questions lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés en date du 28 février 2024.

Le Gouvernement partage les objectifs du projet de directive relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises et contribue activement aux négociations en cours.

En raison du degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement privilégie l'adoption d'une réglementation européenne en la matière.

Directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat | Question **0322** (12/02/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La directive 2013/48 relative au droit d'accès à un avocat et au droit de communiquer en cas d'arrestation prévoit l'obligation d'informer d'office le titulaire de la responsabilité parentale de la privation de liberté

d'un enfant mineur. Après plusieurs démarches entreprises par la Commission européenne, dont une lettre de mise en demeure et un avis motivé, l'institution européenne a finalement décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg sur base d'une transposition incorrecte de dispositions de la directive susmentionnée. Ainsi, le Grand-Duché risque d'être frappé par une amende élevée.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Justice :

– Quelles démarches seront entreprises, vu le projet de loi déposé, pour éviter ou tout au moins réduire le risque d'une sanction financière?

Réponse (07/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le projet de loi n° 8326 portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté vise justement à remédier ponctuellement aux lacunes textuelles constatées par la Commission européenne, en attendant l'adoption et le vote du projet de loi n° 7991 portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs.

Ce projet de loi prévoit en son article unique une information des représentants légaux en cas de privation de liberté de leur enfant mineur, ainsi que les exceptions à cette information.

Le Conseil d'État a rendu son avis en date du 27 février 2024 et les amendements au projet de loi sont en cours d'élaboration, de sorte que la procédure législative pourra être poursuivie dans les meilleurs délais.

Utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine | Question urgente **0493** (19/03/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Georges Engel** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

D'après un article récemment paru sur le site Politico, le Luxembourg fait partie des quatre États membres

de l'UE, à savoir la Hongrie, la Slovaquie et Malte, qui se seraient opposés à l'objectif de la Présidente de la Commission européenne d'utiliser les bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir l'Ukraine militairement, notamment à travers la livraison de munitions, lors d'une réunion des ambassadeurs des 27 États membres la semaine dernière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Les membres du Gouvernement peuvent-ils confirmer cette information ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Luxembourg a-t-il adopté cette position ?

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'utilisation des bénéfices issus des avoirs russes gelés afin de soutenir militairement l'Ukraine ?

– Comment le Luxembourg exprimera-t-il sa position quant à ce sujet lors du Conseil européen du 21 au 22 mars et au sommet de la zone euro le 22 mars ?

Réponse (20/03/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'information parue sur le site Politico ne reflète pas le déroulement de cette réunion. En effet, le représentant luxembourgeois a rappelé qu'il était primordial d'avoir une certitude juridique avant d'attribuer un avoir ou son produit à un tiers. D'autre part, il avait été retenu jusqu'à ce jour que l'utilisation de ces montants serve à la reconstruction de l'Ukraine.

Lors du prochain Conseil européen, le Luxembourg soutiendra la proposition d'utiliser ces montants pour un soutien militaire à l'Ukraine.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799